KAZIMIERZ WALISZEWSKI

LE ROMAN D'UNE IMPÉRATRICE

CATHERINE II DE RUSSIE D'APRÈS SES MÉMOIRES, SA CORRESPONDANCE ET LES DOCUMENTS INÉDITS DES ARCHIVES D'ÉTAT

BIBEBOOK

Kazimierz Waliszewski

Le Roman d'une impératrice

CATHERINE II DE RUSSIE D'APRÈS SES MÉMOIRES, SA CORRESPONDANCE ET LES DOCUMENTS INÉDITS DES ARCHIVES D'ÉTAT

1893

Un texte du domaine public.
Une édition libre.

ISBN—978-2-8247-1720-3

BIBEBOOK

www.bibebook.com

Bibliothèque russe et slave

À propos de Bibebook :

Vous avez la certitude, en téléchargeant un livre sur Bibebook.com de lire un livre de qualité :
Nous apportons un soin particulier à la qualité des textes, à la mise en page, à la typographie, à la navigation à l'intérieur du livre, et à la cohérence à travers toute la collection.
Les ebooks distribués par Bibebook sont réalisés par des bénévoles de l'Association de Promotion de l'Ecriture et de la Lecture, qui a comme objectif : *la promotion de l'écriture et de la lecture, la diffusion, la protection, la conservation et la restauration de l'écrit.*

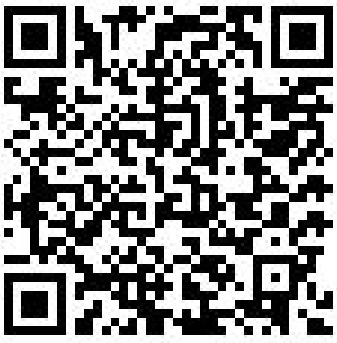
Aidez nous :

Vous pouvez nous rejoindre et nous aider, sur le site de Bibebook.
http://www.bibebook.com/joinus
Votre aide est la bienvenue.

Erreurs :

Si vous trouvez des erreurs dans cette édition, merci de les signaler à :
error@bibebook.com

Télécharger cet ebook :



http://www.bibebook.com/search/978-2-8247-1720-3

Crédits :

Sources :

- Plon-Nourrit
\& Cie

Ont contribué à cette édition :

- Association de Promotion de l'Ecriture et de la Lecture
- Bibliothèque russe et slave

Fontes :

- David Rakowski's
- Manfred Klein
- Philipp H. Poll

Licence :

Le texte suivant est une œuvre du domaine public édité sous la licence Creatives Commons BY-SA

Lire la licence

Cette œuvre est publiée sous la licence CC-BY-SA, ce qui signifie que vous pouvez légalement la copier, la redistribuer, l'envoyer à vos amis. Vous êtes d'ailleurs encouragé à le faire.

Vous devez attribuer l'œuvre aux différents auteurs, y compris à Bibebook.

Première partie

La grande-duchesse

LIVRE PREMIER. DE STETTIN À MOSCOU

Chapitre 1

LE BERCEAU ALLEMAND L'ENFANCE

I. Le lieu de naissance. — Stettin ou Dornburg ? — Une paternité contestée. — Le grand Frédéric ou Betzky ? — La maison d'Anhalt-Zerbst. — II. La naissance de Figchen. — L'éducation d'une princesse allemande au XVIIIe siècle. — Mademoiselle Cardel. — Voyages et impressions. — Eutin et Berlin. — Un horoscope. — III. Les affinités russo-allemandes. — Influences russes en Allemagne ; rivalités allemandes en Russie. — La descendance du tsar Alexis greffée sur deux souches germaniques. — Holstein ou Brunswick. — Le triomphe d'Élisabeth ; Pierre-Ulric de Holstein devient son héritier. — Un courrier russe à Zerbst.

1.1

Il y a une cinquantaine d'années de cela, on se désolait dans un coin de vieille petite ville allemande : un chemin de fer devait passer par là, bouleversant à son ordinaire d'anciennes habitudes, éventrant de vieilles demeures, rasant d'antiques promenades, où plusieurs générations étaient venues prendre le frais. Parmi les objets ainsi menacés par l'impiété des ingénieurs, au grand désespoir des bourgeois de l'endroit, un arbre, un tilleul, d'apparence vénérable, semblait l'objet d'un culte spécial et d'un regret particulièrement aigu. Le chemin de fer passa tout de même. Le tilleul

ne fut pas coupé, mais on l'arracha du coin de terre où il avait pris racine et on le transplanta ailleurs. Pour le mieux traiter, on le mit en face de la nouvelle gare. Il se montra insensible à cet honneur, et sécha sur pied. On en fit deux tables : l'une d'elles fut offerte à la reine de Prusse, Élisabeth, l'autre à l'impératrice de Russie, Alexandra Feodorovna. Les habitants de Stettin donnaient à cet arbre le nom de *Kaiserlinde* (tilleul impérial), et, à les en croire, il avait été planté par une princesse allemande, qui s'appelait alors Sophie d'Anhalt-Zerbst, que l'on appelait familièrement *Figchen*, qui jouait volontiers sur la grande place de la ville avec les enfants qu'elle y rencontrait, et qui était devenue, ils ne savaient trop comment, impératrice en Russie, sous le nom de Catherine la Grande.

Catherine a passé en effet une partie de son enfance dans la vieille cité poméranienne. Y a-t-elle aussi vu le jour ? Il est arrivé rarement que le lieu de naissance des grands personnages de l'histoire moderne ait fait se renouveler la querelle soulevée jadis autour du berceau d'Homère. Ce qui s'est produit à cet égard au sujet de Catherine est donc une des singularités de sa destinée. Nul registre d'aucune paroisse de Stettin n'a conservé trace de son nom. Le fait s'est reproduit pour la princesse de Wurtemberg, femme de Paul Ier, et peut s'expliquer : l'enfant aura été baptisée par un officier de l'Église protestante, recteur ou président, non attaché à une paroisse. Mais on a retrouvé une note, d'apparence authentique et sérieuse, indiquant Dornburg comme l'endroit où Catherine serait née et aurait été baptisée, et de très graves historiens ont rattaché à cette donnée les plus étranges suppositions. Dornburg était la résidence patrimoniale de la famille d'Anhalt-Zerbst zu Dornburg — la famille de Catherine précisément. Sa mère n'y fit-elle pas quelque séjour vers 1729 et n'eut-elle pas l'occasion d'y voir et d'y revoir un jeune prince qui, âgé de seize ans à peine, menait non loin de là une existence maussade aux côtés d'un père désagréable ? Ce jeune prince, qui s'appela plus tard Frédéric le Grand, un historien allemand, Sugenheim, n'a pas craint de le désigner comme le « père incognito de Catherine ».

Une lettre du prince Christian-Auguste d'Anhalt-Zerbst, le père officiel de la future impératrice, semble ôter à cette conjecture hasardeuse toute apparence de vérité. Elle est datée de Stettin, le 2 mai 1729, et porte que ce même jour, à deux heures et demie du matin, une fille lui est née dans *cette*

ville. Cette fille ne peut être que celle dont nous nous occupons. Christian-Auguste devait bien savoir où naissaient ses enfants, à supposer même qu'il ne fût pas suffisamment édifié sur la manière dont ils venaient au monde. Il y a plus. Que Dornburg ait reçu dans ses murs la mère de Catherine à une époque précédant de près la naissance de celle-ci, la chose n'est prouvée en aucune façon, et le contraire semble même bien établi. C'est fort loin et de Dornburg et de Stettin, c'est à Paris que la princesse de Zerbst paraît avoir passé une partie au moins de l'année 1728. Frédéric n'y est jamais venu, on le sait. Il a même — M. Lavisse nous a récemment conté l'aventure avec son art si fin — failli perdre la tête pour avoir seulement conçu l'envie d'aller de ce côté. Mais l'imagination des historiens, fussent-ils allemands, est inépuisable. À défaut de Frédéric, il y avait à Paris, en 1728, à l'ambassade de Russie, un jeune cavalier, bâtard d'une illustre famille, qui certainement dut fréquenter la princesse de Zerbst. Et nous voilà sur la piste d'un second roman et d'une autre paternité anonyme. Ce jeune homme s'appelait Betzky et devint avec le temps un personnage. Il mourut à Pétersbourg dans un âge très avancé, et l'on raconta qu'en allant visiter ce vieillard qu'elle entourait de prévenances et de soins délicats, Catherine se penchait sur son fauteuil et lui baisait la main. Il n'en a pas fallu plus au traducteur allemand des *Mémoires* de Masson pour se faire une conviction que nous aurions de la peine à partager. À ce compte, croyons-nous, il n'y aurait pas dans toute l'histoire du XVIIIe siècle une seule naissance illustre qui ne prêtât matière à des suppositions analogues.

Nous ne nous arrêterons pas davantage à les discuter. Celle qui devait s'appeler plus tard la Grande Catherine est bien née à Stettin, selon toutes les apparences, et ses parents, selon la loi comme aussi selon la nature, pour autant que nous pouvons le savoir, s'appelaient : le prince Christian-Auguste de Zerbst-Dornburg et la princesse Jeanne-Élisabeth de Holstein, son épouse légitime. Un temps est venu, nous le verrons, où les moindres actions de cette enfant, si obscurément entrée dans la vie, ont acquis une date et une authenticité certaines jour par jour et pour ainsi dire heure par heure. Ça a été sa revanche. C'est aussi la mesure du chemin parcouru par cette éblouissante destinée.

Mais qu'était-ce, en 1729, que la naissance d'une petite princesse de Zerbst ? La maison princière ainsi nommée, une de celles dont fourmillait

l'Allemagne d'alors, formait une des branches de celle d'Anhalt, qui en comptait huit. Jusqu'au moment où une fortune inattendue vint leur apporter une illustration sans exemple, aucun de ces rameaux d'une même tige n'avait fait parler les échos de la renommée. Et bientôt l'extinction définitive de toute la lignée devait couper court à ce commencement de notoriété. Sans histoire avant 1729, la maison d'Anhalt-Zerbst a cessé d'exister en 1793.

1.2

Les parents de Catherine n'habitaient pas Dornburg. Ils avaient autre chose à faire. Son père avait d'abord à gagner sa vie, ni plus ni moins. Né en 1690, il avait dû prendre service dans l'armée prussienne. Il fit la guerre aux Pays-Bas, en Italie et en Poméranie. Il la fit contre les Français et contre les Suédois. À trente et un ans, il avait gagné les épaulettes de général-major. À trente-sept ans, il épousait la princesse Jeanne-Élisabeth de Holstein-Gottorp, sœur cadette de ce prince Charles-Auguste qui avait failli déjà s'asseoir sur le trône de Russie aux côtés d'Élisabeth et en qui celle-ci pleura toujours un fiancé adoré. Il y avait là une prédestination. Nommé commandant du régiment d'infanterie du nom d'Anhalt-Zerbst, Christian-Auguste dut aller le retrouver à Stettin. C'était la vie de garnison.

Comme époux et comme père, Christian-Auguste était un modèle. Il aima beaucoup ses enfants. Mais quand Catherine vint au monde, il attendait un fils et eut une grosse déception. Les premières années de l'enfance de Catherine en furent attristées. Quand on commença à s'occuper de cette époque de sa vie, et on s'en occupa un jour passionnément, les souvenirs de ceux qui en avaient été témoins étaient déjà bien effacés. Elle-même ne se prêtait pas volontiers à les rafraîchir, répondant aux questions qu'on s'avisait de lui faire avec une réserve qui lui était peu habituelle. « Je ne vois rien d'intéressant à cela », écrivait-elle à Grimm, le plus intrépide

des questionneurs. Ses propres souvenirs n'étaient d'ailleurs pas très précis. « Je suis née, disait-elle, dans la maison Greifenheim, sur la Marien Kirchenhof. » Il n'y a pas et il n'y a jamais eu de maison de ce nom à Stettin. Le commandant du 8e régiment d'infanterie habitait dans la Domstrasse, no 791, la maison du président de la chambre de commerce de Stettin, von Ascherleben. Le quartier où se trouvait cette rue s'appelait Greifenhagen. La maison a changé de propriétaire et de numéro. Elle appartient aujourd'hui au conseiller d'État Dewitz et porte le no 1. On y voit sur un pan de mur blanchi à la chaux une tache noire : c'est la seule trace qu'y ait laissée le séjour d'une grande impératrice — un peu de fumée produite par un réchaud allumé le 2 mai 1729 devant le berceau de Catherine. Le berceau a disparu. Il est à Weimar.

Baptisée sous les noms de Sophie Auguste Frédérique, en l'honneur de trois de ses tantes, Catherine s'appela pour tout le monde Figchen ou Fichchen, selon l'orthographe de sa mère — un diminutif de Sophie (*Sophiechen*) apparemment. Peu après sa naissance, ses parents allèrent prendre possession du château de Stettin, dont ils occupèrent l'aile gauche, à côté de l'église. Figchen y eut pour sa part trois chambres, dont l'une, où elle dormait, à côté du clocher. Elle put ainsi préparer son oreille à entendre, un jour, sans en être trop incommodée, le carillon étourdissant des temples orthodoxes. Peut-être était-ce un arrangement providentiel. C'est là qu'elle grandit et fut élevée. Très simplement. Les rues de Stettin l'ont souvent vue, en effet, jouant avec les enfants de la bourgeoisie locale, dont aucun assurément ne songeait à lui donner de l'Altesse. Quand les mères de ces enfants venaient rendre visite au château, Figchen allait au-devant d'elles et baisait respectueusement le pan de leur robe. Ainsi le voulait sa mère à elle, à qui il arrivait d'avoir des idées sages. Cela ne lui arrivait pas souvent.

Figchen eut cependant pour son éducation des maîtres assez nombreux, à côté d'une gouvernante en titre. Celle-ci, comme de raison, était française. Précepteurs et gouvernantes français se retrouvaient alors dans toutes les maisons allemandes de quelque importance. C'était une des conséquences indirectes de la révocation de l'édit de Nantes. Ils apprenaient la langue française, les bonnes manières françaises et la galanterie française. Ils apprenaient ce qu'ils savaient, et la plupart ne savaient pas autre chose. C'est ainsi que Figchen eut mademoiselle Cardel. Elle eut aussi un chapelain

français, Péraud, et un maître de calligraphie, également français, qui s'appelait Laurent. Quelques maîtres indigènes complétaient cet ensemble pédagogique suffisamment étoffé. Un certain Wagner enseignait à Figchen sa langue maternelle. Pour la musique elle avait encore un Allemand, nommé Roellig. Plus tard, Catherine s'est souvent plu à évoquer l'image de ces premiers éducateurs de sa jeunesse, mêlant comme une pointe de raillerie gamine à un sentiment de reconnaissance attendrie. Elle faisait une place à part à mademoiselle Cardel, « qui savait presque tout sans avoir rien appris, à peu près comme son élève », qui lui disait « qu'elle avait l'esprit gauche », et qui lui recommandait tous les jours de retirer son menton en arrière. « Elle trouvait que je l'avais excessivement pointu, raconte Catherine, et qu'en l'avançant je heurterais quiconque se rencontrerait. » La bonne mademoiselle Cardel ne se doutait probablement pas des rencontres auxquelles son élève était destinée. Mais elle faisait mieux que de redresser son esprit et de faire rentrer son menton dans l'alignement. Elle lui donnait à lire Racine, Corneille et Molière. Elle la disputait à l'Allemand Wagner, à sa pédanterie tudesque, à sa lourdeur poméranienne et à l'insipidité de ses *Prüfungen*, dont Catherine a gardé un souvenir épouvanté. Certainement elle lui a communiqué quelque chose de son propre esprit, un esprit de Parisienne dirions-nous aujourd'hui, vif, alerte, primesautier. Faut-il l'avouer ? Elle lui a, selon toutes les apparences, rendu un plus grand service encore en la sauvant de sa mère, et non pas seulement des soufflets que celle-ci distribuait pour un oui ou pour un non à la future impératrice, « par humeur, guère par raison », mais surtout de cet autre esprit que l'épouse de Christian-Auguste portait en elle et répandait autour d'elle, et que nous verrons plus tard à l'œuvre : esprit d'intrigue, de mensonge, d'instincts bas et d'ambitions mesquines, où se reflétait l'âme tout entière de plusieurs générations de principicules germaniques. Au demeurant, mademoiselle Cardel a bien gagné les fourrures que son élève s'empressa de lui envoyer en arrivant à Pétersbourg.

Un complément important de cette éducation ainsi organisée était fourni par les voyages fréquents que faisait Figchen en compagnie de ses parents. Le séjour de Stettin n'avait rien de particulièrement attrayant pour une jeune femme avide de plaisir et pour un jeune commandant de régiment qui avait parcouru une moitié de l'Europe. Les occasions de déplacement étaient

donc les bienvenues, et avec une famille nombreuse ces occasions ne manquaient guère. On allait ainsi à Zerbst, à Hambourg, à Brunswick, à Eutin, trouvant partout des parents et une hospitalité peu luxueuse en général, mais cordiale. On poussait même jusqu'à Berlin. C'est à Eutin, en 1739, que la princesse Sophie vit pour la première fois celui à qui elle devait enlever un trône après l'avoir reçu de lui. Pierre-Ulric de Holstein, fils d'un cousin germain de sa mère, était alors âgé de onze ans. Elle en avait dix. Cette première rencontre, qui passa inaperçue sur le moment, ne donna pas à Figchen une impression favorable. Du moins l'a-t-elle affirmé plus tard en écrivant ses *Mémoires*. L'enfant lui avait paru malingre. On lui dit qu'il avait mauvais caractère, et, ce qui paraît à peine croyable, qu'il avait déjà le goût de la boisson. Une autre excursion aurait laissé dans sa jeune imagination une trace plus profonde. En 1742 ou 1743, à Brunswick, chez la duchesse douairière qui avait élevé sa mère, un chanoine catholique, pratiquant la chiromancie, s'avisa de voir dans sa main jusqu'à trois couronnes, alors qu'il n'en vit aucune dans la main de la jolie princesse de Bevern, qu'on cherchait précisément à marier avantageusement. Trouver une couronne en cherchant un époux, c'était le rêve commun de toutes ces princesses allemandes !

À Berlin, Figchen vit Frédéric, sans qu'il fît plus attention à elle que de raison, sans qu'elle se souciât davantage de la façon dont il la regardait. Il était un grand roi au seuil d'une carrière prestigieuse, elle n'était qu'une petite fille destinée, selon toutes les apparences, à faire l'ornement de quelque cour minuscule perdue dans un coin de l'Empire.

C'était, en somme, le début dans la vie et l'éducation de toutes les princesses allemandes du temps. Plus tard, Catherine mit une certaine coquetterie à relever les insuffisances et les lacunes de cette éducation. « Que voulez-vous, disait-elle, j'ai été élevée pour épouser quelque petit prince du voisinage, et l'on m'a appris ce qu'il fallait pour cela. Moi et mademoiselle Cardel, nous ne nous attendions pas à tout ceci ! » La baronne de Printzen, dame d'honneur de la princesse de Zerbst, n'hésitait pas de son côté à déclarer qu'en suivant de très près les études et les progrès de la future impératrice elle n'avait jamais découvert en elle des qualités ni des facultés exceptionnelles. Elle pensait qu'elle serait une « femme ordinaire ». Mademoiselle Cardel n'imaginait pas davantage, selon toutes les apparences, qu'en corrigeant les devoirs de son élève elle était, ainsi que s'avisa de le dire

un jour l'enthousiaste Diderot, « le chandelier portant la lumière de son siècle ».

1.3

Quelque chose pourtant, au milieu de cette existence médiocre, rapprochait déjà la princesse Sophie de sa future destinée. Elle n'était qu'une petite princesse allemande, élevée dans une petite ville allemande, avec un triste pays de sables pour horizon. Mais sur cette contrée un voisinage prochain jetait, on eût dit, une ombre gigantesque, avec des airs de fantôme ou des apparences de mirage séduisant. Dans cette province, tout récemment encore, on avait vu des garnisons promenant à travers les villes un uniforme étranger et le prestige naissant d'une puissance qui, nouvelle venue en Europe, y semait déjà l'étonnement ou l'épouvante, éveillait des craintes ou des espérances sans limites. À Stettin même, les détails du siège qu'on avait eu récemment à soutenir contre les armées du grand *tsar blanc* étaient présents à toutes les mémoires. Dans la famille de Figchen, la Russie, la grande et mystérieuse Russie, ses soldats innombrables, ses richesses inépuisables, ses souvenirs absolus fournissaient un thème favori aux entretiens intimes, où quelques vagues convoitises, quelques obscurs pressentiments avaient peut-être une part. Pourquoi pas ? Avec les mariages qui avaient uni une fille de Pierre Ier à un duc de Holstein, une petite-fille d'Ivan, le frère de Pierre, à un duc de Brunswick, tout un réseau d'alliances, d'affinités et d'attractions réciproques s'était établi entre la grande monarchie du Nord et la vaste tribu des maigres souverainetés allemandes riveraines de l'immense empire. Et la famille de Figchen s'y trouvait enveloppée particulièrement. Quand, en 1739, à Eutin, Figchen fit la rencontre de son cousin Pierre-Ulric, elle sut que la mère de celui-ci avait été une *tsarevna* russe, une fille de Pierre le Grand. Elle sut aussi l'histoire de cette autre fille de Pierre le Grand, Élisabeth, que sa mère avait failli avoir pour belle-sœur. Et voici qu'inopinément la nouvelle se répandait de

l'avènement au trône de Russie de cette même princesse, la fiancée éplorée du prince Charles-Auguste de Holstein. Le 9 décembre 1741, par un de ces coups de théâtre qui devenaient fréquents dans l'histoire de la cour du Nord, Élisabeth avait mis fin au règne du petit Ivan de Brunswick et à la régence de sa mère. Quel ne dut pas être le retentissement de cet événement au foyer où grandissait Catherine ! Séparée par la cruauté du sort de l'époux de son choix, la nouvelle impératrice, on le savait, gardait non seulement à la personne du jeune prince, mais à toute sa famille, un souvenir attendri. Naguère encore elle réclamait les portraits des frères survivants du défunt. Elle n'était pas assurément pour oublier sa sœur. Les prédictions du chanoine chiromancien durent en ce moment revenir à l'esprit de la mère de Figchen. Du moins ne manqua-t-elle pas d'écrire aussitôt à sa cousine en lui envoyant ses félicitations. La réponse fut pour encourager les espérances naissantes. Très aimable, très affectueuse même, Élisabeth se montrait sensible à l'attention qu'on lui témoignait, et demandait encore un portrait : celui de sa sœur, la princesse de Holstein, mère du prince Pierre-Ulric. Elle en faisait collection évidemment ; mais ne fallait-il pas y voir quelque indication mystérieuse ?

Oui, le mystère se dévoilait soudain. En janvier 1742, le prince Pierre-Ulric, « le petit diable », comme avait coutume de l'appeler la tsarine Anna Ivanovna qu'inquiétait sa parenté trop proche avec la maison régnante de Russie, le petit cousin entrevu un jour par Figchen, disparaissait subitement de Kiel, sa résidence habituelle, et reparaissait quelques semaines après à Pétersbourg : Élisabeth l'avait fait venir pour le proclamer solennellement son héritier !

L'événement, cette fois, ne laissait plus de place à aucune équivoque. C'était bien le sang de Holstein, le propre sang de la mère de Figchen, qui triomphait en Russie, à l'encontre de celui de Brunswick. Holstein ou Brunswick, la postérité de Pierre le Grand ou celle de son frère aîné Ivan, tous deux morts sans héritiers masculins directs : toute l'histoire de la maison de Russie tenait depuis 1725 dans ce dilemme : Holstein l'emportait décidément, et aussitôt la fortune du nouveau prince impérial, à peine établie, commençait à rejaillir sur ses obscurs parents d'Allemagne. Elle rayonnait jusqu'à Stettin. Au mois de juillet 1742, le père de Figchen était élevé par Frédéric à la dignité de feld-maréchal, une gracieuseté,

évidemment, pour Élisabeth et pour son neveu. En septembre, un secrétaire de l'ambassade russe à Berlin apportait à la princesse de Zerbst elle-même le portrait de la tsarine dans un cadre de magnifiques diamants. À la fin de l'année, Figchen accompagnait sa mère à Berlin, où le célèbre peintre français Pesne était chargé de faire son portrait. Figchen sut que ce portrait devait prendre le chemin de Saint-Pétersbourg, où sans doute Élisabeth ne serait pas seule à l'admirer.

Une année cependant se passa encore sans amener des événements plus décisifs. À la fin de 1743, toute la famille se trouva réunie à Zerbst ; l'extinction de la branche aînée avait récemment fait échoir au propre frère de Christian-Auguste la principauté de ce nom. On fêta gaiement Noël au milieu d'un bien-être nouveau, et sans doute aussi de quelques joyeuses prévisions pour l'avenir, sans parler de rêves plus audacieux. Gaiement encore on commençait la nouvelle année, quand une estafette, accourue de Berlin à franc étrier, fit bondir sur leurs sièges la pétulante Jeanne-Élisabeth et son plus grave époux lui-même. Cette fois les oracles se prononçaient ouvertement, et la chiromancie célébrait un triomphe éclatant : l'estafette apportait une lettre de Brümmer, maître de cour du grand-duc Pierre, ci-devant Pierre-Ulric de Holstein, et cette lettre, adressée à la princesse Jeanne-Élisabeth, l'invitait à se mettre incontinent en route *avec sa fille*, pour rejoindre en Russie la cour impériale soit à Pétersbourg, soit à Moscou.

Chapitre 2

L'ARRIVÉE EN RUSSIE
LE MARIAGE

I. Le choix d'une future impératrice. — Compétitions et intrigues. — Le rôle de Frédéric II. — II. Le départ pour la Russie. — Le voyage. — De Berlin à Riga. — La Russie se montre. — Le train d'une parente de la tsarine. — Le traîneau impérial. — L'arrivée à Saint-Pétersbourg. — III. De Saint-Pétersbourg à Moscou. — L'accueil d'Élisabeth. — Certitude de succès. — Entreprises politiques de la princesse de Zerbst. — Lutte contre Bestoujef. — IV. Le grand-duc. — L'éducation d'un candidat au trône de Russie et de Suède. — Deux précepteurs allemands. — Brümmer et Stählin. — Le début de Figchen. — Elle apprend le russe. — Maladie et guérison. — La question religieuse. — Pasteur ou pope ? — V. La mère de Figchen prétend gouverner la Russie. — Dangers non soupçonnés. — Au monastère de la Troïtza. — Catastrophe. — Renvoi de La Chétardie. — Triomphe de Bestoujef. — Portrait d'Élisabeth. — VI. La conversion de la princesse Sophie au rite orthodoxe. — Les résistances de Christian-Auguste. — Profession publique. — Fiançailles. — Catherine Alekseïevna. — Voyage à Kiev. — La mère et la fille. — Les fiancés. — Maladie du grand-duc. — Séjour à Saint-Pétersbourg. — Le comte Gyllenborg. — Un philosophe de quinze ans. — VII. Le mariage. — Pompe d'Église et pompe de cour. — L'appartement des nouveaux mariés. — Une cérémonie navale : « L'aïeul de la flotte russe. » — Le départ de la princesse de Zerbst.

2.1

Brümmer était une vieille connaissance pour la princesse Jeanne-Élisabeth. Il avait rempli auprès du grand-duc actuel les fonctions de précepteur. Sans doute il accompagnait naguère son élève à Eutin. Sa lettre était longue et remplie de recommandations minutieuses. La princesse devait perdre le moins de temps possible en préparatifs de voyage et réduire sa suite au strict nécessaire : une dame d'honneur, deux femmes de chambre, un officier, un cuisinier, trois ou quatre laquais. À Riga, elle trouverait une escorte convenable qui la conduirait jusqu'au lieu de résidence de la cour. Il lui était expressément interdit de se faire accompagner par son mari. Elle avait à garder sur le but de son voyage le secret le plus absolu. Si on la questionnait, elle répondrait qu'elle allait auprès de l'impératrice pour la remercier de toutes les bontés que celle-ci lui avait témoignées. Elle pouvait toutefois s'ouvrir à Frédéric II, qui était au courant. Une traite sur un banquier de Berlin, destinée à solder les frais du voyage, accompagnait la lettre. La somme était modeste : 10 000 roubles ; mais il s'agissait précisément, expliquait Brümmer, de ne point éveiller l'attention par l'envoi de fonds plus considérables. Une fois en Russie, la princesse ne manquerait de rien.

C'était bien entendu au nom de l'impératrice même que Brümmer envoyait cette invitation qui ressemblait à un ordre, et ces instructions si péremptoires. Il ne s'expliquait d'ailleurs pas davantage sur les intentions de la tsarine. Un autre s'en chargeait pour lui. Deux heures après l'arrivée du premier courrier, un second survenait, porteur d'une lettre du roi de Prusse. Frédéric mettait les points sur les *i*. Il ne manquait d'ailleurs pas de s'attribuer le mérite de la décision qu'avait prise Élisabeth en jetant les yeux sur la jeune princesse de Zerbst pour en faire la compagne de son neveu et successeur. Il s'en était mêlé, en effet, et voici comment.

Les compétitions matrimoniales n'avaient pas tardé à surgir, naturellement, autour du « petit diable », devenu héritier d'une couronne magnifique. Bientôt, à commencer par l'ex-précepteur du grand-duc, l'Allemand Brümmer, et à finir par le médecin en titre d'Élisabeth, le Français Lestocq, chacun des personnages en vue à cette cour, livrée aux

intrigues comme pas une en Europe, eut une candidature de son choix et un parti pour la soutenir. Il fut tour à tour question d'une princesse française, d'une princesse saxonne, fille du roi de Pologne, d'une sœur du roi de Prusse. Soutenu par Bestoujef [1], le tout-puissant chancelier de l'Empire, le projet saxon eut un moment les plus grandes chances de succès. « La cour de Saxe, écrivait plus tard Frédéric, esclave rampante de la Russie, avait dessein d'établir la princesse Marianne, seconde fille du roi de Pologne, pour y augmenter son crédit… Les ministres russes, dont la vénalité aurait mis, je crois, l'impératrice même à l'enchère, vendirent un contrat de mariage précoce ; ils reçurent de grandes largesses, et le roi de Pologne des paroles… »

Âgée de seize ans, jolie, élevée avec soin, la princesse de Saxe n'était pas seulement un parti sortable ; cette alliance devait servir de base à une vaste combinaison, destinée, dans la pensée de Bestoujef, à réunir la Russie, la Saxe, l'Autriche, la Hollande et l'Angleterre, les trois quarts de l'Europe, contre la Prusse et la France. La combinaison avorta, et Frédéric s'y employa de son mieux. Il refusa cependant de lui faire échec en mettant en avant sa sœur, la princesse Ulrique, qui aurait agréé à Élisabeth. « Rien n'aurait été plus dénaturé, dit-il, que de sacrifier ainsi cette princesse. » Il laissa quelque temps son envoyé, Mardefeldt, à ses propres ressources qui étaient minces, et à celles de son collègue français La Chétardie, qui n'étaient guère supérieures pour l'instant. Mardefeldt se trouvait en disgrâce depuis quelque temps, et Élisabeth avait songé même à demander son rappel. Quant à La Chétardie, après avoir joué le rôle important que l'on sait à l'avènement de la nouvelle tsarine, il avait eu le tort de ne pas garder une position conquise de haute lutte. Il avait quitté son poste et n'avait pas retrouvé, en y revenant, ses anciens avantages. Sa cour ne faisait d'ailleurs rien pour le soutenir, le mettait dans le cas de réclamer sans cesse des instructions. Il en était à se demander « si le roi avait toujours les mêmes répugnances qu'il avait témoignées sur les insinuations qui avaient été faites lors de l'avènement de la tsarine pour le mariage du grand-duc avec une des Mesdames ».

Mais Frédéric veillait. C'était lui qui avait eu l'idée de faire envoyer à Pétersbourg le portrait peint par Pesne à Berlin. Un frère survivant de la mère de Figchen, le prince Auguste de Holstein, avait reçu mission de le présenter à la tsarine. Le portrait ne valait guère, paraît-il. Pesne

commençait à vieillir. Il eut pourtant la chance de plaire à l'impératrice et à son neveu. Au moment décisif, en novembre 1743, Mardefeldt eut ordre de mettre résolument en avant la princesse de Zerbst ou, si elle n'agréait pas, une des princesses de Hesse-Darmstadt. À défaut d'influence personnelle, l'agent prussien et son collègue français arrivèrent à s'assurer le concours des deux compères dont nous avons parlé déjà, Brümmer et Lestocq, et la victoire, au témoignage de La Chétardie, fut le prix de cette alliance. « Ils ont fait envisager à la tsarine qu'une princesse d'une maison considérable se rendrait moins aisément docile… Ils se sont adroitement servis de quelques prêtres pour faire en outre insinuer à Sa Majesté que, vu le peu de différence des deux religions, une princesse catholique serait plus dangereuse. » Peut-être, poussant plus avant dans cet ordre d'idées, firent-ils valoir encore la paternité peu encombrante du prince de Zerbst, « bonhomme en soi, mais d'une imbécillité peu ordinaire », dit La Chétardie. Bref, dans les premiers jours de décembre, Élisabeth chargeait Brümmer d'écrire la lettre qui, quelques semaines plus tard, révolutionnait la paisible cour où Catherine grandissait sous l'œil peu sévère de mademoiselle Cardel.

2.2

Les préparatifs de la princesse Jeanne-Élisabeth et de sa fille furent aussi rapides que pouvait le souhaiter Brümmer. On ne songea même pas à composer un trousseau pour Figchen. « Deux ou trois robes, une douzaine de chemises, autant de bas et de mouchoirs », c'est tout ce qu'elle emporta de la maison paternelle. Puisqu'on ne devait manquer de rien là-bas, autant valait ne pas se mettre en dépense. On n'avait pas le temps, d'ailleurs, de faire mieux. Lettre sur lettre arrivaient soit de Frédéric, soit de Brümmer, pressant le départ. Et Dieu sait si la princesse Jeanne-Élisabeth avait besoin d'être pressée de partir ! « Il ne lui manque que des ailes pour aller plus vite », écrivait Brümmer à Élisabeth. Il ne paraît pas d'ailleurs qu'en tout état de cause, la princesse se fût préoccupée de donner à la première

apparition de sa fille en Russie un éclat quelconque. À suivre la correspondance qu'elle échange à ce moment avec Frédéric, on est surpris du peu de place que la future grande-duchesse tient dans ses préoccupations. Est-il vraiment question de marier Figchen, et le voyage qu'on va entreprendre en Russie a-t-il ce but en effet ? On pourrait en douter. C'est à peine si Jeanne-Élisabeth y fait allusion. C'est à elle-même qu'elle songe surtout, aux vastes projets qui germent dans sa tête et qu'elle compte développer sur une scène digne de son savoir-faire, aux services qu'elle prétend rendre à son royal protecteur et pour lesquels elle semble d'avance réclamer une récompense honnête. Ainsi la verra-t-on penser et agir à Saint-Pétersbourg même et à Moscou.

Figchen sut-elle seulement de quoi il retournait et pour quel motif, bon ou mauvais, on lui ordonnait de faire ses malles ? Le point a été contesté. Elle dut se douter assurément qu'il ne s'agissait pas d'une simple excursion comme celles qu'elle avait faites précédemment à Hambourg ou à Eutin. La durée et la vivacité des débats soulevés entre son père et sa mère au moment du départ, la solennité inusitée des adieux que lui fit son oncle, le prince régnant Jean-Louis, et jusqu'à la magnificence non moins insolite du cadeau, une belle étoffe bleue lamée d'argent, dont il accompagna ses dernières effusions, tout cela annonçait des événements extraordinaires.

Le départ eut lieu le 10 ou 12 janvier 1744, et ne donna lieu à aucun incident. On montre encore au *Rathaus* de Zerbst la coupe dans laquelle la princesse Jeanne-Élisabeth aurait bu à la santé des notables de la ville, réunis en grand apparat pour lui souhaiter bon voyage. Ce n'est probablement qu'une légende. Il se passa cependant quelque chose au moment du départ. Après avoir tendrement embrassé sa fille, le prince Christian-Auguste mit entre ses mains un gros livre dont il lui recommanda d'avoir grand soin, ajoutant, avec des airs de mystère, qu'elle aurait bientôt sans doute l'occasion de le consulter. En même temps, il confiait à sa femme un écrit de sa main qu'elle devait remettre également à sa fille, après en avoir absorbé et médité le contenu. Le livre était le traité d'Heineccius sur la religion grecque. Le manuscrit, fruit des récentes veillées et réflexions de Christian-Auguste, était intitulé : *Pro memoria*, et roulait principalement sur la question de savoir si Figchen ne pourrait pas, « par un ménagement quelconque », devenir grande-duchesse sans changer de religion. C'était la

grande préoccupation de Christian-Auguste, et la controverse conjugale qui accompagnait naguère les préparatifs de départ, en éveillant l'attention de Figchen, n'avait pas eu d'autre objet, Christian-Auguste se montrant intraitable sur ce chapitre et Jeanne-Élisabeth beaucoup plus disposée à admettre les nécessités imposées par la nouvelle destinée de sa fille. C'est pour cela encore que le père de Figchen avait tenu à armer personnellement sa fille contre des tentations qui révoltaient sa foi. Le traité d'Heineccius devait servir à cette fin. C'était de la grosse artillerie de forteresse. Suivaient dans le *Pro memoria* des considérations et des recommandations d'un autre ordre, où l'esprit pratique, propre aux âmes allemandes le plus haut placées, réclamait sa part ; où se reflétaient aussi les habitudes mesquines d'une cour telle que celle de Zerbst ou de Stettin. La future grande-duchesse était invitée à montrer le plus grand respect et la plus entière obéissance envers ceux dont dépendrait désormais son avenir. Elle placerait le bon plaisir du prince, son mari, au-dessus de tout au monde. Elle éviterait de contracter avec qui que ce soit des personnes de son entourage une liaison trop intime. Elle ne parlerait à personne en aparté dans les salles d'audience. Elle garderait à part soi son argent de poche, pour ne pas tomber sous la dépendance d'une maîtresse de cour. Enfin, elle aurait soin de ne se mêler d'aucune affaire de gouvernement. Le tout exprimé dans un jargon offrant un curieux spécimen de la langue courante de l'époque, de cette langue allemande que Frédéric faisait profession de mépriser. On peut estimer qu'il avait quelques raisons valables pour cela : *« Nicht in familiarité oder badinage zu entriren, sondern allezeit einigen égard sich möglichst conserviren. In keine Regierungssachen zu entriren um den Senat nicht aigriren. »* Et ainsi de suite.

Deux mois plus tard, Figchen remerciait son père avec effusion pour ces « gracieuses instructions ». Nous verrons comment elle en profita.

À Berlin, où les deux princesses s'arrêtèrent plusieurs jours, la future impératrice vit pour la dernière fois de sa vie le grand Frédéric. À Schwedt, sur l'Oder, elle dit pour toujours adieu à son père, qui avait accompagné jusque-là les voyageuses. Il s'en retourna à Stettin ; Jeanne-Élisabeth se dirigea par Stargard et Memel sur la route de Riga. Le voyage, en cette saison surtout, n'avait rien d'agréable. Pas de neige, mais un froid piquant, qui obligeait les deux femmes à se couvrir le visage d'un masque. Pas ou peu

de gîtes confortables, où l'on pût prendre du repos. Les ordres de Frédéric, qui avait recommandé la comtesse de Reinbek — la princesse voyageait sous ce nom d'emprunt — aux maîtres de poste et aux bourgmestres prussiens, n'y pouvaient rien. « Comme les chambres des maisons de poste n'étaient pas chauffées, écrivait la princesse, il fallait se réfugier dans la chambre du maître de poste lui-même, laquelle ne se distinguait guère d'une étable à cochons : le mari, la femme, le chien de garde, les poules et les enfants dormaient pêle-mêle dans les berceaux, dans des lits, derrière le poêle, sur des matelas. » Ce fut bien pis à partir de Memel. Plus de postes même. Nécessité de s'adresser aux paysans pour avoir des chevaux, dont il fallait au moins vingt-quatre pour les quatre lourdes berlines qui emmenaient les princesses et leur suite. Derrière les voitures, en prévision de la neige qu'on pouvait rencontrer en poussant plus au nord, on avait attaché des traîneaux. L'aspect de la caravane s'agrémentait ainsi d'une apparence pittoresque, mais sa marche s'en alourdissait d'autant. On avançait lentement, Figchen se donna une indigestion à force de boire de la bière du pays.

On arriva exténué à Mittau, le 5 février. Là on trouva meilleur accueil, et l'orgueil de Jeanne-Élisabeth, secrètement blessé par les intimités que la comtesse de Reinbek avait dû contracter avec les maîtres de poste prussiens, reçut une première satisfaction. Il y avait une garnison russe à Mittau, et son commandant, le colonel Voïeïkof, se piqua de faire au mieux les honneurs de la ville à une si proche parente de sa souveraine. Le lendemain on atteignait Riga.

Et brusquement la scène changeait, ainsi que dans une féerie. Les lettres de la princesse à son mari dépeignent avec effusion ce coup de théâtre inattendu : les autorités civiles et militaires se présentant aux abords de la ville sous la conduite du vice-gouverneur, prince Dolgorouki ; un autre haut fonctionnaire, Siemione Kirillovitch Narychkine, ex-ambassadeur à Londres, amenant un carrosse de gala ; le canon tonnant sur la route du château, etc. Et dans le château, préparé pour la réception des lointains hôtes, quel enchantement ! Des appartements splendidement décorés, des factionnaires à toutes les portes, des courriers sur tous les escaliers, des tambours battant aux champs dans la cour. Les salons, éclairés par mille lumières, regorgent de monde : étiquette de cour, baisemains et révérences jusqu'à terre ; profusion d'uniformes magnifiques, de toilettes merveilleuses, de diamants

éblouissants ; du velours, de la soie, de l'or, un luxe inouï, jamais vu jusqu'à présent, s'étalant partout… Jeanne-Élisabeth sent la tête lui tourner, croit faire un rêve. « Quand je vais à table, écrit-elle, les trompettes dans la maison, les tambours, les flûtes, les hautbois de la garde du dehors font carillon. Il me semble toujours que je suis à la suite de Sa Majesté Impériale ou de quelque grande princesse ; il n'entre pas dans mon idée que tout cela est pour la pauvre moi, pour qui en d'autres endroits on sonne à peine la caisse et en d'autres pas du tout. » Elle se laisse faire cependant, et elle en jouit délicieusement. Quant à Figchen, nous ne savons rien de l'impression produite sur elle par cet appareil de puissance et de richesse étalé subitement devant ses yeux. Mais, à n'en pas douter, elle dut être profonde. C'était la Russie, la grande et mystérieuse Russie, qui se montrait à elle et lui donnait un avant-goût des splendeurs futures.

Le 9 février, on se remit en route. On allait à Pétersbourg, où, par la volonté de la tsarine, on devait s'arrêter quelques jours, avant d'aller la rejoindre à Moscou. Les princesses profiteraient de leur séjour dans la capitale pour mettre leur toilette à la mode du pays. C'était, de la part d'Élisabeth, une manière délicate de prévoir et de réparer les insuffisances devinées, ou annoncées, de la garde-robe de Figchen. Assurément, avec ses trois robes et sa douzaine de chemises, la future grande-duchesse ferait triste figure à une cour où tous les luxes se donnaient rendez-vous. La tsarine, elle, possédait quinze mille robes de soie et cinq mille paires de souliers ! Catherine ne craignit pas, plus tard, de rappeler cette pauvreté qui l'accompagna à son arrivée dans sa nouvelle patrie. Elle croyait à ce moment avoir payé sa dette.

Bien entendu, on laissa à Mittau les lourdes berlines allemandes avec leur bizarre équipement. Un autre train devait désormais conduire les deux voyageuses sur la route de leur nouvelle fortune. La princesse de Zerbst le décrit ainsi : « 1o un détachement avec un lieutenant des cuirassiers du corps de Son Altesse Impériale, nommé le régiment d'Holstein ; 2o le chambellan, prince Narychkine ; 3o un écuyer ; 4o un officier des gardes Ismaïlovski, qui fait les fonctions de gentilhomme servant ; 5o un maître d'hôtel ; 6o un confiturier ; 7o je ne sais combien de cuisiniers et d'aides de cuisine ; 8o un sommelier avec son aide ; 9o un homme pour le café ; 10o huit laquais ; 11o deux grenadiers des gardes Ismaïlovski ; 12o deux

fourriers ; 13o je ne sais combien de traîneaux et de gens d'écurie. — Parmi les traîneaux, il y en a un nommé : *les linges* (*sic*) ; ce sont ceux dont Sa Majesté Impériale se sert. Il est écarlate et chamarré d'argent, doublé en dedans de martre. Il a des matelas de soie, des couvertures de la même étoffe, par-dessus laquelle on tient celle qui vient de m'être envoyée avec les pelisses (un cadeau de l'impératrice, apporté par Narychkine). Je serai couchée avec ma fille, tout de notre long, dans ce traîneau. La *Kayn* (dame d'honneur de la princesse) en a un moins beau, où elle sera toute seule. » Plus loin, Jeanne-Élisabeth renchérit encore sur les perfections du merveilleux traîneau impérial : « Il est d'une figure extrêmement longue. Le couvert est semblable à nos chaises allemandes. Il est tendu de drap rouge galonné d'argent. Le fond, c'est la fourrure. On met là-dessus des matelas, lits de plume et coussins de damas ; par-dessus tout cela, une couverture de satin, fort propre, sur laquelle on se couche. On met sous la tête encore d'autres coussins, et l'on se couvre de la couverture fourrée, si bien que l'on est précisément comme dans son lit. Au reste, la longueur qui règne entre le cocher et le couvert sert à deux usages, et est utile en même temps à la commodité du train, en ce que, quelque creux que l'on passe, il peut toujours passer par-dessus sans secousse, et le fond de cet espace est autant de coffres où l'on met ce que l'on veut. Il sert de jour à placer les messieurs de la suite, et la nuit aux domestiques qui peuvent se coucher dessus tout de leur long. Ces machines se traînent à six chevaux attelés deux à deux, et ne sauraient verser… Tout cela est de l'invention de Pierre le Grand. »

Élisabeth avait quitté Pétersbourg depuis le 21 janvier. Pourtant, un grand nombre de personnages appartenant à la cour et une partie du corps diplomatique s'y trouvaient encore. Le voyage de Moscou était, à cette époque, toute une affaire. Il convenait d'emmener non seulement ses gens, mais encore une partie de ses meubles. Le départ de la souveraine déplaçait ainsi jusqu'à cent mille personnes et déménageait un quartier de la ville. Les envoyés de France et de Prusse n'avaient eu garde d'ailleurs de laisser à qui que ce soit l'avantage de les prévenir auprès des deux princesses. La Chétardie se vantait, dans ses dépêches à Amelot, de connaître intimement la mère et la fille. Il les avait récemment vues à Hambourg, à son retour en Russie. Tous deux s'empressèrent. La princesse de Zerbst se vit ainsi enveloppée d'une atmosphère d'hommages, d'assiduités, de flatteries

outrées, où déjà des intrigues et des compétitions ardentes se faisaient jour. Elle se trouva dans son élément, et s'y plongea avec volupté, tenant cercle, donnant des audiences du matin au soir, invitant à « son jeu » des personnages de marque, s'essayant au jeu plus compliqué de la haute politique. Au bout d'une semaine, elle était hors d'haleine. Sa fille se montrait plus vaillante. « *Figchen southenirt die fatige besser als ich* », écrivait la princesse à son mari. Et elle ajoutait ce trait, où semble percer déjà le caractère de la future Sémiramis : « C'est la grandeur de tout ce qui l'entoure qui soutient le courage de Figchen. »

La grandeur ! c'est en effet ce qui paraît frapper le plus l'esprit de cette petite fille de quinze ans, à ce moment qui l'initie et la prépare aux mystères de sa destinée à venir. Plus tard, parvenue au sommet de cette prodigieuse carrière, elle gardera encore comme l'éblouissement et le vertige des horizons maintenant entrevus. En même temps, elle apprend de quoi cette grandeur est faite, comment on y parvient. On lui montre la caserne d'où, quelques années auparavant, Élisabeth est partie à la conquête de son trône. Elle voit les farouches grenadiers du régiment Préobrajenski, qui accompagnèrent la tsarine dans la nuit du 5 décembre 1741. Et la leçon sans pareille, la leçon vivante des choses, parle à son esprit en éveil.

Dans l'esprit de sa mère, quelques soucis ne laissent cependant pas de se mêler à l'enivrement de l'heure présente. À travers les compliments qui lui sont prodigués, quelques avertissements discrets, quelques menaces voilées se glissent dans son oreille. Le tout-puissant Bestoujef demeure toujours hostile à l'union projetée, et il n'a pas donné partie gagnée. Il compte sur l'évêque de Novgorod, Ambroise Iouchkievitch, offensé par la parenté trop proche entre le grand-duc et la princesse Sophie, gagné aussi, dit-on, par la cour saxonne avec un millier de roubles. L'influence de ce prélat est considérable. Mais Jeanne-Élisabeth est vaillante. Elle a, pour garder son assurance et sa confiance dans le succès, deux raisons qui valent tous les arguments de ses adversaires : la légèreté extraordinaire de son caractère tout d'abord, qui fait qu'elle s'appelle elle-même « esprit follet », et puis l'opinion qu'elle a d'elle-même, de ses ressources pour l'intrigue et de son aptitude à surmonter les plus grandes difficultés. De quoi s'agit-il, après tout ? De vaincre l'opposition d'un ministre malveillant. Pour cela, il y a un moyen, dont il a été question entre elle et Frédéric lors de son passage à

Berlin : il consiste à supprimer l'opposition en supprimant le ministre, à « culbuter Bestoujef ». Frédéric y songe depuis longtemps. Eh bien, elle culbutera Bestoujef aussitôt arrivée à Moscou. Brümmer et Lestocq l'y aideront.

C'est avec ce beau projet en tête qu'elle se remet en route.

2.3

Le voyage, cette fois, ne ressemble en rien à celui de Berlin à Riga. Les maisons de poste que l'on rencontre sont presque des palais. Les traîneaux volent sur la neige durcie. On marche de jour et de nuit, pour atteindre Moscou le 9 février, jour de la naissance du grand-duc. Au dernier relais, à soixante-dix verstes de Moscou, on attelle seize chevaux au fameux traîneau inventé par Pierre le Grand et l'on brûle l'étape, environ quatre-vingts kilomètres, en trois heures. Cette course vertigineuse risque pourtant d'être interrompue par un accident fatal. En traversant un village, au galop furieux des seize coursiers qui l'entraînent, la lourde machine, qui se trouve porter une fois de plus la fortune de la Russie, en vient à heurter l'angle d'une chaumière. Du coup, deux grosses barres de fer se détachent de la toiture de cette maison glissante et manquent d'écraser les deux princesses endormies. L'une d'elles frappe Jeanne-Élisabeth à la gorge, mais la pelisse dont elle est enveloppée amortit le choc. Sa fille n'est même pas éveillée. Deux grenadiers du régiment Préobrajenski, qui se tenaient sur le devant du traîneau, gisent dans la neige, la tête en sang, les membres broyés. On laisse aux habitants du village le soin de les ramasser ; on fouette les chevaux, et à huit heures du soir on s'arrête à Moscou, devant le palais de bois, le *Galavinski Dvarets*, habité par la tsarine.

Élisabeth, prise d'impatience, s'est placée sur le passage des nouvelles venues, en dérobant sa présence derrière une double haie de courtisans. Plus impatient encore, son neveu fait violence à l'étiquette, et, sans donner aux

voyageuses le temps de retirer leurs fourrures, il se précipite dans leur appartement et leur fait le plus tendre accueil *(auf tendreste)*. Peu après, elles sont mises en présence de la tsarine. L'entrevue se passe à souhait. Il s'y mêle même une note émue, qui semble d'un bon présage. Après avoir attentivement regardé la mère de la future grande-duchesse, l'impératrice se détourne et sort brusquement. On apprend que c'est pour cacher ses larmes, car elle a retrouvé sur la figure de la princesse des traits qui lui ont rappelé son deuil éternel. La princesse, stylée par Brümmer, n'a d'ailleurs pas oublié de baiser la main impériale, et Élisabeth est sensible à ces témoignages de respect excessif.

Le lendemain, Figchen et sa mère sont élevées simultanément au rang de dames de l'ordre de Catherine sur la demande du grand-duc, à ce que veut bien leur dire Élisabeth. « Nous vivons comme des reines, ma fille et moi », mande la princesse de Zerbst à son mari. Quant au tout-puissant Bestoujef, son compte est bon. La princesse n'a même pas à se préoccuper d'organiser la cabale qui doit le renverser. Elle en trouve une toute prête : c'est le parti de la France et celui de la Prusse, soutenu par les Holsteinois, que la fortune de Pierre-Ulric a attirés en Russie. Lestocq dirige ou semble diriger tout ce monde, mettant en avant, pour l'opposer à Bestoujef, le comte Michel Vorontsof, qui a eu part à l'avènement d'Élisabeth. Ce n'est pas ici le lieu de faire le portrait du ministre, dont Jeanne-Élisabeth prétend ainsi balancer la fortune, un des plus étonnants condottieri diplomatiques de l'époque, car il a servi beaucoup de monde avant d'offrir définitivement ses services à la Russie. La mère de Figchen se rend-elle seulement compte de la gravité de la partie qu'elle engage et de la valeur de l'adversaire qu'elle a devant elle ? Ce n'est pas probable. Elle se souvient que Frédéric lui a promis l'abbaye de Quedlinbourg pour sa sœur cadette, au cas où elle réussirait dans l'entreprise qu'elle médite, et elle entend avoir son abbaye. La chute de Bestoujef serait d'ailleurs, dans la pensée de Frédéric, le signal d'un vaste bouleversement de l'échiquier politique préparant un rapprochement entre la Russie, la Prusse et la Suède. Quelle gloire pour la princesse de Zerbst si elle pouvait attacher son nom à l'accomplissement d'une pareille tâche ! Elle se sent de taille à s'y mesurer. Elle est femme, et elle arrive de Zerbst : c'est son excuse. Elle croit avoir toujours affaire aux petites intrigues et aux frêles combinaisons politiques qu'elle y a connues : ce sera sa grande erreur,

jusqu'au jour où ses yeux, s'ouvrant à la réalité des choses, apercevront l'immensité de l'abîme qu'elle aura inconsciemment affronté. Quant au mariage de sa fille, elle ne s'en occupe plus. « C'est une affaire faite », écrit-elle à son mari. Figchen a eu tous les suffrages : « La souveraine la chérit, le successeur l'aime. » Et le cœur de la future mariée, que dit-il de son côté ? Le souvenir de la première rencontre à Eutin avec le chétif « enfant de Kiel » a-t-il fait place maintenant à des impressions plus favorables ? De cela, la mère de Figchen n'a vraiment cure. Pierre est grand-duc, il sera empereur un jour. Le cœur de sa fille serait fait d'une autre pâte que celui de toutes les princesses allemandes présentes et passées s'il ne se contentait d'une promesse de bonheur rédigée en ces termes. Voyons cependant ce qu'était devenu le chétif enfant depuis le changement inattendu apporté à sa destinée.

2.4

Pierre est né à Kiel, le 21 février 1728. Le ministre holsteinois, Bassewitz, écrivait ce jour-là à Pétersbourg que la *tsarevna* Anne Petrovna était accouchée d'un garçon « bien portant et robuste ». C'était sous sa plume une flatterie de cour. L'enfant n'était pas robuste et ne devait jamais le devenir. Sa mère mourut trois mois plus tard : phtisie ou consomption, à ce que dirent les médecins. La faible santé du futur empereur fit précisément qu'on négligea son éducation. Jusqu'à l'âge de sept ans, il reste entre les mains des bonnes : françaises, celles-ci, à Kiel comme à Stettin. Il a aussi un maître de langue française, Millet. À cette époque, on le fait brusquement passer sous la discipline des officiers de la garde holsteinoise. Il devient soldat avant d'être homme — un soldat de caserne, de chambrée, de corps de garde et de champ de parade. C'est ainsi qu'il contracte le goût du métier dans ce qu'il a de plus bas, dans ses vulgarités, ses rudesses et ses minuties. Il fait l'exercice et il monte la garde. En 1737, à neuf ans, il est sergent, et, en cette qualité, il se tient, l'arme au bras, à la porte d'une salle où son père

offre à ses officiers un banquet somptueux. Les larmes coulent sur les joues de l'enfant, à mesure qu'il voit les plats succulents défiler sous ses yeux. Au second service, pourtant, son père le fait relever, le nomme lieutenant et lui permet de prendre place à table. Monté sur le trône, Pierre rappellera encore cette aventure comme *le plus beau souvenir de sa vie*.

En 1739, à la mort de son père, changement de régime : il reçoit un précepteur en chef, qui en dirige plusieurs autres ; ce précepteur en chef, nous le connaissons déjà : c'est l'Holsteinois Brümmer. Rulhière s'est fait l'apologiste de cet homme « d'un mérite rare », dont le seul tort, d'après lui, aurait été « d'élever le jeune prince sur les plus grands modèles, considérant plutôt sa fortune que son génie ». Les autres témoignages que nous sommes à même de recueillir au sujet du personnage lui sont moins favorables. Le Français Millet disait de lui « qu'il était bon pour élever des chevaux et non des princes ». Il brutalisait, paraît-il, son élève, lui infligeant des punitions déraisonnables, peu en rapport avec sa complexion délicate, comme de le priver de nourriture ou de lui imposer la torture de longs agenouillements *sur des pois secs étendus à terre*. En même temps, comme le petit prince, « le diablotin », qui s'obstinait à vivre contre le gré de l'impératrice Anne, se trouvait être à la fois prétendant au trône de Russie et à celui de Suède, on lui apprenait alternativement tantôt le russe, tantôt le suédois, selon les espérances du moment. Le résultat fut qu'il ne sut aucune des deux langues. Quand il vint à Pétersbourg, en 1742, Élisabeth s'étonna de le voir aussi peu avancé. Elle le confia alors à Stählin. Celui-ci était un Saxon, venu en Russie en 1735, professeur d'éloquence, de poésie, de la philosophie de Gottsched, de la logique de Wolff et de beaucoup d'autres choses encore. À ses fonctions de professeur, il joignait l'exercice d'un grand nombre de talents : il écrivait des vers de circonstance pour les fêtes de cour, traduisait des opéras italiens pour le théâtre de Sa Majesté, dessinait des médailles destinées à rappeler quelque victoire remportée sur les Tartares, dirigeait les chœurs de la chapelle impériale, composait des emblèmes pour les feux d'artifice, etc.

Ce que devenait l'éducation de Pierre, au milieu de tout cela, on le devine aisément. Brümmer restait d'ailleurs aux côtés de l'enfant, en qualité de maître de cour maintenant, plus brutal et plus grossier que jamais, au rapport de Stählin. Un jour, celui-ci se voyait dans la nécessité d'intervenir

pour empêcher une scène de violence, l'Holsteinois se précipitant sur le jeune prince les poings levés, et Pierre, à moitié mort de peur, appelant la garde à son secours.

Soumis à ce régime, le caractère du futur époux de Catherine contractait des habitudes vicieuses et pour ainsi dire des déformations définitives : violent et sournois à la fois, peureux et vantard. Déjà il étonnait la candide Figchen par ses mensonges, en attendant qu'il étonnât le monde par ses lâchetés. Un jour qu'il se plaisait à l'émerveiller par le récit de prouesses accomplies par lui contre les Danois, elle lui demanda naïvement à quelle époque s'étaient passés ces exploits. « Trois ou quatre ans avant la mort de mon père. » « Eh quoi ! vous n'aviez pas sept ans ! » Il se fâcha tout rouge. Resté malingre avec cela, mal venu au physique comme au moral, une âme gauche, bizarre et tourmentée dans un corps étroit, pauvre de sang et prématurément ravagé. À coup sûr, Figchen aurait eu tort de compter sur son affection, si sincère qu'elle parût aux yeux de Jeanne-Élisabeth, pour assurer son établissement en Russie. Était-il seulement capable d'aimer, ce jeune homme de si triste apparence ?

Heureusement pour elle, Catherine était à même, dès à présent, de s'en reposer avant tout autre appui sur ses propres ressources. Ce qu'elle nous raconte elle-même de cette époque de sa vie serait à peine croyable si nous n'avions de quoi contrôler la sincérité de son récit. Elle a quinze ans à peine, et déjà nous lui découvrons ce coup d'œil juste et pénétrant, cette sûreté de jugement, ce sentiment merveilleux des situations et cet admirable bon sens qui font plus tard partie de son génie, qui sont tout son génie peut-être. Pour commencer, elle comprend que pour rester en Russie, pour y faire figure et, qui sait ?, pour y jouer un rôle, il lui faut devenir russe. Sans doute son cousin Pierre n'y a pas songé. Mais elle se rend promptement compte du malaise et du dépit secret qu'il provoque autour de lui avec son jargon holsteinois et ses manières allemandes. Elle se lève la nuit pour répéter les leçons du maître de langue russe, Adadourof, qu'on lui a donné. Comme elle ne prend pas la peine de se vêtir, marchant pieds nus dans sa chambre pour se tenir éveillée, elle gagne un refroidissement. Bientôt sa vie est en danger.

« La jeune princesse de Zerbst, écrit La Chétardie à la date du 26 mars 1744, est malade d'une péripneumonie formée. » Le parti saxon relève la

tête. Il a tort, à en croire le diplomate français, car Élisabeth n'entend pas, quoi qu'il arrive, le laisser profiter de l'événement. « Ils n'y gagneront rien, disait-elle avant-hier à MM. de Brümmer et Lestocq, car si j'avais le malheur de perdre cette chère enfant, je veux que le diable m'emporte si jamais je prends une princesse saxonne. » Brümmer a d'ailleurs confié à La Chétardie que, « dans l'extrémité fâcheuse que l'on doit envisager et appréhender, il a disposé les voies, et qu'une princesse d'Armstadt (*sic*), charmante de sa figure et que le roi de Prusse avait proposée dans le cas où la princesse de Zerbst ne réussirait pas, serait celle qui aurait la préférence sur toute autre ». La perspective de cette substitution, pour rassurante qu'elle soit, ne laisse cependant pas d'attrister La Chétardie. « Nous y perdrions beaucoup, assure-t-il, vu la façon dont les princesses de Zerbst, mère et fille, pensent pour moi et la persuasion où elles sont que j'ai contribué à l'avenir qui leur est préparé. »

Pendant que les ambitions rivales se réveillent ainsi autour d'elle, la princesse Sophie lutte avec la mort. Les médecins prescrivent une saignée. Sa mère s'y oppose. On en réfère à l'impératrice ; mais l'impératrice est au couvent de la Troïtza, absorbée par des dévotions auxquelles elle se livre d'une façon passionnée, quoique intermittente, mettant de la passion à tout ce qu'elle fait. Cinq jours se passent ainsi. La malade attend. Enfin Élisabeth arrive avec Lestocq, et ordonne la saignée. La pauvre Figchen perd connaissance. Quand elle revient à elle, elle se voit dans les bras de l'impératrice. Celle-ci, pour la récompenser de s'être laissé donner un coup de lancette, lui fait cadeau d'un collier de diamants et d'une paire de boucles d'oreilles de vingt mille roubles. C'est la princesse Jeanne-Élisabeth qui enregistre le prix. Pierre lui-même se montre généreux et offre galamment une montre couverte de diamants et de rubis. Mais les diamants et les rubis n'ont aucun pouvoir sur la fièvre. En vingt-sept jours on saigne seize fois la malade, quelquefois quatre fois en vingt-quatre heures. Enfin la jeunesse et la constitution robuste de Figchen ont raison et de la maladie et du traitement. Il apparaît même que cette longue et douloureuse crise a exercé sur sa destinée une influence décisive et singulièrement heureuse. Et d'abord, autant sa mère a trouvé moyen de se rendre importune et odieuse à tout le monde, sans cesse en opposition avec les médecins, en dispute avec l'entourage, querellant sa propre fille et la tourmentant, sans souci de ses

autres souffrances, autant celle-ci a su gagner tous les cœurs et se rendre, en dépit de son état, agréable et chère à tous. Il y eut l'histoire d'une étoffe — la fameuse étoffe bleue lamée d'argent, présent de l'oncle Louis — que Jeanne-Élisabeth s'avisa, on ne sait pourquoi, de vouloir enlever à la pauvre Figchen. On devine le tapage soulevé autour de la malade par ce piteux incident : concert de réprobation à l'adresse de la mère dénaturée, concert de sympathies en faveur de la fille, victime de traitements aussi indignes. Figchen abandonna l'étoffe et n'y perdit point. Mais elle eut d'autres triomphes. Sa maladie la rendait d'elle-même sympathique à toutes les âmes russes. On savait comment elle l'avait contractée. L'image de la jeune fille aux pieds nus, s'exerçant à travers la nuit aux sonorités de l'idiome slave, sans souci d'un hiver inclément, hantait déjà les imaginations, entrait dans la légende. Bientôt on raconta qu'à un moment où elle était au plus mal, sa mère voulut appeler à son chevet un pasteur protestant. « Non, aurait-elle dit, à quoi bon ? Faites venir plutôt Simon Todorski. » Simon Todorski était le prêtre orthodoxe qu'on avait chargé de faire l'éducation religieuse du grand-duc et qui devait aussi entreprendre celle de la grande-duchesse.

Quels étaient à ce moment les sentiments de la princesse Sophie sur cet objet si délicat ? Il est difficile d'en juger avec sûreté. Certains indices feraient supposer que le traité d'Heineccius et les objurgations du *Pro memoria* de Christian-Auguste avaient produit sur elle une impression assez profonde. « Je demande à Dieu, écrivait-elle à son père, encore de Königsberg, de prêter à mon âme toutes les forces dont elle aura besoin pour soutenir les tentations auxquelles je me prépare de me voir exposée. Il accordera cette grâce aux prières de Votre Altesse et de chère maman. » Mardefeldt, de son côté, se montrait inquiet : « Il n'y a qu'un point qui m'embarrasse infiniment, écrivait-il, c'est que la mère croit ou fait semblant de croire que cette jeune beauté ne pourra embrasser la religion grecque. » Il racontait encore qu'il avait fallu un jour avoir recours au *pasteur* pour calmer l'esprit de la princesse, épouvanté par les leçons du *pope*. Voici cependant l'idée que Catherine s'est faite elle-même plus tard, en utilisant assurément son expérience personnelle, des difficultés que peut rencontrer le passage dans le giron de l'Église orthodoxe d'une princesse allemande élevée dans la religion de Luther, du temps nécessaire pour les surmonter et de la marche du problème moral ainsi résolu. Écrivant à Grimm le 18 août 1776

au sujet de la princesse de Wurtemberg, qu'elle destine à son fils Paul, elle s'exprime en ces termes : « Dès que nous la tiendrons, nous procéderons à sa conversion. Il faudra bien quinze jours… Pour mieux accélérer tout cela, Pastoukhof est allé à Memel pour lui apprendre l'*a b c* et la confession en russe : *la conviction viendra après.* »

Quoi qu'il en soit, le refus du ministre évangélique — cette répudiation du culte de son enfance — sortant des lèvres mourantes de la future grande-duchesse, et l'appel à l'assistance de Todorski — cette confession anticipée de la foi orthodoxe — reçurent une créance facile. Et dès lors la place de Figchen en Russie était assurée. Quoi qu'il advînt, elle était certaine désormais de la trouver dans le cœur de ce peuple naïf et profondément religieux dont elle épousait les croyances et qui lui témoigna aussitôt sa reconnaissance en épousant ses intérêts. Le lien qui devait unir cette petite princesse allemande à la grande nation slave, dont elle commençait seulement à bégayer la langue, le pacte qui pendant près d'un demi-siècle allait associer leurs destinées dans une même et glorieuse fortune et que la mort seule viendrait dissoudre un jour, ce lien, ce pacte étaient formés dès à présent.

Le 20 avril 1744, la princesse Sophie paraît pour la première fois en public après sa maladie. Elle est encore si pâle que l'impératrice lui envoie un pot de rouge. Mais elle attire quand même tous les regards et sent que ces regards sont pour la plupart bienveillants. Elle plaît déjà et attire. Elle rayonne et réchauffe autour d'elle l'atmosphère glacée d'une cour qu'elle rendra un jour si brillante. Pierre lui-même se montre plus empressé et plus confiant. Hélas ! sa galanterie et sa confiance sont d'une espèce particulière : il raconte à sa future l'histoire de ses amours avec une des filles d'honneur de l'impératrice, la princesse Lapoukhine, dont la mère a été récemment exilée en Sibérie. La *freiline* dut quitter la cour en même temps. Pierre aurait voulu l'épouser. Il se résigna pourtant à obéir au vœu de l'impératrice. Figchen rougit et prend sur elle de remercier le grand-duc pour l'honneur qu'il lui fait en la mettant en tiers dans ses secrets. Ainsi apparaît déjà ce que sera l'avenir entre ces deux créatures si peu faites l'une pour l'autre.

2.5

Pendant ce temps, la princesse Jeanne-Élisabeth est tout entière à ses entreprises de haute politique. Elle s'est liée avec la famille Troubetzkoï et avec le bâtard Betzky lui-même, dont la personnalité remuante commence à percer. Elle a un salon où se rencontrent tous les adversaires du « système » politique actuels, tous les ennemis de Bestoujef : Lestocq, La Chétardie, Mardefeldt, Brümmer. Elle cabale, intrigue, complote. Elle va de l'avant avec toute sa fougue de femme nerveuse et toute son insouciance de cervelle en l'air. Elle croit tenir le succès et aussi l'abbaye de Quedlinbourg. Elle se voit déjà complimentée par Frédéric et assumant, en fait, le rôle de son ambassadeur auprès de la grande cour du Nord, devenue sa meilleure et plus précieuse alliée. Elle ne voit pas l'abîme à ses pieds.

Le 1er juin 1744, Élisabeth a repris le chemin du couvent de la Troïtza. En grand apparat cette fois et avec toute l'ostentation d'un pèlerinage solennel, traînant une moitié de sa cour derrière elle et faisant la route à pied. Elle a formé le vœu, en montant sur le trône, de renouveler cette cérémonie chaque fois qu'elle viendrait à Moscou, en mémoire de l'asile que Pierre Ier, mis en danger par la révolte des *Strélitz*, avait trouvé dans l'antique monastère. La princesse Sophie, encore trop faible, n'a pu accompagner l'impératrice, et sa mère est restée auprès d'elle. Mais voici qu'au bout de trois jours un courrier arrive, porteur d'une lettre d'Élisabeth : ordre est donné aux deux princesses de rejoindre le cortège impérial, pour assister à son entrée solennelle dans les murs de la Troïtza. À peine sont-elles installées dans une cellule, où le grand-duc vient leur tenir compagnie, que l'impératrice elle-même paraît, suivie de Lestocq. Elle semble en proie à une grande agitation. Elle ordonne à la princesse Jeanne-Élisabeth de la suivre dans une pièce voisine. Lestocq s'y rend aussi. L'entrevue est longue. Figchen ne s'en émeut pas, occupée à écouter le bavardage extravagant, à l'ordinaire, de son cousin. Peu à peu, la jeunesse et la vivacité de son esprit prenant le dessus sur le malaise que lui inspire habituellement la présence du grand-duc, elle se prête à ses enfantillages. Et de rire et de badiner gaiement

tous les deux. Soudain Lestocq revient : « Cette joie va bientôt avoir une fin », dit-il brusquement ; puis s'adressant à la princesse Sophie : « Il ne vous reste plus qu'à faire vos paquets. » Figchen demeure muette d'étonnement, et le grand-duc demandant ce que cela veut dire, Lestocq se contente d'ajouter : « Vous le verrez bientôt. »

« Je vis clairement, écrit Catherine dans ses *Mémoires*, qu'il (le grand-duc) m'aurait quittée sans regret. Pour moi, vu ses dispositions, il m'était à peu près indifférent, mais la couronne de Russie ne me l'était pas. » Pouvait-elle vraiment songer déjà à la couronne, cette petite fille de quinze ans ? Pourquoi pas ? En écrivant ses *Mémoires* à quarante années de distance, à supposer qu'elle les ait écrits en effet tels qu'ils nous sont parvenus, Catherine a pu et même dû forcer plus d'une fois la note de ses impressions enfantines. « Le cœur, dit-elle encore en évoquant les souvenirs de cette même époque, ne me prédisait rien de bon ; l'ambition seule me soutenait. J'avais au fond du cœur je ne sais quoi qui ne m'a jamais laissée douter un seul instant que je parviendrais à devenir impératrice de Russie de mon chef. » Ici, l'exagération est évidente et la notation *a posteriori* saute aux yeux. Mais le trône partagé un jour avec Pierre pouvait bien sourire à cette imagination d'enfant précoce ; des *espérances* plus lointaines ont de tout temps figuré dans les apports matrimoniaux, et des fiancés de quinze ans s'entendent fort bien aujourd'hui encore à les escompter.

Derrière Lestocq survient enfin l'impératrice, très rouge, suivie de la princesse Jeanne-Élisabeth, très émue et les yeux gonflés de larmes. À la vue de la souveraine, les deux jeunes gens, qui se tenaient assis sur le rebord d'une fenêtre, les jambes pendantes, et qui, saisis par le discours de Lestocq, avaient gardé cette position, sautent précipitamment à terre. On voit le tableau. Il semble désarmer la colère de l'impératrice. Elle sourit, va à eux, les embrasse, et sort sans prononcer un mot. Alors le mystère s'éclaircit. Depuis plus d'un mois, la princesse de Zerbst marchait sans s'en douter sur une mine creusée sous ses pieds par l'ennemi, dont elle espérait avoir si facilement raison. Et la mine venait de sauter.

Le marquis de La Chétardie était revenu en Russie avec la réputation du plus brillant diplomate de l'époque, consacrée par le rôle qu'il avait précédemment joué dans ce même pays [2]. Il avait trente-six ans. Grand, bien

fait, cavalier de haute mine et d'élégante tournure, il semblait destiné à occuper encore une grande place dans cette cour, où la faveur décidait de tout, menait à tout, où il fallait surtout plaire et où, disait-on, il avait plu déjà. Il avait son plan, un plan très ingénieux, trop ingénieux peut-être, qu'il avait réussi, non sans peine, à faire adopter à la cour de Versailles et qui consistait à faire de la chute de Bestoujef, c'est-à-dire de l'abandon de la politique autrichienne défendue par ce ministre, le prix d'une complaisance depuis longtemps mise en question entre les deux cours, désirée vivement par Élisabeth, obstinément refusée par la France. Il s'agissait du titre de Majesté Impériale tacitement reconnu aux tsars de Russie depuis Pierre le Grand, mais non inscrit encore au protocole et absent par conséquent des pièces officielles émanant de la chancellerie du Roi Très Chrétien. La Chétardie s'était fait donner des lettres de créance avec le titre convoité. Il les garda en poche, pour ne les remettre qu'au successeur de Bestoujef, après le renvoi de celui-ci. Élisabeth le sut, et bientôt personne ne l'ignora à la cour. Jusque-là, se reposant sur son ascendant personnel, le diplomate français prétendait traiter directement avec l'impératrice en passant par-dessus son chancelier. C'était trop présumer de ses forces ; c'était aussi s'abuser étrangement sur le caractère d'Élisabeth. Le portrait de la fille de Pierre Ier a été souvent esquissé, et on a réussi à nous donner une idée probablement exacte de la manière d'être et de régner de cette singulière souveraine, agitée et indolente à la fois, ardente au plaisir et pourtant curieuse des affaires, employant des heures à sa toilette, faisant attendre des semaines ou même des mois une signature ou un ordre et autoritaire malgré cela ; voluptueuse, dévote, incrédule et superstitieuse ; passant à tout instant des excès d'une débauche qui ruine sa santé à des excès d'exaltation religieuse qui égarent sa raison : une névrosée, dirions-nous aujourd'hui. Le baron de Breteuil raconte, dans une de ses dépêches, qu'ayant à signer, en 1760, le renouvellement du traité conclu en 1746 avec la cour de Vienne, elle avait déjà écrit : « Éli… », quand une guêpe vint se poser sur sa plume. Elle s'arrêta et resta six mois avant de se décider à achever sa signature. Au physique, la princesse de Zerbst nous a laissé d'elle un pastel fort agréable.

« L'impératrice Élisabeth est fort grande ; elle a été extrêmement bien faite. Elle engraissait de mon temps, et il me semblait toujours que ce que dit Saint-Évremond dans le portrait de la fameuse duchesse de Mazarin,

Hortense Mancini, était fait pour l'impératrice. Il dit : "De ce qu'elle a la taille déliée une autre l'aurait belle." Cela était alors au pied de la lettre. Jamais tête ne fut plus parfaite ; il est vrai que le nez l'est moins que les autres traits, mais il est là à sa place. La bouche est unique : il n'y en a jamais eu de telle ; ce sont les grâces, ce sont les ris, ce sont les jeux. Elle ne saurait grimacer ; elle n'a jamais fait de plis que de gracieux ; on en adorerait une injure, si elle en pouvait proférer. Deux rangées de perles se montrent au travers du vermeil de deux lèvres qu'il faut avoir vues pour s'en former une idée. Les yeux sont attendrissants ; oui, voilà l'effet qu'ils font sur moi. On les prendrait pour noirs, ils sont pourtant bleus. Ils inspirent toute la douceur dont ils sont animés… Jamais front ne fut plus agréable. Ses cheveux sont plantés si exactement que d'un coup de peigne ils sont et paraissent rangés avec art. L'impératrice a les sourcils noirs et la chevelure naturellement cendrée. Toute sa figure est noble, sa démarche est belle ; elle se présente avec grâce ; elle parle bien, d'une voix agréable ; son geste est juste. Enfin, jamais figure ne ressembla à la sienne. Jamais si belles couleurs, ni gorge, ni mains, n'ont été vues. Comptez là-dessus, je suis un peu connaisseuse et je parle ici sans prévention. »

Au moral, la plume du chevalier d'Éon oppose à ce gracieux ensemble une terrible contrepartie :

« Sous un air de bonhomie apparente, elle (Élisabeth) a l'intelligence déliée, incisive. Si l'on ne s'est boutonné d'avance et cuirassé contre son regard, il se glisse sous votre habit, l'écarte, s'insinue, vous déshabille, vous entrouvre la poitrine, et, quand vous vous en apercevez, il est trop tard : vous êtes à nu, la femme a lu dans vos entrailles et fouillé dans votre âme… Sa candeur et sa bonté ne sont qu'un masque. Dans votre France, par exemple, et dans toute l'Europe, elle a la réputation et le surnom de *clémente*. À son avènement au trône, en effet, elle jura sur l'image révérée de saint Nicolas que personne ne serait mis à mort sous son règne. Elle a tenu parole *à la lettre*, et aucune tête n'a encore été coupée, c'est vrai ; mais deux mille langues, deux mille paires d'oreilles l'ont été… Vous connaissez sans doute l'histoire de la pauvre et intéressante Eudoxie Lapoukhine ? Elle eut quelques torts peut-être envers Sa Majesté, mais le plus grave, à coup sûr, fut d'avoir été sa rivale et plus belle qu'elle. Élisabeth lui a fait percer la langue d'un fer rouge et administrer vingt coups de knout de la main du bourreau,

et la malheureuse était enceinte et près d'accoucher… Vous trouverez dans sa vie privée les mêmes contradictions. Tantôt impie, tantôt fervente, incrédule jusqu'à l'athéisme, bigote jusqu'à la superstition, elle passe des heures entières à genoux devant une image de la Vierge, parlant avec elle, l'interrogeant avec ardeur et lui demandant en grâce dans quelle compagnie des gardes elle doit prendre l'amant du jour… J'oubliais une chose… Sa Majesté a un goût marqué pour les liqueurs fortes. Il lui arrive parfois d'en être incommodée au point de tomber en syncope… Il faut alors couper sa robe et ses corsets. Elle bat ses serviteurs et ses femmes… »

On peut juger des difficultés que devait rencontrer La Chétardie auprès d'une princesse d'humeur aussi bizarre, et sur quel terrain glissant la princesse de Zerbst s'aventurait en sa compagnie. Car elle était devenue son associée et avait fini par mettre en lui tout son espoir ; Mardefeldt se trouvait hors de combat, Brümmer s'était peu à peu retiré de la partie et Lestocq louvoyait, mis en défiance par son instinct très sûr. De Versailles, on exhortait toujours le marquis à la prudence. On finissait par lui ordonner péremptoirement de ne pas faire de la reconnaissance du titre impérial l'objet d'un marchandage trop incertain. La chose, après tout, n'avait pas si grande importance. « Le roi, écrivait-on, est empereur en France. » Mieux valait faire à la tsarine « une espèce de galanterie », en lui montrant la lettre du roi. On l'engagerait peut-être ainsi à forcer la main à son ministre pour la conclusion de l'alliance tant souhaitée. La Chétardie se déclarait prêt à obéir, mais à cela même il trouvait une difficulté : il fallait « joindre et fixer » la tsarine au moins pendant un quart d'heure. Or il n'y arrivait pas.

En attendant, Bestoujef préparait ses pièces. Avec l'aide d'un employé de la chancellerie, Goldbach, encore un Allemand, peut-être un Juif, spécialiste dans l'art des déchiffrements, si cultivés à cette époque, il interceptait et tirait au clair toute la correspondance de l'envoyé français, et, brusquement, il la plaçait sous les yeux de l'impératrice, mettant en évidence les passages qui la concernaient personnellement, ceux où La Chétardie déplorait la paresse, la légèreté de la souveraine, son goût effréné pour le plaisir et jusqu'à sa coquetterie qui l'engageait à changer de toilette quatre ou cinq fois par jour. On imagine la colère d'Élisabeth. On en sait les suites. S'étant obstiné à ne pas faire usage de ses lettres de créance, La Chétardie se trouvait sans caractère officiel. Une simple note de la chancellerie lui intima

l'ordre de quitter Moscou et la Russie dans les vingt-quatre heures. La vindicte de la tsarine alla jusqu'à réclamer un portrait qu'elle lui avait donné sur le couvercle d'une tabatière garnie de diamants. On lui laissa la tabatière.

Mais il n'était pas seul compromis. Ses dépêches avaient révélé à l'impératrice la part prise par la princesse de Zerbst à l'intrigue avortée. Elles la montraient jouant à sa cour et dans son intimité le rôle d'espion au service de la Prusse et de la France, donnant des avis à La Chétardie et à Mardefeldt, correspondant secrètement avec Frédéric. Voilà ce que signifiait la scène énigmatique du couvent de la Troïtza.

La princesse de Zerbst en fut quitte pour la peur qu'elle eut, pour les vérités qu'elle dut entendre de la bouche d'Élisabeth et pour la perte irrémédiable non seulement du crédit qu'elle avait rêvé follement d'acquérir dans cette cour, dont elle apprenait seulement maintenant à connaître les ressorts secrets, mais encore de celui auquel elle aurait pu prétendre légitimement. « Le nom de la princesse de Zerbst, écrivait le successeur de La Chétardie, d'Allion, un an après ces événements, s'est trouvé fréquemment dans les lettres interceptées de M. de La Chétardie. Dès lors, l'impératrice a pris pour elle une aversion décidée… Son meilleur parti était de repasser en Allemagne. » C'est ce qu'elle fit en effet, mais non pas avant d'avoir assisté à la seule victoire à laquelle elle aurait dû prétendre sous ce ciel devenu inclément pour elle, et la seule qu'elle semble précisément avoir perdue de vue jusqu'à risquer de la compromettre.

2.6

La personne de Figchen était sortie intacte de cette crise. À partir de ce moment, au contraire, et comme si son innocence avérée avait plaidé sa cause auprès de ses adversaires mêmes et des ennemis de sa fortune, son triomphe devenait certain et son mariage avec le grand-duc définitivement assuré. Restait cependant un point délicat à régler : l'admission solennelle de

la princesse Sophie parmi les fidèles de l'Église grecque. La princesse de Zerbst avait obéi de son mieux aux injonctions de son mari. Elle avait cherché à éclairer sa foi et celle de sa fille. Elle s'était aussi enquis si le *précédent* de la femme du tsarévitch Alexis, qui, elle, avait conservé sa place dans l'Église protestante, ne pouvait être utilisé au bénéfice de Figchen. Sur ce dernier point, le résultat de ses démarches avait été négatif. Mais la nouvelle qu'elle en donna au dévot et scrupuleux Christian-Auguste était accompagnée de constatations rassurantes. Elle avait parcouru avec Simon Todorski tout le symbole grec, elle l'avait compulsé soigneusement avec le catéchisme de Luther, et elle était arrivée à la conviction qu'il n'y avait entre les deux confessions aucune différence fondamentale. Quant à Figchen, elle avait moins tardé encore à se persuader qu'elle pouvait faire son salut dans la religion orthodoxe. Heineccius ne savait décidément ce qu'il disait, et Méthodius s'entendait admirablement avec Luther. Les arguments de Simon Todorski s'étaient montrés irrésistibles à ce sujet. C'était un habile homme que cet archimandrite. Il avait vu du monde et étudié à l'université de Halle. Christian-Auguste ne se laissa pas ébranler de suite. « Mon bon prince de Zerbst, écrivait plus tard Frédéric, était plus rétif sur ce point… Il répondait à toutes mes représentations par : "Ma fille ne sera pas grecque." » Heureusement, il se trouva aussi un Simon Todorski à Berlin. « Quelque prêtre, continue Frédéric, que je sus gagner… fut assez complaisant pour lui persuader que le rite grec était pareil à celui des luthériens. » Dès lors il répéta sans cesse : « Luthérien-grec, grec-luthérien, c'est la même chose. » Dans le courant de juin, un courrier expédié par Élisabeth rapportait l'autorisation officielle du prince au mariage et à la conversion de la princesse Sophie. Le bon Christian-Auguste disait avoir aperçu le doigt de Dieu *(eine Führung Gottes)* dans les circonstances qui lui dictaient cette détermination.

Le 28 juin fut fixé pour la profession publique de la jeune catéchumène, et le jour suivant, jour de la fête des saints Pierre et Paul, pour les fiançailles. L'approche de cette cérémonie ne laissait pas de donner à Figchen quelque émotion. Les lettres qu'elle recevait en grand nombre de ses parents d'Allemagne n'étaient pas toutes pour la rassurer. On imagine à quelle abondance de commentaires divers la destinée si inattendue de la petite princesse avait ouvert le champ dans le milieu où elle avait vécu jusqu'à

présent. Le sens n'en était généralement pas très favorable. Un peu de jalousie s'y mêlait peut-être aux appréhensions qu'une tendre sollicitude semblait seule inspirer. On se rappelait la lamentable histoire de la malheureuse Charlotte de Brunswick, la femme d'Alexis, abandonnée par son mari, oubliée par le tsar. Et la lointaine Russie n'avait-elle pas été fatale à toute cette famille allemande, qui, elle aussi, avait cru y trouver un avenir de gloire et de puissance ?… Tout cela revenait à la future grande-duchesse en longues phrases entortillées, jargon tudesque farci de français, où elle devinait plus de dépit que de sincère émoi, mais qui la faisaient frissonner parfois et jeter un regard inquiet sur le lendemain incertain.

Personne ne s'en douta pourtant dans la foule des courtisans qui, le 28 juin 1744, à dix heures du matin, se pressèrent aux abords de la chapelle impériale du *Galavinski Dvarets*. Vêtue d'une robe « adrienne » en gros de Tours rouge, galonnée d'argent, un simple ruban blanc serrant ses cheveux non poudrés, Figchen apparut radieuse de jeunesse, de beauté et de modeste assurance. Sa voix ne trembla pas, sa mémoire n'hésita pas un instant en prononçant en russe le symbole de sa nouvelle foi devant l'assemblée émue. L'archevêque de Novgorod, celui-là même qui naguère s'était déclaré contre son mariage, versa de pieuses larmes en recevant sa profession, et tous les assistants se crurent en devoir de l'imiter. Ils avaient pleuré de même, il est vrai, lors de la conversion de Pierre-Ulric, qui, lui, avait fait des grimaces pendant la cérémonie et s'était égayé aux dépens de l'officiant. L'attendrissement était d'ordonnance. La souveraine témoigna son contentement par le don fait à la catéchumène d'une agrafe et d'un collier de diamants, que l'experte Jeanne-Élisabeth estima valoir 100 000 roubles.

Mais qu'aurait dit le bon Christian-Auguste s'il avait entendu sa fille déclarer devant Dieu et devant les hommes : « Je crois et je confesse que la foi n'est pas suffisante pour ma justification » ? Figchen elle-même n'eut-elle pas besoin d'un effort pour prononcer ces paroles qui la séparaient définitivement de son passé ? Ceux qui ont cru pouvoir invoquer à ce propos l'influence des philosophes de Paris sur son jeune esprit ont fait une confusion de dates. Il est extrêmement probable qu'à ce moment la future amie de Voltaire ne connaissait pas l'existence de cet écrivain. En sortant de la chapelle, elle se trouva à bout de forces et ne put paraître au dîner. Ce n'était cependant plus Figchen ni la princesse Sophie Frédérique qui avait

franchi d'un pas chancelant le seuil de ce temple aux icônes recouvertes d'or. Ce jour même, dans la liturgie officielle, une prière était introduite pour « l'orthodoxe *(blagoviernaïa)* Catherine Alekseïevna ». La princesse de Zerbst expliquait, il est vrai, à son mari qu'on avait simplement ajouté Catherine à Sophie, « comme cela a lieu pour la confirmation ». Quant à Alekseïevna, ce surnom, conforme à l'usage du pays, voulait dire exactement « fille d'Auguste », Auguste ne pouvant recevoir d'autre traduction en russe. Le bon Christian n'en demanda pas davantage. Il avait été dans le cas, depuis quelque temps, de faire provision de crédulité, et il doit y avoir des grâces d'état pour les princes allemands en possession de filles mariables à l'étranger.

Les fiançailles eurent lieu le lendemain dans le *Ouspienski Sobor*. La princesse de Zerbst passa elle-même aux doigts de Catherine Alekseïevna et de son futur époux les bagues — deux petites merveilles, pouvant bien valoir 50 000 écus, dit-elle. Quelques écrivains, dont Rulhière, ont affirmé que Catherine avait reçu à cette occasion le titre d'*héritière* du trône, avec droit de succession en cas de mort du grand-duc. Le fait est contesté par les écrivains russes les plus récents. Il aurait fallu, pour cela, un manifeste officiel dont il n'existe aucune trace. La future grande-duchesse continua à recueillir tous les suffrages par la grâce et la convenance parfaite de son attitude. Sa mère elle-même observa avec satisfaction qu'elle se prenait à rougir chaque fois que les exigences du rang nouvellement acquis l'obligeaient à prendre le pas sur celle qui lui avait donné le jour. Elle eut cependant bientôt à faire aussi la remarque que sa fille n'en prétendait pas moins se prévaloir de sa nouvelle situation pour échapper à une tutelle qui lui pesait depuis longtemps. D'autant qu'elle n'était pas seule à la trouver hors de propos désormais et mal venue dans le milieu où il lui fallait vivre. La princesse de Zerbst y était traitée communément d'« étrangère » et n'y éveillait guère de sympathies. Catherine avait maintenant, pour la première fois de sa vie, un peu d'argent à elle : 30 000 roubles qui lui furent envoyés par Élisabeth « pour son jeu », suivant la désignation en usage à la cour de Russie, et qui lui parurent un trésor inépuisable. Elle y puisa bientôt largement, et fort noblement pour commencer. Son frère venait d'être envoyé à Hambourg pour y achever ses études. Elle déclara vouloir prendre à sa charge les frais de son entretien. Elle avait aussi sa cour, dont les chefs

d'emploi, chambellans et gentilshommes de la chambre étaient soigneusement choisis en dehors de la coterie que la princesse de Zerbst prétendait naguère inféoder à ses intérêts et à ceux de Frédéric. Le propre fils du chancelier, Pierre Bestoujef, y figurait. La princesse de Zerbst eut ainsi lieu d'éprouver un désappointement nouveau et ne manqua pas d'être maladroite une fois de plus en le montrant. Sa mauvaise humeur, éclatant à tout propos et s'en prenant à tout le monde, acheva son impopularité. Des scènes violentes se produisirent où le grand-duc lui-même figura et fit valoir, aux dépens de sa belle-mère, ses habitudes et son vocabulaire de corps de garde.

Catherine, cependant, prenait rapidement pied dans sa nouvelle situation. Elle trouvait même l'occasion de contracter une connaissance plus intime avec le vaste domaine qu'elle était appelée à gouverner un jour. Elle faisait, en compagnie du grand-duc et de sa mère, ce voyage de Kiev, que, à quarante années de distance, elle devait recommencer, on sait avec quel prestigieux éclat, et elle en gardait une impression destinée à ne plus s'effacer de sa mémoire, à influer visiblement sur la tournure de son esprit et sur le caractère même de son futur gouvernement. En parcourant huit cents kilomètres, sans jamais sortir des domaines d'Élisabeth, sans jamais voir autre chose sur son passage que des foules prosternées devant la toute-puissance de la tsarine, toujours présente à leurs yeux, elle concevait, la petite princesse allemande, habituée aux horizons étroits des pauvres souverainetés de son pays, et elle développait en elle une idée de grandeur et de force pour ainsi dire sans limites. C'est cette idée que, devenue impératrice, elle croira incarnée en elle et destinée à dominer le monde. En même temps, avec sa jeune sagacité en éveil et son coup d'œil déjà juste, elle apercevait l'envers, triste et sombre, de cette grandeur superbe, l'autre côté de l'existence du magnifique empire qui devait un jour être le sien. À Saint-Pétersbourg, à Moscou, elle n'avait eu jusqu'à présent devant ses yeux éblouis que le trône resplendissant d'or, la cour constellée de diamants, le décor extérieur de la majesté impériale, se doublant d'une pompe un peu barbare encore et d'un luxe à moitié asiatique, mais d'autant plus prodigieux ; elle se trouvait maintenant face à face avec les assises et les sources nourricières de cette splendeur sans pareille : le peuple russe apparaissait à ses yeux étonnés, épouvantés bientôt. Elle le voyait sordide et

sauvage, à peine vêtu, grelottant la faim et le froid dans ses chaumières enfumées, et portant comme une croix son double joug de misère et de servitude. Des vices lamentables d'organisation sociale et politique, d'effroyables abus de pouvoir se révélaient ainsi à elle, devinés, pressentis à travers cette antithèse terrible. Et tous les essais de réforme, tous les instincts généreux, toute la poussée d'idées libérales qui devait plus tard illustrer la première partie de son règne, prenaient leur point de départ dans cette première et rapide vision.

De retour à Moscou, elle apprenait aussi à connaître un autre revers de médaille : les petits ennuis inséparables d'un rang aussi élevé que le sien. Un soir à la comédie, faisant face à l'impératrice, dans la loge du grand-duc, elle surprenait un éclair de colère dans le regard d'Élisabeth dirigé de son côté. Peu après, l'obséquieux Lestocq, avec lequel la souveraine venait de s'entretenir tout en la regardant, se présentait devant elle et, sèchement, brutalement presque, avec la préoccupation visible de faire remarquer la raideur de son attitude, lui disait la colère de la tsarine et lui en expliquait le motif. Catherine avait fait des dettes : 17 000 roubles, plus de 75 000 francs en quelques mois ! Son trésor avait fondu entre ses doigts d'où un fleuve d'or devait un jour ruisseler à travers l'Empire et l'Europe entière. Mais quoi ? Voulait-on qu'elle se contentât des trois robes qui avaient fait le fond de sa malle à son arrivée en Russie ? Elle avait été réduite, pour commencer, à emprunter les draps de lit de sa mère ! Elle ne pouvait décemment continuer ce manège. Puis, elle s'était vite aperçue que dans cette cour, autant et plus que dans celle de Zerbst, les petits cadeaux entretenaient l'amitié, et qu'une personne dans sa position n'y possédait même aucun autre moyen de subvenir aux frais de cet entretien pourtant indispensable. Le grand-duc lui-même avait une prédilection marquée pour cette façon de soigner les bonnes relations qu'il entendait garder avec sa fiancée. Enfin, la comtesse Roumiantsof avait une manière à elle de comprendre les devoirs de sa charge de maîtresse de la cour de la future grande-duchesse : la manière d'un panier percé ou d'une personne s'entendant admirablement à faire danser l'anse du panier.

Dans ses *Mémoires*, auxquels nous empruntons ces détails, Catherine est assez sévère pour les personnes qui ont fait à ce moment partie de son entourage, sans épargner le grand-duc lui-même, avec lequel, quoi qu'elle fît,

et sa générosité même n'y remédiant pas, ses rapports n'auraient eu, dès à présent, rien de bien cordial. Peut-être a-t-elle cédé à la tentation de pousser au noir ce coin du tableau. Un billet de sa main, qui date de cette époque, semble justifier cette supposition. Le grand-duc, atteint, au cours du mois d'octobre, d'une pleurésie qui l'obligeait à garder la chambre, s'impatientait de cette claustration forcée. Et Catherine de lui écrire :

Monsieigneur (nous respectons le style et l'orthographe du document), *ayant consulté ma mère, sachant qu'elle peut beaucoup sur le grand-maréchal* (Brümmer), *elle m'a permis de lui en parler et de faire qu'on vous permettent de jouer sur les instrumens. Elle m'a aussy chargée de vous demander, Monseigneur, sy vous voulez quelques Italiens aujourd'hui après Midy. Je vous assure que je deviendray folle en Votre place sy on m'otois tous. Je vous prie au Nom De Dieu, ne lui montrez pas ses billets.*

CATHERINE.

Voici qui est fait pour réhabiliter la princesse de Zerbst elle-même des reproches d'humeur acariâtre et tracassière dont sa fille s'est plu à accabler sa mémoire. Deux mois plus tard, en décembre, nous retrouvons Catherine, joignant les larmes aux prières pour obtenir qu'on lui donne accès auprès de son fiancé, qui, guéri de sa pleurésie, vient d'être atteint d'un mal nouveau et plus terrible. Sur la route de Moscou à Pétersbourg, à Hatilof, Pierre a dû s'arrêter : la petite vérole avait fait son apparition. Le fiancé d'Élisabeth en était mort. La tsarine écarta résolument Catherine et sa mère, en les expédiant à Saint-Pétersbourg, et s'installa elle-même au chevet du malade. Catherine fut réduite à écrire à son fiancé des lettres fort tendres, où, pour la première fois, elle se servit de la langue russe. Mais ce n'était encore qu'un trompe-l'œil, Adadourof, son professeur, dont elle copiait la prose, lui servant de secrétaire.

Ce second séjour à Pétersbourg fut marqué pour Catherine par l'arrivée du comte Gyllenborg, envoyé par la cour de Suède, avec la nouvelle du mariage de l'héritier du trône, Adolphe-Frédéric, oncle de Catherine, épousant la princesse Ulrique de Prusse. Catherine avait déjà rencontré ce Suédois à Hambourg, en 1740. Il lui aurait alors reconnu « un esprit philosophique ». Il lui demanda maintenant comment allait sa philosophie et l'engagea à lire Plutarque, la vie de Cicéron et les *Causes de la grandeur et*

de la décadence des Romains. En retour, Catherine offrit à ce grave conseiller son portrait, « le portrait d'un philosophe de quinze ans », composé par elle en son honneur, selon l'usage courant de l'époque. L'original de cet écrit, qu'elle réclama plus tard, a été malheureusement brûlé par elle, et aucune copie ne s'en est rencontrée dans les papiers du comte Gyllenborg, conservés à l'université d'Uppsala. Dans ses *Mémoires*, Catherine assure qu'ayant revu en 1758 cette œuvre de jeunesse, elle fut étonnée de la justesse et de la profondeur des traits qu'elle y avait consignés. Nous regrettons qu'elle ne nous ait pas mis à même de vérifier cette appréciation.

Pierre ne put reprendre le chemin de Pétersbourg qu'à la fin de janvier. Castéra a raconté qu'après avoir embrassé alors son fiancé avec tous les témoignages de la joie la plus grande, Catherine s'évanouit en rentrant dans son appartement et fut trois heures avant de reprendre connaissance. La petite vérole, en effet, n'avait pas embelli le grand-duc. Les traces laissées sur sa figure et une énorme perruque dont on l'avait affublé pour cacher d'autres ravages le rendaient presque méconnaissable. La princesse de Zerbst fut seule à lui trouver meilleure mine, ce dont elle fit part aussitôt à son mari. Castéra a sans doute chargé quelque peu son récit, suivant son habitude, et la princesse s'est souvenue que la poste de Pétersbourg prenait volontiers copie des lettres qui lui étaient confiées. Quoi qu'il en fût, les préparatifs du mariage commencèrent peu après ce retour si diversement commenté.

2.7

On n'avait pas encore vu en Russie une cérémonie de ce genre. Le mariage du tsarévitch Alexis, fils de Pierre Ier, avait eu lieu à Torgau, en Saxe, et, avant lui, les héritiers du trône de Moscou n'étaient pas de futurs empereurs. On écrivit en France, où venait d'être célébré le mariage du Dauphin ; on s'informa auprès de la cour de Saxe. De Versailles et de Dresde

arrivèrent des mémoires abondants, de minutieuses descriptions, jusqu'à des dessins retraçant les moindres détails des pompes qu'il s'agissait d'imiter, de surpasser même s'il était possible. Dès que les glaces furent rompues sur la Neva, vaisseaux anglais et allemands se succédèrent, débarquant des équipages, des meubles, des étoffes, des livrées commandés aux quatre coins de l'Europe. Christian-Auguste se distingua avec un envoi d'étoffes de Zerbst, lourdes pièces de soie brodées d'or et d'argent qu'on prisait assez à cette époque. La mode était aux soieries à ramages, avec fleurs d'or ou d'argent sur fond clair. L'Angleterre en avait la spécialité et aussi Zerbst, qui venait en seconde ligne dans l'estime des connaisseurs.

Plusieurs fois reculée, la date de la cérémonie fut fixée enfin au 21 août. Les fêtes devaient durer jusqu'au 30. Les médecins du grand-duc auraient voulu un délai plus long. En mars, Pierre avait de nouveau été alité. Une année semblait à peine suffisante pour lui permettre de se remettre entièrement. Mais Élisabeth ne voulait pas attendre. On a prétendu qu'il lui tardait de se débarrasser de la mère de Catherine. Il est probable qu'elle avait des raisons plus sérieuses pour montrer tant d'impatience. Avec la santé toujours chancelante de Pierre, l'hérédité du trône était rien moins qu'assurée, et le souvenir du jeune Ivan, enfermé dans sa prison, demeurait inquiétant. En juin 1745, un homme inconnu fut trouvé un poignard à la main dans la chambre d'Élisabeth. Mis à la torture, il garda le silence. À en croire cependant des témoignages assez autorisés, Jeanne-Élisabeth continuait, en effet, à se rendre fort désagréable. Il n'y a pas de vilaine affaire où elle ne paraisse mêlée pendant ces dernières semaines de son séjour en Russie. Elle intrigue, complote et potine sans rémission. Elle va jusqu'à se faire accusatrice de sa fille, racontant que celle-ci a des rendez-vous nocturnes avec son fiancé. L'impératrice fait intercepter et examiner soigneusement sa correspondance. Et en même temps elle ne songe pas à inviter son mari à la cérémonie dont elle dispose l'imposant appareil. Longtemps, la princesse de Zerbst avait fait espérer à Christian-Auguste cette invitation, lui écrivant de se tenir prêt, le remettant de jour en jour et de mois en mois. Frédéric lui-même, trompé par Mardefeldt, avait donné à son feld-maréchal de semblables illusions. Enfin, Jeanne-Élisabeth dut avouer qu'on pensait plutôt à la faire partir elle-même avant la cérémonie.

Le frère de la princesse y parut seul de sa famille. Ce fut, dit-on, une perfidie de Bestoujef. Disgracieux, grossier et pauvre d'esprit, Auguste de Holstein était un parent désagréable à produire en public, un de ceux qu'on ne montre pas. L'envoyé anglais Hindford assure, dans ses dépêches, n'avoir jamais vu un aussi beau cortège que celui qui, au jour indiqué, conduisit Catherine à l'église de Notre-Dame de Kazan. Commencée à dix heures du matin, la cérémonie religieuse ne prit fin qu'à quatre heures du soir. L'Église orthodoxe fait les choses consciencieusement. Pendant les dix jours suivants, les fêtes se succédèrent sans interruption. Bals, mascarades, dîners de gala, soupers, opéra italien, comédie française, illuminations, feux d'artifice, rien ne manqua au programme. La princesse de Zerbst nous a laissé une description détaillée de la plus intéressante de ces journées, celle des épousailles :

« Le bal ne dura pas au-delà d'une heure et demie, au bout desquelles Sa Majesté Impériale, précédée des maîtres de cérémonie, du grand maître de sa cour, du grand maréchal et du grand chambellan de la cour du grand-duc, et suivie seulement des jeunes époux se tenant par la main, de moi, de mon frère, de la princesse de Hesse, de la grande maîtresse, des *staats-dames*, de la *cammer frelen*, des *frelen*, s'achemina à l'appartement nuptial, dont les hommes sortirent dès que toutes les dames furent entrées, et les portes furent fermées, pendant que le jeune époux passa dans celui où il devait changer de vêtements. On débuta par déshabiller l'épouse. Sa Majesté Impériale lui ôta la couronne ; je cédai à la princesse de Hesse l'honneur de lui mettre la chemise, la grande maîtresse lui passa la robe de chambre, et le reste des dames lui ajustèrent le plus magnifique déshabillé du monde.

« Excepté cette cérémonie — observe la princesse de Zerbst — il y en a beaucoup moins ici à déshabiller de jeunes époux qu'il y en a chez nous. Déjà aucun homme n'ose entrer dès que l'époux est entré chez lui, pour se vêtir de nuit. On ne danse pas la guirlande et on ne distribue point de jarretière.

« La grande-duchesse vêtue, Sa Majesté Impériale passa chez le grand-duc, que le grand veneur, comte de Razoumovski, et mon frère avaient aidé à déshabiller. Cette princesse nous l'amena. Tout son habillement était uniforme à celui de son épouse, mais il n'y était pas, à beaucoup près, aussi

joli. Sa Majesté Impériale leur donna alors sa bénédiction, qu'ils reçurent en se jetant un genou en terre. Elle les embrassa tendrement et nous laissa à la princesse de Hesse, la comtesse de Roumiantsof et moi, le soin de les coucher. Je voulus lui parler des remerciements et de la reconnaissance que je lui dois, mais cette grande princesse se moqua de moi. »

Nous devons aussi à la plume de Jeanne-Élisabeth une description de l'appartement réservé aux jeunes époux.

« Cet appartement est de quatre grandes pièces, les unes toutes plus belles que les autres. Le grand cabinet est le plus riche ; la tenture d'un fond de drap d'argent porte une broderie en soie nuancée d'un goût admirable ; tout l'ameublement s'y rapporte : chaises, rideaux, portières. La chambre du lit est en velours ponceau tirant sur l'incarnat. Il est brodé de pilastres et de guirlandes en argent relevés en bosse ; le lit l'est en plein. Tout l'ameublement s'y rapporte. Il est si beau, il a un air si particulier, si majestueux, qu'il ne saurait être vu sans frapper d'admiration. » La série des fêtes se termina par une cérémonie d'un genre à part, qui ne devait plus jamais être renouvelée. Pour la dernière fois, on mit à flot le *Diedouchka* (l'aïeul) de la flotte russe, un bateau construit, d'après la légende, par Pierre le Grand lui-même. Par un ukase en date du 2 septembre 1724, celui-ci avait ordonné que le navire serait lancé ainsi tous les ans au 30 août, et conservé le reste du temps au monastère Alexandre-Nevski. Après sa mort, on oublia son ukase et son bateau. Élisabeth s'en souvint seulement en 1744. Elle recommença la cérémonie l'année suivante, à l'occasion du mariage de son neveu, et ce fut fini pour toujours. Il avait fallu construire un radeau pour supporter le bateau, qui ne pouvait plus tenir l'eau. Élisabeth alla en grande pompe à bord baiser le portrait de son père, qui s'y trouvait attaché à un mât.

Un mois plus tard, la princesse de Zerbst se séparait à jamais de sa fille et de la cour de Russie. En prenant congé de l'impératrice, elle se serait jetée à ses pieds en lui demandant pardon pour les désagréments qu'elle avait pu lui causer. Élisabeth aurait répondu assez vertement « qu'il était trop tard pour en parler, mais que si la princesse avait toujours été aussi humble, cela aurait mieux valu pour tout le monde ». Dans le récit qu'elle a fait elle-même de cette scène d'adieu, Jeanne-Élisabeth ne parle que des gracieusetés

de l'impératrice, des tendresses réciproques et des larmes de regret versées de part et d'autre. Nous l'avons vu déjà, les larmes de cour étaient de la monnaie courante à cette époque, et Jeanne-Élisabeth, malgré l'insuccès de ses tentatives politiques, ne manquait pas de diplomatie dans ses écrits.

Un coup terrible l'attendait à Riga. Une lettre d'Élisabeth, qui lui parvint dans cette ville, la chargea de solliciter de la cour de Berlin le rappel immédiat de Mardefeldt. C'était la ruine définitive des espérances que Frédéric lui-même, mieux avisé d'ordinaire, s'était laissé aller à fonder sur l'intervention de la princesse auprès de l'impératrice et qu'elle s'était attachée à entretenir. Il était arrivé que le jour même du départ de Jeanne-Élisabeth de Pétersbourg, 10 octobre 1745, on y avait appris les démarches entreprises par Frédéric auprès du nouvel époux de la princesse Louise-Ulrique et du frère de la princesse de Zerbst, Adolphe-Frédéric de Suède, pour l'engager à faire valoir ses titres au duché de Holstein. Frédéric jugeait la possession de ce duché incompatible avec celle du trône de Russie. En même temps survenait la nouvelle des premiers succès des armes prussiennes sur la frontière de Saxe (à Sohr, 30 septembre), et le Conseil de l'Empire, aussitôt réuni, décidait qu'il convenait d'envoyer un corps d'armée au secours du roi de Pologne menacé dans ses domaines héréditaires. Dès lors, Mardefeldt, l'ami et l'allié politique de la princesse de Zerbst, et par conséquent aussi de son frère, devenait impossible à Pétersbourg.

Ainsi, Jeanne-Élisabeth avait réussi à faire de sa fille une grande-duchesse de Russie, sans se donner beaucoup de peine pour cela. Sur tous les autres points, et là où elle avait déployé toutes les ressources de son esprit et de son infatigable activité, son échec était complet. Elle s'était avisée aussi, en passant, de vouloir faire de son mari un duc de Courlande, et n'avait pas eu plus de succès.

Pourtant Catherine pleura, et autrement qu'avec des larmes de cour, le départ de cette mère inquiétante. Elle en convient elle-même. C'était une mère après tout, et la seule personne dont, au milieu de ses nouvelles grandeurs, elle ne pût suspecter l'affection, tout en se défiant de ses conseils. Son absence laissa un grand vide autour d'elle. C'est aussi à partir de ce moment, au sein de la solitude, l'élément par excellence des natures fortes,

que devait commencer la vraie éducation de la future impératrice, celle à laquelle mademoiselle Cardel n'avait point songé.

Chapitre 3

LA SECONDE ÉDUCATION DE CATHERINE

I. Catherine et son mari sont remis à l'école. — Instructions rédigées par le chancelier Bestoujef pour le gouverneur et la gouvernante de Leurs Altesses. — Acte d'accusation. — Les péchés de Catherine. — Intimité avec les Tchernichof. — Stérilité de la couche grand-ducale. — À qui la faute ? — Échec des mesures imaginées par le chancelier. — II. Nouvelles sévérités. — Changements dans l'entourage de Catherine. — Départ de Mardefeldt. — Chute de Lestocq. — Nouveaux serviteurs de la grande-duchesse. — Chkourine. — La Vladislavova. — Abandon et solitude. — III. Intérieur de la cour. — Désordre matériel. — Comment on bâtit un palais impérial et comment on y loge. — Premiers essais poétiques de Catherine. — Désordre moral. — Ce qu'on voit par le trou d'une porte. — La vie conjugale avec le grand-duc. — Goûts et habitudes intimes de Pierre. — Les chiens. — La boisson. — Les soldats d'amidon et les forteresses de carton. — Les distractions de Catherine. — La chasse. — L'équitation. — La danse. — La lecture. — IV. Les premières lectures de Catherine. — Les romans. — Les lettres de madame de Sévigné. — Les livres d'histoire. — Les Mémoires de Brantôme. — V. Catherine devient mère. — Qui est le père de l'enfant ? — Dix ans d'union stérile. — Distractions galantes. — Zahar Tchernichof. — Le beau Serge. — Intervention de la raison d'État et de la chirurgie. — Naissance du grand-duc Paul. — Bizarre traitement de l'accouchée. — Suppositions diverses. — VI. Solitude encore plus grande. — Lectures et fréquentations plus sérieuses. — Tacite, Montesquieu et Voltaire. — Les vieilles femmes de la cour d'Élisabeth. — Développement intellectuel et moral.

3.1

En dépit de la précocité de son esprit, Catherine n'était encore qu'une enfant. En dépit de son nom orthodoxe et de son titre officiel, elle n'était qu'une étrangère qu'un hasard avait appelée en Russie pour y tenir un rang élevé et qui avait tout à faire pour se mettre au niveau de cette haute fortune. Si elle a pu l'oublier un moment, et il semble que ce fut le cas jusqu'à un certain point, quelqu'un devait se charger de le lui rappeler, et même assez durement. Il semble qu'une fois parvenue au but, une fois mariée, voulons-nous dire, l'élève de mademoiselle Cardel se soit un peu relâchée de la tenue qui lui avait valu jusque-là d'unanimes approbations. Les « gracieuses instructions » de Christian-Auguste parurent elles-mêmes absentes de sa mémoire. Elle devait bientôt en recevoir d'autres, et de moins paternelles.

À la date des 10 et 11 mai 1746, moins de neuf mois par conséquent après la cérémonie du mariage, deux documents concernant le grand-duc et la grande-duchesse étaient présentés à la signature de l'impératrice. Leur objet apparent était de fixer le choix et de régler la conduite de deux « personnes de distinction » qu'on entendait placer auprès de Leurs Altesses Impériales en qualité de maître et de maîtresse de cour. Leur but véritable était tout autre. Sous prétexte de pourvoir à des charges faisant régulièrement partie du mandarinat officiel, c'était un couple de véritables précepteurs et surveillants qu'on imposait à Catherine et à son époux. On les remettait à l'école pour ainsi dire. Et, sous couleur d'indiquer le programme de cette éducation complémentaire, c'était un acte d'accusation en règle qu'on dressait contre le jeune ménage, dont la conduite avait rendu nécessaire l'application de cette mesure. L'auteur du réquisitoire, le rédacteur des deux documents, était Bestoujef en personne.

L'œuvre du chancelier nous a été conservée. Elle abonde en révélations véritablement extraordinaires ; si extraordinaires qu'elles seraient de nature à provoquer notre incrédulité, si nous n'étions à même d'y ajouter un précieux élément de contrôle. Cet élément de contrôle, ce sont les *Mémoires*

de Catherine. Ce que Bestoujef dit des faits et gestes de Catherine et de son époux à cette époque de leur vie commune, l'auteur des *Mémoires* le répète en termes à peu près identiques. À certains égards, la plume de Catherine renchérit même sur celle du chancelier, et c'est par elle que, même au sujet de sa propre personne, nous apprenons les détails les plus scabreux. On va en juger. La « personne de distinction » appelée à tenir compagnie au grand-duc s'emploiera, lisons-nous dans la pièce émanant de la chancellerie, à corriger certaines habitudes malséantes de Son Altesse Impériale, comme, par exemple, étant à table, de répandre le contenu de son verre sur la tête des gens de service, d'interpeller ceux qui ont l'honneur de l'approcher, et jusqu'aux personnages étrangers admis à la cour, avec des propos grossiers et des plaisanteries indécentes, de se défigurer en public avec des grimaces et des contorsions continuelles imprimées à tous ses membres…

« Le grand-duc, lisons-nous dans les *Mémoires*, passait son temps en enfantillages inouïs pour son âge… Il fit dresser un théâtre de marionnettes dans sa chambre ; c'était la chose du monde la plus insipide… Le grand-duc passait son temps à la lettre dans la compagnie des valets… Le grand-duc enrégimenta toute sa suite : les domestiques de la cour, les chasseurs, les jardiniers, tous eurent le mousquet sur l'épaule… le corridor de la maison leur servait de corps de garde… Le grand-duc me gronda beaucoup de l'extrême dévotion, selon lui, dans laquelle je donnais ; mais, n'ayant pas durant la messe d'autre que moi à qui parler, il cessa de me bouder. Quand le grand-duc apprit que je continuais à faire maigre, il me gronda beaucoup… »

La même silhouette d'enfant mal élevé et malappris, aux instincts vicieux, ressort de part et d'autre, avec quelques traits saillants en plus dans le second exemplaire.

Voyons maintenant le propre compte de Catherine. Trois griefs principaux sont articulés contre elle par le chancelier : négligence dans la pratique de la religion orthodoxe ; ingérence prohibée dans les affaires d'État, celles de l'Empire ou celles du duché de Holstein ; familiarité excessive avec les jeunes seigneurs fréquentant la cour, les gentilshommes de chambre, voire les pages et les valets. Ce dernier point offre évidemment le plus de gravité ; or c'est celui sur lequel Catherine s'est expliquée elle-même dans ses *Mémoires* de la façon la plus claire, et ces explications ne laissent

aucun doute sur la familiarité, pour ne pas dire plus, des relations qui, dès cette époque, s'étaient établies entre elle et trois au moins des jeunes gens fréquentant la cour : les trois frères Tchernichof, tous grands, bien faits et jouissant de la faveur particulière du grand-duc. L'aîné, André, le plus brillant cavalier des trois, était le préféré de Pierre et le devint bientôt de Catherine. Elle l'appelait affectueusement son « petit fils » ; il lui donnait le nom de « petite mère » — très en usage en Russie et n'impliquant par lui-même aucun rapport équivoque. Il en résultait pourtant une intimité qui pouvait le paraître davantage. Pierre ne tolérait pas seulement celle-ci ; il l'encourageait et la poussait à l'excès, jusqu'à l'oubli des convenances les plus élémentaires. Il aimait l'excès en toute chose, et se souciait peu d'être inconvenant, ou qu'on le fût autour de lui. Catherine n'étant encore que sa fiancée, André avait dû déjà lui faire souvenir que la fille de la princesse de Zerbst était destinée à s'appeler grande-duchesse de Russie et non madame Tchernichof. Pierre s'esclaffa en entendant cette observation, qui lui parut extrêmement plaisante, et elle n'eut pour effet que de lui faire donner désormais à son ami le nom de « fiancé de Catherine ». « Votre fiancé », disait-il à celle-ci en lui parlant du jeune homme. Catherine, de son côté, avoue s'être mise dans le cas de se faire présenter des remontrances à ce sujet par un simple domestique, son valet de chambre, Timofeï Ievreïnof, qui crut devoir l'avertir des périls auxquels elle s'exposait. Elle prétend, il est vrai, avoir agi en toute innocence et ignorance soit du mal, soit du danger. Timofeï prévint également Tchernichof, qui, sur son avis, se fit malade pendant quelque temps. Cela se passait pendant le carnaval de 1746. En avril, lors du déménagement habituel de la cour, quittant le palais d'hiver pour le palais d'été, Tchernichof reparaît, et bientôt il cherche à pénétrer jusque dans la chambre de Catherine. Elle lui barre le passage, sans songer toutefois à fermer sa porte, ce qui assurément aurait été plus prudent. Elle tient la porte entrouverte et continue une conversation qu'elle trouve sans doute intéressante. Soudain paraît le comte Devierre, un des héros de la guerre de Sept Ans, faisant maintenant à la cour office de chambellan et, à ce qu'il semble, aussi celui d'espion. Il annonce à la grande-duchesse que le grand-duc la demande. Le lendemain, les Tchernichof sont renvoyés de la cour, et ce même jour « la dame distinguée » chargée de surveiller la conduite de Catherine fait son apparition. La coïncidence est significative. Élisabeth ne s'en tient pas là, d'ailleurs. Elle impose et à Catherine et à

Pierre lui-même une espèce de retraite, au cours de laquelle Simon Todorski, le zélé archimandrite, devenu évêque de Pskof, est chargé de les interroger sur leurs relations avec les Tchernichof. Ceux-ci, mis aux arrêts, subissent sans doute également un interrogatoire, plus pressant encore et probablement moins doux. De part et d'autre on n'avoue rien. Pourtant, Catherine parle d'une correspondance qu'elle a trouvé moyen d'entretenir avec André Tchernichof, même pendant le temps qu'il passa en prison. Elle lui écrivait, il répondait ; elle lui donnait des commissions qu'il exécutait. Mettons qu'elle ait encore agi innocemment. Nous retrouverons l'occasion d'être moins indulgent.

Les reproches formulés contre Catherine sur ce point délicat se rattachaient d'ailleurs encore, dans la pensée du terrible chancelier, à un autre ordre d'idées, où il entendait principalement dénoncer sa responsabilité. Neuf mois s'étaient écoulés, on s'en souvient, depuis que la grande-duchesse était entrée dans le somptueux lit nuptial si complaisamment décrit par sa mère — et l'hérédité du trône n'était pas encore assurée. Aucune espérance même n'était donnée à cet égard aux esprits soucieux de l'avenir de l'Empire. À qui fallait-il en attribuer la faute ? Les instructions dressées par Bestoujef pour la future gouvernante de Catherine laissent clairement sous-entendre la réponse à laquelle il inclinait personnellement. En vue d'assurer l'hérédité du trône, la grande-duchesse devra, disent-elles, être engagée « à se prêter plus docilement que par le passé aux goûts de son mari, à se montrer complaisante, agréable, amoureuse, ardente même au besoin, à employer enfin tous les moyens en son pouvoir pour obtenir la tendresse de son mari et accomplir sa tâche… ».

Catherine a eu soin, en écrivant ses *Mémoires*, de relever avec vigueur ce chef d'accusation :

« Si le grand-duc avait voulu être aimé, la chose n'aurait pas été difficile pour moi. J'étais naturellement encline et accoutumée à remplir mes devoirs… »

Ses dispositions naturelles semblent, en effet, sur ce point défier toute contestation. Mais Pierre, de son côté, en dépit des bizarreries de son caractère et de son tempérament, ne paraît nullement avoir manifesté à cet égard des répugnances contraires à l'ordre régulier des choses. À peine

arrivé en Russie, à l'âge de quatorze ans, nous l'avons vu épris de la *freiline* Lapoukhine. Plus tard, une autre *freiline*, mademoiselle Carr, l'attache à ses pas et vaut à Catherine de nouvelles confidences traduisant un amour également plein d'ardeur. En 1756, il est brouillé avec mademoiselle Chafirof, brouillé avec la très célèbre Vorontsof, avec laquelle il doit d'ailleurs se réconcilier, et amoureux de madame Tieplof. Outre cela, on lui amène à souper une petite chanteuse allemande. Entre-temps, il a courtisé une dame Cédraparre, une princesse de Courlande et diverses autres beautés. Le problème reste ainsi entier. Faut-il en chercher la solution dans ce passage d'un document fort intéressant qui n'a été publié que tout récemment [1], et qui se trouve d'ailleurs confirmer des témoignages antérieurs, mais révoqués en doute ?

« Le grand-duc, sans s'en douter, écrit de Champeaux dans un mémoire rédigé pour le cabinet de Versailles en 1758, se trouvait incapable d'avoir des enfants par un obstacle auquel la circoncision remédie chez les peuples orientaux, mais qu'il crut sans remède. La grande-duchesse, qui n'avait plus de goût pour lui et qui n'était pas encore frappée de la nécessité d'avoir des héritiers, vit sans peine cet accident. »

Castéra a écrit de son côté :

« Telle était la honte dont l'accablait son malheur qu'il (le grand-duc) n'eut pas même le courage de le révéler, et la princesse, qui ne recevait plus ses caresses qu'avec répugnance, et qui n'était pas alors plus expérimentée que lui, ne songea ni à le consoler ni à lui faire chercher des moyens qui le ramenassent dans ses bras. »

L'avenir, il faut le dire, s'est chargé de donner raison à Catherine et à ses défenseurs. Elle eut des enfants, elle en eut même ou parut en avoir de son mari. Et, il faut le dire encore, les moyens imaginés par le chancelier pour amener ce résultat n'y ont été pour rien. Quoi qu'il faille penser, à d'autres égards, des mérites et des aptitudes de cet homme d'État, il est certain que cette fois il ne fut pas trop bien inspiré. Peut-être s'entendait-il mieux à administrer un grand empire qu'à gouverner un jeune ménage. Le choix lui-même de la gouvernante appelée à remplacer auprès de Catherine l'indulgente mademoiselle Cardel ne fut pas heureux. Marie Simonovna Tchoglokof, née Hendrikof, qui eut cet honneur, n'avait guère que vingt-

quatre ans. Étant jolie, elle restait sage ; elle aimait son mari et avait des enfants : c'est ce qui la désigna sans doute à la confiance de l'impératrice et de son chancelier. Il s'agissait de mettre sous les yeux du couple grand-ducal le spectacle quotidien et l'exemple édifiant d'un ménage vertueusement uni. L'exemple, hélas ! tourna mal. Madame Tchoglokof avait de la vertu, mais manquait d'expérience. Elle réussit très vite à se faire prendre en grippe ; elle ne sut ni faire respecter son autorité, ni exercer une surveillance efficace. Ce fut bientôt un jeu de la mettre en défaut et une excitation à la recherche de plaisirs interdits. Ce ne fut pas tout. L'époux de Marie Simonovna était à Vienne, en mission, quand sa femme fut appelée à occuper son nouveau poste. Il ne revint que pour s'éprendre éperdument d'une des *freilines* de la grande-duchesse, mademoiselle Kochelef. Étant amoureux, il fut doublement aveugle, s'appliquant à ce que sa femme le fût également. C'est ainsi que sous les yeux de celle-ci le comte Cyrille Razoumofski, frère du favori de l'impératrice, put à son aise faire à la grande-duchesse une cour sinon très entreprenante, du moins des plus assidues. Quelques mois après, ce fut pis. Le mari de la gouvernante, abandonnant la jolie *freiline*, brûla lui-même pour celle que sa femme était chargée de surveiller. Et le grand-duc courant de son côté après toutes les compagnes de mademoiselle Kochelef, il fut question moins que jamais du rapprochement auquel madame Tchoglokof était appelée à travailler. L'idée d'ailleurs était singulière et malheureuse en elle-même, comme l'événement l'a prouvé, de vouloir traiter en petite fille une personne mariée et une grande-duchesse de Russie. Il fut expressément défendu à Catherine d'écrire directement et personnellement à qui que ce soit, même à ses père et mère. Elle devait se borner à signer les lettres qui seraient rédigées pour elle au collège des Affaires étrangères, c'est-à-dire dans le secrétariat de Bestoujef. C'était pour ainsi dire inviter Catherine à la pratique de la correspondance secrète, si en honneur à cette époque. Elle n'eut garde de s'y refuser. À ce moment même arrivait à la cour de Pétersbourg un seigneur italien du nom de Sacromoso, chevalier de Malte. On n'avait pas vu en Russie de chevalier de Malte depuis assez longtemps. On fit grand honneur à celui-ci. Il fut de toutes les fêtes et de toutes les réceptions officielles ou intimes. Un jour, en baisant la main de la grande-duchesse, il lui glissa un billet : « C'est de votre mère », murmura-t-il, de façon à n'être entendu de personne. En même temps, il lui indiquait un musicien de l'orchestre du grand-duc, un compatriote du nom d'Ololio,

comme l'homme qui se chargerait de lui transmettre la réponse. Catherine cacha prestement le billet dans son gant. Elle n'en était sans doute pas à son premier essai. Sacromoso ne l'avait d'ailleurs pas trompée : c'était bien sa mère qui lui écrivait. Ayant fait sa réponse, elle suivit pour la première fois avec attention les concerts du grand-duc. Elle n'avait pas de goût pour la musique. L'homme qui lui avait été désigné l'ayant vue s'approcher, tira sans affectation son mouchoir, de façon à laisser largement entrouverte la poche de sa veste. Catherine jeta son billet dans cette boîte à lettres improvisée, et la correspondance se trouva établie. Elle dura pendant tout le séjour de Sacromoso à Saint-Pétersbourg. Ainsi il advient que soit déjouée la sagesse des hommes d'État et la puissance des impératrices, quand il leur arrive de ne pas compter avec cette autre puissance, qui est la jeunesse, et cette autre sagesse, qui conseille de ne pas faire abus de son pouvoir.

3.2

En même temps qu'on lui donnait une gouvernante, on chercha aussi à éloigner de Catherine toutes les personnes qui avaient fait partie jusqu'à présent de sa société habituelle ou de son entourage intime. Elle vit partir sans regret, il est vrai, l'Holsteinois Brümmer, d'autant qu'il fut remplacé, comme maréchal de la cour du grand-duc, par le prince Repnine, « un des plus aimables Russes que je connaisse et une des meilleures têtes de ce pays-ci », écrivait d'Allion. Catherine elle-même l'appréciait beaucoup. Il lui inspirait la plus grande confiance. Il ne fit que passer, malheureusement, dans ce poste, et fut remplacé par le propre mari de la gouvernante, le très inflammable, mais peu aimable Tchoglokof. Catherine le détesta aussi et ne se laissa pas désarmer par ses poursuites amoureuses. Bientôt tous les serviteurs de la grande-duchesse disparurent un à un. On lui enleva jusqu'à une femme de chambre finnoise qu'elle affectionnait. Puis ce fut le tour du fidèle Timofeï Ievreïnof lui-même, qui lui donnait pourtant de si sages conseils. Il est vrai qu'il lui rendait aussi des services qui pouvaient le

paraître moins, comme de lui remettre une lettre d'André Tchernichof, passant par Moscou, en route pour la Sibérie. Timofeï fut lui-même exilé à Kazan. Il y devint préfet de police et colonel. C'est ainsi que les choses se passaient alors en Russie. Il resta honnête homme et ne s'enrichit pas dans son poste, car, seize ans plus tard, peu après son avènement au trône, Catherine écrivait à son maître des requêtes Alssoufiof : « Je vous confie le soin de trouver une place, ou pour tout dire en un mot, de donner du pain à André Tchernichof, général aide de camp de feu l'Empereur, et au colonel en retraite Timofeï Ievreïnof… Au nom de Dieu, défaites-moi de leur prière : ils ont souffert pour moi autrefois, et je leur laisse battre le pavé, faute de savoir quoi en faire. »

Mais c'est surtout aux étrangers attachés à la personne du grand-duc et de la grande-duchesse, ou jouissant de leur confiance, que s'attaqua Bestoujef. À la date du 29 avril 1747, d'Allion annonçait le départ pour l'Allemagne de M. de Bredal, « grand veneur de Son Altesse, en qualité de duc de Holstein », de M. Duleschinker, son chambellan, neveu de M. de Brümmer, du sieur Crames, son valet de chambre, « attaché à Son Altesse depuis sa plus tendre enfance », du sieur Stählin, « son maître pour l'histoire », du sieur Schariber, « son marchand », et du sieur Bastien, son chasseur. Il ne reste plus d'étranger à la cour, observait-il, que le feld-maréchal Münich, qui n'a aucun crédit, et Lestocq, « que sa lancette, certaines appréhensions faciles à deviner et la connaissance d'un nombre infini d'anecdotes soutiennent encore un peu ».

Le vide s'agrandissait autour de Catherine. En juin 1746, l'envoyé de Frédéric, l'ami et le confident de sa mère, Mardefeldt, était obligé de résigner définitivement son poste. Deux années après, à un bal de cour, comme elle abordait « l'homme à la lancette », dernier représentant de l'influence française, Lestocq fit mine d'esquiver l'entretien : « Ne m'approchez pas, murmura-t-il, je suis en suspicion ! » Il répéta encore : « Ne m'approchez pas ! » Son visage était rouge et ses yeux hagards. Catherine crut qu'il avait bu. Cela se passait le 11 novembre 1748, un vendredi. Le mercredi d'avant on avait arrêté un Français du nom de Chapuzeaux, parent de Lestocq et capitaine au régiment d'Ingermanland. Deux jours après, Lestocq avait le même sort. Il était accusé d'entretenir des relations secrètes et préjudiciables à la Russie avec les cours de France, de Prusse et de Suède. Il fut mis à la

question et supporta courageusement d'effroyables tortures, sans rien avouer ni livrer personne. Il resta un an en prison et fut enfin relégué à Ouglitch, sur la Volga.

Cette catastrophe acheva probablement d'édifier Catherine sur la valeur des conceptions politiques dont sa mère avait voulu lui laisser l'héritage, et sur la fragilité de leur point d'appui. Elle hâta ainsi l'œuvre de transformation et d'assimilation à laquelle la fiancée de Pierre s'était prêtée instinctivement en apprenant la langue de sa nouvelle patrie et en faisant appel au ministère spirituel de l'archimandrite Todorski. Un écrivain russe a découvert un symptôme caractéristique des rapides progrès accomplis par la grande-duchesse dans cette voie, en commentant à sa façon un passage des *Mémoires* se rapportant à cette époque. Le remplaçant de Timofeï Ievreïnof, un nommé Chkourine, s'étant avisé de faire le métier de rapporteur au détriment de Catherine, celle-ci alla le trouver dans une antichambre où il se tenait habituellement et lui appliqua un grand soufflet, ajoutant qu'elle le ferait étriller pardessus le marché. C'était déjà, paraît-il, agir en vraie Russe de bon aloi, et une princesse allemande ne se serait pas avisée d'un semblable procédé. Nous laissons, bien entendu, à son auteur (M. Bilbassov) la responsabilité de cette interprétation.

Il est certain, d'autre part, que ce remue-ménage de personnes se poursuivant autour d'elle a eu pour effet de faire connaître à Catherine beaucoup de gens, de lui permettre l'étude d'un grand nombre d'*échantillons* humains et de la contraindre à varier vis-à-vis de natures, de situations et de combinaisons aussi diverses, ses propres moyens d'action. Si cet apprentissage ne lui donna pas une connaissance des hommes qu'elle n'eut jamais, elle lui dut au moins, en partie, la prodigieuse souplesse et la résistance égale de caractère dont elle fit preuve plus tard, avec l'art non moins prodigieux de tirer parti des hommes bons ou mauvais qui lui tombaient sous la main (car elle ne sut jamais les choisir) et de leur faire rendre tout ce dont ils étaient capables.

D'ailleurs, les changements qu'on lui imposait n'étaient pas tous pour lui déplaire, ou du moins pour l'incommoder longtemps. Chkourine se montra par la suite un serviteur fidèle et discret, et, en troquant l'Allemande Kruse, sa première femme de chambre, contre la Russe Prascovia Nikitichna

Vladislavova, Catherine fit un excellent marché et une acquisition du plus grand prix. Prascovia ne fut pas seulement une servante dévouée ; elle fit plus que personne pour l'initiation de la future tsarine à la vie qui devait être désormais la sienne, à l'intimité même du grand peuple qu'elle était appelée à gouverner. Elle connaissait tout de cette vie, obscure à beaucoup d'égards et inaccessible comme un livre fermé : le passé, y compris le menu détail des anecdotes ; le présent, y compris les moindres potins de la ville et de la cour. Dans chaque famille, elle se rappelait quatre ou cinq générations, et défilait sans broncher le chapelet des parentés, père, mère, aïeux et cousins, lignes paternelle et maternelle, ascendants et descendants. Fine comme l'ambre avec cela et pleine de ressources. Nous la verrons à l'œuvre. Après mademoiselle Cardel, c'est elle qui a le plus fait pour l'éducation de Catherine, l'une ayant préparé la future amie des philosophes, et l'autre la *matouchka gassoudarinia*, la *petite mère* chère aux âmes russes. Mais, répétons-le, la véritable éducatrice de la grande souveraine, ce fut, à ce moment, la solitude, où l'abandon de son mari et l'éloignement successif de ses autres soutiens naturels l'isolaient malgré tout au sein de cette cour, qui ne lui fit pas tout d'abord une existence bien agréable et qui, sous des dehors brillants, ne tarda pas à lui faire connaître des misères de toute sorte. C'est le moment pour nous de jeter un rapide coup d'œil sur ce milieu où devaient s'écouler pour elle de longues années d'épreuve, d'attente et de lutte vaillamment soutenue jusqu'au bout.

3.3

La Russie du XVIIIe siècle est un bâtiment tout en façade. C'est un décor de théâtre. Pierre Ier s'est appliqué à mettre la cour sur un pied européen, et ses successeurs ont, sur ce point du moins, maintenu et développé son œuvre. À Saint-Pétersbourg comme à Moscou, Élisabeth est entourée, nous l'avons vu déjà, de toutes les pompes et de toutes les magnificences en usage dans les autres pays civilisés. Elle a des palais où se succèdent en enfilades

sans fin les salons aux murs recouverts de hautes glaces, aux parquets en marqueterie, aux plafonds peints par des maîtres. Elle donne des fêtes où se presse une foule de courtisans habillés de velours et de soie, chamarrés d'or, constellés de diamants, où les dames de son entourage paraissent vêtues à la dernière mode, de la poudre dans les cheveux, du rouge sur les joues et une mouche assassine au coin des lèvres. Elle possède une suite, un état de maison, un train de chambellans, de dames d'honneur, d'officiers de cour et de domestiques qui, pour le nombre et le luxe des uniformes, n'a peut-être pas son pareil en Europe. D'après certains témoignages contemporains, dont quelques écrivains russes modernes ne se sont pas assez défiés, croyons-nous, la résidence impériale de Peterhof l'emporte en magnificence sur Versailles. Pour pouvoir en juger, il faut regarder d'un peu plus près toutes ces splendeurs.

Et d'abord elles ont, pour la plupart, un côté précaire et éphémère qui leur ôte une grande partie de leur prix. Les palais de Sa Majesté, comme ceux de ses plus opulents sujets, sont à peu près tous en bois. Quand ils brûlent, et cela leur arrive souvent, toutes les richesses qui s'y trouvent entassées, meubles précieux et objets d'art, disparaissent dans le désastre. Quand on les rebâtit, c'est toujours avec précipitation, sans souci de faire une œuvre durable et sans aucun soin. Le palais de Moscou, qui a trois kilomètres et demi de circonférence, brûle en trois heures sous les yeux de Catherine. Élisabeth ordonne qu'il soit reconstruit en six semaines, et elle est obéie. On imagine ce que vaut la construction. Les portes ne ferment pas, les fenêtres laissent passer le vent, les cheminées fument. La maison de l'archiprêtre de Moscou, où Catherine trouve un abri après l'incendie du palais, prend feu trois fois pendant le séjour qu'elle y fait.

Avec cela, aucune idée de confort ou d'agrément dans ces demeures toutes d'apparat extérieur. Partout des salles de réception somptueuses, des galeries magnifiques pour bals et dîners de gala, et à peine un coin pour se loger : quelques cabinets étroits privés d'air et de lumière. L'aile du palais d'été à Saint-Pétersbourg, où habite Catherine, a vue d'un côté sur la Fontanka, qui est alors une mare de boue fétide ; de l'autre, sur une cour de quelques pieds carrés. À Moscou, c'est pis encore : « On nous avait logés, écrit Catherine, dans une aile bâtie en bois, tout nouvellement construite pendant cet automne, de façon que l'eau découlait des lambris et que tous les

appartements étaient étrangement humides. Cette aile contenait deux rangées de cinq ou six grandes chambres chacune, dont celle sur la rue était pour moi et l'autre pour le grand-duc. Dans celle de ces chambres qui devait me servir de toilette, on logea mes filles et femmes de chambre avec leurs servantes, de façon qu'elles étaient dix-sept filles et femmes logées dans une chambre qui avait à la vérité trois grandes fenêtres, mais point d'autre issue que ma chambre à coucher par laquelle pour toute espèce de besoin elles étaient obligées de passer… Outre cela, leur chambre à manger était une de mes antichambres. » On finit par établir, à l'usage de ce personnel féminin, une autre communication avec le dehors, au moyen d'une simple planche appliquée à une des fenêtres de l'habitation et servant d'escalier. Nous sommes assez loin, on le voit, de Versailles.

Catherine en venait parfois à regretter son modeste logis d'autrefois dans le voisinage du clocher de Stettin, ou à songer avec admiration au château de son oncle Jean à Zerbst, à celui de sa grand-mère à Hambourg, lourdes mais solides et spacieuses constructions en pierre de taille datant du XVIe siècle. Et elle se vengeait des incommodités qui la poursuivaient, à travers l'apparat décoratif de ses nouvelles installations de grande princesse russe, en rimant ces vers que l'on a retrouvés dans ses papiers :

Jean bâtit une maison

Qui n'a ni rime ni raison :

L'hiver on y gèle tout roide,

L'été ne la rend pas froide.

Il y oublia l'escalier,

Puis le bâtit en espalier…

Si les palais d'Élisabeth étaient bâtis à la diable, ils n'étaient pas mieux meublés, et pour cause. L'affectation d'un mobilier quelconque à une résidence déterminée était alors chose inconnue en Russie. Les meubles étaient attachés à la personne et la suivaient dans ses déplacements. Il y avait là comme un prolongement de la vie nomade des peuples orientaux. Tentures, tapis et glaces, lits, tables et chaises, objets de luxe et objets de nécessité suivaient la cour du palais d'hiver au palais d'été, de là à Peterhof

et parfois à Moscou. Il va de soi qu'une partie de ces objets se détériorait ou se perdait en route. On arrivait ainsi à un bizarre mélange de magnificence et de dénuement. On mangeait dans de la vaisselle d'or posée sur des tables qui trébuchaient, ayant un pied égaré quelque part. Au milieu de chefs-d'œuvre de l'ébénisterie française ou anglaise on n'avait pas de quoi s'asseoir. Dans la maison Tchoglokof, que Catherine dut quelque temps occuper à Moscou, elle ne trouva pas de meubles du tout. Élisabeth elle-même n'était pas mieux partagée souvent. Mais elle se servait tous les jours d'une tasse que Roumiantsof lui avait rapportée de Constantinople par son ordre et qui avait coûté 8 000 ducats.

À ce désordre matériel et à l'espèce de délabrement perpétuel où s'écroulait à sa suite la majesté du décor impérial correspondait, dans l'ordre moral, une sorte de débraillé intime, dans lequel, à travers l'appareil d'une pompe extrême et d'une étiquette raffinée, sombrait à tout instant la dignité elle-même du trône. On peut s'en faire une idée par l'anecdote suivante, dont Catherine nous a fait le récit dans ses *Mémoires*. Peu avant l'intervention de Bestoujef, qui avait amené dans l'entourage de Catherine et de son époux les changements dont nous avons parlé plus haut, Pierre s'était rendu coupable d'un méfait qui peut bien avoir contribué sinon à provoquer, du moins à justifier les sévérités du chancelier, et déterminé l'impératrice à les approuver. La pièce de son appartement où le grand-duc avait installé ses marionnettes communiquait par une porte, qu'on avait condamnée lors de l'installation de la jeune cour, avec un des salons de l'impératrice. Élisabeth avait fait dresser une table dans ce salon et y dînait parfois avec quelques personnes. C'étaient des dîners intimes. La table était machinée de façon qu'on pût se passer de la présence des domestiques. Un jour qu'il entendait du bruit dans ce salon, l'éclat des voix gaiement animées et le tintement joyeux des verres entrechoqués parvenant jusqu'à ses oreilles, Pierre s'avisa de se servir d'une vrille pour percer plusieurs trous dans la porte de communication. Son œil plongeant par ces ouvertures, il vit l'impératrice attablée avec le grand veneur Razoumofski, son favori du jour, vêtu d'une simple robe de chambre. Une douzaine de courtisans tenaient compagnie à ce couple familier. Pierre s'amusa énormément de ce spectacle, et, non content d'en jouir personnellement, il se hâta d'engager Catherine à en prendre sa part. Mieux conseillée, la grande-duchesse déclina l'invitation.

Elle fit même sentir à son mari l'inconvenance et le danger d'un pareil divertissement. Il n'y prit pas garde et, à son défaut, emmena les dames de son entourage, les faisant monter sur des chaises et des escabeaux pour les aider à mieux voir, arrangeant tout un amphithéâtre devant cette porte derrière laquelle s'étalait le déshonneur de sa bienfaitrice. L'aventure ne tarda pas à être découverte ; la colère d'Élisabeth fut extrême. Elle alla jusqu'à rappeler à son neveu que Pierre Ier avait eu aussi un fils ingrat. C'était lui dire que sa tête n'était pas plus solide sur ses épaules que ne le fut celle de l'infortuné Alexis. Mais tout le monde à la cour eut connaissance de l'incident et s'en amusa à son tour.

Quant à Catherine, nul doute qu'elle n'en ait tiré une leçon sinon de morale, ce à quoi il n'y a pas d'apparence, du moins de sagesse pratique. Si elle a eu aussi par la suite auprès d'elle des favoris en robe de chambre, elle s'est arrangée pour qu'on ne pût les regarder par le trou d'une porte. Elle les a cachés ou elle les a imposés au respect des foules par le prestige d'une mise en scène incomparable. Mais elle reçut encore d'Élisabeth, à cette époque, d'autres enseignements précieux. Si elle se refusait à violer le secret des banquets à huis clos au milieu desquels l'impératrice se laissait aller à oublier sa grandeur, elle assistait assurément, peu après le départ de la princesse de Zerbst, le 25 novembre, au festin de gala destiné à célébrer tous les ans le souvenir du jour qui avait vu monter sur le trône la fille de Pierre le Grand. Dans la grande salle du palais d'hiver, le couvert était mis pour trois cent trente sous-officiers et soldats du régiment qui, ce jour-là, avaient accompagné Élisabeth à la conquête de sa couronne. L'impératrice, portant l'uniforme de capitaine, bottes fortes, épée au côté et plume blanche au bonnet, prenait place au milieu de ses « camarades ». Les dignitaires de la cour, les hauts officiers et les ministres étrangers s'attablaient dans une salle voisine. C'est sans doute pour avoir vu de bonne heure et médité de pareils spectacles que Catherine sut, le moment venu, endosser avec tant de gracieuse désinvolture la livrée guerrière et enlever à son tour l'enthousiasme et le concours de ces mêmes grenadiers, préparés, eux aussi, par les leçons du passé aux coups de main hardis.

Occupé le plus souvent au-dehors par ses plaisirs ou par ses amours, le grand-duc redevenait cependant, par boutade, assidu auprès de sa femme. Ces moments n'étaient pas les meilleurs. Pendant un hiver tout entier, il ne

parla à Catherine que du projet qu'il avait formé de bâtir auprès de sa maison de campagne un lieu de repos et de plaisir qui ressemblât à un couvent de capucins. Elle dut, pour lui être agréable, dessiner cent fois le plan sans cesse modifié de cet établissement. Ce n'était pas sa plus cruelle épreuve. La présence du grand-duc comportait d'autres servitudes, celle, par exemple, du voisinage constant d'une meute de chiens installés dans l'appartement conjugal et l'infectant d'une odeur insupportable. Un ordre de l'impératrice ayant proscrit ce genre de divertissement, Pierre s'avisa de cacher son chenil dans l'alcôve commune, où les nuits de Catherine devinrent bientôt un supplice. Le jour, les aboiements ou les cris perçants des animaux fréquemment assommés à coups de bâton ne lui laissaient pas un instant de repos. La meute se taisait-elle, Pierre saisissait son violon et le promenait de chambre en chambre, sans autre préoccupation que de faire produire à l'instrument le plus de bruit possible. Il avait le goût du vacarme. Il eut aussi de bonne heure et de plus en plus celui de la boisson. À partir de 1753, il s'enivra « quasi journellement ». Et sur ce point, Élisabeth n'était malheureusement pas en mesure, et pour cause, d'exercer une répression efficace. De temps en temps, le grand-duc revenait encore à ses marionnettes. Une fois, Catherine le trouva en grand uniforme, botté, éperonné, et l'épée au clair, devant un rat pendu au milieu de la chambre. Renseignement pris, il s'agissait d'une exécution militaire : le malheureux rat s'étant avisé de dévorer une sentinelle d'amidon placée devant une forteresse en carton, un conseil de guerre, régulièrement réuni, l'avait condamné à la peine de mort. À coup sûr, avec sa jeunesse vigoureuse et l'ardeur de son tempérament, Catherine n'aurait pas résisté à l'épreuve d'une existence ainsi faite, si elle n'y avait trouvé prétexte à contracter certaine habitudes propres à l'en délasser en l'éloignant de cet intérieur lamentable. En été, pendant le séjour à Oranienbaum, levée à l'aube et vêtue en un tour de main d'un costume masculin, elle partait pour la chasse, en compagnie d'un vieux serviteur. « Il y avait, raconte-t-elle, un esquif de pêcheur tout prêt au bord de la mer ; nous traversions le jardin à pied, le fusil sur l'épaule, nous nous mettions, lui, moi, un chien d'arrêt et le pêcheur, qui nous menait, dans cet esquif, et j'allais tirer des canards dans les roseaux qui bordent la mer des deux côtés du canal d'Oranienbaum. » Après la chasse, l'équitation fournissait un motif aux sorties fréquentes. Élisabeth, elle-même, était une écuyère passionnée. Elle crut cependant, un

jour, devoir refréner l'ardeur naissante de Catherine pour ce genre d'exercice. Obéissant à un goût de masculinité qui la hanta toujours, la grande-duchesse se plaisait particulièrement à monter *en cavalier*, sur une selle plate à deux étriers. La tsarine pensa y découvrir une des causes qui l'empêchaient d'avoir des enfants. Catherine eut alors l'idée d'une selle à deux fins, munie d'un mécanisme spécial qui lui permettait de monter *en femme*, sous les yeux d'Élisabeth, sauf à retrouver sa position favorite une fois que le galop de son cheval l'avait emportée hors de vue. Une jupe partagée en deux dans toute sa longueur facilitait ce travestissement. Elle prit des leçons d'un écuyer allemand, instructeur aux corps de cadets, et ses progrès rapides lui valurent des éperons d'argent d'honneur. Elle aima aussi la danse. Un soir, dans un des bals fréquents par lesquels Élisabeth, éprise de mouvement et de bruit, se plaisait à égayer sa cour, la grande-duchesse porta défi à madame Arnheim, femme du ministre de Saxe, à qui serait plus tôt hors d'haleine. Elle fut la gagnante. Toutes ces distractions ne lui auraient cependant pas suffi pour remplir le vide des longues journées d'hiver.

3.4

Nous avons vu le comte Gyllenborg lui recommander la lecture de Plutarque et de Montesquieu. Dans des Mémoires restés inédits, la comtesse Galavine réclame pour Lestocq l'honneur d'avoir engagé la future impératrice dans cette voie en lui mettant entre les mains le *Dictionnaire* de Bayle. Il est peu probable que Catherine ait débuté par des livres d'un genre aussi sérieux. Elle a pris soin, d'ailleurs, elle-même, de nous édifier à ce sujet : « Ma première lecture a été *Tirant le Blanc*[2]. » Elle a commencé par des romans, qui assurément formaient la lecture la plus habituelle des personnes de son entourage. Elle paraît en avoir lu un grand nombre. Elle ne cite pas d'autres titres, mais elle dit avoir été bientôt ennuyée par la longueur des uns et des autres. On peut en conclure, ainsi que l'a fait M. Bilbassov, qu'elle a lu ceux de La Calprenède, ceux de mademoiselle de

Scudéry, peut-être *L'Astrée*, et probablement *Les Amours pastorales de Daphnis et Chloé*. Les descriptions sensuelles qu'elle y a trouvées, et dont la licence n'a guère été dépassée de nos jours, ont-elles favorisé chez elle l'éclosion de certains penchants dont elle a paru subir plus tard l'impérieuse impulsion ? Cela est probable. Elle sut les leçons données par Lycœnion, la voisine charitable, à l'ignorant Daphnis et communiquées par lui à l'innocente Chloé, comment, « après que Daphnis se fut assis auprès d'elle, qu'il l'eut baisée et se fut couché, Lycœnion, le trouvant en état, le souleva un peu et se glissa sous lui… » La traduction faite par Amyot de l'œuvre de Longus obtenait à cette époque un succès dont témoigne le nombre de ses éditions, et les passages du genre de celui que nous venons de citer n'effarouchaient pas les plus « honnêtes dames ». Le roman de mademoiselle de Scudéry fut précisément, à son jour, une protestation contre le réalisme trop brutal de cette littérature, jusqu'au moment où le mouvement de réaction par lui déterminé succomba à son tour sous le poids de l'ennui. C'est ainsi que l'histoire des évolutions littéraires n'est elle-même, dans la pente commune des choses humaines, qu'un éternel recommencement.

Si Catherine n'a pas eu à se louer des enseignements puisés à cette source trouble, elle en a retiré cependant un grand bienfait : le goût de la lecture en elle-même. Quand elle eut abandonné les romans, par lassitude ou dégoût elle avait appris à lire, et elle lut autre chose. Elle lut beaucoup, sans choix ni direction d'abord, au hasard des heures libres et des livres lui tombant sous la main. C'est ainsi qu'elle fit la connaissance des *Lettres* de madame de Sévigné. Elle en fut ravie, elle les « dévora », selon sa propre expression ; et nul doute que son goût pour le genre épistolaire ne soit venu de là en partie, comme aussi le ton familier, le style à bâtons rompus qu'elle affecte dans la plupart de ses lettres, sans qu'elle ait réussi, assurément, à imiter de près ni de loin la grâce exquise du modèle. Elle ne fut jamais qu'une Sévigné allemande, mettant dans les plus libres envolées de sa plume un peu de cette lourdeur germanique, dont un Heine, un Börne, n'ont su se dépouiller que par la vertu, sans doute, d'un mélange de races particulier.

Après les *Lettres* de madame de Sévigné, ce fut le tour d'un livre de Voltaire. Dix-sept ans plus tard, Catherine écrivait au patriarche de Ferney : « Je peux vous assurer, Monsieur, que depuis 1746 que je dispose de mon

temps, je vous ai les plus grandes obligations. Avant cette époque, je ne lisais que des romans, mais par hasard vos ouvrages me tombèrent dans les mains ; depuis, je n'ai cessé de les lire et je n'ai voulu d'aucuns livres qui ne fussent aussi bien écrits. » Les souvenirs de l'impératrice s'égaraient bien un peu quand elle traçait ces mots, car ses *Mémoires* ne font mention que d'un *seul ouvrage* de Voltaire lu par elle à cette époque, dont elle ne se rappelle même pas le titre ; et ce n'était d'ailleurs pas trop flatter le grand philosophe que de lui parler de ces autres livres lui ayant fait concurrence, en les déclarant *aussi bien écrits* que les siens. Quels furent ces livres ? L'*Histoire de Henri le Grand*, de Péréfixe ; l'*Histoire générale d'Allemagne*, du père Barre, et aussi et surtout — car Catherine n'éprouve aucun embarras à reconnaître qu'elle y trouva un plaisir particulier — les *Œuvres* de Brantôme. Voltaire n'avait pas trop lieu d'être satisfait de la comparaison. D'autant que l'influence de Péréfixe pouvait bien, à certains égards, paraître rivale de la sienne dans l'esprit de l'impériale lectrice. Henri IV est toujours resté, pour Catherine, un héros sans égal, le grand roi par excellence, le souverain modèle. Elle commanda son buste à Falconet. Elle exprima, à plusieurs reprises, et même dans les lettres adressées au patriarche, le regret de n'avoir pas fait ici-bas la rencontre d'un monarque si digne d'admiration. Du moins espérait-elle avoir dans l'autre monde l'agrément de sa société ! Au moment de la Révolution, c'est encore à la politique du grand Henri qu'elle fera appel pour sauver la France et la monarchie. Ne dut-elle pas aussi à cette admiration un peu de son indulgence pour certaines faiblesses, certains écarts de conduite, dont l'amant de la belle Gabrielle fut coutumier, et la tranquille assurance avec laquelle elle ne les jugea pas incompatibles avec l'état de souverain et l'ordonnance générale d'un grand règne ? Sans doute les sévères réflexions de Péréfixe lui-même à ce sujet ne lui avaient point paru suffisamment persuasives. Elle avait bien lu : « Il serait à souhaiter pour l'honneur de sa mémoire qu'il n'eût eu que le défaut de jeu. Mais cette fragilité continuelle qu'il avait pour les belles femmes en était un autre bien plus blâmable dans un prince chrétien. » Elle se contenta sans doute de l'exemple, en laissant de côté la moralité. La lecture de Brantôme, qui « l'a tant intéressée », dit-elle ingénument, fut probablement d'un effet plus direct encore et plus pénétrant sur le développement de ses idées. Elle n'eut garde de laisser échapper le propos sur Montgomery, « qui était le plus nonchalant en sa charge et aussi peu soucieux qu'il était possible, car il aimait fort le

vin, le jeu et les femmes ; mais quand il avait une fois le cul sur la selle, c'était le plus vaillant et le plus soigneux capitaine qu'on eût su voir ». Et le portrait de Jeanne II de Naples, avec les commentaires étranges de l'auteur : « Cette reine laissa un bruit de femme impudique et mal arrêtée, comme de qui l'on disait qu'elle était toujours amoureuse de quelqu'un, ayant par plusieurs sortes et avec plusieurs, fait plaisir de son corps. Mais pour cela c'est le vice le moins blâmable à une reine, grande princesse et belle… Les belles et grandes dames et princesses doivent ressembler le soleil qui répand de sa lueur et de ses rayons à un chacun de tout le monde, si bien qu'un chacun s'en ressent. Tout de même, doivent faire ces grandes et belles, en prodiguant de leurs beautés et de leurs grâces à ceux qui en brûlent. Telles belles et grandes dames, qui peuvent beaucoup contenter le monde, soit par leurs douceurs, soit par leurs paroles, soit par leurs beaux visages, soit par fréquentations, soit par infinies belles démonstrations et signes, ou soit par les beaux effets, qui est plus à préférer, ne se doivent nullement arrêter à un amour, mais à plusieurs : et telles inconstances leur sont belles et permises. » Enfin, dans la biographie de la femme de Louis XII, Jeanne de France, elle a pu recueillir des conseils topiques sur les procédés à employer avec « les maris inhabiles et impotents ».

Après Brantôme, l'*Histoire générale d'Allemagne*, du père Barre, dut paraître à Catherine d'une digestion un peu pénible. Elle dit dans ses *Mémoires* qu'elle en a lu un volume par semaine. Elle semble avouer qu'elle n'a pas eu le courage d'aller jusqu'au bout, car elle ne parle que de neuf volumes ainsi absorbés, et l'ouvrage en a onze. Il est d'autant moins probable que cette lecture ait été pour quelque chose, comme on l'a prétendu, dans ses préventions ultérieures à l'égard de Frédéric II et de la politique prussienne. Frédéric II et sa politique n'entrent en scène précisément que dans les deux derniers volumes du père Barre. Et puis, la connaissance que fait Catherine avec l'ouvrage ayant lieu en 1749, peu après son apparition, ses préventions, si elle les avait puisées à cette source, auraient mis du temps à mûrir et à se révéler. En 1771, lors du premier partage de la Pologne, il n'y paraît pas encore. Plus vraisemblablement, c'est au père Barre que Catherine a dû sa première notion des choses d'Allemagne, des forces en présence et des intérêts en conflit dans le grand corps germanique, son séjour à Stettin ou à

Zerbst ne lui ayant sans doute laissé à cet égard que des idées assez vagues et incomplètes.

Quant au *Dictionnaire* de Bayle, il est assez difficile d'imaginer quels ont pu être, pour cette lectrice de vingt-deux à vingt-trois ans, car elle en aborde le premier volume en 1751, le sens et l'impression d'une pareille lecture. Et d'abord Catherine a beau nous assurer qu'elle a lu en entier d'*A* à *Z* les quatre énormes *infolio* où ce précurseur des encyclopédistes a prétendu résumer toute la culture intellectuelle de son époque. Assurément, ne sachant ni le grec ni le latin, elle a dû omettre les citations dont Bayle a émaillé son texte et qui font une bonne moitié de son ouvrage. Ajoutons un quart encore pour les controverses religieuses et les dissertations philosophiques auxquelles difficilement elle aurait compris quelque chose. Elle a sans doute parcouru le reste, un dictionnaire n'étant guère lisible, dans le sens habituel du mot. Elle a pu y glaner par-ci par-là quelques aperçus dont on croirait volontiers qu'elle a fait son profit plus tard. La doctrine de la souveraineté des peuples, audacieusement mise en avant par l'auteur, paraît elle-même, à certains égards, avoir influencé son jugement, au moins d'une manière passagère, et inspiré ses premières tentatives de législation, sans qu'elle ait pour cela admis, avec Bayle, la nécessité accessoire « d'avouer que les rois sont de grands fripons ». Mais elle a certainement été plus vigoureusement frappée par cette idée que « les maximes de l'art de régner sont contraires à l'exacte probité ». Enfin, elle a dû se pénétrer de cette réflexion que l'éthique religieuse et la morale courante, le catéchisme de Luther comme celui de Simon Todorski, les leçons de sagesse de mademoiselle Cardel comme les principes austères de Christian-Auguste, tout cela ne supportait ni la froide critique d'un philosophe comme Bayle ni l'appréciation hautaine d'un homme d'expérience comme Brantôme, et qu'aux yeux de l'un comme de l'autre, il n'y avait ni vérités éternelles ni principes absolus.

Elle en était probablement, en 1754, à des méditations de ce genre, quand un événement depuis longtemps attendu vint interrompre ses lectures, bouleverser le train habituel et assez monotone de sa vie, et y apporter un changement considérable. Elle devint mère.

3.5

Comment cet événement est-il arrivé ? La question peut paraître singulière ; il n'en est pas cependant, dans toute la biographie de Catherine, qui ait donné lieu à plus de controverses. Il faut se rappeler que dix ans s'étaient écoulés maintenant depuis le mariage de la grande-duchesse, dix ans pendant lesquels son union avec Pierre était restée stérile, en même temps que les rapports des deux époux devenaient de plus en plus froids. Une lettre du grand-duc à sa femme, publiée à la suite de la traduction russe des *Mémoires* de Catherine et se rapportant à l'année 1746, semble indiquer déjà, et assez brutalement, une rupture complète. La voici textuellement :

Madame,

Je vous prie de ne point vous incommodes cette nuis de dormir avec moi car il n'est plus le tems de me tromper, le let a été trop étroit, après deux semaines de séparation de vous aujourd'hui apres mide (sic).

Votre très infortuné mari qui vous ne daignez jamais de ce nom (sic).

PETER.

En même temps, et en dépit de sa vie retirée et de la surveillance qui l'y entourait, Catherine se trouvait exposée à des tentations nombreuses, à des poursuites où sa vertu courait un péril constant, et comme plongée, suivant l'expression d'un historien russe, dans une atmosphère d'amour. Ainsi qu'elle le dit elle-même dans ses *Mémoires*, sans être absolument jolie, elle plaisait ; c'était « son fort ». Elle appelait l'amour et le propageait autour d'elle. Nous avons vu comment le mari de sa gouvernante fut lui-même victime de cette contagion. Elle évita, il est vrai, les premiers dangers. Elle n'enleva pas à Marie Simonovna la tendresse de son mari, et n'y eut pas de mérite ; elle le trouvait laid et bête, aussi lourd d'esprit que de corps. Elle s'ennuya mortellement pendant l'été de 1749, dont elle dut passer une partie à Raïova, terre appartenant aux Tchoglokof. Elle y vit à peu près tous les jours le jeune comte Cyrille Razoumofski (voir plus haut, p. 84), qui, habitant

une terre voisine, venait dîner ou souper et s'en retournait à son château de Pokrovskoïe, faisant ainsi chaque fois environ soixante kilomètres. Vingt ans plus tard, Catherine eut l'idée de lui demander ce qui avait pu l'engager à venir quotidiennement partager l'ennui de la cour grand-ducale, alors que dans sa propre maison il réunissait à son gré la meilleure compagnie de Moscou. « L'amour », répondit-il sans un moment d'hésitation. « L'amour ? Mais qui pouviez-vous trouver à Raïova dont vous fussiez amoureux ? » « Vous. » Elle partit d'un éclat de rire. Elle ne s'en était pas avisée.

Il n'en fut pas toujours ainsi. Tchoglokof était laid, Razoumofski trop discret. D'autres se présentèrent qui n'eurent ni le défaut de l'un ni le défaut ou la qualité de l'autre. En premier lieu, l'un des trois exilés de 1745, Zahar Tchernichof, qui réapparaît à la cour en 1751. Il trouve que Catherine a embelli et ne se prive pas de le lui dire. Elle l'écoute avec plaisir. Il profite d'un bal où, selon la mode du temps et celle d'hier, on échange des « devises », petites bandes de papier contenant des vers plus ou moins bien tournés par l'ingéniosité d'un confiseur, pour lui adresser un billet doux rempli de déclarations passionnées. Elle trouve le jeu charmant et se prête de la meilleure grâce à le continuer. Il veut forcer l'entrée de sa chambre, prétendant se déguiser en laquais pour y réussir ; elle se borne à lui montrer le danger de l'entreprise ; après quoi ils en reviennent à la correspondance par devises. Une partie de cette correspondance nous est connue. Elle a été publiée, sans nom d'auteur — comme échantillon du style employé par une dame de haut rang, au XVIIIe siècle, pour écrire à son amant. Le contenu semble ne permettre aucun doute que Zahar Tchernichof n'eût des droits à ce titre.

Après les Tchernichof viennent les Saltykof. Ils étaient deux frères de ce nom parmi les chambellans de la cour grand-ducale. La famille comptait parmi les plus anciennes et les plus considérables de la Russie. Le père avait rang de général aide de camp ; la mère, née princesse Galitzine, avait rendu à Élisabeth, en 1740, des services sur lesquels la princesse de Zerbst possédait des renseignements particuliers : « Madame de Saltykof achevait de captiver des familles entières. Elle était Galitzine. Elle fit plus, elle était belle, elle manœuvra singulièrement et d'une façon qui ne doit pas passer à la postérité. Elle allait avec une de ses femmes dans les casernes des gardes, elle se livrait, elle s'enivrait, elle jouait, perdait, les laissait gagner… Elle

avait pour amants les trois cents grenadiers qui accompagnèrent Sa Majesté. » L'aîné des frères, Pierre, était disgracié par la nature, pouvant, au dire de Catherine, rivaliser pour l'esprit et la beauté avec l'infortuné Tchoglokof. Le cadet, Serge, « était beau comme le jour ». En 1752, il avait vingt-six ans et se trouvait marié depuis deux ans à une *freiline* de l'impératrice, Matrena Pavlovna Balk. Un mariage d'amour. C'est à cette époque que Catherine crut s'apercevoir qu'il lui faisait la cour. Elle allait presque tous les jours chez la Tchoglokof, qui, étant dans un état intéressant et souffrante, gardait la chambre. Y rencontrant invariablement le beau Serge, elle se douta qu'il ne venait pas pour la maîtresse du logis. Elle avait, comme on le voit, acquis de l'expérience. Bientôt d'ailleurs le beau Serge se chargea de l'éclairer plus complètement. La surveillance de madame Tchoglokof s'exerçait à ce moment plus mollement qu'à l'ordinaire. Il s'arrangea pour écarter celle du mari, qui, amoureux lui-même de la grande-duchesse, pouvait être plus gênant. Il lui découvrit un talent extraordinaire pour la poésie. Le bon Tchoglokof, flatté, se mettait dans un coin pour remplir des bouts-rimés, ou pour mettre en vers des thèmes qu'on ne se laissait pas de lui fournir. Pendant ce temps, on causait librement. Le beau Serge n'était pas seulement le plus bel homme de la cour, c'était un homme de ressources : « un démon en fait d'intrigue », a dit Catherine. Elle écouta en silence ses premières déclarations. Elle ne comptait sans doute pas le décourager ainsi de continuer. Elle finit par lui demander ce qu'il attendait d'elle. Il ne fut pas en peine de peindre sous les plus belles couleurs le bonheur qu'il se promettait. « Et votre femme ? » dit-elle alors. C'était à peu près faire un aveu et réduire à un obstacle bien fragile la distance qui les séparait encore. Il ne s'embarrassa pas pour si peu, jetant résolument pardessus bord la pauvre Matrena Pavlovna, parlant d'un égarement de jeunesse, disant qu'il s'était trompé dans son choix et combien vite « en un vil plomb cet or s'était changé ». Catherine assure pourtant avoir tout fait pour le détourner de cette poursuite, jusqu'à lui insinuer qu'il arrivait trop tard. « Qu'en savez-vous ? Mon cœur est peut-être pris déjà ? » Le moyen n'était pas très heureusement choisi. La vérité est, et elle en convient, que la difficulté qu'elle avait à se débarrasser du beau séducteur venait surtout d'elle-même : il lui plaisait énormément. Il y eut une chasse organisée par le poète Tchoglokof, au cours de laquelle se présenta une occasion depuis longtemps épiée par Serge. Ils furent seuls. Le tête-à-tête se prolongea

pendant une heure et demie, et pour y mettre un terme Catherine dut recourir à des moyens héroïques. La scène est charmante, telle qu'elle la décrit dans ses *Mémoires*. Avant de s'éloigner, Saltykof voulait la forcer à dire qu'il ne lui était pas indifférent. « Oui, oui, finit-elle par murmurer, mais partez. » « C'est bien, j'ai votre parole », s'écria le jeune homme en donnant de l'éperon à son cheval. Elle voulut reprendre le mot fatal. Elle cria derrière lui : « Non ! non ! » Il répondait : « Oui ! oui ! » en s'éloignant. Ils se séparèrent ainsi. Ils devaient, on le pense bien, se retrouver.

Peu après, il est vrai, Serge Saltykof dut quitter la cour. Mais ce fut précisément à raison du bruit qui s'était répandu de ses relations avec la grande-duchesse, jusqu'à provoquer une intervention de l'impératrice. Élisabeth gronda fort les Tchoglokof, et le beau Serge reçut un congé d'un mois, avec ordre d'aller voir sa famille à la campagne. Étant tombé malade, il ne fut de retour à la cour qu'en février 1753 et fit aussitôt partie à nouveau du petit cercle intime qui s'était peu à peu formé autour de Catherine, où les jeunes gens tenaient la première place, et où depuis quelque temps se montrait assidu un autre cavalier de grand nom et de belle prestance : Léon Narychkine, jouant déjà ce rôle de bouffon de cour qu'il devait continuer pendant les beaux jours du futur règne, mais n'y bornant sans doute pas pour le moment son ambition. Catherine était maintenant au mieux avec les deux Tchoglokof. Elle avait trouvé moyen de se faire une amie de la femme, en lui prouvant qu'elle repoussait les hommages de son mari, et de faire de celui-ci son esclave, en entretenant savamment ses espérances. Elle disposait de leur confiance à tous deux et de leur discrétion. Soit prudence, il est vrai encore, soit inconstance naturelle, le beau Serge parut maintenant plus réservé, en sorte qu'un renversement de rôles amena Catherine à se plaindre de l'insuffisance de ses assiduités. Mais bientôt une intervention réitérée et tout à fait inattendue cette fois du pouvoir suprême donna à ce second chapitre d'un roman déjà ancien une tournure nouvelle. La chose est malaisée à raconter ; elle serait plus difficile encore à faire passer pour réelle, n'était le témoignage de Catherine elle-même. Voici ce qu'elle raconte dans ses *Mémoires*. À quelques jours de distance, Serge et elle-même, l'un appelé chez le chancelier Bestoujef, l'autre conviée à un entretien confidentiel par madame Tchoglokof, reçurent sur le sujet qui les préoccupait si particulièrement des ouvertures faites pour les surprendre. Parlant, à ce

qu'on pouvait croire, au nom de l'impératrice, la gouvernante, gardienne en titre de la vertu de la grande-duchesse et de l'honneur de son époux, expliqua à la jeune femme qu'il était des cas où la raison d'État devait l'emporter sur d'autres considérations, voire sur le désir légitime d'une épouse de rester fidèle à son mari, si celui-ci se montrait incapable d'assurer le repos d'un empire en garantissant l'hérédité du trône. Comme conclusion, Catherine fut mise péremptoirement en demeure de choisir entre Serge Saltykof et Léon Narychkine, la Tchoglokof se disant persuadée qu'elle préférerait ce dernier. Catherine protesta. « Alors, ce sera l'autre », déclara la gouvernante. Catherine garda le silence. Avec plus de réserve, Bestoujef parla de son côté au beau Serge dans le même sens.

Or, c'est sur ces entrefaites que Catherine devenait enceinte jusqu'à trois fois coup sur coup, et, après deux fausses couches, finissait, le 20 septembre 1754, par mettre au monde un fils. Quel a été le père de cet enfant ? On conçoit maintenant que la question puisse être posée. Voici comment elle est résolue dans un document dont les passages essentiels ayant trait à ce point d'histoire sont restés inédits jusqu'à présent [3]. C'est le mémoire de Champeaux, déjà cité par nous : « La princesse, entraînée par un goût secret, l'écoutait (Saltykof) et l'exhortait à surmonter sa passion ; elle l'encourageait à faire plus d'effort sur lui-même. La conversation fut un jour très vive. M. de Soltikow (Saltykof) lui parla avec toute la passion dont il était animé ; elle lui répondit avec feu, s'échauffa, s'attendrit, et le quitta par le vers de Maxime à Xipharès : "Et méritez les pleurs que vous m'allez coûter."

« … La cour alla à Peterhof ; le grand-duc et la grande-duchesse suivirent l'impératrice. On y fit plusieurs parties de chasse. La grande-duchesse, sous prétexte d'indisposition, ne se trouva point à la plupart. M. de Soltikow, sous des raisons spécieuses, obtint la permission du grand-duc de ne point le suivre. Il passa tous ses instants avec la princesse, et il eut l'art de réaliser les heureuses dispositions qu'on lui avait laissé apercevoir. M. de Soltikow, qui, dans les premiers moments, s'était trouvé plus heureux en possédant l'objet dont il était occupé, sentit qu'il était plus sûr de le partager avec le grand-duc, dont il savait que le mal n'était pas sans remède. Mais il était dangereux d'agir dans des choses d'une telle conséquence sans des ordres particuliers de l'impératrice. Le hasard tourna les choses de la façon dont on pouvait le désirer. Toute la cour était à un grand bal ; l'impératrice passant près de

madame Narychkine, belle-sœur de M. de Soltikow, qui alors était grosse et qui causait avec M. de Soltikow, dit à cette dame qu'elle devrait communiquer un peu de sa vertu à la grande-duchesse. Elle lui répondit que la chose ne serait peut-être pas si difficile, et que si elle voulait lui donner aussi bien qu'à M. de Soltikow la permission d'y travailler, elle osait l'assurer qu'on pourrait réussir. L'impératrice demanda des éclaircissements ; madame de Narychkine l'instruisit de l'état du grand-duc et des moyens dont on pourrait y remédier. Elle ajouta que M. de Soltikow avait toute sa confiance et qu'il pouvait l'y déterminer. Non seulement l'impératrice y consentit, mais elle fit connaître que ce serait lui rendre grand service. M. de Soltikow aussitôt chercha les moyens de déterminer le grand-duc à faire tout ce qui était nécessaire pour se donner des héritiers. Il lui fit sentir toutes les raisons politiques qui devaient l'y engager. Il lui donna aussi une idée de plaisir tout nouveau et parvint à le rendre incertain sur ce qu'il avait à faire. Le jour même, il arrangea un souper des personnes que le grand-duc voyait avec le plus de plaisir, et, dans un moment de gaieté, tous se réunirent pour obtenir de ce prince qu'il consentit à ce qu'on lui demandait. En même temps entra M. Boerhave, avec un chirurgien, et dans la minute l'opération fut faite et réussit très bien. M. de Soltikow reçut de l'impératrice, à cette occasion, un très beau diamant. Cet événement, que M. de Soltikow croyait devoir assurer ses plaisirs et sa faveur, attira sur lui un orage qui le mit en danger d'être perdu… On parla beaucoup de la liaison qui paraissait être entre lui et la grande-duchesse. On saisit cette occasion pour tâcher de le perdre près de l'impératrice… On lui insinua que cette opération n'était qu'une ruse employée pour colorer un accident dont on voulait faire croire le grand-duc l'auteur. Ces méchancetés firent une grande impression sur l'impératrice. On crut qu'alors elle se souvint de ce que M. de Soltikow n'avait pas remarqué l'intérêt qu'elle avait bien voulu prendre à lui. Ses ennemis firent plus alors : ils s'adressèrent au grand-duc et lui firent concevoir les mêmes soupçons. »

Suit dans la relation de Champeaux le récit de diverses intrigues très compliquées, au cours desquelles l'impératrice et le grand-duc, changeant d'impression et d'avis plusieurs fois, finissent par donner gain de cause à l'heureux amant. Un moment, Catherine elle-même est directement mise en cause :

« Dans les premiers moments de son mécontentement contre Soltikow (Saltykof), au lieu de marquer des ménagements pour la grande-duchesse, l'impératrice avait laissé échapper devant plusieurs personnes qu'elle prétendait connaître ce qui s'était passé jusqu'à ce moment, et que, lorsque le grand-duc serait assez bien guéri pour habiter avec sa femme, elle voulait voir des preuves de l'état dans lequel elle devait être restée jusqu'à ce jour. »

Avertie par des amis vigilants, Catherine fait entendre des protestations indignées qui ont le don de persuader Élisabeth, et plus tard le grand-duc prend sur lui d'achever la justification de son épouse par des arguments positifs :

« Cependant, on se trouva au temps où le grand-duc put habiter avec la grande-duchesse. Comme il avait été piqué des discours tenus par l'impératrice, il voulait la satisfaire sur les particularités qu'elle avait désiré savoir, et le matin de la nuit où le mariage fut consommé, il envoya dans une cassette scellée de sa propre main, à cette princesse, les preuves de la sagesse de la grande-duchesse, qu'elle avait témoigné vouloir avoir… La liaison entre la grande-duchesse et Soltikof ne fut pas dérangée par cet événement, et elle dura huit ans encore dans toute sa vivacité. »

Le mémoire de Champeaux fut envoyé en novembre 1758 de Versailles à Saint-Pétersbourg, pour y servir de supplément d'instruction au marquis de L'Hôpital, et voici comment l'ambassadeur appréciait ce document :

« J'ai lu avec attention et avec plaisir le premier tome de l'histoire ou roman tragi-comique du mariage et des aventures de madame la grande-duchesse. Il y a un fond de vérité à ce qu'il contient ; le style l'embellit ; mais de près, le héros et l'héroïne feraient perdre du prix que leur nom donne à ces aventures. M. de Saltykof est un homme vain et un petit-maître russe, c'est-à-dire un homme ignorant, sans goût et sans mérite. Madame la grande-duchesse ne le peut souffrir, et tout ce qu'on dit du commerce de lettres avec M. de Saltykof est jactance et fausseté. »

Il est vrai qu'à cette époque, Catherine avait fait déjà la connaissance de Poniatowski ; et, comme le dit encore de L'Hôpital, « elle avait connu la différence de l'un à l'autre ».

Le récit de l'agent français ne laisse d'ailleurs pas de contredire sur plus d'un détail celui de Catherine elle-même dans ses *Mémoires*, et tout ce que nous savons par ailleurs sur ce sujet délicat concourt à en rendre l'éclaircissement incertain et aventureux. Physiquement et moralement, moralement surtout, Paul a ressemblé à son père légitime. À peu près personne parmi les contemporains n'a cependant admis l'hypothèse de cette paternité. D'autres suppositions ont été mises en avant à cette époque. « Cet enfant, écrivait un jour le marquis de L'Hôpital, est, dit-on, de l'impératrice même (d'Élisabeth), ayant fait changer le fils de la grande-duchesse contre le sien. » Dans une dépêche ultérieure, il est vrai, le marquis, se disant mieux renseigné, révoquait en doute cette dernière version ; mais Élisabeth fit beaucoup elle-même pour l'accréditer, et sa conduite au moment de l'accouchement de la grande-duchesse fut pour autoriser les rumeurs qui circulèrent. À peine l'enfant avait-il vu le jour, qu'après l'avoir fait baigner et baptiser sommairement, la tsarine ordonnait qu'on l'emportât et disparaissait derrière lui. Catherine ne revit son fils qu'au bout de six semaines. On la laissa en tête à tête avec sa femme de chambre, sans s'occuper même de lui donner les soins les plus indispensables. Il sembla qu'elle fût devenue soudain pour tout le monde un être indifférent, qu'elle ne comptât plus pour rien. Le lit sur lequel on l'avait délivrée se trouvait entre une porte et deux énormes fenêtres, par lesquelles il venait un courant d'air glacial. Comme elle transpirait beaucoup, elle voulut regagner sa couche ordinaire. La Vladislavova n'osa prendre sur elle d'obéir à ce désir. Catherine demanda à boire. Même réponse. Enfin, au bout de trois heures, la comtesse Chouvalof reparut et lui donna quelque secours. Ce fut tout. Elle ne vit personne d'autre ni ce jour ni le jour suivant. Le grand-duc festoyait avec ses amis dans une pièce voisine. Après le baptême solennel de l'enfant, on apporta à la mère, sur un plateau d'or, un ukase de l'impératrice lui faisant don de 100 000 roubles et quelques bijoux. On la payait pour sa peine. Les bijoux étaient d'un prix médiocre. Catherine assure qu'elle aurait eu honte d'en faire présent à une de ses femmes. L'argent lui fit plaisir : elle avait maintenant beaucoup de dettes. Mais sa joie fut courte. Quelques jours après, le trésorier de l'impératrice, « le secrétaire de son cabinet », suivant la désignation officielle, baron Tcherkassof, venait la supplier de faire abandon de cette somme. L'impératrice avait donné un second ordre de paiement pour une somme égale, et il n'y avait pas un « kopeck » en caisse. Elle sut

que c'était un tour de son mari. En apprenant qu'elle avait reçu 100 000 roubles, Pierre avait été pris de fureur. On ne lui avait rien donné, à lui, et il prétendait avoir des droits au moins égaux à la munificence impériale. Pour le calmer, Élisabeth, à qui les signatures ne coûtaient rien, s'était laissée aller à tirer à nouveau sur sa caisse, sans se soucier de l'embarras du caissier. Au bout de six semaines, on célébra en grande pompe la « purification » de la grande-duchesse, et on lui fit la grâce, à cette occasion, de lui montrer son enfant. Elle le trouva beau. On le lui laissa pendant la durée de la cérémonie, puis on l'emporta encore. En même temps, elle apprenait que Serge Saltykof était envoyé en Suède, avec la nouvelle de la naissance du petit grand-duc. À cette époque, pour un seigneur occupant à la cour de Russie la situation privilégiée qui demeurait celle du beau Serge, un déplacement de ce genre était rarement une faveur. C'était la plupart du temps l'application d'une mesure de haute police, quand ce n'était pas une disgrâce et une punition. À ce point de vue, le départ du jeune chambellan avait aussi son éloquence.

Nous n'insisterons pas davantage. Ce procès historique, roulant sur une question de paternité contestée, n'a, nous l'avouerons volontiers, à nos yeux, qu'une importance très secondaire. En ce qui concerne Catherine, le seul point réellement important pour l'histoire du développement intellectuel et moral de sa personnalité, c'est-à-dire pour l'étude que nous poursuivons en ce moment, c'est la présence incontestée et incontestable du beau Serge auprès du berceau de son premier enfant, avec Léon Narychkine, Zahar Tchernichof et peut-être d'autres, faisant ombre dans le fond. Et c'est encore cette espèce de maternité incomplète qui fut la sienne, outrageusement suspectée par la clameur publique, cruellement tronquée par un abus de pouvoir qui ressemble à un rapt et où quelque chose de louche semble se cacher sous le manteau d'une étiquette violatrice des droits et des fonctions les plus naturelles. C'est enfin l'abandon et l'isolement plus profond maintenant que jamais et plus douloureux où tombe la jeune mère et la jeune épouse entre un berceau vide et un lit nuptial depuis longtemps désert.

3.6

Si Catherine avait été une femme vulgaire, ou même simplement une femme ordinaire, l'existence qui lui était ainsi faite n'aurait eu sans doute pour effet que d'ajouter un ou plusieurs chapitres encore à la chronique galante du XVIIIe siècle. Serge Saltykof aurait eu un successeur, le grand-duc, de nouveaux motifs de douter de la sagesse de sa femme ; d'autres conséquences n'en eussent point résulté, Catherine n'était pas une femme ordinaire ; elle l'a surabondamment prouvé depuis. Elle n'était pas davantage de celles dont on fait des martyres et des épouses fidèles quand même au foyer conjugal. Elle remplaça le beau Serge ; elle se jeta même définitivement, éperdument, dans une voie qui devait aboutir au plus colossal et au plus cynique étalage de luxure impériale dont l'histoire moderne ait gardé le souvenir ; mais elle ne s'y engagea pas tout entière. En faisant abandon de son corps, comme de son honneur et de sa vertu, à des distractions constamment renouvelées, à des plaisirs recherchés avec une ardeur de plus en plus grande, elle ne s'abandonna pas elle-même dans un lâche oubli de son rang, de son ambition déjà éveillée et de sa supériorité qu'un avenir prochain devait mettre en lumière. Elle n'abdiqua pas. Elle se raidit, au contraire, se replia sur elle-même et en profita pour pousser plus avant cette culture du moi, cette appropriation de l'esprit et du caractère à une destinée vaguement entrevue, dont nous avons indiqué les commencements.

C'est à ce moment que nous la voyons se livrer plus activement qu'elle ne l'a fait encore à l'étude de la langue et de la littérature russes. Elle lit tous les livres russes qu'elle parvient à se procurer. Ils lui donnent sans doute l'idée d'un niveau intellectuel encore très bas. Elle n'est pas capable plus tard de se rappeler le titre d'aucun de ces ouvrages, si nous en exceptons une traduction en russe de deux volumes des *Annales* de Baronius. Mais elle retire de ces lectures une conviction qui ne la quittera jamais, qui imprimera à son règne futur un caractère nettement accentué et contribuera à en faire une continuation du règne de Pierre le Grand, celle de la nécessité absolue pour sa patrie d'adoption de se mettre à l'école de l'Occident, afin de rattraper la distance et se mettre à la hauteur du rang nouvellement acquis en Europe.

En même temps elle débute, sérieusement cette fois, et utilement, dans la pratique des lectures sérieuses. En dépit des recommandations du comte Gyllenborg et de l'attention qu'elle leur avait donnée, elle n'avait pas lu les *Considérations sur la grandeur et la décadence des Romains*. Elle fait connaissance maintenant avec Montesquieu, en lisant *L'Esprit des lois*, qu'elle n'abandonne que pour les *Annales* de Tacite et l'*Histoire universelle*, dit-elle, ce qui veut dire, sans doute, l'*Essai sur les mœurs et l'esprit des nations*, de Voltaire.

Tacite la séduit par la réalité vivante des tableaux qu'il dévoile devant ses yeux et par l'analogie frappante qu'elle y découvre aisément avec les choses et les hommes qui l'entourent. À travers la distance énorme des temps et des circonstances, elle perçoit l'identité immuable de certains types dont se compose et de certaines lois auxquelles obéit la nature humaine. Elle voit la reproduction des mêmes traits de caractère, des mêmes instincts, des mêmes passions, des mêmes combinaisons d'intérêts et des mêmes formules de gouvernement reproduisant les mêmes conséquences. Elle apprend à démêler le jeu de ces éléments si diversement associés et pourtant invariables, à en pénétrer le mécanisme intime et à en apprécier la valeur. Son esprit froid et sec — taxé d'esprit philosophique par le diplomate suédois — se trouve à merveille de la manière abstraite, détachée, impersonnelle de juger les événements et les causes qui est propre à l'historien latin, de sa façon de planer, à vol d'aigle, au-dessus de l'humanité qu'il semble observer en spectateur désintéressé, ayant rang et raison d'être ailleurs.

Montesquieu pourtant l'attire davantage et la satisfait mieux. Il ne se contente pas, en effet, de lui présenter des faits, il en dégage encore lui-même le sens théorique. Il lui fournit des formules toutes faites. Elle s'en empare avec ardeur. Elle en fait son « bréviaire », suivant une expression pittoresque dont elle se sert elle-même. Elle déclarera plus tard que ce livre — *L'Esprit des lois* — devrait être « le bréviaire de tout souverain doué de bon sens ». Cela ne veut pas dire d'ailleurs qu'elle le comprenne. Au demeurant, Montesquieu aura été probablement, pendant une bonne moitié du XVIIIe siècle, l'homme le plus lu de l'Europe et le moins compris. Sans doute on a fait provision chez lui d'idées et de théories, Catherine autant et plus que les autres. On est allé même jusqu'à les appliquer isolément. Quant à s'approprier l'ensemble de la doctrine, en en saisissant l'esprit, bien peu

d'intelligences en ont été capables. Et, quant à en faire l'application « en bloc », suivant une formule récemment mise en honneur, personne n'y a songé. Par le fait, cela aurait conduit, et l'auteur de *L'Esprit des lois* n'y a peut-être pas pris garde lui-même, au bouleversement absolu du régime politique et social préexistant, et à une révolution beaucoup plus radicale que celle dont la fin du siècle a vu l'accomplissement. C'est au principe même des vices analysés par lui dans la constitution des sociétés humaines, des abus signalés, des catastrophes prévues, que s'attaquait cette doctrine. Or, supprimer le principe, ce n'était pas seulement renverser telle ou telle institution, ni tel ou tel procédé de gouvernement, ni même, ni surtout, tel gouvernant, c'était mettre de côté l'idée même, l'idée maîtresse gouvernant le monde et appelée peut-être à le gouverner éternellement ; c'était substituer un équilibre idéal et peut-être irréalisable des forces naturelles à l'âpre et continuel combat des intérêts et des passions qui a constitué de tout temps la vie humaine, qui est peut-être la vie !

De tout cela, Catherine ne s'est pas avisée. Mais elle s'est plu à s'attribuer une « âme républicaine », à la façon de Montesquieu, sans trop se soucier de savoir à quoi un tel état d'âme correspondait dans la pensée de l'illustre auteur, sans bien se rendre compte aussi de la signification qu'il pouvait avoir dans la sienne. L'idée lui plaisait comme elle plaisait alors à beaucoup de monde ; elle l'adoptait comme une plume ou une fleur mise à la mode. Une certaine prévention contre les abus du despotisme, la nécessité reconnue de substituer, dans la conduite des hommes et des choses, les conseils de la raison universelle aux inspirations du caprice individuel, un vague libéralisme s'y associait sans doute. Un jour Catherine devait étonner le monde par la hardiesse révolutionnaire des maximes énoncées à la face de son pays et de l'Europe, dans un document officiel. Elle les avait copiées dans Montesquieu et dans Beccaria, sans les comprendre toujours. Quand le sens lui en sera révélé par le passage de la théorie à la pratique, elle reculera, bien entendu. Mais elle continuera à gouverner dans un sens raisonnable et même libéral jusqu'à un certain point. Montesquieu aura quand même fait son œuvre.

Ce qu'elle comprend tout de suite avec son esprit réfléchi et ce bon sens infaillible dont la nature l'a douée, c'est qu'il y a contradiction flagrante, et en apparence irréductible, entre la haine du despotisme et l'état de despote.

Cette constatation doit la gêner avec les instincts dominateurs qu'elle porte déjà en elle. Elle la brouillera un jour avec la philosophie, ou du moins avec certains philosophes. En attendant, quelqu'un se trouve pour lui montrer que l'apparence dont elle s'effraye est vaine, et ce quelqu'un, c'est encore un philosophe, c'est Voltaire. Sans doute l'introduction du caprice dans le règlement des destinées humaines est une faute et peut devenir un crime ; sans doute la raison doit gouverner le monde, mais encore faut-il que quelqu'un se charge de la représenter ici-bas. Cela posé, la formule est tout indiquée : le gouvernement despotique peut être le meilleur des gouvernements dont l'usage soit permis ici-bas, c'est même le meilleur gouvernement, à condition qu'il soit raisonnable. Que faut-il pour cela ? Qu'il soit *éclairé*. Toute la doctrine politique de l'auteur du *Dictionnaire philosophique* est là, et aussi toute l'explication de son admiration sincère, quoi qu'on en ait dit, pour la Sémiramis du Nord. Catherine a réalisé la formule : elle s'est éclairée aux lumières de la philosophie, à celles de Voltaire en particulier, elle gouverne raisonnablement, *elle est la raison même* préposée à la direction de quarante millions d'hommes : c'est une divinité — prototype de celles qu'une déviation bizarre d'intelligence et un écart grotesque d'imagination installeront plus tard sur les autels profanés par l'orgie révolutionnaire.

Voilà comment aussi Voltaire devient l'auteur préféré de Catherine. Elle a trouvé cette fois son homme, le maître par excellence, le directeur suprême de sa conscience et de sa réflexion. Celui-ci l'instruit sans l'épouvanter, accommodant les idées qu'il lui donne avec les passions qu'elle a. Avec cela, il possède pour tous les maux de l'humanité qu'il signale après Montesquieu, qu'il déplore avec lui, autant de remèdes simples, à la portée de tout le monde, d'une application aisée, des remèdes de bonne femme. Montesquieu est un grand savant procédant par thèses générales. À l'entendre, il faudrait commencer par le commencement de tout et tout changer de place. Voltaire est un empirique de génie. Il prend une à une les plaies qu'il découvre sur le corps humain et se charge de les guérir. Un baume par-ci, un cautère par-là, et il n'y paraît plus. Le malade se porte à ravir. Et quelle clarté de langage, quelle limpidité de la pensée, avec combien d'esprit ! Catherine est charmée comme la plupart de ses contemporains, éblouie, fascinée par ce grand magicien de l'art d'écrire, et comme eux autant par ses qualités que par ses

défauts, plus encore par ses défauts peut-être, nous voulons dire par ce qu'il y a de superficiel dans sa vision des choses, de puéril parfois dans ses conceptions, d'injuste souvent dans ses jugements, et encore par le côté licencieux, irréligieux et irrespectueux de ses attaques contre les préjugés établis, où les tendances philosophiques du temps et le besoin d'affranchissement secouant la pensée contemporaine n'étaient pas seuls à trouver leur compte. Si Voltaire n'a pas aidé Catherine à troquer la religion de Luther contre la foi orthodoxe, il a dû par la suite lui alléger le souvenir de ce pas scabreux et lui épargner sinon un remords, du moins quelque malaise de conscience, en même temps qu'il la rassurait sans doute aussi sur la portée de certaines autres transactions avec la morale rigide de tous les catéchismes, grecs ou luthériens. Pour essentiellement intellectuel en effet que fût le libertinage de l'auteur de *La Pucelle*, il ne laissait pas de se prêter à d'autres interprétations faites pour justifier toutes les libertés, y compris celle des mœurs contemporaines. Par cela encore Voltaire fut populaire, et par cela il a plu à Catherine.

Nul doute, d'ailleurs, qu'il ne se soit également emparé d'elle par certaines parties plus nobles de son incontestable génie, par les idées humanitaires qui ont fait de lui l'apôtre de la tolérance en matière de religion, par les éclats généreux qui ont forcé l'Europe tout entière à applaudir en lui le défenseur de Calas et de Sirven. Catherine lui a dû certainement quelques-unes de ses meilleures inspirations.

Mais à lui comme à Montesquieu, comme à Tacite, elle a dû surtout, à cette époque, une certaine gymnastique intellectuelle, un assouplissement au maniement des grands problèmes politiques et sociaux, une préparation générale, en un mot, à son futur métier.

Et à la même heure, son esprit mûrissant rapidement au contact de ces grandes intelligences et son sens pratique se développant en mesure, elle contracte des goûts, des habitudes nouvelles qui lui valent d'autres bienfaisantes acquisitions. Elle commence à se plaire dans la société de quelques graves personnages qui avaient autrefois effrayé sa jeunesse. Elle recherche surtout les vieilles femmes peu en faveur à une cour comme celle d'Élisabeth. Elle les invite à de longues causeries. Elle se rompt ainsi à l'usage de la langue russe ; elle complète les renseignements que la

Vladislavova a pu lui fournir sur les coins et recoins intimes d'une société qu'elle apprend à connaître à fond. Elle se concilie enfin de précieux suffrages, d'utiles amitiés, dont elle saura un jour faire son profit.

Ainsi s'achève la seconde éducation de la Grande Catherine.

À LA CONQUÊTE DU POUVOIR

Chapitre 1

LA JEUNE COUR

I. L'entrée de Catherine dans la politique. — La politique et l'amour. — Williams et Poniatowski. — Théorie du comte Horn sur le rôle des chiens bolonais dans la diplomatie. — Les embarras pécuniaires de la grande-duchesse. — Le banquier anglais Wolff. — II. Situation critique de Bestoujef. — Ses avances à Catherine. — Projet de règlement pour la succession d'Élisabeth. — Entreprises aventureuses de Williams auxquelles la grande-duchesse est mêlée. — La guerre de Sept Ans. — La retraite du feld-maréchal Apraksine. — Accusations contre Catherine à ce sujet. — III. Rôle politique de Poniatowski. — Il fait les affaires de ses oncles et gâte celles de son roi. — Rapprochement entre lui et les représentants de la France. — Divergence de vues entre les ayants cause de la politique française à Pétersbourg et à Varsovie. — Le marquis de L'Hôpital et le comte de Broglie. — Dualisme de la politique française. — La diplomatie officielle et la diplomatie secrète. — Inconséquence commune. — On veut protéger les Polonais contre les Russes, tout en s'alliant avec la Russie. — La diplomatie officielle et la diplomatie secrète travaillent au renvoi de Poniatowski. — Conséquences de la défaite de Rossbach. — Poniatowski reste à Pétersbourg. — Son aventure à Oranienbaum. — Son départ. — Irritation de Catherine contre la France. — Ce qu'il advient de la liaison d'une future impératrice avec un futur roi. — IV. Intérieur de la jeune cour. — Catherine émancipée. — Madame la Ressource. — Portrait de la grande-duchesse par d'Éon. — Corruption générale des mœurs. — Une représentation théâtrale à la cour d'Élisabeth. — Les sorties nocturnes de Catherine. — Ce que cachent les écrans d'une chambre à coucher. — La « chaise percée ». — Rôle des demoiselles d'honneur. — Attitude de Pierre. — Catherine se décide à suivre « une route indépendante ». — V. Jours de crise. — Bestoujef arrêté. — La grande-duchesse compromise. —

Catherine fait tête à l'orage. — Entrevue avec Élisabeth. — Les deux époux en dispute devant l'impératrice. — Victoire de Catherine. — Présages d'une lutte nouvelle et décisive.

1.1

Après avoir donné le jour à l'héritier du trône, Catherine n'eut pas seulement à subir les bizarres traitements que nous avons dits ; elle se trouva encore, par le fait même de cette naissance, reléguée au second plan, et pour ainsi dire amoindrie et déchue. Elle demeurait un personnage de haut rang, mais plutôt de grand apparat que de grande importance. Elle avait cessé d'être la condition *sine qua non* du programme dynastique, l'être nécessaire sur lequel tout le monde, depuis l'impératrice jusqu'au plus humble sujet de l'Empire, tenait les yeux fixés, dans l'attente du grand événement. Elle avait accompli sa tâche.

C'est pourtant peu après cet événement décisif qu'elle en arrivait peu à peu à assumer un rôle comme aucune grande-duchesse n'en avait jamais joué ni n'en devait jouer après elle en Russie. Ce que fut la « jeune cour », ainsi appelée, celle de Pierre et de Catherine, pendant une période de six ans, allant de 1755 jusqu'au 5 janvier 1762, jour de la mort d'Élisabeth, rien dans l'histoire d'aucun autre pays ni de la Russie elle-même à une autre époque n'en peut donner l'idée. À certains moments, les diplomates envoyés à Saint-Pétersbourg purent se trouver dans l'embarras pour savoir à quelle porte ils devaient s'adresser ; d'aucuns n'hésitèrent pas et allèrent bravement frapper à la petite porte : Sir Charles Hanbury Williams, l'envoyé anglais, fut de ce nombre.

Le récit détaillé des faits qui ont rempli cette époque déborderait le cadre de cette étude. Nous nous bornerons à en indiquer les traits les plus saillants, qui sont : l'entrée de Catherine dans la vie politique, sa liaison avec Poniatowski, et enfin la crise violente qui fut déterminée par la chute du

tout-puissant Bestoujef, et au cours de laquelle la future impératrice joua sa première partie sur le terrain de ses triomphes à venir et gagna sa première victoire.

Catherine est entrée dans la politique par l'amour. Ce fut sa destinée de mêler perpétuellement ces deux éléments si divergents en apparence ; ce fut son art, ou son bonheur, de tirer presque toujours un bon parti d'un mélange qui fut néfaste à tant d'autres. Sa première échappée en dehors de la sphère étroite dans laquelle Élisabeth avait prétendu la confiner à tout jamais est une intervention dans les affaires de Pologne [1]. Or elle ne s'est avisée assurément de s'intéresser à ces affaires qu'en se découvrant de l'intérêt pour celles d'un beau Polonais. Elle eut besoin d'ailleurs d'être aidée pour faire cette découverte. Les entremetteurs et les entremetteuses ont de bonne heure tenu une grande place dans sa vie.

En 1755, l'Angleterre, désireuse de renouveler le traité de subsides qui, depuis 1742, liait la Russie à son système d'alliances, soucieuse aussi de s'assurer le concours d'une armée russe pour le cas d'une rupture avec la France, devenue à peu près inévitable à brève échéance, envoyait à Saint-Pétersbourg un nouvel ambassadeur. Guy Dickens, qui s'y trouvait en fonction, avait lui-même reconnu son insuffisance. La cour d'Élisabeth était une cour trop remuante pour un homme de son âge. Les affaires s'y faisaient entre un bal, une comédie et une mascarade. On fit droit à ses observations et on chercha un diplomate en mesure de satisfaire à toutes les exigences du métier. Ce fut Sir Charles Hanbury Williams qui se trouva désigné. Le choix pouvait passer pour heureux. Ami et compagnon de plaisirs de Robert Walpole, le nouveau venu avait été à bonne école. Il ne manqua en effet ni un bal ni une mascarade, mais il ne tarda pas à s'apercevoir que cela ne menait pas loin. Ses assiduités auprès d'Élisabeth paraissaient fort agréables à la souveraine, mais restaient de nul effet, politiquement parlant. Voulait-il aborder le terrain positif d'une négociation quelconque, la tsarine s'esquivait. Il avait beau chercher l'impératrice, il ne rencontrait qu'une aimable danseuse de menuet, parfois une bacchante. Il en arriva, au bout de quelques mois, à conclure qu'Élisabeth n'était pas une femme avec laquelle on pût causer sérieusement, et il songea à se retourner. Rebuté par le présent, il pensa à l'avenir. L'avenir, c'était la jeune cour.

Mais là encore il se buta contre l'aspect du futur empereur. Il jugea à première vue qu'il perdrait également son temps de ce côté. Il avait le regard clair des hommes de sa race. C'est alors que ses yeux s'arrêtèrent enfin sur Catherine. Peut-être subit-il encore le contact et l'entraînement d'autres déceptions et d'autres espérances, prenant simultanément ce même chemin, s'orientant vers ce même point d'appui. Le grand Bestoujef ne commençait-il pas, lui aussi, à renier ses anciennes préventions ? Williams put surprendre des avances significatives dont la grande-duchesse devenait l'objet ; des menées souterraines aboutissant à elle. Il fut prompt à se décider. Instruit par des bruits de cour des aventures galantes dans lesquelles le beau Saltykof avait figuré après le beau Tchernichof, volontiers entreprenant à ses heures, n'essaya-t-il pas un moment de suivre cette piste romanesque ? Il ne s'y attarda pas, dans tous les cas. Catherine lui fit très bon accueil, causa avec lui de toutes choses, même des choses sérieuses, auxquelles Élisabeth ne voulait pas entendre, mais elle regardait ailleurs. Un de ces regards, saisi au passage, dicta à Williams sa conduite. C'était un esprit pratique : il passa la main à un jeune homme de sa suite. C'était Poniatowski.

On connaît les origines obscures de ce héros de roman qu'un hasard funeste — un de ceux qui allaient consommer la destinée de la Pologne — introduisit à ce moment dans l'histoire de son pays. Williams, qui, avant de venir en Russie, avait rempli pendant quelques années les fonctions de résident à la cour de Saxe, y avait rencontré ce fils de parvenu et ce neveu de deux des plus puissants seigneurs qu'il y eût alors en Pologne, les Czartoryski. Il l'avait pris en amitié et s'était offert à commencer son éducation politique en l'emmenant à Saint-Pétersbourg. Les Czartoryski, de leur côté, s'étaient empressés de profiter de l'occasion pour confier à l'apprenti diplomate une mission particulière, celle de défendre à la cour du Nord leurs intérêts avec les intérêts de leur patrie qu'ils entendaient à leur façon. Ils inauguraient précisément en Pologne une politique nouvelle : de compromis et d'entente cordiale avec l'ennemi héréditaire, c'est-à-dire avec la Russie, de renoncement à l'égard des alliés traditionnels de la République, à l'égard de la France en particulier. Ils tournaient le dos à l'Occident et mettaient le cap sur le Nord dans l'espoir d'y trouver un port de refuge pour le malheureux navire secoué par la tempête et faisant déjà eau de toutes

parts, dont ils prétendaient devenir les pilotes. Cette politique s'accordait parfaitement avec le programme que Williams lui-même était chargé de faire prévaloir.

Le futur roi de Pologne avait alors vingt-deux ans. Avec une figure agréable, il ne pouvait pour la beauté rivaliser avec Serge Saltykof ; mais c'était un gentilhomme accompli à la mode européenne du temps : instruction variée, habitudes raffinées, éducation cosmopolite, teinture superficielle de philosophie, il était un spécimen accompli de l'espèce, et c'était le premier qui s'offrît à la curiosité de Catherine. Il personnifia à ses yeux cette culture d'esprit et ce vernis mondain dont la lecture de Voltaire et celle de madame de Sévigné lui avaient donné l'idée et le goût passager. Il avait voyagé, il avait appartenu, à Paris, à cette société brillante dont l'éclat et le charme s'imposaient à l'Europe tout entière, ainsi qu'une royauté, la moins contestée déjà de toutes. Il en apportait comme une émanation directe. Il en avait les mérites et les travers. Il savait causer avec enjouement sur les matières les plus abstraites et aborder avec grâce les sujets les plus scabreux. Il s'entendait à tourner galamment un billet et à glisser un madrigal dans un propos banal. Il possédait l'art de s'attendrir à propos. Il était *sensible*. Il découvrait un tour d'idées romanesque, lui donnant à l'occasion une apparence aventureuse et héroïque et dissimulant sous les fleurs un naturel sec et froid un égoïsme imperturbable, voire un fond de cynisme à toute épreuve. Tout, jusqu'à une certaine légèreté de caractère, dont elle se montra toujours singulièrement éprise, par une affinité mystérieuse peut-être avec son propre naturel ferme et rassis, se réunissait en lui pour séduire Catherine.

À en croire des confidences personnelles, Poniatowski aurait eu encore à faire valoir auprès de la jeune femme un mérite d'un autre genre, assez inattendu et presque incroyable chez un jeune homme revenant de Paris.

« D'abord une éducation sévère — explique-t-il dans un fragment de Mémoires qui nous est parvenu — m'avait éloigné de tout commerce crapuleux ; ensuite l'ambition de percer et de me soutenir dans tout ce qu'on a appelé (surtout à Paris) la haute compagnie m'avait préservé dans mes voyages, et un concours de singulières petites circonstances dans les liaisons que j'avais ébauchées dans les pays étrangers et dans le mien, et en Russie

même, avait semblé me réserver exprès tout entier à celle qui depuis a disposé de mon sort. »

Ce fut encore Bestoujef qui se chargea d'encourager le jeune Polonais. Poniatowski se méfiait. Il avait entendu raconter des choses lugubres sur ce qu'il advenait des jeunes hommes distingués par les impératrices et les grandes-duchesses de Russie après qu'ils avaient cessé de plaire. Bestoujef eut recours à Léon Narychkine, qui généreusement consentit à montrer au nouveau favori un chemin qu'il connaissait sans doute bien. Narychkine fut toujours l'homme de toutes les complaisances. Mais ce fut probablement Catherine elle-même qui emporta les dernières résistances. Sa beauté seule, à défaut d'autres moyens de séduction, y aurait suffi. Voici comment en parla plus tard l'heureux amant :

« Elle avait vingt-cinq ans ; elle ne faisait presque que relever de ses premières couches ; elle était à ce moment de beauté, qui est ordinairement le comble pour toute femme, à qui il est accordé d'en avoir. Avec des cheveux noirs elle avait une blancheur éblouissante, les couleurs (*sic*) des sourcils noirs et très longs, le nez grec, une bouche qui semblait appeler le baiser, les mains et les bras parfaits, une taille svelte, plutôt grande que petite, la démarche extrêmement leste, et cependant de la plus grande noblesse, le son de sa voix agréable et le rire aussi gai que l'humeur, qui la faisait passer avec une facilité égale des jeux les plus folâtres, les plus enfantins, à une table de chiffres, dont le travail physique ne l'épouvantait pas plus que le texte. »

En la regardant, « il oublia, dit-il, qu'il y avait une Sibérie ». Et bientôt l'entourage intime de la grande-duchesse fut témoin d'une scène qui dut fixer des conjectures déjà mises en circulation. Le comte Horn, un Suédois en séjour depuis quelque temps à Pétersbourg, et lié avec Poniatowski, faisait partie du cercle familier de la grande-duchesse. Un jour qu'il entrait dans la chambre de celle-ci, un petit chien bolonais, qu'elle possédait, se mit à aboyer furieusement. Il en faisait autant pour tous les visiteurs. Soudain parut Poniatowski, et le petit traître de se précipiter au-devant du jeune homme avec un air de fête et toutes les démonstrations de tendresse en usage chez les siens.

« Mon ami — dit alors le Suédois, en prenant à part le nouveau venu —, il n'y a rien d'aussi terrible qu'un petit chien de Bologne ; la première chose que j'ai toujours faite avec les femmes que j'ai aimées, c'est de leur en donner un, et c'est toujours par eux que j'ai connu s'il y avait quelqu'un de plus favorisé que moi. »

Serge Saltykof, de retour de Suède, ne tarda pas non plus à apprendre qu'il avait un successeur. Mais il ne se souciait plus d'être jaloux. Si plus tard Catherine ne se piqua pas de constance, on peut dire que ses premiers amants lui en ont donné l'exemple. Avant même que Poniatowski fût en faveur, Saltykof poussait déjà l'insolence jusqu'à assigner à sa maîtresse des rendez-vous auxquels il faisait défaut. Une nuit, Catherine l'attendit en vain jusqu'à trois heures du matin.

Williams eut ainsi à sa disposition, auprès de la grande-duchesse, une influence puissante. Il ne négligea pas pour cela d'autres moyens d'action. Il n'avait pas tardé à être au fait des embarras pécuniaires dans lesquels Catherine se débattait d'une façon de plus en plus désespérée. À cet égard les remontrances d'Élisabeth avaient été de nul effet. Malgré son amour pour l'ordre et même quelques habitudes bourgeoises d'économie, Catherine fut toute sa vie un bourreau d'argent. Son goût pour l'ostentation l'emportait, et aussi une façon d'envisager l'utilité de certaines dépenses que les habitudes mercenaires de son pays natal avaient implantée dans son esprit et que l'expérience acquise dans le nouveau milieu où elle était appelée à vivre ne fit que développer. La foi en la toute-puissance du pourboire fut une des croyances auxquelles elle demeura le plus constamment fidèle. Williams offrit ses services, qui furent agréés. Le total des emprunts pour lesquels Catherine eut recours à cette source nous reste inconnu. Il a dû être considérable : Williams avait carte blanche de son gouvernement. Deux reçus, signés par la grande-duchesse pour une somme totale d'environ 50 000 roubles, portent la date du 21 juillet et du 11 novembre 1756, et l'emprunt du 21 juillet n'était pas le premier, car, en le sollicitant, Catherine écrivait au banquier de Williams : « C'est avec peine que je m'adresse *de nouveau* à vous. »

Restait pour l'envoyé anglais à bien mettre à profit l'influence ainsi acquise ; pour cela le rapprochement qui se produisait simultanément entre

la grande-duchesse et Bestoujef paraissait d'un bon augure.

1.2

Bestoujef avait triomphé successivement de tous ses ennemis ; mais ces victoires, pour lesquelles il dut mettre en jeu toutes ses ressources, l'avaient épuisé. Il vieillissait et se sentait de moins en moins en mesure de repousser l'assaut constamment renouvelé des ambitions rivales, des rancunes non apaisées et des appétits de revanche toujours en éveil. Élisabeth elle-même ne lui pardonnait pas de s'être en quelque sorte imposé à elle. Elle commençait à le traiter froidement. Elle commençait aussi à avoir des attaques d'apoplexie, et cela donnait à penser au chancelier. Le grand-duc, l'empereur de demain, lui offrait le même aspect décourageant qui avait rebuté Williams. Non pas qu'il crût avoir fort à faire pour assurer sa faveur de ce côté. C'était besogne facile. Mais cela ne menait à rien, ou plutôt cela ne pouvait mener que là où Bestoujef ne voulait absolument pas aller. Si Pierre avait une idée politique dans son étroite cervelle, c'était son admiration pour Frédéric. Il était *prussien* de la tête aux pieds. Bestoujef était, avait toujours été et entendait mourir bon *Autrichien*. Restait la grande-duchesse. Dès l'année 1754, l'idée d'une entente directe avec celle-ci semble avoir germé dans l'esprit du chancelier.

Les progrès de cette évolution furent rapides. Bientôt Catherine put apercevoir un changement considérable et tout entier à son avantage dans l'organisation du personnel préposé au service et à la surveillance de sa personne. Sa première femme de chambre, la Vladislavova, une sorte de cerbère féminin qu'on lui avait donné, devenait tout à coup « douce comme un agneau », après un entretien confidentiel avec le chancelier. Peu après, Bestoujef fit sa paix avec la princesse de Zerbst et s'offrit inopinément comme intermédiaire dans la correspondance qu'elle continuait à entretenir avec sa fille, mais qu'il avait lui-même contribué à faire interdire

sévèrement. Enfin, il risqua un effort héroïque : par l'entremise de Poniatowski, un document d'une importance capitale fut remis à Catherine de la part du chancelier. Cette fois, Bestoujef brûlait ses vaisseaux et mettait sa tête en jeu ; mais il découvrait devant la triste compagne de Pierre un horizon nouveau, fait pour l'éblouir et tenter son ambition naissante ; il lui ouvrait en quelque sorte la voie par laquelle elle devait un jour s'acheminer à la conquête de l'Empire : c'était un projet destiné à régler la succession au trône. Il disposait qu'aussitôt après la mort d'Élisabeth, Pierre serait proclamé empereur, mais conjointement avec Catherine, qui deviendrait copartageante de tous ses droits et de toute son autorité. Bien entendu, Bestoujef ne s'oubliait pas lui-même. Il se réservait à peu près tout le pouvoir, n'en laissant à Catherine et à son époux que ce que sa qualité de sujet lui interdisait de prendre. Catherine fit preuve en cette occasion d'un tact déjà très exercé. Elle n'eut garde de décourager le rédacteur du projet, mais elle fit ses réserves. Elle ne croyait pas, lui fit-elle dire, à la possibilité de l'exécution. Peut-être le vieux renard n'y croyait pas davantage [2]. Il reprit son œuvre, la remania, y fit force additions et force retouches, la soumit à un nouvel examen de la principale intéressée, puis à de nouvelles corrections, parut absorbé par cette occupation. Des deux côtés on joua au plus fin ; mais la glace était rompue, et on ne tarda pas à s'entendre sur d'autres points. Ainsi, Catherine était sollicitée de deux côtés à la fois à sortir de la réserve, d'ailleurs forcée, dans laquelle elle avait vécu jusqu'à présent. Elle ne répugnait aucunement à s'y laisser engager. Tous ses goûts et tous ses instincts naturels la poussaient dans ce sens. Retenue quelque temps par un sentiment de prudence qui n'était que trop justifié, on le vit bientôt, elle se hasarda timidement d'abord, puis de plus en plus audacieusement, jusqu'à se risquer dans des aventures qui l'amenèrent à deux doigts de sa perte. Il est juste de dire qu'en s'entendant d'abord pour exploiter le crédit naissant de la grande-duchesse — leur œuvre commune —, en se le disputant ensuite, quand les événements les eurent brouillés, les deux compères de la veille, les deux adversaires du lendemain, Bestoujef et Williams, n'y mirent, ni l'un ni l'autre, aucune discrétion. Bestoujef jouait sa dernière partie et s'appliquait à grossir son enjeu avec ce qu'il trouvait sous la main. Quant à Williams, il se révéla inopinément comme un véritable casse-cou. À un sens très positif des choses et à une certaine habileté, cet Anglais joignait un fonds

d'imagination extraordinaire et une forte dose d'étourderie. Il y avait de la chimère dans son esprit. Il arrangeait les événements à sa façon, qui n'était pas toujours celle que le hasard ou la Providence avaient choisie. Quand les événements lui donnaient tort, il se refusait à en convenir. C'était un Gascon d'Angleterre. Quand il eut obtenu, en août 1755, le renouvellement du traité de subsides qui liait la Russie à l'Angleterre, il chanta victoire. Il avait gagné Bestoujef, conquis Élisabeth et séduit Catherine par l'entremise de Poniatowski. Il voyait déjà cent mille Russes se mettant en campagne pour tailler des croupières aux ennemis de Sa Majesté Britannique. Ces ennemis, c'était naturellement la Prusse et la France. Soudain il apprenait la conclusion du traité de Westminster (5 janvier 1756), qui rangeait la Prusse parmi les alliés de l'Angleterre. Frédéric avait brusquement changé de front. Williams ne s'en émut pas. Les cent mille Russes n'auraient ainsi qu'un ennemi à combattre au lieu de deux. Ils triompheraient sur les bords du Rhin, au lieu de vaincre sur les bords de la Sprée. On en serait quitte pour les faire aller un peu plus loin. En attendant, l'aventureux diplomate se mettait personnellement à la disposition de Frédéric. Celui-ci n'avait plus d'envoyé à Pétersbourg depuis 1750 ; Williams prit sur lui d'en remplir l'office. Par l'entremise de son collègue de Berlin, il inaugura un échange de correspondance très actif, destiné à tenir Sa Majesté Prussienne au courant de ce qui se passait en Russie. Voici cependant qu'à la nouvelle du traité anglo-prussien, Élisabeth répondait d'abord, en refusant de ratifier son propre traité de subsides avec l'Angleterre, puis en ajoutant à la ratification, qu'elle signait enfin le 26 février 1756, une clause destinée à en limiter l'effet au seul cas où l'Angleterre serait attaquée par la Prusse ! C'était, à proprement parler, anéantir le traité et en même temps se moquer et de la Prusse et de l'Angleterre. Williams ne perdit pas pied encore. Au milieu de ce chassé-croisé d'alliances, au milieu du bouleversement général de la politique européenne qui devait en résulter, il demeurait fidèle à son programme, qui était d'amener la coopération des armées russes contre les ennemis de l'Angleterre. Sa haine pour la France le guidait en l'aveuglant. Le traité de Versailles lui-même (1er mai 1756) ne lui ouvrit pas les yeux. Il ne vit pas ou ne voulut pas voir que, liée désormais à l'Autriche, la France devenait pour la Russie non plus une ennemie à combattre, mais une associée naturelle dans le nouveau groupement de puissances et d'intérêts rivaux et une compagne d'armes dans les luttes prochaines. C'est à ce

moment surtout qu'il songea à mettre en avant les liaisons qu'il avait contractées avec la jeune cour et l'empire qu'il prétendait exercer sur les dispositions et les démarches de la grande-duchesse. Allant de l'avant dans cette voie et se piquant au jeu, il en arriva jusqu'à faire croire à Frédéric que Catherine était en mesure et en volonté d'arrêter l'armée russe, alors même que les ordres d'Élisabeth l'auraient mise en campagne, et de lui imposer au moins l'inaction. Quand Frédéric fut détrompé, il n'était plus temps : Apraksine avait pris Memel et infligé à l'armée prussienne une sanglante défaite (à Gross-Jägersdorf, août 1757). Mais l'illusion dura deux ans, pendant lesquels Williams, appelant toujours Catherine « sa chère amie », la faisait à son gré changer de sentiments pour ou contre le roi de Prusse, se vantait de recevoir d'elle des avis, équivalant à une trahison de secrets d'État, finissait par infliger à cette princesse russe le masque d'un espionnage vulgaire au profit d'une puissance avec laquelle la Russie était en guerre !

Quel fut, en réalité, le rôle de Catherine pendant cette époque, une des plus tourmentées de son existence, il est malaisé de l'établir avec une entière certitude. Williams, ceci est certain, trompait Frédéric et se faisait illusion à lui-même. Les historiens allemands sont d'accord pour accuser le cabinet anglais d'y avoir ajouté du sien, en retouchant les dépêches du présomptueux ambassadeur, dont le cabinet de Berlin recevait communication. Dans une circonstance particulière, Williams paraît avoir poussé ses préoccupations d'illusionniste diplomatique jusqu'à inventer de toutes pièces une démarche et une lettre de Catherine, qui ne furent jamais faite ni écrite par elle [3]. Il n'en est pas moins certain que les prévenances de Williams et les hommages de Poniatowski ne permettaient guère à la grande-duchesse de rester entièrement désintéressée dans cette crise redoutable, ou même indifférente pour les intérêts anglais. Les reçus que le banquier Wolff continuait à accepter sur les ordres de l'envoyé britannique avaient bien leur éloquence. Mais, d'autre part, les avances de Bestoujef n'étaient pas non plus pour être méprisées par Catherine ; or le chancelier, que Frédéric n'avait pas réussi à corrompre, entendait qu'on exécutât loyalement le pacte d'alliance conclu avec l'Autriche. Tout cela dut entraîner l'élève politique de Montesquieu et de Brantôme à bien des démarches hasardeuses et peut-être contradictoires.

D'ailleurs, ce qu'elle ne faisait pas, Poniatowski le faisait ou avait l'air de le faire pour elle, et ce Polonais commençait à être terriblement remuant. Il le fut bientôt tellement qu'il passa, aux yeux des cours alliées de Vienne et de Versailles, pour le pire ennemi qu'elles eussent à Pétersbourg et pour un homme dont il fallait se débarrasser à tout prix. Le caractère point officiel du personnage paraissait rendre la besogne facile. On s'y employa avec ardeur. Mais on se heurta à une résistance inattendue : on avait compté sans l'amour. Williams lui-même fut plus aisément délogé d'un poste où il paraissait servir autant et plus la Prusse que l'Angleterre elle-même. Il dut partir en octobre 1757. Poniatowski resta. Mais Catherine fut ainsi amenée à se découvrir entièrement et à se livrer toute à ce champ clos de la politique, qui lui avait été si expressément interdit.

Ajoutons que le début qu'elle y faisait ne promettait rien de très bon. Pour son coup d'essai, elle mésusait notoirement d'une influence nouvellement acquise, s'en servant dans un intérêt personnel, inavouable, et directement opposé, à certains égards, aux intérêts de sa patrie d'adoption comme les comprenaient ceux qui en avaient la garde. Elle était entrée dans la politique par l'amour ; l'amour l'y suivait et la tenait. Cet épisode de sa vie est trop décisif pour que nous n'y insistions pas.

1.3

Poniatowski avait plu à Catherine parce qu'il parlait la langue de Voltaire et aussi celle des héros de mademoiselle de Scudéry. Il gagna la faveur du grand-duc en se moquant du roi de Pologne et de son ministre, ce qui était rendre un hommage indirect à Frédéric. Il ne fit guère d'autres conquêtes à Pétersbourg. Élisabeth le voyait d'un mauvais œil, et se montrait disposée à céder aux instances de la cour de Saxe, qui réclamait son renvoi. À quel titre faisait-il partie du personnel de l'ambassade anglaise, n'étant ni anglais ni diplomate ? Pourquoi, n'étant rien, prétendait-il jouer un rôle ?

L'argument était de mince valeur. Des personnages plus énigmatiques encore et des agents diplomatiques moins autorisés fourmillaient alors dans toutes les cours de l'Europe. Celle de Pétersbourg ne faisait pas exception. D'Éon venait d'y arriver. Poniatowski dut cependant s'éclipser momentanément. Catherine le laissa partir, ayant l'assurance qu'il reviendrait. Il revint trois mois plus tard, avec le titre officiel de ministre du roi de Pologne. C'était un tour de Bestoujef, qui persistait à vouloir se rendre agréable.

Se sentant désormais un terrain plus solide sous les pieds, le Polonais n'hésita pas à en profiter pour se démener de plus belle, faisant les affaires de ses oncles, les Czartoryski, au détriment de celles de son maître, le roi de Pologne, et celles de son ami Williams, au bénéfice du roi de Prusse. Fréquemment Catherine appuyait ses démarches, apostillait les lettres qu'il adressait à Bestoujef. Quand son intervention ne paraissait pas ouvertement, elle était sous-entendue, et cela revenait au même. Ce fut bientôt un nouveau concert de plaintes de la part des envoyés de France et d'Autriche. Un instant, Douglas, le lieutenant diplomatique du marquis de L'Hôpital, crut entrevoir la possibilité d'une entente avec la jeune cour et conséquemment avec Poniatowski lui-même. Après quelques incertitudes et quelques résistances, le marquis de L'Hôpital se rangeait, lui aussi, à cet avis, et renonçait à faire opposition au séjour du diplomate polonais dans la capitale du Nord. Mais à ce moment même, un désaccord violent éclatait entre les ayants cause de la politique française à Pétersbourg et son représentant à Varsovie, le comte de Broglie. Celui-ci continuait à réclamer à cor et à cri le renvoi de Poniatowski. Hélas ! c'était la politique française elle-même et son influence en Orient qui sombrait ainsi dans un conflit irréductible d'idées et de principes opposés !

En septembre 1757, Douglas s'était rendu à Varsovie, et, dans une suite de conférences tenues avec le comte de Broglie, il s'était appliqué à le convaincre de la nécessité d'un changement radical de front par rapport à la défense des intérêts français dans l'est de l'Europe. À ses yeux, le traité de Versailles, ayant déterminé l'entrée de la France dans le système d'alliances dont la Russie et l'Autriche faisaient partie, devait avoir pour conséquence la rupture des anciennes liaisons du roi soit avec la Porte, soit avec la Pologne. Le gain d'une amitié puissante à Pétersbourg compenserait la perte

d'influence qu'on subirait à Varsovie et à Constantinople. C'était poser nettement le problème, et seule cette façon d'entendre les choses avait fait entrevoir à Douglas et au marquis de L'Hôpital la possibilité de désarmer l'hostilité de la jeune cour, voire de s'assurer le concours de Poniatowski. Du moment où ils se prononçaient pour une entente franche et entière avec la Russie, le neveu des Czartoryski, occupé à faire prévaloir à Pétersbourg le programme russophile de ses oncles, devenait leur associé naturel [4].

Mais le comte de Broglie n'était nullement disposé à adopter de telles vues. Quant à ceux à qui il appartenait de fixer à cet égard sa ligne de conduite, ils n'étaient simplement pas en mesure d'avoir sur cet objet, comme sur beaucoup d'autres, une vue quelconque, suffisamment claire et nettement arrêtée. Ceux qui présidaient alors en France à la direction des relations extérieures du pays, et nous entendons non seulement les directeurs anonymes de la politique occulte de Louis XV, les détenteurs du « secret royal », mais aussi les ministres officiels, qu'ils s'appelassent Rouillé, l'abbé de Bernis ou Choiseul, prétendaient au contraire, quoique dans une mesure inégale, concilier les choses les plus inconciliables, le changement de système avec l'immuabilité des principes, la coopération des armées russes contre un ennemi commun avec la conservation de l'ancienne clientèle turque, polonaise ou suédoise, une avance faite à un avenir obscurément entrevu avec la fidélité au passé. S'il y avait une divergence d'opinions, à cet égard, entre les deux pouvoirs dirigeants, entre le cabinet *ministérial*, comme on disait alors, et l'officine mystérieuse où s'élaboraient des dépêches souvent contradictoires, elle ne portait guère que sur une question de mesure. Sans doute, alors que d'un côté on s'obstinait à ne voir en la Russie qu'un élément barbare, avec lequel aucun accord n'était de mise et qu'il fallait songer seulement à refouler en Asie, on inclinait au contraire, de l'autre côté, à envisager dans le redoutable empire créé par Pierre le Grand un allié sinon très désirable, du moins possible et peut-être nécessaire pour un avenir plus ou moins éloigné, une puissance en tous les cas avec laquelle il fallait compter et à laquelle il convenait de faire quelques concessions, même sur les bords de la Vistule. Mais on s'entendait de part et d'autre pour limiter ces concessions. Plus d'un siècle devait s'écouler avant qu'une suite de cruelles déceptions, d'efforts stériles, de désastres partagés, hélas !, par ces clients malheureux dont on ne voulait pas faire le sacrifice et

qu'on sacrifiait quand même à une illusion commune, fit enfin reconnaître le vice capital d'une semblable conception des choses et d'un pareil programme. On persista en attendant dans l'extraordinaire résolution de protéger Polonais, Turcs ou Suédois contre les Russes, tout en s'alliant avec la Russie. Quant au comte de Broglie, il en était arrivé, après un long séjour en Pologne, à solidariser entièrement, nous dirions presque à confondre les intérêts de la France non plus même avec ceux de la Pologne, mais avec ceux d'un des partis s'agitant au sein de la République, et ce parti était précisément en guerre avec l'influence russe et avec la puissante « famille » des Czartoryski qui voulait faire triompher cette influence et triompher avec elle [5].

Il en résulta que l'ambassadeur du roi, à Varsovie, reçut, en octobre, des ordres à la fois officiels et secrets de presser quand même le rappel du comte Poniatowski, et qu'il s'y appliqua avec toute son ardeur. En novembre, c'était chose faite. Brühl avait cédé. « Le coup est porté, écrivait le marquis de L'Hôpital à l'abbé de Bernis, il faut le soutenir. » Mais il ajoutait que la chose s'était produite pour le moins beaucoup trop brusquement. « Il en résultera, disait-il, un vif ressentiment contre moi du chancelier Bestoujef et une rancune amère du grand-duc et de la grande-duchesse… Je ne puis m'empêcher de vous confier que je trouve que M. le comte de Broglie a mis dans tout ceci une chaleur et une passion beaucoup trop vives à mon gré. Il s'est fait un point d'honneur envers son parti (*sic*) de donner ce dégoût aux Poniatowski et aux Czartoryski. Enfin, c'était son *impegno*. » En général, L'Hôpital trouvait que le comte de Broglie, « accoutumé à primer », le prenait un peu trop haut avec un collègue et agissait avec lui plus en ministre des Affaires étrangères qu'en ambassadeur. Ce diplomate autoritaire se permettait aussi des plaisanteries que son collègue jugeait déplacées. Il avait écrit à d'Éon : « Vous serez peut-être étonné du rappel de M. Poniatowski ; renvoyez-le-nous bientôt ; j'ai un désir inexprimable de le revoir pour lui faire mon compliment sur le succès de ses négociations. »

Mais Poniatowski ne partit pas. Il commença par faire le malade, retardant ainsi de semaine en semaine et de mois en mois son audience de congé. Et, en attendant, un événement survenait, qui changeait du tout au tout la situation des affaires et la position des adversaires sur le champ de bataille européen. La France, qui la veille pouvait parler sinon en maître, du

moins avec la chance d'être écoutée respectueusement aussi bien à Pétersbourg qu'à Varsovie, dut aussitôt baisser de ton.

Cet événement s'appelait Rossbach (5 novembre 1757).

Il n'était plus question pour le cabinet de Versailles d'imposer ses volontés. La grande-duchesse fit sentir plus résolument les siennes au chancelier Bestoujef. Celui-ci invoquant les ordres du Premier ministre du roi de Pologne, qui rappelaient quand même Poniatowski, mis en retrait d'emploi : « Le Premier ministre du roi de Pologne se privera de pain pour vous être agréable », répliquait-elle vertement. Bestoujef faisait-il valoir la nécessité de ménager sa propre situation, elle n'hésitait pas à répondre : « Personne ne vous attaquera si vous faites ce que je veux. » On voit qu'avec une haute idée de la prépondérance de la Russie, acquise au prix de l'effacement actuel de la France, une idée non moins élevée de sa propre importance était venue à la future impératrice. C'était aussi une conséquence de Rossbach.

Et l'événement se chargea de justifier cette double appréciation. Brühl, le ministre saxon, se priva effectivement de pain pour plaire au chancelier de toutes les Russies : Poniatowski reçut l'ordre de rester à son poste, et les choses reprirent leur cours antérieur. Seulement le marquis de L'Hôpital renonça, une fois pour toutes, à ses velléités d'accommodement avec un état de choses sur lequel il cessait d'avoir la moindre prise. Il n'essaya plus de remonter le courant et « regarda couler l'eau ». Il ne chercha même pas à entretenir des relations quelconques avec la jeune cour, où il apercevait « une petite mer fort orageuse » et remplie d'écueils.

Ce fut Poniatowski lui-même qui se chargea, six mois plus tard, de donner au comte de Broglie une satisfaction que celui-ci désespérait sans doute déjà d'obtenir. Se rendre impossible à Pétersbourg, après tout ce qu'il y avait fait, ne paraissait pas pour lui chose facile. Il y réussit. L'aventure a été racontée diversement ; nous nous en tiendrons au récit du héros principal, qui se trouve d'ailleurs confirmé, à quelques détails près, par le témoignage du marquis de L'Hôpital [6].

Le grand-duc n'avait pas encore dit son mot au sujet du séjour du diplomate polonais en Russie et des liaisons qu'il y entretenait. Il est vrai

qu'il se trouvait absorbé par une passion nouvelle : Élisabeth Vorontsof, la dernière de ses maîtresses, venait d'entrer en scène. Une intervention de sa part demeurait cependant parmi les éventualités possibles, sinon probables. Elle se produisit au mois de juillet 1758. Sortant au petit matin du château d'Oranienbaum, Poniatowski fut arrêté par un des piquets de cavalerie que Pierre entretenait autour de sa résidence comme en temps de guerre. Il portait un déguisement. On lui mit sans façon la main au collet et on le conduisit devant le grand-duc. Pierre insista pour savoir la vérité — celle-ci ne paraissant pas l'inquiéter en elle-même. Il assurait que « tout pouvait s'arranger », à condition qu'il fût mis au courant. Le mutisme auquel le prisonnier se crut obligé l'exaspéra. Il en conclut que c'était à lui, personnellement, que ce visiteur nocturne en voulait. Il crut ou fit semblant de croire sa vie menacée. Sans la présence d'esprit d'un compatriote, récemment arrivé à Pétersbourg dans la suite du prince Charles de Saxe [7], Poniatowski risquait de payer cher son imprudence. Mais le grand-duc n'en parla pas moins, pendant quelques jours, de faire un mauvais parti à cet étranger qui s'avisait de vouloir tromper la vigilance de ses avant-postes. Il fit si bien que Catherine, effrayée, se résigna à un gros sacrifice : Élisabeth Vorontsof reçut de sa part des avances et des politesses qu'elle n'avait jamais osé espérer. Poniatowski s'empressa, de son côté, auprès de la favorite, se fit suppliant.

— Il vous serait si facile de rendre tout le monde heureux, lui glissa-t-il à l'oreille, pendant une réception de cour.

Élisabeth Vorontsof ne demandait pas mieux. Ce même jour, ayant parlé en conséquence au grand-duc, elle introduisit brusquement Poniatowski dans la chambre de Son Altesse.

— N'es-tu pas un grand fou, s'écria Pierre en l'apercevant, d'avoir tant tardé à me prendre pour confident !

Et d'expliquer en riant qu'il ne se souciait en aucune façon d'être jaloux ; les précautions prises autour d'Oranienbaum n'étaient que pour la sûreté de sa personne. À ce moment, Poniatowski se souvint qu'il était diplomate : il se confondit en compliments sur les dispositions militaires de Son Altesse, dont il avait appris à connaître l'habileté, à ses dépens. La bonne humeur du grand-duc en augmenta.

— Puisque nous voilà bons amis, dit-il, il manque encore quelqu'un ici.

« Sur cela », raconte Poniatowski (nous citons textuellement le passage correspondant des *Mémoires*), « il passe dans la chambre de sa femme, la tire du lit, ne lui laisse pas le temps de mettre ses bas, et point de souliers et passer une robe de Batavia, sans jupon, et dans cet état nous l'amena, lui disant en me montrant : « — Eh bien, le voilà, j'espère qu'on sera content de moi [8]. »

On soupa gaiement, on ne se sépara qu'à quatre heures du matin, et, sur la demande des intéressés, Élisabeth Vorontsof poussa la complaisance jusqu'à faire une démarche personnelle auprès de Bestoujef pour le convaincre que la présence de Poniatowski à Pétersbourg avait cessé de déplaire au grand-duc. La fête fut recommencée les jours suivants, et, pendant quelques semaines, cet étonnant ménage à quatre connut les jours les plus heureux.

« J'allais souvent à Oranienbaum », écrit encore Poniatowski, j'arrivais le soir, je montais par un escalier dérobé dans l'appartement de la grande-duchesse ; j'y trouvais le grand-duc et sa maîtresse ; nous soupions ensemble ; après quoi le grand-duc emmenait sa maîtresse, nous disant : — Ah çà, mes enfants, vous n'avez plus besoin de moi. — Et je restais tant que je voulais. »

Mais le bruit de l'aventure se répandit à la cour, et, si peu de disposition qu'on y eût à la sévérité dans cet ordre de choses, il fit scandale. Le marquis de L'Hôpital crut aussitôt de son devoir d'en profiter pour renouveler ses instances au sujet du renvoi de l'inquiétant Polonais. Il eut gain de cause cette fois. Poniatowski dut partir. Élisabeth avait compris que la réputation de son neveu et héritier était en jeu. Deux années plus tard, le baron de Breteuil eut mission d'effacer l'impression produite sur l'esprit de Catherine par ce pénible dénouement. Il ne réussit qu'à moitié. Il est vrai que, comme il réunissait en lui la qualité de représentant officiel de la politique française avec celle d'agent secret de la politique occulte, il avait aussi double rôle à jouer, et, tout en assurant la grande-duchesse « que Sa Majesté Très Chrétienne non seulement ne formerait aucune opposition au retour du comte Poniatowski à Pétersbourg, mais qu'elle serait même disposée à concourir au succès des mesures qu'il croirait devoir prendre pour engager le

roi de Pologne à le charger de nouveau de ses affaires », il devait aussi, « sans choquer ouvertement les sentiments de la grande-duchesse, éviter de se prêter à ce qu'elle désire ».

Le dualisme extravagant auquel avait abouti et dans lequel se complaisait alors en France la fantaisie du souverain, aux prises avec l'exercice des charges sérieuses de la souveraineté, se traduisait éloquemment dans cette comédie. Catherine n'en fut pas dupe. S'étant procuré non sans peine un entretien particulier avec la grande-duchesse, Breteuil recueillit bien de sa bouche quelques paroles flatteuses : « J'ai été élevée pour aimer les Français, lui dit-elle, j'ai eu longtemps un goût de préférence pour eux ; c'est un sentiment que vos services me rendront. » « Je voudrais, écrivait le baron à la suite de cette entrevue, rendre le feu, l'adresse et l'effronterie que madame la grande-duchesse a mis dans cette conversation. » Mais il ajoutait mélancoliquement : « Tout cela ne signifie et ne signifiera peut-être jamais que l'excès de sa passion contrariée. »

Il voyait juste. Poniatowski ne devait plus revenir à Pétersbourg — sinon trente-cinq ans plus tard, comme roi détrôné. Bientôt, absorbée par d'autres préoccupations, distraite aussi par d'autres amours, Catherine allait se désintéresser elle-même du succès des démarches tentées encore par lui et par d'autres pour cet objet. Mais le levain de rancune contre la France devait persister dans son cœur. D'autant qu'en renonçant à revoir son Polonais, elle ne cessait pas pour cela de penser à lui. La fidélité, ou du moins une certaine fidélité, assez bizarre par moments, il faut en convenir, était dans son caractère. Comme elle avait associé la politique à l'amour, elle devait aussi faire marcher de front ses affaires de cœur avec ses autres affaires. Or, elle sut parfois — pas toujours — mettre de la suite et de la constance dans celles-ci. C'est comme cela qu'en changeant souvent d'amants, elle arriva à en aimer quelques-uns, même au-delà de l'entraînement passager du cœur ou des sens. Elle les aimait alors d'une autre manière, plus calme, mais aussi résolue, sinon plus, tranquillement, *imperturbablement*, comme disait plus tard le prince de Ligne. Il y aura certainement de l'*effronterie* encore, et même un peu de cynisme, dans le rescrit qu'elle adressera en 1763 à son ambassadeur à Varsovie, pour lui recommander la candidature du futur roi de Pologne, disant que celui-ci « avait rendu pendant son séjour à Pétersbourg plus de services à sa patrie qu'aucun autre ministre de la

République ». Mais il y aura de la tendresse mêlée à une sage prévoyance dans les mesures qu'elle prendra à la même époque pour payer toutes les dettes de cet étrange candidat. En 1764, la supposition d'un mariage pouvant l'unir à l'élu de la nation polonaise, en confondant ainsi les deux empires, trouvera une créance si générale que Catherine devra recourir à d'ingénieux expédients pour rassurer des voisins prompts à s'émouvoir. Elle écrira à Obrescof, son envoyé à Constantinople, pour lui faire communiquer à la Porte la nouvelle de pourparlers imaginaires engagés par Poniatowski en vue d'une alliance avec une des premières familles de Pologne. Et, son cœur se désintéressant de plus en plus du roman ainsi poursuivi à travers la distance des temps et des lieux, sans qu'elle songe cependant à en désintéresser son esprit ou son ambition, elle ordonnera simultanément au comte Kayserling et au prince Repnine, ses représentants en Pologne, de faire en sorte qu'aussitôt après son élection Poniatowski épouse effectivement une Polonaise, ou du moins en témoigne l'intention. Toujours pour calmer les inquiétudes de la Porte, peut-être aussi pour dresser une barrière infranchissable entre le passé et le présent. Hélas ! un avenir prochain lui ôtera ce souci, creusant, au lieu et place de l'obstacle souhaité, un abîme sans fond. Voici ce que Poniatowski, devenu roi de Pologne, écrira, deux ans plus tard, à son représentant à lui près la cour de Saint-Pétersbourg, le comte Rzewuski :

« Les derniers ordres donnés à Repnine d'introduire des dissidents jusque dans la législation sont un vrai coup de foudre pour le pays et pour moi personnellement. S'il est encore possible, faites envisager à l'impératrice que la couronne qu'elle m'a procurée deviendra pour moi la robe de Nessus. J'en serai brûlé, et ma fin sera affreuse… »

L'amant d'autrefois ne sera plus à cette heure, pour Catherine, que l'exécuteur de ses hautes volontés dans un pays à moitié conquis. Elle répliquera par une note de sa main, où elle engagera ce roi improvisé, fragile ouvrage de ses mains, à laisser Repnine faire sa besogne, sinon « il ne restera à l'impératrice qu'un regret continuel d'avoir pu se tromper dans l'amitié du roi, dans sa façon de penser et dans ses sentiments ». Et Poniatowski insistant encore, elle lui enverra ce dernier et sinistre avertissement, où se laisse pressentir déjà l'étreinte brutale des Saldern, des Drevitch et des Souvorof, les futurs étrangleurs des dernières résistances

nationales : « Le seul parti qui me reste est d'abandonner cette affaire à son propre sort… Je ferme les yeux sur les suites et les conséquences, flattée cependant que Votre Majesté ait pu voir assez de désintéressement dans tout ce que j'ai fait pour Elle et pour sa nation, pour ne pas me faire le reproche d'avoir cherché à élever en Pologne un but à mes armes. Elles ne seront jamais dirigées contre ceux… » Ici la plume de l'impératrice s'arrêtera ; elle avait écrit : « Ceux que j'aime » ; elle effacera ces mots, les remplaçant par : « Ceux à qui je veux du bien » ; puis elle terminera par cette phrase, où se révélera toute sa pensée, résonnant aux oreilles du malheureux Poniatowski comme le roulement du tambour avant le feu de peloton : « Comme je ne les retiendrai point quand je croirai que l'usage pourra leur en être utile. »

Nous n'évoquerons plus qu'incidemment le souvenir de cette liaison, destinée à d'aussi singuliers et tragiques retours. Elle a tenu, en effet, moins de place dans la vie de Catherine que dans celle du peuple infortuné appelé à y jouer le rôle de victime expiatoire. Après y avoir risqué sa réputation, qui ne craignait plus guère d'être compromise, et son crédit qu'elle sut pourtant en tirer intact, Catherine finit par y trouver un profit énorme. On pourrait dire que la Pologne en est morte, si les peuples n'avaient des raisons plus profondes pour vivre ou pour mourir. Il nous faut revenir maintenant à l'époque où se passaient et se terminaient les beaux jours de l'amoureuse aventure, et à cet intérieur bizarre, aux apparences de prison, de corps de garde et de petite maison, qui en abritait — peu discrètement — le mystère.

1.4

Liée politiquement avec Williams et Bestoujef, amoureusement et politiquement avec Poniatowski, Catherine n'est plus cette recluse que nous avons connue, surveillée par des officiers de cour travestis en policiers, malmenée par son mari, terrorisée par Élisabeth. Les agents du chancelier ont été domptés un à un, et il a fini par avoir le même sort. Pierre demeure

l'être grossier, extravagant et insupportable qu'il a toujours été, « une brute bizarre et bigarrée de folie », selon l'expression de Sainte-Beuve. Il lui arrive encore de se rendre odieux. Fréquemment, il se met au lit ivre mort, et entre deux hoquets il parle à sa femme de son sujet favori, c'est-à-dire de ses amours avec la duchesse de Courlande, qui est bossue, ou avec la *freiline* Vorontsof, qui est marquée de la petite vérole. Catherine faisant semblant de dormir, il la bourre de coups de poing et de coups de pied pour la tenir éveillée, jusqu'à ce que le sommeil finisse par s'emparer de lui. Il est presque toujours ivre et de plus en plus fou. En 1758, Catherine accouche d'une fille, la *tsarevna* Anna, dont la paternité est attribuée à Poniatowski. Au moment où elle se sent prise des douleurs de l'enfantement, à deux heures et demie du matin, Pierre, averti, arrive, « habillé de son uniforme de Holstein, en bottes et en éperons, son écharpe autour du corps et une énorme épée au côté ». Catherine lui demandant ce que veut dire cet accoutrement, il répond que « ce n'est que dans l'occasion qu'on reconnaît ses vrais amis, que dans cet habillement il est prêt à agir selon son devoir, que le devoir d'un officier holsteinois est de défendre selon son serment la maison ducale contre tous ses ennemis, et que, comme il croyait sa femme seule, il arrivait à son secours ». Il peut à peine se tenir sur ses jambes. Il a pourtant, nous l'avons vu, des retours plus agréables pour Catherine, des accès de bonne humeur et des complaisances accidentelles, qu'il exagère, comme le veut son naturel extravagant, mais dont sa femme tire profit. C'est, en partie, qu'il a subi peu à peu, comme les autres, sinon le charme de la grande-duchesse, du moins l'ascendant de son caractère et de son esprit. Il n'a eu que de trop fréquentes occasions de reconnaître la sagesse de ses conseils et la justesse de ses vues. Il a pris l'habitude de recourir à elle, dans toutes ses difficultés, et peu à peu dans ce cerveau obscurci l'idée s'est développée d'une supériorité qu'il devait un jour ressentir si terriblement. Au moment fatal, c'est cette idée qui, l'obsédant et le décourageant, paralysera sa défense.

« Le grand-duc, depuis longtemps, écrit Catherine dans ses *Mémoires*, m'appelait « *Madame la Ressource* », et, quelque fâché ou boudeur qu'il fût contre moi, s'il se trouvait en détresse sur quelque point que ce fût, il venait courir à toutes jambes… chez moi, pour avoir mon avis, et, dès qu'il l'avait saisi, il se sauvait derechef à toutes jambes. »

Quant à Élisabeth, épuisée par une vie déréglée, poursuivie par des terreurs qui font qu'elle ne couche jamais deux nuits dans la même chambre, et qu'on a cherché dans tout son empire un homme doué d'une résistance assez grande au sommeil pour veiller auprès de son lit sans jamais s'assoupir [9], elle n'est plus que l'ombre d'elle-même.

« Cette princesse, mande le marquis de L'Hôpital à la date du 6 janvier 1759, est tombée dans une superstition singulière. Elle reste des heures entières devant une image à laquelle elle a grande dévotion ; elle lui parle, elle la consulte ; elle vient à l'Opéra à onze heures, soupe à une heure et se couche à cinq heures. Le comte Chouvalof est l'homme à la mode. Sa famille obsède l'impératrice, et toutes les affaires vont comme il plaît à Dieu… »

Ce nouveau favori, Ivan Chouvalof, ne craint pas d'affronter la jalousie et la colère de l'impératrice en faisant sous ses yeux une cour assidue à la grande-duchesse, qui commence à attirer tous les regards. Il ambitionnerait « ce double emploi », assure le baron de Breteuil, « quelque dangereux qu'il fût ». Aussi, dès l'année 1757, le marquis de L'Hôpital s'effraye et se scandalise de voir la jeune cour (et la jeune cour, politiquement parlant, c'est Catherine) « rompre ouvertement en visière à l'impératrice, établir une cabale et un parti… ». « On prétend, dit-il, que l'impératrice a renoncé absolument à s'en offenser, et leur laisse la bride sur le cou. » À la même époque, dans une conversation à laquelle prennent part tous les ministres étrangers, la grande-duchesse, parlant à l'ambassadeur du roi de son goût pour l'équitation, s'écrie : « Il n'y a pas de femme plus hardie que moi ; je suis d'une témérité effrénée. » D'Éon, qui la voit à ce moment, la dépeint ainsi :

« La grande-duchesse est romanesque, ardente, passionnée ; elle a l'œil brillant, le regard fascinateur, vitreux, un regard de bête fauve. Son front est haut, et si je ne me trompe, il y a un long et effrayant avenir écrit sur ce front-là. Elle est prévenante, affable ; mais quand elle s'approche de moi, je recule par un mouvement dont je ne suis pas le maître. Elle me fait peur. »

Elle se fait craindre, en effet, et elle fascine un cercle de plus en plus étendu de personnes, qui deviennent les esclaves de sa volonté, de son ambition, de ses passions enfin, de jour en jour plus ardentes. Aussi n'est-ce pas seulement dans le domaine de la politique qu'elle prend, dès à présent,

ses coudées franches, et si par un côté la jeune cour ressemble à une mer orageuse, ainsi que le veut le marquis de L'Hôpital, le baron de Breteuil lui découvre sans doute aussi une ressemblance avec les environs du Parc aux cerfs. La licence est d'ailleurs partout à l'ordre du jour pendant ces dernières années du règne d'Élisabeth. En mars 1755, le résident saxon, Funcke, rend compte de la représentation au théâtre impérial d'un opéra en russe : *Céphale et Procris*. Élisabeth assiste au spectacle, le grand-duc également et toute la cour — et c'est précisément la cour avec ses mœurs dépravées qui se trouve mise en scène, dans une suite de tableaux d'un réalisme si répugnant que l'honnête Funcke se dit obligé de tirer le rideau sur ces turpitudes. C'est à la même année que se rapporte dans les *Mémoires* de Catherine l'épisode suivant qui ouvre un chapitre nouveau dans l'histoire de sa vie intime : celui des sorties nocturnes, rendant désormais entièrement illusoire le semblant de surveillance encore exercé autour de sa personne. Au cours de l'hiver, Léon Narychkine, qui, fidèle à ses inspirations bouffonnes, a pris l'habitude de miauler comme un chat à la porte de la grande-duchesse pour annoncer sa présence et demander l'entrée, fait entendre un soir le signal familier, au moment où Catherine est sur le point de se mettre au lit. Introduit, il lui propose d'aller voir la femme de son frère aîné, Anna Nikitichna, qui est malade. « Quand ? » « Cette nuit. » « Vous êtes fou ! » « J'ai toute ma tête, et rien n'est plus facile. » Là-dessus il explique son projet et les précautions qu'il a imaginées : on passera par l'appartement du grand-duc, qui ne s'apercevra de rien, étant attablé avec quelques aimables soupeurs et soupeuses, à moins qu'il ne soit déjà sous la table. Aucun risque à courir. Il fait si bien que Catherine n'hésite plus. Elle se fait déshabiller et coucher par la Vladislavova, en même temps qu'elle ordonne à un Kalmouk qu'elle a auprès d'elle et qu'elle a dressé à une obéissance aveugle de lui préparer des vêtements masculins. La Vladislavova renvoyée, elle se lève, et la voilà partie au bras de Léon Narychkine. On arrive sans encombre chez Anna Nikitichna, que l'on trouve en bonne santé et en joyeuse compagnie. On s'amuse à merveille et on se promet de recommencer. On recommence en effet. Poniatowski, bien entendu, est de la fête. Parfois on revient à pied par les rues mal hantées de Pétersbourg. Puis, l'hiver devenant plus rigoureux, on avise au moyen de renouveler ces plaisirs sans exposer la grande-duchesse à l'épreuve des nuits inclémentes, et la joyeuse compagnie finit par

se transporter chez elle, dans sa chambre à coucher, toujours à travers l'appartement du grand-duc qui ne devient pas plus clairvoyant.

Après ses secondes couches, les nuits ne suffisant plus à Catherine, elle s'arrange pour recevoir dans la journée quand, qui et comme il lui plaît. Elle a eu, on s'en souvient, à souffrir du froid lors de sa première grossesse ; elle en prend prétexte pour se bâtir à côté de son lit, au moyen d'un assemblage d'écrans, une sorte de réduit intime, où elle prétend être à l'abri des vents coulis. Quand ceux qui entrent dans sa chambre sans être initiés au mystère de cette retraite demandent ce qu'elle peut bien cacher, on leur répond : « C'est la chaise percée. » En attendant, Catherine y donne fréquemment l'hospitalité à des visiteurs de choix comme Léon Narychkine ou le comte Poniatowski. Celui-ci arrive et s'en va affublé d'une perruque blonde qui le rend méconnaissable, et si on l'arrête au passage en demandant : « Qui va là ? », il répond : « Le musicien du grand-duc. » Le « cabinet », fruit de l'esprit inventif de Catherine, est si ingénieusement aménagé que Catherine peut, sans quitter son lit, se mettre en communication avec ceux qui s'y trouvent, ou, en tirant un des rideaux du lit, les dérober à tous les regards. C'est ainsi qu'ayant auprès d'elle, derrière ce rideau protecteur, les deux Narychkine, Poniatowski et quelques autres compagnons, Sieniavine, Ismaïlof, elle reçoit le comte Pierre Chouvalof, qui vient chez elle de la part de l'impératrice et qui s'en va convaincu qu'il a trouvé la grande-duchesse seule. Chouvalof parti, Catherine se déclare en proie à une faim terrible, se fait apporter six plats, et, les domestiques renvoyés, elle donne à souper à ses amis. Puis elle joue de nouveau du rideau, et, rappelant les domestiques pour leur faire emporter les plats vides, elle jouit de leur ébahissement devant cette voracité extraordinaire.

Nul doute que ses demoiselles d'honneur ne soient au fait de ces prouesses. Mais elles ont mieux à faire que de s'en émouvoir. Elles ne manquent pas non plus de visiteurs diurnes et nocturnes. Pour arriver à leurs appartements, il faut, il est vrai, passer par celui de leur gouvernante, madame Schmidt, ou celui de la princesse de Courlande, directrice honoraire de l'établissement. Mais madame Schmidt, malade presque toujours la nuit des indigestions qu'elle se donne dans la journée, laisse généralement le passage libre. Et quant à la princesse de Courlande, il suffit d'être bel homme et de payer péage en passant. Nous avons vu ce qui en est du grand-duc.

Pourtant, à la nouvelle de la seconde grossesse de sa femme, Pierre a un mouvement d'humeur. Il ne se souvient pas d'y avoir été pour quelque chose. « Dieu sait où elle les prend ! grommelle-t-il en pleine table. Je ne sais pas trop si cet enfant est à moi et s'il faut que je le prenne à mon compte. » Léon Narychkine, qui est présent, se hâte de rapporter le propos à Catherine. Elle ne se montre nullement effrayée : « Vous êtes des enfants, dit-elle en haussant les épaules. Allez le trouver, parlez haut et exigez de lui sur l'heure un serment comme quoi il n'a pas couché depuis quatre mois avec sa femme. Après quoi vous vous déclarerez prêts à porter le fait à la connaissance du comte Alexandre Chouvalof, le grand inquisiteur de l'Empire. » Elle appelait ainsi le chef de la terrible « chancellerie secrète », qui, de nos jours, a été remplacée par la fameuse 3e section. Léon Narychkine exécute fidèlement la commission. « Allez au diable ! » lui répond le grand-duc, dont la conscience n'est pas tranquille.

Malgré la belle assurance dont elle fait preuve en cette occasion, l'incident ne laisse cependant pas d'inquiéter Catherine. Elle y voit un avertissement et comme un commencement d'hostilités dans la lutte décisive à laquelle elle se prépare depuis quelque temps déjà, poussée par le flot montant des appétits de jouissance et de domination qu'elle sent sourdre en elle. Mais elle accepte le défi. C'est à ce moment, s'il faut l'en croire, qu'elle prend la résolution de « suivre une voie indépendante », et l'on devine où vont dans sa pensée ces paroles si simples. La déchéance et l'agonie de Pierre III dans la sinistre maison de Ropcha sont au bout du chemin qu'elle a choisi. Mais c'est à ce moment aussi que se déchaîne la crise qui la met en quelques heures et pour quelques mois en face du néant, de la ruine possible de toutes ses espérances et de toutes ses ambitions.

1.5

Le 26 février (14 du style russe) 1758, le chancelier Bestoujef était arrêté. En même temps, le feld-maréchal Apraksine, commandant de l'armée envoyée en Prusse contre Frédéric, était destitué et mis en jugement. Ces deux événements, sans avoir, au fond, la même cause, paraissaient solidaires l'un de l'autre aux yeux du gros public. On sait ce qui s'était passé au cours de la dernière campagne. La prise de Memel et la victoire de Gross-Jägersdorf, remportée par Apraksine en août 1757, avaient transporté de joie les alliés de la Russie et éveillé parmi eux les plus grandes espérances. On voyait déjà Frédéric perdu, réduit aux abois, demandant grâce. Soudain, au lieu de pousser en avant et de profiter de ses avantages, l'armée victorieuse avait abandonné ses positions et battu en retraite avec une telle précipitation qu'il sembla que les rôles fussent renversés et que les troupes de Sa Majesté Prussienne, au lieu d'avoir essuyé un échec sanglant, eussent triomphé une fois de plus. Un grand cri d'indignation s'éleva dans le camp des adversaires de Frédéric. Évidemment Apraksine avait trahi. Mais pourquoi ? On le savait ami intime de Bestoujef. On sut bientôt, de plus, que la grande-duchesse lui avait écrit à plusieurs reprises par l'entremise et sur les instances du chancelier. Il n'en fallait pas davantage. Évidemment le feld-maréchal avait obéi à un plan concerté entre les amis anciens ou nouveaux de la Prusse et de l'Angleterre. Bestoujef, acheté par Frédéric, avait entraîné la grande-duchesse que sa liaison avec Williams et Poniatowski ne rendait que trop portée à suivre cette voie, et à eux deux ils avaient amené le général victorieux à sacrifier sa gloire, les intérêts de la cause commune et l'honneur de son drapeau. En France surtout on n'en douta pas. Le comte de Stainville, ambassadeur du roi à Vienne, fut chargé de proposer une démarche commune auprès d'Élisabeth pour demander le renvoi de Bestoujef. Kaunitz pourtant voulut réfléchir et finalement déclina la proposition. Il avait dans l'intervalle reçu de Saint-Pétersbourg des avis qui innocentaient Bestoujef et Catherine. Le représentant de la cour de Vienne à Pétersbourg, Esterhazy, ne les croyait pas coupables. Le marquis de L'Hôpital était seul à soutenir l'accusation. Il la soutint jusqu'au bout. Au cours de l'enquête ouverte contre l'ex-chancelier, il écrivait encore :

« Ce Premier ministre avait trouvé les moyens de séduire le grand-duc et la grande-duchesse au point de gagner le général Apraksine, pour empêcher ce général d'agir aussi vivement et aussi promptement qu'il en recevait les

ordres de l'impératrice. Ces menées se sont faites sous les yeux de Sa Majesté ; mais comme sa santé était alors très équivoque, elle en était uniquement occupée, tandis que toute la cour pliait sous les volontés du grand-duc et surtout de la grande-duchesse, qui était gagnée et séduite par l'esprit du chevalier Williams et par l'argent de l'Angleterre, que cet ambassadeur lui faisait passer par le canal de Bernardi, son joaillier… qui a tout avoué. La grande-duchesse a eu l'indiscrétion, pour ne pas dire la témérité, d'écrire une lettre au général Apraksine, par laquelle elle le dispensait du serment qu'il lui avait fait de ne point faire agir l'armée, et lui donnait la permission de la mettre en activité. M. de Bestoujef ayant un jour montré cette lettre en original à M. de Bucow, lieutenant général de l'impératrice-reine, qui est venu à Pétersbourg pour hâter les opérations de l'armée russe, cet officier général se fit un devoir de l'aller dire aussitôt à M. de Voronzof, au chambellan Schwalof et à M. le comte Esterhazy. Voilà le premier pas qui a entraîné la chute de M. de Bestoujef. »

Il est à peu près certain aujourd'hui que si la conduite du chancelier, comme celle de Catherine, fut assez équivoque en cette circonstance, ils n'ont été pour rien ni l'un ni l'autre dans la retraite de l'armée commandée par le feld-maréchal Apraksine. Catherine a pris soin elle-même de se laver et de laver son prétendu complice de tout soupçon à cet égard, et elle l'a fait à une époque où un aveu ne lui aurait pas coûté beaucoup. Les mouvements prescrits à l'armée russe après la victoire de Gross-Jägersdorf l'ont été à la suite et sur l'avis de trois conseils de guerre, tenus le 27 août et les 13 et 28 septembre. Le général Fermor, qui succéda à Apraksine dans le commandement, avait pris part à ces conseils et avait opiné pour la retraite. L'armée mourait de faim, et Apraksine avait prévu qu'il en serait ainsi. Les partisans de l'alliance autrichienne avaient poussé à la marche en avant sans songer aux approvisionnements. Dans l'entourage d'Élisabeth on avait aussi crié étourdiment : « À Berlin ! À Berlin ! » Mais on jugea utile de donner satisfaction aux clameurs du parti austro-français, en sacrifiant le maréchal. Quant à Bestoujef, sa perte était résolue depuis longtemps, et la disgrâce d'Apraksine ne fit que servir de prétexte pour hâter la sienne. Les ennemis du chancelier avaient fini par avoir vent du projet rédigé par lui pour associer éventuellement Catherine au gouvernement de l'Empire. Ils

insinuèrent à Élisabeth qu'on trouverait dans les papiers du ministre des pièces intéressant la sûreté de sa couronne. Cela la décida.

On juge de la terreur de Catherine à l'annonce du redoutable événement. N'allait-elle pas paraître complice du ministre déchu en face d'une accusation visant un crime d'État bien caractérisé ? Ses lettres à Apraksine n'étaient rien. Mais le fameux projet dont elle avait eu communication ! quelle menace suspendait-il sur sa tête ? La prison, la torture peut-être, et après, quelle disgrâce lamentable ? Le couvent ? Le renvoi en Allemagne ? Qui sait, peut-être la Sibérie ? Un frisson passait dans ses veines. Voilà donc à quoi allaient aboutir tous ses rêves !

Mais elle se reprenait vite. À ce moment tragique, nous l'apercevons déjà se dressant d'un bond superbe et farouche à la hauteur de sa future destinée, vaillante et résolue, calme et pleine de ressources, telle, en un mot, que la montrera un avenir prochain, quand, après avoir violé la fortune et conquis le pouvoir suprême, elle saura se tailler dans les vêtements sanglants de Pierre III le plus magnifique manteau impérial que femme ait jamais porté. Son éducation est finie ; elle est en pleine possession de ses dons naturels ou acquis, d'une des plus merveilleuses organisations intellectuelles et physiques qui aient jamais été préparées pour la lutte, la conduite des affaires et le gouvernement des hommes et des choses. Elle n'a pas une minute d'hésitation. Elle fait bravement face au danger. Le lendemain de l'arrestation du chancelier est jour de bal à la cour. On célèbre les fiançailles de Léon Narychkine. Catherine paraît au bal. Elle est souriante et gaie sans affectation. L'enquête du terrible procès qui se prépare a été confiée à trois hauts dignitaires de l'Empire : le comte Chouvalof, le comte Boutourline et le prince Troubetzkoï. Catherine aborde ce dernier :

« Qu'est-ce donc que ces belles choses dont j'entends parler ? lui demande-t-elle avec enjouement. Avez-vous trouvé plus de crimes que de criminels, ou plus de criminels que de crimes ? »

Surpris par tant d'aplomb, Troubetzkoï balbutie et se confond en excuses. Lui et ses collègues ont fait ce qu'on leur a ordonné de faire. Ils ont interrogé les prétendus criminels. Quant aux crimes, ils sont encore à trouver. Un peu rassurée, Catherine va chercher plus loin un supplément d'informations.

« Bestoujef est arrêté, répond simplement Boutourline ; nous cherchons maintenant pourquoi. » Ainsi on n'a rien découvert encore, et c'est Catherine qui, en interrogeant les deux inquisiteurs choisis par Élisabeth, et en écoutant leurs réponses, a fait une découverte : elle a vu dans leur attitude embarrassée, elle a deviné dans leurs regards fuyant le sien… la peur ! Oui, la peur qu'elle inspire déjà, celle du lendemain qu'on devine sans doute dans son regard à elle. Quelques heures plus tard elle respire plus librement encore : le ministre holsteinois Stampke réussit à lui faire parvenir un billet de Bestoujef lui-même portant ces mots :

« Ne vous inquiétez pas à propos de ce que vous savez ; j'ai eu le temps de tout brûler. »

Le vieux renard ne s'était pas laissé prendre au piège. Catherine peut donc aller hardiment de l'avant. Le temps est passé où, sur le conseil de madame Kruse, une de ses dames d'honneur, elle avait pris le parti de répondre au moindre reproche qu'elle encourait de la part de l'impératrice par : *Vinovata matouchka* (« Je suis coupable, petite mère »), ce qui produisait, paraît-il, un merveilleux effet. Le marquis de L'Hôpital, dont elle prend l'avis, sans doute pour lui donner le change sur ses intentions, a beau l'engager à faire amende honorable auprès de la souveraine. Elle y pense bien, vraiment ! Pour commencer, se servant de Stampke, de Poniatowski, de son valet de chambre Chkourine, elle noue et entretient une correspondance active avec Bestoujef et les autres prisonniers englobés dans l'accusation dirigée contre lui : le joaillier Bernardi, le maître de langue russe Adadourof et Ielaguine, un ami de Poniatowski. Un petit domestique qu'on a laissé à l'ex-chancelier va déposer et prendre les billets dans un tas de briques converti en boîte aux lettres, et qui sert d'ailleurs à un double emploi, car la correspondance amoureuse avec Poniatowski passe aussi par cette voie. Le Polonais lui indique-t-il un rendez-vous pour le soir à l'Opéra, Catherine promet d'y aller coûte que coûte. Elle a fort à faire pour tenir parole, car au dernier moment le grand-duc, ayant arrangé sa soirée et ne voulant pas que sa femme la lui dérange en emmenant ses demoiselles d'honneur, et surtout l'une d'elles, la *freiline* Vorontsof, s'oppose à cette sortie. Il va jusqu'à contremander les ordres que la grande-duchesse a donnés et défendre qu'on attelle pour elle. Catherine saisit la balle au bond : elle ira au théâtre ; elle ira à pied, s'il le faut ; mais auparavant elle écrira à l'impératrice pour lui

dénoncer les mauvais traitements dont elle est l'objet de la part du grand-duc, et pour lui demander la permission de revenir auprès de ses parents en Allemagne. Cela, le retour forcé et honteux au pays natal, à l'horizon borné, à la médiocrité, pour ne pas dire à la misère du foyer familial, c'est, on le pense bien, ce qu'elle craint le plus au monde. Où reviendrait-elle d'ailleurs ? Son père n'est plus. Elle a pleuré sa mort en 1747. On l'avait même empêchée de la pleurer trop longtemps. On était venu lui dire au bout de huit jours que c'était assez, et que, le défunt n'ayant pas porté couronne, l'étiquette ne permettait pas un deuil d'une plus grande durée. Quant à sa mère, elle a dû elle-même quitter l'Allemagne à la suite d'un incident connu, qui a amené l'occupation du duché de Zerbst par Frédéric. En août 1757, l'abbé de Bernis avait eu l'idée d'envoyer à Zerbst un émissaire spécial, le marquis de Fraignes, « dans la vue d'inspirer à madame la grande-duchesse de Russie, par madame la princesse de Zerbst, sa mère, les sentiments convenables ». Frédéric, averti de la présence, dans son voisinage, d'un officier français, donna ordre à un détachement de ses hussards de s'en emparer. Surpris pendant son sommeil, de Fraignes fit une belle défense. Il se barricada dans sa chambre, cassa la tête, d'un coup de pistolet, au premier Prussien qui en franchit le seuil, mit la ville entière sur pied, fut délivré et conduit au château. Frédéric, qui ne voulut pas en avoir le démenti, envoya tout un corps de troupes avec du canon pour assiéger ce Français récalcitrant. De Fraignes finit par capituler. Le duché et la ville de Zerbst payèrent les frais de la guerre. Le duc régnant, qui était maintenant le frère de Catherine, se réfugia à Hambourg. Sa mère chercha un asile à Paris, où, bien qu'elle parût avoir souffert pour et un peu par la France, elle fut assez mal reçue. On craignait son goût pour l'intrigue et son esprit inquiet. On fut néanmoins assez content d'avoir en main une espèce de « gage » et un moyen d'action puissant sur l'esprit de la grande-duchesse. Mais c'est ce qui fit précisément qu'on s'effaroucha à Pétersbourg de cet événement inattendu. Sur la demande du vice-chancelier Vorontsof, L'Hôpital dut insister pour qu'on renvoyât la princesse. On lui répondit, comme il convenait, qu'on ne l'avait point fait venir, qu'on aurait même songé, si on avait été averti assez tôt, à la retenir à Bruxelles, mais qu'on ne pouvait la mettre dehors, maintenant qu'elle était là, sans offenser gravement la grande-duchesse, et même sans se faire injure à soi-même : « La France, écrivait noblement de Bernis, a toujours été l'asile des princes malheureux.

La princesse de Zerbst, qui a souffert en partie à cause de son attachement pour le roi, y a plus de droit que d'autres. »

Où irait donc Catherine, si elle quittait la Russie ? À Paris ? Assurément Élisabeth ne consentirait jamais à grossir la liste des princes malheureux hospitalisés en France, en y joignant une grande-duchesse de Russie ! C'était bien assez que la mère de la grande-duchesse en fût ! Mais plus la chose paraît impossible à Catherine, plus elle s'enhardit précisément à la demander. Élisabeth, de son côté, ne se presse pas de répondre à cette mise en demeure embarrassante. Elle fait dire à la grande-duchesse qu'elle s'en expliquera de vive voix avec elle. Des jours et des semaines se passent. On poursuit l'enquête contre Bestoujef et ses prétendus complices, et, à en croire le marquis de L'Hôpital, qui suit fiévreusement la marche de l'affaire, on découvre tous les jours de nouvelles preuves de sa culpabilité, sans qu'on arrive pourtant à pouvoir dresser un acte d'accusation qui se tienne debout et permette une mise en jugement.

Enfin, Catherine l'emporte de haute lutte. Une nuit, on vient éveiller l'aumônier de l'impératrice avec la nouvelle que la grande-duchesse est au plus mal et demande à se confesser. Il y va, et se laisse convaincre de la nécessité de donner l'alarme à la tsarine. Élisabeth prend peur et consent à ce qu'on lui demande : pour rendre la santé à Catherine, il faut lui accorder une entrevue ; elle l'accorde.

Nous ne savons de cette rencontre que ce que Catherine nous en a raconté elle-même. À quarante années de distance son récit peut bien n'avoir pas été d'une fidélité absolue, et c'est une observation qui s'applique à l'ensemble de l'œuvre autobiographique à laquelle nous avons fait jusqu'à présent de nombreux emprunts et à laquelle nous ne pourrons malheureusement plus avoir recours, les *Mémoires* s'arrêtant à ce moment précis [10]. Nulle trace cependant d'arrangement et de souci de l'effet dans cette page ; la narration s'élève sans apprêt et sans effort apparent à l'expression dramatique la plus intense. On voit le lieu de l'entretien : la chambre de toilette de l'impératrice, vaste pièce noyée dans une demi-obscurité, car l'entrevue a lieu le soir. Au fond, ainsi qu'un autel, la table de marbre blanc, devant laquelle Élisabeth passe de longues heures, cherchant le rêve fugitif de sa beauté disparue, brille dans l'ombre avec ses lourdes

aiguières et ses bassins d'or fin jetant des lueurs fauves. Dans un de ces bassins, les yeux de Catherine attirés par la tache de lumière aperçoivent un rouleau de papier, que la main de la tsarine vient sans doute de jeter là. Ce sont, elle le devine, les pièces de conviction : sa correspondance avec Apraksine et avec Bestoujef. Derrière un écran, un murmure de voix étouffées : elle les reconnaît ! Son mari est là, et aussi Alexandre Chouvalof : des témoins à charge. Enfin Élisabeth paraît, hautaine, la parole brève, le regard dur. Catherine se jette à ses pieds. Sans donner à la souveraine le temps de commencer un interrogatoire, prenant les devants, elle renouvelle la prière qu'elle lui a adressée déjà par écrit : elle veut être renvoyée chez sa mère. Sa voix a des larmes : c'est la plainte douloureuse de l'enfant que les étrangers ont maltraité et qui demande à revenir auprès des siens. Élisabeth est surprise et légèrement embarrassée.

— Comment expliquerai-je votre renvoi ? dit-elle.

— En disant que j'ai eu le malheur de déplaire à Votre Majesté.

— Mais comment ferez-vous pour vivre ?

— Comme j'ai fait avant que Votre Majesté ait daigné m'appeler auprès d'elle.

— Mais votre mère a dû fuir son foyer. Elle est à Paris, vous le savez.

— Elle s'est attiré, en effet, la haine du roi de Prusse par amour pour la Russie.

La réplique est triomphante. Chaque mot porte. L'embarras de la tsarine augmente visiblement. Elle cherche cependant à reprendre l'offensive ; elle reproche à la jeune femme son excessive fierté. Une fois, au palais d'été, elle s'est trouvée dans le cas de lui demander *si elle avait mal au cou*, tellement elle paraissait éprouver de difficulté à incliner la tête devant l'impératrice. L'entretien tourne ainsi à une vulgaire querelle d'amour-propre blessé. Catherine se fait plus petite et plus humble qu'un brin d'herbe. Elle n'a aucun souvenir de l'incident que Sa Majesté veut bien lui rappeler. Sans doute elle est trop sotte pour avoir compris les paroles que l'impératrice a daigné lui adresser alors. Mais ses yeux — les yeux de bête fauve dont parle d'Éon — luisent en fixant la tsarine. Pour éviter ce regard, devant lequel Troubetzkoï et Boutourline ont tremblé, Élisabeth va à l'autre bout de la salle

et adresse la parole au grand-duc. Catherine prête l'oreille. Pierre profite de l'occasion pour faire le procès de sa femme, qu'il juge condamnée d'avance. En termes violents, il dénonce sa méchanceté et son entêtement. Catherine bondit :

— Oui, je suis méchante, s'écrie-t-elle d'une voix vibrante, je le suis et le serai toujours contre ceux qui se conduisent injustement avec moi. Oui, je suis entêtée avec vous, depuis que je me suis convaincue qu'on ne gagnait rien en cédant à vos caprices !…

— Vous le voyez ! dit, en s'adressant à l'impératrice, le grand-duc qui croit triompher.

Mais l'impératrice se tait. Elle a rencontré une fois de plus le regard de Catherine, elle a entendu l'éclat de sa voix, et, elle aussi, elle a eu peur. Elle essaye encore d'intimider la jeune femme. Elle lui demande d'avouer les relations coupables qu'elle a eues avec Bestoujef et avec Apraksine, de reconnaître qu'elle a écrit à ce dernier d'autres lettres que celles qui sont au dossier. Sur son refus, elle menace de faire mettre l'ex-chancelier à la question.

— Comme il plaira à Votre Majesté, répond froidement Catherine.

Élisabeth est vaincue. Elle change aussitôt de ton ; prend un air de confidence ; fait comprendre d'un geste à Catherine qu'elle ne peut lui parler à cœur ouvert en présence du grand-duc et de Chouvalof. Catherine est prompte à saisir cette indication. Baissant la voix, elle dit, dans un murmure confus, qu'elle aussi voudrait ouvrir à l'impératrice sa pensée et son cœur. Élisabeth s'attendrit et répand quelques larmes. Catherine l'imite. Pierre et Chouvalof sont atterrés. Pour mettre fin à la scène, l'impératrice s'avise de s'apercevoir qu'il est tard. Effectivement, il est trois heures du matin. Catherine se retire ; mais avant qu'elle ait pu se mettre au lit, Alexandre Chouvalof vient, de la part de l'impératrice, la prier de se rassurer et lui annoncer une nouvelle et prochaine entrevue avec Sa Majesté. Quelques jours après, c'est le vice-chancelier en personne qui lui est dépêché par Élisabeth pour lui demander de ne plus songer à retourner en Allemagne. Enfin, le 23 mai 1758 [11], les deux femmes se rencontrent de nouveau et se séparent enchantées en apparence l'une de l'autre. Catherine pleure encore,

mais ce sont des larmes de joie qui coulent de ses yeux « au souvenir de toutes les bontés que l'impératrice lui a témoignées ». Sa victoire est complète, décisive.

Le procès de Bestoujef traîne encore pendant près d'une année ; mais il est évident que le ressort principal de l'intrigue dirigée contre l'ex-chancelier est désormais hors d'usage. En octobre 1758, le marquis de L'Hôpital en arrive à craindre un retour en grâce du redoutable adversaire. Le mois d'avril suivant, Élisabeth se décide à terminer l'affaire par une cote mal taillée. Un manifeste dénonce au public l'iniquité du ministre perfide « qui par l'aveugle ambition de se rendre important a cherché à inspirer à l'impératrice de la méfiance sur le compte de son bien-aimé neveu et héritier le grand-duc et sa chère nièce la grande-duchesse… ». Pourtant ce grand et seul coupable, « dont les intrigues n'ont pas réussi », échappe à la peine capitale « que ses crimes portent et prononcent d'eux-mêmes ». Ses biens ne sont même pas confisqués. Il est simplement exilé dans sa terre de Goretovo. Les autres coaccusés (le feld-maréchal Apraksine étant mort au cours du procès d'une attaque d'apoplexie) bénéficient d'une indulgence égale.

« La crainte qui domine dans tous les esprits de cette nation sujette au despotisme, écrit à cette époque le marquis de L'Hôpital, donna à la grande-duchesse pour appui tous les grands seigneurs et les dames les plus intimes de l'impératrice qui cabalaient en sa faveur. Le favori, chambellan Schwalof, se mit à la tête de ce parti avec son cousin, Pierre Schwalof. Il n'y eut que le comte Woronzof et M. Alsoufiof qui restèrent fidèles à leur souveraine. Tout le reste, intimidé, lâche et perfide, en couvrant leur conduite du respect qu'ils doivent à madame la grande-duchesse, se prêtèrent à ses désirs et l'informèrent de tout ce qu'ils découvrirent des sentiments et des dispositions de Sa Majesté Impériale. »

Quant à Pierre, après s'être aventuré comme nous savons, il fut prompt à baisser pavillon. Au mois de juin 1758, Catherine en venait à exiger impérieusement de lui le renvoi de son favori Brockdorf, qui, quelques mois auparavant, allait à droite et à gauche, répétant qu'il fallait « écraser la vipère ». La « vipère », c'était Catherine. À la fin de l'année suivante, ce n'était plus la grande-duchesse, c'était son mari qui demandait à revenir en Allemagne :

« M. le grand-duc, mandait le marquis de L'Hôpital, a été indisposé depuis quelques jours. J'ai appris qu'il avait même fait demander à l'impératrice, par M. le grand chambellan, qu'il a fait venir chez lui exprès, pour le prier d'engager Sa Majesté Impériale à lui donner la permission de se retirer dans le Holstein. Cette démarche indiscrète n'est regardée de Sa Majesté Impériale que comme partant d'un cerveau malade, et ce mouvement d'humeur vient de ce que l'impératrice a pris des musiciens et des chanteurs que ce prince a à ses gages. Madame la grande-duchesse parut mardi dernier à la cour ; l'impératrice la reçut très bien, et lui fit plus d'accueil qu'à l'ordinaire. »

Quelle que fût la légèreté de Pierre, il est probable que sa mauvaise humeur avait une cause plus sérieuse. Il resta néanmoins en Russie pour y remplir sa lugubre destinée, et en ce moment cette destinée était écrite déjà. Pierre, s'il avait été plus clairvoyant, aurait pu la lire aussi dans les yeux de Catherine.

Chapitre 2

LA LUTTE POUR LE TRÔNE

I. Changements dans l'entourage de Catherine. — Rupture des derniers liens qui la rattachent à sa famille et à la patrie allemande. — Séjour de la princesse de Zerbst à Paris et mort de cette princesse. — Nouvelles liaisons et nouvelles amours : l'ambassadeur anglais Keith. — Grégoire Orlof. — La princesse Dachkof. — Panine. — Les derniers moments du règne d'Élisabeth. — Qui lui succédera ? — II. Mort de l'impératrice. — Conjectures contradictoires au sujet de ses dernières dispositions. — Pierre III monte paisiblement sur le trône. — Changement brusque dans la politique extérieure. — Avances faites au roi de Prusse. — L'empereur annonce son intention de se séparer de ses alliés. — Scène faite au baron de Breteuil à un souper chez le chancelier Vorontsof. — Le jeu impérial. — « L'Espagne perdra. » — Colère du duc de Choiseul. — Signature de la paix avec la Prusse. — Réformes intérieures. — Leur signification. — Leur portée. — Comment Pierre III prépare sa perte. — Mécontentement de l'armée. — Exaspération de Catherine. — Pierre insulte sa femme en public. — « Doura ! » *— Il menace de la faire arrêter. — III. Le complot révolutionnaire. — Le récit de Rulhière. — Ses invraisemblances. — Les Mémoires de la princesse Dachkof. — Ses confidences à Diderot. — Contradictions. — Insuffisance de données historiques certaines. — Probabilités. — Tentatives hasardées et mal combinées des Orlof et de la princesse Dachkof. — Rôle du baron de Breteuil. — Une « emplette » de 60 000 roubles. — Un remplaçant de La Chétardie. — Villebois. — Personne ne se doute de ce qui va arriver. — Irrésolution de Catherine. — Elle attend les événements. — Son rôle est un rôle d'attitude.*

2.1

Après le départ de Williams et de Poniatowski, après la chute de Bestoujef, Catherine se trouva séparée de tous ceux avec lesquels les hasards de sa destinée l'avaient le plus rapprochée depuis son arrivée en Russie. Zahar Tchernichof ne quittait plus l'armée. Serge Saltykof résidait à Hambourg dans une sorte d'exil. En avril 1759, elle perdit sa fille. L'année suivante, sa mère mourut à Paris. On peut dire que cette dernière mort arriva à temps. La princesse de Zerbst menait depuis deux ans à Paris une vie qui ne faisait pas trop honneur à sa fille et qui lui causait de graves embarras. Sur les bords de la Seine, et même ailleurs, on commençait à parler de la comtesse d'Oldenbourg d'une façon peu édifiante. C'est sous ce nom d'emprunt que la princesse était venue en France en compagnie d'un gentilhomme français, M. de Pouilly, dont elle avait fait la connaissance à Hambourg chez son parent, M. de Champeaux, résident du roi dans cette ville, et avec lequel elle avait voyagé en Allemagne et en Hollande, sans négliger sans doute le pays du Tendre. À Paris on se sépara : M. de Pouilly alla retrouver des parents à la campagne. La comtesse d'Oldenbourg se consola en écrivant à peu près tous les jours à ce compagnon de quelques mois. Elle chercha aussi d'autres consolations. Ses lettres, dont une partie a été publiée récemment, sont vraiment charmantes. Leur éditeur, M. Bilbassov, croit que Catherine s'en est inspirée beaucoup plus que de madame de Sévigné. Il se peut qu'il ait raison.

« Souvenez-vous que je vous écrivis hier. Celle-ci, c'est par provision pour demain ou après-demain. Ainsi, insensiblement vous aurez vos volontés, et vous verrez qu'il se trouvera au bout du compte que je vous écrirai quelquefois tous les jours… Hier, représentation première du nouvel opéra : *Les Fêtes d'Euterpe*. Je fus en grande loge, celle du roi, avec madame de Lowendahl. Que de regards ! Quels regards ! Quelle curiosité ! On fut indulgent, je ne fus pas sifflée. Madame la duchesse d'Orléans apparut en grandissime panier-grande loge (*sic*). Son air n'est point d'esprit. Elle avait été malade la veille à mourir. L'opéra est horrible : il n'a pas le sens

commun, il n'y en eut jamais de tel. Je n'en aime que la Arnaud, Gelin, la Vestin et la Lyonais. Voulez-vous les paroles ? Je vous les enverrai. »

Cela est du 9 août 1758, et c'est bien la manière de Catherine dans ses *pancartes* adressées plus tard à Grimm. Voici encore, dans le même style, une description de Choisy, qui est curieuse : « Quel charmant rien pour le roi de France ! Mais qu'il est joli ! Quel goût ! Enfin quelle belle âme annonce la douceur, la sérénité de ce lieu et de tout ce palais ! Le cœur du monarque m'y a paru peint. Louis XIV avait doré, surchargé, entassé. Ceci est élégant, bon, point d'ostentation. C'est un riche particulier. Tout y vit. Tout est modéré. C'est un séjour enchanté créé par les Grâces, la bonté y préside, la vanité y a plié sous l'humanité. Enfin c'est Louis XV. »

Quant au fond de cette correspondance, il rappelle également celui du commerce épistolaire de Catherine avec son « souffre-douleur ». C'est le même mélange bizarre de sujets hétérogènes. La comtesse d'Oldenbourg y raconte à son ami l'histoire de Russie, pêle-mêle avec celle de ses propres déboires. Ceux-ci sont considérables. L'incognito, qu'elle a adopté, ne l'empêche pas de vouloir tenir un état de maison princier. Elle a un maréchal de cour qui s'appelle le marquis de Saint-Simon, un écuyer qui est le marquis de Folin, un chambellan, des demoiselles d'honneur, et le reste. Elle choisit pour y habiter un magnifique hôtel, celui de Chaulnes. Il lui faut une loge à l'Opéra. Tout cela coûte beaucoup d'argent. Or les revenus du duché de Zerbst ont été confisqués par Frédéric. Reste la Russie, sur laquelle, en effet, la princesse ne tarde pas à tirer des lettres de change, dont Catherine doit entreprendre d'encaisser le montant. Elles reviennent à Paris, protestées. Élisabeth ne veut pas en entendre parler. Elle ne daigne même pas répondre aux lettres éplorées de sa cousine. Catherine répond aux lettres, mais n'a guère le moyen de répondre aux demandes d'argent. La princesse a aussi à se plaindre de persécutions, sur lesquelles elle ne s'explique pas clairement dans ses lettres à M. de Pouilly, mais qui la tourmentent, dit-elle, jusqu'au point de déranger sa santé. Elle assure que « le diable n'y perd rien, et que les hommes y gagnent ». Il faut l'en croire sur parole. À la fin de 1759, elle est terriblement endettée. Catherine lui envoie, pour tout secours, *quelques livres de thé et de rhubarbe*. Elle ne reçoit plus ces présents. Elle meurt le 16 mai 1760. On met sous scellés sa correspondance. C'est encore un gros souci pour Catherine : elle a peur pour la réputation de sa mère ; elle a eu lieu de

craindre aussi l'effet que certaines de ses lettres à elle pourraient produire, si, revenant en Russie, elles tombaient en d'autres mains que les siennes. Une intervention courtoise du duc de Choiseul arrange les choses au mieux. Les papiers de la princesse sont soumis à un examen discret, et les billets galants ou autres documents compromettants qu'on y trouve sont livrés aux flammes. Les dettes laissées par la défunte donnent plus d'embarras. Un instant Catherine court le risque de voir vendre aux enchères les meubles et les bijoux de la princesse que ses créanciers ont saisis. Pourtant, après s'être un peu fait tirer l'oreille, Élisabeth consent à payer les 4 ou 500 000 francs que le séjour à l'hôtel de Chaulnes, la loge à l'Opéra et les autres plaisirs parisiens de la comtesse d'Oldenbourg avaient engloutis.

Ainsi se brisaient les derniers liens qui rattachaient encore la fille de la princesse de Zerbst à son pays d'origine. Mais en Russie elle n'avait plus à craindre l'isolement. Williams était remplacé par Keith. Celui-ci s'appliqua, il est vrai, de préférence, à rechercher la faveur du grand-duc. Au contraire de son prédécesseur, il jugeait Pierre très suffisant pour le rôle qu'il entendait lui faire jouer : un simple rôle de rapporteur et d'espion. Pierre s'y montra parfait effectivement. Son esprit pervers lui faisait trouver un malin plaisir dans cette basse besogne. Bientôt les services qu'il rendait ainsi à l'Angleterre et à la Prusse, et auxquels Frédéric consacre un souvenir reconnaissant dans son *Histoire de la guerre de Sept Ans*, furent de notoriété publique à Pétersbourg. Cela n'empêcha pas d'ailleurs Keith de soigner aussi, accessoirement, la grande-duchesse et de lui prêter de l'argent, comme avait fait Williams.

Poniatowski, à son tour, fut remplacé. Au printemps de 1759 arrivait à Saint-Pétersbourg le comte Schwerin, aide de camp du roi de Prusse, fait prisonnier à la bataille de Zorndorf (25 août 1758). On le traita comme un étranger de distinction qui serait venu visiter la capitale. Pour la forme seulement, on laissait auprès de lui deux officiers chargés de la garde de sa personne. L'un de ces officiers s'était distingué particulièrement à Zorndorf. Il avait reçu trois blessures sans quitter son poste. Il possédait le courage fataliste des hommes d'Orient. Il croyait à sa destinée. Il avait raison : c'était Grégoire Orlof. Ils étaient cinq frères dans les régiments de garde. Grand comme son frère Alexis, doué d'une force herculéenne comme lui, Grégoire Orlof l'emportait sur tous par la beauté de son visage au profil régulier et

doux. Il était plus beau que Poniatowski, plus beau même que Serge Saltykof : un colosse avec une adorable tête d'ange sur les épaules. Il n'avait que cela d'angélique, d'ailleurs. Peu intelligent et d'instruction nulle, menant la vie commune de ses compagnons d'armes, mais la menant à outrance, passant son temps à jouer, à boire et à courtiser la brune et la blonde ; prompt à chercher une querelle et à assommer qui lui tenait tête ; toujours prêt à payer de sa personne à défaut d'autre monnaie ; toujours disposé à mettre sa fortune au jeu sur un coup de dé, d'autant qu'il n'avait rien à perdre ; ayant l'air d'être entre deux vins même quand il se trouvait par hasard à jeun ; insatiablement avide de tous les plaisirs, éperdument disposé à courir toutes les aventures, ayant fait de la folie son état habituel, tel était celui qui allait entrer dans la vie de la future impératrice, et, associant encore la politique et l'amour, tenir pendant longtemps la seconde, sinon la première place dans son esprit et dans son cœur. La première était pour l'ambition. Il n'y avait assurément pas, dans les traits que nous soulignons, de quoi faire un héros de roman ; mais il n'y avait pas de quoi effaroucher Catherine. Elle aussi aima toute sa vie les aventures et conséquemment ne détesta pas les aventuriers. La « témérité effrénée » qu'elle s'était découverte un jour en parlant au marquis de L'Hôpital s'alliait bien à celle de Grégoire Orlof. Plus que la beauté et mieux que l'esprit, il possédait un charme qui fut pendant longtemps aux yeux de Catherine le plus puissant peut-être de tous, qui exerçait sur elle une espèce de fascination, qui la séduisit un jour chez Patiomkine et l'attacha pendant des années à la personne disgracieuse de ce cyclope borgne et louche : il avait le diable au corps.

Königsberg, où il tint garnison, conserva longtemps le souvenir de son séjour et de ses prouesses, dans tous les genres, de viveur à grandes guides. Il recommença à Pétersbourg. En 1760 il reçut le poste envié d'aide de camp du général grand maître de l'artillerie. La place était occupée par le comte P.-I. Chouvalof, cousin germain du tout-puissant favori d'Élisabeth. Cela mit Orlof en évidence. Chouvalof avait une maîtresse, la princesse Hélène Kourakine, dont la beauté faisait l'admiration de Saint-Pétersbourg. Orlof devint le rival de son nouveau chef, et l'emporta. Cela attira sur lui tous les regards, y compris ceux de Catherine. Mais il faillit payer cher son triomphe. Chouvalof n'était pas d'humeur à pardonner une semblable injure. La confiance qu'Orlof avait dans sa bonne étoile ne le trahit pas cette fois

encore : Chouvalof mourut avant d'avoir eu le temps de se venger, et Catherine continua à s'intéresser aux aventures de ce jeune homme qui risquait sa tête en faisant tourner pour lui celle d'une belle princesse. Le hasard fit qu'il habita une maison située en face du palais d'hiver. Cela aida aussi à un rapprochement qui ne devait pas tarder.

Cet officier plein d'audace et de séduction était aussi, devait être un homme influent dans le milieu au sein duquel il vivait. Et ce milieu avait, devait avoir, une importance capitale pour une grande-duchesse de Russie, qui s'était déterminée à « suivre une voie indépendante ». Dans ses *Mémoires*, Catherine revient à plusieurs reprises sur la préoccupation qu'elle prétend avoir eue de bonne heure, et gardée constamment, de se concilier la faveur d'un élément qu'elle a reconnu devoir être le véritable et seul appui de sa fortune en Russie. Cet élément, elle l'appelle : le « public » russe. Elle s'inquiète à tout propos de ce que ce « public » dira ou pensera d'elle. Elle songe à le bien disposer pour ses intérêts. Elle voudrait faire en sorte qu'il s'habituât à compter sur elle en cas de besoin, pour qu'elle puisse de son côté compter sur lui. C'est une façon de parler qui pourrait inspirer des doutes sur l'authenticité du document où nous la trouvons consignée. À l'époque où Catherine est censée nous avoir transmis ces confidences, elle ne faisait pas seulement bon marché de cet élément qu'elle aurait prisé si haut trente ans auparavant ; elle avait eu encore le temps de s'apercevoir qu'il n'existait pas en Russie, du moins dans cette acception et avec un rôle ainsi défini. Un « public » de cette sorte, c'est-à-dire une collectivité sociale, douée d'intelligence et de volonté, susceptible de penser et d'agir en commun, où l'aurait-elle trouvée dans la Russie d'alors ? Rien de pareil ne s'offrait à sa vue. En haut, un groupe de fonctionnaires et de courtisans, hiérarchiquement asservis à tous les degrés du *tchin* et à tous les échelons de la bassesse humaine, qu'un regard faisait trembler, qu'un signe faisait rentrer dans le néant ; en bas : le peuple, c'est-à-dire une quantité de forces musculaires disponibles pour la corvée, les âmes ne comptant que pour le calcul des unités dans le dénombrement des inventaires ; au milieu : rien, sinon le clergé, force considérable, mais peu accessible, peu maniable, capable d'agir plutôt de haut en bas que de bas en haut, nullement utilisable pour un but politique à atteindre. Ce n'était pas tout cela qui avait soutenu Élisabeth et l'avait placée sur le trône. Quelque chose cependant l'y avait fait

asseoir. Il y avait quelque chose, de fort et d'agissant à l'occasion, en dehors de toutes ces non-valeurs : il y avait l'armée.

Catherine aima Grégoire Orlof pour sa beauté, pour son courage, pour sa taille de géant, pour son audace et pour sa folie. Elle l'aima aussi pour les quatre régiments de la garde que lui et ses frères paraissaient tenir dans leurs mains aux muscles d'acier. Lui, de son côté, ne s'attarda pas longtemps aux pieds de la princesse Kourakine. Il n'était pas homme à ne pas lever les yeux plus haut, alors surtout qu'il rencontrait des sourires encourageants. Il n'était pas homme non plus à faire mystère de ses nouvelles amours. Il avait affiché la princesse, sans se soucier de ce qu'en dirait le grand maître d'artillerie ; il afficha la grande-duchesse avec la même désinvolture. Pierre ne dit rien : il était trop occupé ailleurs ; Élisabeth ne dit rien : elle se mourait. Catherine laissa faire : il ne lui déplaisait pas que dans telle ou telle caserne, à la veillée, on associât son nom à celui du bel Orlof, dont les officiers raffolaient et pour lequel les hommes se seraient jetés au feu. Plus tard, en août 1762, elle écrivit à Poniatowski :

« Osten se souvient d'avoir vu Orlof me suivre partout et faire mille folies ; sa passion pour moi était publique. »

Elle voulut bien être suivie. Après Poniatowski, ce soudard violent et tapageur dut sans doute lui paraître d'une saveur un peu grossière. Mais elle ne s'était pas russifiée pour rien. Le goût, le besoin même de tels contrastes était dans le tempérament de ce peuple né d'hier à une civilisation hâtive, qui devenait son peuple à elle, dont elle arrivait peu à peu à s'assimiler et à faire sien le naturel tout entier, jusqu'aux plus intimes replis. Après quelques mois passés dans les raffinements les plus savants du luxe le plus exquis, Patiomkine se jetait dans une *kibitka* et faisait trois mille kilomètres d'une traite, en mangeant des oignons crus. Catherine ne voyagea pas en *kibitka*, mais elle alla volontiers, en amour, d'un extrême à l'autre. Après Patiomkine, qui était un sauvage, elle trouva du charme à Mamonof, que le prince de Ligne lui-même estimait de bonne compagnie. La passion fruste et brutale du lieutenant russe la reposa en 1762 des hommages quintessenciés et mièvres du diplomate polonais.

Voltaire, Montesquieu et la société parisienne n'y perdirent d'ailleurs rien. C'est à la même époque qu'elle se lia avec la si célèbre plus tard et si

encombrante princesse Dachkof. Des trois filles du comte Roman Vorontsof, frère du vice-chancelier, celle-ci était la cadette. L'aînée, Marie, avait épousé le comte Boutourline. La seconde, Élisabeth, songeait parfois à épouser le grand-duc. C'était la favorite. L'impératrice lui avait donné par ironie le nom de madame de Pompadour, et tout le monde l'appelait ainsi à la cour. La troisième, Catherine, avait quinze ans quand, en 1758, la grande-duchesse la rencontra dans la maison du comte Michel Vorontsof, son oncle. Elle ne savait pas un mot de russe, ne parlait que le français et avait lu tous les livres écrits dans cette langue qu'elle avait pu se procurer à Pétersbourg. Elle plut énormément à Catherine. Étant devenue, bientôt après, la femme du prince Dachkof, elle le suivit à Moscou, et Catherine la perdit de vue pendant deux ans. En 1761, elle revint à Pétersbourg et passa l'été de cette année dans une *datcha* appartenant à son oncle Vorontsof et située à mi-chemin entre Peterhof, où séjournait l'impératrice, et Oranienbaum, la résidence habituelle du grand-duc et de la grande-duchesse pendant la chaude saison. Tous les dimanches, Catherine se rendait à Peterhof, pour y voir son fils, dont Élisabeth ne se dessaisissait point. En revenant, elle s'arrêtait à la *datcha* Vorontsof, emmenait sa jeune amie et la gardait auprès d'elle le reste de la journée. On parlait philosophie, histoire et littérature. On agitait les problèmes scientifiques et sociaux les plus graves. Peut-être abordait-on parfois des sujets plus gais ; mais entre ces deux jeunes femmes, dont l'une avait à peine trente ans et l'autre pas encore vingt, la gaieté fut un rare compagnon. La grande-duchesse avait à ce moment de trop graves préoccupations, et la princesse Dachkof fut toute sa vie un esprit morose. Plus tard, sa société parut moins plaisante à Catherine et finit même par lui devenir tout à fait odieuse. Mais à présent la future Sémiramis était bien aise de trouver à qui parler de toutes les choses auxquelles le bel Orlof n'entendait rien. Il lui agréait encore de rencontrer dans un cerveau indigène, dans une intelligence russe, le reflet, si pâle qu'il fût, de cette culture occidentale, dont elle songeait vaguement à devenir le foyer au sein de l'immense et barbare empire. Cette petite personne de dix-sept ans, qui, elle aussi, avait lu Voltaire, était un sujet précieux, une première conquête dans l'œuvre de propagande à accomplir. Et puis, c'était une grande dame russe, tenant par sa naissance et par son mariage à deux familles influentes. Cela encore avait son prix. Enfin, sous le vernis d'une instruction pareille à la sienne, semblablement hétérogène et incomplète, sous le bric-à-brac

d'idées et de connaissances ramassées çà et là au hasard des lectures rapides, Catherine découvrait chez son amie une âme ardente, fougueuse, prête à se livrer au hasard. Le démon de la folie, qui secouait le grand corps athlétique du nouvel amant de son choix, habitait aussi ce frêle corps d'enfant. Elles marchèrent la main dans la main jusqu'au jour qui décida du sort de l'une d'elles.

Ni l'acquisition d'Orlof ni celle de cette nouvelle amie ne compensaient pourtant la perte de Bestoujef. L'homme d'État rompu aux affaires, l'homme d'expérience et de sage conseil réclamait également un remplaçant. Il en eut un : ce fut Panine. Panine était un élève politique de l'ex-chancelier. Dix ans auparavant, Bestoujef avait pensé à lui pour occuper auprès d'Élisabeth la place de favori. Panine était alors un beau jeune homme de vingt-neuf ans, et la tsarine le regarda pendant quelque temps d'un œil point indifférent. Les Chouvalof, qui considéraient la place dont il s'agit comme une sorte de patrimoine, et qui s'alliaient aux Vorontsof contre la suprématie de Bestoujef, l'emportèrent alors. Au dire d'un témoin, qui fut à même d'être bien renseigné (Poniatowski, dans ses *Mémoires*), Panine aurait fait preuve d'une insigne maladresse : il se serait endormi à la porte de la salle de bains de l'impératrice, au lieu d'y faire son entrée à un moment propice. Il fut envoyé à Copenhague, puis à Stockholm, où il joua un rôle assez important, travaillant à combattre l'influence française. Le changement de système, qui rangea la Russie et la France côte à côte dans le même camp, nécessita en 1760 son rappel. Élisabeth songea à lui pour le poste de gouverneur du grand-duc Paul, devenu vacant par la retraite de Behtieïef. Les Chouvalof ne s'opposèrent plus à ce choix. Après Alexandre Chouvalof, après Pierre Chouvalof, son frère, c'était maintenant Ivan Chouvalof, un cousin, qui tenait l'autre poste, le seul qui importât. Âgé de trente ans, il ne craignait pas la concurrence de Panine, qui avait vieilli.

Doué d'un esprit froid, méthodique, avec une nonchalance de caractère qui s'aggrava plus tard, Panine était fait pour servir de contrepoids dans cette réunion de tempéraments fougueux, dont Catherine formait le centre. Ses idées politiques le rapprochaient naturellement de la grande-duchesse, par cela même qu'elles l'éloignaient des tendances prussiennes du grand-duc. Il demeurait autrichien comme Bestoujef. L'humeur bizarre de Pierre l'effrayait aussi, d'autant qu'il eut bientôt à en souffrir personnellement. On

causa. Or, de quoi pouvait-on causer, sinon, avant toutes choses, de l'événement qui semblait de plus en plus prochain et qui, jusqu'à l'autre extrémité de l'Europe, commençait à préoccuper tous les esprits ? Élisabeth se mourait, et sa mort ne serait pas à Pétersbourg seulement le signal d'un bouleversement politique d'une importance incalculable. Tous les intérêts actuellement en jeu dans la lutte engagée entre les grandes puissances du continent dépendaient de cette éventualité prochaine. Après la prise de Colberg (décembre 1761), quelques mois de plus accordés à l'action combinée des troupes russes et autrichiennes, c'était la perte de Frédéric, certaine, inévitable. Le vaincu de Gross-Jägersdorf et de Künersdorf ne se faisait pas illusion à cet égard. Mais on pouvait prévoir également que l'avènement de Pierre III serait la fin de cette campagne commune contre le roi de Prusse.

Panine envisagea le problème, et se montra disposé à le résoudre sinon tout à fait dans le sens des ambitions secrètes de Catherine, du moins de façon à ménager ses intérêts contre des combinaisons hostiles sourdement agitées autour du lit de la tsarine moribonde. D'après un témoignage d'apparence sérieuse, les Vorontsof n'auraient pas songé à moins qu'à réclamer le divorce de Catherine avec Pierre et la proclamation de la naissance illégitime du petit Paul. Après quoi l'héritier d'Élisabeth aurait épousé la *freiline* Vorontsof. Heureusement pour Catherine, cette façon trop ambitieuse d'arranger les choses éveilla les susceptibilités rivales des Chouvalof, qui, prenant le contre-pied du projet, allèrent aussitôt jusqu'à méditer le renvoi de Pierre en Allemagne et l'exaltation immédiate à l'Empire du petit Paul avec Catherine comme régente. Entre ces deux camps opposés, Panine adoptait un moyen terme, se prononçant pour l'ordre régulier des choses, sauf à assurer à Catherine et à lui-même, par son canal, une influence salutaire sur le gouvernement futur du neveu d'Élisabeth [1]. Catherine écoutait et ne disait rien. Elle avait ses idées à elle. Elle causait aussi avec les Orlof.

2.2

Élisabeth mourut le 5 janvier 1762, sans avoir rien changé aux dispositions qui appelaient Pierre à lui succéder. Avait-elle songé à les modifier dans un sens ou dans l'autre ? La chose est obscure.

« Le vœu et l'opinion générale, écrivait le baron de Breteuil en octobre 1760, est qu'elle établira sur le trône le petit grand-duc qu'elle paraît aimer passionnément. »

Un mois après, il racontait ce qui suit :

« Le grand-duc étant allé passer vingt-quatre heures à la campagne pour une partie de chasse, ce même jour l'impératrice a demandé tout d'un coup qu'on lui représentât sur son théâtre une pièce russe, et, contre l'usage, n'a pas voulu qu'on y invitât les ministres étrangers et autres personnes de sa cour, qui s'y trouvent ordinairement ; de sorte qu'elle s'est rendue à ce spectacle avec le petit nombre des gens de son service. Le jeune duc l'accompagnait, et la grande-duchesse, ayant été seule invitée, s'y est rendue de son côté. Le spectacle à peine commencé, l'impératrice se plaignit du petit nombre de spectateurs, et, afin de remplir la salle, elle ordonna qu'on ouvrît les portes à toute sa garde. La salle se remplit promptement de soldats. Alors, suivant tous les rapports, l'impératrice prit le jeune grand-duc sur ses genoux, le caressa extrêmement, et, adressant la parole à quelques-uns de ces vieux grenadiers, à qui elle doit toute sa grandeur, elle leur présenta pour ainsi dire l'enfant, leur parla des qualités naissantes de son cœur, de ses grâces, et se plut à recevoir leurs compliments militaires. Ces agaceries ont duré presque tout le spectacle, et la grande-duchesse en a eu toujours l'air très satisfait. »

S'il faut en croire le témoignage que nous avons invoqué plus haut, Panine, tout en faisant mine de s'entendre avec les Chouvalof, les aurait joués au dernier moment : un moine introduit par lui auprès de la tsarine aurait engagé celle-ci à refaire sa paix avec Pierre. Le plus probable est qu'Élisabeth ne put se décider ou ne sut pas le faire à temps. Elle avait fini par détester son neveu, mais elle aimait encore plus son repos. Sa mort, escomptée dans tous les calculs depuis plusieurs années déjà, faisait admettre aussi l'hypothèse d'une révolution qui suppléerait à sa volonté

hésitante et amollie par la débauche. Le baron de Breteuil écrivait encore à ce propos :

« Quand j'examine la haine de la nation pour le grand-duc, les écarts de ce prince, je suis tenté de voir la révolution la plus entière (à la mort de l'impératrice) ; mais quand je fais attention à la tournure pusillanime et basse des gens à portée de lever le masque, je vois la crainte et l'obéissance servile prendre le dessus avec la même tranquillité qu'au moment de l'usurpation de l'impératrice. »

C'est ce qui arriva. S'il faut en croire Williams, Catherine aurait arrêté cinq années plus tôt le rôle qu'elle jouerait auprès du lit de mort d'Élisabeth :

« J'irai tout droit, aurait-elle dit, à la chambre de mon fils ; si j'y rencontre Alexis Razoumofski, je le laisserai auprès de mon petit Paul, sinon je prendrai celui-ci dans ma chambre. Au même instant j'enverrai un homme de confiance avertir cinq hommes de la garde, dont chacun m'amènera cinquante soldats, et je ferai appeler Bestoujef, Apraksine et Lieven. Moi-même j'entrerai dans la chambre de la mourante, où je recevrai le serment du capitaine de la garde, et je prendrai celui-ci avec moi. Si je remarque la moindre hésitation, je mettrai la main sur les Chouvalof. » Elle ajoutait qu'elle avait eu déjà une entrevue avec l'*hetman* Cyrille Razoumofski, que celui-ci répondait de son régiment, qu'il garantissait de lui amener le sénateur Boutourline, Troubetzkoï et même le vice-chancelier Vorontsof. Elle osait même écrire à Williams : « Le tsar Ivan le Terrible se proposait de fuir en Angleterre ; moi, je n'irai pas chercher un refuge auprès de votre roi, car je suis résolue à régner ou à périr. »

Mais faut-il en croire Williams ? Tout autre fut, selon l'abbé Chappe d'Auteroche, la scène dans laquelle la nouvelle impératrice parut en réalité au moment suprême. L'historien français nous l'a montrée se jetant aux pieds de son époux et lui exprimant le désir de le servir « comme la première esclave de son empire ». Plus tard, Catherine s'est montrée fort offensée de ce récit, s'inscrivant en faux contre son témoignage avec une véhémence toute particulière. On nous excusera de ne pas nous prononcer.

Quoi qu'il en ait été, Pierre prit tout à fait paisiblement possession de son empire. Son règne ne tarda d'ailleurs pas à tenir tout ce qu'il promettait

au-dehors, Frédéric respira, et put à bon droit s'estimer sauvé par la mort d'Élisabeth. Dans la nuit même qui suivit son avènement, Pierre envoya des courriers aux différents corps de son armée avec ordre de suspendre les hostilités. Les troupes qui occupaient la Prusse-Orientale devaient arrêter leur marche. Celles qui opéraient de concert avec les Autrichiens devaient s'en séparer. Les unes et les autres s'empresseraient de conclure un armistice si la proposition leur en était faite par les généraux prussiens. En même temps l'empereur dépêchait à Frédéric lui-même le chambellan Goudovitch avec une lettre de sa main destinée à lui faire part de ses intentions amicales. Puis, résolutions et démonstrations publiques annonçant un changement radical de tendances et de sympathies se succédèrent rapidement. Jusqu'aux comédiens français de la cour qu'on renvoyait sans se soucier autrement de leur sort ! Enfin, une déclaration remise en février aux représentants de la France, de l'Espagne et de l'Autriche les édifia sur ce qu'ils avaient à attendre du nouveau régime : Pierre tournait sans façon le dos à ses alliés ; il se déclarait décidé à conclure la paix et leur conseillait d'en faire autant. Une scène, dont le baron de Breteuil nous a laissé le récit pittoresque, souligna, deux jours après, ce dernier avertissement. C'était le 25 février 1762, à un souper offert par le chancelier Vorontsof. On resta à table depuis dix heures du soir jusqu'à deux heures du matin. Le tsar, raconte de Breteuil, « n'a cessé de brailler tout le temps, boire et déraisonner ». Vers la fin, Pierre se leva, chancelant, et, se tournant vers le général Werner et vers le comte Hordt, porta un toast au roi de Prusse. « Les choses ne sont plus comme les dernières années, ajouta-t-il, et nous verrons bientôt ! » En même temps il jetait « des sourires et des mots d'intelligence » à Keith, l'envoyé anglais, qu'il appelait « son cher ami ». À deux heures du matin, on passa au salon. À la place de la table de pharaon ordinaire se trouvait une grande table chargée de pipes et de tabac. Pour faire sa cour à l'empereur, il fallait allumer une pipe et fumer des heures entières, tout en buvant de la bière anglaise et du punch. Cependant, après une conférence assez longue avec Keith, Sa Majesté proposa de jouer au *campi*. « C'est, explique de Breteuil, une espèce de chat qui dort ou as qui court. » Tout en jouant, l'empereur appelle auprès de lui le baron de Posse, ministre de Suède, et s'attache à le convaincre que la déclaration récemment publiée par la Suède est identique à la sienne. « Elle n'a eu pour objet, réplique Posse, que d'appeler l'attention des alliés sur les difficultés qui s'opposent à une prolongation de la guerre. »

« Il faut faire la paix, affirme l'empereur. Pour moi, je la veux. » Le jeu continue. Le baron de Breteuil perd quelques ducats au prince Georges de Holstein, l'oncle du tsar, avec lequel, au cours de sa carrière militaire, il s'était rencontré sur un des champs de bataille de l'Allemagne. « Votre vieil antagoniste a raison de vous ! » s'écrie aussitôt Pierre en riant. Il continue de rire et de répéter le mot, comme font les gens ivres. Le baron de Breteuil, un peu interloqué, exprime l'assurance que ni lui ni la France n'auront plus jamais le prince pour adversaire. Le tsar ne répond pas, mais peu de temps après, voyant le comte Almodovar, le représentant de l'Espagne, perdre à son tour, il se penche à l'oreille de l'envoyé français, disant : « L'Espagne perdra. » Et il rit encore. Le baron de Breteuil suffoque. Il fait cependant appel à son sang-froid et prend son air le plus digne pour répondre : « Je ne crois pas, Sire. » Sur quoi il se lance dans des considérations destinées à démontrer ce qu'ont d'imposant les forces de l'Espagne réunies à celles de la France. L'empereur ne réplique que par des « Ah ! Ah ! » moqueurs. Enfin, le diplomate français arrive à sa conclusion :

— Si Votre Majesté reste ferme dans les principes de son alliance, comme elle l'a promis et le doit à ses engagements, nous sommes, l'Espagne et nous, fort tranquilles.

Cette fois, Pierre ne se possède plus. Il est en colère et prend sa plus grosse voix pour crier :

— Je vous l'ai fait déclarer il y a deux jours : je veux la paix.

— Et nous aussi, Sire ; mais nous la voulons faire comme Votre Majesté, honorable et d'accord avec nos alliés.

— Tout comme il vous plaira. Quant à moi, je veux la paix. Faites après comme vous l'entendrez. *Finis coronat opus.* Je suis soldat et point badin.

Là-dessus il tourne les talons.

— Sire, dit encore gravement le baron de Breteuil, je rendrai compte au roi de la déclaration qu'il plaît à Votre Majesté de me faire.

C'est la rupture. Le chancelier Vorontsof, qui est aussitôt averti de l'incident, en attribue la faute à l'état d'ivresse dans lequel se trouvait son maître, à son humeur bizarre. Il offre ses excuses [2]. Mais ni à Pétersbourg ni

à Versailles on ne se fait illusion sur la portée des paroles de l'empereur. « Vous aurez prévu sans doute toute mon indignation, écrit le duc de Choiseul, à la nouvelle de ce qui s'est passé le 25 février. Je vous avoue que je ne m'attendais pas à un style de cette espèce, et que la France n'est pas encore accoutumée à recevoir des lois de la Russie. Je ne crois pas que M. Vorontsof vous donne d'autres éclaircissements. Ils sont même inutiles à demander. Nous savons tout ce que nous pouvons savoir, et l'explication ultérieure que nous recevrons sera la connaissance d'un traité conclu entre la Russie et nos ennemis. »

En effet, deux mois après, c'est chose faite. Le 24 avril, Pierre signe son traité de paix avec la Prusse, en y faisant insérer un paragraphe qui annonce la conclusion prochaine d'une alliance défensive et offensive entre les deux puissances. Il publie hautement son intention de se mettre avec un corps de troupes à la disposition et sous les ordres de Frédéric. C'était un rêve caressé par lui depuis longtemps. En mai 1759, le marquis de L'Hôpital mandait à son cabinet :

« M. le grand-duc, se trouvant seul avec le comte Schwerin et le prince Czartoryski, commença l'éloge du roi de Prusse et dit en propres termes au comte de Schwerin qu'il se ferait gloire et honneur de faire une campagne sous les ordres du roi de Prusse. »

En même temps, Pierre paraissait vouloir chercher querelle au Danemark, à raison de ses possessions allemandes. L'empereur de Russie ne dédaignait pas de venger les injures, réelles ou imaginaires, du duc de Holstein. Un historien russe a fait tout un livre pour expliquer en quoi consistait ce qu'il a appelé le « système politique » du successeur d'Élisabeth. Selon lui, l'avenir tout entier de la Russie était mis en jeu si ce « système » avait pu se maintenir [3]. C'est, pensons-nous, faire trop d'honneur à Pierre III et à sa politique. Songeait-il, en effet, « à sacrifier l'embouchure de la Dvina et à se séparer de quelques millions de compatriotes pour, avec l'aide de la Prusse, conquérir un autre rivage éloigné de quelques centaines de verstes, s'emparer de l'embouchure de l'Elbe et étendre sa domination sur quelques milliers de Dano-Allemands » ? Nous inclinons à croire qu'il voulait simplement témoigner de son admiration pour Frédéric II et étonner l'Allemagne avec son uniforme de général

holsteinois. Il continuait à jouer au soldat : seulement, ayant le choix, il ne se contentait plus de fantassins en amidon.

À l'intérieur, il s'affirmait comme un réformateur résolu. Ukases sur ukases se succédèrent, décrétant, celui-ci la sécularisation des biens du clergé, celui-là l'émancipation de la noblesse, cet autre la suppression de la « chancellerie secrète », ou bureau de police politique. Que voulait dire encore cette législation précipitée ? Pierre était-il vraiment un libéral ? Un contemporain, le prince Michel Chtcherbatof, expliquait à sa façon l'apparition de l'ukase sur la noblesse. Un soir qu'il avait envie de faire une infidélité à sa maîtresse, Pierre appela son secrétaire d'État, Dimitri Volkof, et lui tint ce discours : « J'ai dit à mademoiselle Vorontsof que je passerais une partie de la nuit à travailler avec toi sur un projet de la plus haute importance. Ainsi il me faut pour demain un ukase dont on parle à la cour et à la ville. » Volkof s'inclina ; le lendemain, Pierre était satisfait, et la noblesse aussi. Il est probable que, tout en subissant l'influence de son entourage et en appliquant sans réflexion les idées qu'il en recevait, le nouvel empereur obéissait surtout à cet instinct de touche-à-tout que l'on rencontre chez la plupart des enfants, et dont son esprit, naturellement inquiet, augmentait la portée. Il se plaisait à bouleverser ainsi avec une signature la constitution de son empire et à voir autour de lui les airs effarés de ceux qu'effrayaient ces rapides changements. C'étaient là maintenant ses espièglerie. Peut-être encore pensait-il imiter Frédéric. Il s'amusait beaucoup et se croyait en passe de devenir, lui aussi, un grand souverain.

Risquait-il vraiment de s'aliéner, par ces entreprises extérieures et intérieures, l'amour de ses sujets ou d'ébranler son trône ? Nous n'en croyons rien. Ses sujets en avaient vu bien d'autres ! Le clergé fut à coup sûr blessé au vif, mais il ne dit rien. La noblesse eut lieu d'être satisfaite, mais ne dit pas davantage. Le Sénat offrit à l'empereur une statue en or qu'il refusa. Plus tard, on insista beaucoup sur les symptômes de désorganisation qui se seraient manifestés dans toute la machine gouvernementale avant l'événement qui mit fin au nouveau règne. Ce sont là des observations que l'on ne manque jamais de faire après coup. Au demeurant, Pierre régna tranquillement, en dépit de ses fantaisies. Avant lui, Biron s'en était permis de plus excessives. La machine gouvernementale en Russie ressemblait à ce

traîneau massif qui avait porté jusqu'à Moscou la fortune de Catherine : elle était à l'épreuve des secousses.

Pierre commit deux fautes capitales — en faisant un mécontent et en en exaspérant un autre. Le mécontent fut l'armée. Non pas qu'il lui ait répugné, ainsi qu'on l'a prétendu, de changer de camp et de combattre avec les Prussiens contre l'Autriche, après avoir combattu avec les Autrichiens contre la Prusse. La haine du casque à pointe, attribuée aux soldats commandés en 1762 par un Tchernichof ou un Roumiantsof, nous semble d'une imagination bien moderne. Le casque à pointe n'existait d'abord pas, et, Allemands pour Allemands, les guerriers de Marie-Thérèse ne l'étaient pas moins que ceux de Frédéric. Pierre voulut introduire dans son armée la discipline prussienne ; c'est cela que son armée ne lui pardonna pas. Elle avait sa discipline à elle. Pour une légère infraction, un des grenadiers dont Élisabeth faisait si grand cas, et pour cause, s'entendait condamner à trois mille, quatre mille ou cinq mille coups de bâton, sans trouver à y redire. Il résistait parfois à cet effroyable supplice et rentrait dans le rang sans murmurer. Il trouva insupportable qu'on lui fit recommencer un exercice pour un défaut d'ensemble dans la manœuvre. Pierre s'avisa aussi de toucher aux uniformes. Ce fut une seconde offense. Enfin il parla de supprimer la garde, comme son aïeul avait supprimé les *strélitz*. C'était toucher au tabernacle. Depuis près d'un demi-siècle la garde était, au fond, ce qu'il y avait de plus stable dans l'Empire. Le nouveau tsar commença par congédier le régiment des gardes du corps, celui-là même dont la défunte impératrice invitait les sous-officiers à sa table. Il le remplaça par un régiment holsteinois. Le prince Georges de Holstein fut nommé commandant en chef des armées russes et placé à la tête de la garde à cheval, qui jusqu'à présent n'avait eu d'autre colonel que le souverain lui-même. C'en était trop. Il nous paraît que les témoignages à peu près unanimes des contemporains sur les mouvements hostiles de l'opinion publique provoqués par les agissements du nouvel empereur se rapportent précisément à ces réformes militaires et à l'effet qu'elles produisaient dans les rangs de l'armée. Nous savons déjà ce que ce mot, « le public », voulait dire en Russie.

Le mécontent exaspéré fut Catherine. À cet égard, un véritable esprit de vertige semble s'être emparé de Pierre. Dès le 15 janvier 1762, le baron de Breteuil écrivait au duc de Choiseul :

« L'impératrice est dans l'état le plus cruel et traitée avec le mépris le plus marqué. Je vous ai marqué, Monseigneur, qu'elle cherchait à s'armer de la philosophie, et je vous ai dit combien cette pâture était peu faite pour son caractère. Je sais depuis, à n'en pouvoir douter, qu'elle supporte déjà très impatiemment la conduite de l'empereur avec elle et les hauteurs de mademoiselle de Vorontsof. Je ne saurais me figurer que la tête de cette princesse, dont je connais le courage et la violence, ne se porte tôt ou tard à quelque extrémité. Je lui connais des amis qui tâchent de l'apaiser, mais qui risqueraient tout pour elle, si elle l'exigeait. »

Au mois d'avril, en s'installant dans le nouveau palais, dont la construction devait être achevée, Pierre occupa une des ailes et assigna à sa femme des appartements situés à l'extrémité de l'autre. Il logea auprès de lui Élisabeth Vorontsof. À un certain point de vue, cet arrangement n'était pas pour déplaire à Catherine ; il lui donnait plus de liberté, et elle en avait besoin de toute façon : elle était grosse une fois de plus, et, cette fois, sans possibilité aucune d'en appeler à la paternité, même accidentelle, de l'empereur. Il n'y en avait pas moins là un signe visible de ce mépris dont parle le baron de Breteuil, et la consécration pour ainsi dire officielle d'un état de choses difficile à supporter. Pierre y ajoutait à tout instant des traitements odieux, des grossièretés, des tracasseries mesquines et cruelles. Un jour, soupant avec sa maîtresse, il envoyait chercher le comte Hordt, qui tenait compagnie à l'impératrice. Le Suédois, n'osant dire à Catherine où on lui demandait d'aller, se décidait à décliner l'invitation. Alors Pierre arrivait lui-même, annonçant brutalement au comte qu'on l'attendait chez la Vorontsof et qu'il devait se résoudre à l'y suivre. Un autre jour, ayant découvert que l'impératrice aimait beaucoup les fruits, il défendait qu'on en mît sur sa table. Par moments, il se piquait aussi de jalousie. Catherine prisait, selon la coutume générale du temps, même parmi les femmes jeunes et jolies. Elle en contracta de bonne heure l'habitude et la conserva toute sa vie. Serge Galitzine raconte qu'elle dut, sur un ordre de l'empereur, se séparer de sa tabatière, parce qu'elle avait eu le malheur de demander une prise au père de Serge. On connaît la scène, devenue célèbre, où l'empereur apostropha publiquement l'impératrice en lui jetant à la figure une grossière injure. C'était le 21/9 juin 1762, à un dîner de quatre cents couverts offert aux dignitaires des trois premières classes et aux ministres étrangers à

l'occasion de la ratification du traité de paix signé avec la Prusse. L'impératrice se tenait à sa place habituelle au milieu de la table. L'empereur, ayant à sa droite le baron de Goltz, occupait un des bouts. Avant de boire à la santé de Frédéric, Pierre porta celle de la famille impériale. À peine l'impératrice avait-elle reposé son verre qu'il envoyait son aide de camp, Goudovitch, lui demander pourquoi elle ne s'était pas levée pour faire honneur à ce toast. Elle répondit que la famille impériale ne se composant que de l'empereur, d'elle-même et de son fils, elle n'avait pas cru cet hommage nécessaire. Aussitôt Pierre redépêcha Goudovitch en lui ordonnant de dire à l'impératrice qu'elle était une sotte *(doura)*, et qu'elle devait savoir que les deux princes de Holstein, oncles de l'empereur, faisaient partie de la famille impériale. Et, comme il craignit sans doute que Goudovitch n'exécutât pas fidèlement sa commission, il cria lui-même : *« Doura ! »* au travers de la table, adressant le compliment à celle à qui il était destiné. Tout le monde entendit le mot. Des larmes mouillèrent les joues de Catherine.

Ce n'étaient que des affronts. Pierre eut la folie d'y ajouter des menaces. Ce même jour, la *freiline* Vorontsof recevait l'ordre de Sainte-Catherine, qui était réservé habituellement aux princesses du sang. Catherine elle-même ne l'avait eu qu'après avoir été désignée officiellement comme fiancée du futur empereur. Il paraît même qu'en sortant de table, ivre comme à son ordinaire, Pierre donna au prince Bariatinski l'ordre d'arrêter l'impératrice. Les instances seules du prince Georges de Holstein l'engagèrent à revenir sur sa décision. Mais la croyance fut bientôt générale qu'il arriverait à cette extrémité. Les Vorontsof, pensait-on, l'y poussaient. Il enfermerait Catherine dans un cloître, jetterait le petit Paul dans une prison, et épouserait la favorite. De fait, celle-ci avait gagné sur son esprit un pouvoir absolu. C'était bien la maîtresse qu'il fallait à ce fantoche impérial doublé d'un caporal allemand. Elle n'était pas jolie. « Laide, grossière et bête », dit Masson. L'Allemand Scherer, qui n'a que des éloges pour Pierre, convient qu'il a fait preuve, en se donnant cette compagne, d'un goût déplorable. C'était, croit-il, la seule chose qu'on pût lui reprocher. Elle était méchante et manquait d'éducation. « Elle jurait comme un soldat, louchait, puait et crachait en parlant. » Il paraît même qu'elle battait parfois l'empereur ; mais elle s'enivrait aussi avec lui, ce qui était une compensation. On raconta qu'au

moment de la révolution, qui jeta à l'abîme Pierre, sa maîtresse et sa folie, le manifeste destiné à faire descendre Catherine du trône et à y faire monter la Vorontsof était prêt et devait être publié incontinent.

Ainsi Catherine se trouva placée en face d'un dilemme dont les deux termes impliquaient un risque terrible à courir pour elle, avec cette différence qu'il n'y avait rien à gagner d'un côté et pas grand-chose à perdre de l'autre. Elle fit son choix en conséquence.

2.3

L'histoire de la conspiration de 1762, qui coûta le trône et bientôt après la vie à Pierre III, est encore à faire, et des documents suffisamment authentiques et précis font défaut jusqu'à présent à l'historien. Rulhière paraît s'être trompé du tout au tout sur le rôle attribué à Panine et à la princesse Dachkof dans la préparation de cet événement. D'après lui, ils ont tout fait, ou peu s'en faut. Cependant, à l'entendre toujours, c'est la princesse Dachkof qui a commencé, en immolant sa vertu pour gagner le concours de Panine qui se montrait peu disposé à courir l'aventure. Il convient d'ajouter que les scrupules de la princesse venaient surtout de la croyance où elle était qu'une parenté très proche l'unissait à celui dont elle repoussa d'abord les hommages. Elle pensait être sa fille. Un intermédiaire obscur, le Piémontais Odard, devenu depuis peu secrétaire de Catherine, l'engagea à passer par-dessus cette considération, et dès lors les deux amants marchèrent de concert. Malheureusement, ils ne s'entendaient pas tout à fait avec Catherine sur le but auquel devaient tendre leurs efforts. Les lectures de la princesse, le séjour que Panine avait fait à Stockholm les avaient imbus l'un et l'autre d'idées républicaines. Ils ne voulaient donner le pouvoir à Catherine qu'à de certaines conditions. Catherine se refusait à tout compromis de ce genre, et, ayant les Orlof sous la main, se montrait disposée à se passer des services qu'on lui offrait à ce prix. On se décida de part et

d'autre à travailler isolément au renversement de Pierre, sauf à voir plus tard comment on le remplacerait. Ce fut une mise en œuvre de « l'action parallèle », dont des événements récents ont renouvelé l'exemple. La princesse Dachkof et Panine recrutèrent des partisans parmi les hauts officiers de l'armée, en descendant parfois jusqu'aux soldats. Les Orlof travaillaient les soldats et faisaient quelques tentatives auprès des chefs. On se rencontrait dans les casernes, et, ne se connaissant pas, on se dévisageait mutuellement avec inquiétude. Enfin Catherine réussit à joindre les deux intrigues et s'empara de la direction du mouvement.

Tel est le récit de Rulhière. Bien qu'il paraisse probant aujourd'hui encore à de très bons esprits, il ne laisse pas de soulever de grosses objections. Le portrait que Diderot, qui connut plus tard la princesse Dachkof à Paris, nous a laissé de sa beauté, en est une :

« La princesse n'est aucunement belle ; elle est petite ; elle a le front grand et haut, de grosses joues soufflées, des yeux ni grands ni petits, un peu renfermés dans leurs orbites, les sourcils et les cheveux noirs, le nez épaté, la bouche grande, les lèvres grosses, les dents gâtées, le cou rond et droit d'une forme nationale, la poitrine convexe, point de taille, de la promptitude dans les mouvements, peu de grâces, nulle noblesse [4]… »

Elle paraît, en effet, avoir exercé une certaine influence, due peut-être à la vivacité de son caractère, sur l'esprit indolent du futur Premier ministre de Catherine ; qu'elle ait eu le pouvoir de lui faire oublier non seulement sa paresse, mais sa prudence habituelle, jusqu'à le pousser dans une entreprise dont il était capable d'apprécier toute la témérité, cela nous paraît plus que douteux. Que de son côté Catherine se soit laissée aller à remettre ses intérêts, son sort et celui de son fils, son ambition et même sa vie, entre les mains de cette conspiratrice de dix-huit ans, c'est ce que nous éprouvons la plus grande difficulté à admettre comme possible. La princesse nous a raconté d'ailleurs dans ses *Mémoires* l'accueil fait par Catherine à ses premières avances. C'était peu de temps avant la mort d'Élisabeth. Un soir d'hiver, vers minuit, la grande-duchesse, déjà couchée, vit arriver son amie, effarée, tremblant d'émotion ou de froid et lui demandant de se confier à elle en présence des périls qu'elle allait courir. Elle voulait savoir quel était le plan de la future impératrice. Elle réclamait ses instructions pour agir en

conséquence. Catherine s'occupa d'abord d'épargner un rhume à cette intrépide coureuse d'aventures. Elle la fit coucher à côté d'elle, l'enveloppa dans ses couvertures, puis l'engagea doucement à regagner son propre lit et à se tenir tranquille. Elle n'avait aucun plan et s'en reposait sur la Providence.

Enfin, la princesse a varié considérablement dans les confidences qu'elle a transmises elle-même au sujet de son rôle dans les événements de 1762. À en croire ses *Mémoires*, ce rôle a été essentiel. Renchérissant encore sur Rulhière, elle s'y donne pour la principale inspiratrice et la directrice en chef du mouvement révolutionnaire. Les Orlof et Panine lui-même n'ont fait qu'obéir à ses ordres. C'est elle qui a tout conduit et tout préparé. Tout autre est le sens des déclarations recueillies par Diderot de sa bouche :

« Elle en réduisait pour sa part et celle des autres le mérite presque à rien ; elle disait que cela s'était engagé par des fils imperceptibles, qui les avaient tous conduits à leur insu. »

La vérité est probablement à chercher, ici comme ailleurs, dans un terme moyen entre ces assertions contradictoires ; et Frédéric, si bien informé qu'il pût être, nous semble s'en être éloigné de son côté en disant plus tard au comte de Ségur : « Les Orlof ont tout fait, la princesse Dachkof n'a été que la mouche vaniteuse du coche. » Les Orlof étaient des jeunes gens sans instruction, sans autorité, sans expérience, aussi peu propres à conduire une affaire sérieuse que pouvait l'être la princesse Dachkof elle-même, et le prince Michel Vorontsof, l'oncle de la princesse, qui ne pouvait la souffrir, a reconnu l'importance des services qu'elle avait, un peu contre son gré à lui, rendus à une cause qui ne lui fut pas très sympathique.

Quant à Panine, au témoignage même de Catherine, une révolution qui aurait pour effet de remplacer l'empereur régnant par une nouvelle impératrice ne séduisait que médiocrement cet homme d'État, dont une ambition froide et calculatrice dirigea toujours les mouvements. Il reconnaissait que le règne de Pierre III prenait une tournure fâcheuse, mais il lui voyait un remplaçant tout indiqué qui était son pupille. Il aimait mieux, à coup sûr, être gouverneur d'un empereur que celui d'un grand-duc. Avec ce qu'il savait d'ailleurs du caractère de Catherine, il devinait que, elle régnant, il ne serait jamais, fût-il appelé au premier rang, qu'un comparse et

un sous-ordre. Il ne se trompait pas. Il paraît, pour toutes ces raisons, s'être tenu jusqu'à la fin dans la plus grande réserve.

Ainsi ramené aux seuls éléments dont l'action y soit historiquement établie, ou tout au moins vraisemblable, le complot qui prépara l'avènement de Catherine reste à l'état de problème non résolu. Ce que nous en savons toutefois, ou ce que nous en pouvons deviner, tend à justifier l'appréciation sévère de Frédéric disant : « Leur conjuration était folle et mal ourdie. »

Cette opinion fut partagée sur le moment par celui des diplomates étrangers présents à Pétersbourg qui se trouva initié jusqu'à un certain point au mystère des préparatifs que nous venons d'indiquer. Le baron de Breteuil eut ce privilège, et, à tout prendre, nous croyons que son jugement et sa conduite n'ont pas mérité la réprobation qui les atteignit après l'événement. On sait le rôle équivoque auquel la diplomatie de Louis XV avait destiné le jeune et brillant diplomate en l'envoyant sur les bords de la Neva. Il n'est que juste de dire qu'il ne s'y essaya même pas. Tout d'abord, il trouva occupée la place qu'on aurait voulu lui voir prendre dans la faveur de Catherine. De plus, le duc de Choiseul avait omis de lui défendre d'emmener sa femme. Elle était jeune, jolie, et sut défendre ses droits. Les relations du nouveau ministre avec l'impératrice se bornèrent ainsi à un échange de politesses. Après la scène du 25 février 1762 que nous avons rapportée plus haut, sa situation officielle devint elle-même difficile, sinon impossible, et il ne manqua pas de s'en prévaloir aussitôt pour demander son rappel. Il y ajouta des considérations qui ne tendaient pas à moins qu'à écarter toute pensée d'entente avec la Russie. « Je suis d'opinion qu'il ne faut songer qu'à la détruire », écrivait-il.

Si violent que fût ce langage, il ne faisait au fond qu'accentuer celui du duc de Choiseul lui-même, qui, de son côté, parlait de « sa colère » et de « son mépris » pour la nation dont Pierre III gouvernait les destinées. Une question d'étiquette aggrava encore la tension des rapports mutuels. Au mois de juin 1762, le baron de Breteuil en était encore à demander au nouvel empereur une première audience, qu'il s'était vu refuser, parce qu'il n'avait pas voulu rendre visite le premier au prince Georges de Holstein. Au même moment, Tchernichof menaçait à Paris de suspendre ses fonctions de ministre plénipotentiaire si on ne s'empressait de reconnaître à son maître le

titre d'empereur, « qui était celui sous lequel Pierre III avait bien voulu consentir que toutes les puissances de l'univers le reconnussent, bien que celui de tsar fût certainement connu pour être en tous points le plus beau qu'aucun des monarques de l'univers ait jamais porté ». En fin de compte, Breteuil reçut ordre de promettre cette concession si on lui accordait celle de lui donner son audience sans autre exigence ; sinon de demander ses passeports. Le 18 juin 1762, ayant essuyé un nouveau refus, le baron fit ce qu'on lui avait prescrit de faire. Mais, tout en demandant ses passeports, il essaya encore de sonder le terrain auprès de Catherine. Il n'en tira que de vagues protestations, qui n'étaient évidemment pas d'un poids suffisant pour l'engager à contrevenir aux ordres de son chef. La veille seulement de son départ, le 24 juin, il reçut la visite d'un sieur Odard, qu'il tenait pour un obscur aventurier, qu'il voyait parfois et qu'il ménageait, connaissant ses liaisons avec quelques personnes appartenant à l'entourage de l'impératrice, mais en qui il pouvait difficilement voir un intermédiaire autorisé. Catherine parut avoir honte plus tard de ce complice et s'en débarrassa prestement. Odard se dit envoyé par l'impératrice, qui, « pressée par les plus fidèles sujets de l'Empire et poussée à bout par les procédés de son mari, était déterminée à tout hasarder pour y mettre fin ». Elle demandait, en vue de la tentative qu'elle allait faire, un prêt de 60 000 roubles. Breteuil se méfia. Jamais jusqu'à présent l'impératrice ne s'était servie du Piémontais pour lui communiquer quoi que ce soit. Il ne savait pas qu'il fût devenu son secrétaire. Il ne refusa pourtant pas l'argent, ainsi qu'on l'a prétendu. Il prit seulement ses précautions. Il demanda à Odard de lui rapporter un billet de la main de l'impératrice portant ces mots qu'il lui dicta : « J'ai chargé le porteur du présent billet de vous faire mes adieux et de vous prier de me faire quelques petites commissions. » C'était réclamer une lettre de créance, et la demande ne dut pas sembler excessive à Catherine. À remettre entre les mains d'Odard, sans plus ample information, une somme aussi considérable, le baron de Breteuil pouvait risquer sa fortune et sa carrière. Le Piémontais n'entendait pas d'ailleurs que la somme lui fût livrée aussitôt. D'après son dire, l'impératrice souhaitait seulement qu'elle fût disponible, de façon que, le moment venu, elle pût en toucher le montant sur son simple reçu. De Breteuil donna ses ordres à Bérenger, qu'il laissait à Pétersbourg comme chargé d'affaires : si on lui présentait le billet de l'impératrice rédigé selon la formule convenue, il enverrait un courrier à Varsovie pour l'en prévenir. De

Breteuil aviserait alors. Il n'avait pas du tout d'instructions l'autorisant à faire des avances pécuniaires à l'impératrice, ni à recommencer, sur de nouveaux frais, le rôle joué en 1740 par La Chétardie. Le profit que la France avait tiré des prouesses de ce diplomate n'était pas pour encourager de nouveaux essais de ce genre. Et, de fait, les dépêches du duc de Choiseul n'y engageaient aucunement le baron de Breteuil. Elles lui recommandaient, au contraire, la prudence et l'abstention. Initié aux mystères de la politique personnelle de Louis XV, il savait de plus le monarque résolument hostile à une intervention de ce genre. N'aurait-il pas dû cependant passer par-dessus toutes ces considérations ? N'aurait-il pas dû au moins différer son départ ? Il n'en fit rien, pour tout dire, parce que, en admettant même que la démarche du sieur Odard fût autorisée et que les préparatifs du coup d'État qu'elle semblait indiquer fussent réels, il ne jugea pas ceux-ci suffisamment sérieux, et destinés à un succès au moins probable. Bérenger partagea cette impression. Dix jours après le départ du baron de Breteuil, Odard donna de ses nouvelles au chargé d'affaires, en lui indiquant un rendez-vous pour une heure avancée de la nuit, dans un lieu désert. Au lieu du billet réclamé par le baron, il lui en apportait un autre ainsi conçu : « L'emplette que nous devions faire se fera sûrement bientôt, mais à beaucoup meilleur marché ; ainsi on n'a pas besoin d'autres fonds. » L'impératrice ne demandait plus rien. Bérenger en fut enchanté, d'autant que cette nouvelle démarche lui parut encore plus suspecte que la première, ou plus extravagante. Pourquoi, n'ayant plus besoin de son concours pour la besogne qu'on avait en vue, venait-on l'avertir qu'elle serait bientôt faite ? À quoi cela pouvait-il servir, sinon à démontrer l'imprudence et la légèreté des prétendus conspirateurs ? Bérenger vit « tant de nuages dans la tête du sieur Odard, tant de personnes dans le secret, un tel fatras en fait de moyens et une si grande impuissance », qu'il ne douta pas d'un échec certain. Les « arcs-boutants » de la conjuration qui lui furent indiqués ne le firent pas changer d'avis. C'étaient, d'après Odard, la princesse Dachkof, « imprudente au possible, dit Bérenger, quoique courageuse » ; l'*hetman* Razoumofski, « indolent, borné et n'ayant plus rien à désirer » ; le comte Panine, « âme sourde et modeste, avec de la sagesse et de la subtilité dans l'esprit, mais occupant un poste subalterne ». Odard ne parla pas des Orlof. Ce nom n'aurait rien dit alors à l'envoyé français. De simples lieutenants ! Que pouvait signifier leur concours ?

Quant aux autres membres du corps diplomatique en résidence dans la capitale du Nord, ils ne se doutèrent simplement de rien. La correspondance du comte de Mercy ne renferme pas jusqu'au 10 juillet, c'est-à-dire jusqu'au lendemain de la révolution, une seule phrase pouvant laisser supposer qu'il en prévoyait l'événement. Et ce n'est pas réserve diplomatique de sa part, car il parle fréquemment de Pierre en termes sévères. Il ne se prive pas non plus de dire, ou du moins de laisser entendre, qu'une révolution serait un bienfait pour la Russie, et surtout pour ses alliés. Mais il ne voit personne en mesure de l'accomplir. C'était aussi l'avis de Keith. Frédéric, plus clairvoyant ou mieux informé, s'inquiétait, envoyait des avertissements à son nouveau compagnon d'armes, mais ne songeait pas lui-même à Catherine. Il croyait plutôt à une tentative au profit du jeune Ivan.

Personne, en réalité, parmi ceux qui étaient le plus intéressés à prévoir le grand événement, ne soupçonna son approche, ne le vit venir. Et qui pouvait prendre garde au cheminement obscur et désordonné de quelques écervelés ? Selon une des versions que nous devons à la princesse Dachkof, les conjurés eux-mêmes n'eurent pas la vue plus longue : « L'affaire était fort avancée que ni elle, ni l'impératrice, ni personne ne s'en doutait. Trois heures avant la révolution, il n'y avait personne qui ne s'en crût encore à trois ans. »

Du moins jusqu'au dernier moment il ne paraît pas y avoir eu, d'aucune part, de plan arrêté, ni même d'idée précise sur la marche à suivre et les procédés à employer pour parvenir au but qu'on poursuivait. Comment s'y prendrait-on pour détrôner Pierre et mettre Catherine à la place ? On ne le savait guère. D'après les confidences dont Odard crut devoir gratifier Bérenger, on essaya à plusieurs reprises de s'emparer de la personne de l'empereur, mais sans succès. Autant qu'on peut en juger, on allait à l'aventure. La princesse Dachkof, cela est probable, parla à quelques officiers. Il y eut, cela est certain, une œuvre de propagande, de corruption et d'embauchage accomplie dans les casernes par les frères Orlof sur une échelle assez étendue. L'argent ne manqua pas, même avant la tentative faite en dernier lieu auprès du baron de Breteuil. Au commencement de mars, Grégoire Orlof occupa la place d'officier payeur du corps d'artillerie. Le grand maître de l'artillerie, l'amant malheureux de la princesse Kourakine, venait de mourir et avait eu pour successeur un ancien chambellan de la jeune cour, éloigné autrefois d'auprès de Catherine à raison du dévouement

excessif, aux yeux d'Élisabeth, qu'il lui témoignait : le Français Villebois. Villebois était le fils d'un ancien page de Pierre Ier, dont celui-ci fit plus tard un vice-amiral. Il était écrit qu'un Français jouerait cette fois-ci encore un rôle important dans le coup d'État destiné à donner un nouveau souverain à la Russie, et que La Chétardie aurait quand même un remplaçant. Il est vraisemblable, en effet, que le choix de Grégoire Orlof fut dû à une intervention personnelle du nouveau grand maître, inspirée probablement par Catherine elle-même. Rien ne désignait le jeune officier pour ce poste de confiance. Autant valait mettre la caisse en dépôt dans la caverne d'Ali-Baba. Le second de Villebois, le lieutenant général Pournour, en fit l'observation. On lui dit qu'Orlof était protégé par l'impératrice, et il s'inclina. L'officier payeur puisa à pleines mains dans la caisse. On serait arrivé ainsi à gagner jusqu'à quatre-vingt-dix-neuf soldats dans chacun des quatre régiments de la garde : Ismaïlovski (le premier devant lequel se présenta Catherine le jour du coup d'État), Semionovski, Préobrajenski et le régiment des gardes à cheval, dans lequel servait le fameux Patiomkine.

Catherine fut amenée parfois à donner aux embaucheurs un concours direct et personnel. Il semble cependant qu'elle ait montré à cet égard beaucoup de retenue et de discrétion. Un des soldats gagnés par Alexis Orlof, le grenadier Stvolof, réclama un signe de l'impératrice. On lui promit qu'en se mettant sur le passage de la tsarine, lors de sa promenade dans le parc du palais impérial, il recevrait ce signe : Sa Majesté lui donnerait sa main à baiser. Catherine se prêta volontiers à ce manège, qui ne lui faisait pas courir grand risque. « Tout le monde me baisait la main », disait-elle plus tard à Chrapowiçki. Mais le brave soldat fut ému jusqu'au fond de l'âme. Il pleura en s'inclinant sur la main impériale et n'en demanda pas davantage pour être convaincu.

La dernière convaincue, dans cette conjuration, fut, à ce qu'on peut croire, Catherine elle-même. Dans le récit qu'elle est censée avoir fait de cette époque de sa vie [5], elle dit n'avoir prêté l'oreille aux propositions qu'on lui faisait depuis la mort d'Élisabeth qu'à partir du jour où, après l'avoir insultée publiquement, Pierre poussa l'extravagance et la méchanceté jusqu'à vouloir la faire arrêter. L'incident, nous le savons déjà, s'est produit le 21 juin, c'est-à-dire quelques semaines avant le coup d'État. Mais alors encore et jusqu'au coup d'État lui-même, aucune part active prise par la

future autocratrice aux agissements de ses amis n'est nettement indiquée. Son rôle, avant le moment suprême, paraît avoir été surtout un rôle d'attitude et de maintien. À cet égard elle fut admirable. L'art avec lequel elle sut prendre le contre-pied de la conduite de son mari et relever ce que ses allures pouvaient avoir de déplaisant, par l'exagération de procédés et de démonstrations opposés, la classe parmi les premières comédiennes politiques de tous les temps. La mort d'Élisabeth et la complication des cérémonies dont le rite grec fit assaut avec l'étiquette impériale auprès de la dépouille de l'impératrice fournirent une première occasion au nouvel empereur de déployer la bizarrerie et la grossièreté de son caractère. Il ne la manqua pas. Il se montra inconvenant à l'excès. Catherine protesta et s'attira l'admiration et la sympathie de tout le monde par les témoignages de respect et de piété filiale qu'elle prodigua.

« Personne, écrivait le baron de Breteuil, n'est plus assidu à rendre à la feue impératrice les derniers devoirs, qui, suivant la religion grecque, sont multipliés et pleins de superstition, dont elle rit assurément, mais le clergé et le peuple l'en croient très touchée et lui en savent gré. »

Un portrait d'elle nous a été conservé dans les vêtements de deuil qu'elle ne quittait pas à cette époque. Elle se montrait aussi stricte observatrice des pratiques religieuses, jeûnes, jours maigres, jours fériés, toutes choses dont Pierre affectait le mépris le plus absolu. À une messe solennelle, chantée dans la chapelle du palais, à l'occasion de la fête de la Trinité, l'ambassadeur autrichien vit avec étonnement l'empereur se promener sans façon dans le saint édifice et causer à haute voix pendant l'office avec les messieurs et les dames de la cour, alors que l'impératrice, immobile à sa place, paraissait plongée dans ses prières.

Pierre, toujours et de plus en plus violent, s'emportait à tout propos, jusqu'à infliger des corrections manuelles aux personnes de son entourage, à de hauts dignitaires, à ses meilleurs serviteurs, en public, devant la cour assemblée. Narychkine, Mielgounof, Volkof eurent tour à tour à souffrir de semblables traitements. Catherine fut la douceur même. Tous ceux qui l'approchaient avaient à se louer de son affabilité, de l'égalité de son humeur, de sa bonne grâce. Aux brutalités de l'empereur, dont elle était elle-même victime, elle répondait par la contenance la plus digne et la mieux faite pour

inspirer la sympathie, sans permettre que celle-ci dégénérât en pitié et en constatation de sa déchéance. Au fameux banquet où elle s'entendit traiter de *sotte*, elle laissa voir quelques larmes, tout juste assez pour attendrir les témoins de cette scène pénible ; puis aussitôt, se tournant vers le comte Strogonof qui se tenait derrière son fauteuil, elle le pria de lui raconter quelque chose de gai, qui la fît rire et détournât l'attention des assistants.

À un moment, elle poussa la science de la dissimulation jusqu'à se montrer aimable et complaisante pour Pierre lui-même. Les correspondants diplomatiques enregistrèrent un rapprochement inattendu entre les augustes époux. L'impératrice parut, souriante et gracieuse, aux soupers de l'empereur, au milieu des orgies de bière et de tabac. Elle supporta stoïquement l'odeur des pipes, le relent des lourdes ivresses germaniques et les propos grossiers des buveurs. C'était le moment critique. Catherine, nous l'avons dit déjà, était enceinte. Il fallait cacher cette grossesse à tous les yeux, et surtout aux yeux de l'empereur. On raconta que le jour où elle fut prise des douleurs de l'enfantement, son fidèle valet de chambre Chkourine mit le feu à une maison qu'il possédait dans un des faubourgs de la ville, pour attirer les gens curieux de ce côté. Pierre y courut, comme de raison, pour jouir du spectacle et distribuer des injures et des coups de canne. Ses favoris le suivirent. Catherine accoucha, le 23 avril, d'un fils, qui porta le nom de Bobrinski et fit souche d'une des familles les plus considérables aujourd'hui en Russie. Nous le retrouverons plus tard. C'est à cette époque qu'un courtisan faisant compliment à l'impératrice sur la bonne mine et la beauté qu'elle portait dans les réunions où sa présence jetait comme un éclat de lumière, il lui échappa de dire :

« Vous ne pouvez pas vous imaginer ce qu'il en coûte quelquefois pour être belle. »

Mais où tout cela pouvait-il la mener ? Elle n'en savait probablement rien. Un jour viendrait sans doute où le travail souterrain de ses amis aboutirait au grand jour, amènerait une explosion ; où les extravagances de son mari provoqueraient une crise : il serait temps d'agir alors. Elle agirait. En attendant, ainsi qu'elle l'avait dit à la princesse Dachkof, elle s'en rapportait à la Providence. Selon l'avis de Frédéric, c'était ce qu'elle eût de mieux à faire. « Elle ne pouvait encore rien conduire », disait-il plus tard, en

rappelant ces souvenirs ; « elle s'est jetée dans les bras de ceux qui voulaient la sauver ». L'habileté dans la conduite des affaires, l'art des combinaisons, la prudence et la dextérité nécessaires pour mener à bien une entreprise difficile, ne furent d'ailleurs jamais son fort. Elle brilla surtout par le caractère. Là était sa véritable supériorité. C'est ce qui fait qu'elle dut toujours compter principalement, et qu'elle compta en effet ainsi toute sa vie, sur cette force supérieure et mystérieuse, qu'elle invoquait en parlant à la princesse Dachkof et dont Frédéric lui-même ne méconnaissait pas la puissance, mais qu'il appelait irrévérencieusement : « Sa Sacrée Majesté le Hasard. » Car se livrer aux Orlof, comme elle le faisait maintenant, ou à Patiomkine, comme elle le fit plus tard, ce n'était pas, à proprement parler, faire autre chose. Le hasard eut du bonheur avec les Orlof ; il eut du bonheur et peut-être même du génie avec Patiomkine ; quand il n'eut plus ni bonheur ni génie avec Zoubof, ce fut un désastre. Mais Catherine demeura grande. Pour le moment, le hasard devait lui donner la victoire. Il n'y travailla pas seul pourtant : il lui fallut encore la complicité de l'homme le plus intéressé à faire avorter la téméraire entreprise. « Il s'est laissé détrôner comme un enfant que l'on envoie se coucher », disait encore Frédéric, en parlant de Pierre III.

Chapitre 3

LA VICTOIRE

I. Le départ de Pierre III pour Oranienbaum. — Ses projets belliqueux. — La sécurité où il se croit être. — Catherine va à Peterhof. — Pierre vient l'y rejoindre. — Il n'y trouve plus l'impératrice. — Le coup d'État est accompli. — Comment on devient autocratrice de Russie. — Les Orlof. — Le régiment Ismaïlovski. — Essais de résistance. — Vive l'impératrice ! — Panine. — Le petit Paul. — Le Sénat et le synode. — Le chancelier Vorontsof. — La princesse Dachkof. — Établissement du nouveau régime. — II. Les irrésolutions de Pierre. — L'expédition de Kronstadt. — « Il n'y a plus d'empereur !... » — Retraite. — Projets hardis du feld-maréchal Münich. — Pierre se décide à négocier. — Catherine va avec les régiments révoltés à la rencontre de son mari. — Une impératrice à cheval. — L'abdication. — L'internement à Ropcha. — Le quartier général de Catherine à Peterhof. — Le dîner de l'impératrice. — Grégoire Orlof. — L'inauguration du favoritisme. — III. Dernières épreuves. — Émeutes militaires. — Lettre à Poniatowski. — Ce que le moindre soldat aux gardes pense en voyant l'impératrice. — Attitude de Catherine. — Son sang-froid. — Sa générosité. — Récompenses et réparations. — Retour de Bestoujef. — Les déçus et les mécontents. — Münich. — La princesse Dachkof. — Le général Betzky. — Le comte Strogonof. — Aurore radieuse du nouveau règne. — Un nuage. — IV. Le drame de Ropcha. — Les responsabilités. — Catherine, Orlof ou Tie-plof ? — Crime ou déni de justice ? — La tache de sang. — Conclusion.

3.1

Pierre quitta Pétersbourg le 24 juin, se rendant à Oranienbaum. Il y avait eu le 22 un souper de cinq cents couverts et un magnifique feu d'artifice, tiré après le souper, toujours en l'honneur de la paix conclue avec la Prusse. Le 23, on festoya encore, et les banquets continuèrent à Oranienbaum même, dans un cercle plus intime. Le séjour de l'empereur dans sa résidence d'été devait d'ailleurs être de courte durée. Pierre se proposait de rejoindre prochainement son armée, en Poméranie, et d'aller tailler des croupières aux Danois, en attendant qu'il illustrât son nom sur quelque champ de bataille plus vaste où l'appellerait le nouvel allié qu'il s'était donné. Il comptait s'embarquer à la fin de juillet. La flotte n'était pas très en mesure de mettre à la voile. Des maladies avaient réduit l'effectif des matelots. Pierre ne s'en embarrassait pas. Il signa un ukase qui ordonnait aux matelots malades de se bien porter.

Ces projets belliqueux n'étaient pas sans inquiéter ses amis, à commencer par Frédéric lui-même. Les envoyés de Sa Majesté Prussienne, le baron de Goltz et le comte Schwerin, n'avaient pas épargné des représentations à ce sujet. Était-il prudent que l'empereur quittât sa capitale et son empire avant d'avoir pris le temps d'y asseoir et d'y affermir son règne, avant même d'avoir été couronné ? Frédéric insista personnellement sur ce dernier point. Préalablement à toute entreprise, Pierre aurait dû aller à Moscou pour y mettre sur sa tête le diadème des tsars. Dans un pays comme la Russie, cette question de forme avait une importance extrême. Pierre n'avait voulu rien entendre. « Qui sait prendre les Russes est sûr d'eux », répondait-il. Il croyait posséder ce savoir.

Il croyait aussi tenir en main les mécontents et les conspirateurs possibles. On lui avait désigné les Orlof. Un de leurs intimes, le lieutenant Perfilef, se mit aux ordres du tsar et se chargea de surveiller les cinq frères, en les jouant. Ce fut lui qu'on joua et qu'on amena à tromper Pierre. Les Orlof se méfièrent et au dernier moment se moquèrent du traître confident.

Le 29 juin, Catherine, que Pierre avait eu l'imprudence de laisser à Pétersbourg, dut à son tour prendre ses quartiers d'été. Elle reçut l'ordre d'aller à Peterhof. À Oranienbaum, c'était Élisabeth Vorontsof qui régnait,

Paul resta à Pétersbourg sous la garde de Panine. Pierre comptait cependant revoir sa femme avant son départ pour la campagne projetée. Il avait reculé la date de ce départ pour célébrer le 10 juillet (29 juin) la fête de son nom. Il voulut la célébrer à Peterhof. Le 9 juillet au matin, il se mit en route pour cette dernière résidence, où un grand dîner devait lui être offert le lendemain par l'impératrice. Pierre voyageait lentement, traînant avec lui une nombreuse suite, dans laquelle il y avait dix-sept dames. Il n'arriva à Peterhof qu'à deux heures de l'après-midi. Une surprise l'y attendait : le château était vide. Pierre ne vit que quelques serviteurs au visage bouleversé par la frayeur.

— Et l'impératrice ?

— Partie.

— Où ?

Personne ne savait ou ne voulait répondre. Un paysan s'approcha et remit un papier à l'empereur. C'était un billet de Bressan, l'ancien valet de chambre français de Pierre. Celui-ci l'avait nommé à la direction de la manufacture des Gobelins. Ainsi se faisaient alors les carrières en Russie ! Bressan écrivait que l'impératrice était depuis le matin à Pétersbourg, et s'y était fait proclamer souveraine absolue et unique. Pierre n'en voulut pas croire ses yeux. Il se précipita comme un fou à travers les appartements déserts, fouilla tous les recoins, parcourut les jardins, réclama l'impératrice à tous les échos. La foule des courtisans le suivait, effarée, dans cette poursuite inutile. Il fallut enfin se rendre à l'évidence.

Qu'était-il arrivé ? Nous ne le savons pas au juste. Les incertitudes, les contradictions qui nous ont embarrassé déjà au cours de ce récit reparaissent au point où nous sommes arrivés. La narration de la princesse Dachkof semble suspecte à beaucoup d'égards, et celle de Catherine supporte mal l'examen. Dans la nuit du 8 au 9 juillet, l'amie de Catherine aurait été réveillée par un des Orlof, lui annonçant l'arrestation d'un des conjurés, le capitaine Passek. C'était la découverte du complot et la perte certaine de ceux qui y avaient pris part. La princesse Dachkof n'hésita pas. Elle donna l'ordre d'alarmer aussitôt le régiment Ismaïlovski, celui dont on était le plus sûr, de le préparer à recevoir l'impératrice, et d'envoyer en même temps à

Peterhof chercher celle-ci. Ainsi fut fait. Il y eut cependant une certaine hésitation de la part des Orlof. Le cadet de la famille, Théodore, revint au bout de quelques heures pour soumettre à la princesse leurs objections. N'était-il pas trop tôt pour risquer ce coup hardi ? Elle laissa éclater sa colère. On n'avait perdu que trop de temps déjà ! Il s'inclina, et tous obéirent. Voilà la version de l'amie dévouée. Celle de Catherine est tout autre. Dans sa lettre à Poniatowski, nous la voyons s'indigner contre Ivan Chouvalof, « le plus bas et le plus lâche des hommes », qui a osé écrire à Voltaire « qu'une femme de dix-neuf ans avait changé le gouvernement de Russie ». À coup sûr, affirme-t-elle, les Orlof avaient mieux à faire que de se mettre aux ordres d'une petite écervelée. Jusqu'au dernier moment, au contraire, « on lui déroba (à la princesse Dachkof) la connaissance des choses les plus essentielles ». Tout s'est fait sous la direction « très particulière » de Catherine, et d'elle seule, en vertu de mesures combinées et arrêtées « depuis six mois » entre elle et les chefs du complot. *Depuis six mois !* Est-ce bien sûr ? Et Catherine n'a-t-elle pas dit plus haut qu'elle n'avait écouté les propositions qui lui furent faites pour détrôner son mari qu'après avoir été insultée publiquement par lui, c'est-à-dire *trois semaines* seulement avant le 9 juillet ?

Tout cela est fort obscur. Les querelles entre femmes jalouses le sont communément. Au surplus, toutes deux ont pu être de bonne foi, en évoquant à distance des souvenirs que l'émotion avait rendus troubles, et en s'attribuant un rôle imaginaire dans des événements qu'elles croyaient avoir conduits et qui les conduisirent vraisemblablement l'une et l'autre. Ce qu'il y a de probable, c'est que l'arrestation de Passek, due, à ce qu'il semble, à une circonstance fortuite, a précipité les choses en poussant les conjurés à risquer la partie pour sauver leurs têtes, qu'ils voyaient menacées de toute façon. Ce qu'il y a de certain, c'est que le 9 juillet, à cinq heures du matin, Alexis Orlof se présenta brusquement à Oranienbaum et emmena l'impératrice pour la conduire à Pétersbourg.

Catherine dormait profondément, c'est d'elle que nous tenons ce détail, quand le jeune officier entra dans sa chambre. Rien n'était donc convenu, et elle n'était préparée à rien [1]. Pour comprendre la scène qui se produisit alors, selon le récit qu'elle en a fait, il faut avoir été en contact avec des natures primitives comme devait être celle de cet Orlof. On en rencontre aujourd'hui

encore de semblables en Russie. La pensée chez des gens ainsi faits n'ayant aucune complication, l'expression de cette pensée est toujours simple. L'art des préparations leur est absolument inconnu, comme celui des nuances. Ils disent uniment ce qu'ils ont à dire en allant droit au but par le plus court chemin. Ils disent de la même manière et sur le même ton les choses les plus banales comme les plus inattendues. Leur langage tient en quelque façon du monocorde. La lune tomberait du ciel qu'un paysan des environs de Moscou vous l'annoncerait en disant : « La lune est tombée », du même air qu'il prendrait pour vous faire part de la naissance d'un veau. Alexis Orlof dit simplement à l'impératrice en l'éveillant :

— Il est temps de vous lever. Tout est préparé pour vous proclamer. Elle voulut avoir des explications. Il dit encore : « Passek est arrêté. Il faut partir. » Ce fut tout. Elle se vêtit à la hâte, « sans faire toilette », et monta dans le carrosse qui avait amené Orlof. Une de ses femmes, la Chargorodskaïa, prit place à côté d'elle. Orlof grimpa sur le siège, le fidèle Chkourine derrière la voiture, et l'on se lança au triple galop sur la route de Pétersbourg. Chemin faisant, on rencontra Michel, le coiffeur français de Sa Majesté, qui venait à l'ordinaire pour faire son service. On l'emmena aussi.

Il y avait une trentaine de kilomètres à faire ; les chevaux, qui venaient de fournir une fois cette course, eurent quelque peine à la recommencer. Mais on n'avait pas songé à organiser un relais. Tout faillit être compromis par cette négligence. Les deux chevaux d'une charrette de paysan qui vint à passer sauvèrent peut-être Catherine (s'il faut en croire un témoin) et lui gagnèrent une couronne. À cinq verstes de la ville, on rencontra Grégoire Orlof et le prince Bariatinski déjà inquiets ; on passa d'une voiture à l'autre et on arriva enfin devant les casernes du régiment Ismaïlovski.

« Ainsi, a écrit Rulhière, pour régner despotiquement sur le plus vaste empire du monde, arriva Catherine, entre sept ou huit heures du matin, partie sur la foi d'un soldat, menée par des paysans, conduite par son amant, accompagnée de sa femme de chambre et de son coiffeur. »

Une douzaine d'hommes seulement étaient là. En réalité, là encore rien n'était sérieusement préparé, quoi qu'en eût dit Alexis Orlof. On allait toujours à l'aventure. On battit du tambour. Les soldats à demi nus et à moitié endormis se précipitèrent. On leur dit de crier : « Vive

l'impératrice ! » Ils devinèrent une distribution de vodka et crièrent tout ce qu'on voulut. On en envoya deux chercher un prêtre, qu'ils amenèrent aussitôt en le tenant sous les bras. Le prêtre fit pareillement tout ce qu'on lui demanda. Il leva la croix, marmotta une formule de serment, les soldats s'inclinèrent : c'était fait, l'impératrice était *proclamée*.

« Le trône de Russie n'est ni héréditaire ni électif, a dit le Napolitain Caraccioli, il est occupatif. »

La proclamation ne faisait aucune mention de Paul. Elle rendait Catherine souveraine unique et absolue, autocratrice *(samodierjitsa)*. Cela ne faisait pas l'affaire de Panine. Mais où était Panine à cette heure, et qui s'inquiétait de lui ?

« Un tas d'oligarches, a dit encore Herzen, d'étrangers, de pan-dours, de mignons, conduisaient nuitamment un inconnu, un enfant, une Allemande, l'élevaient au trône, l'adoraient et distribuaient en son nom des coups de bâton à ceux qui trouvaient à y redire. » Des autres régiments de la garde, un seul, le Préobrajenski, montra une velléité de résistance. Simon Vorontsof, un frère de la favorite, qui y commandait une compagnie, n'entendait pas trahir une cause qui pouvait passer pour celle de sa sœur. C'était d'ailleurs, il le prouva depuis, un homme de devoir et d'honneur. Il harangua ses hommes ; le major Voieïkof lui prêta main-forte, et le régiment, enlevé, marcha résolument au-devant de la troupe mutinée qui suivait Catherine. Les deux petites armées se rencontrèrent devant l'église de Notre-Dame de Kazan. Catherine avait pour elle la supériorité du nombre, mais ce n'était que celle d'une foule en désordre. Le Préobrajenski, au contraire, tenu en main par ses officiers, gardant ses rangs, présentait un front de bataille imposant : il pouvait encore décider du sort de la journée.

Mais la fortune de Catherine se prononça. Au moment où rebelles et fidèles s'arrêtaient à quelques pas les uns des autres, frémissants et prêts à en venir aux coups, un des collègues de Simon Vorontsof, qui marchait en serre-file, cria soudain : « Hourra ! Vive l'impératrice ! » Ce fut une traînée de poudre. Le régiment tout entier répéta le cri et se débanda en un clin d'œil, les soldats se jetant au-devant de leurs camarades, les embrassant, puis tombant à genoux, demandant pardon à la tsarine d'avoir tardé à la reconnaître, accusant leurs officiers. Voieïkof et Vorontsof brisèrent leurs

épées. On les arrêta. Catherine leur pardonna plus tard, mais n'oublia jamais. Vorontsof dut quitter l'armée, où ses mérites et ses services éclatants ne lui valaient que des dégoûts. Nommé ambassadeur à Londres, il y vécut en une sorte d'exil honorifique.

Ce fut maintenant à qui pénétrerait le plus vite dans l'église de Notre-Dame de Kazan, où Catherine se rendit pour recevoir les serments de fidélité de ses nouveaux sujets. Panine y parut bientôt. On prétend que dans le carrosse qui l'amena se trouvait le petit Paul, coiffé d'un bonnet de nuit. L'enfant aurait ainsi assisté à sa propre déchéance, car c'était bien sa déchéance, au moins provisoire, qui se consommait. Après le temple vénéré, le palais d'hiver, qui avait été témoin naguère des humiliations de Catherine, la vit entourée d'une foule empressée à lui offrir ses hommages. Le Sénat et le synode s'y présentèrent. Ces deux grands corps avaient pris déjà l'habitude de marcher à la suite des régiments de garde. Survint un personnage que Catherine n'attendait guère : le chancelier Vorontsof. Il ne comprenait rien encore à ce qui se passait et demanda naïvement à l'impératrice pourquoi elle avait quitté Peterhof. Pour toute réponse, elle fit signe de l'emmener. On lui dit d'aller à l'église prêter serment. Il y alla. Enfin, jouant des coudes pour se frayer passage, essoufflée, effarée et déjà légèrement désappointée, arriva la prétendue organisatrice de tout ce triomphe : la princesse Dachkof. Son carrosse n'avait pu parvenir jusqu'au perron du palais, mais, à l'en croire, les héros du jour, les officiers et les soldats qui en entouraient les abords, l'avaient soulevée de terre et portée sur leurs bras. Sa robe et sa coiffure eurent à en souffrir, mais son amour-propre y trouva une compensation des déboires qui allaient commencer pour elle. Car son entrevue avec la souveraine fut plus courte et moins solennelle qu'elle ne l'avait rêvée. L'heure n'était pas aux tendres épanchements, ni aux grandes cérémonies. On avait à s'occuper sérieusement. On avait tout d'abord à donner une forme sérieuse à ce qu'on venait d'improviser dans un élan d'énergie juvénile et de victorieuse audace. Un manifeste était nécessaire. Ce fut un obscur employé de la chancellerie, Tieplof, qui fut chargé de le rédiger. Pourquoi pas Panine ? Divers bruits ont reçu créance à ce sujet. Le gouverneur du petit Paul aurait-il vraiment jugé à propos, même à ce moment, et eu le courage de faire valoir son idée favorite, en prenant la défense de son pupille ? D'après une version, les officiers du régiment

Ismaïlovski se seraient opposés à la signature d'une reversale portant engagement de la part de Catherine de ne régner que jusqu'à la fin de la minorité de Paul. D'après une autre version, la reversale dictée par Panine et imposée par lui à la volonté de l'impératrice aurait été signée et déposée aux archives du Sénat, mais les Orlof, au dire des uns, le chancelier Vorontsof, au dire des autres, auraient retiré ensuite le document pour le livrer à Catherine. L'aventure est peu vraisemblable. Panine n'était pas homme à prendre confiance en des compromis de ce genre et à se méprendre sur la valeur illusoire d'une semblable garantie. Il savait l'histoire de son pays. L'impératrice Anne y était montée sur le trône sous la caution d'une véritable charte constitutionnelle. Six semaines après, il n'en était plus question. Le futur Premier ministre pouvait avoir d'autres raisons pour ne pas figurer dans la rédaction du manifeste.

Ce que Tieplof écrivit fut mis sous presse et lu au peuple, qui cria : « Vive l'impératrice ! » comme il avait entendu crier les soldats ; Catherine passa en revue les troupes qui l'acclamèrent une fois de plus, et le nouveau règne fut fondé : la journée n'avait pas coûté une goutte de sang. Quelques scènes isolées de désordre s'étaient produites. La maison du prince Georges de Holstein avait été envahie et pillée. Lui-même et sa femme eurent à subir de mauvais traitements. La princesse eut ses bagues arrachées par des soldats. Ceux-ci enfoncèrent encore quelques devantures de boutiques en demandant à boire. Un marchand perdit pour 4 000 roubles de vin. Les indemnités réclamées par les victimes de ces excès s'élevèrent en tout à 24 000 roubles : c'était vraiment pour rien. Seulement, le soir venu et le premier moment d'enivrement passé, quand Catherine et ses compagnons se retrouvèrent dans le palais d'hiver pour faire le bilan de la situation, un souffle d'inquiétude ne laissa pas de passer sur leur imagination échauffée. Si à un point de vue, en effet, tout était fait pour l'établissement du nouveau régime, à un autre point de vue tout était encore à faire. Rien n'était fait, si Pierre voulait résister.

Était-il en mesure de s'y résoudre ?

La réponse ne pouvait être douteuse pour un homme de réflexion. Et peut-être Panine était-il précisément en train de réfléchir. Pierre avait avec lui environ quinze cents Holsteinois, troupe excellente et disposée selon

toute apparence à le défendre jusqu'au bout, en se défendant elle-même contre une disgrâce certaine. Il avait pour commander cette petite armée le premier homme de guerre de la Russie et un des premiers de l'époque : le feld-maréchal Münich. Rappelé par le nouvel empereur du fond de la Sibérie, celui-ci n'abandonnerait également pas son bienfaiteur. Or, Catherine elle-même ne disposait guère que des quatre régiments qui l'avaient acclamée. Le gros des troupes russes était en Poméranie, n'appartenait encore à personne, ou plutôt appartenait toujours à l'empereur, n'avait d'ordres à recevoir que de lui. Si Pierre résistait, s'il gagnait du temps, s'il mettait en avant le nom et le prestige de son maréchal victorieux, cette armée poméranienne n'obéirait-elle pas à sa voix, n'accourrait-elle pas à son secours ? Il était l'empereur, et il se préparait à ouvrir une nouvelle campagne : perspective généralement agréable aux gens de guerre, surtout au lendemain d'une suite d'éclatants succès. Il n'avait, jusqu'à présent, mécontenté que la garde seule, dont les autres armes jalousaient volontiers la situation privilégiée. Les Orlof, de leur côté, n'avaient pas poussé au-delà leur œuvre de séduction. Il y avait là un problème redoutable.

Mais où en était, à quoi pensait et que faisait Pierre en ce moment ?

3.2

Après avoir acquis la conviction que l'impératrice n'était pas là où il pensait la trouver, Pierre ne put encore se résoudre à admettre la vérité, à reconnaître l'étendue de son malheur. Son homme de confiance, Perfilef, ne l'avait prévenu de rien. Le malheureux Perfilef avait passé la nuit à jouer aux cartes avec Grégoire Orlof, croyant le tenir ainsi sous bonne garde ! Pierre se décida à envoyer aux informations. Il avait beaucoup de monde sous la main. Le chancelier Vorontsof, le prince Troubetzkoï, Alexandre Chouvalof s'offrirent pour aller à Pétersbourg. Aucun ne reparut. Mais un Holsteinois, revenant de la ville où il avait passé un congé de vingt-quatre heures,

confirma les mauvaises nouvelles. Il était trois heures de l'après-midi. Pierre prit alors une seconde résolution : il appela Volkof et lui ordonna de travailler à la rédaction de plusieurs manifestes. Il commençait une campagne de plume. Pourtant, sur les représentations de Münich, il se décida à envoyer un de ses aides de camp, le comte Devierre, à Kronstadt, pour s'assurer de cette place importante. L'heure d'après, il se souvint qu'il était soldat : il endossa son uniforme des grands jours et envoya quérir ses troupes holsteinoises qui étaient restées à Oranienbaum. Il entendait se fortifier à Peterhof et y tenir tête à l'émeute. Les Holsteinois arrivèrent à huit heures, mais Pierre avait changé d'avis. Münich ne se chargeait pas de mettre Peterhof en état de défense. Il aurait voulu qu'on allât à Kronstadt au lieu d'y envoyer. Il avait son plan. Brusquement, Pierre prenait le parti d'écouter le feld-maréchal. Mais la nuit était venue. On partit pourtant, mais il sembla que ce fût pour un voyage d'agrément. Un yacht et une galère à rames embarquèrent tout le cortège masculin et féminin de l'empereur. On arriva en vue de Kronstadt à une heure du matin.

— Qui vive ? cria une sentinelle du haut des remparts.

— L'empereur.

— Il n'y a plus d'empereur ! Passez au large.

Le comte Devierre avait été mis en échec par un envoyé de Catherine, l'amiral Talitsine.

Münich ne désespéra pas encore. Lui et Goudovitch supplièrent Pierre de débarquer quand même. On n'oserait pas tirer sur eux. Ils en répondaient. Mais Pierre était déjà descendu à fond de cale. Il n'avait jamais eu affaire qu'à des forteresses de carton. Il tremblait de tous ses membres. Les femmes poussaient des cris perçants. On vira de bord.

Alors Münich proposa autre chose : pousser jusqu'au port de Reval, s'y embarquer sur un vaisseau de guerre et passer en Poméranie, où Pierre prendrait le commandement de son armée.

— Faites cela, Sire, disait le vieux guerrier, et six semaines après Pétersbourg et la Russie seront derechef à vos pieds. J'en réponds sur ma tête. Mais Pierre avait épuisé sa provision d'énergie. Il ne songeait plus qu'à revenir à Oranienbaum et à y entamer des négociations. On revint à

Oranienbaum. On y trouva encore des nouvelles auxquelles on ne s'attendait pas : l'impératrice avait quitté Pétersbourg à la tête de ses régiments et marchait à la rencontre de Pierre et des Holsteinois.

Une marche triomphale, celle-ci. À cheval, portant l'uniforme emprunté à un officier du régiment Semionovski, Catherine précédait ses troupes. Une couronne de feuilles de chêne ornait son bonnet fourré de zibeline, et ses longs cheveux flottaient au vent. À ses côtés, revêtue du même uniforme, galopait la princesse Dachkof. Les soldats étaient transportés. D'un commun accord ils avaient mis bas et déchiré ou vendu aux brocanteurs les uniformes dont Pierre III les avait revêtus et repris leur vieille livrée guerrière, que Pierre Ier importa d'Allemagne, mais qui passait déjà pour nationale. Ils brûlaient de se mesurer avec les Holsteinois.

Ils n'eurent pas cette satisfaction. Après une marche de nuit, à cinq heures du matin, un parlementaire de Pierre se présenta. C'était le prince Alexandre Galitzine. L'empereur offrait à l'impératrice le partage du pouvoir. Catherine dédaigna de répondre. Une heure après elle recevait l'acte d'abdication de son mari. Elle s'arrêta à Peterhof, où Pierre fut aussi amené. Panine, qui fut chargé de lui signifier les dernières volontés de la tsarine au sujet de sa personne, le trouva dans un état pitoyable. Pierre voulut lui baiser la main, en le suppliant d'obtenir qu'on ne le séparât pas de sa maîtresse. Il pleurait comme un enfant qu'on a châtié. La favorite se traînait aux genoux de l'envoyé de Catherine : elle demandait aussi à ne pas quitter son amant. On les sépara pourtant. Mademoiselle Vorontsof fut envoyée à Moscou, Pierre reçut pour résidence provisoire une maison située à Ropcha, « endroit très écarté, mais très agréable », assure Catherine, à une trentaine de kilomètres de Peterhof, en attendant qu'il lui fût préparé un logement convenable dans la forteresse de Schlüsselbourg, cette Bastille russe.

Le lendemain, 14 juillet, Catherine faisait à Pétersbourg une entrée solennelle. Son séjour à Peterhof n'avait été ainsi que de quelques heures. Quelque chose s'y était passé, pourtant, outre la déchéance définitive de Pierre. La princesse Dachkof y avait fait une découverte, dont elle parle dans ses *Mémoires* avec tristesse et qui, par la surprise qu'elle lui causa, prouve que, pour une organisatrice de complots, elle avait beaucoup de naïveté. En

entrant dans le salon de l'impératrice à l'heure du dîner, elle avait vu un homme étendu de tout son long sur un divan. C'était Grégoire Orlof. Il avait devant lui un monceau de plis cachetés qu'il se disposait nonchalamment à ouvrir.

— Qu'allez-vous faire ? lui cria la princesse, en reconnaissant, à un aspect qui lui était devenu familier dans la maison de son oncle, des documents émanant de la grande chancellerie. Ce sont là des papiers d'État. Personne n'a droit d'y toucher, sauf l'impératrice et les personnes spécialement désignées pour cela par elle.

— Précisément, répliqua Orlof sans changer de position et avec le même air d'indifférence dédaigneuse. *Elle* m'a dit de parcourir cela.

Il semblait très ennuyé de sa besogne et décidé à s'en acquitter à bon marché.

La princesse fut stupéfaite. Ses étonnements n'étaient pas finis. Trois couverts étaient préparés sur une table à l'autre bout du salon. L'impératrice, arrivant aussitôt, invita son amie à y prendre place avec elle. La troisième place était pour le jeune lieutenant. Mais celui-ci ne bougea pas. L'impératrice fit alors porter la table auprès du divan. Elle et la princesse s'assirent en face du jeune homme, qui resta couché. Il s'était, paraît-il, blessé à la jambe.

Ainsi se révélait la situation qu'il allait occuper auprès de la nouvelle souveraine. C'était l'inauguration du *favoritisme*.

3.3

Quelques épreuves attendaient encore Catherine à Pétersbourg. La nuit même qui suivit son retour, il y eut grand bruit autour du palais. Les soldats du régiment Ismaïlovski avaient abandonné leur quartier et demandaient à

voir la tsarine pour s'assurer qu'on ne l'avait point enlevée. Elle dut quitter le lit et revêtir encore une fois son uniforme pour les rassurer.

« Je ne puis ni ne veux, écrivait-elle quelques mois plus tard à Poniatowski, vous dire tous les empêchements qu'il y a pour vous à venir ici… Ma situation est telle que j'ai bien des ménagements à garder, et le moindre soldat aux gardes en me voyant se dit : "Voilà l'ouvrage de mes mains." Je meurs de peur pour les lettres que vous m'écrivez. »

Elle tenait d'ailleurs tête, admirablement, aux difficultés et aux périls. Elle n'avait pas montré soit dans la préparation, soit dans l'exécution du coup d'État, certaines des qualités désirables chez un chef : ni grande prévoyance ni grande habileté ; mais du courage, du sang-froid, de l'esprit de résolution et surtout un art supérieur de mise en scène. Tels étaient les moyens d'action qu'elle faisait valoir maintenant encore. Tous les témoins des événements dont Pétersbourg fut le théâtre à ce moment sont unanimes à vanter son calme, son air affable et imposant à la fois, la majesté souriante de son accueil et de son maintien. Elle se montrait déjà *imperturbable*.

Elle ne négligeait pas aussi la ressource choisie depuis longtemps et préférée par elle pour l'assujettissement des volontés et la conquête des dévouements : elle s'affirmait dès la première heure comme une impératrice magnifique, sachant récompenser qui la sert, généreuse avec profusion. Pendant les premiers mois de son règne, c'est un véritable pactole qui se déverse sur les artisans de sa fortune. À la date du 16 novembre 1762, le chiffre des récompenses payées, à part les dons en nature, les concessions de terres et de paysans, s'élève à 795 622 roubles, soit près de quatre millions de francs au cours du change d'alors. Et les sommes versées aux mains des intéressés n'ont été, pour la plupart, que des acomptes. Ainsi, Grégoire Orlof n'a reçu que 3 000 roubles sur les 50 000 qui lui ont été destinés. Les disponibilités du Trésor n'ont pas permis de faire plus pour le moment. La princesse Dachkof figure sur la liste des paiements pour une somme de 25 000 roubles. Une somme de 225 890 roubles a été affectée à la remise d'une demi-année de solde, dont ont bénéficié les états-majors des régiments ayant pris part au coup d'État. Les soldats sont moins bien partagés. On leur a versé libéralement à boire pendant la journée du 12 juillet. De ce chef la dépense s'est élevée à plus de 41 000 roubles, soit plus de 200 000 francs.

Mais, peu de temps après le grand événement, un nombre assez considérable de ces prétoriens se trouvent dans le dénuement, et Catherine ne fait rien pour les en tirer. Il est vrai qu'elle n'a plus besoin d'eux.

Elle n'oublie pas aussi les absents. Un de ses premiers soins a été d'envoyer un exprès à l'ex-chancelier Bestoujef pour lui annoncer son avènement et l'inviter à la rejoindre dans sa capitale. Le porteur de cette bonne nouvelle, choisi par Catherine, fut un certain Nicolas Ilitch Kalyshkine, qui, en février 1758, étant sergent dans un régiment de gardes, avait été préposé à la surveillance du joaillier Bernardi, impliqué dans le procès de Bestoujef, et avait contribué à ménager la correspondance que nous savons entre la grande-duchesse et les prisonniers. Catherine s'en souvenait aussi. Elle ménageait cependant une déception à son ancien associé politique. Bestoujef se hâta d'accourir. Il fut reçu à bras ouverts. Catherine était bien aise d'avoir sous la main un homme de cette expérience et de cette autorité. Elle fit sonner très haut son nom et ses services passés. Elle eut recours souvent à ses conseils. Mais il s'imaginait assurément retrouver sa place, sa situation de ministre omnipotent, une influence plus grande encore que celle dont il jouissait auprès d'Élisabeth. À cet égard, il fut entièrement trompé.

Il y eut ainsi un certain nombre de désenchantements. Le feld-maréchal Münich, qui se hâta de faire sa soumission, en éprouva un très grand. Catherine ne parut pas lui tenir rancune de l'assistance, d'ailleurs inutile, qu'il avait prêtée à Pierre. Il n'avait fait que son devoir. Il le dit, très dignement, et elle sembla l'écouter de même. Mais elle fit avec lui comme avec Bestoujef. Elle s'en débarrassa poliment. Elle jugeait, selon l'expression d'un homme d'État moderne, qu'à une situation nouvelle il fallait des hommes nouveaux.

Une désenchantée fut encore la princesse Dachkof. Elle s'était figuré le règne de Catherine comme une espèce de féerie, dans laquelle elle continuerait à agiter tous les jours les destinées de l'Empire, tout en caracolant sur un beau cheval en tête d'une colonne de grenadiers. Elle avait pris le goût de l'uniforme, de l'intrigue et de la parade. Elle ne se jugea ni récompensée selon ses mérites ni utilisée selon ses capacités. Nous la retrouverons plus tard avec ses rêves, ses prétentions et toutes les folies qui

empoisonnèrent sa vie en donnant quelques ennuis à son impériale amie. Nous retrouverons également Bestoujef et Münich.

Catherine faillit aussi faire un mécontent dans la personne d'un ami obscur, dont nous avons déjà parlé. La princesse Dachkof ne fut pas la seule à s'attribuer un rôle prépondérant dans l'événement du 12 juillet. Quatre jours après le coup d'État, on annonça à l'impératrice le général Betzky. Il avait été employé à quelques distributions d'argent faites aux soldats embauchés par les Orlof. Il avait reçu un cordon et quelques milliers de roubles ; Catherine crut qu'il venait la remercier. Il se mit à genoux, et dans cette position il supplia l'impératrice de vouloir bien reconnaître devant témoins à qui elle devait sa couronne.

— À Dieu et au choix de mes sujets, fit simplement Catherine.

En entendant ces paroles, Betzky se leva, et d'un geste tragique ôta son cordon.

— Que faites-vous ?

— Je ne suis plus digne de porter ces insignes, prix de mes services, puisque mes services sont méconnus par l'impératrice. Je croyais être le seul ouvrier de sa grandeur. N'est-ce pas moi qui ai soulevé la garde ? N'est-ce pas moi qui ai semé l'or ? L'impératrice le nie. Je suis le plus malheureux des hommes.

L'impératrice tourna la chose en plaisanterie.

— Vous m'avez donné la couronne, Betzky, j'en conviens. Aussi je ne veux la tenir que de vos mains. C'est vous que je charge de la rendre la plus belle qu'il se pourra. Je mets à vos ordres tous les joailliers de mon empire.

Betzky prit la plaisanterie au sérieux. Il surveilla le travail des orfèvres qui préparèrent le diadème impérial pour le jour du couronnement, et fut satisfait.

C'est ainsi du moins que la princesse Dachkof raconte cette histoire, où elle a pu mettre de son imagination.

En général, cependant, ainsi que nous l'avons dit, Catherine fut aussi généreuse pour ses amis que magnanime envers ses ennemis. Le nouveau

règne s'annonçait bien. L'enthousiasme avec lequel il avait été salué dans la capitale trouvait un écho vibrant au sein des provinces les plus reculées. Soudain, sur cette aurore radieuse, un nuage livide parut. Le 18 juillet, revenant du Sénat, où elle avait fait lire un nouveau manifeste contenant la description accommodée avec art de la manière dont s'était fait son avènement au pouvoir, Catherine se préparait à paraître devant la cour, quand un homme se précipita dans sa chambre de toilette. Il était couvert de sueur et de poussière, les vêtements en désordre. C'était Alexis Orlof. Il arrivait à franc étrier de Ropcha et annonçait à l'impératrice la mort de Pierre III.

3.4

Que s'était-il passé encore ? Mystère. Plus que dans tout autre pays d'Europe, l'histoire a fort à faire en Russie pour aller au-delà du sens officiel donné aux grands événements d'État. Les murs des palais bâtis en granit sont épais, les bouches sont closes. Pierre s'était résigné à son sort avec une facilité surprenante. Il avait borné ses plaintes et ses demandes à trois choses : qu'on lui rendît sa maîtresse, son singe et son violon. Il passait ses journées à boire et à fumer. Le 18 juillet, il fut trouvé mort. C'est à peu près tout ce que nous savons de certain.

Que sa mort ait été violente, il y a presque certitude à cet égard. Sur le moment, personne n'en douta. Écrivant au duc de Choiseul, le chargé d'affaires de France, Bérenger, disait qu'il tenait en main « tout ce qui peut justifier l'opinion généralement admise ». Il n'avait pas vu le corps du souverain, exposé en public avec le cérémonial habituel, car le corps diplomatique n'avait pas été convié à le visiter, et Bérenger sut qu'on prenait note des personnes qui s'y rendaient. Mais il y avait envoyé un homme sûr, dont le rapport fut pour confirmer ses soupçons. Le corps du malheureux souverain était tout noir, et « il suintait à travers l'épiderme un sang

extravasé qui se manifestait même sur les gants qui couvraient ses mains ». Les personnes qui ont cru devoir baiser le cadavre sur la bouche, selon la coutume du pays, sont revenues les lèvres enflées.

On voit la part de l'imagination se faisant place jusque dans un document diplomatique. Mais le fait en lui-même ne s'en dégage pas moins avec de fortes présomptions. Quant au mode de l'assassinat, puisqu'il semble bien qu'il faille en admettre l'hypothèse, les suppositions ont varié également. Les uns ont parlé d'un empoisonnement par le bourgogne, qui était le vin préféré du malheureux Pierre ; d'autres, d'un étranglement. La plupart ont désigné Alexis Orlof comme l'auteur, l'inspirateur ou même l'exécuteur, *propria manu*, de l'attentat. Un récit pourtant, qui n'est pas dépourvu d'autorité [2], se présente avec des données différentes. Il met Orlof hors de cause. Ce n'est pas lui, c'est Tieplof qui a tout fait, ou du moins tout ordonné. Obéissant à ses injonctions, un officier suédois au service de la Russie, Svanovitz (?), a étranglé Pierre avec une courroie de fusil. Le crime a eu lieu non le 18, mais le 15 juillet. Ce n'est pas Orlof, c'est le prince Bariatinski qui a porté la nouvelle à Pétersbourg.

Orlof ou Tieplof, la question peut paraître secondaire et de mince importance. Elle ne l'est pas. Si Tieplof a été l'instigateur du crime, c'est que Catherine en a été la suprême inspiratrice. Car comment admettre qu'il ait agi sans son consentement ? Il en va autrement pour Orlof. Lui et son frère Grégoire étaient, devaient rester quelque temps encore maîtres jusqu'à un certain point d'une situation qu'ils avaient faite, maîtres aussi de conduire à leur guise une partie dans laquelle ils jouaient leur vie. Ils n'avaient pas pris l'avis de Catherine pour commencer le coup d'État ; ils peuvent bien ne l'avoir pas consulté cette fois encore.

« L'impératrice ignora ce forfait — affirmait Frédéric vingt ans plus tard en causant avec le comte de Ségur —, et l'apprit avec un désespoir qui n'était pas feint ; elle pressentait justement le jugement que tout le monde porte aujourd'hui contre elle. »

Tout le monde, c'était peut-être trop dire. Mais la grande majorité fut certainement pour adopter une opinion dont Castéra, Masson, Helbig et d'autres se sont fait l'écho. Dans un journal de l'époque, imprimé à Leipzig, la mort de Pierre était comparée à celle du roi Édouard d'Angleterre, tué en

prison par l'ordre de sa femme, Isabelle (1327). Plus tard, il y eut un revirement d'opinion auquel la publication des *Mémoires* de la princesse Dachkof n'a pas peu contribué. À la mort de Catherine, Paul aurait découvert dans les papiers de l'impératrice une lettre d'Alexis Orlof, écrite aussitôt après l'événement et le désignant nettement lui-même comme l'auteur du crime. L'ivresse du sang, la terreur et le remords s'y traduisaient également. L'empereur leva les yeux au ciel et dit : « Merci soit à Dieu. » Mais la princesse Dachkof, qui raconte cette scène, n'y a pas assisté, et le comte Rostoptchine, qui a conservé une copie de cette lettre (publiée, depuis, dans l'Archive du prince Vorontsof, XXI, p. 430), raconte que l'original a été détruit.

Parmi les auteurs modernes, il y a encore conflit d'appréciations et de conjectures. Catherine a d'ailleurs travaillé elle-même, il faut le reconnaître, à perpétuer l'incertitude dans laquelle s'agite cette énigme redoutable, en jetant sur l'événement toute l'obscurité dont peut disposer un souverain autocrate. Si on lui a fait tort, il peut être dit qu'elle a en quelque sorte provoqué la calomnie en proscrivant la vérité. Son acharnement à poursuivre toute publicité concernant la tragique aventure est allé jusqu'à s'attaquer à l'œuvre de Rulhière, qui pourtant ne s'est pas prononcé sur la question de sa participation au meurtre. En dépit aussi de sa science des attitudes, celle qu'elle crut devoir observer au moment de la catastrophe ne fut peut-être pas des mieux choisies pour désarmer la malignité publique, bien qu'elle témoignât de la force de son caractère et de ses ressources de grande comédienne. Dans un conseil réuni à la hâte, il fut décidé que la nouvelle serait tenue secrète pendant vingt-quatre heures. Aussitôt l'impératrice parut devant la cour sans trahir la moindre émotion. Le lendemain seulement, un manifeste ayant porté à la connaissance du Sénat la nouvelle du lugubre dénouement, Catherine fit celle qui vient d'apprendre à l'instant ce qui est arrivé : elle pleura abondamment devant son entourage intime et ne parut point en public.

Une dernière remarque, pour clore ce débat sans issue : ni les Orlof, ceci est un fait, ni Tieplof, ni personne n'a été poursuivi à raison du drame de Ropcha. Et dès lors la responsabilité de la souveraine ne s'y trouve-t-elle pas engagée en toute hypothèse ? Il y a eu de toute manière consentement de sa part, consentement au fait accompli, sinon au dessein. Et il y a eu ainsi une

tache de sang sur ses mains, qui venaient de saisir le sceptre impérial. Il devait y en avoir d'autres. Mais peut-être qu'à de certaines hauteurs la grandeur humaine ne va pas sans ces flétrissures, qui la ramènent au niveau commun. Et Catherine fut grande. Comment, par quels moyens et malgré quels défauts, nous essayerons de le montrer maintenant. N'ayant pas entrepris l'histoire de sa vie, nous quitterons ici le récit au cours duquel nous avons voulu indiquer les origines et les commencements de son étrange fortune. Cette recherche préalable nous a paru nécessaire pour mettre en lumière et en bonne place ce qui fait l'objet véritable de notre étude, c'est-à-dire le portrait d'une femme et d'une souveraine qui, l'une et l'autre, ont eu peu de rivales dans l'histoire du monde et la physionomie d'un règne qui a été jusqu'à présent sans égal dans l'histoire d'un grand peuple. Nous avons voulu faire voir comment Catherine est devenue ce qu'elle a été, nous entreprendrons maintenant de dire ce qu'elle a été.

Deuxième partie

L’impératrice

LIVRE PREMIER. LA FEMME

Chapitre 1

PORTRAIT PHYSIQUE - CARACTÈRE - TEMPÉRAMENT

I. La beauté de Catherine. — Témoignages contradictoires. — Yeux bleus ou bruns ? — Portraits à la plume, au crayon et au pinceau par Catherine elle-même, Rulhière, Tchemessof, Richardson, le prince de Ligne, le comte de Ségur, madame Vigée-Lebrun. — Une anecdote de la cour de Russie. — L'empereur Nicolas. — Impressions de la princesse de Saxe-Cobourg. — Légendes. — II. Caractère. — Opinion de Marie-Thérèse et de Marie-Antoinette. — Opinion de Catherine sur elle-même. — Une épitaphe. — Traits saillants. — Ambition, audace, résolution. — Fatalisme. — Optimisme et eudémonisme. — Vanité. — Conseils de Patiomkine à un ambassadeur anglais : « Flattez-la ! » — Assaut d'adulations dans son entourage. — Les bouts-rimés du comte Cobenzl et du comte de Ségur. — Absence d'amour-propre et de coquetterie. L'impératrice et la femme. — Idée démesurée que Catherine se fait de son pouvoir. — Elle impose cette idée à l'Europe. — Les moyens. — III. Force de volonté et inconstance. — Défaut de direction. — Action de Catherine sur le peuple russe. — Énergie et résistance. — Défaut naturel de sang-froid, corrigé par une grande maîtrise de soi-même. — Courage. — Inoculation de la petite vérole. — IV. Obstination. — Capacité de travail. — Goût pour le travail de la plume. — Gaieté. — « Recette pour rendre quelqu'un parfaitement gai. » — Il faut être gai ! — Bonne humeur résistante. — Jeux d'enfants. — Le colin-maillard à soixante-cinq ans. — V. Santé morale. — Facilité de commerce dans la vie privée. — Générosité. — Bonté. — Catherine a-t-elle été cruelle ? — Encore l'impératrice et la femme. — Ses domestiques l'adorent. — Anecdotes. — Impatience et vivacité. — VI.

Tempérament. — Sensualité. — Ni hystérique ni nymphomane. — Conjectures.

1.1

« À dire la vérité, je ne me suis jamais crue extrêmement belle, mais je plaisais, et je pense que cela était mon fort. » Catherine a défini elle-même en ces termes le genre d'attrait que la nature lui avait départi à l'extérieur. Ainsi, après avoir passé sa vie à s'entendre comparer à toutes les Cléopâtres de l'histoire, elle n'admettait pas la justesse de la comparaison. Non pas qu'elle en méconnût le prix. « Croyez-moi, écrivait-elle encore à Grimm, la beauté n'est nulle part de trop, et j'en ai fait toujours grandissime cas, quoique je n'aie jamais été fort belle. » Mais n'a-t-elle pas déprécié volontairement ses charmes, par ignorance modeste ou artifice de coquetterie raffinée ? On serait tenté de le croire, à entendre la voix presque unanime des contemporains. La « Sémiramis du Nord » a traversé la seconde moitié du XVIIIe siècle et est entrée dans la postérité au seuil du XIXe, comme une incarnation merveilleuse non pas seulement de la puissance, de la grandeur, du bonheur triomphant, mais encore de la féminité adorable et adorée. Elle a été aux yeux de tous, ou de presque tous, non pas seulement imposante, majestueuse ou terrible, mais encore séduisante et belle, en effet, entre les plus belles. Reine par le droit de la beauté comme par le droit du génie. *Pallas* et *Vénus Victrix*.

Eh bien, il semble que ce soient les contemporains qui aient mal vu, ayant éprouvé, à regarder la prestigieuse tsarine, comme une sorte de mirage. L'illusion a été si complète que l'erreur des sens produite par elle a porté jusque sur des détails très apparents et en eux-mêmes insignifiants. Ainsi, la plupart de ceux qui ont approché la souveraine ont parlé de sa taille élevée, lui permettant de dominer les foules. Or, en fait, elle était de taille au-dessous de la moyenne, plutôt petite, avec une tendance précoce à

l'embonpoint. La couleur même de ses yeux a prêté à des contradictions bizarres. Les uns les ont vus bruns, les autres bleus. Rulhière s'est tiré d'affaire en les faisant bruns avec des reflets bleus. Voici d'ailleurs l'ensemble du portrait qu'il a esquissé et qui doit se rapporter à peu près à l'époque de l'avènement au trône. Catherine avait trente-trois ans. Nous ne possédons pas de description aussi détaillée portant une date plus ancienne. Celle que nous a donnée Poniatowski ne remonte qu'à quatre ou cinq années en arrière, et c'est celle d'un amoureux.

« Sa taille, écrit Rulhière, est agréable et noble, sa démarche fière ; sa personne et son maintien remplis de grâces. Son air est d'une souveraine. Tous ses traits annoncent un grand caractère. Son col est élevé et sa tête fort détachée ; l'union de ces deux parties est surtout dans le profil d'une beauté remarquable et dans les mouvements de sa tête ; elle a quelque soin de développer cette beauté. Elle a le front large et ouvert, le nez presque aquilin ; sa bouche est fraîche et embellie par ses dents ; son menton un peu grand et se doublant un peu sans qu'elle soit grasse. Ses cheveux sont châtains et de la plus grande beauté ; ses sourcils bruns ; ses yeux bruns et très beaux ; les reflets de lumière y font paraître des nuances bleues, et son teint a le plus grand éclat. La fierté est le vrai caractère de sa physionomie. L'agrément et la bonté, qui y sont aussi, ne paraissent à des yeux pénétrants que l'effet d'un extrême désir de plaire. »

Rulhière n'est ni amoureux ni enthousiaste. Rapprochons cependant cette esquisse de celle qu'un artiste russe, Tchemessof, a dessinée au crayon à la même époque. D'après une légende, ce dernier portrait aurait été fait sur la demande de Patiomkine, que Catherine commença à distinguer peu après la révolution de juillet, et peut-être même avant. Catherine en fut satisfaite, et attacha l'auteur à sa personne comme secrétaire de son cabinet. Et pourtant quelle étonnante impératrice ce Tchemessof nous a montrée là, et combien peu ressemblante à tout ce que nous ont fait voir les autres peintres, sculpteurs et auteurs de Mémoires, depuis Benner jusqu'à Lampi, depuis Rulhière jusqu'au prince de Ligne ! Figure agréable encore, si l'on veut, et intelligente, mais si peu idéale, disons le mot : si commune d'aspect. Le costume y est peut-être pour quelque chose, un étrange costume de deuil avec une coiffure bizarre, couvrant le front jusqu'aux sourcils et couronnant le sommet de la tête d'une paire d'ailes de chauve-souris. Mais le visage

souriant et pourtant dur, les traits épais et ayant quelque chose de masculin s'accusent, quand même, avec une franchise brutale. On dirait d'une vivandière allemande dont on aurait fait une nonne. Cléopâtre est loin !

Tchemessof n'aurait-il été qu'un traître, et Catherine n'aurait-elle fait, en se reconnaissant dans ce portrait, que prouver cette ignorance entière des choses de l'art qu'elle confessa plus tard avec candeur à Falconet ? Il se peut, jusqu'à un certain point. Une sorte de contre-épreuve du dessin de l'artiste russe nous reste cependant. C'est le portrait *écrit* quelques années seulement plus tard par Richardson. Cet Anglais paraît avoir possédé un regard et un esprit rebelles aux illusions et aux éblouissements. Et voici comment il a noté ses impressions :

« L'impératrice de Russie est d'une taille au-dessus de la moyenne, bien proportionnée et gracieuse, mais inclinant à l'embonpoint. Elle a un joli teint et cherche cependant à l'embellir avec du rouge, à l'exemple de toutes les femmes de ce pays. La bouche est bien dessinée, avec de belles dents ; les yeux *bleus* ont une expression scrutatrice : quelque chose qui n'est pas aussi fort qu'un regard inquisiteur, ni aussi vilain qu'un regard défiant. Les traits sont en général réguliers et agréables. L'ensemble est tel qu'on lui ferait injure en lui attribuant un air masculin, mais qu'on ne lui ferait pas justice en le disant féminin entièrement. »

Ce n'est pas tout à fait la note de Tchemessof, dans son réalisme naïf et presque grossier. Un trait commun apparaît cependant ici et là, et c'est celui qui nous semble, en effet, avoir été le trait saillant du modèle, en avoir constitué la physionomie, et en avoir, au point de vue plastique, réduit considérablement, sinon détruit le charme : c'est l'expression *hommasse* soulignée de part et d'autre et qu'à travers la magie des couleurs, nous retrouvons même sous des pinceaux moins consciencieux. Le portrait qui a fait la joie de Voltaire et qui est encore à Ferney en décèle lui-même quelque chose. Catherine y veillait cependant, et jusqu'au dernier moment. Un pli qu'elle se trouva à la racine du nez sur le portrait peint par Lampi, peu avant sa mort, et qui lui parut durcir son visage, lui fit regarder d'un mauvais œil le tableau et le peintre. Lampi passait cependant à bon droit pour ne pas dire à ses modèles des vérités trop cruelles. Il effaça le pli, et l'impératrice,

bientôt septuagénaire, prit l'apparence d'une jeune nymphe. L'histoire ne dit pas si elle a été satisfaite cette fois.

« Quelle figure me supposiez-vous ? » demanda Catherine au prince de Ligne lors du premier voyage que celui-ci fit à Pétersbourg. « Grande, raide, des yeux comme des étoiles et un grand panier ? » C'était en 1780. L'impératrice avait cinquante et un ans. Voici la figure que le prince de Ligne lui trouva : « Elle était encore bien. On voyait qu'elle avait été belle plutôt que jolie : la majesté de son front était tempérée par des yeux et un sourire agréables, mais ce front disait tout. Sans être un Lavater, on y lisait comme dans un livre : génie, justice, courage, profondeur, égalité, douceur, calme et fermeté : la largeur de ce front annonçait les bases de la mémoire et de l'imagination ; on voyait qu'il y avait place pour tout. Son menton un peu pointu n'était pas absolument avancé, mais il était loin de se retirer et avait de la noblesse. Son ovale n'était pas bien dessiné moyennant cela, mais devait plaire infiniment, car la franchise et la gaieté habitaient ses lèvres. Elle a dû avoir de la fraîcheur et une belle gorge ; celle-ci ne lui était arrivée cependant qu'aux dépens de sa taille qui avait été mince à rompre, mais on engraisse beaucoup en Russie. Elle était propre, et, si elle n'avait pas tant fait tirer ses cheveux qui auraient dû, tombant un peu plus bas, accompagner son visage, elle aurait été bien mieux. On ne s'apercevait pas qu'elle était petite. »

Encore un enthousiaste, celui-là. Pourtant le comte de Ségur, qui se piquait de l'être moins en sa qualité de diplomate, a noté à la même époque des traits à peu près identiques. « La blancheur et l'éclat de son teint, dit-il, furent les attraits qu'elle conserva le plus longtemps. » Mais Castéra explique à sa manière cette victoire sur les *irréparables outrages :* « Dans les dernières années de son règne, elle mettait beaucoup de rouge. » C'est ce dont Catherine ne voulut jamais être soupçonnée. Nous lisons dans une de ses lettres à Grimm, datée de 1783 :

« Je vous remercie des pots de rouge dont vous m'avez souhaité d'illuminer ma face ; mais lorsque j'ai voulu m'en servir, j'ai trouvé qu'il était si foncé que cela me donnait l'air furie. Aussi vous m'excuserez si je ne pourrai pas, même malgré ma grande vogue là où vous êtes (Grimm était à Paris)… imiter ou adopter cette belle mode-là. »

Le témoignage le plus autorisé au point de vue plastique, le moins suspect aussi, est peut-être celui de madame Vigée-Lebrun, qui, malheureusement, n'a point vu la Catherine des belles années. Elle n'a pas eu aussi à se louer des procédés de la souveraine, ce qui est une garantie de sincérité. Elle ne put obtenir que l'impératrice posât devant elle. Son pinceau n'a évoqué plus tard que des souvenirs. La plume à la main, elle les a retracés ainsi :

« J'étais d'abord extrêmement étonnée de la trouver très petite ; je me l'étais figurée d'une grandeur prodigieuse, aussi haute que sa renommée. Elle était fort grasse, mais elle avait encore un beau visage, que ses cheveux blancs et relevés encadraient à merveille. Le génie paraissait siéger sur son front large et très élevé ; ses yeux étaient doux et fins, son nez tout à fait grec, son teint fort animé et sa physionomie très mobile… J'ai dit qu'elle était petite de taille ; pourtant les jours de représentation, sa tête haute, son regard d'aigle, cette contenance que donne l'habitude de commander, tout en elle enfin avait tant de majesté qu'elle me paraissait la reine du monde. Elle portait à un gala les cordons de trois ordres, et son costume était simple et noble. Il consistait en une tunique de mousseline brodée en or et dont les manches très amples étaient plissées en travers dans le genre asiatique. Par-dessus cette tunique, était un dolman de velours rouge à manches très courtes. Le bonnet qui encadrait ses cheveux blancs n'était pas orné de rubans, mais de diamants de la plus grande beauté. »

Catherine avait pris de bonne heure et conserva toute sa vie l'habitude de porter, en public, la tête très haute. Son prestige aidant, elle arrivait ainsi à un effet de grossissement qui trompa jusqu'à des observateurs comme Richardson. L'art de la mise en scène, dans lequel elle fut incomparable, est d'ailleurs resté de tradition à la cour de Russie. Une dame de la cour de Vienne nous racontait un jour ses impressions à l'arrivée de l'empereur Nicolas dans cette dernière capitale. Quand elle le vit entrer à la Burg, dans la splendeur de son uniforme, de sa beauté mâle et de l'air de majesté répandu sur toute sa personne, droit, hautain, dépassant de la tête princes, aides de camp, chambellans, officiers, elle crut apercevoir un demi-dieu. Placée à une galerie supérieure, elle ne pouvait détacher ses yeux de cette éblouissante apparition. Soudain, elle ne vit plus rien. La foule des courtisans s'était retirée ; on avait fermé les portes. La famille impériale et quelques

personnes de l'entourage intime restaient seules. Mais l'empereur ? Où était-il ? Il était là, affaissé sur un banc, ayant replié sa haute taille, ayant laissé se détendre les muscles de son visage où brusquement venait poindre l'expression d'une indicible angoisse ; méconnaissable, diminué de moitié, comme écroulé du haut des grandeurs sur un bas-fond de misère : ce demi-dieu n'était plus qu'une loque humaine souffrante. Cela se passait en 1850. Nicolas éprouvait déjà alors les premières atteintes du mal qui rongea les dernières années de sa vie et y mit fin prématurément. Hors des yeux de la foule, il se courbait sous son étreinte. Devant le public, par un héroïque effort de volonté, il redevenait le superbe empereur des beaux jours déjà passés.

Ainsi peut-être fit Catherine pendant les dernières années de son règne.

La princesse de Saxe-Cobourg, qui la vit pour la première fois en 1795, commence le récit de cette rencontre d'une façon assez déplaisante, disant que c'était ainsi, à savoir, sous l'apparence de la vieille impératrice, qu'elle se figurait habituellement une sorcière. Mais il paraît, par la suite, que l'idée qu'on lui avait donnée de cette espèce de personnage n'était point désagréable. Elle vante, elle aussi, le teint « singulièrement beau » conservé par la souveraine, et dit qu'en général il lui a semblé trouver en elle « la personnification d'une vieillesse forte, quoique à l'étranger on parle toujours de ses maladies [1] ».

Catherine n'eut pourtant jamais une très bonne santé. Elle souffrait fréquemment de maux de tête accompagnés de coliques. Cela ne l'empêcha pas de se moquer jusqu'au dernier moment de la médecine et des médecins. C'était toute une affaire que de lui faire avaler une potion. Un jour que son médecin, Rogerson, réussit à lui faire prendre quelques pilules, il en fut si content, que, s'oubliant, il frappa familièrement l'épaule de la souveraine, en criant : « Bravo, Madame ! » Elle ne s'en offensa point.

À partir de 1772, elle dut se servir de lunettes pour lire. Son ouïe, très fine, était affectée d'une particularité bizarre : chacune des oreilles percevait les sons d'une façon différente, inégale non seulement de force, mais de ton. C'est pour cela assurément qu'elle fut toujours rebelle à la musique, quelque peine qu'elle se donnât pour y trouver du goût. Le sens de l'harmonie lui manquait complètement.

On a prétendu qu'en nettoyant les foulards avec lesquels elle avait l'habitude de s'envelopper la tête pour dormir, on en voyait sortir des étincelles. Le phénomène se reproduisait même avec ses draps de lit. De telles fables ne servent qu'à indiquer l'action de sa personne physique elle-même sur l'esprit des contemporains, qu'émerveillaient à ce moment les mystérieuses découvertes de Franklin. La personne morale de Catherine était faite pour stimuler ces élans d'imagination.

1.2

Une grande souveraine et une femme digne de tous les respects, à laquelle Catherine se défendit d'ailleurs toujours de ressembler, l'appelant ironiquement « sainte Thérèse », écrivait en 1780 ceci :

« L'empereur m'a fait entrevoir pendant cet hiver, en badinant, son envie d'avoir une entrevue avec l'impératrice de Russie. Vous pouvez bien imaginer combien peu je goûterais un tel projet, aussi bien par l'impression que cette entrevue devrait faire sur les autres puissances que par l'aversion et l'horreur que m'inspire toujours *un caractère tel que celui de l'impératrice.* »

Pourtant, c'est par le caractère précisément que Catherine elle-même nous semble avoir atteint la grandeur. Des défaillances, des vices mêmes y ont paru sans doute, empruntant aux proportions de l'être moral déparé par eux quelque chose de colossal, de monstrueux si l'on veut. L'ensemble a eu des aspects éblouissants et des hauteurs peu communes.

« L'aversion et l'horreur » professées par Marie-Thérèse ne l'ont point empêchée, du reste, de s'allier avec la souveraine ainsi flétrie et de mettre sa main dans la sienne pour l'accomplissement de la plus vilaine besogne dont Catherine ait à porter le reproche devant l'histoire. Nous voulons dire le meurtre de la Pologne. Marie-Antoinette, qui paraît avoir partagé les

répugnances de sa mère, s'est montrée également disposée à en faire abstraction dans la pratique :

« Malgré mes idées sur l'impératrice de Russie, écrivait-elle de son côté, je lui saurais bien bon gré si sa politique se tournait à nous donner la paix. »

Ainsi Catherine n'était un monstre qu'en théorie. Et, même réduit à cette valeur, le jugement paraît sujet à révision, car c'est un point discutable s'il peut être du fait d'un monstre non pas seulement de s'imposer momentanément à l'admiration des foules, mais de faire œuvre durable et profitable aux générations futures. Sans doute ce fut une personnalité singulièrement complexe, défiant presque le travail d'analyse auquel nous osons nous essayer. Comme si elle avait deviné les difficultés avec lesquelles ses futurs biographes seraient aux prises et pris pitié de leur embarras, Catherine s'est donné la peine de poser devant eux quelques jalons et de leur frayer la voie. À part ses *Mémoires*, où la psychologie tient assez peu de place, nous lui devons quelque chose comme l'esquisse d'une autobiographie et quelque chose comme l'ébauche d'un portrait d'ensemble, au moral, du moi intime. Voici l'esquisse. Elle s'est conservée sur une feuille de papier, au revers de laquelle une autre main inconnue a tracé l'épitaphe de « Sir Tom Anderson » — un des chiens favoris de l'impératrice. Sur le modèle de cette épitaphe d'un être tendrement aimé, Catherine a, dans un de ces accès d'*humour* qui lui furent familiers, composé la sienne propre, « craignant », disait-elle — c'était au courant de l'hiver de 1778 — « de mourir pendant la fin du carnaval, qui doit être rempli de onze mascarades, sans compter les dîners et les soupers ». Nous copions textuellement :

« Ci-gît Catherine seconde, née à Stettin, le 21 avril (2 mai) 1729. Elle passa en Russie l'an 1744, pour épouser Pierre III. À l'âge de quatorze ans, elle forma le triple projet de plaire à son époux, à Élisabeth et à la nation. Elle n'oublia rien pour y réussir. Dix-huit années d'ennui et de solitude lui firent lire bien des livres. Parvenue au trône de Russie, elle voulut le bien et chercha à procurer à ses sujets bonheur, liberté et propriété. Elle pardonnait aisément et ne haïssait personne. Indulgente, aisée à vivre, d'un naturel gai, l'âme républicaine et le cœur bon, elle eut des amis. Le travail lui était facile ; la société et les arts lui plaisaient [2]. »

Voici maintenant le portrait. Nous le rencontrons dans une lettre adressée à Sénac de Meilhan en mai 1796. « Je ne me suis jamais cru l'esprit créateur ; j'ai rencontré quantité de monde, auquel j'ai vu, sans envie ni jalousie, beaucoup plus d'esprit qu'à moi. Il a été toujours très facile de me mener, parce que, pour y parvenir, il ne fallait que présenter toujours des idées infiniment meilleures et plus solides que les miennes ; alors j'étais docile comme un agneau. La raison de ceci siégeait dans l'extrême désir que j'ai toujours eu que le bien de l'Empire se fît. J'ai eu le bonheur de rencontrer les bons et vrais principes, ce qui a fait que j'ai eu de grands succès. J'ai eu des malheurs qui s'en sont ensuivis de fautes auxquelles je n'ai eu aucune part et peut-être parce qu'on n'avait pas suivi avec exactitude ce que j'ai prescrit. Malgré ma flexibilité naturelle, j'ai su être opiniâtre ou ferme, comme on voudra, quand il m'a paru que cela était nécessaire. Je n'ai jamais gêné l'avis de personne, mais j'ai eu, dans l'occasion, un avis à moi. Je n'aime pas la dispute, parce que j'ai toujours vu rester un chacun de son avis. D'ailleurs je ne saurais parler fort haut. Je n'ai jamais eu de rancune, la Providence m'ayant placée de telle manière qu'il n'y avait pas de quoi en avoir contre les individus et que je ne trouvais pas la partie égale, le tout pesé avec justice. J'aime en général la justice, mais je suis de l'opinion que stricte justice n'est pas justice, et qu'il n'y a que l'équité qui soit supportable à la faiblesse de l'homme. Mais dans tous les cas j'ai préféré l'humanité et l'indulgence pour la nature humaine aux règles d'une sévérité qui m'a souvent paru mal entendue. À ceci j'ai été amenée par mon propre cœur, que je crois doux et bon. Quand les vieillards me prêchaient la sévérité, je leur avouais en fondant en larmes ma faiblesse, et j'en ai vu qui se rangeaient de mon avis, la larme à l'œil aussi. Mon naturel est gai et franc ; mais j'ai trop vécu dans le monde pour ignorer qu'il y a des esprits atrabilaires qui n'aiment pas la gaieté, et tous les esprits ne sauraient comporter la vérité et la franchise. »

« Ceci est *à peu près* mon portrait », a écrit Catherine en tête de ce morceau. Très *à peu près*, sommes-nous tentés de dire, et non pas seulement et non pas tant même à raison de ce qui ne s'y trouve pas, qu'encore et surtout à raison de ce qui s'y trouve. Car l'incapacité à éprouver de la rancune, par exemple, revendiquée par une souveraine qui a eu avec Frédéric les retours d'amitié que l'on sait, provoqués, à ce qu'on peut juger,

par quelques boutades un peu agressives du roi-philosophe, c'est assurément, dans l'image de sa personne, un trait inattendu. Le comte de Ségur lui-même, à une époque où il ne péchait guère par excès de sévérité à l'égard de cette princesse, auprès de laquelle il venait de trouver un accueil inespéré, s'est laissé aller à souligner dans sa physionomie le trait absolument opposé à celui-là. « L'impératrice, lisons-nous dans une de ses dépêches, a certainement de grandes qualités, de la force dans le jugement, du courage dans l'âme, de la pénétration dans l'esprit et beaucoup de bonté dans le cœur ; mais elle est facile, méfiante et inquiète, et son amour-propre aigri ou flatté influe sur ses vues politiques. Un propos tenu légèrement à Versailles sur son compte, une froideur de notre cour, une de l'empereur, la moindre faute que moi-même je puis commettre, suffiraient pour changer ses dispositions, et, pour en donner un exemple, elle est l'ennemie du roi de Prusse, parce que le roi lui a supposé des infirmités qu'elle n'a pas. »

Mais, quel que fût le goût de Catherine pour la vérité et la franchise, elle aurait donné un exemple probablement unique dans l'histoire du monde, si elle avait réussi à rencontrer l'une ou l'autre en parlant d'elle-même.

Sincère envers elle-même, elle ne le fut pas davantage le jour où, causant avec le prince de Ligne, elle s'avisa de lui dire que si le hasard avait fait d'elle un sous-lieutenant, elle ne serait jamais arrivée au grade de capitaine, car elle se serait fait casser la tête à la première rencontre. Je n'en crois rien, répliqua le prince, puisque me voilà. Mais Catherine oubliait, en parlant ainsi, sa propre histoire et méconnaissait le trait le plus saillant de sa physionomie. Car, si elle fut téméraire à ses heures, elle fut toujours et surtout une ambitieuse. Tous les signes distinctifs de la grande race, dont Napoléon a été dans l'histoire moderne le représentant hors pair, se reconnaissent en elle. L'esprit impérieux d'abord supportant mal, quoi qu'elle en dise, la contradiction, et ne supportant pas du tout l'intervention d'autrui dans le gouvernement de ses actions. Un jour, elle se prend de colère contre un de ses ministres favoris, le prince Viazemski, parce qu'il s'est hasardé à décréter, sans prendre son avis, qu'il y aurait comédie au théâtre de la cour. « Elle ne veut être en tutelle de personne », déclare-t-elle à ce propos. Puis l'audace, extravagante parfois, mais toujours réfléchie, défiant le calcul, mais calculant jusqu'au hasard lui-même, et froidement résolue vis-à-vis de tous les risques. Enfin la confiance en soi-même, sans laquelle il

n'est guère de succès possible, et cette façon de ne douter de rien, sans laquelle il n'est guère d'hommes heureux dans leurs entreprises. Le tout avec quelque chose de féminin en plus qui y ajoute un peu d'outrance d'emportement, de fantaisie. En 1770, le commandant en chef de son armée, aux prises avec les Turcs, lui parlant de la supériorité écrasante des forces ennemies, Catherine lui ferme la bouche avec l'exemple des Romains, qui ne comptaient jamais leurs adversaires ; elle se dit assurée que les Turcs seront battus. Et, comme son assurance se trouve justifiée par l'événement, comme Roumiantsof répond à cette mise en demeure par d'écrasantes victoires, elle s'affermit dans cet état d'âme qui lui est naturel ; elle s'y installe et y prend ses aises en quelque sorte. À la fin de son règne, elle en est arrivée à ne plus admettre la possibilité d'une défaite, d'un revers, d'une trahison quelconque de la fortune, pouvant l'atteindre.

« Si j'étais Louis XVIII, écrit-elle en 1796, ou bien je ne serais pas sortie de France, ou bien aussi il y aurait longtemps que j'y serais rentrée malgré vents et marées, et cette sortie ou rentrée n'aurait dépendu que de moi, exclusivement puissance humaine. »

Il lui semble également que, si elle avait été George III, elle ne se serait pas laissé prendre l'Amérique.

Elle a d'ailleurs pour la soutenir, comme tous ceux de sa race, la foi fataliste, la croyance obscure, irraisonnée, mais non pas moins absolue pour cela, à quelque chose d'innomé et pourtant de tout-puissant, par quoi sont régies les destinées semblables à la sienne. Devisant avec Diderot, elle engage sans plaisanter *sa parole d'honneur* qu'elle gardera le trône pendant trente-six ans. En 1789, elle dit : « J'ai soixante ans, mais je suis sûre que j'en vivrai encore vingt et quelques années en plus. » Et, comme sa foi est robuste, elle y joint un optimisme tranquille, inébranlable, tellement sûr de lui-même et tellement persistant qu'il en devient aveugle et sourd par moments. Il fait partie de son « imperturbabilité ». Au cours de la seconde guerre turque, qui ressemble peu à la première, longtemps son étoile semble pâlir ; les désastres se succèdent. Elle refuse d'en convenir. Elle veut ignorer et entend que tout le monde ignore les échecs essuyés par son armée et par son homme de guerre, qui ne s'appelle plus, hélas ! Roumiantsof, mais Patiomkine. Les Turcs éprouvent-ils à leur tour le moindre revers, comme en

octobre 1787, sous les murs de Kinburn, vite elle fait chanter le *Te Deum*, tonner le canon en signe d'allégresse et retentir à travers toute l'Europe les trompettes de la renommée. À l'entendre, c'est une répétition de la bataille de Tchesmé : la flotte ottomane a été anéantie, Patiomkine s'est couvert de gloire. Elle le lui dit à lui-même et en semble vraiment convaincue.

Cela fait partie sans doute de sa politique, de ses procédés de gouvernement et de ses artifices de diplomatie, que nous étudierons plus tard. C'est ainsi qu'elle prétend en imposer à l'Europe, à l'Autriche dont elle veut stimuler les efforts, à la France dont elle voudrait obtenir le concours, et à la Turquie elle-même, qu'elle cherche à démoraliser. De fait, elle engage le comte de Ségur à transmettre à Versailles des bulletins de victoire, dont le comte de Montmorin arrive avec peine à démontrer la fausseté à son ambassadeur. C'est ainsi également qu'elle combat le découragement, naturellement prompt, de Patiomkine. Mais cela fait partie aussi de son caractère, et elle s'en impose à elle-même.

Par moments, à suivre ce dithyrambisme continuel, qui est la marque propre de sa correspondance et de sa conversation aux époques de crises surtout, on la croirait atteinte de mégalomanie. Les Suédois sont aux portes de Pétersbourg qu'elle chante encore et toujours victoire. En juillet 1788, le canon ennemi a parlé de si près que les rues de la capitale ont été remplies de fumée. Le lendemain elle en plaisante avec un air d'allégresse, se félicitant d'avoir, elle aussi, senti l'odeur de la poudre, elle va à l'église pour faire chanter un *Te Deum* à raison d'une victoire sur les Turcs, plus ou moins authentique, dont un courrier de Patiomkine lui a fort à propos apporté la nouvelle, et elle déclare, en revenant, qu'à voir tant de monde réuni aux abords du saint édifice, elle s'est imaginé que « cette foule suffirait à assommer les Suédois à coups de pierres ramassées dans les rues de Saint-Pétersbourg ». Elle s'apprête à signer un ukase par lequel elle ordonne au vice-amiral von Desin de s'unir à l'amiral Greigh, *après avoir battu les Suédois* près de Karlskrone. L'amiral Greigh ira au-devant de lui, *après avoir de son côté battu une fois de plus la flotte ennemie*. Cependant Mamonof, le favori en titre du moment, hasarde des objections : est-il sûr que les deux amiraux auront le dessus dans les rencontres supposées ? Jusqu'à présent, ils n'ont guère remporté d'avantages décisifs. Catherine s'irrite :

« Je n'aime pas les petites entreprises, mais les grandes. En raisonnant comme cela, on ne se battrait jamais. »

Elle cède néanmoins, et consent à ne pas envoyer à von Desin « l'ordre de vaincre », mais elle en verse des larmes de colère. Il lui paraît que de la sorte le vice-amiral ne fera rien de bon. Trois semaines après, sans qu'aucun changement soit arrivé dans la situation des belligérants, on pourrait supposer que la flotte ennemie a été engloutie jusqu'au dernier vaisseau dans les profondeurs de la Baltique. Catherine ne s'inquiète plus du tout de son voisinage. Elle parle d'envoyer sa propre flotte dans l'Archipel. Quant aux Suédois, point n'est besoin de s'en occuper plus longtemps. Ils se détruiront eux-mêmes. L'armée de Finlande est ou sera en révolte. Elle suffira pour réduire Gustave à la raison. Catherine n'a plus souci que de tirer vengeance du roi de Suède en ridiculisant ses velléités guerrières dans un opéra-comique intitulé *Koslaf*, dont elle commence la composition, « sans savoir comment elle la finira ». Mais l'armée de Finlande refuse de justifier, en se révoltant, la confiance que l'impératrice a mise en elle, et après une alternative de succès et de revers, survient le désastre de Swenksund (28 juin 1790) : c'est à peine si, écrivant à Patiomkine, elle en fait mention en deux lignes.

Et c'est comme cela jusqu'à la fin. C'est comme cela qu'en 1796, quelques mois avant sa mort, elle engage cette malheureuse affaire du mariage de sa petite-fille avec le roi de Suède : épisode curieux dont nous conterons à un autre moment les bizarres péripéties. On lui fait voir les difficultés, les obstacles, les chances trop incertaines de réussite ; n'importe, sans se mettre en peine de rien, sans se soucier de rien arranger, elle invite le roi à venir, et, au jour qu'elle indique, ayant réuni sa cour et mis une robe de gala, elle attend Sa Majesté Suédoise pour les fiançailles. Seulement cette fois la fortune s'est lassée : Sa Majesté Suédoise ne vient pas ! C'est de cela que Catherine meurt probablement quelques mois plus tard. Toute cette année 1796, dont elle ne devait pas voir la fin, lui fut désastreuse. Mais son optimisme ne l'abandonna pas. En juillet, un incendie détruisait une partie de sa flotte. Toutes ses chaloupes canonnières, construites et armées à grand-peine, brûlaient dans le port de Vassili-Ostrov.

« Bah !, écrivait-elle le lendemain, tout ce dont nous avons vraiment besoin sera rebâti pendant le courant de cet été… le port n'en sera que plus propre. »

Aimant la gloire, la croyant chose due à sa destinée, Catherine aime aussi à en faire parade.

« Si cette guerre continue, dit-elle en août 1771, mon jardin de Tsarskoïe Selo ressemblera à un jeu de quilles, car à chaque action d'éclat j'y fais élever quelque monument… Derrière mon jardin, dans un bois, j'ai imaginé de faire bâtir un temple de mémoire pour la guerre présente, où tous les faits importants (et il n'y en a pas peu, nous en sommes au 64e numéro) seront gravés sur des médaillons, et des inscriptions en langue du pays, très simples et courtes, avec la date et le nom de ceux qui les ont effectués. »

Notons, en passant, que dans un compte qu'elle établit de sa propre main, la bataille de Tchesmé figure à elle seule pour *deux numéros*. Sa soif d'ambition est telle qu'elle lui fait voir double.

C'est cette même préoccupation qui la rend infiniment accessible à la flatterie, et, disons le mot, très vaniteuse. Elle s'en défend, bien entendu. Elle fait ou semble faire profession à tout propos de sentiments contraires. Un architecte français, qui eut son heure de célébrité et qui fut un artiste de mérite, en effet, et un honnête homme, mais paraît avoir été aussi un homme difficile à vivre, Clérisseau, recevant à Paris la visite de l'empereur Joseph II, traite assez mal Sa Majesté. « Savez-vous ce que c'est qu'un artiste ? » lui dit-il, entre autres amabilités, en refusant des commandes que Joseph veut lui faire, et qui ne lui agréent point. « D'un côté, il a son crayon ; de l'autre, on lui offre 20 000 livres de rente, s'il veut quitter son crayon. Il vous jette vos 20 000 livres de rente à la tête et garde son crayon, qui le rend plus heureux que tous les trésors de la terre. » Catherine, à qui Grimm rapporte cette algarade, s'en dit enchantée : « J'aime, déclare-t-elle, quand on parle comme Clérisseau a parlé à l'empereur… Cela apprend à ces gens-là qu'il y a plus d'une façon de parler dans le monde, et que tout le monde n'a pas le goût de la flatterie. » Une autre fois, elle interdit à son correspondant de lui donner le surnom de *Catherine la Grande :* « Parce que *primo* je n'aime aucun sobriquet ; *secundo* que mon nom est Catherine II, et *tertio* je ne veux

pas que personne dise de moi comme de Louis XV qu'on trouvait le mal nommé ; quatrièmement, de taille je ne suis ni grande ni petite. »

Mais Grimm savait à quoi s'en tenir et n'eut souci que de changer la forme du compliment. En 1780, l'ambassadeur anglais Harris, se préparant à une entrevue décisive avec l'impératrice, prenait conseil du favori Patiomkine. Il s'agissait d'entraîner la Russie à prendre fait et cause pour l'Angleterre dans ses démêlés avec la France. « Je n'ai qu'un avis à vous donner, répliquait le favori, flattez-la. C'est le seul moyen d'arriver à quoi que ce soit avec elle, et avec cela on arrive à tout… Ne lui parlez pas raison : elle ne vous entendrait pas. Adressez-vous à ses sentiments et à ses passions. Ne lui offrez ni les trésors ni les flottes de l'Angleterre : elle ne demande rien de tout cela. Elle veut des louanges et des compliments. Donnez-lui ce qu'elle veut, et elle vous donnera en échange toutes les forces de son empire. »

Cet avis était aussi celui de Joseph II, quand il engageait sa mère à vaincre ses répugnances pour offrir à l'impératrice la Toison d'or qu'elle convoitait : « Je crois connaître Sa Majesté, et la vanité est son unique défaut. » C'était enfin celui du comte de Ségur : « Il n'est pas facile de tromper cette princesse ; elle a beaucoup de tact, de finesse, de pénétration ; mais en flattant son amour pour la gloire, il n'est que trop prouvé qu'on peut égarer sa politique. » On pouvait sans doute aussi la ramener dans le bon chemin en se servant de ce même moyen. Le comte de Ségur en usa largement. Pendant le fameux voyage de Crimée, c'est entre lui, l'Autrichien Cobenzl, l'Anglais Fitz-Herbert et cet aimable cosmopolite qui s'appela le prince de Ligne, un assaut quotidien d'adulation à outrance. Tout y est employé et tout y sert de prétexte. Un jour, on joue aux bouts-rimés. Fitz-Herbert, qui est foncièrement rebelle au langage des muses, finit cependant, sur les instances de l'impératrice, par mettre sur pied ce vers :

Je chante les auteurs qui font des bouts-rimés…

Et Ségur d'y ajouter aussitôt :

Un peu plus fols, sans doute, ils seraient enfermés ;

Mais il faut respecter et chérir leur folie,

Quand ils chantent l'esprit, la grâce et le génie.

Six mois plus tard, s'entretenant avec Grimm de la mort de Voltaire, Catherine formule ce jugement :

« Depuis que celui-ci est mort, le premier poète de la France, sans contredit, c'est le comte de Ségur. Je n'en connais présentement aucun qui l'approche. »

C'est le prix du quatrain. Elle le croit, d'ailleurs, comme elle le dit. Elle croit de même à la sincérité de toute louange dont elle est l'objet. Aucune défiance chez elle à cet égard, aucune fausse honte non plus. Si elle défend à Grimm de lui donner un surnom, auquel elle pense, en son for intérieur, avoir autant de droit que Louis XIV, c'est pour le plaisir d'envoyer une épigramme à l'adresse de Louis XV ; car elle ne consent pas seulement à se laisser grandifier, elle accepte qu'on la déifie. En 1772, Falconet lui envoyant une traduction française, assez gauche du reste, d'un quatrain latin, où elle se voit comparée tour à tour à Junon, à Pallas et à Vénus, elle ne trouve à redire qu'au savoir-faire du traducteur. Le compliment, si gros soit-il, est le bienvenu, mais il convient qu'il soit bien tourné. En 1777, l'envoyé de France, marquis de Juigné, sollicitant de M. de Vergennes l'insertion dans *La Gazette de France* d'un article élogieux sur les nouveaux travaux législatifs de l'impératrice, demande qu'on y mette de l'esprit, « car nous sommes délicats ».

A-t-elle par contre l'amour-propre susceptible, ainsi qu'il semble naturel, facilement irritable, sensible aux critiques ?

« Les plus légers coups d'aiguillon blessaient sa vanité, répond le comte de Ségur. Comme elle avait de l'esprit, elle affectait d'en rire, mais on voyait bien que ce rire était un peu forcé. » Voici pourtant une indication contraire : en 1787, le fameux Lavater choisit la grande souveraine pour sujet d'étude. Examen fait de sa physionomie, il la déclare très ordinaire, bien inférieure à celle de la reine Christine. Catherine prend la chose très indifféremment. « Je vous jure que je n'en suis point jalouse », écrit-elle à Grimm. Pas un mot amer pour le peu galant physiognomoniste, pas le moindre souci de déprécier son savoir. Comment concilier cela ? Voici : il semble bien qu'il y ait eu dans la pensée de cette femme extraordinaire un effort constant pour départager en quelque sorte sa personne et en isoler les deux faces distinctes : la souveraine d'un côté, la femme de l'autre.

Comment s'y prend-elle, nous n'en savons rien, mais elle pousse très loin ce dédoublement intime, jusqu'à des distinctions fort bizarres et des subtilités invraisemblables. Ainsi, au point de vue purement féminin, on peut dire qu'elle n'a ni coquetterie ni prétention aucune. Elle parle de sa beauté et même de son esprit avec simplicité et détachement. Causant avec le comte de Ségur, elle exprime une fois cette idée que si elle n'était impératrice, les dames de Paris ne trouveraient pas assez d'agrément à sa société pour l'admettre à leurs petits soupers. À aucune époque de sa vie elle ne cherche à dissimuler son âge, bien que la pensée de vieillir lui soit désagréable : « Le beau présent que ce jour m'apporte », écrit-elle en réponse à un rappel importun d'anniversaire : « Une année de plus ! Ah ! si une impératrice pouvait avoir toujours quinze ans ! » Sa qualité de souveraine mise à part, elle est disposée à donner raison à Lavater en se reconnaissant pour une femme très ordinaire. Volontiers admettrait-elle encore que cette souveraineté associée à sa personne est un fait purement accidentel. Mais l'accident existe, et elle veut que, superposant en quelque sorte une personnalité nouvelle à celle qu'elle tient de la nature, il assigne non pas à la fille de la princesse de Zerbst, mais à Catherine, autocratrice de toutes les Russies, une place à part, qui, par sa magnificence et son élévation propre, appelle, commande et justifie toutes les adulations sans supporter aucune critique. L'impératrice, à ce point de vue, s'identifie dans sa pensée avec l'Empire, et Catherine a du tout ensemble la plus haute opinion. Sa vanité n'est ainsi, à cet égard, que la manifestation de l'idée énorme, presque folle à force d'exagération, qu'elle se fait de la grandeur et de la puissance dont elle dispose.

Mais cette idée, hâtons-nous de le dire, pour contestable qu'elle puisse être en elle-même, n'est pas une faiblesse chez la souveraine ; elle est, au contraire, très probablement sa principale force. Elle est démesurée, fantastique, hors de proportion avec la réalité ; mais la souveraine sait la faire valoir, et elle finit par l'imposer au monde. Ce n'est qu'un artifice, si l'on veut, un mirage encore ; mais le mirage dure trente ans ! Comment ? Par quels moyens ? Par des moyens qui sont surtout personnels à Catherine et qui, croyons-nous, tiennent encore et toujours à son caractère.

1.3

Par une force de volonté d'abord peu commune.

« Je vous dirai, écrit-elle en 1774 à Grimm, que je n'ai point les torts que vous me donnez, parce que je ne me trouve point les qualités que vous me prêtez : je suis peut-être bonne ; je suis ordinairement douce, mais, par état, je suis obligée de vouloir terriblement ce que je veux, et voilà à peu près tout ce que je vaux. »

Notons, cependant, que si d'une manière générale elle est persévérante dans l'exercice et dans la tension invariable de cette énergie naturelle, ayant toujours voulu, selon son expression, que « le bien de l'Empire se fît », et l'ayant voulu avec une puissance extraordinaire, dans le détail elle est l'inconstance même. Elle veut toujours et toujours aussi fortement, mais elle change de volonté avec une facilité non moins surprenante, en variant dans sa façon de concevoir le *bien*. À cet égard, elle est femme de la tête aux pieds. En 1767, elle est tout entière à son *Instruction* pour les nouvelles lois qu'elle veut donner à la Russie. Cette œuvre, que nous retrouverons plus tard et où elle a mis au pillage Montesquieu et Beccaria, est à ses yeux destinée à ouvrir une ère nouvelle dans l'histoire de la Russie. Aussi veut-elle avec ardeur, avec emportement, qu'elle soit mise en pratique. Voici cependant que des difficultés surgissent ; des délais, des ménagements imprévus s'imposent. Là-dessus, brusquement, elle se désintéresse de la chose. En 1775, elle imagine des *Règlements* pour l'administration de ses provinces. Et la voilà qui écrit : « Mes derniers règlements du 7 novembre contiennent deux cent cinquante pages *in-quarto* imprimées, mais aussi je vous jure que c'est ce que j'ai jamais fait de mieux, et que, vis-à-vis de cela, je ne regarde l'*Instruction* pour les lois, dans ce moment-ci, que comme un bavardage. » Et la voilà qui brûle d'envie de montrer ce nouveau chef-d'œuvre à son confident. Moins d'un an après, c'est fini. Grimm n'a pas obtenu communication du document, et, comme il insiste pour en avoir la faveur, elle s'impatiente : « Pourquoi s'obstine-t-il à briguer la lecture d'une

chose aussi peu récréative ? Cela est fort bon, fort beau peut-être, mais très ennuyant. » Au bout d'un mois, elle n'y pense plus.

Elle a de la même manière, pour les hommes comme pour les choses, des engouements subits, passionnés, d'une impétuosité sans pareille, suivis de désenchantements et de chutes également rapides dans l'indifférence la plus complète. La plupart des hommes de talent qu'elle a fait venir en Russie, y compris Diderot lui-même, l'ont éprouvé tour à tour. Après avoir passé vingt années de son règne à embellir diverses résidences qui ont eu successivement l'avantage d'être préférées et préférables à ses yeux, elle s'éprend tout à coup, en 1786, d'un site voisin de Pétersbourg, que rien ne désigne à cette faveur. Et d'engager l'architecte russe Starof, un élève de l'Académie de Pétersbourg, à y bâtir en toute hâte un palais, et d'écrire à Grimm : « Toutes mes maisons de campagne ne sont que chaumières en comparaison de Pella, qui s'élève comme un phénix. »

Comme elle ne manque d'ailleurs pas de bon sens, ni de finesse, ni de pénétration, elle arrive, sur le tard il est vrai, à se rendre compte de ce dont nous parlons.

« J'ai trouvé depuis deux jours seulement, écrit-elle en 1781, que je suis une commenceuse de profession, et que jusqu'ici de tout ce que j'ai commencé il n'y a rien d'achevé. »

Et un an après :

« À tout cela il ne manque que le temps de l'achever ; tout cela ressemble à mes lois, à mes règlements : le tout est commencé, rien n'est achevé ; tout est à bâtons rompus. »

Elle a cependant encore des illusions ; elle ajoute :

« Si je vis deux ans, tout sera d'une perfection achevée. »

Mais deux ans et plus s'étant passés, elle finit par s'apercevoir que le temps ne fait rien à l'affaire. « Jamais je n'ai mieux senti que je suis un parfait composé de bâtons rompus », déclare-t-elle, non sans une certaine mélancolie. Ce à quoi elle ajoute qu'elle est « bête comme un pot », et qu'elle s'est convaincue que le prince Patiomkine avait beaucoup plus d'esprit de conduite qu'elle.

Disons encore qu'elle ne serait pas femme s'il ne lui arrivait parfois de ne pas savoir très bien ce qu'elle veut, ou même de ne pas le savoir du tout, tout en voulant toujours très fortement. À propos d'un certain Wagnière, qui fut secrétaire de Voltaire, dont elle s'avisa de réclamer les services pour elle-même et dont elle ne sut plus ensuite que faire, elle écrit à son *souffre-douleur* :

« Trêve d'excuses de votre part… et de la mienne de n'avoir pas su au juste, en cette occasion comme en bien d'autres, ni ce que je voulais, ni ce que je ne voulais pas, et d'avoir écrit, par conséquent, le vouloir et le non-vouloir… Si vous voulez, à côté de la chaire que vous me conseillez d'ériger, j'en fonderai une sur la science de l'indécision, à moi plus naturelle qu'on ne pense. »

On observera sans doute qu'une telle disposition d'esprit n'est point faite pour mettre une souveraine à même d'imprimer aux affaires de son empire une direction ferme et bien orientée. Aussi, nous essayerons de le mettre en évidence plus tard, rien de semblable n'apparaît dans le rôle historique de Catherine. Si ce rôle fut considérable, c'est — et elle en eut conscience elle-même – qu'elle se trouvait avoir affaire à un peuple neuf, commençant sa destinée et en traversant la première étape : l'état d'expansion. Dans cet état, un peuple n'a guère besoin d'être dirigé ; la plupart du temps, il n'est même pas susceptible de l'être. C'est une « force libérée », qui suit son impulsion propre. En y obéissant, elle ne risque pas de s'égarer. Le seul malheur qui puisse lui arriver, c'est de s'endormir. Il serait donc inutile et même vain de conduire ce peuple par la main et de lui montrer un chemin qu'il sait très bien trouver tout seul. Il suffit de le secouer et de le remettre sur pied de temps en temps. Et c'est à quoi Catherine s'entendit merveilleusement. Son action fut celle d'un stimulant et d'un propulseur doués d'une vigueur prodigieuse.

À cet égard, elle supporte la comparaison avec les plus grands caractères masculins de l'histoire. Son âme est un ressort, toujours tendu, toujours vibrant, d'une trempe qui résiste à toutes les épreuves. Au mois de juillet 1765, elle est souffrante, alitée. Des rumeurs, qui circulent dans la ville, la disent enceinte et en train de se faire avorter. Cependant, elle a commandé pour la fin du mois des grandes manœuvres, « un camp », comme on disait

alors, et elle a annoncé qu'elle y assisterait. Elle y assiste. Le dernier jour, pendant la « bataille », elle reste cinq heures à cheval, étant censée diriger les manœuvres et envoyer des ordres, par l'intermédiaire de son aide de camp général, au maréchal Boutourline et au général prince Galitzine, qui commandent les deux ailes de son armée. L'aide de camp général — étincelant dans une cuirasse d'or constellée de pierreries —, c'est, on l'a deviné, Grégoire Orlof. Quelques mois plus tard, des troubles s'étant produits dans la capitale, elle vient au milieu de la nuit de Tsarskoïe Selo à Pétersbourg avec Orlof, Passek et quelques autres amis sûrs ; elle monte à cheval et parcourt les rues de la ville pour s'assurer que ses ordres sont bien exécutés et ses précautions bien prises. À ce moment encore, elle ne s'est pas rétablie de la crise, plus ou moins mystérieuse, qu'elle vient de traverser. Elle ne supporte aucun aliment. Elle juge cependant à propos de se montrer bien portante et gaie. Elle multiplie les fêtes ; elle fait venir la Comédie-Française à Tsarskoïe Selo.

L'abattement physique ou moral, la lassitude ou le découragement lui sont choses également inconnues. La force de résistance et d'impulsion croît chez elle en proportion de l'effort qui lui est imposé. En 1791, quand l'horizon s'assombrit autour d'elle, ayant à faire face à la Suède et à la Turquie, et à redouter une rupture avec l'Angleterre, elle a ou affecte la sérénité la plus tranquille, la bonne humeur la plus communicative. Elle rit et plaisante. Elle conseille à ceux qui l'approchent de renoncer par avance aux liqueurs anglaises et de s'accoutumer aux boissons nationales.

Et quel entrain, quelle ardeur toujours juvénile, quel élan jamais ralenti !

« Courage ! Allons en avant, diction avec laquelle (*sic*) j'ai passé les bonnes et les mauvaises années également, et voilà que j'en ai quarante bien comptées, et qu'est-ce que le mal présent vis-à-vis du mal passé ! »

Voilà son langage habituel. La force de volonté dont elle dispose lui permet, et de commander aux manifestations extérieures de ses sentiments, et même de faire, à son gré, abstraction de ces sentiments au moment où ils viennent à la gêner, si intenses qu'ils puissent être, car elle est loin d'être indifférente, ou difficilement impressionnable, ou naturellement calme. Le sang-froid, par exemple, n'est pas du tout dans sa nature. En mai 1790, dans l'attente d'une rencontre sur mer avec les Suédois, elle passe des nuits

entières sans sommeil, met tout le monde sur les dents autour d'elle, gagne une rougeur sur la joue, qu'elle attribue à l'acuité de ses émotions, et fait si bien que tout le monde, y compris son Premier ministre, Bezborodko, fond en larmes autour d'elle. Une fois qu'elle a su l'événement de la bataille, elle reprend sa sérénité d'âme, et les nouvelles eussent-elles été les plus mauvaises, sa gaieté et son entrain. À tout moment ainsi elle traverse de ces fièvres. Elle se rend malade d'« altération », comme elle dit. Elle y gagne des attaques de coliques. Un jour, Chrapowiçki, son factotum, la trouve étendue sur une chaise longue, se plaignant de douleurs dans la région du cœur. « C'est le mauvais temps de l'automne, dit-il, qui sans doute indispose Votre Majesté. » « Non, répond-elle, c'est Otchakof ; la forteresse sera prise aujourd'hui ou demain ; j'ai souvent de tels pressentiments. » Ces pressentiments la trompent souvent aussi, comme dans le cas présent, Otchakof n'arrivant à être emporté d'assaut que deux mois après. En recevant la nouvelle de la mort de Louis XVI, elle éprouve une telle secousse qu'elle est obligée de se mettre au lit. Il est vrai que, cette fois, elle ne cherche ni à maîtriser ni à dissimuler son émotion, qu'un sentiment de solidarité politique n'est pas seul à lui inspirer, car elle a la fibre du cœur facilement excitable. Elle n'est pas seulement « sensible » à la mode du temps ; elle est sincèrement accessible à la sympathie et à la pitié.

« J'oubliais boire, manger et dormir, écrit-elle en racontant la mort de sa belle-fille en 1776, et mes forces se soutenaient je ne sais comment. Il y avait des moments où il me semblait que je sentais des déchirements d'entrailles de tout ce que je voyais souffrir. » Cela ne l'empêche pas de joindre à sa lettre, qui est longue, une foule de détails concernant ses affaires courantes, voire les plaisanteries coutumières, un peu lourdes, dont elle égaye volontiers sa correspondance intime, les interrogations sur le « boyau fêlé » de son « souffre-douleur », les gentillesses de ses chiens, et le reste. C'est qu'après s'être abandonnée à ses impressions, elle s'est ressaisie, et elle explique elle-même pourquoi :

« Le vendredi, je devins pierre… Moi qui suis une pleureuse de profession, j'ai vu mourir sans répandre une larme. Je me disais : Si tu pleureras (*sic*), les autres sangloteront ; si tu sangloteras, les autres s'évanouiront, et tout le monde perdra la tête et tramontane. »

Elle n'a jamais perdu la tête, et, elle l'affirme dans une de ses lettres, il ne lui est jamais arrivé de s'évanouir. Dès qu'il s'agit de payer de sa personne, de prendre une attitude et de l'imposer aux autres en prêchant d'exemple, elle est prête. En août 1790, elle songe sérieusement à accompagner en Finlande la réserve de son armée.

« Si la nécessité en avait été, dit-elle plus tard, j'aurais laissé ma tête dans le dernier bataillon carré. Je n'ai jamais eu peur. »

Avec les idées que nous avons aujourd'hui, c'est une mince preuve de courage qu'elle donne, en 1768, en se faisant la première, ou une des premières dans sa capitale et dans son empire tout entier, inoculer la petite vérole. Pour l'époque, ce fut un événement et un acte d'héroïsme célébré comme tel par tous les contemporains. Il suffit d'ailleurs de lire les notes écrites, à ce sujet, par l'inoculateur lui-même, l'Anglais Dimsdale, mandé exprès de Londres, pour mesurer l'idée que les professionnels se faisaient encore de la gravité de l'opération. On fait moins d'embarras aujourd'hui pour trépaner un homme ou pour lui ouvrir les entrailles. Catherine présenta son bras à la lancette le 26 octobre 1768. Huit jours après, elle fit inoculer son fils. Le 22 novembre, les députés de la commission législative et tous les hauts dignitaires se réunirent à l'église de Notre-Dame de Kazan, où lecture fut faite d'un décret du Sénat ordonnant des prières publiques à cette occasion ; après quoi on alla en corps présenter des félicitations et des remerciements à Sa Majesté. Un jeune garçon de sept ans, du nom de Markof, qu'on avait fait inoculer préalablement, pour se servir de la lymphe recueillie sur lui, fut anobli pour sa peine et reçut le surnom d'*Ospiennyï* (*ospa :* « petite vérole »). Catherine le prit en affection et le fit élever sous ses yeux. La famille de ce nom, qui occupe aujourd'hui en Russie une haute situation, doit sa fortune à cet ancêtre. Le docteur Dimsdale reçut le titre de baron, la charge honorifique de médecin du corps de Sa Majesté, le rang de conseiller d'État actuel et une pension de 500 livres sterling. C'était assurément beaucoup de bruit pour peu de chose ; mais quelques années plus tard, en 1772, l'abbé Galiani annonçait encore comme une nouvelle d'importance l'inoculation des fils du prince de San Angelo Imperiali à Naples, la première qui ait été faite en cette ville. En 1768, Voltaire lui-même trouve digne d'admiration cette impératrice qui se fait inoculer « avec moins d'appareil qu'une religieuse ne prend un lavement ». Catherine est peut-être

celle qui fait le moins de cas de sa prouesse. Devant les députations qui viennent la complimenter, elle se croit tenue de prendre un air solennel pour déclarer « qu'elle n'a fait que son devoir, parce qu'un pasteur est obligé de donner sa vie pour son troupeau ». Mais, écrivant à quelques jours de distance au général Braun, gouverneur de la Livonie, elle plaisante ceux qui s'extasient au sujet de son courage : « Je crois que ce courage-là, chaque gamin courant dans les rues de Londres le possède. »

1.4

Un trait curieux, c'est qu'avec l'inconstance, la mobilité excessive que nous avons montrée dans son caractère, elle passe pour très obstinée. Tout en indiquant la « légèreté » et le « défaut de précision dans les idées » comme « son côté faible », tout en parlant des « fluctuations perpétuelles » auxquelles son esprit est sujet, sous l'influence des plus minces incidents, tout en allant jusqu'à lui refuser « l'esprit de résolution dans les épreuves », ce qui nous semble tomber entièrement à faux, l'Anglais Harris lui-même parle à plusieurs reprises de la difficulté qu'on éprouve à la faire changer d'idée ou à lui faire abandonner un projet. Le mot « obstination » revient fréquemment sous la plume du diplomate. Cela tient à l'ardeur que cette femme singulière apporte en toutes choses. Une fois qu'elle s'est emparée d'une idée, d'un projet, d'une combinaison qui lui paraît heureuse, elle y entre, elle y mord en quelque sorte à pleines dents, et, comme le bouledogue dont elle a parlé un jour, on la tuerait plutôt que de lui faire lâcher prise. Elle est également disposée à pousser cette idée, ce projet, cette combinaison jusqu'à ses plus extrêmes conséquences. Seulement, elle est facilement portée à abandonner d'elle-même l'objet qu'elle a saisi pour un autre, qui lui agréera tantôt davantage. Mais tant qu'elle tient le morceau, elle le tient bien.

Il est dans sa nature d'être toujours tout entière à l'heure présente. Même quand elle joue aux cartes — à dix roubles, soit cinquante livres le robre —, elle y met toute son attention. Elle joue bien et gagne souvent sans tricher.

C'est une grande travailleuse.

« Vous me demandez, écrit-elle à Grimm, pourquoi je ne m'ennuie pas. Je vous le dirai : c'est parce que j'aime passionnément à être occupée et que je trouve que l'homme n'est heureux que quand il l'est. »

Dès le lendemain de son avènement, elle manifeste ses goûts et ses aptitudes à cet égard. Nous lisons dans la dépêche du baron de Breteuil du 28 octobre 1762 :

« La tsarine cherche à faire connaître qu'elle veut gouverner et faire les affaires elle-même. Elle se fait apporter les dépêches des ministres du dehors, fait volontiers les minutes des réponses et assiste assez régulièrement aux assemblées du Sénat et y décide fort despotiquement des points les plus importants d'administration générale ou d'intérêts particuliers. Je sais depuis longtemps… que ses maximes sont qu'il faut être ferme dans ses résolutions ; qu'il vaut mieux mal faire que de changer d'avis, et surtout qu'il n'y a que les sots qui soient indécis. »

Mais le genre de travail qu'elle préfère, c'est d'écrire. Là aussi se révèle sa féminité. Il semble que, au contraire d'un homme d'État moderne, elle ait le plus de facilité à penser en tenant une plume à la main. En avril 1764, il lui arrive, écrivant au prince Repnine, de terminer brusquement sa lettre par cette phrase : « Je ne peux vous en dire davantage, parce que j'ai la main fatiguée. » Il est sept heures et demie du matin quand elle trace ces mots ! Elle épuise plusieurs secrétaires, et les projets de lettres ou de décrets qu'ils lui présentent ressortent en général de ses mains criblés de notes et de corrections. Et ses exercices de plume ne se bornent pas, comme on sait, à l'expédition des affaires. Elle entretient une correspondance des plus étendues et des plus variées. Elle écrit à tous ceux qui l'intéressent et à propos de tout ce qui l'occupe. Et de quoi ne s'occupe-t-elle pas ! Le 14 avril 1763, elle écrit au comte Razoumofski pour le prévenir qu'un intendant qu'il a est un voleur. Le 21 novembre 1764, elle écrit au prince Kourakine pour l'engager à prendre les médecines dont elle lui a recommandé l'usage. Si ce

n'est pour lui, que ce soit pour elle, ajoute-t-elle aimablement, car elle a besoin de sa santé. Le 2 décembre de la même année, elle écrit au comte Vorontsof pour l'entretenir du divorce de sa fille, la comtesse Stroganof. En 1778, elle se met en tête de réconcilier le général Sievers avec sa femme. Elle entame des négociations, nomme des arbitres, emploie tour à tour la persuasion et la colère. Elle assume et accomplit, sans faiblir un seul instant, une besogne écrasante. Mais aussi, pour ne pas plier sous le faix, elle a dans son caractère et dans son tempérament un don précieux : la gaieté. Une gaieté saine, robuste, qui ne l'abandonne que rarement, qui revient quand elle est partie, aussi vite que le soleil d'avril, qu'un rien excite et fait éclater en fusées de rire étincelantes. Elle est gaie naturellement, ainsi qu'elle le dit à Zimmermann, en parlant d'une attaque passagère d'« hypocondrie » que lui avait fait subir la mort de Lanskoï, l'amant chéri entre tous, mais elle s'applique à entretenir et à développer cette disposition d'esprit. Elle en fait une question de parti pris et de système.

« Madame, il *faut* être gaie, écrit-elle à une de ses amies. Il n'y a que cela qui fait qu'on surmonte et supporte tout. Je parle d'expérience, car j'ai surmonté et supporté bien des choses en ma vie. Je riais cependant quand je pouvais, et je vous jure qu'à l'heure qu'il est, où j'ai tous les embarras de mon état, je joue de fort bon cœur le soir, quand l'occasion s'en présente, à colin-maillard avec mon fils et très souvent sans lui. Nous donnons une raison à cela ; nous disons : c'est pour la santé, mais, entre nous soit dit, c'est en vérité pour faire l'enfant. »

« Elle riait, dit le prince de Ligne, d'une pauvreté, d'une citation, d'une bêtise, et s'amusait de rien. C'est ce contraste de simplicité dans ce qu'elle disait dans la société avec les grandes choses qu'elle faisait qui la rendait piquante. »

Il lui arrive un jour de mettre en doute si jamais un homme véritablement grand a existé sans une provision considérable de bonne humeur. Et elle penche pour la négative. Sa provision à elle est si abondante que rien ne parvient à l'épuiser, ni les soucis, ni les chagrins, ni même l'ennui des cérémonies officielles. Voici comment elle se tire de cette dernière sorte d'épreuve, la plus redoutable de toutes, à ses yeux :

« Recette pour rendre quelqu'un parfaitement gai : prenez le patient, renfermez-le tout seul dans un carrosse à deux places, menez-le vingt-cinq verstes, faites-le descendre, conduisez-le à la messe, qu'il y reste depuis le commencement jusqu'à la fin debout, régalez-le ensuite de deux audiences, après quoi qu'il se déshabille, puis qu'on lui donne à dîner avec une douzaine de personnes : vous verrez qu'il sera gai comme un pinson. »

Elle a soixante-trois ans quand elle écrit cela. En général, d'ailleurs, elle s'arrange de façon à réduire cette partie de son métier de souveraine au strict nécessaire, ou à y introduire des éléments de diversion. Le voyage qu'elle fait en 1785 de Saint-Pétersbourg à Tver, en compagnie des ministres de France, d'Autriche et d'Angleterre, et au cours duquel on parle entre-temps d'affaires sérieuses, n'est malgré cela qu'un long éclat de rire. « On riait aux éclats du matin au soir », écrit-elle à Grimm. Tout en causant avec le comte de Ségur des démêlés qu'elle continue d'avoir avec le sultan, elle imagine un échange burlesque de notes diplomatiques entre son ministre des Affaires étrangères et l'envoyé français, ce dernier se plaignant d'avoir été enlevé par ordre de l'impératrice et exposé, pendant la durée du voyage qu'elle l'a contraint de faire, aux plus mauvais traitements. Un « Extrait des registres secrets du cabinet de Sa Majesté Impériale » est rédigé à ce propos, et la minute comme la copie de ce document fort étendu sont de la main même de l'impératrice !

En 1777, une inondation qui prend les proportions d'une catastrophe produit à Pétersbourg des ravages considérables. Les palais impériaux eux-mêmes ne sont pas épargnés. Un ouragan qui accompagne l'invasion des eaux brise toutes les fenêtres de l'Ermitage, ce séjour préféré de Catherine, créé et constamment embelli par elle. Cent quarante bâtiments périssent sur la Neva, devant ses yeux. Voici comment elle raconte l'événement :

« Je suis bien aise d'être revenue hier, midi, de Tsarskoïe Selo, en ville. Il faisait un très beau temps, mais je disais : "Oh ! il y aura de l'orage", car le prince Potemkine et moi nous faisions le soir assaut d'imagination. Réellement, à dix heures du soir, voilà le vent qui commence par ouvrir avec fracas une fenêtre dans ma chambre ; il pleuvait un peu, et depuis ce moment il a plu toute sorte de choses : des tuiles, des plaques de fer, des vitres, de l'eau, de la grêle, de la neige. J'ai dormi très profondément ; je me

suis réveillée à cinq heures par un coup de vent ; j'ai sonné, on est venu me dire que l'eau était à ma porte et demandait à entrer. J'ai dit : "Si c'est comme cela, envoyez retirer les sentinelles qui sont dans les petites cours, pour qu'elles ne périssent pas en lui disputant le passage…" J'ai voulu voir les choses de plus près ; je m'en suis allée à l'Ermitage. Elle (*sic*) et la Neva ressemblaient à la destruction de Jérusalem ; le quai, qui n'est pas achevé, était couvert de vaisseaux marchands à trois mâts. J'ai dit : "Bon Dieu ! la foire a changé de place ; il faudra que le comte Münich établisse la douane là où était le théâtre de l'Ermitage…" »

Elle continue sur ce ton pendant trois pages, plaisantant le comte Panine, « qui a eu une pêche établie dans son manège », se moquant de la consternation de son entourage. Assurément, son optimisme ou son eudémonisme habituel jouent un rôle dans cette façon de représenter les choses, comme aussi le désir de diminuer à l'étranger l'impression que la catastrophe est appelée à y produire. Car c'est à Grimm qu'elle écrit ainsi, et ses lettres à Grimm ne sont souvent que ce que sont de nos jours les communications officieuses à l'agence Havas. Mais la résistance de son tempérament et de la bonne humeur qui en fait le fond y entre pour une bonne part. « De la gaieté, c'est mon fort ! » a-t-elle coutume de dire. Toute sa correspondance avec le « souffre-douleur » déborde de cette allégresse joyeuse, par moments on dirait qu'elle chante en écrivant :

« Vers la fin de ce mois je m'en vais à Moscou, et y viendra qui pourra, la la, et y viendra qui voudra… »

Il est vrai qu'à cette date elle a signé le traité de Kutchuk-Kaïnardji et elle a vu la fin de la révolte de Pougatchef. Mais un mois après elle écrit encore :

« Vous savez qu'outre moi il y a dans ma suite un autre moi… C'est le prince Repnine, ambassadeur très gai et excellent compagnon de voyage, que je mène à Moscou sans cérémonie et qui prendra la gravité nécessaire à sa mission où il pourra, mais pas avec moi. »

C'est en lui répondant sur le même air que Grimm conserve sa faveur et sa situation de confident préféré entre tous. S'avise-t-il de changer de ton à

l'occasion de la mort de cette belle-fille, pleurée — pas trop longtemps — par l'impératrice même, elle le rappelle à l'ordre aussitôt :

« Je ne réponds jamais aux jérémiades ; il ne faut guère penser aux choses auxquelles il n'y a pas à remédier… Les morts étant morts, il faut penser aux vivants. »

Elle a cependant l'attendrissement prompt et, comme nous l'avons vu, la larme facile. Elle pleure au moment du départ de son fils Paul, quand il va rejoindre l'armée qui doit se mesurer en Finlande avec les Suédois, bien que son fils Paul ne lui tienne pas au cœur de très près. Elle pleure en recevant la nouvelle de la mort de l'amiral Greigh. Chrapowiçki a noté une quantité considérable d'occasions analogues où s'est manifestée sa sensibilité. Quand elle apprend que Patiomkine n'est plus, c'est un véritable déluge de larmes. Mais le soleil n'est jamais loin. Et, comme les épreuves de toute sorte, les années aussi glissent sur cet heureux naturel sans l'entamer. Voici une lettre du soixante-cinquième hiver. Une teinte de mélancolie y apparaît peut-être ; mais les jeux d'enfants y trouvent encore un écho joyeux, et le colin-maillard n'a pas perdu ses droits :

« Avant-hier, jeudi, 9 février, il y a eu cinquante ans que je suis arrivée avec ma mère à Moscou… Je pense qu'ici, à Pétersbourg, il n'y a pas dix personnes en vie qui se souviennent de cette mienne arrivée. C'est d'abord Betzky, aveugle, décrépit, et plus que radotant, qui demande aux jeunes gens s'ils ont connu Pierre Ier. C'est la comtesse Matuchkine, qui à soixante-dix-huit ans dansait hier aux noces. C'est le grand échanson Narychkine, que j'ai trouvé comme gentilhomme de la chambre à la cour, et sa femme. C'est le grand écuyer, son frère — encore nie-t-il le fait, parce que cela le rend trop vieux. C'est le grand chambellan Chouvalof, qui ne sort quasi plus de la maison pour cause de décrépitude. C'est une vieille femme de chambre que j'ai, qui s'oublie… Voilà de grandes preuves de vieillesse, et même ce récit en tient peut-être, mais que faire ? Et, malgré cela, j'aime à la folie et comme un enfant de cinq ans, à voir jouer au colin-maillard et à tous les jeux d'enfants possibles. Les jeunes gens et mes petits-fils disent qu'il faut que j'y sois pour que la gaieté y règne à leur gré, et qu'ils sont plus hardis et à leur aise quand j'y suis que sans moi. C'est donc moi qui suis le *Lustigmacher*. »

1.5

Il y a en elle évidemment un heureux équilibre de facultés, une excellente santé morale. C'est aussi ce qui la rend agréable à vivre, facile à servir, moins portée peut-être à l'indulgence et à la mansuétude qu'elle ne veut s'en donner l'apparence, mais nullement tracassière, ni exigente à l'excès, ni sévère outre mesure. En dehors des cérémonies officielles, dont elle fait le cas que nous savons, tout en s'appliquant d'ailleurs à leur donner le plus grand éclat possible, elle est d'un commerce plein de charmes. Elle a une simplicité aisée qui met ses commensaux à leur aise, et qui lui permet de garder son rang et de les maintenir à leur place, sans qu'elle semble s'en soucier aucunement. À la naissance de son petit-fils Alexandre, se prenant à regretter qu'il n'existe plus de fées, « pour douer les enfants de tout ce qu'on voulait », elle écrit à Grimm : « Moi, je leur aurais fait de beaux présents, et je leur aurais chuchoté à l'oreille : "Mesdames, du naturel, un tantinet de naturel, et l'expérience fera à peu près le reste." » Elle affecte volontiers des allures familières. Elle est bon enfant. Elle frappe son secrétaire au ventre avec un rouleau de papier en lui disant : « Je vous tuerai quelque jour comme cela. » En correspondant avec son maître de poste, M. Eck, elle écrit : « Monsieur mon voisin. »

Le prince de Ligne a raconté l'épisode du voyage de Crimée où elle s'est avisée de vouloir être tutoyée par tout le monde, en usant de réciprocité. Cette fantaisie lui revient souvent. « Vous ne sauriez croire, écrit-elle à Grimm, comme j'aime à être tutoyée ; je voudrais que toute l'Europe tutoyât. » C'est un jeu cependant dont il ne faudrait pas abuser avec elle. Mais personne n'y songe. Il faut l'entendre conter ses relations avec madame Todi, une *prima donna* célèbre, dont elle est incapable d'apprécier le talent, mais à laquelle elle consent cependant à payer de gros appointements. Ceci se passe à Tsarskoïe Selo :

« Madame Todi est ici, où elle se promène tant qu'elle peut avec son époux. Très souvent nous nous rencontrons nez à nez, toujours cependant sans nous heurter. Je lui dis : "Bonjour ou bonsoir, madame Todi ; comment

vous portez-vous ?" Elle me baise les mains, et moi sa joue ; nos chiens se flairent ; elle prend le sien sur le bras ; moi, j'appelle les miens, et chacun passe son chemin. Quand elle chante, je l'écoute et l'applaudis, et nous disons toutes les deux que nous sommes très bien ensemble. »

Elle pousse très loin sa condescendance en matière de sociabilité. S'avise-t-on de critiquer le choix de ses liaisons et de ses intimités, elle répond :

« J'ai été avant d'être ce que je suis trente-trois ans ce que sont les autres, et il n'y a pas vingt ans encore que je suis ce qu'ils ne sont pas. Et cela apprend à vivre. »

Par contre, la compagnie des grands de la terre lui est facilement à charge :

« Savez-vous pourquoi je crains la visite des rois ? C'est parce qu'ordinairement ce sont des personnages ennuyeux, insipides, et qu'il faut se tenir droit et roide avec eux. Les personnages renommés tiennent encore mon naturel en respect. Je veux avoir avec eux de l'esprit comme quatre ; quelquefois avec eux je mets cet esprit comme quatre à les écouter, et, comme j'aime à jaser, le silence m'ennuie. »

Sa munificence, devenue proverbiale, n'est pas seulement d'apparat. Grimm est souvent distributeur, pour son compte à elle, de largesses anonymes. Elle y met parfois beaucoup de délicatesse et une grâce charmante :

« Votre Altesse Royale, écrit-elle au comte d'Artois au moment où il s'apprête à quitter Pétersbourg, voudra sans doute faire quelques petits présents aux personnes qui l'ont environnée et servie dans son séjour ici. Mais, comme vous le savez, Monsieur le comte, j'ai défendu tout commerce et toute communication avec votre malheureuse France ; c'est en vain que vous chercheriez à acheter ces bagatelles dans la ville ; il ne s'en trouve plus en Russie que dans mon cabinet ; j'espère donc que Votre Altesse agréera celles-ci de la part de son affectionnée amie. CATHERINE. »

Ce qui lui manque en cela comme en beaucoup de choses, c'est la mesure. Elle le reconnaît elle-même de bonne foi : « Je ne sais pas donner, dit-elle, je donne trop ou trop peu. » On dirait qu'en l'élevant si haut sa

destinée lui a fait perdre le sentiment des proportions. Elle est prodigue ou avare. Quand, à force de dépenses et de libéralités excessives, elle a épuisé ses ressources, elle se découvre « un cœur de roche », pour repousser les demandes les plus dignes d'intérêt ou les plus justes. Elle donne un tiers de sa pension pour toute retraite au prince Viazemski, qui l'a servie pendant trente ans et dont elle a apprécié les services. Il en meurt de chagrin. Il avait cessé de plaire.

Avec ceux qui plaisent et tant qu'ils ont cette bonne fortune, elle ne sait pas compter. En 1781, le comte Branicki épousant une nièce de Patiomkine, elle donne 500 000 roubles de dot à la jeune mariée et autant à son mari pour payer ses dettes. Elle s'amuse un jour à imaginer de quoi sont susceptibles de mourir les principaux personnages de sa cour. Ivan Tchernichof mourra de colère, la comtesse Roumiantsof d'avoir trop mêlé les cartes, madame Vsievolodsky d'un excès de soupirs. Et ainsi de suite. Elle-même mourra… de complaisance.

Il n'y a pas seulement de la complaisance, il y a en elle une générosité instinctive qui s'affirme de plus d'une manière. Elle n'a avec les personnes qu'elle honore de sa confiance aucun de ces revirements d'idées et de sentiments si habituels à son sexe. Elle ne sait pas être défiante. Un des artistes étrangers qu'elle chargeait d'achats considérables pour sa galerie de l'Ermitage, Reiffenstein — le « divin » Reiffenstein, comme elle l'appelait —, crut à un moment sa probité suspectée. Grimm, qui servait d'intermédiaire, s'inquiéta à son tour.

« Allez vous promener tous les deux, écrivit alors l'impératrice à ce dernier, avec vos testaments et avec vos comptes rendus ! De ma vie je ne vous ai soupçonnés ni l'un ni l'autre. Pourquoi m'ennuyez-vous avec des mesquineries et des pauvretés inutiles ? »

Elle ajoutait : « Personne ne dessert ni n'a desservi "divin" auprès de moi. » Grimm pouvait l'en croire sur parole ; elle fut toujours absolument rebelle à ce genre d'insinuations si en honneur dans les cours. En général on n'arrivait qu'à se desservir soi-même en lui disant du mal des autres. Patiomkine lui-même l'expérimenta à ses dépens en essayant d'ébranler le crédit du prince Viazemski.

S'agissait-il, par contre, de servir ou de défendre ses amis, elle se montrait prête à tout, même à l'oubli de son rang. On lui annonce que madame Ribas, la femme d'un aventurier italien dont elle a fait un amiral, est en mal d'enfant. Elle saute dans la première voiture qu'elle trouve devant la porte du palais, entre en coup de vent dans la chambre de son amie, retrousse ses manches, met un tablier. « À nous deux, dit-elle à la sage-femme, et tâchons de bien travailler. » Il arrive assez fréquemment qu'on abuse de ce penchant qu'on lui connaît. « On sait que je suis bonne à tarabuster », dit-elle une fois. Est-elle simplement « bonne » en effet ? Oui, à sa manière, qui n'est pas assurément celle de tout le monde. La maîtresse absolue de quarante millions d'hommes n'est pas tout le monde. Madame Vigée-Lebrun rêvait de faire le portrait de la grande souveraine : « Prenez, lui dit quelqu'un, pour toile la carte de l'empire des Russies, les ténèbres de l'ignorance pour le fond, les dépouilles de la Pologne pour draperie, le sang humain pour coloris, pour croquis les monuments de son règne et pour ombre six mois du règne de son fils. » Il y a une part de vérité dans ce sombre tableau. Mais les nuances y manquent. Au moment du terrible soulèvement de Pougatchef, si âpre que soit Catherine à la répression d'une révolte qui met son empire en jeu, elle recommande au général Panine de n'employer que la sévérité indispensable. Après la prise du rebelle, elle songe au soulagement des victimes qu'a dû faire cette terrible guerre civile. Pourtant, en Pologne, la conduite de ses généraux est atroce la plupart du temps, et elle les laisse faire. Après le massacre qui accompagne la prise de Varsovie, elle complimente Souvorof. Chez elle, dans cet empire, « d'où vient maintenant la lumière », le knout fonctionne comme par le passé, le bâton tombe toujours sur l'épaule sanglante du serf. Elle laisse faire le knout et le bâton. Il s'agit de comprendre tout cela.

Il s'agit d'abord de se rendre présente la conception — une conception très raisonnée et très réfléchie — du métier de souverain et de ses exigences, qui s'est formée dans l'esprit de cette autocratrice. On ne fait pas la guerre sans faire des blessés et des morts, on ne soumet pas un peuple jaloux de sa liberté sans étouffer sa résistance dans le sang. Voulant s'emparer des provinces polonaises — volonté légitime ou non, c'est un point à discuter à part —, on doit accepter toutes les conséquences de l'entreprise. C'est ce que fait Catherine, en assumant franchement et tranquillement l'entière

responsabilité de l'œuvre. Tranquillement, car en ces matières la raison d'État la gouverne seule, lui tient lieu de conscience et même de sentiment. Franchement, car elle n'est pas hypocrite. Comédienne, oui, et de première force, par nécessité du métier, toujours, lequel n'est autre chose qu'un rôle à jouer. C'est en ce sens que l'envoyé français Durand a pu dire d'elle : « Mon expérience m'est inutile ; cette femme est plus fausse que les nôtres ne sont friponnes, et je ne peux pas dire plus. » Hypocrite par goût, pour le plaisir de tromper, comme tant d'autres, ou par besoin de se tromper soi-même, jamais. « Elle était trop fière pour tromper », a dit aussi le prince de Ligne. Dans ce qu'elle fait ou laisse faire en Pologne, elle a des imitateurs, à commencer par Marie-Thérèse elle-même, la pieuse souveraine. Seulement, celle-ci mêle ses larmes au sang qu'elle fait verser. « Elle pleure et prend toujours », comme dit Frédéric ; Catherine garde les yeux secs.

Catherine obéit aussi à un autre principe de gouvernement. Si absolu qu'il soit, un souverain ne peut pas être partout. Souvorof a eu ordre de prendre Varsovie. Il prend la ville. Comment ? C'est son affaire, et personne n'a rien à y voir. Le principe est contestable, mais nous n'en sommes pas à discuter une théorie politique. Ceci n'est qu'une étude de caractère.

Enfin, Catherine est une souveraine russe, et la Russie du XVIIIe siècle, sans aller plus loin, est un pays où les idées européennes en matière de justice comme en matière de sentiment ne sont guère à leur place, où la sensibilité morale comme la sensibilité physique semblent elles-mêmes obéir à d'autres lois. En 1766, pendant le séjour de l'impératrice à Peterhof, une alerte de nuit met sur pied Sa Majesté et son entourage. Grand tapage et grosse émotion. Il se trouve qu'un laquais, qui s'est avisé de courtiser une des femmes de chambre de Catherine, a causé toute cette alarme. Le coupable est mis en jugement et s'entend condamner à recevoir cent un coups de knout, ce qui équivaut à peu près à un arrêt de mort, à avoir le nez coupé, à être brûlé au front avec un fer rouge et à finir ses jours en Sibérie, s'il en réchappe. Personne ne trouve rien à redire à la sentence. C'est sur des traits pareils et d'après l'échelle des notions, des sentiments et des sensations apparemment propre au milieu où ils se produisent qu'il convient de juger une souveraine, laquelle, politiquement parlant, ne saurait d'ailleurs, à coup sûr, revendiquer l'épithète de débonnaire.

En dehors de la politique, Catherine est une souveraine adorée et adorable. Le fait s'impose. Son entourage intime n'a qu'à se louer de ses procédés. Ses domestiques sont des enfants gâtés. On connaît l'histoire du ramoneur. Toujours tôt levée pour travailler plus à son aise dans le silence des heures matinales, l'impératrice se plaît parfois à allumer elle-même son feu pour ne déranger personne. Un matin, en faisant flamber ses fagots, elle entend dans la cheminée des cris perçants suivis d'une bordée d'injures. Elle comprend ce qui arrive, et d'éteindre vite le foyer, et d'adresser humblement ses excuses au malheureux petit ramoneur qu'elle a manqué de faire griller. La légende a conservé par milliers des traits semblables. Un jour, la comtesse Bruce, entrant dans la chambre de toilette de l'impératrice, trouve Sa Majesté seule, à moitié habillée, et se croisant les bras dans l'attitude de quelqu'un qui prend en patience une attente forcée. Comme elle s'étonne, Catherine lui explique son cas :

« Que voulez-vous, mes femmes de chambre m'ont toutes abandonnée. Je venais d'essayer une robe qui allait si mal que j'en ai pris de l'humeur ; alors elles m'ont planté là… et j'attends qu'elles soient défâchées. »

Elle envoie à Grimm une lettre à peu près indéchiffrable et s'en excuse ainsi qu'il suit :

« Mes valets de chambre me donnent deux plumes neuves par jour que je me crois en droit d'user ; mais, quand elles sont gâtées, je ne m'enhardis guère d'en demander d'autres, mais je les tourne et retourne comme je peux. »

Un soir, après avoir longtemps et inutilement sonné, elle sort dans son antichambre et trouve ces mêmes valets de chambre absorbés par une partie de cartes. Elle propose doucement à l'un d'eux de prendre sa place, afin qu'elle puisse achever pour lui la partie et qu'il puisse faire pour elle une course urgente. Elle avise des domestiques en train de dérober des provisions destinées à sa table :

« Que ce soit la dernière fois ! » dit-elle d'un air sévère. Puis elle ajoute : « Et maintenant, sauvez-vous vite pour que le maréchal de la cour ne vous attrape pas. » Elle aperçoit dans la cour du palais une vieille femme qui poursuit une poule et qui bientôt est à son tour poursuivie par des valets

empressés de faire preuve de zèle sous les yeux de l'impératrice. Car cette poule est une poule « appartenant au trésor de Sa Majesté » *(Kazionnaia)*, et la femme est la grand-mère d'un marmiton de la cour : double crime. Catherine, son enquête faite, ordonne qu'on donne désormais tous les jours une poule à cette pauvresse, mais une poule tuée et prête à être mise à la broche.

Elle garde, soigne jusqu'à la fin de ses jours avec sollicitude, et souffre auprès d'elle, malgré ses infirmités, une vieille nourrice allemande.

« Je la craignais, écrit-elle à Grimm en lui annonçant sa mort, comme le feu, les visites des rois et des personnages renommés. Dès qu'elle me voyait, elle s'emparait de ma tête, et elle me baisait et rebaisait à m'étouffer. Avec cela, elle puait le tabac à fumer, dont M. son mari faisait un ample usage. »

Pourtant, elle est loin d'être patiente, étant d'un naturel très vif, trop vif même. Elle est sujette à s'emporter. C'est un de ses défauts les plus apparents. Grimm la compare au volcan d'Etna, et elle goûte la comparaison. Elle appelle ce mont en ébullition : « mon cousin », et elle demande fréquemment de ses nouvelles. Car elle connaît son défaut, et c'est ce qui lui permet de le combattre efficacement. Après s'être abandonnée au premier mouvement de colère, elle se reprend et se maîtrise. Si la chose se passe dans son cabinet, elle retrousse ses manches d'un geste qui lui est familier, et se met à marcher à grands pas en buvant des verres d'eau coup sur coup. Jamais elle ne donne un ordre ni une signature dans un de ces moments d'effervescence passagère. Dans son langage elle se laisse aller parfois à des emportements de mauvais goût. Ses boutades contre Gustave III pendant la guerre de Suède en témoignent. « Canaille » en français ou *« Bestie »* en allemand font trop souvent partie de son vocabulaire. Elle en éprouve cependant toujours du regret, et, avec le temps, à force de se surveiller et d'user de l'empire qu'elle a sur elle-même, elle arrive à se composer un maintien qui rend presque invraisemblable cette faiblesse de son caractère ou de son tempérament :

« Elle m'a dit lentement, raconte le prince de Ligne, qu'elle avait été extrêmement vive, chose dont on ne pouvait pas se faire une idée… Ses trois révérences d'homme à la russe se faisaient toujours de même en entrant dans un salon, une à gauche, une à droite et l'autre au milieu. Tout était chez

elle mesuré, méthodique… Elle aimait à répéter : “J’ai de l’imperturbabilité”, en mettant un quart d’heure à prononcer le mot… »

Sénac de Meilhan, qui visita la Russie en 1790, confirme ces traits. Dans une de ses lettres datées de Saint-Pétersbourg, il parle de l’impression inexprimable de tranquillité et de sérénité dont l’apparition de Catherine devant la cour est toujours accompagnée. Elle n’affecte pas la rigidité d’une statue. Elle jette des regards circulaires qui, on le voit, embrassent l’ensemble et le détail. Elle parle lentement, en ayant l’air non pas de chercher les mots, mais de choisir sans se presser ceux qui lui conviennent.

Pourtant, jusqu’à la fin de sa vie, Catherine a conservé l’habitude, en se mettant à table, d’épingler sa serviette au-dessous de son menton : « Elle ne saurait autrement — elle l’avoue de bonne grâce — manger un œuf, sans en jeter la moitié sur sa collerette. »

1.6

Elle est en possession d’un tempérament particulièrement vif, sanguin, impétueux. C’est ce qui paraît, on le sait de reste, dans plus d’un côté de son histoire intime. Nous aurons à y revenir. Disons par avance que le dévergondage de ses mœurs, dont il serait puéril de vouloir atténuer les proportions, ne paraît lié chez elle à aucun vice de constitution. Ce n’est ni une hystérique ni une nymphomane. C’est une sensuelle qui est impératrice et qui donne carrière à ses sens — impérialement. Ce qu’elle fait dans cet ordre de choses, elle le fait comme le reste, tranquillement, imperturbablement aussi, nous allions presque dire : avec méthode. Elle ne cède pas à des égarements d’imagination ou à des détraquements de nerfs. L’amour n’est chez elle que la fonction naturelle d’un organisme physique et moral doué d’une énergie exceptionnelle, avec le caractère impérieux et aussi la durée des autres phénomènes de la vie. Amoureuse, Catherine l’est encore à soixante-sept ans !

Ses autres goûts sont d'une personne bien équilibrée au moral comme au physique. Elle aime les arts, la société des gens intelligents et instruits. Elle aime la nature. Le jardinage, la « plantomanie », comme elle dit, est une de ses occupations favorites. Notons que si elle adore les fleurs, elle ne supporte pas les parfums trop violents, celui du musc en particulier. Tous les jours, à une heure fixe qu'un coup de cloche annonce à toute une population ailée, elle paraît à une fenêtre du palais et y donne la becquée à des milliers d'oiseaux qui ont pris l'habitude de se réunir ainsi pour lui demander leur pâture. Élisabeth nourrissait des grenouilles qu'on entretenait exprès dans son parc : on perçoit la différence, la note extravagante, morbide. Rien de semblable chez Catherine. Elle aime les oiseaux, les chiens, qui jouent dans son intérieur un rôle considérable, les chevaux encore ; elle aime en général les bêtes, mais elle choisit celles qui ont communément la faveur du genre humain. Tout cela est très simple, très naturel, très *normal*.

Élisabeth menait une vie déréglée, faisant le jour de la nuit, n'ayant d'heure fixée pour rien. Catherine, nous le verrons, est la régularité même ; toujours tôt couchée, levée à l'aube, accommodant ses occupations comme ses plaisirs à un programme tracé d'avance et rempli avec exactitude. Élisabeth s'enivrait ; Catherine est sobre, mangeant peu, ne buvant que deux doigts de vin à son repas principal, ne soupant jamais. En public et même dans son entourage intime, en dehors des mystères de l'alcôve, elle est d'une tenue parfaite, ne se permettant jamais un propos indécent ni n'en souffrant autour d'elle. Et ce n'est pas hypocrisie, car elle montre et affiche ses amants.

Pour trouver en elle quelque chose de dénaturé, d'*anormal*, on s'en est pris à l'indifférence qu'on lui a supposée pour les sentiments de famille. C'est aussi un point susceptible de controverse. Elle a méprisé et détesté son mari, si elle ne l'a pas tué ou laissé tuer, et elle n'a pas été tendre pour son fils, si elle n'a pas songé à le déshériter. Encore faut-il considérer ce qu'ont été, et pour elle et pour la Russie, et ce mari et ce fils. Elle n'a jamais tenu à revoir, ne lui ayant jamais permis de venir la rejoindre, son frère unique, auquel elle n'a survécu que de trois ans. C'était affaire de politique. Elle trouvait qu'il y avait assez d'Allemands comme cela en Russie, elle comprise. Chez elle, cela est certain, la tête a toujours gouverné le cœur, et, quoique allemande, elle ne fut à aucun degré sentimentale. Mais elle fut, nous le ferons voir, une grand-mère exquise, et elle aima passionnément les enfants.

Son dévergondage sensuel semble ainsi, dans sa physionomie, un phénomène isolé, sans trait d'union avec le reste. Peut-être n'est-ce cependant qu'une apparence, et faut-il chercher une connexion, sinon un rapport de cause à effet, entre ce côté de son être intime et un autre que nous allons étudier maintenant, nous voulons dire la culture intellectuelle de celle qui aima à s'appeler l'élève de Voltaire. Nous avons, d'ailleurs, hasardé déjà quelques conjectures à ce sujet, en parlant de ses premières lectures. Si, en effet, il y a de la méthode dans cette folie des sens qui ne l'abandonne pas, même au-delà de l'âge mûr, il y a aussi un certain cynisme de haut bord, une certaine assurance tranquille, dont une particularité et, si l'on veut même, une anomalie physiologique ne saurait donner l'explication. L'esprit philosophique du XVIIIe siècle a passé par là, après celui de Brantôme. C'est ce que mettront mieux en lumière les chapitres suivants.

Chapitre 2

INTELLIGENCE - ESPRIT - INSTRUCTION

I. Facultés intellectuelles. — Pas d'« esprit créateur ». — Prétention à l'originalité. — Imagination et bon sens. — Les châteaux en l'air. — Prestige exercé. — Effet de mirage. — L'éloquence et la verve de Catherine. — Un interview autographique. — II. L'esprit de Catherine. — Ses « mots ». — Sa façon de plaisanter. — L'origine germanique. — Emploi de locutions russes. — III. Instruction. — Abondance de lectures. — Leur choix. — « Une petite savante à tempérament. » — La morale d'Helvétius. — Six volumes par jour. — Savoir mal digéré. — Érudition de bric-à-brac. — Lacunes. — Notions insuffisantes en matière de géographie. — Connaissances historiques. — Essais de science personnelle. — Périgord est un nom slave. — Orthographe défectueuse. — La forme et le fond. — Catherine a pris la meilleure part. — Assimilation de l'esprit et incarnation du génie national.

2.1

Catherine est un grand caractère ; ce n'est pas une grande intelligence. Elle-même ne se reconnaît pas un « esprit créateur ». Elle se pique cependant d'originalité : « De ma vie je n'ai pu souffrir l'imitation, écrit-elle à madame de Bielke, et, puisqu'il faut trancher le mot, je suis aussi ferme original que l'Anglais le plus déterminé. » Mais c'est dans ses goûts, dans ses

habitudes, dans ses façons d'agir, c'est-à-dire toujours dans son caractère, plutôt que dans son esprit, qu'il faut chercher cette note personnelle. Il n'y a pas une idée neuve dans son *Instruction* pour les lois, qu'elle écrit cependant à trente-six ans, dans le plein épanouissement de ses facultés intellectuelles. C'est le travail médiocre d'un élève de rhétorique, à qui on aurait donné, en devoir, une analyse de Montesquieu et de Beccaria, et qui se serait bien appliqué, sans faire preuve d'un grand talent. Ce travail lui donne pourtant un mal énorme. À la fin de mars 1765, elle y peine depuis deux mois, à trois heures par jour. Les meilleures heures, celles du matin, sont consacrées à cette besogne. Vers le milieu du mois de juin elle a rempli soixante-quatre pages, et elle a conscience d'avoir fait un effort considérable. Elle se sent épuisée. « J'ai vidé mon sac, écrit-elle, et, après cela, je ne dirai plus mot ma vie durant. » Chacun de nous a connu ces serments et un peu aussi cette impression de lassitude au bout de la première course de longue haleine. Mais, eu égard au résultat produit, le mal d'auteur ainsi avoué par Catherine prête presque à rire. Elle n'avait d'ailleurs vidé, ou cru vider, qu'un sac facile à remplacer, car il n'était pas le sien. Elle en trouva plusieurs de rechange.

Y avait-il quelque chose dans son propre sac ? Oui ; beaucoup de bon sens d'abord, allié, chose rare, à une grande richesse d'imagination. Elle a passé les trente-quatre années de son gouvernement à bâtir des châteaux en l'air, des constructions magnifiques, qui ne reposaient sur rien et s'évanouissaient dans l'espace au moindre souffle. Mais un jour arrivait où une pierre, une seule pierre, se trouvait, comme par miracle, placée dans le sol à l'angle de l'édifice fantastique. C'était Catherine qui l'avait mise là, et c'était l'œuvre de son bon sens. Le peuple russe, ce bon peuple qui n'en est pas arrivé encore ni à compter, ni à marchander, ni à disputer avec ceux qui le gouvernent, faisait le reste. Il apportait sa sueur, il apportait son sang, et, comme ces colosses de pierre égyptiens, où s'est superposé l'effort de milliers d'existences inconnues, l'édifice s'élevait quand même et prenait une forme tangible. La conquête de la Tauride a été accomplie ainsi. Ce fut un rêve de Catherine, mis en action et traduit en roman d'aventures par Patiomkine. Mais la pierre angulaire a paru tout à coup dans un port de la mer Noire, et la Crimée d'aujourd'hui fut créée ce jour-là.

Catherine a cependant séduit, ébloui même par les seuls dons de son esprit la plupart de ceux qu'elle a mis à même d'en juger, et dans le nombre

des esprits supérieurs, Diderot, par exemple, pour ne nommer que celui-là. Effet de mirage encore, croyons-nous, produit artificiel d'une espèce de fascination, dans laquelle se combinaient des éléments divers : la force supérieure de volonté, l'art souverain de mise en scène que nous connaissons déjà, et un troisième élément surprenant, inattendu, presque invraisemblable chez cette Allemande du Nord : la verve, une verve extraordinaire, étourdissante, qu'on a de la peine à ne pas croire éclose sous le chaud soleil du Midi. Sous le rapport du verbe, de l'abondance et de la couleur des mots qui se pressent sur ses lèvres, de la faconde, car c'est le terme le plus juste, dont elle témoigne à tout propos, Catherine est une Méridionale. « Elle aimait à jaser », a-t-elle dit, et Grimm a désespéré de pouvoir donner à la postérité une idée de ce que fut sa conversation :

« Il faut avoir vu, dans ces moments, cette tête singulière, ce composé de génie et de grâce, pour avoir une idée de la verve qui l'entraînait, des traits qui lui échappaient, des saillies qui se pressaient et se heurtaient pour ainsi dire en se précipitant les unes sur les autres comme les eaux limpides d'une cascade naturelle. Que n'a-t-il été en mon pouvoir de coucher littéralement par écrit ces causeries ! Le monde aurait possédé un fragment précieux et peut-être unique pour l'histoire de l'esprit humain. L'imagination et l'entendement étaient également frappés par ce coup d'œil d'aigle profond et rapide, dont la portée immense passait comme un éclair. Et comment dans ce passage subit saisir au vol cette foule de traits lumineux, déliés, fugitifs ?… »

Ce que Grimm n'a pas osé tenter, Catherine a essayé de le faire elle-même. En 1780, au lendemain d'une conversation qui avait émerveillé le comte Ivan Tchernichof, elle en envoyait à ce dernier, sur sa demande, un compte rendu *littéral*. Nous possédons ce morceau. Il est curieux. Avouerons-nous qu'il est aussi décevant ? Il nous souvient d'une observation qu'un vieux savant, parvenu aux limites extrêmes de l'âge humain et redevenant enfant terrible à ses heures, faisait un jour devant nous à un politicien affligé de la manie de publier, dans des éditions aussi peu officielles que possible, des discours que la Chambre n'avait pas toujours entendus.

— Pardon, monsieur, je vois à tout moment dans ce que vous me faites lire ces mots : « Sensation, mouvement prolongé, bruit… » Cependant, j'ai beau chercher, je n'aperçois dans tout ce que vous dites rien d'extraordinaire…

Une impression quelque peu analogue se dégage pour nous de la lecture du fameux compte rendu. Nous y cherchons aussi en vain les traits brillants, les saillies spirituelles, les éclairs de génie dont parle Grimm.

Pour commencer, une citation des *Plaideurs* de Racine : « Ma foi, sur l'avenir bien fou qui se fiera… » servant d'épigraphe à des essais de vaticination politique, où le « coup d'œil d'aigle » ne se laisse guère apercevoir :

« Je prédis que la France, l'Autriche, la Prusse et la Russie s'entrechoqueront pendant quelque temps, se feront réciproquement de profondes blessures, se guériront l'une par l'autre et monteront toutes quatre au plus haut degré de la gloire. »

Cela ressemble assez à une consultation de somnambule extralucide, à moins qu'on ne veuille y reconnaître une vision des guerres de l'Empire. Mais Catherine a-t-elle deviné la Révolution, ainsi qu'on l'a prétendu ? Il n'y paraît pas. À moins que ce ne soit dans cette phrase : « Buffon a prédit qu'un jour une comète devait dans sa course accrocher et entraîner notre globe. Je crois qu'elle sera dirigée de l'Occident à l'Orient. » Mais c'est encore du style de cartomancienne le plus pur, et mademoiselle Lenormand n'aurait pas mieux parlé. Les fautes commises par la royauté en France n'étaient pas assurément sans frapper l'esprit pénétrant de la tsarine. Deux ans auparavant, elle disait au comte Tchernichof : « Je n'aime pas que madame Marie-Antoinette *rie tant et sur tout*. Il est vrai qu'elle est femme et très femme ; je le suis aussi un peu, mais à sa place et dans ses circonstances je craindrais qu'on ne me dise : "Rira bien qui rira le dernier." » Le mot est expressif et porte loin. En cela elle voyait juste, servie par son bon sens et aussi par le sens du rôle gouvernemental qu'aucun de ses rivaux de l'histoire moderne n'a peut-être possédé au même degré. Avec des talents d'un ordre supérieur, et Frédéric et Napoléon ont été probablement inférieurs sous ce rapport à leur prestigieuse rivale, Catherine a eu plus de souplesse, plus de

fécondité dans les ressources, un toucher plus délicat. Elle a été une virtuose incomparable de l'art de régner.

Mais revenons au compte rendu de sa conversation, ou plutôt de son monologue. Elle y trouve, au sujet de l'Angleterre, une phrase malheureuse : « L'Angleterre ! Le fanatisme l'a élevée, le fanatisme la soutient, le fanatisme la détruira. » On se demande ce que cela veut dire et où elle prend cela. À la réflexion, ce n'est qu'une boutade de circonstance, comme nos journalistes en commettent à présent tous les jours. Nous sommes en 1780, et Londres vient d'être le théâtre d'un mouvement populaire contre le catholicisme, provoqué par les agissements d'un ambitieux peu scrupuleux, Lord Gordon. Au cri traditionnel de : *No Popery !* une bande de vingt mille énergumènes a envahi les abords de Westminster, et les membres du Parlement ont eu eux-mêmes à souffrir de quelques violences. Dans cette crise passagère, Catherine s'est avisée de découvrir une loi historique.

Suivent, dans sa bouche, ou sous sa plume, quelques considérations philosophiques :

« On peut avoir de l'esprit, du talent, des mœurs, de la vertu, de la raison impunément, mais non de la gloire, des succès, de la fortune, et surtout de la faveur. » Cela n'est ni très neuf, ni très profond, ni même très juste. Car on a vu de tout temps des gens de talent ou des gens vertueux avoir à souffrir à raison de leur talent ou de leur vertu, aussi bien et plus que des gens riches à raison de leurs sacs d'écus. Voici qui semble d'un tour de pensée un peu moins banal :

« Remporter une victoire n'est rien ; une terre, c'est quelque chose ; de l'argent, c'est tout. Les riches ont un très étonnant empire sur l'espèce humaine, puisque les rois même finissent par respecter ceux qui se sont enrichis. »

On dirait d'une réflexion qu'un esprit élevé à l'école du matérialisme moderne se laisserait inspirer aujourd'hui par la hantise des grandes fortunes dont ce siècle a vu l'amoncellement vertigineux. Pourtant la maison Rothschild n'est pas encore née. Mais le père d'Alexandre le Macédonien n'a-t-il pas dû déjà agiter des pensées analogues ?

Quant à l'ensemble du morceau, nous n'y voyons vraiment d'étonnant que l'importance que Catherine elle-même, après Tchernichof, semble y avoir attachée. Il est vrai, un côté de l'entretien ainsi reproduit, et le plus attrayant sans doute, nous échappe. Les paroles y sont, mais l'accent, le flux impétueux du discours, la voix sans doute bien timbrée ? Ces choses, et ces choses à elles seules n'ont-elles pas fait le succès, tout le succès de plus d'un orateur ?

« Il n'y a, divine Princesse, dans Vos entretiens ni méthode humaine ni étude. Il y a cet esprit souverain et *incompréhensible* qui est Votre partage. »

Ainsi s'exprimait le feld-maréchal Münich dans une lettre adressée à l'impératrice quelques mois après son avènement. L'éloquence de Catherine avait, pour lui aussi, des côtés énigmatiques.

2.2

Catherine a-t-elle eu de l'esprit au sens le plus usuel et le plus français du mot ? Elle n'y a jamais prétendu, ce qui est déjà quelque chose. Des traits piquants, des tournures heureuses, des mots frappés au bon coin se rencontrent çà et là dans sa correspondance. Les contemporains ont noté quelques reparties dignes des meilleurs maîtres en ce genre. Le comte Cobenzl, l'ambassadeur autrichien qui s'éternisa à Pétersbourg et s'y trouvait encore au moment des premiers succès de la France révolutionnaire, avait, comme le prince de Ligne, la passion du théâtre. À soixante ans, avec la figure la plus ingrate du monde et de cruelles infirmités, il ne renonçait pas à paraître sur la scène, et les victoires de Bonaparte ne l'empêchaient pas de multiplier dans son hôtel fêtes, bals et spectacles.

« Vous verrez, dit un jour l'impératrice, qu'il nous garde sa meilleure pièce pour le jour de l'entrée des Français à Vienne. »

D'ordinaire, cependant, l'« esprit » de Catherine se ressent et de son origine germanique et de ses fréquentations peu choisies. Trivial parfois, il est rarement de qualité bien fine. Elle cultive le jeu de mots et ne dédaigne pas le calembour. En 1793, devant donner audience au ministre d'Espagne qui s'appelle Onis, elle dit à son secrétaire : « On me présentera aujourd'hui Agat-Onix et sa femme Sard-Onix. »

Ce qui frappe chez elle, c'est la force et parfois la rudesse plutôt que le bonheur de l'expression. Après la mort du malheureux Ivan de Brunswick, assassiné, lui aussi, dans sa prison, elle publie un manifeste assez maladroit, et, comme madame Geoffrin s'en inquiète, elle lui répond :

« On glose chez vous sur ce manifeste ; on y a glosé aussi sur le bon Dieu et ici on glose aussi quelquefois sur les Français. Il n'en est pas moins vrai qu'ici ce manifeste et la tête du criminel ont fait tomber toutes les gloseries. »

Au marquis de L'Hôpital qui se serait enhardi à lui dire qu'elle avait « le cerveau brûlé » :

« Qu'est-ce que vous préféreriez : d'avoir le cerveau brûlé ou de radoter ? »

À ses courtisans qui se déchirent les uns les autres :

« Si je vous croyais..., il n'y a aucun qui ne méritât d'avoir la tête tranchée. »

Volontiers aussi elle donne à sa pensée un tour original en adoptant des locutions ou des proverbes empruntés au parler populaire du pays. Un prince Lubomirski s'avise de briguer la couronne de Pologne et aussi la faveur de l'impératrice, à l'encontre de Poniatowski. Son ambassadeur à Varsovie, Repnine, le lui annonçant, elle écrit au bas de la dépêche : « Une selle ne sied pas à une vache. »

Au demeurant, elle a surtout l'esprit pratique, avec, pour l'agrémenter, un fond de bonne humeur et de robuste gaieté que le badinage n'offusque pas et qui, facilement, va jusqu'à la bouffonnerie. Toute sa correspondance avec Grimm en porte l'empreinte. C'est de l'*humour* anglais plutôt que de l'*esprit* — de cet esprit qui, au XVIIIe siècle, porta la marque de Voltaire.

2.3

A-t-elle de l'instruction ? Elle se donne fréquemment pour ignorante.

« Elle se servait de cette prétention, écrit le prince de Ligne, pour se moquer des médecins, des demi-savants et des faux connaisseurs. Je convenais avec elle qu'elle n'avait pas de connaissances en peinture ni en musique ; je lui prouvai même un jour, plus qu'elle ne voulait, que son goût en bâtiment était médiocre. "Avouez, me dit-elle, en me montrant son nouveau palais de Moscou, que voilà une magnifique enfilade." "C'est, lui répondis-je, la beauté d'un hôpital ; mais pour une résidence, c'est pitoyable." »

À l'Académie de Berlin, qui, en 1768, lui offrit le titre de membre honoraire, l'impératrice répondait modestement :

« Toute ma science se réduit à savoir que tous les hommes sont frères. »

Pourtant, un jour qu'il eut l'honneur d'accompagner Sa Majesté à la promenade, l'ambassadeur anglais Harris fut émerveillé par l'étendue des connaissances que l'impératrice révéla inopinément au sujet de la Constitution et des lois de son pays. Quand, après avoir causé quelque temps jardins anglais, elle eut passé à Blackstone, le diplomate se trouva bientôt à court. Et pourtant, celui qui s'appela plus tard Lord Malmesbury n'était pas le premier venu. Il est vrai qu'il n'avait peut-être pas eu le temps, au cours de son ambassade, de relire avec assez de soin l'œuvre volumineuse du légiste anglais, et Catherine fut une lectrice à laquelle pouvait s'appliquer, par excellence, le dicton latin : *Timeo hominem unius libri.* Car il en était de son commerce avec les auteurs, bons ou mauvais, comme de ses rapports avec les hommes et les choses : elle se donnait toujours tout entière au livre qu'elle avait entre les mains. Son entretien avec Harris avait lieu en 1779. Elle se montra à cette époque férue de Blackstone (ses lettres à Grimm en témoignent), comme elle l'avait été de Montesquieu, comme elle devait l'être un jour de Sénac de Meilhan ou de Mercier. Quant au choix de ses lectures, il était souvent dicté par des considérations où le goût du savoir

n'intervenait pas seul. Le chevalier d'Éon écrivait au comte de Broglie, en 1762 :

« L'impératrice a un grand goût pour la lecture, et la plus grande partie de son temps, depuis son mariage, a été employée à dévorer les auteurs modernes français et anglais qui ont écrit le plus fortement sur la morale, la nature et la religion. Il suffit qu'un livre soit bien condamné en France, pour qu'elle lui donne toute son approbation. Elle ne quitte plus les ouvrages de Voltaire, *L'Esprit*, d'Helvétius, et les écrits encyclopédiques de Jean-Jacques Rousseau. Elle se pique d'un grand courage, d'être esprit fort et philosophique ; en un mot, *c'est une petite savante à tempérament.* »

Une petite savante à tempérament ! Le chevalier indique ainsi, à sa façon, d'un trait de plume, la liaison que nous avons soupçonnée nous-même entre le développement intellectuel de Catherine et les accidents peu édifiants de sa vie intime. Entre l'amie des philosophes et la créatrice des favoris en titre, c'est la morale d'Helvétius qui a servi de trait d'union.

Quoi qu'il en soit, ayant beaucoup lu, pendant les loisirs forcés que lui firent les dix-huit années du règne d'Élisabeth et les six mois du règne de Pierre, elle a continué, depuis, autant que le lui ont permis ses nouvelles occupations. En 1789, elle fait échange avec le comte de Ségur de curiosités littéraires du jour. Le 11 janvier de cette année, au rapport de Chrapowiçki, elle envoie au diplomate français des *Mémoires pour servir à l'histoire de Charles II* (?), et lui réclame d'autres ouvrages, dont elle n'a pas eu encore le temps de faire la lecture, la politique ayant absorbé tous ses moments : les *Mémoires* de Montluc, ceux de Villeroi. Une semaine après, la politique venant à chômer, elle lit jusqu'à six volumes par jour, et s'en vante :

— On dira au moins que j'ai de la lecture, observe-t-elle à Chrapowiçki.

— Tout le monde le sait depuis longtemps, répond celui-ci.

L'impératrice a un sourire aimable pour le courtisan bien appris.

— Dit-on vraiment cela ?

Entre-temps elle lit aussi *Clarisse* et d'autres romans.

Il est certain qu'elle n'est pas en état ni de digérer ni de coordonner des connaissances acquises de la sorte, à la dose de six volumes par jour ; son

éducation s'achève comme elle a commencé et ressemble à sa politique : elle est aussi « un composé de bâtons rompus ». Son érudition est une érudition de bric-à-brac, avec des lacunes énormes. Ses notions de géographie, par exemple, sont lamentablement insuffisantes. En 1787, après le voyage de Crimée, elle demande à Chrapowiçki quelles sont les rivières qui servent de frontière à la Russie du côté de la Turquie. À la même époque, elle s'informe curieusement du nombre des degrés de longitude occupés par son empire. On lui dit un chiffre. « Mais c'est le même que vous m'avez indiqué avant l'annexion de la Crimée et de la Russie Blanche ! » Elle ne comprend pas que l'acquisition de ces provinces n'ait rien changé de ce côté à la mensuration de son vaste domaine.

L'histoire est peut-être de tous les domaines scientifiques celui qu'elle a le plus exploré, et avec l'application la mieux soutenue. Elle n'est cependant arrivée à y posséder que des connaissances très superficielles. Quant à ses velléités de science personnelle, ses tentatives d'exégèse historique, ou ses recherches d'ethnographie comparée et de linguistique, elles frisent le ridicule. Elle y apporte toute la naïveté habituelle des *dilettanti*, et, en outre, le défaut capital de son intelligence : l'obsession du parti pris et de l'idée fixe. C'est ainsi que, lancée à fond de train sur la piste d'un rayonnement hypothétique de la race slave à travers le monde entier, acharnée à la poursuite de ramifications imaginaires qu'elle lui découvre d'un continent à l'autre, elle en arrive à voir du Slave partout, et jusqu'en Amérique : le Pérou, le Mexique, le Chili lui apparaissent peuplés de colonies slaves, remplis de localités ayant des noms à désinence ou à racine slave. Elle en aperçoit aussi en France : « Périgord », par exemple, lui semble un composé de trois syllabes d'origine slave, sans contestation possible.

Ses citations sont la plupart du temps inexactes et souvent bizarrement contrefaites. Écrivant à la princesse Dachkof, elle attribue à madame Deshoulières les vers suivants :

Je suis charmé d'être né ni Grec ni Romain,

Pour garder encore quelque chose d'humain,

faisant ainsi tort et à la pauvre Antoinette de Ligier, et à Corneille qui a écrit :

Je rends grâces aux dieux de n'être pas Romain,

Pour conserver encor quelque chose d'humain.

Enfin, le fond de son éducation, celui qu'elle a dû à mademoiselle Cardel et aux *Prüfungen* de l'ennuyeux Wagner, paraît avoir été et être resté assez médiocre. Elle mêle volontiers des phrases allemandes à son français incorrect, mais elle n'y montre pas une connaissance plus satisfaisante de sa langue maternelle. Elle y commet faute sur faute, et encore plus de fautes de syntaxe ou de grammaire que de fautes d'orthographe. Elle confond habituellement *mir* et *mich*. Son russe ne vaut pas mieux. Elle en a conscience, et elle s'en excuse un jour auprès d'un de ses secrétaires :

« Ne vous moquez pas de mon orthographe ; je vais vous expliquer comment je n'ai pas réussi à mieux la posséder. À mon arrivée dans ce pays, j'ai commencé à apprendre le russe avec assiduité. Mais ma tante Élisabeth, ayant su le mal que je me donnais avec mes maîtres, fit venir ma maîtresse de cour et lui ordonna de mettre fin à ces études. "Elle en sait assez comme cela", lui dit-elle. Depuis lors, je n'ai pu poursuivre mon instruction que dans les livres, ayant été privée de précepteurs. »

Elle a mieux fait cependant que d'apprendre l'orthographe russe : elle a réussi à s'approprier et à rendre sien le génie même de la langue dans son fonds et dans son tréfonds le plus intime, dans ses locutions familières, dans ses idiotismes, dans ses tours de phrase imagés. Et, avec la langue, l'esprit tout entier du peuple a passé en elle. C'est cette conquête qui lui a permis de faire, si victorieusement, celle de son empire, et nous n'entendons pas seulement le pouvoir arraché à la faiblesse, à la lâcheté et à la folie de Pierre, mais encore la place que cette Allemande est arrivée à occuper à la fin de sa vie, et surtout depuis sa mort, dans la vie, dans l'histoire, dans le développement national d'une race étrangère et hostile. Car on peut dire que c'est surtout depuis sa mort qu'elle est devenue ce que nous la voyons aujourd'hui, la grande figure, colossale et radieuse à la fois, majestueuse et douce, devant laquelle s'inclinent dans un même élan de reconnaissance, de fierté et d'amour, l'humble *moujik* et le savant secouant la poussière des souvenirs et des légendes vieilles d'un siècle déjà. Sa mort ne fut guère pleurée en Russie. À peine y fit-elle sensation. On n'avait pas eu le temps de la comprendre, et trop peu nombreux encore étaient ceux par qui elle aurait

pu être comprise. Mais l'âme de la nation, sa conscience historique s'étaient quand même incorporées en elle, et cette incarnation devait revivre devant la postérité, dans le rappel ému des grandes choses accomplies avec elle et par elle, dans l'apothéose posthume de l'incomparable souveraine, et non pas seulement de la *Grande Catherine*, mais aussi et surtout de la « petite mère » — de la *matouchka* — dont l'image populaire a franchi le seuil des chaumières et y brille auprès du foyer familial entre les icônes vénérées.

C'est aussi dans cette aptitude à pénétrer et à s'assimiler le fond plutôt que la forme des choses que s'est révélée en général la supériorité de Catherine. S'il lui est arrivé de citer Corneille de travers, elle a su prendre aux écrivains français mieux que des mots : des idées, et ce sont les meilleures, pour la plupart, qu'elle a choisies. Elle en a eu aussi de son propre cru, qui ne sont pas à dédaigner. Nous allons essayer d'en faire une rapide analyse.

Chapitre 3

IDÉES ET PRINCIPES

I. Ni esprit de suite ni esprit de système. — Empirisme. — Instabilité d'idées et de principes. — Quelques idées et principes fixes. — Sentiment du devoir. — Culte de la postérité. — Nationalisme russe. — Idée démesurée de la grandeur de la Russie. — La grande pensée du règne : le projet grec. — II. Les autres idées de Catherine. — Chaos. — Examen personnel de conscience. — Idées philosophiques. — Idées religieuses. — Inconséquences. — « Mes chers coquins de jésuites. » — Tolérance religieuse. — III. Le libéralisme de Catherine. — Nobles élans des premières années. — Les principes philosophiques et la pratique du gouvernement autocratique. — Conflit tragique. — La révolte de Pougatchef et la Révolution française. — Influence de ces deux crises sur l'esprit de Catherine. — IV. Catherine et le mouvement révolutionnaire. — Sympathies initiales. — Indifférence. — Catherine ne voit pas venir la tempête. — La prise de la Bastille. — Réaction rapide. — Jugement de Catherine sur la Révolution et sur les hommes de la Révolution : La Fayette, Mirabeau, Mallet du Pan, Necker, le duc d'Orléans, l'abbé Sieyès. — La vision de Napoléon. — Campagne antirévolutionnaire. — En Europe et en Russie. — Les derniers principes de Catherine.

3.1

Avec le caractère que nous lui connaissons, Catherine n'est pas, on s'en doute, une femme à principes, surtout à principes immuables, ni à idées arrêtées. Ses idées fixes — elle en a souvent — ne sont telles que pour un moment : ce ne sont pas des étoiles guidant sa vie ; ce sont des comètes. Chose curieuse, cette Allemande a horreur du doctrinarisme et des doctrinaires, de l'esprit systématique et des hommes à système.

« Voltaire, mon maître, écrit-elle, défend de deviner, parce que ceux qui se mêlent de deviner aiment à faire des systèmes, et que qui veut faire des systèmes veut y faire entrer *was sich passt und nicht passt, und reimt und nicht reimt*, et puis l'amour-propre devient l'amour du système, ce qui enfante l'entêtement, l'intolérance, la persécution, drogues dont mon maître dit qu'il faut se garder. »

Les doctrinaires sont pour elle des charlatans, et les faiseurs de systèmes des inventeurs de ballons dirigeables. Elle ne croit pas aux ballons dirigeables, et elle met le comte de Saint-Germain, Montgolfier et Cagliostro dans le même sac. Elle se défie même des gens de métier, des professionnels. Ce que nous appelons aujourd'hui « un diplomate de carrière » est pour elle le synonyme d'un parfait imbécile. Elle s'emporte à tout moment contre les gens à perruque, « *die perrückirte Haüpter* » : « La plupart du temps tout ce qu'ils font et écrivent est boursouflé de vent, de vide et d'obscurité. » Elle ne peut souffrir un buste de Voltaire par Houdon qu'on lui a envoyé, parce que « son maître » y paraît coiffé d'une perruque. En diplomatie, comme en politique, comme en toute espèce de choses, elle croit surtout à l'improvisation. L'art de la guerre lui-même ne lui semble pas avoir besoin d'autre chose. Elle trouve tout naturel qu'Alexis Orlof, mettant pour la première fois de sa vie le pied sur le pont d'un vaisseau, soit un homme de mer accompli, commande à des amiraux ayant conquis leur grade et leur réputation dans la marine anglaise, et remporte à lui tout seul la plus belle victoire navale des Temps modernes.

C'est une empirique. Son mot célèbre : « Toute la politique est fondée sur trois mots : circonstances, conjectures et conjonctures », en témoigne. C'est pour cela qu'ayant en mépris et en haine la médecine et les médecins, elle croit aux remèdes de bonne femme et s'en sert volontiers pour elle-même et pour les autres. « Les médecins, chirurgiens de toute la Faculté…

sont tous des bêtes à manger du foin. » En 1783, ils lui ont encore fait « crever (*sic*) » une personne qui était auprès d'elle depuis trente-trois ans ! Mal et médecins sont devenus synonymes chez elle. Les « gouttes de Bestoujef », voilà un remède précieux et universel ! « Je ne sais pas de quoi sont composées ces gouttes, dit-elle, je sais seulement qu'il y entre de la ferraillerie. On les donne en guise de *quiquina* (*sic*) ; je les donne, moi, à tort et à travers. » En 1789, ayant eu à souffrir de coliques venteuses, elle se félicite d'avoir été guérie entièrement par le métropolite de Pétersbourg, Pietrof, qui lui a entouré tout le corps avec des coussins remplis de camomille.

Pourtant, c'est elle aussi qui a écrit :

« Sur le bonheur et sur le malheur, j'ai comme sur plusieurs autres choses ma cathégorie (*sic*) à moi : l'un et l'autre n'est qu'un conflit de quantité de mesures justes ou fausses. »

Cela prouve qu'elle n'apporte pas d'esprit systématique, même à son mépris des systèmes.

Elle a, d'autre part, dans ses migrations à travers le domaine de la pensée et du raisonnement spéculatif, quelques points de repère à peu près invariables.

« Ce qu'il y a de sûr, a-t-elle écrit quelques années avant sa mort, c'est que je n'ai jamais rien entrepris sans avoir été intimement persuadée que ce que je faisais était conforme au bien de mon empire : cet empire avait fait infiniment pour moi ; j'ai cru que toutes mes facultés individuelles employées constamment au bien de cet empire, à sa prospérité, à son intérêt supérieur, à peine pouvaient suffire à m'acquitter envers lui. »

À cette conception de ses devoirs se joint chez elle un sentiment élevé de responsabilité devant une juridiction supérieure, la seule dont elle accepte la compétence à son égard. Ce n'est pas celle d'ailleurs du maître « qui se glorifie de faire la loi aux rois ». Elle a trop lu Voltaire et pas assez Bossuet :

« Il n'y a que la postérité qui est en droit de me juger. C'est à elle à qui j'en appelle : je puis lui dire hardiment ce que j'ai trouvé, ce que je laisserai. »

Au cours du séjour de Falconet à Saint-Pétersbourg, une discussion épistolaire s'éleva entre lui et Diderot au sujet de la considération qu'un artiste devait avoir pour le jugement de ce même tribunal posthume, Diderot se faisant le défenseur de son autorité suprême, et Falconet prétendant ne s'en rapporter qu'aux arrêts de sa conscience artistique. « Seriez-vous homme, écrivit alors Diderot à son ami, à abandonner la décision de notre querelle au jugement de ma bienfaitrice ? Prenez-y garde, mon ami, cette femme est ivre du sentiment de l'immortalité, et je vous la garantis prosternée devant l'image de la postérité. » Falconet accepta l'arbitrage, en ajoutant toutefois que, quelle qu'en pût être la décision, elle ne le ferait pas changer d'avis : « Trouvez sur la terre une puissance assez forte pour m'ôter la physionomie sans m'ôter la tête, et j'ai tort. » Nous ne savons pas l'issue du procès.

Un point sur lequel Catherine ne varie également pas, c'est le caractère national, essentiellement russe, qu'elle entend imprimer à son gouvernement et qu'elle cherche à faire prévaloir dans le développement tout entier, politique, intellectuel et moral, du peuple slave, aux destinées duquel elle, princesse allemande, a été appelée à présider. Non seulement les actes administratifs et législatifs de son règne, mais ses moindres faits et gestes portent la trace de cette préoccupation constante. Falconet eut à batailler pour ne pas revêtir Pierre Ier de ce costume national russe que le tsar avait tant fait pour proscrire de son empire. Catherine aurait voulu qu'on oubliât ce trait dans l'histoire du grand réformateur. Elle a voulu aussi qu'on se figurât non seulement sur le présent, mais encore sur le passé de sa patrie d'adoption, une foule de choses contraires à la réalité, mais conformes à l'idée qu'il lui avait plu de se donner et de donner aux autres sur ce pays de vastes horizons propices aux essors de l'imagination. Elle en est arrivée ainsi à refaire à sa façon l'histoire entière de la vieille patrie moscovite. En 1790, Sénac de Meilhan s'offrant comme historiographe du grand empire, elle hésite à l'agréer. Saura-t-il se défaire des préjugés « que la plupart des étrangers ont contractés contre la Russie » ? Jusqu'à croire, par exemple, « qu'avant Pierre le Grand cet empire n'avait ni lois ni administration ». Or, « il est vrai que les troubles qui ont suivi la mort du tsar Ivan Vassilievitch avaient arriéré la Russie de quarante à cinquante ans, *mais avant ce temps elle allait de pair avec toute l'Europe… les grands-ducs de Russie avaient la*

part la plus marquée aux affaires de l'Europe et étaient alliés et parents à toutes les maisons souveraines de notre hémisphère ».

Du coup le pauvre Sénac désespéra de pouvoir se mettre au niveau de sa tâche. Mais là encore Catherine était convaincue. Elle écrivait à Grimm :

« Nulle histoire ne fournit ni de meilleurs ni de plus grands hommes que la nôtre » (elle mettait bien : *la nôtre*, pour dire celle de la Russie). « J'aime cette histoire à la folie. »

Elle entendait d'ailleurs qu'on fît la part belle à son propre règne, « parce que nous vivons dans un temps où, bien loin de diminuer l'éclat des actions et des choses, il s'agit plutôt de soutenir les esprits ». Sénac consentirait-il à se laisser « diriger » à cet égard ?

Nous apercevons là encore un reflet de ce grossissement démesuré avec lequel le vaste empire, devenu si inopinément sa propriété et sa chose, s'était peu à peu dessiné dans la pensée de la tsarine, et nous découvrons une étoile fixe de plus dans son firmament. Cette idée hyperbolique de grandeur, appliquée à tous les éléments constitutifs du patrimoine national, au passé comme au présent de la Russie, à son étendue comme à sa population, à sa puissance matérielle comme à sa valeur morale, à sa prépondérance dans le monde slave comme à son rôle européen, est une de celles qui n'abandonnèrent jamais Catherine et dont elle a subi le plus l'empire. Elle semble à cet égard possédée d'un véritable vertige. Elle est hallucinée et comme hypnotisée devant cette conception colossale. Si haute que soit l'opinion qu'elle a et qu'elle veut qu'on ait d'elle-même, des mérites de son gouvernement et des hauts faits qui l'ont illustré, elle n'hésite pas à se faire petite par voie de comparaison :

« Tout ce que je puis faire pour la Russie n'est qu'une goutte d'eau dans la mer. »

La Russie, c'est la mer, l'océan aux profondeurs insondables, aux rivages fuyant à perte de vue dans l'immensité. C'est pour cela qu'elle a entendu y noyer son propre passé, et jusqu'au souvenir de la patrie allemande. Et pourtant, c'est elle qui, en 1782, ayant à se plaindre des procédés du sultan Abdülhamid, écrit à Grimm : « *Das ist unmöglich dass ich mir sollte auf die Nase spielen lassen.* Vous savez que jamais Allemand n'a souffert cela. »

C'est qu'elle a l'esprit essentiellement mobile, c'est encore qu'il lui arrive, elle s'en confesse, de ne pas toujours savoir ce qu'elle veut et aussi de ne pas savoir ce qu'elle dit, surtout quand elle cause avec son confident, la plume à la main, c'est-à-dire dans ses moments d'abandon le plus complet et de détente entière après les fatigues écrasantes de son rude métier. Mais elle s'est appliquée consciencieusement à elle-même son programme russophile, et Russe elle est devenue de la tête aux pieds, non pas seulement à la surface et par un artifice de haute comédie, mais sincèrement et profondément, dans son esprit et dans sa chair, dans son langage le moins apprêté, son geste le plus familier et sa pensée la plus intime. Les lignes qui suivent n'ont été vraisemblablement vues par personne avant l'heure de sa mort.

« Jamais l'univers ne produisit d'individu plus mâle, plus posé, plus franc, plus humain, plus bienfaisant, plus généreux, plus officieux que le Scythe (Scythe et Russe sont synonymes à ses yeux). Aucun homme ne l'égale en régularité de traits, en beauté de visage, en éclat de teint, carrure, taille et hauteur, ayant communément les membres ou fort nourris ou très nerveux et musculeux, la barbe épaisse, les cheveux longs et touffus ; naturellement éloigné de toute ruse et artifice : sa droiture, sa probité en abhorrent les illicites ressorts. Il n'y a sur terre ni cavalier, ni fantassin, ni marinier, ni économe qui l'égale. Nul individu n'a plus de tendresse pour ses enfants et ses proches. Il a une déférence innée pour ses parents et ses supérieurs. Il est prompt, exact à obéir et fidèle. » C'est presque du délire ! Et nous voulons bien que certains souvenirs personnels, trop complaisamment évoqués, y aient une part. Avec le temps cependant quelque chose de plus immatériel, de plus pur et de plus profond est entré assurément dans l'amour que certains Russes ont pu donner à Catherine pour la Russie.

N'oublions pas, parmi les idées auxquelles elle est restée fidèle, celle que l'on pourrait appeler la grande pensée du règne : le projet grec. Nous verrons que, dès 1762, elle s'en est occupée, prêtant l'oreille aux insinuations de Münich. Elle s'en occupait encore la veille de sa mort. C'était aussi un beau rêve aux contours fantastiques. La résurrection de la Grèce, l'affranchissement des YougoSlaves s'y mêlaient à d'autres visions également éblouissantes, mais moins désintéressées, Constantinople ouvrant ses portes à la chrétienté représentée par une armée russe ; le croissant remplacé sur le dôme de Sainte-Sophie par la double croix grecque, accostée

d'une aigle impériale à deux têtes. C'est pour cela que le second fils de Paul s'appela Constantin, et non Pierre ou Ivan ; c'est pour cela qu'il eut une nourrice grecque et un domestique grec, qui devint plus tard un personnage : le comte Kourouta. Il y eut aussi un corps de cadets grec, une éparchie grecque à Kherson, de fondation nouvelle, confiée à Eugène, un Bulgare. Il y eut des médailles frappées sur lesquelles on apercevait des images symboliques et suggestives : d'un côté l'impératrice, de l'autre Constantinople en flammes, un minaret croulant dans la mer et la croix resplendissant au-dessus dans les nuées. La lecture du journal de Chrapowiçki est non moins édifiante à ce sujet. Le 17 août 1787, on examine un projet secret de Patiomkine proposant la capture de Bakou et de Derbent. On profiterait pour cela des troubles de la Perse, et, au moyen d'autres annexions, on arrondirait une province, qui s'appellerait « Albanie » et qui servirait d'apanage provisoire pour le grand-duc Constantin. Le 21 avril 1787, il est question de la Moldavie et de la Valachie : ces provinces doivent rester indépendantes, pour servir de noyau à la future « Dacie », c'est-à-dire à la future monarchie grecque. Le 9 octobre 1789, on met les points sur les *i*. Les Grecs ont besoin d'être « secoués » : Constantin peut se charger de cela. C'est un garçon plein d'avenir. En trente ans il ira bien de Sébastopol à Constantinople…

Et voilà à peu près ce qu'il y a eu de plus stable dans la façon d'envisager les choses de ce monde, qui a été celle de Catherine la Grande. Essayons de nous reconnaître dans le reste.

3.2

C'est le chaos à débrouiller. Un chaos aux dimensions grandioses, mais désordonné en proportion. Voici pourtant qui semble fait pour nous guider à souhait : encore un essai d'autobiographie, quelque chose comme un examen de conscience écrit par Catherine et datant de 1789 :

« Si mon siècle m'a craint, y lisons-nous, il a eu grand tort ; je n'ai jamais voulu inspirer de la terreur à personne ; j'aurais souhaité d'être aimée et estimée ce que je vaux, et rien de plus. J'ai toujours pensé qu'on me calomniait, parce que l'on ne me comprenait pas. J'ai vu beaucoup de gens qui avaient infiniment plus d'esprit que moi. Je n'ai jamais haï ni envié personne. Mon désir et mon plaisir auraient été de faire des heureux… Mon ambition, assurément, n'était pas méchante, mais peut-être ai-je trop entrepris que de croire les hommes susceptibles de devenir raisonnables, justes et heureux… J'ai fait cas de la philosophie, parce que mon âme a toujours été sincèrement républicaine. Je conviens que c'est peut-être un singulier contraste que cette trempe d'âme avec le pouvoir illimité de ma place, mais aussi personne en Russie ne dira que j'en ai abusé. J'aime les beaux-arts par pure inclination. Pour mes écrits, je les regarde comme peu de chose ; j'ai aimé à faire des essais en différents genres ; il me semble que tout ce que j'ai fait est assez médiocre ; aussi n'y ai-je jamais attaché aucune importance, passé l'amusement. Pour ma conduite en politique, j'ai tâché de suivre les plans qui m'ont paru les plus utiles pour mon pays et les plus supportables aux autres. Si j'en avais connu de meilleurs, je les aurais adoptés… Si j'ai été payée d'ingratitude, au moins personne ne dira-t-il que j'aie manqué de reconnaissance. Souvent je me suis vengée de mes ennemis en leur faisant du bien ou en les (*sic*) pardonnant. L'humanité en général a eu en moi un ami, qui ne s'est démenti en aucune circonstance. »

Il y a encore et toujours beaucoup de bon sens dans ce morceau ; il y a aussi le témoignage d'une conscience fort satisfaite d'elle-même. Catherine, évidemment, avait la certitude d'être restée fidèle, sa vie durant, aux quatre règles de conduite qu'elle s'était proposées et qu'au courant de la même année elle indiquait ainsi à Patiomkine : « Être loyale, modeste, attachée et reconnaissante à l'extrême. » Elle mettait encore à son actif d'autres mérites et d'autres qualités, moins celle — modestement retranchée — d'avoir été un bon écrivain. Cette année 1789 a été notoirement pour elle une époque de recueillement, de méditations rétrospectives et d'investigations accomplies dans le for intérieur. Le résultat lui a paru satisfaisant. A-t-elle été sincère avec elle-même ? Cela est probable. Aussi sincère que le 6 juin 1791, au plus fort de cette seconde guerre turque, déchaînée par sa seule ambition,

soutenue par l'effort seul de son énergique volonté, quand elle écrivait ces lignes :

« Le Dieu de la guerre n'est pas dans mon cœur ; je n'ai jamais attaqué personne, mais je sais me défendre. »

Elle était femme à s'imaginer et à vouloir faire croire aux autres que c'était la Pologne qui avait commencé en 1772, et qu'en prenant Varsovie, vingt ans plus tard, Souvorof n'avait fait que défendre Saint-Pétersbourg.

Examinons cependant les points les plus saillants de sa confession. Elle a fait cas de la philosophie, dit-elle. Peut-être était-elle portée à confondre la philosophie avec les philosophes. Encore ces derniers n'ont pas eu toujours auprès d'elle une égale faveur. Le comte Gyllenborg lui avait dit qu'elle avait un « esprit philosophique », Voltaire le lui répéta, elle finit par le croire. On l'a dit déjà : ce fut une des erreurs de sa vie. En réalité, son esprit, essentiellement pratique, semble avoir été absolument rebelle à la spéculation pure. Elle accommoda toujours ses idées à ses intérêts. S'est-elle jamais arrêtée seulement sur une idée abstraite ? Les aperçus à tournure philosophique que l'on rencontre, assez rarement d'ailleurs, dans sa correspondance ou dans sa conversation, ont eux-mêmes une autre portée, comme ce passage où elle paraît avoir eu la vision nette de la loi suprême imposée à l'humanité par la science sociologique moderne. Regardant un jour des corneilles et des passereaux voler dans l'air après une pluie d'orage, elle dit : « En voici qui se réjouissent à l'espoir des vers et des grenouilles que la pluie aura fait sortir de terre. *Tous se mangent dans ce monde-ci.* » Comme cet autre encore où elle esquisse un joli portrait des gens de cour :

« Les jugements des courtisans sont ordinairement de la classe de ceux qui méritent le moins d'attention. Ces gens-là, quoiqu'ils portent le nez haut, ont la vue courte. Ils ressemblent à ceux qui se trouvent au pied d'une tour : les choses qui sont en haut de la tour à vue d'oiseau communément leur échappent. »

À défaut d'idées philosophiques proprement dites, quelles sont les idées religieuses de Catherine ? C'est une énigme. Nous ne parlons pas, bien entendu, de la religion de son enfance : c'est chose oubliée, effacée de sa mémoire comme de sa conscience, si bien oubliée et effacée si entièrement

qu'en 1774 elle écrit tranquillement : « Martin Luther était un rustre. » Mais sa nouvelle foi et son nouveau culte ? Il semble par moments qu'elle en fasse assez bon marché. À proprement parler, elle a l'air de s'en moquer. Écrivant à Grimm de Kiev, la ville sainte, elle lui envoie des compliments de la part de saint Vladimir et parle assez lestement des reliques du saint qu'elle a visitées. Elle donne à Roumiantsof le surnom de saint Nicolas et se laisse aller, à ce propos, à des calembredaines qui ne fleurent pas l'orthodoxie. Elle a des plaisanteries d'assez mauvais goût sur la préparation des saintes huiles à Moscou.

C'est du libertinage dans la manière de Voltaire. Est-elle déiste à la façon du maître ? En 1770, elle écrit à madame de Bielke :

« Je me félicite d'être du nombre des imbéciles qui croient en Dieu. » Parfois cependant on la croirait plutôt inféodée au rationalisme pur. Elle écrit :

« Euler nous prédit la fin du monde pour le mois de juillet de l'année qui vient. Il fait venir tout exprès pour cela deux comètes, qui feront je ne sais quoi à Saturne, qui à son tour viendra nous détruire. Or, la grande-duchesse (Maria Feodorovna, femme du grand-duc Paul) m'a dit de n'en rien croire, parce que les prophéties de l'Évangile et de l'Apocalypse ne sont point encore remplies, et notamment l'Antéchrist n'est point venu, ni toutes les croyances réunies. Moi, à tout cela je réponds comme le barbier de Séville. Je dis à l'un : "Dieu vous bénisse", et à l'autre : "Va te coucher", et je vais mon train. Qu'en pensez-vous ? »

Mais voici qu'en 1790 un confesseur s'avise de suspecter la pureté de sa foi. Il trouve à qui parler : « J'ai immédiatement — raconte-t-elle à Chrapowiçki — récité tout le Symbole, et s'il veut des preuves, je lui en donnerai de telles, auxquelles il n'a jamais songé même. Je crois à tout ce qui a été établi aux sept conciles, car les Pères saints de ces temps étaient plus près des apôtres et pouvaient mieux discuter tout que nous. »

Ce dont elle fait peu de cas, ainsi qu'il ressort de nombreuses réflexions éparses dans sa correspondance, ce sont les pratiques extérieures du culte, les « mômeries », comme elle les appelle. Elle s'en prend nominativement aux cérémonies de l'Église catholique, mais il est clair que ses observations

et ses sarcasmes ont une portée plus générale, l'Église grecque n'étant guère en reste à cet égard avec sa voisine. Elle dit, en parlant d'une dévotion pratiquée en Espagne :

« La forme de cette mômerie, en augmentant la somme totale des mômeries de ce monde, accouple les cérémonies religieuses avec les jeux d'enfants et porte avec elle la sanction indubitable du pays où elle a pris naissance et son caractère national. C'est un pays qui fourmille de couvents, de congrégations, de réguliers, d'irréguliers, de chanoines, d'abbayes, de prébendes, etc. Tous les individus qui y sont font les plus beaux vœux du monde. L'inutilité pour l'humanité de ces instituts a cependant été si parfaitement reconnue dans les pays les plus éclairés, qu'on s'est fait une étude suivie d'en diminuer le nombre. Celui qui fait le bien pour le bien n'a pas besoin ni de mômeries ni d'accoutrements aussi ridicules que frivoles. »

Elle prétend aussi imiter l'exemple des « pays les plus éclairés ». À propos du mécontentement causé au pape par la sécularisation de quelques biens ecclésiastiques d'Allemagne, elle écrit :

« Voilà bien du bruit pour une douzaine ou une vingtaine de couvents de plus ou de moins dans le monde ! Comme si on n'avait jamais sécularisé ! Moi, quand j'ai envie qu'il y ait un couvent de moins, je leur fais dire tout net : "Allez-vous-en dans un autre", et on n'en parle plus et personne ne s'attendrit pour cela. »

Mais quoi ! Le 4 avril 1790, écrivant à l'amiral Tchitchagof, qui est à la veille de se mesurer avec la flotte suédoise, elle lui envoie une image sainte. L'amiral Spiridof en portait une pareille à la bataille de Tchesmé. N'est-ce pas une mômerie, cela ? Ce n'est pas tout. En mettant sa signature au bas de la lettre, elle fait le signe de la croix. Et c'est un geste qui lui est familier, car elle en a fait autant deux ans auparavant en envoyant des ordres de combat à l'amiral Greigh. Est-elle sincère encore ? On le croirait. Mais non, ce n'est que jeu de sa part, mise en scène et procédé de gouvernement, car elle s'explique : « Il y a des gens, dit-elle, qui confondent la superstition avec la piété ; *mais il faut profiter des opinions populaires.* » Ainsi, la foi des vaillants amiraux en la vertu des images saintes n'est que superstition, et ce que Catherine fait à cet égard n'est que pour flatter la croyance naïve des gens simples. Mais les signes de croix, pour qui et pour quoi sont-ils ?

Parfois on dirait que l'esprit luthérien n'est pas tout à fait éteint en elle, à voir l'acharnement avec lequel elle s'en prend, en toute occasion, à l'Église catholique et à son chef, ce qui n'a rien de commun avec l'esprit orthodoxe, beaucoup plus tolérant, indifférent ou conciliant :

« Je n'envie point à Votre Majesté, écrit-elle en 1782 à Joseph II, le rare avantage, dont elle jouit présentement, d'être logée porte à porte avec Pie VI. Pour parler franchement, je voudrais savoir le pape hors de Vienne ; je ne sais pourquoi je ne puis penser sans une sorte d'inquiétude à ce séjour. Un prêtre italien, pour tous ceux qui ne sont pas catholiques, est un objet d'une sorte d'appréhension. »

Il est vrai que Joseph, le chef du Saint Empire romain, répond sur le même ton : « J'avouerai sincèrement à Votre Majesté que les trois heures par jour que je passais régulièrement à déraisonner de théologie avec lui (le pape) et sur des objets sur lesquels nous disions souvent chacun des mots sans les comprendre, il arrivait que nous restions souvent muets à nous regarder, comme pour nous dire que nous n'y entendions rien ni l'un ni l'autre, mais cela était fatigant et odieux. »

En 1780, lors de sa rencontre avec l'empereur à Mohilev, Catherine se vante d'avoir causé et ri avec lui durant toute la longueur du service célébré dans l'église catholique de l'endroit. Cela ne l'a pas empêchée d'ailleurs d'apprécier et de goûter fort la pompe déployée à cette occasion par les desservants de l'église, qui ne sont autres que des jésuites récemment établis par elle dans cette province. « Tous les autres ordres, écrit-elle à ce propos, sont des cochons (*sic*) près d'eux. »

Mais précisément sa conduite avec cet ordre, comme l'idée qu'elle se fait de ses mérites, se montre sujette aux variations les plus imprévues. Jusqu'en 1785 Catherine paraît enchantée de ces religieux et de la pensée qu'elle a eue de les recueillir chez elle, après l'arrêt de suppression prononcé par la cour de Rome (21 juillet 1773). C'est un bon tour qu'elle a joué au pape et un autre à ses voisins de la Pologne récemment démembrée ; car ses jésuites, « ses bons coquins de jésuites », comme elle manque rarement de les appeler, l'aideront à tenir en respect et à apprivoiser ses nouveaux sujets polonais de la Russie blanche. De fait, ils s'y appliquent, et elle leur en témoigne sa reconnaissance. Pendant quelques années, c'est un échange de

bons procédés et de démonstrations flatteuses. Les bons pères font à la souveraine une réception magnifique dans leur église de Mohilev ; elle interdit la vente et ordonne la confiscation des exemplaires d'une histoire de l'ordre, injurieuse pour lui. Ils l'encensent, elle entend les défendre « contre vents et marées ». « C'est, dit-elle, une semence trop précieuse pour la laisser perdre… Morgué ! qu'ils sont lestes ! » Mais, brusquement, tout change. Les « bons coquins » sont devenus des « coquins » tout court. Qu'ont-ils fait ? Ils se sont mêlés d'une autre besogne que celle qu'on leur avait destinée. Ils ont osé mettre sur le tapis la réunion des deux Églises. « Ce sont des bêtes, puis c'est tout, et encore des bêtes, bêtes et ennuyeuses. » Ils n'ont pas « pour un sou de crédit » en Russie.

Pourtant, quand la Révolution éclate en France et commence à devenir une menace pour les trônes voisins, Catherine se ressouvient de ses anciennes prédilections. Les soldats de Brunswick ne peuvent tout faire pour le rétablissement de l'ordre politique et social : il faudrait mettre quelques milliers de jésuites à la suite de son armée ; ceux-ci achèveraient la besogne.

L'installation des pères en Russie blanche serait-elle encore de la part de la souveraine un essai de tolérance religieuse ? Peut-être bien. Dès l'année 1763, Catherine se fait gloire d'appliquer à cet égard, dans son empire, les idées les plus libérales. Des jésuites — des jésuites non proscrits alors — ayant refusé à Moscou d'enterrer un Français mort sans avoir reçu les sacrements, elle ordonne d'expulser ces religieux et s'en vante à Voltaire. Elle en prend texte même pour condamner en termes éloquents l'esprit d'intolérance en général : « Tous les miracles du monde n'effaceront pas la tache d'avoir empêché l'impression de l'*Encyclopédie !* » En même temps les dissidents de l'Église orthodoxe, les *raskolniks*, ont été relevés de leur déchéance séculaire : ils ont recouvré la jouissance de leurs droits civils ; on les admet à prêter serment en justice et à porter témoignage. Seulement, il arrive avec eux ce qui doit arriver avec les jésuites. Dès l'année 1765 un conflit s'élève. Les *raskolniks*, enhardis, se croient autorisés à bâtir des églises… halte-là ! Le saint-synode en appelle au Sénat ; le Sénat ordonne la destruction des édifices, et Catherine laisse exécuter la sentence.

Nous savons déjà qu'elle ne se pique pas d'une grande rigidité de principes. L'absolu n'est pas le fait de cette souveraine absolue, et elle aurait

inventé l'opportunisme si ce n'avait été fait depuis longtemps. L'année 1772 sollicite son intervention dans une autre affaire religieuse d'un caractère particulier. La fameuse et infâme secte des *skoptsy*, ou mutilateurs, a pris à l'improviste un développement inquiétant dans le gouvernement d'Orel. Catherine met aussitôt de côté le principe de tolérance ; elle fait bravement appel au knout. Des exécutions sommaires ramèneront la raison dans les esprits égarés. A-t-elle tort ? Cette même année nous la montre encore sous un aspect tout différent. Le saint-synode, qui a obtenu la répression des *raskolniks*, s'avise de porter plainte contre le gouverneur de Kazan, qui, en violation d'anciens ukases, a autorisé dans cette ville la construction d'un certain nombre de mosquées. Catherine répond par ces nobles paroles :

« Comme Dieu souffre sur la terre toutes les confessions, toutes les langues, toutes les religions, l'impératrice, suivant en ceci sa sainte volonté et ses préceptes, agit de même, demandant seulement qu'entre ses sujets règnent et toujours l'amour et la concorde. »

Le gouverneur a agi selon ses intentions.

Pourquoi les mosquées et pas les églises des *raskolniks ?* C'est que l'affaire du *raskol*, comme celle de la secte des *skoptsy*, se double d'une question politique et sociale ; c'est que Kazan est une ville tartare et mahométane, comme la Russie blanche est une province polonaise ; c'est que tout cela aboutit à un simple problème d'ordre intérieur. En confiant à Volkof l'affaire des *skoptsy*, Catherine lui recommande de la traiter *au civil*, dans la forme administrative ordinaire.

Mais, dans l'ordre civil, comme dans l'ordre religieux, peut-on dire d'elle, en général, qu'elle ait été une libérale ? C'est, au point de vue de ses idées et de ses principes, le grand problème à résoudre.

3.3

Nous avons vu Catherine parler de son « âme républicaine ». L'expression revient plusieurs fois sur ses lèvres dans ses confidences intimes, et à chaque fois le ton, l'accent qu'elle y met semble bien indiquer qu'elle parle sérieusement. Est-il possible qu'elle se soit abusée à ce point ? Nous inclinerions plutôt à admettre une autre explication. Sans qu'elle y ait trop pris garde, à travers l'entraînement féerique de sa carrière, un drame, croirions-nous, s'est joué dans son esprit et dans son cœur, mettant en scène et en conflit tragique les convictions, les tendances, les élans généreux, fruit d'une culture intellectuelle exceptionnelle, et les dures servitudes attachées au métier d'une souveraine russe. Face à face avec les exigences du régime autocratique, Catherine a pu répéter après Phèdre :

… Quum gravatam navita adversa ratem

Propellit unda, cedit in vanum labor.

Ou bien encore, évoquant à la fin de sa vie et mettant en regard les rêves de sa jeunesse et les réalités inscrites, depuis, dans l'histoire de sa carrière, dire avant le poète : « Ceci a tué cela. »

Libérale, certes, elle le fut un jour.

« Je ne souhaite, je ne veux que le bien de ce pays où Dieu m'a mise ; il m'en est témoin… Liberté, âme de toutes choses, sans vous tout est mort. Je veux qu'on obéisse aux lois, mais point d'esclavage. Je veux un but général, de rendre heureux, et point de caprice, ni de bizarreries, ni de tyrannie qui y déroge… »

Cela est daté de l'année 1761 probablement, en des notes pareilles à celles que nous avons recueillies déjà, crayonnées hâtivement, au hasard de l'inspiration la moins étudiée, ne s'adressant à personne, traduisant la pensée solitaire et le travail obscur d'une intelligence et d'une conscience en éveil. Il y a de tout dans ces notes — même des préceptes pour aménager convenablement un parc d'huîtres. Il y a le souvenir et l'enchevêtrement bizarre d'une suite de lectures incohérentes et trop rapides. Il y a des niaiseries, comme ce projet pour l'affranchissement progressif des serfs au moyen d'une loi, qui, à chaque mutation de propriété, donnerait la liberté aux paysans appartenant au domaine vendu. Mais il y a par-dessus tout cela

un souffle, un tressaillement d'âme, où il faut assurément reconnaître le contrecoup du grand mouvement émancipateur de l'époque.

« Il n'y a rien que j'abhorre plus que les confiscations des biens des coupables, car qui sur la terre peut ôter aux enfants… de ces gens-là l'héritage qu'ils tiennent de Dieu même ? »

En écrivant ces mots, Catherine a communié avec ce qu'il y a eu de plus noble, de plus élevé et de plus pur dans l'esprit humanitaire contemporain.

Hélas ! elle n'a pas aboli dans son empire la loi des confiscations, et, lors des partages de la Pologne, elle a présidé à la mise en pratique d'un système qui, sous couvert de nécessité politique, n'était guère qu'une œuvre de confiscation en masse, accomplie, sans un prétexte même de responsabilité judiciaire, au profit d'une foule de courtisans avides. Elle a essayé pourtant, surtout pendant la première moitié de son règne, de mettre son gouvernement au niveau des belles inspirations qu'elle entretenait et ses actes en rapport avec ses idées. En 1763, elle cherche à restreindre, sinon à supprimer, l'usage de la torture. Avant de l'appliquer, tous les moyens de persuasion devront être employés, y compris l'intervention de l'autorité spirituelle. Seulement, comme l'éloquence des popes à longue barbe ne lui inspire pas une confiance suffisante, Catherine songe à composer pour leur usage un manuel contenant les exhortations les plus propres à provoquer l'aveu du criminel. L'année d'après, dans un mémoire rédigé pour l'usage de son fils et de ses autres successeurs et concernant l'affaire d'un ministre de l'impératrice Anne, mis en accusation et condamné, quoique innocent, elle ne craint pas d'introduire cette déclaration :

« Le souverain est toujours coupable si ses sujets sont mécontents de lui. »

En 1766, recevant du comte Pierre Saltykof, gouverneur de Moscou, un rapport sur certaines punitions qu'il avait dû infliger, mais qu'il avait cherché à réduire dans la mesure du possible, elle écrit en marge : « Grand merci au comte Pierre Siemionovitch de ce qu'il use du fouet avec le plus grand ménagement. Veuillez continuer de même. » Au cours de la même année, elle apprend qu'un prince Hovanski se permet des critiques violentes contre son gouvernement. Elle en fait part au même comte Saltykof dans

une lettre fort curieuse. Évidemment, bien qu'il ait séjourné en France, le prince a oublié qu'on y met les gens à la Bastille pour de tels discours. Heureusement pour lui, l'impératrice n'est pas méchante, et la mauvaise langue d'un prince Hovanski ne la fera pas changer de caractère. Seulement, Saltykof fera bien de le prévenir « que, s'il ne se tait, il ira en un endroit où les corbeaux auront de la peine à retrouver ses os ». Suit une apostille en français : « Faites-lui bien peur, afin qu'il retienne son abominable langue, car, d'ailleurs, je serais obligée de lui faire plus de mal que cette peur ne lui en causera. »

Et c'est encore en 1766 que la pensée intime de la souveraine se traduit par un trait presque sublime dans sa gaucherie naïve. Un fonctionnaire, dont elle prend l'avis au sujet de ses projets de réformes législatives, un certain Vasili Bouskakof, s'élève contre la suppression totale de la torture proposée par l'impératrice. Il indique des *cas* où l'usage lui en semble indispensable.

« On ne peut entendre cela !, écrit Catherine en marge du rapport. Il n'y a pas de *cas* là où l'humanité souffre ! »

À cette époque, il lui arrive fréquemment de changer en simple exil ou en déportation les peines corporelles prononcées par les tribunaux. Pour certaines fautes plus graves, elle diminue au moins la peine de moitié. En même temps, elle s'occupe d'introduire des améliorations dans le régime des prisons ; elle cherche à amender les procédés trop barbares du recrutement. Un jour, au moment où elle pénètre dans la chambre de l'impératrice, mademoiselle Engelhard, depuis comtesse Braniçka, voit Sa Majesté sur le point de signer un papier, s'arrêter, hésiter un instant, puis repousser définitivement la feuille intacte dans un tiroir. Elle ne peut cacher un mouvement de surprise, et Catherine, qui s'en aperçoit, de satisfaire aussitôt sa curiosité. Il s'agit d'une sentence qui a besoin de sa signature pour être exécutoire. Or, se trouvant de méchante humeur depuis le matin, elle a craint d'être trop sévère, comme cela lui est déjà arrivé en pareil cas. Elle a donc pris le parti de remettre cette affaire au lendemain.

En 1774, au cours de la révolte de Pougatchef, nous trouvons cette réflexion dans une lettre de la souveraine adressée à Sievers :

« Selon toutes les probabilités, cela finira par des pendaisons. Quelle perspective pour moi qui n'aime pas les pendaisons ! L'Europe nous croira revenus au temps d'Ivan Vasilevitch. »

On voit comme elle se débat contre les fatalités de son gouvernement et du système politique qui y est attaché, comme elle en appelle au jugement de l'Europe « éclairée ». Hélas ! l'Europe « éclairée » ne songeait pas du tout à la retenir sur la pente où l'entraînait le poids de la lourde machine autocratique. Voltaire était tout prêt à reconnaître que les pendaisons avaient du bon, quand il s'agissait d'en faire usage pour débarrasser la Grande Catherine de ses ennemis. Jusqu'à une femme, jusqu'à madame de Bielke, qui, en 1767, conseillait à son impériale amie de couper court à l'opposition que l'évêque de Cracovie lui faisait en Pologne en envoyant le prélat au Kamtchatka. Catherine finit par écouter le conseil. Sinon en Pologne, où la chose n'était pas aisée, vu la besogne qu'elle avait à y faire, du moins ailleurs, elle essaya longtemps de rester fidèle au programme libéral qu'elle définissait ainsi dans une autre lettre à Sievers :

« Vous savez mieux que personne comme je déteste toute violence. En toute circonstance j'ai préféré les voies de la douceur et de la modération. »

Mais à Varsovie même, elle rêvait parfois un retour impossible à ces principes. Il s'est conservé dans des notes de sa main, écrites en mai 1772, un projet d'instruction pour les gouverneurs des provinces polonaises à annexer en vertu du traité de partage ; ce projet serait un monument de gloire en plus pour Catherine la Grande et l'excuserait presque d'avoir participé à l'œuvre de spoliation — s'il avait été appliqué.

« Vous aurez soin, écrivait l'impératrice, qu'au moment du passage de ces provinces sous notre sceptre il soit mis un terme à toutes les oppressions, vexations, injustices, brigandages, meurtres, et, dans les enquêtes judiciaires, aux horribles tortures, et aussi à tous supplices et punitions cruelles. En un mot, nous désirons que ces provinces ne nous soient pas seulement soumises par la force des armes, mais encore que vous vous appliquiez à attacher le cœur des habitants eux-mêmes à notre empire par un gouvernement bon, bien ordonné, juste, indulgent, doux et humain. »

En même temps, Catherine indiquait ce qu'elle entendait par un gouvernement « juste » et « humain » dans une suite de paragraphes dont l'un stipulait pour les nouveaux sujets de l'Empire le droit de conserver leurs lois et leurs coutumes nationales et le privilège d'une juridiction autonome avec emploi de leur langue. Beaucoup de Polonais, aujourd'hui encore, ne demanderaient pas davantage.

Ces inspirations généreuses correspondaient à une idée des mieux arrêtées dans l'esprit de l'impératrice. Un jour qu'on discutait devant elle les moyens de rétablir l'ordre et la tranquillité parmi les tribus turbulentes des Tcherkesses, les uns recommandant l'emploi des armes, les autres des mesures administratives énergiques, Catherine donna ainsi son avis : « Je ne connais qu'un moyen efficace : le commerce et les aises de la vie qui adouciront les mœurs de ces peuples. » En 1770, pendant la première guerre turque, Roumiantsof lui ayant fait part des procédés d'un de ses collègues, le général Schtofeln, qui, en Moldavie, brûlait ville sur ville et village sur village, l'impératrice laissait éclater son indignation : « Cette manière de faire la guerre rappelait les anciens exploits des armées russes sur le Volga et la Soura. » Elle ne tenait pas à évoquer ces souvenirs, ni à faire remonter la Russie à son berceau historique. Elle s'impatientait assez du « faux air d'Ispahan » que Moscou conservait, même en temps de paix, et qu'elle espérait lui faire perdre « en se fâchant ». Elle voulait une Russie civilisée, policée, instruite. « Jamais on ne me fera craindre les peuples instruits », disait-elle.

Même en économie politique ses instincts plutôt que ses idées, car elle n'avait guère de celles-ci en cette matière, la rattachaient à l'école libérale. Elle détestait les monopoles ; condamnait les loteries : « J'ai le nom de loterie en horreur ; c'est toujours une friponnerie, revêtue de formalités honnêtes. » Cependant, avec l'inconséquence assez habituelle à son esprit, elle se déclarait tantôt partisan du protectionnisme le plus énergique, tantôt défenseur des intérêts du consommateur contre ceux du producteur, jusqu'à vouloir adopter des droits de sortie pour le blé lui-même.

Si nous en croyons Grimm, le programme politique tout entier de Catherine, celui auquel elle demeura fidèle toute sa vie, se résumait dans un acheminement progressif à la suppression du pouvoir absolu. Elle

n'admettait pas, et on lui donnera facilement raison à cet égard, qu'une réforme de ce genre pût être opérée brusquement. Il convenait de saper progressivement les fondements mêmes du despotisme, en donnant peu à peu aux peuples, qu'on se proposait d'émanciper, le sentiment ignoré par eux et le goût de la liberté. En attendant, le régime autocratique s'imposait comme une nécessité provisoire. Nous n'éprouvons aucun désir de contredire ces assertions. Par son origine, son éducation, et même, et surtout, par l'influence des exemples qu'elle avait eus sous les yeux depuis son arrivée en Russie, Catherine a pu être portée en effet à condamner, en principe, le principe lui-même du pouvoir qui était devenu le sien. Seulement, il est arrivé ceci : d'abord, ce pouvoir qu'elle jugeait barbare et appelé à disparaître dans un avenir plus ou moins éloigné, elle l'exerça, provisoirement et par nécessité, comme nous avons dit ; mais, en l'exerçant, elle en subit aussi l'influence ; elle s'y accoutuma ; elle en perdit de vue les inconvénients et elle en apprécia mieux les commodités. Pour tout dire, elle y prit goût. En second lieu, à pratiquer, comme elle fit, la philosophie et les philosophes, elle en vint, par un autre chemin, à la conviction que ce mode despotique de gouvernement était non seulement en Russie, mais partout ailleurs, le meilleur de tous.

Nous l'avons dit : la doctrine de Voltaire et surtout celle des encyclopédistes, sans parler de Rousseau, dont Catherine n'apprécia pas le génie, conduisaient directement à ce résultat. La théorie du *despotisme éclairé* est sortie de cette école, et elle était faite pour séduire l'héritière de Pierre le Grand. Entre cette théorie, comme la comprenaient les philosophes, et la pratique de l'autocratie tsarienne en Russie, il y avait assurément un abîme. Mais Catherine devait fatalement le franchir. En outre de l'action corruptrice du pouvoir lui-même qu'elle exerça, une troisième influence l'y conduisit.

Pendant le cours de son règne, elle eut à subir deux crises qui exercèrent sur la marche de ses idées, la dernière surtout, une action énergique dans un sens contraire au mouvement initial ; en allant au-devant de la liberté, elle fit deux rencontres, propres l'une et l'autre à lui donner l'envie de rebrousser chemin : celle de Pougatchef d'abord, ce représentant sinistre des franchises populaires s'affirmant par d'odieux excès ; celle de la Révolution française ensuite, cette banqueroute lamentable de l'idéal philosophique noyé dans le

sang. Le libéralisme de Catherine ne résista pas à cette double épreuve. Elle eut beau deviser encore avec ses amis les philosophes sur le thème de l'émancipation progressive des masses asservies, et même légiférer par boutades en ce sens, l'élan primitif, la foi, l'assurance de bien faire n'y étaient plus ; le ressort était cassé. Dès l'année 1775, au lendemain de la répression de la *Pougatchefchtchina*, le changement devient apparent : désormais les décisions de l'impératrice et celles de ses subordonnés directs font seules loi, annulent l'action des corps constitués, quels qu'ils soient, de ceux mêmes, comme le Conseil d'État, que Catherine a appelés à la vie. Et il est de plus en plus rarement question de clémence. On envoie au contraire une verte réprimande au comte Zahar Tchernichof, vice-président du Conseil de la guerre, pour retard apporté à l'exécution d'une sentence condamnant au knout, à l'ablation du nez et à la déportation en Sibérie un certain Bogomolof, qui, en état d'ivresse, s'est attribué le nom et la qualité de Pierre III. Et le temps est loin où, parlant de *L'Esprit des lois*, on l'appelait « le bréviaire des souverains, pour peu qu'ils aient le sens commun », où l'on écrivait à madame Geoffrin :

« Le nom du président de Montesquieu prononcé dans votre lettre m'a arraché un soupir ; s'il était en vie, je n'épargnerait… (*sic*). Mais non, il me refuserait comme… » Catherine voulait dire qu'elle n'épargnerait rien pour engager l'illustre écrivain à venir à Saint-Pétersbourg, mais qu'il refuserait sans doute, comme avait fait d'Alembert. Car alors d'Alembert avait paru aussi à l'« élève de Voltaire » un homme apte à conseiller une impératrice de Russie ! Nous dirons ailleurs comment et pourquoi il refusa cet honneur.

La Révolution devait achever ce que Pougatchef avait commencé et consacrer un divorce définitif entre la Catherine des jeunes années et la souveraine impérieuse et hautaine qui, en 1792, fut la première à sonner dans toute l'Europe le tocsin d'alarme contre l'œuvre théorique des philosophes brusquement et brutalement transportée dans le domaine des accomplissements.

3.4

En 1769 encore, la cause de la liberté n'a pas dans toute l'Europe de défenseur plus enthousiaste que l'impératrice de Russie :

« Aux braves Corses, défenseurs de leur patrie et de la liberté, et en particulier au général Paoli : Messieurs ! s'opposer à l'oppression, défendre et sauver la patrie d'une usurpation injuste, combattre pour la liberté, voilà ce que toute l'Europe vous voit faire continuellement depuis bien des années. Il est du devoir du genre humain d'aider et de seconder quiconque témoigne des sentiments aussi nobles, aussi grands et aussi naturels. »

La lettre est de la main de Catherine et signée : « Vos sincères amis les habitants du Nord Pole (*sic*). » Un secours d'argent y est joint, qui doit passer aux yeux des braves Corses pour le produit d'une souscription. Cela, pour leur épargner sans doute l'humiliation d'être subventionnés par une souveraine absolue, et aussi pour leur faire croire qu'il y a dans les environs du « Nord Pole » un nombre respectable de personnes capables de se passionner pour la cause qu'ils défendent.

En 1781, Catherine prend fait et cause pour Necker. Son fameux *Compte rendu*, qui n'est au demeurant qu'un acte d'accusation contre la gestion des finances royales, c'est-à-dire contre la royauté, l'enchante et la réjouit. Elle ne doute pas que le ciel a destiné l'habile Genevois à faire le salut de la France.

Elle n'a certes pas beaucoup de goût en ce moment ni pour la France ni pour la tournure que les événements y prennent ; mais dans ses sentiments hostiles, ou méprisants, la cour tient autant, sinon plus de place que le peuple, et le régime battu en brèche par le flot montant des revendications sociales n'a en aucune façon sa faveur. C'est l'impression qui se dégage de la correspondance qu'elle échange avec son fils et sa belle-fille, pendant le séjour que Leurs Altesses Impériales, voyageant sous le nom du comte et de la comtesse du Nord, font en 1782 à Paris. En voici un échantillon. C'est Catherine qui écrit :

« Que Dieu bénisse la Reine Très Chrétienne, ses pompons, ses bals et ses spectacles, son rouge et ses barbes bien ou mal arrangées. Je ne suis pas

fâchée que tout cela vous ennuie et augmente en vous l'envie de revenir. Mais d'où vient donc que, raffolant de spectacles, tout Paris n'en a pas de mieux joués que les nôtres ? Je le sais bien, moi : c'est que tout le monde quitte le bon spectacle pour le mauvais ; qu'en fait de tragédie on ne leur donne plus que de l'atroce ; que qui ne sait point faire ni comédie pour rire ni tragédie pour pleurer fait des drames ; que la comédie, au lieu de faire rire, fait pleurer ; qu'aucune chose n'est plus à sa place ; que les couleurs mêmes n'ont que des noms abjects et indécents. Tout cela n'encourage aucun talent, mais les dénature. »

Une cour frivole et corrompue au milieu d'une société avilie et poussée par le mauvais exemple venant d'en haut sur la pente d'une déchéance fatale, voilà l'idée que Catherine semble, à cette époque, se faire de la patrie de son « cher maître », lequel, d'ailleurs, lui a fourni les considérants de ce jugement sévère, en reniant à tout propos sa parenté avec les « Velches » méprisables. Ce qui domine toutefois en elle, c'est un sentiment d'indifférence à l'égard des hommes et des choses de là-bas. Longtemps, jusqu'au seuil même de la crise révolutionnaire, les événements qui s'agitent, dans ce milieu lointain, ne lui paraissent avoir aucune importance générale — elle n'en devine pas la portée. Non, quoi qu'on en ait dit, elle ne voit nullement venir la tempête. Le 19 avril 1788, elle écrit textuellement à Grimm : « Je ne suis pas de l'avis de ceux qui croient que nous touchons à une grande révolution. » En apprenant au cours de son voyage en Crimée la résolution prise par Louis XVI de convoquer une assemblée de notables, elle n'y découvre qu'une imitation de sa « commission législative » à elle. Elle invite La Fayette à la rejoindre à Kiev. Pour lui ouvrir les yeux sur l'œuvre que les La Fayette préparent, il faut le coup de tonnerre de la prise de la Bastille. Alors, elle commence à comprendre de quoi il s'agit, et *La Gazette de Saint-Pétersbourg*, qui avait été muette sur la réunion des états et sur le serment du Jeu de paume, éclate, cette fois, en protestations indignées : « La main tremble d'horreur..., etc. » On devine la suite de l'article. Bientôt les constituants sont comparés par l'officieuse feuille à des « gens ivres », en attendant que leurs successeurs le soient à des « cannibales ». À partir de ce moment, les idées de Catherine subissent une altération rapide, et il est curieux de suivre, dans sa correspondance et dans ses entretiens confidentiels, les progrès de cette évolution. En juin 1790, Grimm, qui n'a

pas eu encore le temps de s'apercevoir du changement qui est en train de s'opérer dans l'esprit de la souveraine, demande le portrait de l'impératrice pour Bailly, offrant en échange celui du héros révolutionnaire du jour. Catherine répond :

« Écoutez donc, je ne puis acquiescer à votre traité, et il convient aussi peu au maire du palais qui a démonarchisé la France d'avoir le portrait de l'impératrice *la plus aristocratique de l'Europe* qu'à celle-ci de l'envoyer au maire du palais démonarchiseur ; ce serait mettre et le maire du palais démonarchiseur et l'impératrice *aristocratissime* en contradiction avec eux-mêmes et leurs fonctions passées, présentes et futures. »

Et deux jours après :

« Je vous répète de ne pas donner au maire démonarchiseur le portrait *le plus aristocrate de l'Europe ;* je ne veux rien avoir à faire avec Jean Marcel qu'on enverra à la lanterne au premier jour. »

Ainsi voilà le républicanisme jeté à l'eau. Il n'en est pas de même de la philosophie. L'impératrice en tient encore pour elle. Elle cherche à dégager sa responsabilité dans les événements présents :

25 juin 1790.

À Grimm.

Il faudra que l'Assemblée nationale fasse jeter au feu tous les meilleurs auteurs français et tout ce qui a répandu leur langue en Europe, car tout cela dépose contre l'abominable grabuge qu'ils font... Pour de la multitude et de son avis, il n'y a pas grand cas à en faire.

C'est cette dernière phrase surtout qui dénonce l'antagonisme, désormais irréductible et ne pouvant que s'aggraver, entre l'esprit de Catherine et celui de la Révolution. C'est le rôle, de plus en plus prépondérant, de la multitude dans les événements dont Paris devient le théâtre qui choque et offense la souveraine. Il fut un temps où, à cet égard aussi, elle nourrissait d'autres idées. Au début de son règne, en réunissant sa commission législative, elle ne faisait pas autre chose, au fond, que d'en appeler à la masse de ses sujets. Mais c'est alors aussi qu'étant entrée en contact pour la première fois avec l'élément populaire, elle en vint peu à peu à changer de sentiment à son

égard. Peut-être eut-elle tort de généraliser ses impressions, mais elle manquait de points de comparaison. Elle dut établir son opinion sur les exemples qu'elle avait sous les yeux, et cette opinion se traduisit par un mépris profond. En 1787, son secrétaire Chrapowiçki lui faisant remarquer l'affluence énorme de paysans qui accourent pour la voir et la saluer dans une ville de province, elle répond avec un haussement d'épaules : « Ils viennent de même pour voir un ours. » C'est le même esprit qui parle par sa bouche deux ans après, quand, faisant allusion à la composition des clubs politiques en France, elle dit : « Comment des cordonniers peuvent-ils se mêler d'affaires ? Un cordonnier ne sait faire que des souliers. »

Et bientôt la philosophie est abandonnée à son tour. Catherine parle encore avec estime des « bons auteurs français », mais elle fait son choix, et, Voltaire mis à part, elle jette au rebut tous ceux du XVIIIe siècle. Diderot, d'Alembert et Montesquieu lui-même sont sacrifiés du coup :

Le 12 septembre 1790.

À Grimm.

Il faut dire la vérité, le ton régnant chez vous est le ton de la crapule ; ce n'est pas cependant ce ton-là qui illustra la France... Qu'est-ce que les Français feront de leurs meilleurs auteurs, qui tous presque vivaient sous Louis XIV ? Voltaire même, tous sont royalistes ; ils prêchent tous l'ordre et la tranquillité, et tout ce qui est opposé au système de l'hydre aux douze cents têtes.

L'Assemblée nationale est jugée d'une façon de plus en plus acerbe. Le 7 août 1790, Chrapowiçki note dans son journal : « Dit en présence de Sa Majesté, parlant de la France : "C'est un pays métaphysique ; chaque membre de l'Assemblée est un roi et chaque citoyen un animal." » — « Reçu avec approbation. »

En même temps, on écrit à Grimm :

Le 27 septembre 1790.

Au lit, j'ai fait des réflexions, et, entre autres, j'ai pensé qu'une des causes pourquoi les Mathieu de Montmorency, les Noailles, etc., sont si mal élevés et pensent si peu noblement qu'ils ont été les premiers promoteurs du décret qui

abolit la noblesse… c'est en vérité de ce qu'on a aboli chez vous les écoles des Jésuites : on a beau dire, ces coquins-là veillaient aux mœurs et aux goûts des jeunes gens, et tout ce que la France a eu de meilleur est sorti de leurs écoles.

Le 13 janvier 1791.

On ne sait jamais si vous êtes en vie au milieu des meurtres, des carnages et des troubles du repaire de brigands qui se sont emparés du gouvernement de la France et qui vont en faire la Gaule du temps de César. Mais César les réduisit ! Quand viendra ce César ? Oh ! il viendra, gardez-vous d'en douter.

Le 13 mai 1791.

La meilleure des constitutions possibles ne vaut pas le diable, puisqu'elle fait plus de malheureux que d'heureux, que les braves et honnêtes gens en pâtissent et qu'il n'y a que les scélérats qui s'en trouvent bien, parce qu'on leur remplit les poches et que personne ne les punit.

Voici pourtant de quelle façon modérée Catherine est capable encore, à cette époque, de discuter un des principes révolutionnaires les plus offensants pour elle. Sa lettre du 30 juin 1791 au prince de Ligne en témoigne :

Je pense que les Académies devraient fixer un prix primo pour la question : qu'est-ce que l'honneur ou la valeur, synonymes précieux aux oreilles héroïques, deviennent dans l'esprit d'un citoyen actif sous un gouvernement soupçonneux et jaloux jusqu'à proscrire toute distinction, tandis que la nature même a donné à l'homme d'esprit la prééminence sur le sot, que le courage est fondé sur le sentiment de la force du corps ou de celle de la tête ? Second prix à donner pour la question : a-t-on besoin de l'honneur et de la valeur ? Et, si on en a besoin, comme quoi il ne faut pas proscrire l'émulation et lui donner pour entrave une insupportable ennemie : l'égalité.

Mais bientôt les sentiments violents l'emportent :

Le 1er septembre 1791.

Si la Révolution française prend en Europe, il viendra un autre Gengis ou Tamerlan la mettre à la raison : voilà son sort ; soyez-en assuré ; mais ce ne sera pas de mon temps, ni, j'espère, de celui de M. Alexandre.

Survient la nouvelle de la mort de Louis XVI. Catherine, nous l'avons raconté, se sent comme frappée au cœur, elle-même. Elle se met au lit, elle a la fièvre ; elle crie à son confident :

Le 1er février 1793.

*Il faut absolument exterminer jusqu'au nom des Français ! L'égalité est un monstre. Il (*sic*) veut être roi !*

Cette fois, l'holocauste est complet. Voltaire y passe comme les autres. Puis, ce sont dans la bouche et sous la plume de l'impératrice des appels à la vengeance presque sauvages, des projets de répression extravagants :

Le 15 février 1794.

Je propose à toutes les puissances protestantes d'embrasser la religion grecque, pour se préserver de la peste irréligieuse, immorale, anarchique, scélératique et diabolique, ennemie de Dieu et des trônes, c'est la seule apostolique et véritablement chrétienne. C'est un chêne à racines profondes.

Ainsi, après César, elle appelle Tamerlan et son glaive exterminateur ; après les jésuites, un pope à longue barbe, qui fera entrer les peuples éperdus dans le giron sauveur de l'Église orthodoxe. Le César dont elle parle est-il celui que la France et l'Europe ont eu à subir en effet ? Oui et non. Ce César-là, elle ne l'a pas non plus aperçu tout d'abord. En 1791, elle songeait, le sens de son invocation l'indique, à quelque justicier venant du dehors. Elle n'avait en perspective qu'un Brunswick quelconque. Plus tard seulement, sa vision change d'aspect, se précisant en même temps, et alors, il faut le dire, elle serre de près la réalité à venir, elle la touche presque. Catherine *voit* Napoléon avant qu'il ait paru ; elle le montre du doigt ; elle décrit ses traits : « Si la France sort de ceci — ces lignes sont du 11 février 1794 — elle aura plus de vigueur que jamais ; elle sera obéissante et douce comme un agneau ; mais il lui faut un homme supérieur, habile, courageux, au-dessus de ses contemporains et peut-être du siècle même. Est-il né ? Ne l'est-il pas ? Viendra-t-il ? Tout dépend de cela. S'il s'en trouve, il mettra le pied devant la chute ultérieure, et elle s'arrêtera là où il se trouvera, en France ou ailleurs. »

Les hommes de la Révolution qui ont précédé Napoléon se trouvent, bien entendu, avoir leur part de l'indignation de l'impératrice et de la sévérité de ses jugements. La Fayette est appelé maintenant : « Dadais le Grand. »

Mirabeau est mieux traité tout d'abord. Les éloges prodigués à son loyalisme tardif par *La Gazette de Saint-Pétersbourg* indiquent qu'on n'y ignore pas les relations du tribun avec la légation russe à Paris et les services que celle-ci se croit en mesure d'attendre de lui. Mais, après sa mort, l'opinion personnelle de Catherine s'affirme énergiquement en sens contraire : « Mirabeau, écrit-elle à Grimm, était l'être colossal ou monstrueux de notre temps, car dans un autre il aurait été fui, détesté, enfermé, pendu, roué, etc. »

Et trois jours après : « Je n'aime pas les honneurs rendus à Mirabeau, et je ne comprends pas pourquoi, à moins que ce ne soit pour encourager la scélératesse et tous les vices. Mirabeau mérite l'estime de Sodome et de Gomorrhe. »

Elle est bien revenue aussi sur le compte de Necker : « Je partage les sentiments de M.F. (?) pour Malet du Pan et pour ce très vilain et bête Necker : je les trouve non seulement haïssables, mais outre cela bavards et ennuyeux au possible. »

Elle n'est pas tendre pour le duc d'Orléans : « J'espère que jamais aucun Bourbon ne voudra plus porter le nom d'Orléans, d'après l'horreur que le dernier qui l'a porté inspire. »

Quant à l'abbé Sieyès, elle en fait bon marché : « Je souscris à la pendaison de l'abbé Sieyès. »

Il est juste de dire que les révolutionnaires la payent de retour. Volney renvoie la médaille d'or dont l'impératrice l'a jadis gratifié. Sylvain Maréchal, dans son *Jugement dernier des rois*, montre l'autocratrice des Russies se livrant à un pugilat grotesque avec le pape, qui lui lance sa tiare à la tête, après quoi l'impératrice est engloutie avec tous ses complices par un volcan qui s'ouvre sous ses pieds. *Le Moniteur* n'est pas toujours aimable pour elle.

Cependant, ceci est à observer, tout d'abord et assez longtemps, Catherine, bien qu'elle condamne sévèrement le mouvement révolutionnaire, n'entreprend contre lui soit en Russie, soit ailleurs, aucun acte de répression directe. Elle reste spectatrice passive et en quelque sorte désintéressée des événements qui se précipitent. Elle semble dire par toute son attitude que ces choses-là ne la regardent pas personnellement, que, quoi qu'il arrive, elle n'a

rien à craindre de cette crise ni pour elle ni pour son empire. Au fond, elle en demeure probablement convaincue jusqu'à la fin. Seulement, il arrive cette fois-ci encore que les combinaisons ou pour mieux dire les improvisations de sa politique viennent à en imposer à ses convictions. L'époque précise où elle se décide à sortir de son inaction indique suffisamment les raisons qui la font agir : c'est le moment où, ayant réglé ses affaires avec la Turquie et avec la Suède, elle juge l'heure venue d'intervenir en Pologne et d'y mettre la dernière main à l'œuvre maîtresse de son règne. La Révolution française apparaît alors à ses yeux comme une de ces « conjonctures » propices, qui, avec les conjectures et les circonstances, font, à ce qu'elle imagine, toute la politique. Un dialogue avec son secrétaire Chrapowiçki, à la date du 14 décembre 1791, traduit clairement sa pensée à cet égard :

— Je me casse la tête pour engager les cours de Berlin et de Vienne dans les affaires françaises.

— Elles ne sont pas très actives.

Non. La cour de Berlin irait, mais celle de Vienne reste en arrière. Ils ne me comprennent pas ! Ai-je tort ? Il y a des raisons qu'on ne peut pas dire. Je veux les engager dans ces affaires pour avoir les coudées franches. J'ai beaucoup d'entreprises non achevées. Il convient qu'ils soient occupés et ne m'empêchent pas. Et aussitôt Catherine met en branle le tocsin. Elle s'était contentée jusqu'à présent de faire publier à Paris, par son ministre Simoline (en août 1790), un ukase ordonnant à tous ses sujets de quitter la France, afin qu'un plus grand nombre parmi eux ne s'avisât d'imiter l'exemple du jeune comte Alexandre Strogonof, qui était entré avec son précepteur dans un club révolutionnaire. Mais elle n'avait pas même songé à proscrire de son empire les publications incendiaires venant des bords de la Seine. La Russie restait le seul pays en Europe ouvert à la circulation des gazettes imprimées à Paris. Un numéro du *Moniteur* fut confisqué, parce qu'il s'exprimait d'une façon inconvenante sur le compte du grand-duc Paul et de divers personnages de la cour. À partir de ce jour, Catherine voulut examiner chaque numéro avant d'en autoriser la distribution. Elle en vit bientôt un où elle-même, à son tour, était fort maltraitée : on la qualifiait de « Messaline du Nord ». « Cela ne regarde que moi », dit-elle fièrement, et elle ordonna la distribution. Elle tolérait la présence à Saint-Pétersbourg du propre frère de

Marat, qui, tout en désapprouvant les fureurs sanguinaires de l'autre, ne cachait pas ses sentiments républicains. Précepteur dans la maison du comte Saltykof, il venait souvent à la cour avec son élève. En 1792 seulement, il change de nom et prend celui de Boudri. C'est qu'alors tout change subitement autour de lui : l'impératrice s'embarque dans la campagne antirévolutionnaire, sans grand enthousiasme d'abord, par pure manœuvre politique, mais de plus en plus sincèrement et de plus en plus passionnément aussi, entrant peu à peu dans la peau du personnage qu'elle a voulu jouer et en prenant, au naturel, les idées, les sentiments et les instincts. Elle ne se contente pas de combattre l'esprit révolutionnaire en France et chez des Français, elle le poursuit en Russie, chez les Russes eux-mêmes, ce qui est vraiment lui faire trop d'honneur. Pour la France, elle rédige, en 1792, un mémoire sur le moyen d'opérer le rétablissement de la monarchie. Elle n'y fait d'ailleurs pas preuve d'un grand jugement. Elle croit qu'un corps de dix mille hommes, qui traverserait le pays d'une extrémité à l'autre, suffirait à la besogne. La dépense ne serait que de 500 000 livres qu'on emprunterait à Gênes. La France, une fois rendue à son roi, rembourserait la somme. À l'égard des Français imbus de l'esprit révolutionnaire, qui peuvent se trouver sous sa domination, elle imagine le fameux ukase du 3 février 1793, qui les astreint, sous la menace d'une expulsion immédiate, à la prestation d'un serment, dont la formule n'aurait pas été mieux conçue par un tribunal d'inquisiteurs. Elle ne traite pas ses sujets avec plus d'indulgence. Pour les prémunir contre la contagion du jacobinisme, elle a recours à des armes pour lesquelles elle n'aurait pas eu assez de mépris au commencement de son règne. En apprenant le choix qu'elle fait de Prozorofski pour le poste de gouverneur de Moscou, Patiomkine écrit à son impériale amie :

« Vous avez tiré de votre arsenal la plus vieille pièce d'artillerie, qui certainement tirera dans le but que vous lui indiquerez, car elle n'a pas d'orientation propre ; mais prenez garde qu'elle ne couvre pas de sang dans la postérité le nom de Votre Majesté. »

Prozorofski et ses collaborateurs de Moscou et de Pétersbourg, Arharof, Chechkofski et Pestel, semblèrent, suivant l'énergique expression d'un écrivain russe, « comme sortis inopinément à la lumière du jour des chambres de torture du *Préobrajenski Prikaz*, déjà tombées dans la nuit de l'oubli ». Le procès du publiciste moscovite Novikof, condamné à quinze ans

de forteresse pour la suite donnée à des publications auxquelles l'impératrice avait elle-même collaboré autrefois, inaugure un régime qui ne justifie que trop les appréhensions de Patiomkine. Catherine s'en prend jusqu'aux cravates à la française, hautes et couvrant le menton, que les dandys de Pétersbourg, le prince Boris Galitzine en tête, s'obstinent à porter.

Nous aurons occasion de revenir sur ces souvenirs. Nous ne cherchons, pour le moment, qu'à dégager les idées inspirées à Catherine par le grand cataclysme politique et social de la fin du XVIIIe siècle. Ces idées, il faut en convenir, furent mesquines. Catherine ne sut pas voir ce que, à travers des erreurs déplorables et de coupables égarements, le mouvement qu'elle chercha à réprimer portait en soi de noble, d'élevé, de généreux. Peut-être aussi l'esprit seul ne pouvait-il suffire à la compréhension de ces choses. Il y fallait encore une certaine élévation propre de sentiments, que Catherine ne posséda jamais. Tout en cherchant à combattre la Révolution, elle prit son temps pour étrangler sur les bords de la Vistule le dernier vestige de l'indépendance nationale : c'était affaire de politique ; passons condamnation là-dessus. Mais, la lutte terminée en Pologne, elle n'eut ni un élan de cœur, elle femme, ni une lueur d'intelligence, elle grande souveraine, pour ce qui avait fait l'honneur de la République expirante et sa réhabilitation devant la postérité, pour la résistance dernière des vaincus et pour le héros qui en personnifia l'inutile effort et la tragique destinée. Ayant fait venir à Pétersbourg comme un malfaiteur ce soldat vaincu, que Michelet nommait « le dernier chevalier de l'Occident et le premier citoyen de l'Europe orientale », dont Napoléon plus tard, au faîte de sa puissance, sollicita le concours et qui, habitant une auberge suisse, ne se laissa pas éblouir par Napoléon, elle n'éprouva même pas la curiosité de le voir. Elle se contenta de l'injurier. « Kostiouchko — elle n'a même pas appris à épeler son nom — amené ici, a été reconnu pour un sot dans toute la valeur du terme, très au-dessous de la besogne. » Voilà sa façon de juger l'homme. « Ma pauvre bête de Kostiouchka (*sic*) », lisons-nous dans une autre de ses lettres. C'est toute la pitié qu'elle sut donner au soldat qui venait de tomber sur le champ de bataille de Maciejowice, le cœur déchiré et le flanc ouvert d'une blessure par laquelle on a pu croire que l'âme tout entière d'un grand et noble peuple s'exhalait dans un cri de suprême agonie.

Paul Ier, en arrivant au pouvoir, alla, dit-on, voir l'ex-dictateur dans sa prison et s'inclina devant lui, en lui demandant pardon pour sa mère. Ce n'est peut-être qu'une légende et c'est tant pis pour le fils de Catherine. Du moins rendit-il la liberté au prisonnier. Catherine, elle, n'y avait pas songé.

Nous avons entendu un Allemand, qui occupe aujourd'hui encore une haute situation à Vienne, nous dire qu'étant cosmopolite, il aimait également toutes les nationalités, moins une, la sienne, cela parce que, à côté de beaucoup de qualités, elle avait un défaut qui lui répugnait entre tous : elle ne savait pas être généreuse.

En un sens, et à ce point de vue, dont nous ne voulons pas apprécier la justesse, Catherine resta allemande. Elle aima à donner et sut même pardonner quelquefois ; elle demeura inaccessible toujours à certains sentiments que la faiblesse, la souffrance, le malheur, éveillent naturellement dans les cœurs bien nés. Les idées que nous lui connaissons ne lui permettaient pas aussi de saisir un certain type de grandeur simple. Sa simplicité à elle était tout d'apprêt et de convention. Elle jouait encore un rôle en se montrant sous cet aspect. Elle consentait à descendre de l'Olympe et y trouvait même du plaisir, mais il fallait que l'Olympe et toute sa parade ne fussent pas loin. C'est pour cela qu'en 1782 elle se refusa à l'honneur de recevoir chez elle Franklin. « Je ne l'aime pas », disait-elle. Elle ne le comprenait pas. En 1795, elle ne comprit pas Kociuszko.

Est-il vrai qu'elle ait jamais fait écho à celui des souverains, ses contemporains, pour lequel elle professa longtemps le plus de mépris, nous voulons dire Louis XV, en répétant à sa façon le fameux mot : « Après moi le déluge » ? — *« Poslie mienia hot trava nie rosti »* (« Après moi l'herbe peut cesser de pousser »), l'aurait-on entendue dire à la fin de sa vie. Il se peut. Mais, pour en arriver là, il lui a fallu renier tout ce qui avait fait la gloire et la véritable grandeur de son règne, et tout ce qui vaut aujourd'hui encore à son nom cette immortalité dont elle eut, paraît-il, « l'ivresse » sublime.

LIVRE II. LA SOUVERAINE

Chapitre 1

ART DE GOUVERNER

I. Une souveraine entreprenante et un pays en friche. — Le bilan du règne de Catherine. — « 492 hauts faits accomplis ! » — La part du bonheur. — Les autres éléments de succès. — Art de mise en scène et empire sur soi-même. — Pouvoir exercé sur les autres. — Un diplomate français en détresse. — II. Habileté dans le maniement des hommes. — La souveraine et l'enjôleuse. — Une Circé impériale. — Les robes de chambre du prince Patiomkine. — Les serviteurs de l'impératrice. — Dans le bonheur et dans le malheur Catherine n'abandonne jamais les siens. — Prestige souverain. — III. Activité dévorante. — Les soucis du gouvernement et les melons d'Astrakhan. — Catherine dans le rôle de marieuse. — Catherine dirigeant les opérations de la guerre de Suède et faisant le service de l'intendance. — Un convoi d'approvisionnements improvisé. — IV. Les procédés personnels de Catherine. — Un art nouveau. — Un précurseur de M. de Bismarck. — La surprise de l'Europe. — Jugements pessimistes des diplomates de la vieille école. — Opinion du baron de Breteuil et du comte de Solms. — Appréciation du comte de Saint-Priest. — Ressorts nouveaux mis en action par Catherine. — La presse et l'opinion publique. — Inauguration du journalisme militant. — Les « reptiles » du XVIIIe siècle. — Une réclame colossale. — Pratique accessoire des anciennes méthodes. — Le cabinet noir de Catherine. — Prépondérance des procédés nouveaux et de l'improvisation. — Les vieilles traditions. — Un relent du vieux terroir moscovite. — Triomphe du despotisme. — Opinion de Catherine sur sa science du gouvernement. — Comparaison avec les procédés de la monarchie en France. — V. Défaillances de son art. — Absence d'habileté dans le choix des hommes érigée en méthode. — Maximes aventureuses. — Consommation outrée et pénurie de chefs d'emploi. — Optimisme extravagant. — La légende des villages peints sur toile. — Réalité analogue. —

Catherine « regarde et ne voit pas ». La conquête de la Tauride. — Une féerie gigantesque. — L'établissement d'une métropole. — Iekatierinoslaf. — Une ville qu'un gouverneur de province ne parvient pas à trouver. — La victoire de l'obéissance passive. — Un banquier qui court le risque d'être empaillé. — Le pouvoir de l'argent. — Gaspillage et corruption. — Résultats obtenus.

1.1

« J'aime les pays en friche, a écrit Catherine. Je l'ai dit mille fois : je ne suis bonne qu'en Russie. » Elle prouvait ainsi la prodigieuse lucidité d'esprit qui lui permettait d'accomplir, occasionnellement au moins, ce tour de force : une juste appréciation de ses propres mérites. Le prince Henri de Prusse, qui, envoyé en reconnaissance à Saint-Pétersbourg par son frère, y vit la souveraine de près et l'étudia avec l'application d'un Allemand qui veut aller au fond des choses, a dit aussi un jour, en causant avec le comte de Ségur :

« Elle (Catherine) jette un grand éclat ; on la vante ; on l'immortalise de son vivant ; ailleurs, elle brillerait sans doute beaucoup moins ; mais dans son pays elle a plus d'esprit que tout ce qui l'entoure. On est grand à bon marché sur un pareil trône. »

Catherine ne méconnaissait pas enfin un des éléments, et le plus essentiel peut-être, de tous ses succès : le bonheur. « Je n'ai que du bonheur », disait-elle volontiers. Comment d'ailleurs aurait-elle fait pour ne pas apercevoir sur le chemin de sa vie ce facteur indispensable de toutes nos prospérités ? En 1770, elle copiait de sa main une note de son amiral improvisé, le commandant en chef de ses forces navales du Levant, Alexis Orlof, qui, quoiqu'il n'eût jamais vu jusqu'alors ni vaisseaux ni marins, en savait assez au bout de huit jours pour voir que ceux avec lesquels on lui ordonnait de vaincre « ne valaient pas le diable ». Les hommes ne savaient pas ou ne voulaient pas faire la manœuvre, les officiers ne savaient pas ou

oubliaient le commandement, les bâtiments s'échouaient les uns après les autres ou perdaient leur gréement. « Les cheveux se dressent sur la tête, en regardant ces choses, écrivait Orlof. Si on avait affaire à d'autres qu'à des Turcs, l'affaire de cette escadre ne serait pas longue. » C'est cette escadre avec son amiral qui remporta la victoire de Tchesmé, détruisant de fond en comble une des plus belles flottes que la Turquie eût jamais mises à la mer. Et en 1781 déjà, Catherine envoyait à Grimm le résumé suivant de l'histoire de son règne, rédigé par son nouveau secrétaire et factotum, Bezborodko, dans la forme bizarre d'un inventaire :

Gouvernements érigés selon la nouvelle forme 29

Villes bâties 144

Conventions et traités conclu 30

Victoires remportées 78

Édits mémorables, portant lois ou fondations 88

Édits pour soulager le peuple 123

Total 492

Quatre cent quatre-vingt-douze hauts faits à l'actif ! Ce bilan étourdissant, où se révèle d'une façon si naïve tout ce qu'il y avait de romanesque, d'extravagant, d'un peu enfantin et de très féminin dans le génie extraordinaire qui domina la Russie et un peu l'Europe pendant trente-quatre ans, fera sans doute sourire le lecteur. Il ne s'en trouve pas moins correspondre, en réalité, à un ensemble de grandes choses accomplies sous l'inspiration directe de celle qui l'invoquait alors.

Et tout cela, n'était-ce bien, en effet, que la part du bonheur ? Non certes ! Le prince Henri de Prusse s'est montré trop sévère, Catherine a voulu être trop modeste, et nous l'avons reconnu par avance en parlant du caractère de la grande souveraine. Avec un caractère comme celui-là, on met généralement autre chose que du hasard et de la réussite dans la balance des destinées humaines auxquelles on est appelé à présider. Catherine y mit tout d'abord des qualités remarquables de tenue. Le 3 juillet 1764, l'envoyé de Frédéric, comte de Solms, écrivait à son maître :

« Du côté de la nation, il y a beaucoup de mécontentement et de fermentation, et beaucoup de courage et de fermeté, du moins en apparence, du côté de l'impératrice. Elle est partie d'ici (pour la Livonie) avec l'air le plus serein et la contenance la plus assurée, quoique, deux jours auparavant, il y ait eu une mutinerie dans les gardes. »

Dans une autre circonstance, le prince de Ligne a noté :

« Je suis le seul qui ai vu qu'un quart d'heure seulement la dernière déclaration de guerre des Turcs lui fit penser modestement qu'il n'y avait rien de stable au monde, et que la gloire et les succès étaient incertains. Elle sortit de son appartement avec l'air serein tel qu'elle l'avait avant le départ de son courrier. »

Imposant à tout le monde, à ses amis comme à ses ennemis, par cette attitude, Catherine ne se laisse jamais imposer par rien ni par personne, ne perd jamais contenance. En 1788, au moment où va éclater la guerre suédoise, il y a, dans l'armée comme dans l'administration, mais dans l'armée surtout, une terrible pénurie d'hommes. Le comte d'Anhalt se présente, recommandé par une réputation militaire européenne, et offre ses services. Il est reçu à bras ouverts. Mais il demande le rang de général en chef et le commandement suprême. Refus de Catherine. Stupéfaction indignée du condottiere allemand, qui déclare qu'il ira planter ses choux. « Soignez-les bien », répond tranquillement l'impératrice.

Pour augmenter le prestige qu'elle exerce, elle ne dédaigne pas, parfois, de recourir à certains artifices, à certains effets qui sentent l'arrangement et la pose. Le comte de Ségur, en présentant ses lettres de créance, aperçoit « quelque chose de théâtral » dans le maintien de l'impératrice ; mais ce « quelque chose » donne au nouveau venu une si grosse émotion, qu'il en oublie son discours préparé à l'avance et communiqué selon l'étiquette. Il est obligé d'en improviser un autre. Un de ses prédécesseurs, encore plus ému, n'avait jamais pu, s'il faut en croire Catherine, aller au-delà de ces mots : « Le roi mon maître… », qu'il répéta trois fois de suite. À la troisième fois, Catherine mit fin à son supplice en disant qu'elle connaissait depuis longtemps les bons sentiments de son maître pour elle. Mais elle le tint, à partir de ce moment, pour un sot, quoiqu'il eût à Paris une réputation d'homme d'esprit. Elle n'était indulgente que pour ses domestiques. Il

convient de dire qu'elle était en droit de se montrer exigeante à l'égard de ceux qui se trouvaient dans le cas de lui adresser la parole, car, ainsi que l'a observé le prince de Ligne, elle possédait « l'art d'écouter ». « Elle avait, dit-il, tant d'habitude de présence d'esprit qu'elle avait l'air d'entendre, quand même elle pensait à autre chose. » Le prince de Ligne ajoute que cependant son impératrice à lui, Marie-Thérèse d'Autriche, avait « bien plus de magie et de séduction ». Catherine montre plus d'autorité. Aussi a-t-elle soin de défendre contre toute atteinte ce côté de son prestige souverain. Un jour, à un dîner officiel, ayant à témoigner du mécontentement à l'envoyé d'une puissance étrangère, elle lui fait une de ces scènes dont Napoléon se montra plus tard si prodigue. Au milieu de son algarade, elle entend son secrétaire, Chrapowiçki, faisant à demi-voix l'observation qu'il est regrettable que la *matouchka* s'emporte de la sorte. Elle s'arrête net, change de conversation, se montre aimable et enjouée jusqu'à la fin du repas ; mais en sortant de table, elle va droit à l'interrupteur : « Comment oses-tu critiquer mes paroles en public ! » Sa voix tremble de colère, et la tasse de café qu'elle tient en main court grand risque de tomber à terre. Elle quitte la tasse sans la vider et congédie l'infortuné secrétaire. Celui-ci se croit perdu. Il s'en retourne chez lui, attendant, pour le moins, un ordre de départ sur la route de la Sibérie. On vient le chercher de la part de Sa Majesté. Catherine est encore très excitée et l'accable de reproches. Il tombe à genoux. « Tenez, lui dit alors l'impératrice en lui offrant une tabatière garnie de diamants, gardez ceci, et, quand vous aurez encore des observations à faire en public sur ce que je dis ou fais, retenez votre langue et prenez une prise. L'avis pourra m'être bon. »

Avec un tel empire sur soi-même, il est rare qu'on n'en exerce pas un très grand sur les autres. Celui dont Catherine dispose est énorme, et tous les traits de son caractère, de son tempérament et de son esprit contribuent à le mettre en valeur. Son attitude impose et fascine, son énergie, sa fougue, son entrain juvénile, sa confiance, son audace, sa verve, sa manière de présenter les choses comme elles se présentent à ses yeux, c'est-à-dire avec les dehors les plus séduisants, son mépris des dangers et des difficultés, fait pour une bonne moitié d'ignorance et pour un bon tiers de folie aventureuse, sa façon de rêver les yeux ouverts, cette espèce d'hallucination grandiose, dans laquelle elle se meut et au travers de laquelle elle finit par étreindre la réalité, tout cela lui sert à faire marcher les hommes bons ou mauvais, habiles ou

maladroits, dont elle dispose et qu'elle pousse au but comme un cavalier fait d'un cheval, flatté et cravaché tour à tour, éperonné, secoué et porté en quelque sorte par l'effort d'une volonté qui décuple le travail de ses muscles. Il faut lire la correspondance de la souveraine avec ses généraux de la première guerre turque, Galitzine et Roumiantsof. Galitzine est une non-valeur, Roumiantsof une haute capacité militaire : à peine prend-elle garde à la différence. Il faut qu'ils marchent tous les deux. Il faut qu'ils battent les Turcs l'un et l'autre. Il est impossible qu'ils n'y arrivent pas. Les Turcs, qu'est-ce que cela ? Un troupeau, et non une armée ! Et puis, « l'Europe les regarde ! ». On croit entendre Napoléon aux Pyramides. Elle remercie Roumiantsof pour un poignard turc qu'il lui a envoyé, mais la capture de deux *hospodars* ferait mieux son affaire. Ce n'est pas encore assez : « Je vous prie à l'occasion de m'envoyer le vizir lui-même, et, si Dieu le permet, Sa Hautesse le Sultan lui-même. » Elle s'occupe d'ailleurs de leur rendre la victoire facile : « Elle allume l'Empire turc aux quatre coins. » Elle en prévient son ministre de la Guerre, afin qu'il se mette en mesure : « Monsieur, monsieur, j'ai besoin de beaucoup de canons… Que faire si ces canons sont chers ?… » On dirait d'une élégante réclamant un supplément de costumes de chez le bon faiseur. Elle ajoute : « J'ai maintenant une armée au Cuban, une armée agissant contre les Turcs, une armée contre les Polonais sans cervelle, je suis prête à me colleter avec la Suède et encore trois *soumatohi* (bagarres) *in petto*, que je n'ose pas montrer. Envoie-moi, si tu peux, sans attirer l'attention, une carte de la Méditerranée et de l'Archipel, et puis prie Dieu, Dieu arrangera tout. »

Mais voici qu'en septembre 1771 un des lieutenants de Roumiantsof, le général Essen, essuie une défaite sous les murs de Giourgi. Ce n'est rien ! « Où il y a eu de l'eau, il y en aura encore », dit le proverbe russe. Le proverbe russe a raison. « Dieu nous aime bien, mais nous punit quelquefois pour ne pas nous rendre trop fiers. » Il faut aller de l'avant, et tout sera bientôt réparé. Roumiantsof va de l'avant, il passe la rive droite du Danube. Victoire ! crie Catherine. Vite une plume pour envoyer la bonne nouvelle à Voltaire, pour la répandre à travers l'Europe entière. Hélas ! pour obéir à sa souveraine, Roumiantsof a trop entrepris. Il est obligé de battre en retraite. Il s'excuse en invoquant l'état de son armée. Il s'imagine avoir auprès de l'impératrice des ennemis qui font exprès pour le laisser manquer de vivres

et de munitions. « Il ne sait ce qu'il dit ! » Catherine n'a jamais entendu qu'il eût des ennemis capables de le desservir auprès d'elle. Il est impossible que cela soit. « Elle n'a pas autour d'elle des gens pour lui chuchoter à l'oreille… Elle n'aime pas les rapporteurs… Elle juge les gens capables de bien faire par ce qu'ils font. » Sans doute, l'armée de Roumiantsof est faible. D'autant qu'elle a dû souffrir dans les marches et les contremarches d'une rive du Danube à l'autre… (Un coup de patte, en passant.) Mais l'impératrice ne saurait oublier l'inscription gravée sur l'obélisque qui rappelle la victoire remportée par Roumiantsof à Kagoul : elle porte qu'il n'avait que dix-sept mille hommes sous ses ordres ! Avec son savoir-faire et son énergie, il peut renouveler ce fait d'armes. Pourvu qu'il ne se laisse pas aller au découragement. En avant ! En avant !

1.2

Cette correspondance fait encore découvrir une autre supériorité de Catherine : son habileté dans le maniement des hommes. Là, elle est simplement merveilleuse. Toutes les ressources d'un diplomate rompu à son métier, d'un psychologue subtil et d'une femme maîtresse dans l'art de la séduction, elle les emploie, ensemble ou séparément, et les manie avec une maestria sans égale. S'il est vrai qu'elle prend quelquefois ses amants pour des généraux ou pour des hommes d'État, il est vrai aussi qu'elle traite à l'occasion ses généraux et ses hommes d'État comme des amants. Là où la souveraine n'obtiendrait rien, la Circé intervient. Rien ne servirait de commander, de menacer ou de punir, elle se fait alors enjôleuse et câline. Elle a pour les soldats qu'elle envoie à la mort, en leur demandant de rapporter la victoire, des attentions délicates, des prévenances flatteuses, d'adorables chatteries. Après la bataille de Kinburn (octobre 1787), ayant à envoyer des flots de rubans aux héros de la journée, elle les dispose de ses propres mains dans une corbeille fleurie, qu'elle envoie à Patiomkine. En septembre 1789, elle envoie au prince de Nassau-Siegen, nouveau

commandant de sa flotte, deux robes de chambre bien chaudes, « semblables à celles que j'ai fait passer l'année dernière au maréchal prince Potemkine devant Otchakof, et qui lui ont fait grand bien, à ce qu'il m'a dit lui-même ». Elle flatte les ambitions littéraires du comte de Ségur en lui faisant une douce violence pour mettre à la scène son *Coriolan*, et, au cours de la représentation, elle s'empare de ses deux mains pour le forcer de s'applaudir lui-même. Elle se donne même l'air d'avoir appris la pièce par cœur, récitant à haute voix une douzaine de vers, où, il est vrai, elle a saisi une allusion politique qu'elle se plaît à souligner.

La fortune sourit-elle aux efforts qu'elle a ainsi provoqués et stimulés, elle est reconnaissante avec profusion : honneurs, pensions, dons en argent, en paysans et en terres, pleuvent sur les artisans de sa gloire. Mais il ne lui arrive pas d'abandonner ceux qui n'ont eu que le tort d'être malheureux. En juin 1790, le prince de Nassau-Siegen, le nouveau commandant de sa flotte, se fait battre outrageusement. Elle lui écrit aussitôt :

« J'espère que vous me connaissez assez pour être persuadé que les commérages de la ville, qui apparemment vous sont parvenus, ne sauraient faire aucun effet sur mon esprit. Je connais parfaitement votre zèle ; je lui rends justice ; j'ai partagé très sincèrement votre chagrin ; je suis très fâchée de voir qu'il va jusqu'à déranger votre santé… Hé, mon Dieu, qui est-ce qui n'a pas eu de grands revers dans sa vie ? Les plus grands capitaines n'ont-ils pas eu des journées malheureuses ? Le feu roi de Prusse n'était véritablement grand qu'après un grand revers… Souvenez-vous, mon prince, de vos succès au Sud et au Nord, planez sur les événements, et allez derechef à l'ennemi, au lieu de me demander de nommer un autre commandant à la flotte. Je ne le puis dans ce moment sans donner prise sur vous à vos ennemis. Je fais trop de cas des services que vous m'avez rendus pour ne pas vous soutenir, dans un temps surtout où vous souffrez, à ce que vous me dites, de corps et d'esprit. »

Elle le soutient, en effet, envers et contre tous. Comme, pour obtenir sa retraite, il invoque le mauvais état de ses affaires, elle répond qu'il serait cruel pour elle de ne pouvoir y remédier. « J'ai aimé toute ma vie à me mêler des affaires de ceux qui ont fait les miennes. » Et, la clameur de la cour et de la ville continuant contre le général vaincu, elle lui écrit encore :

« Vous avez agi d'après un plan approuvé par moi et d'après mes ordres, et, comme émanant d'autorité suprême, ils ne sauraient être soumis à aucun examen, parce que, aussi longtemps que je vivrai, je ne souffrirai jamais que ce que j'ai ordonné et trouvé bon en fait de service soit soumis à la révision d'âme qui vive ; aussi personne chez nous ne s'en chargerait. Vous avez raison et vous devez avoir raison, parce que je trouve, moi, que vous avez raison. C'est une raison aristocratique sans doute, mais elle ne saurait être autre sans mettre tout sens dessus dessous. »

Et il en est toujours ainsi. En 1794, le général Igelström, s'étant laissé surprendre à Varsovie par un soulèvement populaire, est mis à la retraite d'office ; mais un jour que l'entourage de l'impératrice s'acharne à l'accabler, elle élève la voix : « Silence, messieurs, n'oubliez pas qu'il m'a servi trente ans et que je lui dois la paix avec la Suède. »

Un fragment de conversation avec le comte Nicolas Roumiantsof, fils du héros de la première guerre turque, qui nous est rapporté par Gretch, indique, d'autre part, l'abondance des moyens dont elle dispose et dont elle use pour obtenir le concours de dévouements utiles. Elle demande au comte s'il croit que c'est chose aisée de gouverner les hommes. « Je pense qu'il n'y a rien de plus difficile, répond Roumiantsof. » « Allons donc ! Il suffit d'observer trois principes : le premier est d'agir de manière que les gens croient qu'eux-mêmes veulent faire ce que vous leur ordonnez. » « Il n'en faut pas plus », interrompt Roumiantsof en s'inclinant. L'amiral Tchitchagof raconte, de son côté, que son frère, étant gentilhomme de la chambre, eut le malheur d'arriver un jour en retard pour prendre son service. L'impératrice s'en aperçut et ne manqua pas de relever cette négligence, mais ce fut sous forme d'éloges prodigués à la mémoire du père de Tchitchagof qui, cinquante ans durant, ne manqua pas une seule fois à son poste. Les témoins de cette scène demeurèrent convaincus que le jeune gentilhomme recevait des marques extraordinaires de la faveur impériale, alors qu'il avoua plus tard n'avoir jamais été plus malheureux et plus confus. « J'ai pour principe de louer tout haut et de gronder tout bas », disait Catherine.

Aussi n'est-il pas aisé d'imaginer la répercussion qu'un mot de sa bouche, un signe de sa main, le plus léger témoignage de satisfaction ou de mécontentement venant de sa part ont fini par trouver dans les âmes

simples, pour la plupart, et facilement impressionnables, auxquelles elle eut affaire. Tchitchagof se souvient aussi qu'un général Voronof, commandant du port de Reval, qu'il avait beaucoup connu, fut frappé d'une attaque d'apoplexie, dont il mourut, à la seule idée d'avoir encouru le déplaisir de la souveraine. Un sous-officier du nom de Stepan Chiraï, envoyé auprès de l'impératrice par Souvorof avec la nouvelle de la prise d'une forteresse, revint de sa mission avec la croix de Saint-Vladimir de 4e classe, que l'impératrice avait elle-même attachée sur sa poitrine. Trente ans plus tard, l'empereur Nicolas songea, le jour de son couronnement, à l'avancer d'une classe. Il rendit la nouvelle croix : il ne pouvait se résoudre à quitter celle qu'il avait reçue de la main de la *matouchka* !

1.3

Nous avons parlé déjà de l'activité de Catherine. C'est assurément encore un élément, point négligeable, de sa fortune prodigieuse. À cet égard, elle a toujours et jusqu'à la fin de sa vie dépensé sans compter. Elle a été réellement « la sentinelle qu'on ne relève jamais », chantée en 1787 par le poète Derjavine. D'après le témoignage du feld-maréchal Münich, elle travaillait quinze heures par jour pendant les premières années, et deux ans avant sa mort, elle écrivait à Grimm :

« Vous pouvez me tourmenter tout à votre aise ; ne vous gênez pas là-dessus. Je suis si accoutumée à être tourmentée dans toutes les directions, qu'il y a longtemps que je ne m'aperçois plus que je le suis. À ma place, on vous fait lire quand vous voulez écrire et parler quand vous désireriez de lire ; il faut rire quand on voudrait pleurer ; vingt choses empêchent vingt autres, et vous n'avez jamais le temps de penser un moment, et, malgré cela, vous devez agir à tout instant sans sentir de la lassitude jamais ni de corps ni d'esprit ; malade ou en santé, cela est indifférent ; toutes choses à la fois demandent que vous y soyez à la minute. »

Nous avons vu, en effet, qu'elle prend souci de beaucoup de choses. En 1767, ayant constaté pendant son séjour à Moscou l'infériorité des melons qu'on y mange, elle fait venir d'Astrakhan et d'Orenbourg des graines d'une qualité supérieure. On sait que quelques années après, elle se servit d'un envoi de ces fruits ainsi amendés pour capter la bienveillance du grand Frédéric. Elle pense aussi à la pomme de terre, et s'applique à favoriser l'introduction de ce tubercule dans la culture nationale. Elle envoie au comte Saltykof des remèdes contre la peste. Elle en trouve de terribles, comme celui de faire mettre le pestiféré dans un endroit froid et sec, de lui donner à boire de l'eau fraîche avec du vinaigre et de le faire frotter deux fois par jour avec de la glace. En 1768, elle s'adresse au même fonctionnaire pour faire venir de Moscou à Pétersbourg des dames jeunes et point laides, qui l'aideront à faire les honneurs de sa capitale au roi de Danemark, dont la visite est annoncée. Le fils du comte Saltykof devra assister son père dans le choix à faire parmi les beautés locales. Il y a des notes de sa main ayant trait à la fabrication de l'eau-de-vie. Elle fait des mariages, et, si les unions qu'elle a assorties viennent à être troublées, elle s'entremet pour y ramener la paix et la satisfaction mutuelle. Elle se mêle de rendre au prince Lapouhine sa femme, qui a fui le foyer conjugal et qu'elle fait enlever *manu militari* de la maison maternelle où l'infidèle cherche refuge, pour la rendre à son mari. Elle revoit, avant d'en autoriser la représentation, les comédies de Soumarokof, en traitant modestement les corrections qu'elle trouve à y faire de « remarques d'une illettrée ». Elle ne corrige pas seulement, d'ailleurs ; elle censure aussi, mais en général d'une façon assez libérale. Le censeur en titre, Yelaguine, ayant une fois opposé son *veto* à la mise en scène d'une des œuvres du célèbre auteur, elle rappelle la sentence et ordonne de passer outre. Tout cela de pair avec l'exercice direct souvent et toujours très zélé des fonctions extraordinairement complexes et pour ainsi dire universelles de la souveraineté absolue. En 1789 et 1790, Patiomkine, son *alter ego*, étant absent, occupé au sud de l'Empire par la guerre turque, c'est elle qui porte, et qui porte vaillamment, tout le poids de la guerre de Suède. De mai en juillet 1789, ayant nommé l'amiral Tchitchagof commandant en chef de sa flotte de la mer Baltique, en remplacement de l'amiral Greigh, que la mort vient de lui enlever, elle n'écrit pas moins de *trente* lettres au nouveau titulaire de ce poste de confiance, « les unes — raconte le fils de Tchitchagof — relatives aux grandes opérations, d'autres aux détails qu'elle suggérait en indiquant

les divers points à occuper sur la côte de Suède qu'on devait garder, désignant même parmi les officiers étrangers quels étaient ceux qu'on pouvait employer avec le plus d'avantage. Elle donnait en même temps des nouvelles sur tout ce qu'elle apprenait de l'état et des mouvements de l'ennemi ; elle entrait dans les détails de l'administration, ordonnait la construction de divers établissements, tels que des casernes, des hôpitaux, la réparation et la mise en état du port de Reval, etc. ».

Quelques années plus tard, elle revenait ainsi sur les souvenirs de cette époque.

« Il y a une raison pourquoi j'ai paru si bien faire dans ce moment : c'est que j'étais seule, sans presque d'aide, et que, craignant de manquer à quelque chose par ignorance ou par oubli, j'étais devenue d'une activité dont je ne me croyais pas capable, et je donnais dans des détails inouïs, jusque-là que je devins pourvoyeur de l'armée et que, de l'aveu de tous, jamais l'armée n'a été mieux nourrie, dans un pays qui sans cela ne fournissait aucune ressource. Un jour, le comte Pouchkine vint me dire qu'il lui fallait quatre cents voitures et huit cents chevaux. C'était à midi ; j'envoyais de suite à Tsarskoïe Selo et j'ordonnai de demander aux paysans combien ils donneraient volontairement et de chevaux et de voitures pour cette entreprise. Eux, tout de suite, dirent qu'ils la prenaient tout entière, et à six heures du soir arrivaient au comte Pouchkine quatre cents voitures à deux chevaux, qui n'ont pas quitté l'armée de Finlande jusqu'au mois d'octobre. »

Bien entendu, c'est là l'histoire d'une crise passagère, et l'immixtion de Catherine dans les menus détails de l'administration n'est pas toujours aussi pénétrante ni aussi soutenue. Dans les moments d'accalmie, elle abandonne volontiers la besogne à des inférieurs ; elle cherche des délassements, ou bien elle porte son activité sur d'autres champs. C'est d'ailleurs une maxime favorite à elle qu'il faut mêler le travail et le plaisir, ou, comme elle le dit en russe d'une façon plus pittoresque, le « faire et le non-faire ». Mais alors encore, tout se ressent tellement de l'impulsion souveraine qu'elle donne d'en haut aux hommes et aux choses, que c'est elle qui semble tout faire et qu'à distance elle paraît présente partout. C'est à un de ces moments-là que correspond le tableau suivant de son gouvernement, tracé par un

observateur non dépourvu de sagacité, mais peu porté à la bienveillance. Nous lisons dans une dépêche de Durand, le chargé d'affaires français :

« Qui ne croirait, au bruit de tout ce qui se passe à Pétersbourg (novembre 1774), que toutes les parties du ministère sont dans une tension perpétuelle, qu'il s'y tient de longs et fréquents conseils, que Catherine II y fait discuter les résolutions à prendre, qu'elle pèse les avis et qu'elle décide d'après l'examen qu'elle en fait ? Il n'est rien de tout cela. M. de Romanzof dirige la négociation de la paix et le mouvement des troupes de la manière qu'il juge la plus convenable. À l'aide de quelques subalternes, M. Panin cherche des expédients pour éluder les prétentions du roi de Prusse, gagner du temps et n'en donner que le moins qu'il peut aux affaires. M. Potemkin remplit mollement sa place ; il se contente de signer quelques expéditions et fait excessivement crier contre son faste, sa hauteur et les décisions hasardées de ses bureaux… La flotte est entièrement à la discrétion du comte Alexis Orlof. Le grand-duc, grand amiral, passe le temps à jouer la comédie, et l'impératrice, qui a cessé de l'instruire, l'encourage dans ses amusements, en lui disant qu'autant elle s'ennuie au théâtre, autant elle prend du plaisir à des représentations qu'anime le choix des acteurs. Catherine seconde, environnée de plans d'édifices, n'a plus que du dégoût pour le travail de l'administration, et ne s'occupe que de constructions qu'elle n'est pas obligée d'entendre, mais dont elle soumet l'art à ses caprices. Les gens de l'intérieur ajoutent… qu'elle ne refuse aucune grâce personnelle à M. Potemkin, tandis qu'il a beaucoup de peine à obtenir les plus petites pour des tiers. Sa faveur n'est donc pas sans bornes. Le goût de Catherine pour la domination va plus loin que son amour, et en séparant du trône l'application et le travail, elle veut en retenir l'autorité. »

Le goût de la domination, l'amour jaloux de l'autorité, tels ont été en effet les traits les plus saillants et les plus constants de la personnalité de Catherine, depuis qu'elle s'est trouvée placée à la tête de l'État. Elle y a fait pourtant bonne et très bonne figure en somme, cela est incontestable. Elle y apportait quelque chose encore en surplus des qualités que nous avons déjà cherché à analyser.

1.4

Des procédés de gouvernement, très personnels en partie et en partie aussi très nouveaux. L'effet produit par l'apparition de Catherine dans la politique contemporaine rappelle, à certains égards, celui que produisirent de nos jours les premiers coups d'éclat du grand homme d'État de l'Allemagne moderne. Alors comme aujourd'hui, il y eut de la surprise et presque du scandale parmi les politiciens de la vieille école. Un de ceux-ci, doué toutefois d'une intelligence exceptionnellement ouverte, le comte de Saint-Priest, a traduit ainsi l'impression commune :

« On n'était pas encore très accoutumé à rencontrer chez les princes cette verve de dialogue, ces improvisations aventureuses et piquantes, dont Frédéric avait donné quelques exemples remarquables, mais récents. Jusqu'alors, les rois s'étaient bornés à parler par monosyllabes à des interlocuteurs inclinés dans la respectueuse attente d'un mot… Le baron de Breteuil, le duc de Choiseul lui-même furent déroutés par l'éloquence de la nouvelle impératrice de Russie. Ce type si neuf échappa à leur intelligence. Personne, au premier abord, ne sut rien comprendre à ce mélange d'énergie et de finesse, de prudence cachée et d'indiscrétion apparente, à tant de sévérité avec de tels soucis, à tant de grâce au milieu de commotions si vives. Tout cela était imprévu et dérangeait la vieille routine diplomatique. »

En effet, le baron de Breteuil fut loin d'être séduit et très près d'être choqué par les premiers entretiens confidentiels dont Catherine le gratifia après son avènement au trône. La grande-duchesse n'avait pas laissé de lui inspirer une certaine admiration, mêlée à quelque inquiétude ; l'impératrice lui parut au-dessous de son rôle. Il ne comprenait rien à cette souveraine qui, tout en parlant avec emphase de sa puissance et de la « beauté de sa position », avouait ingénument qu'elle n'était pas heureuse, ayant autour d'elle des gens « sans éducation » et « impossibles à contenter » ; vantait tantôt la supériorité de ses talents et tantôt se répandait en invectives sur la friponnerie et l'ignorance de ses principaux sujets ; exprimait des inquiétudes sur la solidité de son « échafaudage politique », puis se

réjouissait d'avoir réussi à se faire passer aux yeux de tous pour « dévote et avare », en appelant aux connaissances que le baron pouvait avoir de son vrai caractère sur ces deux points ; paraissait solliciter des compliments, puis, quand elle les avait obtenus, répondait vertement : « On disait à peu près la même chose à Néron » ; semblait concevoir les relations courantes entre une impératrice et un ministre plénipotentiaire comme un marivaudage galant, appuyé d'un échange de petits billets spirituellement tournés ; en rédigeait à tout propos quelques-uns dans le style le moins apprêté, jetant à la hâte son improvisation sur des chiffons de papier et s'excusant en *post-scriptum* de « son gentil griffonnage ». Tout cela étourdissait et déconcertait le diplomate français, et lui faisait hocher la tête. Il concluait à un « règne médiocre », en ajoutant sentencieusement : « Tel brille au second rang qui s'éclipse au premier. »

À la même époque, le comte de Solms envoyait à Frédéric un horoscope encore plus pessimiste. Une révolution nouvelle lui paraissait à peu près inévitable dans un avenir prochain. « Il ne faudrait qu'une tête chaude… Des personnes qui connaissent la Russie depuis quarante ans conviennent toutes que jamais elles n'ont vu un abattement si universel, un mécontentement si général, et que l'on prend si peu de soin de cacher. Il se tient des propos si libres, si hasardés, si peu mesurés contre l'impératrice qu'on se croirait au milieu de l'Angleterre, et, si une opinion peut acquérir quelque autorité par le consentement unanime, il est certain que le règne de l'impératrice Catherine II ne doit faire, tout comme celui de l'empereur son époux, qu'une courte apparition dans l'histoire du monde. »

Quelques années après, cette apparition fugitive semblait s'être fixée sur l'horizon européen non plus comme un météore, mais comme un astre éblouissant. Catherine imposait silence à ses détracteurs, en provoquant d'un bout à l'autre du continent un concert d'éloges comme on n'en avait jamais entendu autour du nom d'un souverain. Cela encore était une nouveauté. Louis XIV lui-même avait été adulé plus silencieusement. On peut dire de Catherine qu'elle a inventé, ou tout au moins introduit dans la politique, cet instrument d'action inconnu jusqu'alors : la réclame. On peut dire aussi qu'elle a été la première à deviner le rôle de cet autre agent, appelé à occuper dans le mouvement de la vie moderne une si grande place : la presse. Et non pas seulement la presse du livre, mais aussi, et surtout, la

presse du journal. Il y a eu des journaux avant elle ; il n'y a guère eu de journalisme politique proprement dit, dans le sens actuel du mot. Elle a encore inventé cela, ou à peu près, et elle s'en est aussitôt servi avec une habileté qu'on n'a pas dépassée depuis. M. de Bismarck n'a été, à cet égard, qu'un imitateur. Catherine a eu avant lui ses « reptiles » émargeant au budget des fonds secrets, et, par eux, ses « articles officieux », ses « communiqués » plus ou moins officiellement estampillés, ses « insinuations » plus ou moins habilement déguisées, son service d'« annonces » et son jeu de « petits papiers ». Elle a fait elle-même du journalisme militant, car son échange de lettres avec ses correspondants attitrés, avec Voltaire, avec Grimm en France, avec Zimmermann et même avec madame de Bielke en Allemagne, n'est pas autre chose au fond. Ses lettres à Voltaire sont connues, avant même d'être imprimées, de tout le public attentif aux moindres faits et gestes du patriarche de Ferney, et ce public, c'est tout le monde. Grimm ne montre pas habituellement les lettres qu'il reçoit, mais il en colporte le contenu dans tous les cercles qu'il fréquente, et il fréquente Paris tout entier. Ainsi des autres. Ces lettres sont des articles, cette correspondance est une gazette. Et puis Grimm a son journal à lui, qu'il envoie aux quatre coins de l'Europe dans les bons endroits et où il fait passer l'écho direct de la pensée impériale. Voltaire a un million de lecteurs chaque fois qu'il lance une brochure à sensation, et ses brochures sont fréquemment dictées ou tout au moins inspirées par une parole ou un signe venant « d'où vient maintenant la lumière », à ce que dit Voltaire. Parfois il en fait sur commande expressément envoyée et soldée en conséquence. Nous reviendrons ailleurs sur ces détails. Il faut lire la correspondance, toute la correspondance de Catherine pendant une année de crise, telle que celle de 1773-1774, pour voir comment elle entend et pratique cette manœuvre d'un usage si peu coutumier encore dans les mœurs du jour. À la même date, écrivant au général Bibikof, chef de l'armée qui combat dans les environs d'Orenbourg, aux prises avec Pougatchef, il lui arrive de traduire ses angoisses secrètes, ses terreurs, ses incertitudes, fiévreusement, en phrases heurtées, où l'on croit deviner comme le hoquet d'un sanglot, après quoi, retournant sa plume, elle envoie à madame de Bielke un bulletin tout différent, à tournure enjouée, leste et pimpante : « Tout cela finira dans peu… Je suis bien heureuse de vous dire que cette révolte d'Orenbourg va en dégringolant. » Nous avons déjà indiqué plusieurs fois le soin qu'elle prend

de publier à son de trompe les bonnes fortunes qui lui arrivent, en les grossissant autant que possible, et de cacher les mauvaises. En juin 1789, après la défaite essuyée à Parosalmi, elle défend la distribution des correspondances particulières venant de l'étranger.

Tout cela fait partie d'un système, et ce système se rattache a l'intuition, étonnante chez cette femme née dans une petite cour allemande et placée sur le trône le plus despotique de l'Europe ; mieux que cela, à l'intelligence, très nette déjà, que l'on découvre chez elle de la grande force du monde moderne — de l'opinion publique. C'est, nous n'hésitons pas à le croire et à le dire, pour avoir découvert cette force et avoir songé à s'en servir que Catherine a été à même de jouer le rôle qui a été le sien dans l'histoire. La moitié de son prestige européen est venue de l'admiration de Voltaire, sollicitée, captée, ménagée par elle avec un art infini, soldée même, au besoin. Et ce prestige, tout en favorisant sa politique à l'extérieur, lui a donné à l'intérieur même de son empire un éclat et un ressort qui, seuls, lui ont permis de demander à ses sujets et d'obtenir d'eux l'effort gigantesque qui a fait sa grandeur et sa gloire. Dans cette voie, elle a fait encore œuvre d'innovateur et de précurseur, avant les grands remueurs d'idées et d'hommes de l'histoire contemporaine.

Elle n'a pas négligé pour cela, d'ailleurs, ni en politique ni en diplomatie, la pratique de certains procédés légués par le passé. Ainsi, les allures indiscrètes qui effarouchaient le baron de Breteuil, les affectations de franchise, la manière de traiter les affaires au grand jour qu'elle paraissait vouloir inaugurer, ne l'empêchaient pas d'avoir un cabinet noir. En 1789, c'est en violant le secret d'une dépêche du comte de Montmorin, alors ministre des Affaires étrangères, qu'elle sut les inclinations du cabinet de Versailles à soutenir contre elle la cause de Gustave III. Le comte de Ségur, qui condamnait ces inclinations, et ne s'en était ouvert qu'à son collègue autrichien, crut à une indiscrétion du comte Cobenzl.

Mais, en général, elle a fait assez peu de cas des anciens errements et des vieilles méthodes. Elle a surtout improvisé. Dans le domaine de l'administration, une de ses premières mesures est l'établissement d'un nombre considérable de commissions spéciales, appelées à la suppléer dans la conduite de chaque affaire particulière. C'est une *création*, et l'effet en est

caractérisé ainsi par un témoin peu suspect de partialité, le comte de Solms, l'envoyé de Frédéric, qui, en général, n'augure rien de bon du nouveau régime :

« Les gouverneurs des provinces et des villes, le clergé, les juges, les officiers, qui profitaient tous du relâchement des règnes précédents, s'étaient pour ainsi dire rendus indépendants chacun dans le diocèse ou dans le district soumis à son inspection. Ils y agissaient en tyrans envers le peuple… Les nouveaux arrangements, qui les obligent à une vie laborieuse, désintéressée, les mécontentent… »

Une autre innovation de Catherine est le droit de pétition largement accordé à tous ses sujets, comme un moyen de connaître leurs besoins. Il est à remarquer toutefois qu'en même temps la tsarine prend des dispositions pour qu'aucune demande ne puisse lui arriver directement. Il n'est plus permis de guetter le passage de l'impératrice pour remettre un placet entre ses mains. Cette coutume, passée pour ainsi dire en force de loi, est proscrite sous les peines les plus sévères : le knout et la Sibérie. Catherine prétend ainsi s'épargner des mécontents.

« Ce n'est jamais moi qui refuse », dit-elle un peu cyniquement. Le chargé d'affaires français, Durand, rapporte à cet égard une anecdote assez piquante. En janvier 1774, une lettre anonyme à l'adresse de l'impératrice se trouve, on ne sait comment, sur sa table. On suppose dans le public qu'elle contient de graves accusations contre le procureur général, prince Viazemski. Catherine fait aussitôt publier un avis par lequel elle engage l'« honnête homme », auteur de la lettre, à se faire connaître, pour qu'elle puisse, en lui donnant satisfaction, récompenser le service qu'il lui a rendu. L'« honnête homme » ne se presse cependant pas de trahir son incognito, et il a raison, car, à quelque temps de là, on apprend que sa lettre a été brûlée publiquement par le bourreau.

On surprend là un retour aux traditions rencontrées par la souveraine dans la pratique de ce gouvernement auquel elle s'appliquait à donner nouvelle figure, qu'elle cherchait, après Pierre Ier, à rapprocher du type européen, tout en le pénétrant de son inspiration personnelle. L'instruction officielle rédigée en 1764, sous sa dictée, pour le procureur général dont il est question plus haut, porte la même empreinte, fleurant pour ainsi dire un

relent du vieux terroir moscovite. Les accusations infamantes, les invectives, les outrages qui s'y rencontrent à l'adresse du prédécesseur de Viazemski (Hliebof), sont d'un style qui fut familier aux anciens tsars, mais qui étonne sous la plume de Catherine. On y trouve cependant aussi des réflexions d'un autre genre et quelques-unes d'un style tout à fait original :

« J'aime beaucoup la vérité, y est-il dit par l'impératrice, et vous pouvez la dire sans rien craindre, et vous mettre en contradiction avec moi sans aucun danger, pourvu que cela serve au bien des affaires. J'apprends que tout le monde vous considère comme un honnête homme, et j'espère vous prouver que les gens de cette espèce peuvent vivre à ma cour très agréablement. »

C'est encore un legs du passé et un ressouvenir des mœurs implantées en Russie par la conquête tartare que la façon dont Catherine interprète les pouvoirs qu'elle donne à ses subordonnés. Ses gouverneurs généraux de province ont des faux airs de pachas turcs ; Kayserling, son ambassadeur à Varsovie, y tient une cour qui éclipse celle de Poniatowski, et Patiomkine semble bien près à un moment de se tailler dans les provinces du Sud un royaume indépendant. Mais elle ne laisse pas de corriger, jusqu'à un certain point, les vices du système par des procédés de contrôle et de surveillance tout à fait modernes. Elle dit : « Je donne beaucoup d'autorité à ceux que j'emploie ; si on s'en sert quelquefois pour faire du mal, tant pis : je cherche à le savoir. » Et elle est en avance positivement sur son époque, quand elle recommande à ses fonctionnaires de « tâter le pouls des mœurs du peuple ». Elle professe du reste un grand respect pour les coutumes locales. Pendant le voyage de Crimée, le prince de Ligne et le comte de Ségur s'étant divertis un jour à surprendre, sous le voile qui leur couvre habituellement la figure, des jeunes filles tartares, qu'ils trouvent d'ailleurs fort laides, Catherine prend ce jeu en fort mauvaise part. C'est un « mauvais exemple » qu'il ne faut pas donner.

En revanche, là où son autorité personnelle est en jeu, ses innovations dans un sens libéral, ses essais de régime constitutionnel, ne sont la plupart du temps que de pure forme. Elle écrit au prince de Ligne : « Mon Conseil, de l'avis duquel je suis toujours lorsqu'il est du mien. » Ce Conseil est encore une improvisation de l'impératrice, imitant les Conseils de cabinet

pratiqués dans les autres gouvernements monarchiques, mais avec un rôle bien plus effacé. En 1762, Panine avait présenté le projet d'une *Assemblée de conseillers*, dont l'organisation aurait eu pour effet, de l'avis de Villebois, de supprimer à peu près le pouvoir personnel. Après avoir longtemps médité le projet, Catherine l'adopta, nomma les conseillers, insista pour qu'on vît à les désigner par un autre nom, un nom *russe*, puis se ravisa, fit déposer le dossier de l'affaire aux archives, et il n'en fut plus question. Peu à peu, elle s'arrangea, au contraire, de façon à supprimer à peu près l'autorité des corps d'État déjà existants, comme le Sénat et le saint-synode, en même temps qu'elle offrait cinquante roubles à chaque soldat aux gardes voulant quitter le service et exprimant le désir de se retirer du côté de Moscou. Ceux qui annonçaient l'intention d'aller jusqu'à Kazan recevaient quatre-vingt-dix roubles. C'était encore une façon d'anéantir un des pouvoirs rivaux du sien. Pourtant, la première année de son règne, elle assista onze fois aux séances du Sénat, mais elle eut à recommander aux membres de l'assemblée de ne pas s'occuper, en son absence, « de choses étrangères aux affaires ».

Il est juste de dire que, dans l'exercice de son autorité personnelle, ainsi isolée et affermie, elle apporte la conscience la plus scrupuleuse. Le prince Serge Galitzine raconte dans ses *Souvenirs* l'histoire d'un décret du Sénat, au bas duquel la souveraine avait apposé sa signature. La pièce alla au procureur général, du procureur général au procureur tout court, de celui-ci au secrétaire général, du secrétaire général au secrétaire particulier, pour aboutir à un simple expéditionnaire. Celui-ci se trouva ivre. Ayant porté les yeux, dans cet état, sur la signature impériale, précédée de la formule sacramentelle : « Qu'il en soit ainsi » *(byt pa siemou)*, il se prit à dire : « Tu mens, qu'il n'en soit pas ainsi », et, à grands coups de plume, il barbouilla le papier tout entier avec ces mots répétés cent fois. On imagine la terreur des bureaux à la découverte de cette profanation. Le procureur général se jeta aux pieds de l'impératrice. « Eh bien, quoi !, dit-elle tranquillement, vous ferez faire une autre expédition. Mais c'est peut-être un avertissement du ciel. Il faut revoir ce décret. » Le décret, revu, fut effectivement amendé.

Nous avons montré plus haut comment elle se défiait de ses premiers mouvements. Connaissant ses défauts, elle en arrivait, par un effort continuel de son énergique volonté, à la pratique des vertus contraires. C'est ainsi qu'avec l'effervescence habituelle de son esprit et l'essor continu de son

imagination, elle pouvait dire en 1782 : « Je n'ai jamais vu de l'enthousiasme sans y avoir versé de l'eau. » Elle trouvait d'ailleurs, cette fois, une application assez malencontreuse du principe : il s'agissait d'une souscription ouverte à Paris pour le remplacement d'une partie de la flotte de M. de Grasse, détruite par un coup de mer. Le grand-duc Paul, se trouvant alors l'hôte de la France, avait tenu à y prendre part. « Malgré l'enthousiasme, écrivait Catherine à ce propos, il n'y a pas une âme qui ne regrette beaucoup et qui ne gémisse même sur la somme qu'il a souscrit. »

En 1785, elle expliquait ainsi au comte de Ségur, qui l'interrogeait à ce sujet, le secret qui lui avait permis de régner aussi paisiblement après une prise de possession de son pouvoir aussi orageuse :

— Ce moyen est bien simple : je me suis fait des principes, un plan de gouvernement et de conduite, dont je ne m'écarte jamais ; ma volonté, une fois émise, ne varie pas. Ici, tout est constant ; chaque jour ressemble à ceux qui l'ont précédé. Comme on sait sur quoi compter, personne ne s'inquiète. Dès que j'ai donné une place à quelqu'un, il est sûr, à moins de commettre un crime, de la conserver.

— Mais, demandait encore le comte de Ségur, que feriez-vous si vous veniez à vous apercevoir que vous vous êtes trompée dans le choix d'un ministre ?

— Je le garderais… Seulement, je travaillerais avec un de ses agents secondaires ; mais pour lui, il garderait son titre et sa place.

Là-dessus, elle racontait comment, ayant reçu la nouvelle de la victoire de Tchesmé, elle jugea convenable que le ministre de la Guerre, à qui elle ne laissait depuis quelque temps que les « bagatelles de bureau » à expédier, pour tout emploi, apprît autrement que par la rumeur publique le grand et joyeux événement. À cet effet, elle le fit mander à quatre heures du matin. Croyant qu'il s'agissait pour lui de recevoir une semonce à raison d'un désordre récent qui s'était produit dans son administration, le ministre ne fut pas plus tôt introduit qu'il se mit à balbutier des excuses :

— Je vous jure, Madame, que je ne suis pour rien dans cette affaire…

— Parbleu, monsieur, je le sais très bien !

Vers la même époque, commentant les événements qui se précipitaient en France, Catherine y trouvait une occasion de mettre en valeur ses propres maximes de conduite et ses moyens d'action. À propos de l'affaire du Collier, elle disait :

« Dieu merci que je n'ai jamais été dans le cas d'avoir affaire à un cardinal mystifié… Ma (*sic*), s'il est dupe seulement ? Est-ce chez vous un crime que d'être dupe ? Pardonnez-le-moi si je soupçonne le baron de Breteuil d'avoir conseillé cet arrêt ; je connais mon homme ; mais sur ce point on fait bien de conseiller aux rois de ne jamais se hâter : *Das kommt immer früh genug und mann könnte die Zeit nehmen wenn alle Leute geschrieen hätten dass es so seyn musste und sollte.* J'ai souvent fait en pareil cas le nigaud ; je n'y comprends rien, et alors, le meilleur avis des autres et qui mettrait le plus la justice et la raison de mon côté me déterminait, et, portant cette égide devant moi, je marchais à travers les ronces et les épines du métier. »

En août 1789, elle déclarait à Chrapowiçki qu'elle voyait depuis son avènement au trône qu'il y aurait une fermentation en France. Elle ne la croyait cependant pas aussi dangereuse. « Mais on n'a pas su se servir de la disposition des esprits. J'aurais attiré La Fayette à moi, comme un ambitieux, et j'en aurais fait mon défenseur. Qu'ai-je fait en arrivant au trône ? »

Un des triomphes obtenus par son savoir-faire, et un de ceux dont elle aimait le plus à se vanter, fut la conquête — la conquête morale — qu'elle arriva à faire de la ville de Moscou. Ce fut une besogne longue et ardue. La vieille cité moscovite se montrait récalcitrante à l'esprit du nouveau règne. Les peines que se donnait Catherine pour lui faire perdre sa ressemblance avec la capitale de la Perse irritaient la population. Pourtant, en 1785, l'impératrice put écrire :

« Cette bégueule-là (Moscou) a tant beuglé qu'à la fin elle a été réduite à me recevoir en dernier lieu comme elle ne reçut jamais personne, au dire même de ses plus anciennes commères mâles et femelles. »

1.5

Cet art souverain de Catherine n'était pas sans défaillances. On en découvre qui ont tenu à son sexe même, dont elle fut impuissante à répudier les servitudes et les faiblesses. « Ah ! se prenait-elle à dire un jour, si le ciel, au lieu de jupes, m'avait donné une bonne culotte de peau… je me ferais fort de répondre de tout. C'est avec les yeux, c'est avec le bras qu'on gouverne, et une femme n'a que des oreilles. » Les *jupes* ne lui causaient pas ce seul embarras. Nous avons fait allusion déjà à un défaut qui pesa lourdement sur la conduite des affaires pendant son règne : cette grande conductrice d'hommes ne se connaissait pas en hommes. Elle savait s'en servir admirablement, elle ne savait pas les choisir. Son jugement, si juste habituellement et si pénétrant, sa lucidité si grande l'abandonnaient sur ce point. Elle n'arrivait pas à discerner chez les autres ni les qualités ni les travers qu'elle découvrait et analysait chez elle-même avec une netteté de vue extraordinaire. Il y avait, à cet égard, une lacune dans son intelligence, et celle-ci était due, probablement, en partie au moins, à l'influence de son tempérament. Il semble que la vision de l'homme, en général, ait été troublée dans son regard si clair par ce courant de passion qui l'emporta toute sa vie. Le général, l'homme d'État, dont elle avait besoin, elle ne les voyait qu'à travers le mâle, qui lui plaisait ou lui déplaisait. Ce qu'elle cherchait tout d'abord, dans la figure d'un chef d'emploi quelconque, était le côté romanesque, l'apparence extérieure plus ou moins séduisante. Qu'elle ait pris Patiomkine pour un homme habile, l'erreur est excusable : ce n'était peut-être qu'un fou, mais il avait la folie géniale. Il appartenait à cette catégorie d'hommes dont on a dit qu'ils sont des forces de la nature. Et cette force, lâchée à travers l'espace immense dans ce « pays en friche », pour lequel Catherine elle-même se sentait née, avait sa valeur. Mais après Patiomkine vint Zoubof. Celui-là n'était qu'un fantoche : Catherine le prit pour un homme de génie.

Le contraire lui arriva aussi. Roumiantsof lui ayant présenté un de ses lieutenants, le général Weissmann, qu'il jugeait digne de le remplacer en cas

de besoin, Catherine s'entretint à trois reprises avec cet officier, et l'ayant tourné et retourné, « elle finit par conclure que c'était un pur imbécile ». Le malheureux se fit tuer peu après à la bataille de Kutchuk-Kaïnardji. C'était, au jugement de tous les hommes compétents, un soldat hors ligne et brave entre les plus braves. Un historien l'a appelé l'« Achille de l'armée russe ».

Ces méprises furent fréquentes. Mais Catherine fit plus et pis. Avec le caractère volontaire qui lui était propre et l'infatuation que ses succès lui donnèrent, elle en vint peu à peu à traduire ce défaut capital en parti pris, à l'ériger en système : un homme en valut un autre à ses yeux, pour peu qu'il fût docile et prompt à obéir. Elle eut à cet égard des maximes propres à déconcerter ses admirateurs :

« Dites-moi, écrivait-elle à Grimm, si jamais souverain a plus choisi ses ministres et autres employés d'après la voix publique que Louis XVI ? Et nous avons vu ce qui est arrivé. Selon moi, aucun pays n'a disette d'hommes. Ne s'agit pas de chercher, s'agit d'employer ce qu'on a dans sa patte. On a dit continuellement de nous que nous avons disette d'hommes ; malgré cela, toute chose s'est faite. Pierre Ier en avait qui ne savaient ni lire ni écrire ; eh bien, les choses n'allaient-elles pas ? *Ergo* n'y a pas disette d'hommes ; y a multitude, mais faut faire aller : tout ira s'il y aura (*sic*) cet autre faisant aller. Comment fait ton cocher, souffre-douleur, quand tu es emboîté dans ton carrosse ? Un bon cœur passe partout ; parce que celui-ci ou celui-là est borné, le maître ne l'est pas encore. »

Et ailleurs :

« Assurément les hommes de mérite ne manquent dans aucun temps, car ce sont les hommes qui font les affaires et les affaires qui font les hommes ; je n'ai jamais cherché et j'ai toujours trouvé sous la main les hommes qui m'ont servie, et j'ai été bien servie la plupart du temps. »

Cela ne l'empêche pas d'être amenée un jour à faire cette réflexion, qu'elle met dans une lettre adressée au prince de Ligne :

« Ah ! mon prince, qui le sait mieux que moi qu'il y a des commis qui ignorent qu'une ville maritime a un port ! »

Et cette autre :

« Ce n'est pas les principes qui nous manquent ; c'est dans l'exécution, c'est dans l'application qu'il y a souvent du gauche et du louche. »

Cela n'empêche pas non plus qu'en 1774 elle est sur le point d'aller elle-même à Moscou pour essayer de tenir tête à Pougatchef, auquel, après la mort de Bibikof, elle ne sait qui opposer. Elle tient conseil : Grégoire Orlof déclare qu'il a mal dormi et qu'il manque d'idées ; Razoumofski et Galitzine se taisent ; Patiomkine est pour ce que décidera l'impératrice ; Panine seul a le courage d'émettre un avis, et cet avis est que l'impératrice doit faire appel à son frère, le général Panine, des services duquel elle s'est privée depuis longtemps, pensant qu'un autre ferait aussi bien à sa place. Le péril étant urgent, elle se soumet, sacrifie son amour-propre, et Panine sauve sa couronne et l'Empire. En 1788, après une première rencontre avec les Suédois, elle fait traduire devant un conseil de guerre quatre commandants de frégate ; le lendemain, elle écrit à Patiomkine : « Ils méritent la potence, mais il n'y a pas à faire un autre choix, à moins qu'il n'en tombe du ciel. »

C'est qu'avec la multiplicité de ses entreprises et aussi avec ses idées sur ce point, qui ne sont que l'expression de ses caprices, elle fait une consommation d'hommes terrible. Sa maxime que « les affaires font les hommes » la porte à multiplier à l'excès le nombre des fonctionnaires. Au dire d'un témoin, abstraction faite des deux capitales et de quelques autres villes plus peuplées, il y a en province *un* fonctionnaire sur *dix* habitants. Et son idée qu'un homme en vaut un autre fait qu'à tout moment pour un rien, pour un mot qui la blesse, pour un air de visage qu'elle trouve déplaisant, ou même sans motif, pour le plaisir du changement et l'agrément d'avoir affaire à une figure nouvelle, ainsi qu'elle l'avoue ingénument dans une lettre à Grimm, elle met à l'écart, en disgrâce, ou simplement au rebut, tel ou tel autre de ses meilleurs serviteurs. En 1788, Roumiantsof, le plus grand homme de guerre que la Russie ait produit avant Souvorof, est encore en vie et en état de prendre un commandement, et Alexis Orlof, le héros de Tchesmé, brûle du désir de renouveler ses anciens exploits. Il a pour lui maintenant un certain apprentissage du métier, dans lequel il débutait en 1770, et un nom que l'enthousiasme même de Catherine a entouré d'une telle auréole que sa réputation vaut à elle seule une flotte et une armée. Mais l'un et l'autre, Roumiantsof et Orlof, ont été depuis longtemps sacrifiés à Patiomkine, et Catherine en est réduite à chercher des généraux et des chefs

d'escadre en Angleterre, en Hollande, en Allemagne. Elle finit par trouver Nassau-Siegen, qui, après l'avoir enchantée par ses airs de matamore et ses costumes de théâtre, lui coûte bientôt après une flotte et la honte d'un désastre sans précédent dans l'histoire de la jeune marine russe.

L'optimisme extravagant, qui fait partie du caractère de Catherine, et que des collaborateurs tels que Nassau et Patiomkine entretiennent soigneusement, est encore à porter à son passif dans le chapitre présent. L'histoire des décors peints sur toile, qui, pendant le voyage de Crimée, auraient été chargés, sur le passage de l'impératrice, de représenter les villages absents a été démentie. Il s'en faut de bien peu qu'elle ne soit vraie, d'après le témoignage de ceux-là mêmes qui en ont contesté la réalité. Le prince de Ligne est du nombre de ces derniers ; il observe pourtant que, n'allant jamais à pied, Catherine ne pouvait voir que ce qu'on voulait lui montrer et s'imaginait fréquemment qu'une ville était bâtie et habitée, « alors que cette ville n'avait pas de rues, les rues pas de maisons et les maisons pas de toits, portes ou fenêtres ». Le comte de Langeron, qui fut plus tard gouverneur de ces mêmes provinces, et dont les *Mémoires* ne décèlent aucun parti pris d'hostilité rétrospective, renchérit encore sur cette appréciation. Une proclamation du gouverneur de Harkof, Vassili Tchertkof, publiée à la même époque pour annoncer aux habitants la venue de la souveraine et leur indiquer leurs devoirs en cette circonstance solennelle, est également caractéristique dans le même sens. Il est recommandé sévèrement aux administrés de Tchertkof de revêtir leurs meilleurs habits en se portant sur le passage de Sa Majesté. Les filles devront être peignées avec soin et avoir des fleurs dans leurs cheveux. Des fleurs seront aussi répandues par leurs mains sur la route que suivra l'impératrice, et toute la population « exprimera son ravissement par des gestes et des attitudes appropriées ». Les maisons bordant la route auront à être repeintes, les toits en seront réparés, les portes et les fenêtres ornées de festons et autant que possible de tapis agréables à l'œil. Il est défendu de s'enivrer et de présenter à Sa Majesté la moindre requête, cela sous peine du knout et des travaux forcés. Les magistrats locaux veilleront en outre à ce que le passage de la souveraine ne donne lieu à aucune augmentation du prix des subsistances. Le prince Chtcherbatof raconte, de son côté, qu'à Moscou on avait mis dehors tous les mendiants, afin que la souveraine ne les vît pas. « L'impératrice a regardé,

mais elle n'a pas vu » *(vidiela i ne vidala)*, ajoute-t-il en se servant d'un jeu de mots intraduisible. Elle a vu sans se rendre compte. C'est comme cela qu'elle est arrivée à se convaincre « qu'il n'y avait pas de gens maigres en Russie ». Elle en donne un jour l'assurance à Grimm !

Mais toute la conquête et tout l'aménagement de la presqu'île Taurique ne furent, dans les mains de Patiomkine, qu'une féerie colossale mise en scène par cet improvisateur prodigieux et disparaissant avec lui. On ne sait, en le voyant à l'œuvre, ce qu'il faut admirer le plus : de son activité extraordinaire et de la fertilité de son imagination, ou de l'invraisemblable naïveté avec laquelle et Catherine et lui-même prennent au sérieux cette création, qui tient de la folie, du rêve et de la mystification enfantine. Il s'agit de transformer un désert en pays cultivé, policé, peuplé, habité par l'industrie et par les arts, et il s'agit de faire cela, en quelques années, comme par enchantement. Patiomkine se met à l'œuvre. Il fait pousser des forêts dans les steppes, fait venir les semences de tous les légumes connus, plante des vignes, cultive des mûriers pour l'élevage des vers à soie, bâtit des usines, des théâtres, des palais, des casernes et des cathédrales. Il couvre la presqu'île de villes magnifiques. L'histoire de ces villes est stupéfiante. Les exemples que l'Amérique offre aujourd'hui à notre étonnement, dans le même genre d'improvisations instantanées, sont dépassés. En 1784, on cherche un emplacement pour la capitale de la province, qui doit recevoir le nom de « Iekatierinoslaf » — gloire de Catherine. Deux mois après que l'emplacement est désigné, on s'occupe déjà d'y établir une université, ouverte non seulement aux indigènes, mais encore aux étrangers qu'on compte attirer de tous les coins de l'Europe. Bientôt une armée d'ouvriers apparaît sur la rive droite du Dniepr, à l'endroit choisi, non loin d'un humble village tartare qui s'appelle Kaïdak ; le lieutenant Sinielnikof, qui les commande, reçoit 200 000 roubles pour les premiers frais, et l'ouvrage commence. La ville doit border le fleuve sur une étendue de vingt-cinq verstes (environ trente kilomètres), et couvrir trois cents verstes carrées de terrain avec des rues larges de deux cents pieds. Elle doit être pourvue d'un parc, avec jardin botanique, bassin d'eau affecté à la pisciculture et divers autres agréments. Au centre s'élèvera le palais du prince de la Tauride, Patiomkine le Magnifique. Autour se grouperont les bâtiments affectés aux divers services de l'administration ; puis viendront les habitations des

ouvriers employés à la construction de la ville, les ateliers, les usines à créer, enfin les maisons de la population à venir. Douze grandes fabriques, dont une de tissus de soie, sont projetées, et les fonds pour les établir réunis en partie. Un palais de justice dans le style des vieilles basiliques, un grand bazar dans le style des Propylées, une Bourse, un théâtre, un conservatoire de musique, enfin une cathédrale sur le modèle de l'église de Saint-Pierre, mais *plus grande*, s'élèveront ensemble sur divers points de la cité, convenablement choisis. Les matériaux sont prêts, au dire de Patiomkine. D'ailleurs, on fait venir déjà des professeurs pour l'université et pour le conservatoire. Le célèbre Sarti doit diriger ce dernier établissement. Pour la chaire d'histoire, à l'université, on appelle un Français du nom de Guyenne, qui est militaire de profession. Mais on n'y regarde pas de si près. On songe aussi à un observatoire. On imagine une espèce de Quartier latin pour les savants et les étudiants.

Tels sont les projets, voyons les résultats. Le palais de Patiomkine est bâti, en effet, avec des serres, dont une pour les ananas, l'autre pour les lauriers et les orangers, d'autres encore pour les grenadiers, dattiers, etc. La fabrique de tissus de soie est bâtie également. Elle coûte 240 000 roubles et fonctionne deux ans, après quoi diverses raisons, dont la principale est le défaut de matière première, font renoncer à poursuivre son exploitation. En effet, l'élevage des vers à soie, pour lequel un directeur a été engagé à l'étranger avec une dotation considérable, produit un maximum de *vingt livres* de soie par an ! Le restant de la grande ville demeure à l'état de conception chimérique. Iekatierinoslaf doit se contenter de devenir avec le temps une petite ville de province. Kherson, dont Joseph II posa la première pierre en 1787, disant qu'après lui Catherine avait posé la dernière, est destiné à une fortune relativement plus brillante. Sur d'autres points de l'Empire, du reste, la création rapide de centres administratifs ou industriels courait de semblables risques. En 1787, le poète Derjavine, accompagnant le gouverneur de Petrosavodsk dans un voyage entrepris pour l'inauguration d'une ville érigée en chef-lieu de district, ne put jamais parvenir, raconte-t-il, au but de sa course : la ville introuvable n'existait que sur le papier !

Cependant la Crimée fut conquise et arriva à être peuplée.

« Telle est en Russie, disait le comte de Ségur, la double magie du pouvoir absolu et de l'obéissance passive, que personne ne murmure quoiqu'on manque de tout et que tout ira, quoique rien n'ait été prévu ni préparé à temps. »

Tout est allé, en effet, d'un bout à l'autre du règne de Catherine, et l'*obéissance passive* y a sans doute eu une grande part. On connaît l'aventure du banquier anglais de Saint-Pétersbourg, Sutherland. Un jour, le maître de police de Catherine, Ryleïef, se présente chez lui et, avec toutes sortes de ménagements, lui fait part d'un ordre de la souveraine concernant sa personne, ordre qu'il ne peut s'empêcher de déplorer, malgré tout son respect pour les volontés de Sa Majesté, mais qu'il n'est pas en son pouvoir de ne pas exécuter. Pour tout dire, il a reçu mission de *faire empailler* le malheureux financier. On juge de l'effarement de ce dernier. Heureusement, la méprise est découverte à temps. L'impératrice avait parlé de faire empailler un chien favori qu'elle venait de perdre et dont le nom anglais avait induit Ryleïef en erreur. Le médecin anglais Dimsdale raconte de son côté, dans les notes qu'il a laissées sur son séjour en Russie, qu'ayant voulu prendre pour inoculer l'impératrice la lymphe d'un enfant appartenant à de pauvres *moujiks*, la mère s'y opposa : d'après une croyance alors répandue, c'était la mort du petit être. Mais le père intervint : « Si l'impératrice nous ordonnait de couper les deux jambes de l'enfant, ne le ferions-nous pas ? » Dimsdale ajoute cependant un autre trait : l'enfant malade était tenu dans une pièce surchauffée, au milieu d'un air empesté, le fait d'ouvrir une fenêtre devant encore, au dire des parents, entraîner sa mort. Mais Dimsdale montra un rouble : on ouvrit tout ce qu'il voulut.

L'anecdote révèle un agent de plus, universel et tout-puissant, mis par les mœurs du pays à la disposition de Catherine. Elle n'en négligea pas l'emploi. Elle s'en servit résolument et à outrance, selon sa méthode habituelle. Elle donna beaucoup et laissa prendre encore plus. Le gaspillage d'argent fut énorme dans toutes les branches de l'administration. Un jour, Catherine, en proie à un mal de tête violent, eut un sourire : « Elle n'était pas étonnée de souffrir ainsi, ayant vu dans ses comptes qu'elle employait un poud (seize kilogrammes) de poudre par jour pour ses cheveux ! » On peut juger du reste par ce détail. Mais les comptes que l'Anglais Harris envoyait à sa cour avec le détail des *dizaines de mille livres sterling* employées par son collègue

français pour corrompre les fonctionnaires de l'impératrice n'étaient pas moins fantaisistes. Le baron de Breteuil fut le seul ministre français à cette époque qui ait reçu pouvoir d'employer de cette façon une somme considérable — jusqu'à un million de francs. Et il n'en usa pas. Ses successeurs eurent fort à faire pour obtenir quelques dizaines de mille livres destinées à l'achat de certaines influences ou de quelques documents secrets. Et ces tentatives, considérées à Versailles même comme inutiles ou dangereuses, n'eurent en général sous le règne de Catherine aucun succès. Un fonctionnaire de l'impératrice, qui eut ou parut avoir envie d'un beau carrosse fabriqué à Paris, se ravisa avant d'avoir reçu le cadeau et en fit part à la souveraine, qui lui dicta elle-même une lettre de refus ironiquement polie. Après le baron de Breteuil, dans la longue série d'agents représentant la politique française qui lui succédèrent à Pétersbourg, le comte de Ségur arriva, seul, à exercer une réelle influence, et l'argent, dont il aurait été, d'ailleurs, fort en peine de se servir, n'y fut pour rien.

Depuis 1762 jusqu'à la mort de Catherine, il n'y eut qu'un seul grand corrupteur dans son empire, — et c'est elle-même qui tint le rôle. Il est certain qu'elle en a usé principalement pour le bien de son empire conçu à sa façon, et qu'elle y trouva des ressources pour l'accomplissement de grandes choses. Il est non moins certain que la morale a eu à en souffrir, et que l'influence des idées et des habitudes ainsi implantées dans le génie national était destinée à exercer sur son développement ultérieur une longue et funeste action.

Nous essayerons maintenant de passer rapidement en revue les résultats obtenus au moyen de toutes ces ressources réunies dans la main de la prestigieuse souveraine.

Chapitre 2

POLITIQUE INTÉRIEURE. Police politique - législation - administration

*I. La défense du trône. — Conspirateurs et prétendants. — Un évêque en révolte. — La mort du tsar Ivan. — La censure politique. — Les œuvres de Jean-Jacques Rousseau. — La grande crise politique et sociale de 1771-1775. — Emelian Pougatchef. — Régime réactionnaire. — La haute police sous Catherine. — Étienne Ivanovitch Chechkofski. — II. Catherine législatrice. — L'*Instruction pour la commission législative. *— Montesquieu et Beccaria. — Influence des conservateurs russes et de Voltaire. — Un Montesquieu russe : Ivan Possochkof. — La réunion de l'Assemblée. — Les cahiers. — Les premières séances. — « L'Assemblée fait de l'anatomie au lieu de légiférer. » — Un « cabinet de lecture ». — Résultats négatifs. — Clôture des séances. — Jugement de l'opinion. — Le parlement de Paris et l'impératrice de Russie. — Nouvelles préoccupations de Catherine. — La législomanie reprend. — Réformes partielles. — Défaut d'ensemble. — Il faudrait commencer par le commencement. — La question du servage. — Le sort des paysans en Russie. — L'opinion de Diderot. — Celle de Ségur. — Le procès de Daria Saltykof. — Une femme qui fait cent trente-huit victimes. — Le code criminel du comte Roumiantsof. — Résumé. — Résultats quand même obtenus. — Une œuvre faisant époque. — III. Administration de la justice. — Réformes hardies. — Le principe électif. — Adoucissement des pénalités. — Le knout. — Catherine dans le rôle de justicier suprême. — IV. Administration civile. — Activité. — Défaut d'esprit de suite. — Obstacles que rencontre l'initiative de la tsarine. — Comment on fait des pestiférés à Moscou. — Le rapport de l'inspecteur de police Longpré. — Prophétie de Diderot. — V. La politique financière de Catherine. — D'où vient l'argent ? Les assignats et les emprunts. — Ni*

banqueroute ni révolution. — Le crédit de la Russie n'a pas de limites. — Une théorie économique à part. — Sa justification. — Résultats acquis. — Encore Possochkof. — VI. L'armée. — L'esprit militaire et le favoritisme. — Désorganisation. — Abandon de l'œuvre léguée par Pierre Ier. — Les régiments exploités par les colonels. — Le soldat russe. — La victoire à bon marché. — Résumé.

2.1

Les peuples heureux n'ont pas d'histoire : à partir de 1775, le peuple russe compta, au point de vue de la politique intérieure, parmi les peuples heureux. Après le grand effort qu'elle eut à faire pour réprimer la révolte de Pougatchef, Catherine se trouva lassée d'abord, ensuite désenchantée, et enfin absorbée par ses entreprises extérieures, par la conquête de la Crimée, la seconde guerre turque, le second et troisième partage de la Pologne et la campagne antirévolutionnaire. Jusqu'en 1775, elle affirma et eut besoin d'affirmer son activité exubérante dans toutes les directions. Elle eut d'abord à défendre son trône contre une série d'entreprises plus ou moins menaçantes. Une série de mesures de haute police, plus ou moins faites pour augmenter sa gloire, y correspondirent.

Dès le mois d'octobre 1762, un certain Pierre Hrouchtchof fut accusé, avec les frères Simon, Ivan et Pierre Gourief, d'avoir comploté le rétablissement sur le trône d'Ivan de Brunswick, enfermé, comme l'on sait, depuis 1741 dans une prison. Condamné avec ses complices à la déportation dans le gouvernement d'Orenbourg, Hrouchtchof prit part en 1772 au soulèvement des exilés de Sibérie, que dirigea le fameux Beniowski. Il parvint à s'échapper, après une série d'aventures romanesques, gagna l'occident de l'Europe par l'Amérique et servit dans l'armée française avec le grade de capitaine.

Cette conjuration, vraie ou fausse, car la réalité des intentions criminelles prêtées aux accusés ne paraît pas avoir été clairement établie, a été souvent confondue avec une autre aventure postérieure en date, dans laquelle la princesse Dachkof se trouva compromise. En mai 1763, pendant le séjour que Catherine fit à Moscou pour son couronnement, de nouvelles arrestations pour crime de haute trahison furent ordonnées par l'impératrice. Mais le malheureux Ivan, toujours végétant dans sa prison, n'était pas en cause cette fois. Il s'agissait de tout autre chose. Le bruit s'était répandu que Catherine songeait à épouser Grégoire Orlof. Quelques-uns de ceux qui avaient pris la part la plus active à l'élévation de la nouvelle tsarine, Fédor Hitrovo en tête, jugèrent les intérêts de l'Empire offensés par ce projet vrai ou supposé. Empêcher l'impératrice d'y donner suite ou, en cas de persistance de sa part, tuer le favori, tel aurait été le but du complot formé par eux. Hitrovo fut trahi par un de ses amis, qui dénonça, en même temps, comme ses complices : Panine, Tieplof, Passek, la plupart des héros de la journée du 12 juillet, et la princesse Dachkof. Arrêté, Hitrovo assuma toute la responsabilité des faits incriminés. Il croyait bien servir l'Empire et l'impératrice. La princesse Dachkof, interrogée, répondit qu'elle ne savait rien, mais que, saurait-elle quelque chose, elle se tairait également. Au surplus, si l'impératrice voulait qu'elle portât sa tête sur l'échafaud, après l'avoir aidée à mettre une couronne sur la sienne, elle était prête ! L'affaire n'eut pas des suites très graves. Hitrovo seul fut exilé dans sa terre du gouvernement d'Orel. On publia aussi au son du tambour, dans les rues de Moscou, un ukase, qui n'était que le renouvellement d'un acte antérieur du gouvernement d'Élisabeth (5 juin 1757), et par lequel il était interdit aux habitants de s'occuper des choses qui ne les regardaient pas. Les affaires d'État, en général, étaient comprises dans l'énumération des objets ainsi qualifiés. L'interdiction fut renouvelée en 1772.

Presque en même temps, un prêtre, l'archevêque de Rostof, Arsène Matsieievitch, soulevait l'étendard de la révolte d'une main beaucoup plus audacieuse. La politique de Catherine vis-à-vis du clergé orthodoxe ne laissait pas de prêter à des critiques assez fondées. En montant sur le trône, elle s'était prononcée avec vigueur contre les mesures par lesquelles Pierre III s'était attiré la désaffection, sinon l'opposition effective de l'Église. Elle avait fait ouvrir les chapelles privées, fermées par ordre du tsar, interdire la

représentation de pièces païennes au théâtre, renforcer la censure des livres ; enfin, elle avait arrêté la sécularisation des biens ecclésiastiques. Brusquement, elle se ravisa et rappela toutes ces mesures, protectrices d'intérêts qu'elle ne jugea plus utile de ménager. Une partie des biens rendus à leurs anciens détenteurs fut l'objet de nouvelles reprises. Le clergé en masse courba la tête, comme il avait fait précédemment. Arsène seul se dressa en défenseur des droits communs méconnus ou outragés. Il alla jusqu'à introduire dans le rituel des formules nouvelles qui, sous couleur d'anathématiser les ennemis de l'Église, visaient directement l'impératrice. Arrêté et mis en présence de la souveraine, il s'emporta, paraît-il, en discours d'une violence telle qu'il obligea Sa Majesté à se boucher les oreilles. Il fut condamné à la dégradation et à l'internement dans un cloître, où il dut, par ordre exprès, remplir les plus humbles offices, porter de l'eau et couper du bois. Quatre années plus tard, après une nouvelle tentative de révolte, il échangea le cloître contre une prison mieux gardée. On choisit la forteresse de Reval, pour qu'il ne pût parler en russe aux gardiens du lieu, ceux-ci n'entendant que le letton. Il changea de nom et ne s'appela plus que le paysan André *Vral*, c'est-à-dire menteur, ou *Brodiaguine*, c'est-à-dire brigand. Il mourut en 1772. Une année auparavant, un marchand du nom de Smoline avait renouvelé la protestation du malheureux évêque contre les atteintes portées aux droits du clergé. Dans une lettre adressée à l'impératrice et remplie des plus virulentes invectives, il accusait ouvertement la souveraine de n'avoir mis la main sur les biens ecclésiastiques que pour les distribuer à Orlof et à d'autres favoris. Il terminait par cette apostrophe : « Tu as un cœur de pierre comme Pharaon… De quel châtiment n'es-tu pas digne, toi qui tous les jours fais châtier des voleurs et des brigands ! » Catherine prouva que l'énergumène la calomniait, en se montrant clémente. Smoline n'eut que cinq années de forteresse, après quoi, sur sa propre demande, paraît-il, il devint moine, et ne fit plus parler de lui.

Pourtant, en 1764 déjà, la mort d'Ivan de Brunswick avait ajouté une nouvelle tache de sang à celle que le drame de Ropcha laissait dans l'horizon éblouissant du nouveau règne. Ivan, on s'en souvient, était ce petit empereur de deux ans, détrôné en 1741 par Élisabeth. Interné d'abord avec le reste de sa famille à Holmogory, sur la mer Blanche, puis, seul, dans la forteresse de

Schlüsselbourg, il avait grandi dans l'ombre de son cachot. On le disait malade d'esprit et bègue ; mais il avait régné, un coup de main pareil à celui qui l'avait fait descendre du trône pouvait l'y faire remonter : il restait une menace. Il donnait des inquiétudes à Voltaire lui-même, qui prévoyait que les philosophes ne trouveraient pas en lui un ami. En septembre 1764, il disparut. L'événement a été l'objet de récits et de commentaires contradictoires, où l'histoire court grand risque de s'égarer. Pour servir son impériale bienfaitrice, le patriarche de Ferney s'occupa d'« arranger » l'événement. D'autres y travaillèrent aussi, et Catherine la première. Voici les faits connus. Un officier du nom de Mirovitch, étant de garde à la forteresse de Schlüsselbourg, décida une partie des hommes placés sous ses ordres à lui prêter main-forte pour délivrer le « tsar ». Mais Ivan avait auprès de lui deux surveillants, auxquels on venait précisément de donner une consigne rigoureuse : ils devaient tuer le prisonnier plutôt que de le laisser sortir. Ils le tuèrent. Catherine fut soupçonnée de complicité dans ce meurtre : on crut à un guet-apens combiné par elle avec Mirovitch. Celui-ci, il est vrai, se laissa juger, condamner et exécuter sans mot dire ; mais ne lui avait-on pas fait accroire qu'il serait gracié au dernier moment ? Des précédents existaient : sous Élisabeth, plusieurs hauts dignitaires, Osterman, entre autres, avaient ainsi bénéficié de la clémence impériale au moment où leur tête reposait déjà sur le billot.

Il y eut quelques détails étranges dans le procès : sur un ordre exprès de l'impératrice, on ne fit aucune recherche pour découvrir d'autres complices, probables cependant, du crime. On n'inquiéta pas les parents de Mirovitch. Il serait malséant de vouloir établir une accusation sur d'aussi vagues indices. Catherine montra une fois de plus, dans cette circonstance, la force d'âme dont elle disposait. Elle faisait une tournée en Livonie quand la nouvelle de l'événement lui parvint. Elle ne pressa pas son retour et ne changea rien à son itinéraire.

Mais la grande crise politique à l'intérieur de l'Empire fut celle de 1771-1775. De tout temps, jusqu'au seuil du siècle présent au moins, la Russie a été la terre classique des prétendants. Dès la première moitié du XVIIe siècle, après l'extinction de la dynastie de Rourik, ils se succèdent à de brefs intervalles. Sous Catherine, c'est une série presque sans interruption. En 1765, deux soldats déserteurs, Gavrilo Kremnief et Ievdokimof, prennent

successivement le nom de Pierre III. En 1769, nouvelle apparition de l'ombre sanglante du tsar assassiné, et c'est encore un déserteur, Mamykine, qui revêt le masque ambitieux et tragique. Emelian Pougatchef n'est ainsi qu'un continuateur. Mais cette fois Catherine n'a plus affaire à un obscur complot ou à une tentative puérile, dont quelques coups de knout ou de hache auront facilement raison. Une véritable tempête se déchaîne derrière le farouche *samozvaniets*, menaçant d'ébranler le trône et les assises même de l'Empire, dans l'écroulement général de l'ordre politique et social tout entier. Aussi bien ne s'agit-il plus là d'un simple duel entre usurpateurs plus ou moins bien armés pour la défense ou la conquête d'une couronne, qui depuis longtemps appartient à qui sait la prendre. La lutte qui s'engage a un autre nom et une autre portée. C'est un combat entre l'*état* moderne, que Catherine cherche à dégager de l'œuvre inachevée léguée par Pierre Ier à ses héritiers, et l'*état primitif* dans lequel la masse du peuple s'obstine à vivre encore, entre l'organisation et le désordre inorganique, qui est le mode naturel d'existence des peuples sauvages, entre la centralisation et la force centrifuge, qui est propre à cet état de nature. C'est encore le cri de la misère, dans laquelle demeurent plongés les bas-fonds populaires, s'élevant contre la splendeur improvisée d'une classe — combien restreinte ! — de privilégiés. C'est une protestation obscure de la conscience nationale contre les panégyriques des philosophes et des poètes, des Voltaire et des Derjavine, célébrant à l'envi la splendeur du nouveau règne. Car, si Catherine a beaucoup fait déjà pour que, sur les hauteurs où elle plane avec son cortège de dignitaires et de favoris, avec toute la pompe et toute la majesté de son rang souverain, son nom, son pouvoir, sa grandeur propre soient entourés d'un éclat incomparable, elle n'a rien ou presque rien fait encore pour ceux d'en bas, pour les humbles, pour les petits, qui peinent, qui souffrent comme par le passé, qui ne prennent aucune part, n'y comprenant rien, à ces triomphes et à ces conquêtes d'en haut, et s'irritent seulement de cet éblouissement qui y paraît, et qui fait mieux ressortir à leurs yeux la profondeur de leur propre misère. Parmi ceux-ci, le court règne de Pierre III avait éveillé des espérances et laissé des regrets. La sécularisation des biens du clergé, commencée par l'empereur, avait paru un acheminement à l'affranchissement des serfs et y conduisait effectivement. Les serfs attachés aux domaines sécularisés devenaient libres. Nous avons vu que Catherine interrompit cette œuvre. Pierre avait inauguré aussi un régime de tolérance

absolue à l'égard des dissidents. Il ne se souciait pas de faire le gendarme au bénéfice de l'Église orthodoxe. La légende, comme d'habitude, grossissait ses mérites. Les *skoptsy* ou mutilateurs, en particulier, vénéraient en lui un saint et un martyr de leur cause. Son affiliation à la secte aurait été la raison déterminante de sa mort. Les accidents de sa vie conjugale prêtaient une vraisemblance à ces fables. Catherine, nous l'avons vu, ne suivit pas non plus dans cette voie les errements de son époux, et ce qui avait fait sa victoire se retournait maintenant contre elle. Le *raskol* joua un rôle considérable dans le mouvement insurrectionnel, et avec lui tous les éléments de mécontentement et de désordre, jusqu'à l'inquiétude turbulente des races asiatiques, aux prises, dans les environs de Kazan et de Moscou même, avec l'hégémonie russificatrice de l'État : tout cela entra en lice contre l'État et contre le régime créé ou maintenu par lui. Emelian Pougatchef ne servit que d'instrument et de prête-nom à cette levée en masse des rancunes et des appétits d'un immense prolétariat. Avant son apparition, des exemples isolés de révolte dans les rangs des serfs attachés à la glèbe s'étaient produits fréquemment. En 1768, il y eut, dans le gouvernement seul de Moscou, neuf cas de propriétaires tués par leurs paysans. L'année suivante, il y en eut huit encore, et parmi les victimes se trouva un des héros de la guerre de Sept Ans, le général Leontief, fait prisonnier sur le champ de bataille de Zorndorf et marié à une sœur du victorieux Roumiantsof.

Emelian Pougatchef était le fils d'un Cosaque du Don. Il avait, lui aussi, pris part comme simple soldat à la guerre de Sept Ans, s'y était distingué, avait servi encore contre les Turcs, puis avait déserté. Repris, il se sauva et commença une carrière d'*outlaw* et de brigand, qui devait aboutir à la sanglante épopée par laquelle se termina sa vie. Le fait d'une ressemblance accidentelle qu'il aurait eue avec Pierre III et qui l'aurait aidé à jouer son rôle a été nié et ne paraît reposer sur aucun témoignage sérieux. Les portraits du *samozvaniets* qui nous ont été conservés n'en laissent voir aucune trace. Pierre III avait un visage de singe grimaçant ; Pougatchef montre le type commun du *moujik* russe. Il prit le nom du défunt empereur comme d'autres l'avaient pris avant lui. Mais il eut la chance funeste de paraître à l'heure marquée pour la convulsion sociale, dont nous avons indiqué les causes. Il ne provoqua pas le mouvement qui se préparait depuis

longtemps ; ce fut ce mouvement plutôt qui s'empara de lui. Il n'essaya même pas de le diriger. Il se mit à sa tête et se rua en avant tête baissée, poussé par le flot tumultueux et grondant. Ce fut une course terrible, qui couvrit de ruines fumantes et sanglantes une moitié de l'immense empire. Au bout de quatre années, la force disciplinée de l'élément organisé l'emporta sur l'élément sauvage. Pougatchef, vaincu et fait prisonnier par un des lieutenants de Panine, fut amené à Moscou dans une cage de bois, condamné à mort et exécuté. Le bourreau lui coupa la tête avant de l'écarteler. Catherine affirma que ce fut par son ordre : elle tenait à paraître plus humaine que ne l'avait été Louis XV avec Damiens. Elle avait pourtant à venger d'autres injures et d'autres crimes. Les victimes faites par Pougatchef à la tête de ses bandes ne se laissent pas dénombrer, et Catherine eut une forte peur. Elle avait beau envoyer à Voltaire des saillies plus ou moins spirituelles sur le compte du « marquis de Pougatchef » !

Un trait bizarre de cette aventure, mais d'une bizarrerie que l'on a vue se renouveler fréquemment dans des circonstances analogues, fut que, tout en se soulevant contre l'État, tel qu'ils le voyaient organisé entre les mains de Catherine, Pougatchef et ses compagnons n'eurent rien de plus pressé que de copier cette organisation, de la singer du moins, voulons-nous dire, jusque dans les menus détails de ses formes extérieures. Après avoir épousé une fille du peuple, le faux empereur eut soin de lui donner une sorte de cour d'honneur. Des jeunes paysannes, dressées à coups de bâton, jouèrent les *freilines* avec un grotesque énorme, s'essayant aux révérences cérémonieuses et aux baisemains respectueux. Pour augmenter l'illusion de sa souveraineté supposée, Pougatchef imagina même de donner à ses principaux lieutenants les noms des principaux personnages de l'entourage de Catherine : le Cosaque Tchika prit le nom de Tchernichof avec le titre de feld-maréchal ; d'autres s'appelèrent : comte Vorontsof, comte Panine, comte Orlof, etc. [1]

Cette comédie coûta cher à tout le monde. Catherine y perdit le restant de son enthousiasme d'autrefois pour la réparation des iniquités sociales ; la Russie, à part d'immenses pertes matérielles, y fit probablement celle encore d'un règne qui s'était annoncé comme fécond en grandes réformes humanitaires. La politique intérieure de Catherine porta jusqu'à la fin, ainsi que nous l'avons indiqué déjà, la trace de ces années terribles, et comme la

cicatrice sanglante des coups reçus et rendus pendant une lutte qui fut un combat à mort. Il y eut d'autres morts que ceux qui périrent par le fer ou par le feu. Quelques-unes des idées que Catherine avait apportées avec elle au gouvernement de l'Empire restèrent sur le champ de bataille — et c'était peut-être ce qu'elle y avait apporté de mieux.

Au point de vue des attributions de l'État en matière de haute police, le régime qu'elle pratiqua, à partir de 1775 surtout, fut, en un sens, un régime de réaction par rapport à celui que Pierre III avait inauguré. Pierre avait supprimé la sinistre chancellerie secrète, legs honteux d'un temps que la Russie pouvait espérer ne plus revoir. Catherine ne voulut pas rétablir l'institution avec ses formes odieusement surannées, mais peu à peu, tout en laissant le nom de côté, elle s'arrangea pour avoir la chose à peu près tout entière : elle eut Étienne Ivanovitch Chechkofski. Une légende s'est formée autour de la personne mystérieuse de ce fonctionnaire, dont Catherine ne se sépara jamais. La réalité, sans égaler l'horreur des souvenirs laissés par les tortionnaires d'Ivan Vassilevitch, ne laissa pas probablement d'être de nature à jeter quelque ombre sur la réputation que l'amie des philosophes prétendait conserver en Europe. Ce fut entre ses mains une machine policière sournoise et hypocrite. Chechkofski n'avait ni attributions officielles correspondant à sa fonction, ni organisation apparente de son travail inquisitorial. Mais il avait l'œil et la main partout. Il paraissait posséder le don d'ubiquité. Il n'arrêtait personne : il invitait à dîner, et on ne se hasardait pas à refuser l'invitation. Après dîner, on causait, et les murs de la confortable et discrète demeure ne trahirent jamais le secret de ces conversations. Un fauteuil particulier était, paraît-il, réservé au convive, qu'un mot, toujours aimable, mais significatif, avait engagé à franchir le seuil redouté. Brusquement ce fauteuil emprisonnait celui qui avait été engagé poliment à y prendre place, et descendait avec lui dans un sous-sol, de façon, cependant, que la tête et les épaules du personnage demeurassent à l'étage supérieur. La victime gardait ainsi son incognito vis-à-vis des aides de Chechkofski. Le bas du corps seul était soumis par eux à un traitement plus ou moins rigoureux. Chechkofski lui-même se détournait à ce moment et se donnait l'air d'être étranger à ce qui se passait. L'exécution achevée et le fauteuil remis en place avec son hôte, il faisait volte-face, et, le sourire sur les lèvres, reprenait l'entretien là où cette petite surprise l'avait interrompu.

On a raconté qu'un jeune homme, averti de ce qui l'attendait, profita de sa présence d'esprit et de sa grande force musculaire pour pousser Chechkofski lui-même à la place qui lui était destinée sur le siège fatal. Après quoi il prit la porte. On devine le reste. Chechkofski mourut en 1794, laissant une grosse fortune.

Les lois dont Catherine se proposait, en 1767, de doter la Russie, en copiant Montesquieu et Beccaria, ne prévoyaient pas tout cela. Mais voyons son œuvre de législatrice.

2.2

Au cours de l'année 1765, Catherine, écrivant à d'Alembert, lui annonce en ces termes l'envoi prochain d'un écrit de sa composition, qu'elle désire soumettre à son suffrage :

« Vous y verrez comme, pour l'utilité de mon empire, j'ai pillé le président de Montesquieu, sans le nommer : j'espère que, si de l'autre monde il me voit travailler, il me pardonnera ce plagiat, pour le bien de vingt millions d'hommes qui en doit résulter. Il aimait trop l'humanité pour s'en formaliser. Son livre est mon bréviaire. »

Deux années après, l'ouvrage n'est pas encore prêt, et Catherine en donne ainsi la raison au grand philosophe qu'elle a choisi pour arbitre :

« Ce dont je vous ai dit plusieurs fois que je m'occupe ne ressemble plus à ce que j'ai voulu envoyer. J'ai effacé, déchiré et brûlé bien la moitié, et Dieu sait ce que deviendra le reste. »

Vers le milieu de l'année 1767, pourtant, les travaux de Catherine arrivent à leur terme ; le fruit de son long effort est publié : c'est la fameuse *Instruction pour la commission législative*, qu'elle a résolu en même temps de réunir. La dernière page contient cette invocation :

« À Dieu ne plaise que, l'œuvre abordée par nous étant conduite à sa fin, il y ait une autre nation au monde où la justice soit mieux traitée et la prospérité générale plus grande par conséquent. Le but que j'ai poursuivi ne serait pas atteint alors. Je ne veux pas vivre pour voir ce malheur. »

Catherine, on le voit, se faisait une grande idée de la portée de son entreprise. Le président de Montesquieu aidant, c'est toute une révolution qu'elle se proposait d'accomplir et une nouvelle époque qu'elle croyait ouvrir dans l'histoire non seulement de la Russie, mais de toutes les nations européennes. Soumis aux nouvelles lois qu'on allait lui dicter, le peuple russe prendrait la tête du monde civilisé. En désignant toutefois l'auteur de *L'Esprit des lois* comme son unique collaborateur dans la préparation du grand œuvre, Catherine ne donnait pas le secret entier de son travail. Elle faisait tort à une autre collaboration également anonyme et forcée. *L'Instruction* rédigée par elle n'est autre chose qu'un recueil de principes, formulés dans une série de paragraphes, une anthologie politique et philosophique, destinée à guider les futurs législateurs dans la composition du nouveau Code qu'il s'agit de donner à la Russie. Or, sur cinq cent vingt-six de ces paragraphes, un peu plus de la moitié seulement constituent un emprunt fait à Montesquieu ; le reste est pris, copié à peu près textuellement, dans le *Traité des délits et des peines* de Beccaria [2].

Nous avons parlé plus haut de la valeur de cette composition au point de vue de la forme. Quant au fond, les traits généraux qui s'y laissent découvrir correspondent au caractère général des idées et des tendances de Catherine à cette époque de sa vie. Libéralisme, optimisme et sentimentalisme, telles sont les notes qui y dominent. Les appels au sentiment, au patriotisme, à l'humanité, à l'amour du prochain se rencontrent partout. « Les riches ne doivent pas opprimer les pauvres » (§ 35). « L'amour de la patrie est un moyen de prévenir les crimes » (§ 81). Il y a des paragraphes à la douzaine dans ce goût-là. Un paragraphe isolé (§ 416) frise le socialisme. Les inconvénients du contraste habituel de la richesse coudoyant la pauvreté y sont présentés de façon à contenter les partisans les plus absolus de la doctrine égalitaire. Il est d'ailleurs question, à maintes reprises, d'égalité et de liberté (§ 14, 16, 34, 36, 37, 39), et aussi du droit naturel et de ses conflits avec le droit positif (§ 405, 407, 410). Des antithèses entre les lois et les mœurs, entre les fautes politiques et les fautes morales, entre la détention et

l'emprisonnement (§ 56, 59, 60, 167-174), sont présentées avec toute l'originalité de vues et tout l'esprit que Montesquieu et Beccaria ont pu y faire briller. Les tortures et les supplices raffinés sont flétris comme ils méritent de l'être (§ 79, 194, 206). Les § 209-210 renferment même une argumentation contre la peine de mort, avec une restriction, cependant, concernant les cas de nécessité politique. Il ne faut pas que Montesquieu et Beccaria empêchent l'impératrice de Russie de défendre sa couronne contre les Pierre III et les Ivan VI, vrais ou faux. En revanche, le § 518 contient cette noble déclaration, qui est tout un programme de politique libérale : « Les peuples n'ont pas été créés pour nous ; nous n'existons que pour nos peuples. » Est-ce la condamnation cependant de l'absolutisme ? Point. Appelant encore Montesquieu à l'aide, Catherine trouve — que ne trouve-t-on pas dans un bon auteur ? — qu'il se prononce pour cette forme de gouvernement (§ 9) et aussi pour les privilèges des classes, surtout pour ceux de la noblesse (§ 360). Que fait-elle du tiers état ? Elle en fait une définition assez obscure (§ 377-378). Quant aux paysans, elle n'en fait à peu près rien. A-t-elle peur de trop dire sur ce chapitre ? C'est possible. Elle se tire d'affaire en mettant le chapitre de côté. À peine touche-t-elle à la question, de loin, dans quelques phrases vagues, qui ne visent pas à poser des principes, encore moins à préparer des articles de loi. Elle exprime, en passant, l'avis qu'il ne faut réduire les gens en esclavage qu'à bon escient (§ 253), et que les serfs méritent d'être défendus contre l'abus des mauvais traitements (§ 256). C'est la doctrine de l'*esclavage éclairé*, faisant contrepartie à celle du despotisme de même qualité. De fait, le § 260, copié textuellement dans *L'Esprit des lois*, se prononce contre l'abolition immédiate du servage.

On voit que, même en 1767, le libéralisme théorique de Catherine souffrait déjà des accommodements avec la pratique du milieu social et politique dans lequel elle se trouvait placée. Mais aussi, le texte tout entier de son *Instruction*, tel qu'il a été publié en 1767 et tel qu'il nous est parvenu, n'est que le résultat d'une transaction entre l'inspiration originale de l'impératrice et la pression des influences ambiantes — celles-ci se révélant dans ce travail de rédaction poursuivi pendant deux années et dans les corrections continuelles qui en nécessitaient la prolongation. Avant d'Alembert, d'autres juges, pris dans l'entourage de Catherine, furent appelés à apprécier son œuvre et à faire entendre la voix de l'opinion locale

en réponse à celle de la philosophie. Nous connaissons les observations présentées par deux d'entre eux : l'auteur Soumarokof et le chef de bureau Baskakof. Elles étaient de nature à arrêter Catherine sur le chemin où ses amis de l'Occident l'avaient engagée. Ainsi que Catherine le disait à d'Alembert, son travail ne ressembla plus du tout, en 1767, à ce qu'il avait été deux ans auparavant. Nous possédons quelques fragments du manuscrit primitif. Ils font regretter ce qui en a été perdu pour toujours. En ce qui concerne notamment la question brûlante du servage, nous y lisons les maximes suivantes :

« C'est un grand abus que l'existence simultanée d'un esclavage personnel et réel… Chaque homme doit avoir de quoi se vêtir et se nourrir conformément à son état, le tout fixé par la loi… Les lois doivent pourvoir à ce que les serfs ne soient pas abandonnés à eux-mêmes dans la vieillesse et dans la maladie… Les punitions infligées aux serfs par leurs maîtres devraient l'être en vertu d'un droit de juridiction et non d'un droit de propriété… La condition des paysans pourrait être réglée par des lois, qui leur donneraient les moyens d'acquérir leur liberté… »

Jugés dangereux, ces passages ont disparu de la rédaction définitive. Observons encore qu'en puisant à la source que nous avons indiquée les matériaux de son travail, Catherine y a cherché plutôt des idées et des principes isolés qu'une inspiration générale. On peut dire qu'elle a démarqué Montesquieu et Beccaria avec l'esprit de Voltaire, corrigé par celui des vieux conservateurs russes. C'est ainsi que s'explique l'aspect hétéroclite de l'ouvrage, dans lequel la pensée de l'auteur se reflète d'ailleurs assez exactement. Sur certains points, l'influence voltairienne s'est affirmée dans le sens d'un libéralisme plus avancé. Ainsi, les § 261 et 295 de L'*Instruction*, faisant niche à la prudente réserve de Montesquieu, dont le § 260, cité plus haut, s'est inspiré, vont jusqu'à poser en principe la nécessité de doter de la propriété des terres par eux cultivées ces mêmes serfs qu'on a décidé de ne pas affranchir. Il en résulte, sur ce point et sur d'autres, des contradictions flagrantes. Mais nous savons déjà que Catherine ne redoutait pas celles-ci.

En général, c'est la doctrine de l'absolutisme que l'esprit de Voltaire a fait prévaloir dans la composition de L'*Instruction*. C'est elle aussi qui a présidé à la réunion de l'assemblée législative chargée de mettre en œuvre la

pensée de l'impératrice. L'idée elle-même de cette *Instruction*, l'idée de tracer ainsi à des législateurs le canevas obligatoire de leurs travaux, élaboré dans le cerveau de quelques penseurs étrangers, au lieu de les engager à consulter les mœurs, les coutumes, les traditions locales, l'idée de substituer par avance une initiative individuelle à l'initiative collective des pouvoirs constitués pour faire la loi, qu'on réduit ainsi au rôle de simples prête-noms, cette idée est toute voltairienne. Aussi bien le patriarche de Ferney n'attacha-t-il tout de suite aucune importance à l'assemblée en question. Il y vit surtout une occasion de faire valoir ses principes de tolérance religieuse. Catherine lui ayant parlé de diverses religions, grecque, musulmane ou même païenne, devant se coudoyer dans la prochaine législature, et son imagination ayant travaillé là-dessus, cette perspective le séduisait. Il aurait voulu envoyer la Sorbonne à Moscou. Pour ce qui est de légiférer, il pensait que Catherine s'en tirerait mieux à elle seule.

Catherine prit d'abord son assemblée très au sérieux. L'idée d'une convocation de ce genre n'était pas neuve, même en Russie. En 1648 déjà, un Code de lois, composé par ordre du tsar Alexis, avait été lu et discuté dans une réunion de notables. En 1720, il y eut une commission de codification, à laquelle Pierre Ier convia même des étrangers, mais dont les travaux n'aboutirent point. Dans les dernières années du règne du grand tsar, un penseur très original, qu'on pourrait appeler, toutes proportions gardées, le Montesquieu russe, un philosophe doublé d'un paysan du Danube, Ivan Possochkof, prêcha la réunion d'une assemblée qui comprendrait des députés pris dans toutes les classes de la société. Il en fut encore question sous Catherine Ire, sous Pierre II et sous Élisabeth. Mais, par un renversement de l'ordre habituel des choses, qui est fait pour nous éclairer sur la condition dans laquelle se trouvait la Russie d'alors, la résistance à ces tentatives d'appel au peuple venait surtout du peuple lui-même. L'élément populaire se refusait à venir en aide à l'État pour le suppléer dans l'exercice des fonctions législatives exercées jusqu'à présent sans partage. Catherine II prit sur elle de vaincre cette résistance. Un manifeste impérial, publié le 14 décembre 1766, reçut, cette fois, une prompte exécution. Peu de collèges électoraux s'abstinrent d'envoyer des députés. La Petite-Russie, seule, profita de l'occasion pour manifester ses tendances séparatistes. Elle bouda l'assemblée. Les réunions électorales eurent six jours pour la discussion de la

rédaction des cahiers. Malgré ce délai si court, le travail fut dans son ensemble assez bien fait. L'exercice du droit de pétition y avait préparé les esprits. Il y avait tant de sujets de plainte ! Quinze cents cahiers environ furent rédigés, dont les deux tiers présentés par les paysans — par les paysans libres, bien entendu, ceux de la Petite-Russie et ceux des domaines de la couronne, les serfs, c'est-à-dire la grande majorité, n'ayant pas voix au chapitre. Quelques-uns des cahiers, parmi ceux surtout émanant de la noblesse, parurent conçus de façon à donner raison à Voltaire. Ainsi, la noblesse de Mourom déclara *n'avoir rien à demander ni absolument pas de quoi se plaindre*. Mais, en général, les demandes et les doléances ne firent pas défaut, et le travail des législateurs fut bien préparé.

Ce à quoi Catherine n'avait pas songé, c'est à organiser d'avance ce travail. Elle ne s'en avisa qu'en avril 1768, soit environ neuf mois après l'ouverture de l'assemblée, qui eut lieu le 31 juillet 1767. Le règlement qu'elle fit préparer alors ne servit plus à grand-chose. Le travail de codification était tombé aux mains de diverses commissions, dix-neuf en nombre, qui se partagèrent la besogne. Il ne devait pas en sortir. Quant à l'assemblée elle-même, ce fut un cabinet de lecture. On y lut L'*Instruction* rédigée par Catherine et on pleura d'attendrissement en écoutant l'invocation qui la terminait. Il est vrai que l'impératrice était présente dans une loge. On lut ensuite les cahiers. Contrairement aux prévisions, les séances demeurèrent fort paisibles. Mais aussi, il n'y eut pas de discussion proprement dite. Des observations furent parfois présentées sur les sujets traités dans les cahiers en lecture, mais elles se produisaient dans la forme de mémoires collectifs, émanant d'un groupe de députés, et elles arrivaient généralement en retard. On lisait déjà autre chose et on passait outre.

Il y avait une raison majeure qui empêchait l'assemblée de remplir son objet : la plupart de ses membres n'avaient aucune idée du véritable but qui était assigné à leurs travaux et n'arrivèrent pas à s'en faire une. Les six premières séances furent employées à chercher un prédicat élogieux que l'on décernerait à l'impératrice. Grégoire Orlof proposa celui-ci : « Catherine la Grande, très sage, mère de la patrie. » Catherine releva vertement la puérilité de cette préoccupation : « Je les ai réunis pour examiner des lois — écrivit-elle au président de l'assemblée, Bibikof — et ils s'occupent de l'anatomie de mes qualités. » Elle refusa le titre. Mais la leçon ne profita

guère. À tout instant, l'assemblée s'égarait et perdait son chemin et son temps. Au cours d'une discussion sur les droits des commerçants, Léon Narychkine demanda la parole pour lire un travail sur l'hygiène. Les droits des commerçants furent oubliés du coup. On n'en parla plus. Une autre délibération importante fut interrompue par un membre qui avait à recommander un remède souverain contre les engelures.

Les travaux de l'assemblée se traînèrent ainsi à Moscou d'abord, puis à Saint-Pétersbourg, à partir de février 1768. Catherine s'en désintéressa peu à peu et finit par s'en lasser tout à fait. Elle se rendait compte qu'on n'aboutissait à rien et qu'on n'avait pas grande chance d'aboutir. Peut-être subissait-elle aussi la pression des influences hostiles, que la stérilité de cette besogne législative n'arrivait pas à désarmer. Enfin, son esprit si mobile se laissait détourner déjà par d'autres préoccupations. La guerre turque était survenue. Le 18 décembre 1768, le président Bibikof annonça à ses collègues que, les nécessités de la guerre appelant dans les rangs de l'armée un grand nombre de députés, les séances de l'assemblée devaient, par ordre de Sa Majesté, prendre fin. Un député eut la naïveté de demander si les délibérations reprendraient cours ultérieurement. Bibikof répondit affirmativement ; mais, à ce moment, raconte un contemporain, on entendit dans la loge impériale le bruit d'un fauteuil renversé avec violence, suivi du frou-frou orageux d'une robe de soie s'éloignant précipitamment : c'était la réponse de l'impératrice.

En fait, il ne fut plus jamais question d'une nouvelle session législative. Plus tard, Catherine essaya de donner le change à l'opinion. En 1787, elle écrivait à Grimm :

« Ce qui a fait la fortune de mon assemblée de députés, c'est que j'ai dit : "Tenez, voilà mes principes, dites vos plaintes, où est-ce que le soulier vous blesse ? Allons, remédions, je n'ai point de système, je souhaite le bien commun : il fait le mien. Allons, travaillons, faites des projets, voyez où vous en êtes." Et ils se mirent à visiter, à ramasser des matériaux, à parler, à rêver, à disputer, et votre très humble servante était à écouter, et très indifférente pour tout ce qui n'était pas utilité commune et bien commun. »

Où Catherine pouvait bien découvrir la « fortune » de cette législature qui n'avait fait aucune loi, il serait malaisé de le dire. Sans doute, Frédéric II

lui prodigua des éloges et l'Académie de Berlin appela la législatrice dans son sein. À Paris, l'avocat Blonde publia, en 1771, contre Maupeou, un pamphlet intitulé : *Le Parlement justifié par l'impératrice de Russie*, qu'il composa à coups de citations empruntées à L'*Instruction pour la commission législative*. Mais en général l'opinion contemporaine resta froide. Les envoyés des puissances étrangères en résidence à Saint-Pétersbourg jugeaient les travaux de la commission à leur valeur. L'Anglais Henri Shirley les traitait de « simple plaisanterie ». Le chargé d'affaires français Rossignol écrivait :

« Je suis fort attentif à suivre les opérations de l'assemblée de la diète de la nation russe, quoique je pense, comme on est assez généralement persuadé ici, que ce phénomène extraordinaire n'est… qu'une comédie… Ce sont les favoris et les affidés de l'impératrice qui dirigent tout, qui font la lecture des lois d'une voix si précipitée ou si basse qu'à peine on les entend, et dont la teneur est souvent tronquée. Ils demandent ensuite l'approbation de l'assemblée, qui n'a garde de la refuser à ce qu'elle n'a pas entendu et encore moins compris… » Au rapport d'un autre agent français, Sabatier de Cabre, un certain nombre de députés se seraient empressés de vendre la médaille d'or qu'ils devaient porter comme insigne de leur fonction. Pourtant, L'*Instruction* de Catherine eut une bonne fortune inattendue : la publication en fut interdite en France !

La guerre turque, le partage de la Pologne et la lutte avec Pougatchef éloignèrent Catherine pendant l'espace de huit années de toute tentative nouvelle dans une voie où « son bonheur » n'avait pas voulu la suivre. Le triomphe de l'arbitraire s'affirma pendant cette longue période. La parole fut au canon, aux ukases péremptoires et au knout. En septembre 1773, le préfet de police de Pétersbourg, Tchitchérine, ayant fait fouetter cruellement des domestiques appartenant à divers personnages haut placés, le vice-chancelier, prince Galitzine, porta plainte pour les siens. « Je ne mets aucune différence entre mes sujets, pourquoi voulez-vous que Tchitchérine en mette ? » se contenta de répondre l'impératrice. Voilà quelle était maintenant sa façon de comprendre l'égalité.

Vers 1776, la politique extérieure venant à chômer, Catherine se laisse reprendre peu à peu par ses anciennes préoccupations ; mais l'élan qui

l'emportait autrefois dans cette voie lui fait défaut.

« La législomanie va clopin-clopant, écrit-elle à Grimm. Cependant, par-ci par-là, je retrouve des vues, mais point d'ensemble, cet ensemble où toutes les choses venaient se placer de soi-même, les unes la pointe en haut, les autres la pointe en bas, allant toutes merveilleusement bien dans le même cadre… Je ne sais ce que c'est, si c'est la matière ou la tête, mais les enjambées deviennent rares ; c'est une fièvre lente et continue, sans élan… »

Par contre, nous surprenons à cette époque sous sa plume une phrase qui prouve que, revenant sur d'anciennes erreurs, elle est allée au fond des choses et a fini par comprendre de quoi la législation d'un pays devait être faite. Voltaire lui avait envoyé son *Prix de la justice et de l'humanité*, destiné dans sa pensée à servir de base à la confection d'un code criminel à l'usage de la Russie. Pour cent louis donnés à un scribe quelconque, Catherine, croyait-il, en aurait l'affaire. Ce n'est pas comme cela, observe Catherine dans une lettre adressée à son confident, que l'on compose un Code… « Pour le faire, il faut pêcher dans le cœur, dans l'expérience, dans les lois, coutumes et mœurs d'une nation, et point dans la bourse. »

En 1779, elle étudie les lois danoises, « pour savoir pourquoi dans ce pays, selon Tristram Shandy, tous les hommes sont au niveau ; on a beau se casser la tête, aucune chicane ne peut avoir lieu ». La perspective que cette étude lui fait découvrir ne l'enchante pas ; elle en a « la cervelle desséchée » : « Tout est prévu, par conséquent donc, personne ne pense, et tout devient moutonnier. L'excellent chef-d'œuvre ! J'aimerais mieux jeter au feu tout ce que, selon vous, j'ai mis sens dessus dessous, que de faire une belle législation qui produisît l'insupportable race de moutons fades et sots. »

Jusqu'à la fin de sa vie, elle remue cette catégorie d'idées et de problèmes, et légifère d'une manière intermittente, à « bâtons rompus » toujours. En 1787, pendant son séjour à Kiev, elle fait publier une loi contre les duels, accompagnée d'un choix de préceptes de haute morale, qui semblent puisés dans *L'Imitation*. L'œuvre d'ensemble qu'elle avait rêvée et annoncée en 1767 demeure absente. Il y a une raison principale à cela, à côté de beaucoup d'autres accessoires : cette œuvre aurait dû être abordée par le commencement, et le commencement — c'était la réforme, sinon la suppression radicale du servage.

Cette question est, il faut le dire à l'honneur de Catherine, une de celles qui ont le plus et le plus longtemps occupé son esprit. Quand elle était grande-duchesse encore, elle formait, nous l'avons vu, des projets, d'ailleurs peu praticables, pour l'affranchissement des paysans attachés à la glèbe. Elle avait, à travers ses lectures, découvert, nous ne saurions dire où, l'histoire d'une émancipation générale et simultanée des serfs d'Allemagne, de France, d'Espagne et d'autres pays, qui aurait été l'œuvre d'un concile ! Elle se demandait si une réunion d'archimandrites pourrait, en Russie, produire le même résultat bienfaisant. En arrivant au pouvoir, elle inaugura le grand œuvre par la réforme de la condition des serfs dans les biens ecclésiastiques confisqués au profit du Trésor : les paysans qui s'y trouvaient devenaient simplement sujets à une légère capitation ; tout ce qu'ils gagnaient en plus leur demeurait propre, et ils pouvaient, moyennant une somme modique, se libérer entièrement : c'était la liberté offerte en prime au travail et à l'industrie des intéressés, et c'était une idée féconde. L'exécution ne laissait pas de présenter quelques inconvénients : les moines, dépouillés, se trouvaient du coup réduits à la misère. Au rapport du marquis de Bausset, il leur restait environ huit roubles par tête et par an pour vivre ; ils se voyaient obligés de mendier sur les routes ; et l'avilissement du clergé national, un des points douloureux de la Russie moderne, peut bien procéder de là, en partie au moins. Mais il y eut environ un million de paysans affranchis, ou en passe de l'être. C'était un commencement. Pour aller plus loin, Catherine compta sur sa commission législative. Elle dut en rabattre, comme nous l'avons fait voir. Son *Instruction* eut à subir à cet égard des retouches que nous avons signalées. La masse des paysans attachés à la glèbe n'eut même pas de représentants au sein de l'assemblée, et l'on y discuta seulement la question de savoir qui aurait le droit d'en posséder. Il se trouva que tout le monde voulait de ce droit : les marchands y prétendirent, et aussi le clergé et encore les Cosaques, jaloux de revendiquer leurs privilèges. Ces manifestations d'un esprit rebelle aux idées humanitaires caressées par elle irritaient Catherine. Des notes écrites par elle à cette époque nous donnent un reflet curieux de ses impressions :

« S'il n'est pas possible de concéder la personnalité à un serf, il n'est donc pas un homme. Appelez-le un animal, ce qui nous vaudra beaucoup de

gloire et de réputation d'humanité dans le monde entier… La loi du servage repose sur un principe honnête établi pour des animaux par des animaux. »

Mais les députés de la commission ne lisaient pas ces notes, et elles n'auraient d'ailleurs pas suffi probablement à changer leurs sentiments. De tous côtés Catherine se heurtait à une opposition invincible. En 1766, déjà, elle avait proposé à la Société d'économie politique, fondée sous ses auspices, une question à résoudre concernant le droit du cultivateur à la terre arrosée par sa sueur. Cent vingt réponses furent envoyées en russe, en français, en allemand et en latin. Ce fut Béardé de l'Abbaye, membre de l'académie de Dijon, qui remporta le prix de mille ducats. Mais, par treize voix contre trois, la Société d'économie s'opposa à la publication de son travail.

Catherine finit par se persuader qu'elle avait affaire à un problème provisoirement insoluble et dangereux à aborder. La révolte de Pougatchef l'affermit dans cette idée. Au cours d'une conversation qu'elle eut à cette époque avec le directeur des douanes, V. Dahl, elle exprimait la pensée qu'on risquait, en soulevant la question, de provoquer une révolution *semblable à celle d'Amérique*. Elle n'avait évidemment que des notions assez incomplètes sur ce qui se passait à ce moment de l'autre côté de l'Océan. « Qui sait, pourtant ?, ajoutait-elle. J'ai réussi à terminer heureusement tant d'autres choses ! » En 1775, écrivant à son procureur général, le prince Viazemski, elle insistait encore sur la nécessité de faire quelque chose pour les malheureux serfs, sans quoi « ils prendront tôt ou tard eux-mêmes la liberté que nous leur refusons ». Le comte Bloudof a prétendu avoir vu entre les mains de l'impératrice, en 1784, un projet d'ukase décidant que les enfants des serfs nés après 1785 deviendraient libres. Cet ukase ne vit jamais le jour. Dans les papiers de l'impératrice trouvés après sa mort, s'est rencontré un autre projet concernant l'organisation des paysans libres, notamment des neuf cent mille serfs affranchis par la sécularisation des biens ecclésiastiques. Ce document a été publié dans le vingtième volume du *Recueil de la Société impériale d'histoire russe*. Les nombreuses corrections qui chargent l'original, écrit tout entier de la main de Catherine, prouvent qu'elle y a longuement travaillé. Elle n'est arrivée d'ailleurs qu'à l'idée assez bizarre, et probablement malheureuse, d'une application des institutions

municipales aux conditions, très différentes, de la vie rurale. Cette conception est restée également stérile.

Il y avait encore plusieurs raisons pour qu'il en fût ainsi. En fait, l'élévation de Catherine avait été, en 1762, l'œuvre de la noblesse ou du moins d'une élite appelée à en tenir lieu, et non celle du peuple. Il en résultait pour la nouvelle tsarine l'obligation impérieuse de s'appuyer sur cet élément et de compter avec lui. D'ailleurs, avant même son avènement au trône, l'« esprit philosophique » de Catherine et son libéralisme ne l'empêchaient pas de professer un certain culte pour les anciennes familles. Ses *Mémoires* en font foi. Avec le temps, elle substitua peu à peu à la vieille aristocratie des Narychkine, des Saltykof, des Galitzine, dont s'était composé son premier entourage, une aristocratie de création récente, où brillèrent les Orlof et les Patiomkine. Mais ce ne fut qu'un échange. D'autre part, il est à considérer qu'à cette époque un libéral de la trempe de Diderot en arrivait facilement, après avoir examiné la question du servage russe en compagnie de la princesse Dachkof, à regarder une réforme radicale sur ce point comme prématurée. Les observations de la princesse suffisaient à ébranler dans l'esprit du philosophe des convictions formées et mûries depuis vingt ans. Probablement, il en parut quelque chose dans les entretiens que Diderot eut plus tard avec Catherine elle-même. Et dix ans après, le comte de Ségur, ayant sans doute regardé les paysans russes à travers les glaces du carrosse impérial, exprimait paisiblement la conviction que leur sort *ne laissait rien à désirer*. Catherine devait finir, et finit, en effet, par s'en persuader elle-même. Dans ses notes sur le livre de Radistchef, un libéral convaincu et intransigeant celui-là, qui, en 1790, crut qu'il était temps encore de faire de la philosophie et paya cher son erreur, l'impératrice est allée jusqu'à avancer, comme un fait hors de contestation, qu'il n'y a pas au monde de paysan mieux traité que le paysan russe, ni de maître plus doux et plus humain qu'un propriétaire de serfs en Russie ! Pour savoir ce qu'il en était au juste, il ne faut pas aller bien loin dans l'examen des faits appartenant à l'histoire de la question — histoire qui ressemble à un douloureux martyrologe. Comme exemple de l'humanité témoignée par les grands seigneurs russes envers les paysans leur appartenant, le comte de Ségur a désigné dans ses *Mémoires* une comtesse Saltykof. Il a eu la citation malheureuse. Les premières années du règne de Catherine ont été remplies du bruit causé par le procès et le

jugement d'une comtesse Daria Saltykof, accusée d'avoir mis à mort, au moyen de supplices raffinés, jusqu'à cent trente-huit de ses serfs des deux sexes. Soixante-quinze victimes, dont une fillette de douze ans, furent relevées avec certitude par l'enquête. Et, malgré le cri de la conscience populaire, qui a gardé du nom de la *Saltytchiha* un souvenir épouvanté, Catherine n'osa pas faire justice complète. Les complices plus ou moins volontaires de l'horrible femme, le pope qui présida à l'ensevelissement des victimes et les valets qui les frappèrent, reçurent le knout sur une des places de Moscou ; la comtesse Saltykof s'en tira avec une condamnation à la prison perpétuelle. C'était déjà un progrès : sous le règne d'Élisabeth, sous celui de Pierre III, ces mêmes faits, universellement connus, étaient demeurés impunis. Le knout était échu en partage aux dénonciateurs de tant d'abominables forfaits ! Le cas de la *Saltytchiha* fut exceptionnel ; la règle demeurait elle-même suffisamment cruelle. La législation en vigueur ne limitait en aucune façon le droit des propriétaires, par rapport aux châtiments corporels à appliquer à leurs serfs. Elle les autorisait à les envoyer en Sibérie. C'était un moyen de peupler les vastes solitudes de ce pays d'exil. Catherine y ajouta la faculté de compléter l'exil par les travaux forcés. Quant au reste, la loi fut muette comme par le passé. Et la jurisprudence variait. En 1762, le Sénat frappa de la déportation un propriétaire qui avait fait fouetter un paysan jusqu'à ce que la mort s'ensuivît. Mais, en 1761, un fait identique n'eut pour sanction qu'une pénitence religieuse. Un document curieux nous a été conservé : c'est une liste des punitions infligées, en l'année 1751 et au-delà, dans les domaines du comte P. Roumiantsof. La lecture en est angoissante : on croit faire un rêve hideux. Pour être entrée dans la chambre de ses maîtres pendant qu'ils dormaient et avoir ainsi troublé leur sommeil, une servante est passée par les verges et *condamnée à la privation de son nom :* on ne l'appellera plus que par un sobriquet qui est une injure, et les contrevenants seront frappés de *cinq mille coups de bâton* (nous lisons bien cinq mille) *« sans pitié »*. Cinq mille coups de bâton sont d'ailleurs loin de constituer un *maximum*. Une sorte de code criminel, en usage dans les mêmes domaines, comprend des châtiments beaucoup plus sévères encore. Il y est pourvu aussi à ce que l'application de ces peines ne cause pas un trop grand dommage au propriétaire, en le privant trop longtemps du travail des domestiques ainsi châtiés. Il est dit qu'un homme ayant reçu dix-sept mille (*sic*) coups de bâton

ou cent coups de knout — les deux peines sont considérées comme équivalentes — *ne pourra demeurer au lit qu'une semaine*. S'il tarde à se lever et à revenir au travail, *il sera privé de nourriture*.

Ce code fut en vigueur sous le règne de Catherine. Il correspondait à peu près à la pratique commune. En fait, à travers diverses tentatives contradictoires, Catherine n'a marqué son initiative dans cette direction que par deux actes, qui tous deux ont constitué une aggravation sensible du régime préexistant. Au point de vue du traitement des serfs par leurs maîtres, en supprimant le droit de plainte directe au souverain, elle a supprimé le seul correctif, très insuffisant d'ailleurs, qui atténuait, dans une certaine mesure, des abus monstrueux. On commença par renvoyer les plaignants à leurs propriétaires, c'est-à-dire à leurs bourreaux ; puis on leur appliqua la peine du fouet. En 1765, un ukase du Sénat substitua à la peine du fouet celle du knout et des travaux forcés. En 1779, un peintre français du nom de Velly, chargé de faire le portrait de l'impératrice, faillit faire connaissance avec cette législation nouvelle, ayant profité d'une séance pour présenter un placet à Sa Majesté. Il fallut une intervention diplomatique pour le tirer de ce mauvais pas. Au point de vue de la loi du servage en elle-même, la grande œuvre du règne de Catherine a été l'introduction du droit commun russe dans les anciennes provinces polonaises de la Petite-Russie, c'est-à-dire la transformation des paysans libres qui s'y trouvaient en serfs attachés à la glèbe.

En 1774, causant avec Diderot, comme celui-ci parlait avec quelque dégoût de la malpropreté qu'il avait aperçue chez les paysans des environs de Pétersbourg, l'impératrice se serait laissée aller à dire : « Pourquoi auraient-ils soin d'un corps qui n'est pas à eux ? » Ce mot amer, s'il a été prononcé, résumait un état de choses avec lequel elle avait fini par concilier ses aspirations humanitaires.

En 1798, dans une série d'annonces insérées dans *La Gazette de Saint-Pétersbourg* (n◦ 36), à côté de l'offre d'un étalon du Holstein à vendre, figurait celle de quelques exemplaires de l'*Instruction pour la commission législative*, conservés à l'imprimerie de l'Académie, et plus bas ces lignes :

« Si quelqu'un veut acheter toute une famille ou un jeune homme et une jeune fille séparément, il peut s'adresser chez la blanchisseuse en soie, vis-à-

vis de l'église de Kazan. Le jeune homme, nommé Ivan, est âgé de vingt et un ans ; il est sain, robuste, et sait friser les dames. La fille, bien faite et bien portante, nommée Marfa, âgée de quinze ans, sait coudre et broder. On peut les examiner et les avoir à un prix raisonnable. »

Cela résumait les résultats que Catherine, comme législatrice, avait légués à son successeur. Si défectueuse, incomplète et incohérente qu'ait été cependant l'œuvre par elle accomplie dans cette voie, elle n'en a pas moins fait époque dans l'histoire du développement national. Par à-coups et par boutades, en entassant les uns sur les autres ukases, chartes et règlements de toute espèce, appareils bizarres et hétéroclites, où les éléments les plus divers, législation civile et législation criminelle, organisation administrative et organisation judiciaire, se trouvaient réunis pêle-mêle (comme dans son fameux « Établissement des gouvernements » de 1775, comme dans les chartes octroyées en 1785 à la noblesse et aux villes), Catherine a fini (si dépourvue d'« esprit créateur » qu'elle voulût encore se dire) par créer un moule, dans lequel toute la vie sociale et économique du pays s'est trouvée comprise pour un long espace de temps. La Russie y a vécu, tant bien que mal, jusqu'au règne d'Alexandre II. Et, eu égard au passé, cette œuvre n'en constitua pas moins, dans son ensemble, un progrès considérable.

2.3

En ce qui concerne l'administration de la justice, à travers beaucoup d'autres essais fugitifs, incohérents et infructueux, l'initiative souveraine de Catherine s'est également affirmée par quelques traits durables, qui portent la marque de son esprit audacieux et entreprenant. Le principe électif appliqué à la constitution de tribunaux de toute espèce, le droit reconnu aux justiciables d'être jugés par leurs pairs, ces réformes hardies fort discutées sur le moment et fort discutables en effet, ont présidé, pendant près d'un siècle, à l'organisation judiciaire du pays. Parmi les contemporains, un

étranger, Mercier de la Rivière, s'en est montré fort enthousiaste ; un indigène, auteur de *Mémoires*, auxquels nous avons eu déjà recours (Vinski), les a jugées beaucoup moins dignes d'éloge. À l'entendre, elles n'ont eu pour effet que de mettre 326 juges là où il y en avait auparavant 50 :

« Le plus clair résultat de ce bienfait pour le pauvre agriculteur est qu'au lieu de trois moutons, il doit en porter maintenant quinze à la ville », pour conserver de bons rapports avec la justice.

Peut-être cette différence d'appréciation ne tenait-elle qu'à la distance, souvent mesurée par Catherine elle-même, entre les principes dont la justesse la séduisait et leur application, où elle apercevait « du gauche et du louche ».

Catherine s'est aussi donné beaucoup de peine pour accélérer dans les diverses juridictions la marche des affaires, qui était d'une lenteur désespérante. En 1769, un marchand de Moscou, Popof, ayant été poussé par les embarras exaspérants de la procédure jusqu'à s'écrier en plein tribunal qu'il n'y avait pas de justice en Russie sous le règne de Catherine seconde, l'impératrice fit rayer du procès-verbal ces paroles audacieuses, mais elle donna ordre en même temps de terminer l'affaire de Popof dans le plus bref délai, « afin qu'il vît qu'il y avait une justice en Russie ».

Le zèle de la souveraine était louable ; il produisait en général peu d'effet. La machine était trop lourde pour qu'une main, même aussi énergique que la sienne, pût en gouverner les rouages épais. En 1785, des armateurs français attendaient encore à Saint-Pétersbourg le règlement de certaines indemnités dues à eux et reconnues comme exigibles pour des dommages qu'ils avaient eu à souffrir pendant la première guerre turque. Le comte de Ségur, qui s'était employé en leur faveur, écrivait qu'il n'avait pu obtenir autre chose, sinon qu'au lieu de le renvoyer de semaine en semaine, on le renvoyait maintenant de jour en jour. Il ajoutait :

« Quant aux dettes particulières, je ne leur refuserai certainement jamais mes bons offices, mais j'en garantis d'avance l'inutilité. Le ministre d'Angleterre et moi, nous sommes convaincus par une triste expérience qu'il est impossible ici de faire acquitter les lettres de change les plus sacrées, quand le débiteur ne veut point payer. Les lois sont bien contre, mais la

corruption des juges, l'indolence des tribunaux, l'usage et l'exemple sont toujours en sa faveur. L'impératrice est au moment de décider l'affaire du sieur Prory, de Lyon, et le débiteur dit hautement que, s'il est possible de lui faire perdre son procès, il sera au moins très impossible de le faire payer. Cette négligence inconcevable dans l'exécution des ukases, relativement aux dettes, est produite par le désordre général des gens considérables de ce pays-ci, qui sont tous ruinés et qui protègent la friponnerie des négociants russes qui les soutiennent. »

L'initiative de l'impératrice et son droit de justice suprême se manifestaient le plus fréquemment et de la manière la plus efficace, ainsi que nous l'avons indiqué déjà, dans l'adoucissement des sévérités excessives auxquelles les juridictions ordinaires ne renonçaient point. Catherine se vantait de n'avoir jamais signé un arrêt de mort. Elle a laissé cependant Pougatchef, et avant lui Mirovitch, porter leurs têtes sur l'échafaud. Mais elle usait, dans ces cas exceptionnels, d'un subterfuge : se disant directement mise en cause par les attentats qu'il s'agissait de punir, elle renonçait, occasionnellement, à ses prérogatives de haut justicier, pour ne pas, disait-elle, être ensemble juge et partie. En général, elle s'appliqua à substituer la déportation à la peine capitale, et même à celle du fouet. Elle laissa cependant parfois appliquer le knout, même comme instrument de coercition, pour provoquer les aveux des accusés. Et il faut savoir ce qu'était ce genre de torture. Le knout était un fouet muni d'une lanière, dont le cuir préparé par un procédé spécial possédait à la fois la souplesse du caoutchouc et la dureté de l'acier. Maniée par un bourreau qui prenait son élan pour frapper avec plus de force, la lanière pénétrait dans les chairs et y traçait à chaque coup un sillon profond qui mettait les os à nu. Cent coups étaient considérés comme une limite, au-delà de laquelle la résistance, c'est-à-dire la vie du patient, même doué d'une vigueur exceptionnelle, ne pouvait se prolonger. En général, les *sujets* perdaient connaissance au dixième ou quinzième coup. Si on continuait, on ne frappait bientôt plus qu'un cadavre. L'habileté du bourreau consistait à prendre ses distances, de façon à allonger les hachures sanglantes sur le dos du patient les unes à côté des autres, sans perdre un pouce de chair. Au moment de frapper, le *zaplietchnik* (ainsi appelé parce qu'il mettait la main munie du fouet derrière son épaule pour donner au coup plus de force) criait au patient : *Bieriegis !* (« Gare ! » mot à

mot : « Mets-toi de côté, range-toi ») comme par une suprême ironie. Dans les chambres de question, le knout était communément combiné avec l'estrapade : on frappait le patient après l'avoir suspendu en l'air par les bras qu'on lui avait ramenés préalablement derrière le dos, de façon à provoquer un déboîtement des articulations et une douleur intolérable.

Nous savons que Catherine fut un adversaire résolu de la torture. Pourtant, au cours d'un procès qui se traîna de 1765 à 1774, et où des incendiaires se trouvaient en cause, la torture fut appliquée trois fois aux accusés.

Une légende, dont nous ne sommes pas à même de vérifier la source, nous montre la souveraine aux prises dans son rôle de justicier avec ce que nous appellerions aujourd'hui « un crime passionnel ». Le cas est des plus compliqués. Une jeune paysanne, fille de parents riches, aime un jeune homme pauvre. Surprise par son père, elle cache son amant sous les matelas du lit commun. La communauté du couchage était alors générale en Russie, même chez les gens aisés de cette classe. Le père s'étend sur le lit et étouffe le malheureux. Survient un voisin. Mis au fait de ce qui est arrivé, il enlève le cadavre, le jette à la mer. Mais pour prix de sa complaisance, il force la jeune fille à devenir sa maîtresse. Elle a un enfant ; il le noie également. Puis il a des besoins d'argent et en demande à la malheureuse. Pour lui en donner, elle vole son père. Enfin, il l'oblige à le suivre au cabaret, où il veut faire parade de sa conquête. Elle y va, mais en sortant, elle y met le feu. Le cabaret brûle avec tous ceux qui s'y trouvent. On l'arrête. Elle est convaincue de vol, d'infanticide et d'incendie. Les tribunaux la condamnent. Catherine l'absout. Elle borne sa punition à une pénitence religieuse.

2.4

C'est dans le domaine de l'administration proprement dite que Catherine a exercé, d'un bout à l'autre de son règne, l'activité la plus soutenue et,

jusqu'à un certain point, la plus féconde. Elle s'est occupée de tout. Nous avons d'elle un travail personnel, très volumineux, sur l'établissement de manufactures. Par contre, elle s'est avisée, en 1783, de réformer la toilette des dames et des messieurs de sa cour, voulant la rendre moins coûteuse : la réforme n'était pas pour plaire aux manufacturiers. Élisabeth, à ce que raconte le comte Galovkine dans ses *Mémoires*, forçait la belle Narychkine à porter ses robes sans panier, pour que les grâces de sa taille ne fissent pas trop ombrage à sa propre beauté. Pour des raisons moins personnelles, Catherine eut recours à des lois somptuaires, et la grande-duchesse Paul, revenant de Paris, dut renvoyer, sans même les déballer, les merveilles que la fameuse mademoiselle Bertin avait mises dans ses caisses. En général, il faut le dire, avec beaucoup d'énergie et de bonne volonté, l'initiative de la souveraine s'est montrée dans cette direction, comme dans les autres, dépourvue et d'esprit de suite et d'une connaissance approfondie des choses, fragmentaire, capricieuse et allant pour ainsi dire au hasard.

« On fait trop d'établissements à la fois dans cet empire, écrivait le comte de Ségur en 1787, le désordre qu'entraîne la précipitation y étouffe la plupart des créations du génie. On veut, dans le même temps, former un tiers état, attirer le commerce étranger, établir des manufactures en tout genre, étendre l'agriculture, augmenter le papier, faire hausser le change, baisser l'intérêt de l'argent, fonder des villes, peupler des déserts, couvrir la mer Noire d'une nouvelle marine, conquérir un voisin, enchaîner l'autre et étendre son influence dans toute l'Europe. Il est certain que c'est beaucoup entreprendre. »

Catherine avait à lutter d'ailleurs avec des difficultés énormes. La première année de son règne, elle s'aperçut qu'au Sénat, tout en s'occupant des questions les plus complexes ayant trait à l'administration du pays, on ne possédait pas de carte qui indiquât la position des chefs-lieux de gouvernement, dont on réglait le sort sans savoir s'ils étaient voisins de la mer Noire ou de la mer Blanche. Elle envoya un commissionnaire à l'Académie des sciences avec cinq roubles pour en rapporter une. Elle s'employait énergiquement à la répression des abus multiples et extravagants, auxquels le fonctionnement de toutes les branches de l'administration demeurait soumis, et la Russie lui doit à cet égard de sérieux progrès, mais là aussi la tâche à accomplir dépassait ses forces. Un

jour, elle envoyait un officier de sa garde, Maltchanof, à Moscou, pour pratiquer une révision et mettre au jour des malversations qui lui avaient été signalées. Maltchanof avait besoin d'un passeport pour voyager. La Russie a été de tout temps le pays des passeports. Il perdit trois jours dans des courses obligatoires, de bureau à bureau, avant d'en obtenir un. Pendant ce temps, les délinquants, prévenus, se mettaient en règle. Une corruption éhontée se maintenait du haut en bas de l'échelle administrative. En 1770, pendant la peste de Moscou, les officiers de police s'arrangèrent avec les officiers de santé pour rançonner les bourgeois riches de la ville : on dénonçait les malheureux, comme suspects d'être atteints du mal qui ravageait la population ; le médecin, sous prétexte d'examiner les sujets ainsi signalés, leur barbouillait les mains avec du nitrate d'argent ; des taches noires y apparaissant bientôt, les prétendus pestiférés étaient mis en quarantaine : s'ils ne se rachetaient pas, on profitait de leur absence pour piller leurs maisons. À Saint-Pétersbourg même, un témoin de valeur, l'inspecteur de police Longpré, envoyé de Paris en 1783, avec une mission d'ordre judiciaire, signale des désordres lamentables : les rues pas ou mal gardées, des incendies détruisant à tout instant des quartiers entiers de la ville, etc. À peu près à la même époque, l'envoyé anglais Harris mentionne le cas d'un de ses compatriotes qui, victime d'un vol à main armée, dépouillé d'une forte somme d'argent, essaye en vain d'intéresser à son malheur des officiers de police subalternes, finit par s'adresser au lieutenant de police en personne, et le trouve à sept heures du matin occupé à chercher une réussite avec un paquet de cartes sales.

Une des œuvres les plus durables de Catherine, des plus méritoires et des mieux combinées, fut la Maison des enfants trouvés, créée en 1763. Des privilèges et des faveurs, comme aucune institution de bienfaisance n'en reçut jamais nulle part, furent accordés à cet établissement : exemption d'impôts et de corvées, droit de justice et de police autonome, liberté personnelle acquise aussi bien aux élèves qu'à tous les employés leur consacrant leur travail, monopole de la loterie, part aux bénéfices des théâtres, etc. Un revenu de 50 000 roubles fut assigné par l'impératrice pour l'entretien de la Maison, dont un philanthrope, Procope Demidof, construisit à ses frais les énormes bâtiments. Betzki, nommé directeur, y employa toute sa fortune (environ 2 millions de francs) et vingt années de travail assidu.

Un ouvrage publié par lui en 1775 sous ce titre : *Plans et statuts des différents établissements ordonnés par l'impératrice Catherine pour l'éducation de la jeunesse*, donne une idée élevée de la grandeur de l'œuvre. Diderot, qui en surveilla la traduction et l'impression faite à La Haye, y ajouta une notice où nous lisons ces lignes :

« Lorsque le temps et la constance de cette grande souveraine les auront conduits au point de perfection dont ils (ces établissements) sont tous susceptibles et que plusieurs ont atteint, on visitera la Russie pour les connaître, comme on visitait autrefois l'Égypte, Lacédémone et Crète, mais avec une curiosité qui sera, j'ose le dire, et mieux fondée et mieux récompensée. »

On commence en effet, de nos jours, à visiter la Russie. Il est vrai que ce n'est pas précisément avec la préoccupation que prévoyait Diderot. Mais peut-être faut-il attendre encore l'accomplissement de sa prophétie.

2.5

Un côté de l'administration de Catherine se présente à l'esprit sous les apparences d'un problème défiant toute solution : c'est sa politique financière. Ce qu'étaient les finances de la Russie à son avènement, elle l'a dit dans un journal intime, dont, par malheur, un fragment seulement nous a été conservé :

« J'ai trouvé l'armée cantonnée en Prusse sans solde depuis huit mois ; dans la caisse de l'Empire pour 17 millions de roubles de bons impayés ; une circulation monétaire de 100 millions de roubles, dont 40 millions enlevés en espèces par l'étranger ; presque toutes les branches du commerce monopolisées entre les mains de particuliers ; le revenu des douanes affermé pour 2 millions ; un emprunt de 2 millions tenté en Hollande par l'impératrice Élisabeth, mais sans succès ; aucun crédit et nulle confiance à

l'extérieur ; à l'intérieur, les paysans en révolte partout et, dans certaines contrées, les propriétaires eux-mêmes prêts à imiter leur exemple… »

C'était le résultat d'un régime que Pierre Ier avait trouvé en vigueur, qu'il n'avait pas essayé de modifier, qui relevait d'un ensemble d'idées et de traditions, héritage direct de la domination tartare et de la coutume asiatique, qui se résumait non pas même dans la mise en coupe réglée, mais plutôt dans la mise au pillage de toutes les ressources économiques du pays, et que nous caractérisions ainsi, il y a quelques années, dans une étude consacrée aux finances du grand empire. « On a imposé tout ce qu'on a jugé imposable, jusqu'aux longues barbes des *moujiks*, qui se sont trouvés avoir à payer un droit d'entrée aux barrières des villes ! Pour faire rentrer les impositions, on a eu recours au fer et au feu, aux exécutions militaires et aux procédés de torture ingénieuse recommandés par l'expérience des siècles. Le Trésor restant vide, on a affermé ses revenus, on les a vendus et on les a mis en loterie. On s'est décidé, en désespoir de cause, à prendre le tout pour la partie, l'objet imposé lui-même pour l'imposition, et on a établi, en 1729, le "Bureau des biens confisqués". »

Que fait Catherine de cet état de choses ? Elle commence par chercher des palliatifs. Elle met les ressources de sa cassette particulière à la disposition de l'État. Puis elle essaye d'amender l'organisation elle-même du Trésor public. Le vice capital de cette organisation, c'est le défaut d'unité : les finances de l'Empire sont aux mains de diverses institutions indépendantes les unes des autres, dont chacune tire de son côté, et qui ne s'entendent que pour dilapider à l'envi. Catherine tente une unification et une centralisation de ces services. Des réformes isolées, la suppression des monopoles et des privilèges afférents à un certain nombre de sociétés commerciales, la résiliation de la ferme des douanes, fournissent un supplément de recettes. Mais l'ensemble des revenus reste très bas : il ne dépasse guère 17 millions de roubles (environ 85 millions de francs). Or, il s'agit de le mettre au niveau des exigences nouvelles de la politique impériale, qui, elle, veut aller de pair avec celle des grandes puissances européennes, de la France, qui a un budget de près d'un demi-milliard de francs ; de l'Angleterre, qui en a un de 12 millions de livres sterling. Bien plus ! Catherine songe à éclipser tous ses rivaux de l'Occident. Par ses entreprises multiples à l'extérieur, par le faste de sa cour, par les largesses

répandues à travers la foule de ses adulateurs, dont l'Europe est bientôt remplie, par l'or qu'elle sème à pleines mains sur ses favoris, elle entend effacer le souvenir du grand roi, du Roi-Soleil, dont la carrière prestigieuse hante son imagination.

Elle y réussit presque ! La première guerre turque coûte 47 millions et demi de roubles. Et, après un répit de quelques années, la poursuite de grands desseins recommence au-dehors avec l'annexion de la Crimée, avec la seconde guerre turque, la guerre de Suède, la conquête de la Pologne, l'expédition de Perse, etc. À l'intérieur, la dépense n'est pas moindre. Le favoritisme coûte en trente-quatre années environ 50 millions de roubles. L'entretien de la cour, le désordre et la dilapidation aidant, demande des sommes énormes. De 1762 à 1768, l'entretien du seul palais de Peterhof est porté sur les états pour 180 000 roubles (900 000 francs), et quand l'impératrice y arrive en juin 1768, elle trouve tout dans le délabrement le plus absolu. L'argent est allé ailleurs. En 1796, c'est à un budget de 80 millions de roubles environ que Catherine doit faire face.

Elle y fait face ! D'un bout à l'autre de son règne, elle pourvoit à tout. Elle paye tout et tout le monde, l'apprentissage d'Alexis Orlof sur sa flotte de l'Archipel, les folies de Patiomkine et l'enthousiasme de Voltaire. Elle laisse l'or couler pour ainsi dire entre ses doigts, et elle n'en manque ou paraît n'en manquer jamais. Comment ? Par quel prodige ? L'explication est aisée à fournir ; mais, pour entendre cette explication, il faut pénétrer un secret, dont Catherine eut, et ce fut son mérite et sa grande force, sinon la connaissance réfléchie, du moins l'intuition géniale. Aux prises avec les embarras financiers que nous avons dits, il eût été étrange que les gouvernants de l'Empire ne songeassent pas un jour ou l'autre à un expédient qui, pour désastreuse que sa pratique se fût montrée en Occident, ne laissait pas d'y séduire encore les imaginations. En arrivant au pouvoir, Pierre III décréta, en effet, aussitôt la création d'une *banque* et la mise en circulation de *billets* pour la somme de 5 millions de roubles. Cette idée de l'empereur ne sourit pas tout d'abord à l'impératrice. La machine à assignats, dont elle ne comprenait pas bien le fonctionnement, ne lui disait rien de bon. Mais, en 1769, les exigences de la guerre turque l'emportèrent sur ses répugnances et sur ses scrupules, et, dès lors, l'instrument de sa puissance financière, le pouvoir magique qui, de 1769 à 1796, a soutenu la

fortune et la gloire de la grande souveraine, nourri l'effort colossal et toujours renouvelé de son règne et suppléé à toutes ses prodigalités, était créé. En vingt-sept ans, Catherine a fait fabriquer pour 157 700 000 roubles d'assignats. En ajoutant 47 739 130 roubles d'une part et 82 457 426 roubles de l'autre pour le produit des emprunts extérieurs ou intérieurs contractés à la même époque, nous arrivons à un total de 287 896 556 roubles, soit près d'un milliard et demi de francs, prélevés sur le crédit public. Voilà comment et avec quoi Catherine a payé.

Le lecteur a fait déjà la réflexion que son cas n'a pas été exceptionnel dans l'Europe contemporaine. Sans doute. Aussi bien que Pierre III n'a pas inventé la presse à assignats, Catherine n'a pas été seule à s'en servir. Seulement — et c'est ici que l'exception, le prodige et le secret auquel nous avons fait allusion, apparaissent dans son histoire à elle —, seulement, on sait à quoi la mise en œuvre de ce système a conduit dans d'autres pays : la banqueroute, la hideuse banqueroute, dont parlait Mirabeau, n'a pas tardé à faire justice des illusions ainsi mises en circulation sous l'officielle estampille de l'État, en attendant que l'État lui-même fût traduit devant le tribunal des revendications populaires et mis en faillite par la révolution. Or, la Russie n'a rien vu de pareil, ni sous le règne de Catherine, ni sous le règne de ses successeurs. Et rien de pareil n'a pu s'y produire, pour une raison très simple : ce qui est arrivé ailleurs est arrivé parce que l'abus du crédit a conduit à l'épuisement plus ou moins rapide, mais fatal, de la matière quelconque, capital constitué, dépôt métallique, immeubles hypothéqués, servant de gage aux émissions de papier-monnaie ou aux emprunts. Cela ne pouvait arriver en Russie et ne peut y arriver aujourd'hui encore, parce que le gage, la garantie unique, sur laquelle a reposé et repose toujours le crédit public, tout le crédit intérieur ou extérieur du pays, y est *impérissable*. Cette garantie n'a pas de limites, matérielles au moins. Jusqu'à présent, il n'a pas paru non plus qu'elle en ait de morales. Ou s'il en a paru quelque chose, cela s'est traduit tout au plus par une diminution d'élasticité, et non pas par un anéantissement, même momentané, des ressources puisées par l'État à cette source. Qu'est-ce donc que ce gage ? Le philosophe hirsute, le penseur à demi sauvage qui, sous le règne de Pierre Ier, remua ces problèmes dans son intelligence peu cultivée, mais non dépourvue de profondeur, Possochkof l'a expliqué dans son langage pittoresque : « Ce qui fait la valeur d'une pièce de

monnaie, ce n'est pas l'or, l'argent, le cuivre, la matière plus ou moins précieuse qui a été employée pour la confectionner ; non, rien de tout cela ne fait que cette pièce de monnaie soit reçue en échange d'un boisseau de blé ou d'une pièce de drap. Ce qui fait cela, c'est l'image de l'empereur frappée sur le métal, c'est la volonté de l'empereur, exprimée par cette image, d'attribuer à ce morceau de métal une efficacité telle, qu'on l'accepte sans hésiter en retour des choses ayant une valeur réelle, servant aux usages réels de la vie. Et, dès lors, la matière dont cette pièce de monnaie est faite importe peu. La volonté de l'empereur serait d'attribuer la même valeur à un morceau de cuir, à une feuille de papier, elle suffirait, et il en serait ainsi… »

Toute la théorie du crédit public, tel qu'il a fonctionné en Russie à l'époque de Catherine et tel qu'il y fonctionne de nos jours, à peu de chose près, est contenue dans ces paroles, et aussi toute l'économie des finances dont Catherine a eu la disposition. C'est pour avoir adopté cette théorie, pour l'avoir résolument mise en pratique, pour n'avoir pas hésité à s'en prévaloir à outrance devant l'esprit docile de ses sujets, qu'elle s'est trouvée à même de faire tout ce qu'elle a fait. Car la confiance établie au-dedans a rayonné au-dehors, le crédit, ainsi fondé sur une base imaginaire, a franchi les limites de l'Empire, l'argent a attiré l'argent, les contributions prélevées à l'étranger sont venues s'ajouter à celles qu'a pu fournir le pays lui-même, et l'ensemble de ces ressources artificiellement créées a stimulé la productivité nationale elle-même, gonflé les sources nourricières de l'impôt.

« On aurait tort, écrivions-nous en 1885, de voir dans cette conception le fruit d'une aberration passagère. On pourrait, avec plus de raison, la croire inhérente au génie du peuple qui l'a vue naître, et offrant, en tout cas, les caractères d'un phénomène particulièrement durable et résistant, puisqu'elle préside aujourd'hui encore aux destinées financières de l'immense empire. La banque créée par Pierre III d'un trait de plume n'a ni capital constitué, ni dépôt métallique emmagasiné dans ses caves, ni gage effectif. Elle s'en passe et s'en passera à tout jamais… » Il y a, d'ailleurs, au fond de cette conception, une autre idée que celle de la puissance illimitée du souverain. Le souverain, dont l'image auguste brille au revers des roubles d'argent et des impériales d'or, y figure comme le représentant, la personnification globale de la *richesse nationale*. Et c'est cette richesse aussi qui, n'ayant jamais été mesurée et ne pouvant l'être, apparaît à l'imagination populaire

comme dépassant toute mesure. C'est elle, à proprement parler, qui sert d'hypothèque aux émissions de papier-monnaie et aux émissions de rente sur l'État. Ainsi la formule est complète. Elle s'est imposée et elle s'impose perpétuellement à la masse du peuple russe. Par elle, la Russie s'est mise et s'est maintenue en dehors de la pratique universelle et des conditions réglant partout ailleurs la vie économique des nations comme des particuliers. Par elle, par l'affirmation péremptoire des principes qui lui servent de base, par la foi acquise à cette affirmation dans les profondeurs de ses masses populaires, elle a pu non seulement soutenir son existence, mais la maintenir à la hauteur d'un rôle hors de toute proportion avec ses forces réelles. Ce qui a toujours fait et fait encore ailleurs le malheur des assignats, ce qui a déterminé la banqueroute de Law et obligé un habitant de Paris, voulant bien dîner en l'an III de la Ire République, à dépenser 3 000 francs pour son écot, c'est l'ébranlement de la confiance. Or ici, en Russie, la confiance n'a jamais été ébranlée. Elle ne l'est pas aujourd'hui encore, car elle se rattache par des liens artificieusement tressés à la foi dans les destinées mêmes de la patrie. On s'est adressé ici non pas au crédit, mais à la *crédulité* publique, et on s'est dérobé par là même à l'effet des lois qui régissent le crédit là où on est obligé d'avoir affaire à lui. Il a fallu des excès monstrueux, aboutissant à un formidable encombrement de papier imprimé, pour faire intervenir non pas ces lois, mais celles, plus difficiles à esquiver, qui président aux rapports de l'offre avec la demande. Il a fallu aussi, et surtout, l'intervention d'éléments étrangers, le contrecoup fatal des relations inévitables avec les systèmes financiers du voisinage. Mais la confiance nationale ne s'en est pas trouvée atteinte. D'ailleurs, on en a été quitte pour démonétiser le stock encombrant et pour recommencer sur de nouveaux frais. Et la confiance nationale a fort bien supporté cette épreuve. En 1843, après plusieurs opérations de ce genre, un appel à elle, une réclame un peu habile ont suffi pour que la police se vit obligée d'intervenir aux abords des guichets, assiégés par une foule avide d'échanger les sacs d'écus sonnants et trébuchants, qu'elle apportait, contre des liasses de *papier vert*, qu'on lui offrait en retour. Le bruit circulait que l'or et l'argent *perdraient désormais toute valeur ;* le *papier vert* seul en aurait une. Et ce bruit rencontrait une foi universelle !

« Il faut perdre, en arrivant ici — écrivait le comte de Ségur de Saint-Pétersbourg en 1786 —, les idées qu'on s'était formées des opérations de

finance dans les autres pays. Dans les autres États de l'Europe, le souverain commande aux actions, mais non pas à l'opinion ; ici, l'opinion lui est aussi soumise, et la multitude des billets de banque, la certitude qu'aucun fonds ne peut les rembourser, l'altération des monnaies, qui ne laisse aux monnaies d'or et d'argent que la moitié de leur valeur, en un mot, tout ce qui entraînerait dans un autre État la banqueroute et les révolutions les plus funestes, ne donne ici non seulement aucune secousse, mais pas même la moindre atteinte à la confiance, et je suis persuadé que l'impératrice ferait recevoir ici du cuir comme monnaie, si elle l'ordonnait. »

C'était aussi l'avis de Possochkof.

Il y eut sous le règne de Catherine quelques moments difficiles. En 1783, l'impératrice ayant fait un don de 50 000 roubles à la grande-duchesse Paul à l'occasion de ses couches et un autre de 30 000 roubles au grand-duc, quand Leurs Altesses envoyèrent toucher le montant de ces assignations, il se trouva que la caisse était vide. Garnofski, l'homme de confiance de Patiomkine, raconte dans ses *Mémoires* qu'en 1788, son maître ayant réclamé une somme en or, relativement peu considérable, pour les dépenses à faire en Crimée, il eut toutes les peines du monde, après avoir battu la ville entière, à réunir 80 000 ducats. Au change, le rouble-papier perdit à certains moments jusqu'à cinquante pour cent. En 1773, Falconet l'ayant entretenue des projets d'un financier qui offrait de lui faire gagner 30 millions en quatre mois sans qu'il en coûtât rien à personne, Catherine répondait spirituellement : « J'ai coutume de dire aux faiseurs d'or et aux faiseurs de projets pour avoir de l'argent : "Messieurs, faites-en pour vous-mêmes, afin que vous ne soyez pas obligés de demander l'aumône." » Elle fut curieuse pourtant de savoir de quoi il s'agissait. Les 30 millions auraient été les bienvenus à ce moment ! Cela ne l'empêcha pas d'en dépenser le double en Crimée et le triple dans la seconde guerre turque, qui n'a valu à la Russie aucun avantage sérieux.

2.6

Il y a peu de chose à dire de l'armée sous le règne de Catherine. Ce règne fut guerroyant ; il ne favorisa ni le militarisme ni l'esprit militaire. L'esprit militaire vit de discipline, du respect de la hiérarchie et aussi d'ambition. En faisant d'Alexis Orlof un amiral et un général en chef de Patiomkine, Catherine ne cultivait guère ces sentiments. En 1772, au congrès de Fokchany, Grégoire Orlof, qui n'avait pas vu un champ de bataille, prétendit parler en maître à Roumiantsof, le vainqueur de Kagoul, et peu s'en fallut que le commandement de l'armée ne lui échût réellement en partage. Mais Roumiantsof ne fit que changer de rival. Quelques années après, il devait se retirer devant un nouveau favori. Quand elle n'eut plus Roumiantsof à sa tête et avant qu'elle eut Souvorof, l'armée fut en général mal commandée. Mais le soldat était tel qu'on l'a vu toujours depuis, tel qu'il a paru récemment encore sous les murs de Plewna, et il ne rencontrait en face de lui que des Turcs, mis, pour ainsi dire, hors de combat avant d'avoir combattu, par la tactique européenne, ou des Polonais, qui, comme les Turcs, demeuraient, au point de vue de l'art de la guerre, en arrière de deux siècles. Catherine évita soigneusement tout conflit avec les troupes disciplinées de l'Occident. Quand elle essaya de tâter du Suédois, qui était cependant un pauvre adversaire pour la Russie, elle eut à s'en repentir. Ailleurs, elle fut victorieuse à bon marché, comme disait le prince Henri de Prusse. Nul doute cependant que son indomptable énergie et son audace n'aient contribué à fixer la victoire sous ses drapeaux.

Des juges compétents l'ont accusée d'avoir, en ce qui concerne l'administration militaire surtout, gâté l'œuvre de Pierre le Grand. En 1763, elle sanctionna une réforme qui mit les régiments entièrement entre les mains des colonels, Pierre avait confié les services administratifs à des inspecteurs, qui étaient des employés d'un commissariat général, soit d'une intendance fortement centralisée. L'abandon de cette organisation donna lieu à de nombreux abus. Au rapport du comte de Ségur, l'armée russe comptait, en 1785, un effectif de cinq cent mille hommes environ, dont deux cent trente mille hommes de troupes régulières. Ségur observait cependant que le désordre régnant dans les bureaux de la Guerre ne permettait pas d'avoir des renseignements très précis, et que les chiffres officiels étaient sujets à caution. Il ajoutait : « Plusieurs colonels m'ont avoué qu'ils gagnaient de 3 à 4 000 roubles annuellement sur leurs régiments

d'infanterie, et que ceux de cavalerie procuraient 18 000 à leurs chefs. » Le comte de Vergennes écrivait de son côté à la même époque : « Les escadres russes ne gagnent pas de célébrité en s'éloignant de la Baltique. Celle qui a paru la dernière dans la Méditerranée n'a pas laissé un bon renom. Livourne se plaint en particulier des officiers, qui ont beaucoup dépensé et peu payé. »

En résumé, Catherine a entrepris et commencé beaucoup de choses, elle n'a rien ou presque rien achevé. Il était dans sa nature d'aller en avant sans regarder ce qu'elle laissait derrière elle. Elle a laissé beaucoup de ruines.

« Avant la mort de Catherine, a-t-on écrit, la plupart des monuments de son règne ressemblaient déjà à des débris. »

Un démon était en elle qui la poussait, la poussait toujours au-delà de l'heure présente et du résultat déjà atteint, sans lui laisser même la satisfaction de se plaire, en s'y arrêtant, à l'œuvre accomplie. Ce démon n'était peut-être que celui de l'ambition, et d'une ambition parfois mesquine et puérile. Quand elle avait adopté les plans et posé les fondements d'un édifice, elle en faisait faire une médaille, et la médaille frappée et mise dans son cabinet, elle ne pensait plus à la bâtisse. La fameuse église de marbre, commencée en 1780, en était encore à ce commencement vingt années après.

Mais peut-être était-ce le rôle providentiel de la grande tsarine, et n'était-ce que son rôle d'entraîner ainsi dans une course vertigineuse ce peuple, ce géant endormi sous un linceul de neige, dont Pierre Ier n'avait pas réussi à secouer entièrement le sommeil séculaire, et qui n'avait besoin que d'être tiré de sa torpeur pour suivre sa pente naturelle et rouler, comme un torrent que rien n'arrête, vers une mystérieuse destinée. Et peut-être encore Catherine n'avait-elle pas entièrement tort en écrivant à Grimm, le lendemain du jour où fut découvert le monument élevé par elle au grand tsar, son prédécesseur :

« Pierre Ier, quand il s'est vu en plein air, nous a paru avoir un air aussi leste que grand ; on l'aurait dit assez content de sa création. Longtemps je n'ai pu le fixer ; je sentais un mouvement d'attendrissement, et quand j'ai regardé autour de moi, j'ai vu tout le monde avec des larmes aux yeux. Le visage était tourné du côté opposé à la mer Noire, mais son air de tête disait

assez qu'il n'avait la berlue pour aucun côté. Il était trop loin pour me parler, mais il m'a paru avoir un air de contentement, qui m'en a donné et qui m'a encouragée à tâcher de faire mieux à l'avenir, si je puis. »

Chapitre 3

POLITIQUE EXTÉRIEURE

I. Caractère général de la politique de Catherine. — Programme pacifique des premières années. — Raisons qui ont porté Catherine à l'abandonner. — Une lettre du comte Vorontsof à Alexandre Ier. — Les nouvelles inclinations de l'impératrice. — Fièvre guerrière, entreprenante et conquérante. — Initiative personnelle. — « L'impératrice n'a plus de ministre. » — Influence du tempérament et du sexe. — La souveraine et la femme. — Réformes dans l'organisation du département des Affaires étrangères. — Résumé. — II. Les alliances. — Le système de Pierre III et celui de Catherine. — Similitudes et différences. — L'œuvre personnelle de Catherine. — Le système du Nord. — L'alliance prussienne. — La lune de miel. — Le divorce. — Frédéric et son successeur. — Le gros Gu. *— L'alliance autrichienne. — L'affaire de la succession bavaroise. — Le congrès de Teschen. — Une lettre de Marie-Thérèse à Catherine. — Joseph II va à Mohilev. — Projet de partage de la Turquie. — La peau de l'ours. — Une impératrice qui s'éprend d'un empereur. — Désenchantement. — L'alliance anglaise. — Les succès de Harris à Pétersbourg. — La neutralité armée. — La ligue des neutres. — Contre qui sera-t-elle dirigée ? — L'Angleterre offre à Catherine de lui céder Minorque. — Hésitations de l'impératrice. — « La mariée est trop belle. » — Refus. — Le charme est rompu. — Menaces de guerre. — L'alliance anglaise a vécu. — III. L'alliance française. — Haine de Catherine pour la France. — « Ces coquins de Français. » — Vive la Corse ! — Le portrait de Paoli. — Les Français résidant à Pétersbourg. — Situation déplorable. — Aventures du chevalier de Perrières. — Un Français trop entreprenant. — La vertu d'une fille de* moujik. *— Un fils de ministre plénipotentiaire qui reçoit des coups de bâton. — Revirement favorable. — Séjour à Pétersbourg du prince de Chimay et du vicomte de Laval. — Influence heureuse de l'avènement de Louis XVI. —*

Goût de Catherine pour le gouvernement de ce monarque. — Influence de Voltaire et des autres admirateurs de l'impératrice. — Popularité de Catherine et des Russes à Paris. — Engouement général. — « L'épidémie de Catherine. » — Le séjour du comte et de la comtesse du Nord en France. — Les prévenances de Marie-Antoinette. — Tout pour la Russie et tout à la russe. — Les modes russes à Paris et les modes parisiennes à Saint-Pétersbourg. — Un tailleur qui fait fortune. — Une marchande de falbalas qui se ruine. — La colère de mademoiselle Bertin. — L'arrivée du comte de Ségur dans la capitale du Nord. — Succès personnels. — Avances de la Russie. — La France recule. — Déception. — Signature d'un traité de commerce. — Le comte de Ségur emprunte la plume de son collègue d'Angleterre. — Dernières tentatives. — Le cabinet de Saint-Pétersbourg et l'Assemblée nationale. — Mirabeau. — Genet à Saint-Pétersbourg et Simoline à Paris. — Un diplomate martyr. — Départ de Simoline et expulsion de Genet. — Dernière entrevue du ministre russe avec Louis XVI et Marie-Antoinette. — Une mission extraordinaire. — La Russie et les émigrés. — La politique antirévolutionnaire de Catherine. — Un grand-duc démocrate. — Proscription et inquisition. — Le décret du 28 mars 1793. — IV. Le partage de la Pologne. — La politique de Catherine et le programme national. — C'est la princesse de Zerbst qui fait le premier partage. — Rôle de la Prusse et de l'Autriche. — La paternité du projet de démembrement. — Une idée qui court les rues. — C'est l'Autriche qui attache le grelot. — Le second et le troisième partage. — La fatalité du crime. — Un engrenage. — La curée. — V. Les guerres. — La première guerre turque. — « La lutte des aveugles et des borgnes. » — Triomphe de la Russie. — La Turquie descend au rang de puissance de second ordre. — La paix de Kutchuk-Kaïnardji n'est qu'une suspension d'armes. — Catherine veut prendre Constantinople. — Le projet grec. — L'annexion de la Crimée — La seconde guerre turque. — Résultat négatif. — La guerre de Suède se jette au travers. — Situation périlleuse de la Russie. — « Les robes de Catherine deviennent trop larges. » — Traités de paix de Werela et de Iassy. — La part du bonheur de Catherine. — Reprise des projets belliqueux. — Le projet indien. — L'expédition de Perse. — Conclusion.

3.1

L'illustre historien allemand Sybel écrivait en 1869 : « De nos jours encore, aucune question brûlante n'est soulevée en Allemagne sans que nous y découvrions la trace de la politique de Catherine II. » Cette observation pourrait, croyons-nous, être généralisée et étendue à peu près à l'Europe entière. Très ambitieuse, très féminine, légèrement enfantine parfois, la politique extérieure de Catherine a été une politique d'expansion universelle. Le début de son règne sembla cependant annoncer tout autre chose.

En montant sur le trône, l'impératrice s'affirma résolument comme une souveraine pacifique, disposée à rester chez elle pour peu qu'on ne l'y dérangeât pas, désireuse, par conséquent, d'éviter tout conflit avec ses voisins et déterminée à consacrer toute son activité au gouvernement intérieur d'un empire offrant un champ suffisamment vaste à son esprit d'entreprise. Ce programme s'accordait d'ailleurs, même au point de vue des relations internationales, avec une ambition qui n'abdiquait ses droits sur aucun terrain, mais qui se laissait gouverner par les inspirations les plus généreuses. S'adressant au comte Kayserling, son ambassadeur à Varsovie, Catherine écrivait :

« Je vous dirai tout net que mon but est d'être liée d'amitié avec toutes les puissances, et même jusqu'à la défensive, afin de pouvoir toujours me ranger du côté du plus opprimé et être par là l'arbitre de l'Europe. »

Elle ne pensait évidemment pas encore à partager la Pologne. Elle repoussait toute idée de conquête. La Courlande elle-même ne la tentait pas. « J'ai assez de peuples à rendre heureux, disait-elle, et ce petit coin de terre n'ajoutera rien à mon bonheur. » Elle songeait à confirmer le traité de paix perpétuelle avec la Turquie. Elle réduisait ou laissait réduire l'effectif de ses régiments. Elle ne se pressait pas de remplir les vides faits dans ses arsenaux par les guerres ruineuses des règnes précédents. Elle répétait qu'il fallait, avant toute chose, remettre le pays en ordre et réparer les finances.

Comment en est-elle venue à abandonner si vite et si entièrement cette orientation initiale ? Nous sommes en mesure de recueillir à cet égard un témoignage précieux. L'homme à qui nous le devons est un de ceux qui sont

l'honneur de leur pays, et la franchise de son langage est faite pour jeter une vive lumière sur ce côté obscur d'une prestigieuse histoire ; elle semble aussi indiquer que certains sentiments, aujourd'hui méconnus ou discrédités en Russie, n'y ont pas toujours été étrangers aux âmes bien nées. Quelques années après la mort de Catherine, dans une lettre adressée à Alexandre Ier qui venait de monter sur le trône, le comte Simon Vorontsof écrivait les lignes que voici :

« La feue impératrice voulait la paix et la voulait longue… Tout était calculé pour cela… C'est la Prusse… qui engagea le comte Panine à renverser les améliorations qui venaient d'être introduites dans la Constitution de Pologne, pour s'emparer plus facilement de ce pays. C'est elle qui persuada ce même ministre d'exiger que tous les dissidents polonais fussent admis à toutes les charges de l'État, ce qui était impossible sans employer contre les Polonais les plus fortes violences. Elles le furent, ce qui forma les confédérations, dont on avait grand soin de cacher le nombre à l'impératrice. On arrêta des évêques, des sénateurs en pleine diète, et on les envoya en exil en Russie. Nos troupes entrèrent en Pologne, saccagèrent tout, poursuivirent les confédérés jusque dans les provinces turques, et cette violation produisit la guerre que les Turcs nous déclarèrent… C'est de l'époque de cette guerre que datent les dettes de l'État dans l'étranger et la création du papier-monnaie à l'intérieur, deux calamités qui font gémir la Russie. »

Ainsi, c'est la Prusse qui, pour se ménager la complicité de la Russie dans ses vues sur la Pologne, a entraîné la politique de Catherine dans une carrière d'entreprises violentes et violatrices de tous les droits, où elle se trouva prise comme dans un engrenage. Cet entraînement était cependant, nous penchons à le croire, inévitable pour elle, d'une manière ou d'une autre. Sans que la Prusse y fût pour rien, Catherine eut, dès la première heure, une idée de sa puissance trop haute, pour qu'elle ne fût pas tentée un jour ou l'autre de s'en servir, et une conception de son rôle trop hautaine aussi, pour qu'elle s'y laissât dominer par un scrupule quelconque. En octobre 1762, la cour de Danemark lui ayant proposé de renoncer à la tutelle de son fils, par rapport au duché de Holstein, elle répondait par ces paroles caractéristiques :

« Le cas peut être unique qu'une impératrice souveraine soit tutrice dans un fief de l'Empire pour son fils, mais il est plus étrange encore qu'une dame, qui a cinq cent mille hommes sur pied prêts à agir pour son pupille, s'entende dire qu'elle ne doit pas avoir affaire avec un *Schwerdt* (*sic*) qui peut avec peine entretenir trois cents hommes. »

Il est pourtant non moins probable, sinon certain, qu'en se lançant dans la voie qui devait la mener si loin de ses premiers projets de recueillement et de travail paisible, Catherine ne savait pas où elle allait, que le courant l'emporta, que ses premiers succès la grisèrent, et qu'elle fut ainsi précipitée un peu malgré elle, et beaucoup sans qu'elle y prît garde, dans un état de fièvre guerrière, entreprenante et conquérante, qui par moments ressembla à de l'affolement et où elle ne se soucia plus ni de calculer les moyens dont elle disposait, ni de tenir compte d'aucune considération soit de prudence, soit aussi, hélas !, d'équité. Le marquis de Vérac écrivait au comte de Vergennes en 1782 : « On saisit ici avec empressement et sans examen tout ce qui paraît promettre un nouvel éclat à l'empire et au règne de Catherine II. On ne prend pas la peine de calculer les moyens ; on commence par se donner beaucoup de mouvement… »

Se remuer n'importe comment, agir n'importe où, faire beaucoup de tapage n'importe à quel prix, telle paraît en effet la préoccupation constante de Catherine, à partir de la première guerre turque. Son « bonheur » aidant, elle s'affermit dans la conviction qu'il en sortira toujours quelque chose de propice pour sa gloire et pour la grandeur de son empire. « Le bonheur, qui couronne toutes les entreprises des Russes, écrit le comte de Vergennes en 1784, les enveloppe, pour ainsi dire, d'un atmosphère radieux (*sic*), par-delà lequel ils ne voient rien. » De système politique, d'idée générale guidant ses entreprises, il ne faut pas en demander à l'audacieuse tsarine. Elle répondrait : « Circonstances, conjonctures et conjectures. » Quant à concilier ces entreprises avec une loi supérieure de morale, d'humanité ou de droit international, elle n'y songe pas davantage. « Il est aussi inutile de parler ici de Pufendorf ou de Grotius — écrit en 1770 de Saint-Pétersbourg l'envoyé anglais Macartney — que si on parlait à Constantinople de Clarke ou de Tillotson. »

Catherine inaugure, d'ailleurs, dans la conduite des affaires extérieures, un régime d'initiative personnelle, qui à lui seul est fait pour leur imprimer une allure aventureuse, car elle y apporte son tempérament de femme nerveuse et aisément excitable. Elle y déploie, au début surtout, une activité extraordinaire. Elle veut dicter elle-même toute la correspondance diplomatique. Elle s'aperçoit bientôt, il est vrai, qu'elle ne saurait y suffire, et que le service en souffre. Mais alors, elle prend le parti de distraire, pour son compte personnel, les objets les plus importants, en laissant au ministre, c'est-à-dire au comte Panine, le gros de la besogne. Elle écrit, le 1er avril 1763, au comte Kayserling : « À l'avenir, j'espère que le secret se gardera mieux, car je ne mettrai de tout ce qui en aura l'air personne de la confidence. » Ses prédécesseurs ne se faisaient communiquer les dépêches des envoyés résidant à l'étranger qu'en de courts extraits. Elle veut voir les originaux. Elle les lit et les annote. Ces annotations sont curieuses. En marge d'une dépêche du prince Galitzine, son ambassadeur à Vienne, qui mande que les cours de Vienne et de Versailles excitent la Porte à se mêler des affaires de Pologne, elle écrit : « Il ne vit pas dans ce monde parce qu'il ignore même ce que les enfants de la rue savent, ou bien il dit moins qu'il ne sait. » Le prince Repnine écrivant de Varsovie qu'au cours d'une conversation qu'il a eue avec l'envoyé prussien, baron Goltz, celui-ci a reconnu que les ordres du roi son maître ne lui paraissaient pas conformes aux intérêts de ses sujets, bien qu'ils le soient peut-être à ceux du souverain, elle annote : « Il a donc une autre gloire que le bien de ses sujets ? Ce sont de ces singularités qui ne sauraient être compréhensibles pour ma caboche. » En 1780, lors de la première visite qu'il fait à la souveraine, Joseph II est mis au courant de cette méthode de travail et s'en émerveille. Jusqu'au moment de cette rencontre, cependant, qui joua dans l'histoire de Catherine un rôle décisif, l'influence de Panine, comme chef du département des relations extérieures, était restée très grande. C'est elle qui, contre vents et marées et même contre les répugnances personnelles de l'impératrice, conservait les liens unissant sa politique à l'alliance prussienne. La venue de Joseph amène un revirement. Prenant une brusque décision, Catherine met son ministre en quarantaine, pour négocier seule la nouvelle alliance qui ouvre à ses yeux des horizons radieux du côté de la mer Noire. Et bientôt Panine ne compte plus. Un simple commis docile à exécuter les inspirations de la pensée impériale suffira. Il s'en trouve un, excellent pour cette besogne : c'est

Bezborodko. « À proprement parler, l'impératrice n'a plus de ministre », écrit le marquis de Vérac en septembre 1781.

Cette politique personnelle, si supérieures que soient les qualités d'intelligence et surtout de caractère dont Catherine y fasse preuve, ne laisse pas d'être sujette, elle aussi, à des défaillances nombreuses. Des engouements suivis de désenchantements également peu justifiés s'y font jour. L'imagination y joue un rôle capital. La femme y paraît trop souvent à côté de la souveraine. C'est une femme, et une femme en colère, qui du 4 au 9 juillet 1796 rédige pour le comte Budberg, ministre de Russie à Stockholm, une instruction destinée à mettre à la raison le roi de Suède, qui prétend venir à Saint-Pétersbourg sans prendre d'avance l'engagement d'y épouser la petite-fille de l'impératrice. Qu'il reste chez lui, alors, ce prince mal élevé ! On est fatigué des billevesées qui obscurcissent sa cervelle. Lorsqu'on a envie de faire une chose, on ne fait point naître des difficultés à chaque instant… La pièce — une pièce officielle qui doit passer par la chancellerie — est tout entière dans ce ton. Mais est-ce bien une note diplomatique ? On dirait plutôt d'une lettre confidentielle adressée à un intime, que l'on prend pour témoin de ses impatiences et de ses emportements, à la seule fin de soulager ses nerfs. Et, pour que la ressemblance soit plus complète, il y a un *post-scriptum*. Il y en a même quatre, dont chacun dit autre chose et précisément le contraire de ce que vient de dire son voisin, le tout aboutissant à un consentement au voyage, non conditionnel et non précédé d'un engagement ferme que l'on avait commencé par repousser avec tant de vigueur.

Parfois, Catherine a conscience de l'action de son tempérament sur sa politique et des éléments peu pondérés que cette influence y introduit. À propos de sa déclaration de neutralité armée, publiée le 28 avril 1780, elle écrit à Grimm :

« Vous direz que c'est du *volcanique*, mais il n'y avait plus moyen de faire autrement. »

Elle ajoute une réflexion que nous avons déjà trouvée sous sa plume et qui semblerait indiquer qu'elle n'a pas oublié son origine allemande et qu'elle tient à s'en prévaloir : « *Denn die Teutschen* — dit-elle — *hassen nicht*

so als wenn die Leute ihnen auf die Nase spielen wollen ; das liebte der Her Wagner auch nicht. »

Mais ce n'est là qu'une façon de parler, ou, au pis-aller, une preuve qu'elle méconnaît, par moments, la transformation qui s'est opérée en elle et qui l'a rattachée à sa patrie d'adoption par les fibres les plus intimes de son être ; car sa politique extérieure, comme sa politique intérieure, est bien russe, comme sa façon de sentir et de penser, comme son génie tout entier. Russes, et point allemands, sont les éléments personnels de succès qu'elle met au service de son ambition, comme les défauts qui en compromettent l'essor. Car il n'y a rien d'allemand dans cette manière de se précipiter en avant les yeux fermés, ou de rêver les yeux ouverts, qui lui est propre ; de défier la raison et le calcul. On peut dire qu'elle a réussi précisément par l'emploi des procédés les plus contraires au génie allemand. Un Allemand froid et méthodique n'aurait pas entrepris la première guerre turque. « L'armée, écrit le comte S. Vorontsof, était réduite, incomplète, dispersée dans tout l'Empire. Il fallait la faire marcher au cœur de l'hiver sur la frontière turque et envoyer les canons, les mortiers, les brûlots et les bombes par poste de l'arsenal de Pétersbourg à Kiev. » Au moment de l'explosion de la seconde guerre turque et de la guerre suédoise, ce fut pire. En 1783, la rupture avec la Porte paraissant prochaine, on voulut tirer de l'Estonie un régiment de dragons qui devait être de 1 200 à 1 500 hommes. On trouva 700 hommes, 300 chevaux et pas une selle ! Catherine ne s'en inquiéta pas. Elle avait la foi, qui méprise les obstacles et n'admet pas les impossibilités. Cette foi, qui transporte les montagnes et fait voyager les canons d'un bout à l'autre d'un empire mesurant plusieurs milliers de kilomètres en longueur, n'est pas de qualité allemande. Au demeurant, dans le domaine de la politique extérieure, Catherine a accompli de grandes choses avec des moyens que l'illusion perpétuelle ou elle vécut doublait et triplait à ses yeux, mais qui furent matériellement médiocres. Elle suppléa à leur insuffisance par l'appoint d'une force morale qui fut considérable.

Au point de vue même de l'administration du département des relations extérieures, elle a fait faire à la Russie un progrès réel. En ne reculant pas devant un travail dont seul parmi les souverains contemporains Frédéric ne se montrait pas dédaigneux ou incapable, et en y ajoutant l'autorité qu'elle portait partout avec elle, elle donna aux services relevant de ce département

une unité de direction qu'ils n'avaient jamais possédée auparavant. En même temps, elle y faisait prévaloir des habitudes de probité et de dignité professionnelle fort étrangères aux errements d'un passé peu lointain. En juin 1763, l'envoyé anglais Buckingham, insistant auprès du chancelier Vorontsof pour la conclusion d'un traité de commerce, trouvait tout naturel d'appuyer sa demande par l'offre d'une gratification personnelle de 2 000 livres sterling. Mais aussitôt Vorontsof répondait : « Je laisse à qui connaît les trafics honteux qu'on me propose à calculer si 2 000 ou 200 000 pièces balanceront la vente des intérêts de ma souveraine. » Bestoujef, le chancelier d'Élisabeth, ne parlait pas ce langage-là.

3.2

L'alliance prussienne

Dans des notes sur le livre de Rulhière, qui ont été publiées [1], Louis XVI a observé qu'en somme, au point de vue de la politique étrangère, Catherine n'a fait que suivre le système inauguré par Pierre III. L'appréciation n'est juste qu'à moitié. Le système du défunt empereur, celui que le traité du 19 juin 1762 conclu avec Frédéric II avait mis en œuvre, c'était non seulement la rupture avec les anciens alliés de la Russie, avec l'Autriche et la maison de Bourbon, c'était encore la guerre contre l'Autriche et ses alliés, la guerre aussi contre le Danemark, de concert ou de connivence avec le roi de Prusse ; c'était enfin une entente des deux puissances au sujet de la Courlande, où un prince de Holstein devait être installé, et une action commune en Pologne, où les deux souverains devaient faire valoir les griefs des dissidents religieux. La politique de Catherine fut autre à certains égards. Elle débuta par un parti pris de neutralité absolue. Tchernichof, le commandant en chef des forces russes, dont Frédéric escomptait déjà la coopération effective, reçut l'ordre de ramener son corps d'armée. Un rapprochement entre la Russie et la Prusse, consacré définitivement par le

traité du 11 avril 1764, n'en résulta pas moins. Ce n'était cependant pas l'alliance rêvée par Pierre III. L'Angleterre en fut bientôt, ainsi que l'avait voulu le défunt empereur, mais le Danemark en fut aussi, ce qui allait directement contre les idées du prédécesseur de Catherine. C'était le *Système du Nord*, œuvre personnelle de Catherine. Seulement, ce système conduisit, en 1763, au règlement de la question de Courlande par le rétablissement de Biron, et, en 1764, au règlement provisoire des affaires de Pologne par l'élection de Poniatowski, le tout d'accord avec la Prusse. Et ce fut à peu près tout ce que Pierre III avait souhaité.

Ce fut aussi tout ce que Frédéric pouvait désirer et beaucoup plus qu'il n'avait pu espérer à l'avènement de la tsarine. Le premier manifeste publié par elle le traitait d'« ennemi mortel ». Durand a raconté, dans une de ses dépêches, qu'en examinant les papiers de son mari, Catherine y avait trouvé une lettre de Frédéric fort élogieuse pour elle. Cette lettre aurait changé ses dispositions.

Renouvelée par les traités du 11 août 1764, du 24 octobre 1769 et du 1er avril 1777, l'alliance prussienne dura jusqu'en 1781, sans atteindre toutefois le terme que lui assignait le dernier traité conclu pour une période de cinq ans. En effet, le 21 avril 1781, l'alliance autrichienne brisait péremptoirement des liens qui s'étaient peu à peu relâchés. Les rapports de Frédéric avec son ancienne amie furent désormais de plus en plus froids et devinrent orageux dans les dernières années qui précédèrent la mort du roi. Avec le successeur de Frédéric II la tempête se déchaîna. Frédéric-Guillaume, *Gu*, le gros *Gu*, comme elle l'appelait dans ses lettres à Grimm, est certainement l'être au monde pour lequel Catherine a témoigné le plus d'aversion et de mépris. Les passages de sa correspondance où elle parle de lui sont un vocabulaire d'injures. Cela ne l'a pas empêchée cependant, l'année 1792 (une année critique) étant venue, de signer avec la Prusse, le 7 août, un nouveau traité d'alliance. Il est vrai que le 14 juillet d'avant elle en avait signé un autre avec l'Autriche. La politique de Catherine vis-à-vis des deux cours allemandes, dont la compétition perpétuelle favorisait ses projets, n'a été, à beaucoup d'égards, qu'un simple jeu de bascule. Pourtant, ses sentiments personnels y jouèrent aussi un rôle. Elle admira sincèrement Frédéric tout en se défendant de l'imiter ; elle détesta cordialement le gros *Gu*, et elle prit sérieusement Joseph II pour un grand homme.

L'alliance autrichienne

L'alliance autrichienne fut encore son œuvre personnelle. Même en 1789, après les déceptions cruelles de la seconde guerre turque, entreprise à frais communs, elle en réclamait hautement la responsabilité. Elle écrivait à Patiomkine : « Quel que soit le poids de cette alliance pour nous, il sera toujours plus léger que celui de l'alliance prussienne, qui est tout ce qu'il y a de plus ignominieux et de plus insupportable au monde. *J'ai vu ce joug malheureusement de fort près et j'ai sauté de joie, vous en êtes témoin, lorsque j'ai perçu seulement une petite lueur pour en sortir.* » Ce fut le congrès de Teschen, réuni au mois de mars 1779, pour le règlement de la succession bavaroise, qui prépara le rapprochement des deux cours. Catherine, pourtant, y prit nettement position en faveur de la Prusse. Joseph II, on le sait, avait voulu profiter de la mort de l'électeur Maximilien-Joseph (30 décembre 1777) pour étendre de ce côté ses possessions. Frédéric s'était posé en défenseur de l'intégrité de la constitution germanique. Après de longues hésitations, Catherine se prononça pour cette dernière cause. Mais devant la menace d'une guerre, « qu'elle trouvait pénible de recommencer à son âge », Marie-Thérèse avait fait capituler sa fierté : elle avait écrit à Catherine pour solliciter sa médiation. La glace était rompue. Le voyage de Joseph II en Russie fit le reste.

Les historiens allemands sont aujourd'hui à peu près d'accord pour reconnaître que le traité russo-autrichien de 1781 favorisait surtout les intérêts de la Russie. L'alliance ainsi contractée était principalement dirigée contre la Turquie, et de ce côté la Russie seule pouvait espérer de sérieux avantages. Est-ce bien sûr ? Il nous paraît qu'en 1781, tout ou moins, les espérances étaient égales de part et d'autre. L'alliance eut en fait pour effet principal d'assurer à la Russie le concours moral de l'Autriche pour l'occupation de la Crimée ; mais de cela le traité de 1781 ne faisait aucune mention. On n'y parlait même pas du tout de la Crimée ; on y parlait de partager l'Empire ottoman, et Joseph comptait bien en avoir sa part. Catherine trouva même qu'il la voulait trop grande, et ce fut la première cause d'un dissentiment qui alla s'aggravant, jusqu'à paralyser d'abord et compromettre ensuite les mesures combinées pour l'exécution de leurs projets. Frédéric l'avait prévu, disant que, dès qu'il s'agirait de partager la Turquie, les intérêts de l'Autriche et de la Russie se montreraient

inconciliables. Joseph hésita à entrer en campagne, et Catherine en profita pour suivre ce qu'elle appelait « une marche indépendante ». L'annexion de la Crimée, à laquelle Joseph n'osa faire obstacle et à laquelle par cela même il coopéra moralement, s'ensuivit. Il espéra encore que la théorie des *équivalents*, alors en honneur dans le droit public européen, lui vaudrait un jour ou l'autre une compensation. Il ferait valoir ses droits quand la victoire les aurait consacrés, et il se décida en fin de compte à faire la guerre, précisément pour mettre de son côté l'éloquence du canon. Seulement, la victoire ne vint pas. Désastreuse pour les deux alliés, la guerre le fut surtout pour Joseph, et dès lors il n'eut droit qu'au silence. D'ailleurs, il ne pouvait plus être question de partage : la peau de l'ours se dérobait.

Joseph II eut le sort de tous les conquérants malheureux. Mais son langage même, au moment de la conclusion du traité de 1781, prouve qu'il y conserva tout son sang-froid et la préoccupation exclusive de ses propres intérêts. L'esprit d'abnégation et l'entraînement d'une volonté disposée aux sacrifices et aux complaisances y parurent même si peu de sa part que l'alliance ne put prendre la forme régulière d'un acte diplomatique, l'empereur s'étant obstinément refusé à accorder l'*alternat*, c'est-à-dire la priorité alternative des signatures sur les deux exemplaires du traité, comme le voulait Catherine. On se contenta d'un échange de lettres énumérant les engagements mutuels. L'entraînée, l'emballée, si on nous permet cette expression trop familière, ce fut, en cette circonstance comme en beaucoup d'autres, la fougueuse, l'impétueuse Catherine. L'amitié de l'Autriche lui ouvrait, elle n'en doutait pas, les portes de Constantinople, et Joseph, elle en était sûre, avait « des yeux d'aigle ». Quinze années après, elle écrivait encore à Grimm : « Ils ont eu un aigle et ils l'ont méconnu ! » Joseph, au lendemain de son entrevue avec l'impératrice à Mohilev, écrivait à Kaunitz : « Il faut savoir qu'on a affaire avec une femme qui ne se soucie que d'elle et pas plus de la Russie que moi, ainsi il faut la chatouiller. » Catherine rêvait et allait à l'aventure ; Joseph observait et calculait ses paroles comme ses actions. Ce fut le rêve qui eut raison du calcul : la sagesse humaine a reçu plus d'une leçon pareille.

L'Angleterre

Jusqu'en 1780, rapprochée de l'Angleterre par son alliance avec la Prusse, liée même directement avec elle par un traité de commerce, Catherine fait montre en toute occasion d'une sympathie très prononcée pour la nation britannique et d'une disposition très ouverte à favoriser ses intérêts. Les souvenirs laissés dans son esprit et dans son cœur par le chevalier Williams y sont peut-être pour quelque chose. Cette amitié était cependant destinée à de singuliers revirements.

En 1779, l'Angleterre se trouve, on le sait, aux prises avec les forces combinées des insurgés américains, de la France et de l'Espagne. En février 1780, Catherine ne craint pas d'annoncer publiquement qu'elle fera une distribution d'argent aux pauvres de Saint-Pétersbourg si elle apprend que Rodney a battu la flotte espagnole. Quelques jours après, elle donne un bal et dit à l'envoyé anglais, Harris, que c'est « comme acompte sur les succès de Rodney ». Elle l'invite à souper en tête à tête avec elle sur une petite table de jeu, où l'on dresse deux couverts. Le lendemain, la fameuse déclaration de *neutralité armée* a vu le jour. Catherine eut toujours du goût pour le théâtre et les coups de théâtre.

À ce moment, il est vrai, la portée véritable de cet acte célèbre ne ressort encore aux yeux de personne. Peut-être même Catherine, personnellement, ne s'en rend pas compte. L'opinion générale prend le change, va jusqu'à attribuer à cette mesure un sens favorable à l'Angleterre ; les envoyés de France et d'Espagne à Pétersbourg s'en émeuvent ; le comte Panine, qui combat les inclinations de Catherine pour la Grande-Bretagne et lutte d'influence à cet égard avec le favori Patiomkine, s'en irrite au point d'être malade. En fait, la résolution de l'impératrice a été prise à la suite d'un attentat contre la liberté de la navigation, dont les Espagnols se sont rendus coupables : un vaisseau russe, chargé pour Malaga, a été capturé par une croisière battant pavillon du Roi Très Catholique. Aussitôt, Catherine a ordonné d'armer quinze vaisseaux de guerre, appuyant cette démonstration par une note adressée au cabinet de Madrid, dans laquelle elle annonçait l'intention de faire respecter par tous les moyens, et même au besoin par la force des armes, ses droits de puissance neutre. La *neutralité armée* n'a pas été autre chose à l'origine.

Catherine a eu cependant la gloire de formuler dans cet acte les principes du droit maritime moderne, et, en les formulant, elle a porté à la suprématie maritime de l'Angleterre un coup dont celle-ci ne s'est jamais relevée. Ces principes se trouvaient, au fond, établis déjà dans le règlement français de 1778. Il leur manquait la consécration du consentement général. La *ligue des neutres*, qui fut une conséquence de la déclaration impériale et le couronnement naturel de l'œuvre accomplie par Catherine, y a pourvu. Plus tard, l'impératrice ne s'est pas fait faute de réclamer pour son compte l'honneur et le mérite entier de cette œuvre. Denina s'étant avisé d'attribuer à Frédéric la paternité de l'idée, elle écrivit en marge du livre : « C'est faux, l'idée a germé dans la tête de Catherine et pas dans une autre. » Et cependant encore, car l'histoire, l'histoire des règnes féminins surtout, a de ces surprises, il s'en est fallu de bien peu, en effet, que cette *ligue des neutres*, barrière redoutable opposée avec le temps à l'ambition britannique, ne prît une tout autre forme et une tout autre direction : celles d'une coalition dirigée contre la France et l'Espagne et enrôlant sous sa bannière, à la suite de la Russie, la Suède, le Danemark, la Prusse, l'Autriche, le Portugal, les Deux-Siciles…

Ce fut la souplesse dont les cabinets de Versailles et de Madrid firent preuve à cette occasion et la raideur dont le cabinet de Londres ne sut pas se départir qui donnèrent à l'aventure sa tournure définitive. La France et l'Espagne s'empressèrent d'adhérer à la nouvelle formule de droit international. L'Angleterre se buta, bouda, tergiversa et perdit finalement l'heure propice. Un instant, au cours de cette même année 1780, l'avenir fut encore en suspens. En décembre, obéissant aux représentations de Harris, le cabinet de Londres se décidait brusquement à frapper un grand coup. « Que votre cour me donne une preuve de bonne volonté, et je la payerai de retour », avait dit Catherine à l'envoyé anglais. Lord Stormont, chef à ce moment du Foreign Office, répondit en offrant Minorque. L'intervention de la Russie amenant le consentement de la France et de l'Espagne à la signature immédiate d'un traité de paix sur la base du traité de Paris de 1762 serait le prix de ce cadeau. Catherine eut peine tout d'abord à cacher sa surprise et sa joie. C'était plus qu'elle n'avait osé rêver, et Dieu sait si ses rêves allaient loin ! Il y avait bien sa récente déclaration de neutralité, qui paraissait faire obstacle à l'arrangement proposé. Mais bah ! elle en causerait

avec Harris. Elle en causa, en effet. « La neutralité armée, qu'est-ce que cela ? lui dit-elle. Appelons-la : *nullité armée*, si vous voulez, et n'en parlons plus. » Bientôt, cependant, des scrupules la prirent et des inquiétudes s'emparèrent de son esprit. Jamais Patiomkine ne l'avait vue si agitée. Elle éprouva le besoin de causer encore de la chose avant de s'engager, et cette fois elle causa avec le favori. Était-ce possible qu'on lui donnât ce trésor pour rien, pour une simple démarche diplomatique, et n'y avait-il pas là un piège ? « La mariée est trop belle, on veut me tromper. » À coup sûr, on entendait la contraindre à se mêler de cette guerre désastreuse. Elle ne voulait pas de cela !

Elle en voulait d'autant moins que pendant ce temps sa correspondance avec Joseph allait bon train et ouvrait devant ses yeux, fascinés par l'horizon de la mer Noire, des perspectives de plus en plus séduisantes. Une autre guerre, bien autrement fructueuse, se préparait pour elle de ce côté. Et comme, sur ces entrefaites aussi, le cabinet de Versailles s'entremettait courtoisement pour arranger l'incident espagnol, la *neutralité armée* reprenait du terrain dans l'esprit de la souveraine. Les choses traînèrent ainsi jusqu'en mars 1781, époque à laquelle Harris s'entendit déclarer brusquement que l'impératrice renonçait décidément à faire des acquisitions dans la Méditerranée et désirait s'en tenir à son rôle de puissance neutre.

Alors, ce fut fini ; le charme était rompu pour toujours. Offensée et déçue, l'Angleterre accentua son opposition à la ligue des neutres, et celle-ci prit rapidement sa couleur définitive, celle d'un drapeau sous lequel étaient appelés à se grouper tous les intérêts que l'hégémonie maritime de l'Angleterre blessait ou inquiétait depuis longtemps. En 1791, un conflit direct avec les forces navales de la Grande-Bretagne apparut aux yeux de Catherine comme imminent. Elle eut assez de courage, ou assez de témérité aveugle, pour ne pas s'en effrayer. Elle écrivait à Zimmermann :

« Si je n'ai pas répondu jusqu'ici à votre lettre du 29 mars, vous voudrez bien m'excuser : j'ai eu trop à faire, surtout ces jours-ci, où je me suis occupée avec toute la vivacité et l'activité dont je suis capable de la réception que je serai obligée de faire à la formidable flotte anglaise, qui va nous rendre visite. Je vous assure que je fais tout ce qui est humainement possible et en mon pouvoir pour la recevoir convenablement, et j'espère que

la réception sera complète en tout point. Dès qu'elle aura passé le Sund, je pense qu'il ne conviendra plus que vous m'écriviez… Dès aujourd'hui, je prends congé de vous. »

Ce n'était qu'une fausse alerte. L'intervention de l'Angleterre en faveur de la Turquie resta à l'état de menace non réalisée, et l'on croit entendre comme un soupir de satisfaction et de soulagement dans les paroles joyeuses par lesquelles Catherine fit part à son correspondant allemand de cette bonne nouvelle. Elle ajoutait qu'elle avait toujours fait grand cas de l'estime de la nation anglaise et allait jusqu'à rappeler sa prédilection constante pour ce pays, laquelle « n'avait pas été vaine ».

Mais les beaux jours d'une liaison qui avait traversé l'épreuve des siècles étaient vécus désormais et ne devaient revivre jamais. L'alliance française avait apparu derrière l'alliance autrichienne comme le mot d'ordre d'un avenir prochain.

3.3

La France

« Je vous donne ma parole que je n'ai jamais eu d'inclination pour les Français ; je n'en aurai jamais. Cependant, je dois avouer qu'ils ont eu à mon égard des attentions bien plus marquées que vous autres. » Ainsi parlait Catherine à Harris à la veille du jour qui allait consommer sa brouille avec ses amis d'Angleterre. Hélas ! ce n'était pas seulement un défaut d'inclination que les chargés d'affaires de France se succédant à Pétersbourg depuis vingt ans avaient dû, l'un après l'autre, reconnaître dans le cœur de Catherine à l'égard de leur pays. Dans un mémoire rédigé en juillet 1772, l'un d'eux écrivait : « Elle (Catherine) n'a et n'aura jamais d'autre véhicule que celui de faire haineusement et sans examen le contraire de ce que la France veut… Elle nous hait de toutes les haines, comme Russe aigrie, comme Allemande, comme prince, comme rivale et par-dessus tout comme

femme. » Il relevait cependant la contradiction, apparente à tous les yeux, entre ces sentiments avérés de la souveraine et son goût non moins marqué pour la littérature, les arts, les modes mêmes d'un pays que poursuivait une haine aussi farouche.

Mais peu importait à Catherine de se contredire, ou qu'on s'en aperçût. Elle continuait à apprécier Voltaire et ne perdait pas une occasion de manifester sa malveillance envers la patrie du grand homme. En 1766, les magistrats de Narva lui ayant adressé une supplique rédigée en français, elle les engageait à ne pas recommencer. Ils n'avaient qu'à écrire en allemand s'ils ne savaient pas le russe ! En 1768, elle s'en prenait au roi et à son Premier ministre. Elle écrivait au comte Tchernichof, son représentant à Londres :

« J'ai beaucoup ri du tableau allégorique de Vanloo, en voyant que tous les bienfaits et tous les talents forment la tête de Sa Majesté Très Chrétienne. Malheureusement, le bon Dieu n'a pas pris l'avis de Vanloo en créant celle-ci, et, comme je n'aime pas le mensonge ni l'allégorie, je n'achèterai pas cette artificieuse fiction. Si elle était du goût des Français, ils ne la laisseraient pas aller à l'étranger. Je chercherai à avoir le pendant du duc de Choiseul personnifiant tous les talents ministériels, comme la prévoyance, la générosité, le désintéressement, la grandeur d'âme, l'indulgence, l'honnêteté, la bonté de cœur, la facilité de pardonner, l'oubli des injures, en un mot toutes les qualités qu'il n'a pas… »

La lettre contenait encore un *post-scriptum :*

« En ce moment, je fais tous les matins une prière : "Mon Dieu, sauvez la Corse des mains des coquins de Français." »

Quelques mois après, sa rupture avec la Turquie devenait un fait accompli. Aussitôt Catherine en rendait la France directement responsable. Turcs et Français ne faisaient qu'un à ses yeux. On eût cru qu'elle allait partir en guerre non seulement contre le sultan, mais aussi contre le Roi Très Chrétien. Et c'est *en français* qu'elle écrivait encore à Tchernichof : « Les Turcs et les Français ont eu l'idée de réveiller le chat qui dormait… et voilà que la chatte va courir sur les souris, et voilà que vous allez voir ce que vous verrez, et voilà qu'on parlera de nous, et voilà qu'on ne s'attendait pas

à tout le tintamarre que nous ferons, et voilà que les Turcs seront battus, et voilà que les Français seront partout traités comme les Corses les traitent… »

Elle faisait grand cas des Corses, à ce moment, apparemment pour la seule raison du traitement qu'ils étaient censés infliger à leurs oppresseurs. En juillet 1769, elle se faisait envoyer de Londres un portrait de Paoli, et elle disait à ce propos : « Le portrait de Paoli me réjouirait encore davantage si lui-même continuait à montrer les dents à nos maudits malfaiteurs, ces odieux Français. » Et, comme elle cherchait partout des ennemis à la France, de même elle se croyait partout en butte à son inimitié. En 1784 encore, elle écrivait à Joseph II : « Je vois que la négociation avec l'électeur de Bavière n'avance pas à cause des irrésolutions qui paraissent un mal de famille dans la maison palatine ; il y en a qui n'osent écrire une lettre de politesse sans consulter une partie de l'Europe. De telles précautions me paraissent avoir pour mobile celui qui agit sur l'Escaut, qui empêche les barques de Votre Majesté Impériale d'aller à la mer, qui envoie à Constantinople des ingénieurs, des disciplinateurs, des faiseurs, qui engage les Turcs à entretenir un gros corps de troupes proche de Sophia et qui se donne beaucoup de peine sourdement partout pour mettre nos ennemis naturels du Midi et du Nord dans un état d'activité. »

Le sort des Français, assez peu nombreux du reste, qui résidaient à cette époque à Pétersbourg, n'était pas enviable. Voici ce qu'en dit, en 1783, l'inspecteur de police Longpré [2] : les sujets anglais sont protégés efficacement par leurs consuls, qui jouissent d'une autorité considérable ; les Français sont livrés à l'arbitraire et à l'injustice, sans aucune défense :

« La plupart sont des bijoutiers et des marchands de modes. Les premiers vendent assez bien aux seigneurs ce qui leur fait plaisir, mais ceux-ci, pour éluder le payement, remettent le marchand au lendemain et gardent les marchandises. Le marchand y va ; on lui dit que monsieur est absent. Longtemps après l'avoir bien fait aller et venir (*sic*), on lui donne un acompte ; mais s'il récidive souvent ses visites et que cela ennuie le seigneur, il lui fait dire par un de ses esclaves qu'il lui fera donner cinquante coups de bâton. En conséquence, le malheureux marchand est obligé d'attendre le caprice de son débiteur pour lui payer la moitié de ce qu'il lui a acheté, et, en lui faisant solder cette moitié, il lui fait dire qu'il est inutile qu'il revienne,

parce que les différents objets qu'il lui a vendus ne valaient pas davantage, et il faut que le marchand en passe par là. En général, il n'y a pas de bonne foi dans la noblesse russe. J'en excepte cependant une douzaine de familles. C'est à qui trompera mieux les étrangers. Les officiers mêmes, à monter jusqu'au grade de colonel, ne se font point un scrupule de vous prendre dans la poche une boîte d'or ou votre montre. S'il est reconnu (*sic*), il en est quitte pour passer dans un autre régiment, qui sera en garnison à deux ou trois cents lieues de l'endroit où il aura commis ce vol. À l'égard des marchandes de modes, elles font assez bien leurs affaires avec le retour du voyage de madame la grande-duchesse. Elles s'étaient même fait faire des envois considérables en marchandises pour son retour, lesquelles payent des droits à la souveraine, trente, quarante, cinquante et soixante pour cent ; mais dès que madame la grande-duchesse fut arrivée, l'impératrice fit rendre un ukase… qui défend aux femmes de porter des garnitures de robe plus larges que de deux pouces, la coiffure très basse et aucune plume dans les cheveux, ce qui a fait totalement tomber cette branche de commerce… Le peu d'artistes qui passent en Russie n'y font pas mieux leurs affaires. Un artiste vient pour y établir une manufacture ; on examine très scrupuleusement son projet, et, si on le trouve favorable pour établir une branche de commerce, on lui donne l'argent et l'emplacement nécessaires pour son établissement ; il est fort caressé jusqu'à ce qu'on parvienne à avoir son secret. L'a-t-on une fois, on lui donne des désagréments ; on le met dans le cas d'avoir des dettes pour le retenir en Russie, et souvent de chef d'un établissement il finit par n'y être qu'un commis ou un simple ouvrier… Il est donc bien essentiel d'empêcher les Français de passer en Russie pour y faire le commerce. »

Il est vrai qu'au témoignage des ministres de France résidant à Saint-Pétersbourg et de Longpré lui-même, la conduite des Français qui s'y trouvent n'est pas toujours très édifiante. En 1776, un certain Champagnol, sujet français, est « à peu près convaincu » d'avoir fabriqué des faux billets de la Banque impériale russe. Pendant le séjour de Longpré dans la capitale du Nord, deux incidents pénibles se produisent. Un jeune homme, se faisant appeler le chevalier de Perrières, se trouve depuis peu à Pétersbourg. Son vrai nom (bourgeoisement porté par un médecin du roi, qui est son oncle) s'écrit, plus simplement, Poissonnier-Desperrières. Il a un grade dans l'armée et vient d'être attaché au ministère des Affaires étrangères. Très

protégé, il a reçu une pension de 10 000 livres et a été envoyé à Saint-Pétersbourg pour y apprendre le russe. Le marquis de Vérac, alors ministre de France en Russie, l'a présenté officiellement comme appartenant à la légation. Il apprend le russe en fréquentant les salons de la capitale. Des rapports de police ajoutent que, pour mieux se perfectionner sans doute dans l'usage de l'idiome slave, il tient une banque de pharaon, assidûment suivie par les jeunes seigneurs de la capitale. Il a le malheur, en allant à la chasse, de traverser un village appartenant à un comte Chouvalof, où son chien est attaqué par d'autres chiens appartenant aux paysans de l'endroit. Pour défendre son épagneul, il tire un coup de fusil chargé à plomb, dont deux grains atteignent au visage une vieille femme, qui se tient dans un champ voisin. De retour à Pétersbourg, il écrit au comte Chouvalof une lettre qui à Paris aurait peut-être passé pour spirituelle, mais qui est jugée impertinente à Saint-Pétersbourg. Au témoignage du marquis de Vérac, elle est un peu familière, mais convenable. Le comte Chouvalof se juge offensé, et prétend venger son injure en déposant une plainte au criminel, sans même en référer au ministre de France. Le marquis de Vérac, lui, en réfère à l'impératrice. Il n'a pas lieu d'être satisfait de sa réponse. Elle lui donne le choix de faire partir aussitôt le chevalier de Perrières ou de laisser l'affaire suivre son cours. Il opte pour le premier parti tout en exprimant vivement son mécontentement dans le rapport qu'il adresse à Versailles. À peu de jours de distance, une autre mésaventure, plus désagréable, l'attend. Son propre fils, se promenant avec son secrétaire, le sieur Rozat, et deux Russes, le prince Troubetzkoï et le sieur Garnofski, factotum de Patiomkine, avise à la fenêtre d'une maison de paysan une jeune fille qui a l'air de sourire aux passants. Suivi de ses amis, il pénètre dans la maison, et tous ensemble prennent quelques privautés avec la belle. Son père, survenant, prétend qu'on lui fait injure. Les jeunes gens, refusant d'entendre ses raisons, continuent à lutiner la donzelle et lui découvrent la gorge. Le paysan appelle au secours, ameute les voisins, et le fils du ministre de France reçoit une maîtresse volée de coups de bâton. L'affaire parvient à la connaissance de l'impératrice. Elle prend la chose très froidement. Elle ne peut empêcher les coups de bâton de pleuvoir sur le dos de ceux qui se mettent dans le cas d'en recevoir. Si les deux Russes qui accompagnaient le jeune Français avaient eu les bras et les jambes cassés, elle en aurait été bien aise.

C'est de cette époque cependant que date un revirement très significatif dans les relations des deux pays et même dans les sentiments personnels de Catherine. En 1776, déjà, le marquis de Juigné, un des prédécesseurs du marquis de Vérac, croyait apercevoir un changement : « Je ne pense pas du tout, disait-il, que les préventions de Catherine contre la France soient indestructibles. Je crois même qu'elles sont diminuées relativement au gouvernement et sur les points essentiels. Elle se permet volontiers des plaisanteries sur la nation, en quoi elle est sans doute autorisée par la conduite de la plupart des Français qu'il y a dans ce pays-ci et par le ton déplacé de ceux qu'elle a vus à Pétersbourg. » Il ajoutait : « À cet égard, je dois rendre justice à ceux qui sont venus cette année : ils se sont conduits à merveille… M. le vicomte de Laval et le prince de Chimay se sont acquis plus personnellement les suffrages du public et les bonnes grâces de l'impératrice. »

Le changement de règne qui vient d'avoir lieu en France a sur les dispositions de l'impératrice la plus heureuse influence. Elle professait pour Louis XV un mépris profond ; elle a et affiche pour son successeur la plus grande estime. Elle écrit en 1779 : « J'ai si bonne opinion de tout ce qui se fait pendant le règne de Louis XVI, que j'aurais envie de gronder ceux qui trouvent à y redire. » En même temps, il arrive que la propagande exercée depuis une vingtaine d'années par les admirateurs enthousiastes que Catherine a à sa dévotion ou à sa solde dans tous les coins de l'Europe, mais surtout à Paris, par Voltaire, Diderot, Grimm, l'abbé Galiani et cent autres, la réclame colossale dont ils ont à l'envi entouré son nom, a fait son œuvre. Un de ces courants d'opinion, dont nous avons vu de nos jours le retour à peu près identique, s'est produit brusquement, irrésistible et tout-puissant : la Russie, les Russes et Catherine en premier lieu apparaissent d'un jour à l'autre sur les bords de la Seine en possession d'une popularité immense. Un tailleur du nom de Fagot fait fortune avec un vêtement pour enfants, dont il a pris le modèle dans une lettre de l'impératrice adressée à Grimm. Catherine y avait dessiné à la plume le costume (une sorte de blouse flottante de son invention) porté habituellement par son petit-fils, le futur empereur Alexandre Ier. Les dames et les seigneurs de la cour de Saint-Pétersbourg qui visitent Paris y rencontrent les attentions les plus flatteuses. À une chasse du bois de Boulogne, la reine, apercevant l'équipage d'une

comtesse Saltykof, lui fait prendre le pas sur le sien, pour qu'elle puisse mieux suivre les chasseurs. Un comte Serge Roumiantsof est la coqueluche des belles dames de Versailles. Au printemps de 1782, le grand-duc Paul et sa femme, née princesse de Wurtemberg, voyageant sous le nom de comte et comtesse du Nord, figurent parmi les hôtes de Paris et de Versailles. Marie-Antoinette fait taire ses préventions à l'égard de Catherine et se surpasse en amabilité et en gracieuses prévenances. À Sèvres, on fait admirer à la grande-duchesse une magnifique toilette de porcelaine bleu lapis, montée en or, récent chef-d'œuvre de la manufacture royale : des Amours, placés sur le miroir, se jouent aux pieds des trois Grâces qui le soutiennent. « C'est sans doute pour la reine ! » s'écrie la princesse, émerveillée. Elle s'approche et sur toutes les pièces reconnaît ses armes : c'est un présent que lui fait Marie-Antoinette. L'exemple venant ainsi d'en haut, on imagine l'accueil fait à Leurs Altesses Impériales par la foule, dont les dispositions n'ont d'ailleurs pas besoin d'être stimulées à cet égard. Il faut un rustre de talent comme Clérisseau pour résister à l'entraînement universel.

Grimm traite de maladie contagieuse — *« Catharinen Sucht, oder nach Andern die Minerven Krankheit* » — l'engouement dont Catherine est personnellement l'objet parmi les Parisiens. Il cite parmi les victimes les plus intéressantes de l'épidémie M. de Monthyon et le maréchal de Noailles. Le théâtre s'empare de sujets empruntés à l'histoire russe et aux mœurs moscovites ; ce sont les *Scythes*, de Voltaire ; le *Pierre le Grand*, de Dorat ; le *Menzikof*, de La Harpe ; en attendant *Feodor et Lesinka*, de Desforges. Paris se remplit d'enseignes : « À l'impératrice de Russie. » Il y a des « Hôtels de Russie », des « Cafés du Nord » à tous les coins de rue. Une marchande de modes voue la fortune de son magasin « Au Russe galant ».

Catherine regarde d'abord ces démonstrations avec assez de froideur. « Les Français, écrit-elle, se sont engoués de moi comme d'une plume à la coiffure ; mais, patience, cela ne durera pas plus que toute mode chez eux… Les dames russes doivent se trouver fort honorées des honneurs et des attentions dont on les comble à Versailles ; on me les gâtera, et, quand elles reviendront, ce seront des dames à prétentions… Pour M. Fagot, je trouve qu'il fait son métier, *ma* il est curieux que la mode vient du Nord et plus curieux encore que le Nord et surtout la Russie soient en vogue à Paris. Comment ! après en avoir pensé, dit et écrit tant de mal !… Au moins faut-il

convenir qu'à tout cela il n'y a pas de suite… J'espère qu'à l'arrivée de cette lettre le *vertigo* sera passé. » Nous avons dit déjà la réception préparée par l'impératrice aux échantillons des modes françaises rapportés à Pétersbourg par la grande-duchesse Paul. En apprenant la nouvelle de ce désastre au moment où elle quittait les appartements de Marie-Antoinette, mademoiselle Bertin poussa des cris de colère.

« Elle a défendu ses falbalas », raconte Grimm. Mais elle choisissait mal son moment. Comme c'était l'époque de l'année où elle avait l'habitude de présenter ses comptes, ces dames se mirent d'accord pour juger que les falbalas étaient de trop et pour donner raison à la Grande Catherine contre la petite Bertin. Il était réservé au comte de Ségur de déterminer dans l'esprit de l'impératrice et dans sa façon de juger la France et les Français un changement décisif. La diplomatie française avait enfin trouvé l'homme du rôle qu'il fallait qu'un représentant du roi jouât à Pétersbourg. Ayant rejoint son poste le 12 mars 1785, Ségur écrivait le 3 juin suivant : « Je vais aujourd'hui coucher à Czarskozelo, et demain je pars avec l'impératrice. Le corps diplomatique est aussi étonné que jaloux de cette faveur, et ce voyage, qui n'a pour but que la curiosité et l'amusement, fait faire inutilement beaucoup de folles spéculations politiques. » Les spéculateurs politiques n'avaient pas entièrement tort : ce voyage était le commencement d'un chapitre nouveau de l'histoire européenne. Deux années après, en novembre 1787, une proposition formelle d'alliance, d'une triple alliance — France, Autriche, Russie —, était faite au comte de Ségur par le Premier ministre de Catherine, Bezborodko. Il s'agissait malheureusement d'attaquer en commun la Turquie, cette vieille alliée de la France. Mais l'année suivante, la triple alliance devenait, dans les avances de plus en plus pressantes du cabinet de Saint-Pétersbourg, une *quadruple* alliance entre les mêmes puissances, plus l'Espagne — et, cette fois, elle visait l'Angleterre.

Ce fut la France qui recula. Des scrupules, qui ne sauraient être considérés que comme très légitimes, des sentiments, dont la générosité chevaleresque, à les supposer sincères, commanderait notre estime, justifiaient officiellement les résistances et les répugnances du cabinet de Versailles. Après la prise d'Otchakof (décembre 1788), Catherine offrit encore pour prix de l'alliance française un secours effectif contre l'Angleterre. En même temps, elle renonçait à demander, ainsi qu'elle l'avait

toujours fait jusqu'à présent, la garantie de la Constitution imposée par elle à la Pologne : fatale tunique de Nessus cousue aux flancs de la malheureuse république. Une reconnaissance implicite du premier partage, celui de 1772, lui suffisait. Ségur n'espérait pas s'en tirer à si bon marché. Quels furent sa surprise et son désappointement lorsque, pour toute réponse, il reçut de Versailles l'ordre de réclamer l'annulation du premier partage ! C'était se moquer de lui et de la Russie. Était-ce bien servir la cause de la Pologne ? Le retour de celle-ci à ses anciennes limites demeurait-il à ce moment dans l'ordre des choses possibles ? Le croyait-on à Versailles ? S'en souciait-on ? Nous pensons qu'on s'y préoccupait surtout de ne rien faire, tout en sauvegardant les apparences d'une attitude et d'une action dignes des traditions de la monarchie. Avait-on quelque moyen de donner un caractère sérieux à la commission dont on chargeait Ségur ? Ségur ne songea même pas à l'exécuter. Il ne dit rien, n'ayant rien de raisonnable à dire. Et, finalement, le cabinet de Pétersbourg se lassa d'avoir affaire à des gens muets. Patiomkine, le tout-puissant favori, avait été le premier à appuyer l'entente devant laquelle la France se dérobait. Il affecta bientôt de se rapprocher de l'Angleterre.

« Pourquoi pas ? » répondit-il avec sa brusquerie habituelle, un peu rude, quand Ségur prit sur lui de l'interroger amicalement à ce sujet. « Un diplomate comme vous devrait-il s'en étonner ? Lorsque j'ai vu ériger le royaume de France en archevêché, un prélat renvoyer du Conseil deux maréchaux de France et laisser tranquillement les Anglais et les Prussiens vous enlever la Hollande sans coup férir, j'avoue que je me suis permis une plaisanterie : j'ai dit que j'aurais conseillé à ma souveraine de s'allier avec Louis le Gros, Louis le Jeune, Saint Louis, l'habile Louis XI, le sage Louis XII, Louis le Grand, même avec Louis le Bien-Aimé, mais non pas avec Louis le Suffragant. »

Le favori ne disait pas tout. L'archevêque, dont la présence dans le Conseil le choquait si fort, Loménie de Brienne, était congédié le 5 août 1788. Mais l'opposition à l'alliance projetée ne venait pas de lui seul. En mai 1789, Necker étant revenu au pouvoir, Marie-Antoinette écrivait au comte de Mercy pour lui annoncer qu'à l'exception de Montmorin, tous les ministres se prononçaient contre l'alliance en question. « D'abord, disait-elle, il est clair que, dans l'état actuel de nos affaires, nous ne pouvons fournir aucun

secours ni d'hommes ni d'argent, et dès lors il ne serait pas de bonne foi de faire aucune nouvelle alliance défensive. »

Elle indiquait ainsi avec franchise le principal obstacle que rencontraient les projets d'action commune : l'impuissance de la monarchie se débattant déjà, comme un oiseau blessé à mort, sous l'étreinte du monstre révolutionnaire.

Un traité de commerce (11 janvier 1787) fut tout ce à quoi purent aboutir les efforts de Ségur. On raconta que, pour le signer, Ségur s'était servi de la plume de son collègue d'Angleterre, Fitz-Herbert. L'anecdote n'est vraie qu'à moitié ; surpris par une brusque ouverture que lui fit Patiomkine à bord d'une galère qui les emmenait à Moscou en compagnie de Catherine, et voulant y répondre aussitôt par une note écrite, Ségur ne trouva pas son écritoire, que son valet de chambre avait mise sous clef. Il emprunta alors celle de Fitz-Herbert, qui jouait tranquillement au trictrac avec Cobenzl, le ministre d'Autriche, dans une cabine voisine de la sienne.

La France, elle, joua à ce moment et jusqu'en 1789 un jeu bien singulier. Négociant toujours ou ayant l'air de négocier une alliance avec la Russie, envoyant de nombreux volontaires dans les rangs de l'armée russe, elle fournissait en même temps la Turquie d'officiers et d'ingénieurs. La présence de ces derniers à Constantinople irritait Catherine. Elle recommandait à Patiomkine, s'il en faisait quelques-uns prisonniers, de les envoyer bien au fond de la Sibérie, à Perm ou à Tobolsk, « pour leur ôter le goût d'apprendre aux Turcs l'art de la guerre ». Quant aux volontaires, elle tolérait tout au plus leur présence dans ses camps et n'en savait pas autrement gré ni à eux ni à la France. Elle s'en méfiait. Après la prise d'Otchakof, le comte de Damas, qui s'y était distingué, ayant demandé à venir auprès de l'impératrice en qualité d'aide de camp, elle le faisait nommer colonel, mais refusait de le laisser approcher de sa personne. « Elle ne voulait pas d'espion français dans son palais. » Elle écrivait à Grimm :

« Malgré ce que vous me dites, je suis intimement persuadée que là où vous êtes on se lierait plutôt, malgré les soufflets réitérés qu'on a reçus, avec Frère *Ge* et Frère *Gu*[3] et même avec le diable qu'avec moi… »

Elle se disait persuadée qu'en dépit de leur pénurie, *die armen Leute*, « les pauvres gens » (c'est ainsi qu'à ce moment elle désignait communément les Français), trouvaient encore le moyen de subventionner Falstaff (Falstaff, c'était le roi de Suède), alors en guerre avec elle. Elle risquait cependant de nouvelles tentatives pour arriver à une entente. Elle se laissait aller à charger Grimm lui-même d'une sorte de mission diplomatique :

« Il est très sûr que si *die armen Leute* voulaient bien hausser le ton vis-à-vis des Hollandais et ne pas laisser écraser tout à fait leur parti dans cette république, ils m'aideraient infiniment. Je voudrais que vous eussiez là-dessus une conversation amicale avec M. de Saint-Priest, et que vous avisiez ensemble s'il n'y aurait pas moyen de porter la cour où vous êtes à quelque démarche qui montrât au moins que la France existe encore parmi les puissances signifiantes (*sic*), et qu'ayant quatre-vingts vaisseaux de guerre, elle ne les a pas condamnés à les laisser pourrir dans ses ports sans aucune utilité pour l'État. »

Qui sait si elle n'indiquait pas en même temps l'unique moyen que la monarchie aux abois possédât encore pour sortir victorieusement de la crise qui menaçait son existence ?

« La considération de cette cour se perd totalement par son inaction. On ne m'a jamais accusé d'avoir été bien partiale pour elle, mais mon intérêt et celui de l'Europe tout entière exigent qu'elle reprenne la place qui lui convient, et cela le plus tôt possible… Les Français aiment l'honneur et la gloire : ils feront tout pour aller (*sic*), dès qu'on leur montrera ce que l'honneur et la gloire de leur patrie exigent ; chaque Français ne peut que convenir qu'il n'y en a pas dans cet état d'inexistence politique dans lequel les troubles intérieurs s'alimentent, s'étendent, croissent et s'accumulent à chaque pas. Que ses cordes s'étendent (*sic*) hors du royaume, elles cesseront de le miner et gruger comme les vers le corps d'un vaisseau… »

Mais ces conseils n'étaient pas écoutés ou arrivaient trop tard pour l'être, et les vers achevaient leur œuvre destructrice. Jusqu'en 1792 pourtant, les relations entre les deux pays ne furent pas interrompues. Après le départ du comte de Ségur en 1789, Genet représenta la France à Saint-Pétersbourg. Ce Genet était un frère de madame Campan. Il avait des prétentions

malheureuses à la littérature et ne brilla pas dans la diplomatie. Il venait de publier deux odes inédites d'Horace, qui furent reconnues pour apocryphes. Il eut, dans son nouvel emploi, des mésaventures plus désagréables encore. Il est vrai que l'emploi n'était pas aisé à tenir désormais. Simoline, qui représentait la Russie à Paris, resta à son poste et garda son titre de ministre plénipotentiaire. En mai 1790, le vice-chancelier Osterman l'engageait à étendre ses relations avec les membres influents de l'Assemblée nationale. Simoline indiquant comme moyen d'y parvenir une distribution d'argent, Osterman approuva l'idée et demanda un état des sommes à employer. Il s'agissait toujours « de porter la France à faire des armements capables d'en imposer à l'Angleterre ». On comptait principalement sur Mirabeau. Simoline écrivait à ce sujet :

« M. de Mirabeau est entré parfaitement dans tout ce qui lui a été insinué et a laissé entrevoir que l'Assemblée nationale ne regardera pas avec indifférence l'envoi d'une escadre anglaise dans la Baltique, et que son opinion serait d'armer dans ce cas des escadres dans les ports de France. La bonne volonté de ce député, qui est l'âme du comité diplomatique et dont l'opinion est d'un grand poids, serait rendue plus efficace, si elle était étayée de tous côtés par les mêmes moyens dont l'Angleterre et le Juif prussien Ephraïm font un si abondant usage près les membres des Jacobins. Il est connu que ce dernier a touché depuis son séjour à Paris 1 200 000 livres… Il n'est pas si aisé de savoir le montant des fonds dont l'ambassadeur anglais a disposé. Mais ce qui est certain, c'est qu'avec de l'argent on obtient tout du patriotisme des députés qui gouvernent la France, que M. de Mirabeau n'est pas inaccessible à cet appât, et que son entour (*sic*), qui est le plus intelligent des hommes et qui m'est dévoué, se livrerait entièrement à notre cour, si je pouvais lui laisser entrevoir l'espoir d'être récompensé de ses services. »

En marge de cette dépêche, Catherine mit ces mots : « Magnifiquement, s'il n'est pas mort. » On savait déjà, en effet, à Saint-Pétersbourg, que la vie du grand tribun était menacée. Le 4 avril 1791, après la catastrophe, Simoline adressa cette réflexion à Osterman : « Il aurait fallu que cet homme mourût il y a deux ans ou vécût deux ans encore. » Deux ans auparavant, le diplomate russe n'avait pas encore trouvé d'accès auprès de ce député tout-puissant, qui possédait des « entours » si accommodants. Il ne l'appelait pas autrement alors que le « Catilina moderne ». Osterman l'engagea

maintenant à chercher au sein de l'Assemblée une autre influence qui pût remplacer celle de Mirabeau et fût aussi gouvernable. Mais ce n'était pas chose aisée. Simoline fit de son mieux pour tirer parti d'une situation qui devenait de jour en jour plus embarrassante et pour ménager l'Assemblée, tout en conservant de bonnes relations avec la cour. En juin 1791, il désavoua publiquement la participation de madame Korff, une dame russe, à l'évasion du roi, complotée, comme on sait, par un gentilhomme suédois, le comte de Fersen. L'année suivante, en février, il jugea qu'il n'y avait plus rien à faire pour lui à Paris. Catherine, il le savait sans doute, était sur le point de signifier son congé à M. Genet. Il demanda ses passeports ; mais avant de partir, il jugea à propos de s'entretenir confidentiellement avec le roi et avec la reine. L'entrevue fut secrète. La reine reçut Simoline dans sa chambre à coucher, comme un simple particulier. Il était « en frac et en surtout ». Marie-Antoinette ferma elle-même la porte de la chambre en poussant le verrou, après quoi elle parla pendant une heure de ses malheurs et de sa reconnaissance pour l'impératrice de Russie. Puis, le roi entra et prit part à la conversation. Il affirma que toute sa confiance reposait en Catherine, « qui avait été heureuse dans toutes ses entreprises ». Il sortit après cette déclaration, et Marie-Antoinette retint Simoline pendant deux heures encore, revenant toujours sur les sentiments qu'elle et le roi avaient déjà exprimés à l'égard de l'impératrice de Russie, et se plaignant « de la versatilité de son frère ». Elle finit par donner à Simoline une lettre pour Catherine et une autre pour l'empereur. Simoline s'engagea à passer par Vienne pour y exposer la situation de la France et celle de Leurs Majestés. Il devenait, par un renversement extraordinaire des rôles, l'ambassadeur de la monarchie française auprès de la coalition antirévolutionnaire [4].

La mission de Genet à Pétersbourg fut un long martyre. Catherine se refusait à le voir, et ses ministres lui parlaient à peine. Les privilèges et les honneurs de son emploi étaient échus en partage à une foule d'agents plus ou moins autorisés : le baron de Breteuil, le prince de Nassau, le marquis de Bombelles, Calonne, le comte Esterhazy, représentant qui le comte d'Artois, qui le comte de Provence, qui le roi Louis XVI lui-même. Ce dernier rôle était tenu par le comte de Saint-Priest, qui pourtant se fit présenter par le chargé d'affaires du gouvernement constitutionnel de la France, c'est-à-dire par Genet. Les autres avaient eu recours au patronage de l'ambassadeur

d'Autriche. En septembre 1791, on défendit à Genet de paraître à la cour. En juillet 1792, on l'expulsa. Catherine ne se faisait pourtant pas d'illusions sur la valeur des diplomates improvisés qui prenaient sa place. En janvier 1792, le marquis de Bombelles ayant adressé à Osterman une note « sur les causes du désaccord existant entre le roi et les princes », elle écrivait en marge du mémoire : « Dans tout ce mémoire, je ne vois que la haine de Breteuil contre Calonne. Il faudrait envoyer au diable les conseillers tels que le baron de Breteuil et Calonne aussi, parce que, à la lettre, c'est un éventé. » Calonne se donnait des airs de hauteur qui, dans une position moins délicate que la sienne, auraient pu passer pour insolents. Chez les ministres et chez l'impératrice elle-même, il se permettait d'arriver une heure après l'heure annoncée pour le dîner. Admis dans l'intimité de Sa Majesté à Tsarskoïe Selo, il se crut autorisé à pénétrer, à Pétersbourg même, dans ses appartements intimes que protégeait une étiquette sévère. Il fut brutalement mis à la porte par les chevaliers-gardes. Castéra raconte qu'on l'appelait communément « le voleur ». L'évêque d'Arras, qui avec Damas, d'Escars et le colonel suisse de Roll, accompagna le comte d'Artois à Pétersbourg, reçut le sobriquet de « meneur ». Le comte d'Artois, lui-même, fit assez piteuse figure. Esterhazy affichait un dénuement complet et habillait avec des vêtements rapiécés son fils que l'impératrice se plaisait à faire venir chez elle, mendiant ainsi des secours qu'elle ne refusait d'ailleurs pas. Bombelles, au contraire, étalait un faste éphémère. La rivalité des deux faux ambassadeurs égayait toute la cour. Saint-Priest, qui avait représenté la France à Constantinople non sans quelque éclat, était le seul qui sût au moins ne pas se rendre ridicule. Catherine finit par lui confier une mission secrète à Stockholm.

Elle s'amusait elle-même de la sottise et de l'extravagance dont les collègues de Saint-Priest faisaient montre, à l'envi. Elle faisait chanter au petit Esterhazy les couplets révolutionnaires, le *Ça ira* et la *Carmagnole*, et elle consentait à bien payer son plaisir. Esterhazy eut des pensions, un palais à Saint-Pétersbourg, et des terres en Volhynie et en Podolie. Les princes reçurent aussi des subsides considérables. Dès le mois de juillet 1791, en remerciant l'impératrice pour l'assistance qu'elle leur avait fait espérer, les comtes de Provence et d'Artois lui adressaient ces paroles flatteuses : « Il n'est donc, Madame, aucun genre de gloire auquel Votre Majesté n'aspire.

Elle partage avec Pierre le Grand l'honneur d'avoir créé son vaste empire, car s'il l'a le premier fait sortir du chaos, Votre Majesté a, comme Prométhée, dérobé le rayon du soleil pour l'animer. » Catherine goûta la flatterie et s'exécuta de bonne grâce : le mois suivant, elle envoya une traite de 2 millions de livres. Les princes furent d'accord pour trouver que ce n'était pas assez : il leur fallait 1 million de roubles. « Alors, disaient-ils, passant le Rhin, ne fût-ce qu'avec dix mille hommes, nous en aurions bientôt 100 000 ; le génie de Catherine marchera devant nous. » Ils voulaient que ce génie eût les ailes bien dorées. Louis XVI se montra plus digne : au moment de l'arrestation du roi, Catherine lui fit passer 100 000 livres qu'elle avait en France, offrant d'augmenter le secours, sur un mot du royal prisonnier. Louis refusa. Le million réclamé par les princes eut peine à sortir des coffres de l'impératrice. Après s'être fait un peu tirer l'oreille, elle envoya la moitié de ce qu'on lui demandait par Bombelles. Encore y ajoutat-elle une admonestation qui pouvait sembler blessante : « Comment refuser de vous assister encore, lorsque vous dites qu'avec ce secours vous délivrerez votre patrie de ses cruels oppresseurs ? Mais aussi *est-ce une condition que l'Europe entière attend de vous.* » Elle voulait en avoir pour son argent. Elle avait mis plus d'empressement à reconnaître le comte de Provence comme régent du royaume en septembre 1793 ; puis, après la mort de Louis XVII, comme héritier de la couronne. « Je regarde comme honteux de ne pas reconnaître Louis XVIII dès que Louis XVII est mort », écrivait-elle à Grimm. Et elle poussait de toutes ses forces le nouveau roi et ses adhérents à une prompte entrée en campagne pour le rétablissement du droit monarchique en France. C'était d'ailleurs, à l'entendre, besogne assez facile :

« Je soutiens, écrivait-elle encore à Grimm, qu'il ne faut s'emparer que de deux ou trois bicoques en France, et que tout le reste tombera de soi-même… Je parie comme deux et deux font quatre que deux bicoques emportées par la force ouverte de qui il vous plaira feront sauter tous ces moutons par-dessus le bâton qu'on leur présentera de quel côté qu'on le voudra… Vingt mille Cosaques seraient beaucoup trop pour faire un tapis vert depuis Strasbourg jusqu'à Paris : deux mille Cosaques et six mille Croates suffiraient. »

L'échec de l'expédition commandée par Brunswick, la reculade de Valmy et la « cacade », comme elle dit, qui s'ensuivit, enfin les succès prodigieux

des armées révolutionnaires ne la déconcertent pas. Après comme avant, elle est toujours feu et flamme pour prêcher une action énergique contre la « canaille jacobine ». Seulement, ni avant ni après elle n'a aucune hâte de coopérer à cette action autrement que par des paroles et des envois d'argent, et ses deux mille Cosaques tardent à prendre le chemin de Paris. Quand elle se décide à signer leur feuille de route, c'est une autre destination qu'elle leur choisit : elle les envoie en Pologne. Au fond, ainsi que nous l'avons indiqué déjà, c'est la Pologne qui est son seul objectif dans toute cette prise d'armes. Elle ne songe qu'à la Pologne, elle ne voit dans ce qui se passe sur les bords de la Seine qu'une occasion propice de gagner ses coudées franches sur les bords de la Vistule. Et non seulement elle a les yeux fixés de ce côté, mais elle fait que les autres, ses compagnons prussien et autrichien dans la campagne antirévolutionnaire, se prennent à y regarder aussi, avec inquiétude d'abord, puis avec la ferme résolution de ne pas permettre qu'elle y aille seule faire ses affaires pendant qu'ils iront là-bas en France faire celles de l'ordre européen et de la monarchie. C'est ainsi, on l'a observé déjà, que les ambitions rivales des copartageants de 1772 paralysent l'action des coalisés de 1793, que la Pologne paye pour la France, et que la ruine définitive d'une république séculaire assure le triomphe de la nouvelle république, fille de la Révolution.

En 1796 seulement, quand le second et le troisième partage de la Pologne ont été consommés, Catherine prend le parti d'envoyer en France le général victorieux qui vient d'établir l'*ordre à Varsovie* sur un monceau de cadavres : Souvorof ira enfin se mesurer avec le monstre révolutionnaire. Non pas à la tête de deux mille Cosaques, cependant : ces bravades n'étaient peut-être que pour donner du courage et de l'émulation à ceux qu'on envoyait auparavant là-bas sans aucune envie de les y suivre. Soixante mille hommes accompagneront le vainqueur de la Pologne. Catherine voudrait que Louis XVIII lui-même joignît le corps expéditionnaire, « plutôt que de faire le mort dans quelque ville d'Allemagne ». Quel rôle est-ce là pour un roi de France ? « Dieu donne que ce ne soit franche poltronnerie !… Avec cela on ne va pas bien loin. » Maintenant elle est décidée à se mettre de la partie. Et rien ne la fera plus reculer : « Le roi de Prusse arme, qu'en pensez-vous ? Contre qui ? Contre moi. Pour faire plaisir à qui ? Aux régicides ses amis. Si par ces armements on croit me détourner de la marche de mes troupes aux

ordres du maréchal Souvorof, on se trompe très fort. Je prêche et prêcherai cause commune à tous les rois contre les destructeurs des trônes et de la société, malgré tous les adhérents du misérable système contraire, et nous verrons qui prendra le dessus. » Mais, à ce moment, elle a déjà pris le loisir de renverser elle-même un trône voisin, en affectant de le prendre pour une création de l'esprit révolutionnaire. Elle a étouffé dans le sang la « jacobinière » de Varsovie, ainsi qu'il lui a plu d'appeler le parti patriotique de l'endroit. Et, entre-temps, elle s'est avisée aussi de combattre la Révolution dans ses propres foyers. S'il faut en croire les informations du malheureux Genet, elle aurait eu à le faire jusque dans le sein de sa famille. Il rapporte, dans une de ses dépêches, une conversation d'un tour assez bizarre entre le grand-duc Constantin et un peintre français du nom de Venelle, chargé de faire le portrait de Son Altesse :

LE GRAND-DUC. — Vous êtes démocrate, monsieur, m'a-t-on dit ?

VENELLE. — Monseigneur, j'aime beaucoup ma patrie et la liberté.

LE GRAND-DUC (*avec le ton vif et brusque qui lui est naturel*). — Vous avez raison ! J'aime aussi la liberté, moi, et, si j'étais en France, allez, je me battrais de bon cœur ; mais je n'ose pas dire cela à tout le monde. Je m'en garderais bien, diable ! Et vos plats émigrés, les voilà presque tous partis de chez nous ?

VENELLE. — Oui, Monseigneur.

LE GRAND-DUC. — J'en suis charmé, car je ne pouvais les souffrir.

Genet ne marchande pas son admiration aux sentiments ainsi exprimés par Son Altesse. À ses yeux, le grand-duc est « un ardent démocrate ».

Mais ce fut surtout parmi les Français séjournant en Russie que Catherine chercha des révolutionnaires. Le fameux édit du 8 février 1793 en fait foi.

Voici la formule du serment que les compatriotes de Genet furent astreints à prêter solennellement sous peine d'expulsion immédiate :

« Je soussigné jure devant Dieu tout-puissant et sur son saint Évangile que, n'ayant jamais adhéré de fait ni de volonté aux principes impies et séditieux professés maintenant en France, je regarde le gouvernement qui

s'y est établi comme une usurpation et une violation de toutes les lois, et la mort du Roi Très Chrétien Louis XVI comme un acte de scélératesse abominable ; que je suis pénétré dans le fond de ma conscience de la sainteté de la religion que j'ai héritée de mes ancêtres et de mon obligation d'être fidèle et obéissant au roi, auquel, selon les droits de la succession, sera dévolue la couronne de France. Qu'en conséquence, jouissant de l'asile assuré que Sa Majesté Impériale de toutes les Russies daigne m'accorder dans ses États, je promets d'y vivre dans l'observance de la sainte religion dans laquelle je suis né et dans une profonde soumission aux lois instituées par Sa Majesté Impériale ; de rompre toute correspondance dans ma patrie avec les Français qui reconnaissent le gouvernement monstrueux actuel en France, et de ne la reprendre que lorsque, à la suite du rétablissement de l'autorité légitime, j'en aurai reçu la permission expresse de Sa Majesté Impériale. En cas de procédés contraires à ce présent serment, je me soumets à toute la rigueur des lois dans cette vie et, dans l'autre, au jugement terrible de Dieu. Et, pour sceller ce serment, je baise les paroles et la croix de mon Sauveur. *Amen.* »

La Gazette de Saint-Pétersbourg publia pendant quelque temps la liste des individus qui se soumirent à l'accomplissement de cet acte. Il y en eut un millier environ. En même temps, toutes relations avec la France, même celles d'affaires et de commerce, étaient interdites, jusqu'au rétablissement de la monarchie. L'entrée dans les ports russes était refusée aux vaisseaux français : Catherine mettait la République et la Révolution en quarantaine. Il est curieux de placer ces mesures sévères en regard des réflexions suivantes que les rapports établis par l'histoire entre les deux pays inspiraient quelques années plus tard à un Russe soucieux de faire preuve d'esprit philosophique :

« C'est à la fin du siècle dernier seulement que les ténèbres de l'ignorance dont notre patrie était enveloppée ont commencé à se dissiper, et cette aurore est venue de la France. Aussi, quel que soit le nombre de gens disposés à crier : "Crucifiez les Français !" il faut reconnaître que ceux-ci ont plus fait pour notre instruction que le reste de l'Europe tout entier. Placée pendant plus d'un demi-siècle, par la volonté de Pierre le Grand, sous la férule des Allemands, la Russie n'offrait pas même les apparences extérieures d'une culture intellectuelle quelconque. C'est au règne de Catherine que revient tout l'honneur d'avoir introduit chez nous la

connaissance des sciences utiles, dont l'effet s'est fait sentir aussitôt sur les mœurs d'une manière frappante. Aussi, je répète encore : si nombreux que soient les vieux croyants, les nouveaux croyants et tous ceux qui leur font écho pour crier "Crucifiez les Français !", les Voltaire ne sont pas des Marat, les Jean-Jacques Rousseau des Couthon, ni les Buffon des Robespierre [5]. »

3.4

La Pologne

On ne s'attend pas assurément à ce que nous revenions, à propos du partage de la Pologne, sur des discussions aussi irritantes qu'oiseuses, dont l'histoire et la diplomatie ont usé et abusé tour à tour sans en tirer, à ce qu'il nous paraît, un profit appréciable. Il est arrivé à des historiens russes de changer du tout au tout, d'un volume à un autre, leur manière d'envisager cette question épineuse, expliquant le partage tantôt par l'application de la loi des groupements ethniques et tantôt, plus simplement, par l'application du droit du plus fort. C'est le cas du plus illustre d'entre eux : nous avons nommé Soloviеf. Quelques historiens allemands se sont donné beaucoup de peine pour absoudre la mémoire de Frédéric II du reproche d'avoir provoqué cet arrangement politique. Leurs arguments ont été combattus en Russie de la bonne manière. Un point, du moins, semble ainsi avoir été mis, de part et d'autre, hors de controverse, à savoir le caractère peu honorable de la transaction. Des raisons d'utilité, sinon de nécessité, faisant partie de la raison générale, dite *raison d'État*, ont, il est vrai, été invoquées d'un commun accord pour justifier l'événement, jugé condamnable en soi. Malheureusement — heureusement pour la morale, oserions-nous dire — il y a là encore une thèse parfaitement discutable, même et surtout eu égard aux intérêts de la Russie, à l'époque où Catherine fut appelée à en avoir la garde. Et c'est aussi le seul aspect de la question qui, rentrant dans le cadre de cette étude, s'impose en quelque sorte à un bref examen de notre part.

Nous passons sur les considérations de sentiment et de justice. Il est entendu qu'elles n'ont rien à voir dans cette sorte d'affaires. Quel est le grand État qui se soit constitué sans partager quelqu'un ou quelque chose ? Nous ne voyons guère qu'une exception à la règle, et c'est la Pologne, précisément, qui la fournit : elle n'a jamais annexé que des pays qui se sont donnés librement à elle. Mais aussi, il a été surabondamment démontré que cet État extraordinaire n'était pas un État viable. « Celui qui ne gagne rien perd », a dit Catherine. Une puissance qui ne prend rien à ses voisins est une puissance qui n'a pas le sens commun. Les voisins de la Pologne le lui ont prouvé en la prenant tout entière : c'est bien fait sans doute.

Nous mettons aussi de côté la question de principe, bien qu'il puisse être dangereux pour un pays de passer outre à cet égard, quand le principe méconnu ou faussé de la sorte est la raison même de son existence, c'est-à-dire la plus essentielle des raisons d'État. Le panslavisme, à entendre ses apologistes, n'est pas seulement une doctrine politique : c'est une réalité géographique et ethnique de l'avenir. Jusqu'au XVIIe siècle, nous dit-on, la Pologne avait des chances pour devenir un jour l'instrument et le foyer naturel de son accomplissement. Plus tard, ce fut fini, et la Russie apparut comme l'héritier légitime de la monarchie polono-lituanienne des Jagellons. Aujourd'hui encore, la revendication des droits généraux de la race slave, la défense des intérêts communs, le groupement des affinités s'y rattachant, s'imposent aux successeurs de Catherine comme le programme nécessaire de la vie et du développement national. Soit, nous acceptons tout cela comme prouvé et acquis à l'histoire du passé et à la conscience de l'heure présente. Mais, pour une nation qui se réclame d'un pareil programme, et qui assurément ne saurait y renoncer sans perdre beaucoup plus que deux ou trois provinces, qu'est-ce que ce début de 1772 où, tout en rattachant au foyer commun, nous le voulons bien, un certain nombre de Slaves (qui, d'ailleurs, ne montraient pas d'empressement à s'y réunir), on en donnait, on en livrait trois millions d'un côté et cinq millions de l'autre à l'ennemi commun de la race commune, taillant à coups de sabre dans la chair de sa chair ? Notons qu'il n'y avait pas que des Polonais en Galicie. Il y avait aussi des Ruthènes du rite grec, des *Russes*, par conséquent, de vrais *Russes*, suivant le classement ethnique qui prévaut aujourd'hui. Et ils sont toujours là, qui appartiennent à l'Autriche, qui portent le joug allemand sans qu'on ait

songé à les en émanciper. Les Slaves de Sophia, qui ne sont que des Bulgares, ont eu plus de chance.

Nous ne voulons pas insister sur ce côté du problème. Il y en a un autre d'une portée plus saisissable.

La Russie augmentée d'un tiers de la Pologne est aujourd'hui une très grande puissance. Mais elle était déjà une très grande puissance avant 1772, et elle avait des voisins plus commodes. Ce dont la Prusse, même avec un chef comme Frédéric, était capable contre la Russie, même gouvernée par Élisabeth, la guerre de Sept Ans l'a prouvé. On y vit un général russe entrer à Berlin en se promenant. Une prouesse de ce genre n'apparaît guère aujourd'hui parmi les probabilités du lendemain. Un autre général russe s'est trouvé à la même époque bien près de faire une entrée victorieuse à Constantinople. Depuis, la route de Pétersbourg à Constantinople s'est allongée : elle passe maintenant par Vienne, et, parmi les obstacles qui s'y montrent accumulés, figurent, on peut le dire, en première ligne 7 millions de Slaves annexés depuis 1772 à la monarchie des Habsbourg. Ce n'est pas tout. Au point où en étaient les choses en Pologne avant le premier partage, la Russie s'y trouvait en possession d'une suprématie qui, à supposer même qu'elle ne dût pas conduire à une annexion entière du pays dans un délai plus ou moins long, ainsi que l'admet volontiers un bon nombre d'historiens, *valait à peu près déjà une annexion de ce genre*. Quand un pays est parvenu à imposer à un autre pays des gouvernants de son choix de la qualité d'un Poniatowski, il est clair que l'indépendance du pays ainsi pris en tutelle n'est plus qu'une fiction. Pierre Ier aurait pu déjà prendre dans les environs de Wilna ou même de Varsovie tel lambeau de terre qu'il aurait trouvé à sa convenance. Il résista à la tentation, comprenant qu'un peuple comme celui auquel il commandait devait savoir attendre. C'est ce que Catherine ne sut pas voir en 1772. Peut-être n'avait-elle pas encore eu le temps d'oublier ses origines. Elle traita la question en petite princesse de Zerbst et en enfant gourmand. La poire n'était pas mûre ; elle se pressa ou laissa Frédéric exciter sa convoitise, mordit à pleines dents dans le fruit, risqua de s'y casser les dents, et se décida en fin de compte à le partager.

Quant à la manière dont la chose s'est faite, quant à la paternité de l'idée et au mode de l'exécution, outre que la question nous semble d'un intérêt

secondaire, il n'en est pas, croyons-nous, qui prête moins à l'équivoque, avec les documents qui sont depuis longtemps aux mains de tout le monde. Le dernier volume (LXXII), récemment paru, du grand *Recueil de la Société impériale d'histoire russe* a produit au jour le témoignage des envoyés prussiens près la cour de Saint-Pétersbourg ; il ne nous paraît pas qu'une indication nouvelle quelconque en soit ressortie. C'est un procès jugé, ou qui doit l'être. En ce qui concerne d'abord l'idée première, nous connaissions déjà le passage des *Mémoires* de Frédéric sur l'envoi en 1769 à Saint-Pétersbourg d'un projet de partage rédigé par le comte Lynar. L'idée y est, et la suppression du passage dans l'édition des *Mémoires* publiée en 1805 prouve qu'on se rendait compte à Berlin de la portée historique et politique du document. Mais nous connaissions également, par une publication déjà ancienne, le détail d'une conférence ministérielle présidée par l'impératrice Catherine en personne, bien avant l'arrivée du comte Lynar à Pétersbourg, en 1763. Le comte Zahar Tchernichof y développa la nécessité de profiter de la première occasion favorable, soit par exemple de la mort du roi de Pologne considérée comme prochaine, pour prendre à la Pologne la ligne stratégique de la Dvina, depuis Polotsk jusqu'à Orcha [6]. Pétersbourg a donc devancé Berlin, cela est certain. Mais que vaut cette certitude ? Une connaissance même très superficiellement faite avec le mouvement politique de l'époque, avec les problèmes agités dans les chancelleries depuis le commencement du siècle, avec les secrets diplomatiques devenus depuis longtemps des secrets de Polichinelle, conduit à la découverte d'un fait qui est celui-ci : ni Frédéric en 1769 ni le comte Zahar Tchernichof en 1763 n'avaient besoin de se mettre en frais d'imagination pour concevoir une idée — qui courait les rues. Le partage de la Pologne ? Mais tout le monde en parlait depuis la mort du dernier Jagellon, qui mourut en 1572. Il s'agissait seulement de faire le premier pas, d'attacher le grelot. Est-ce Catherine qui s'en est chargée ? Est-ce Frédéric ? Ni l'un ni l'autre : cela est encore un point d'histoire des plus aisés à établir. Ce fut la besogne d'un troisième larron. Ce fut celle de l'Autriche.

Depuis la première heure, depuis son avènement, Catherine marivaudait en Pologne avec son ami le roi de Prusse. Elle écrivait bien à Kayserling, son ambassadeur à Varsovie : « Dites à mes amis et ennemis que je suis impératrice de Russie, et qu'il n'y a de volonté que la mienne qui puisse

tenir dès que je veux » ; ce qui était prendre le ton convenable à la situation acquise depuis Pierre Ier sur les bords de la Vistule ; mais en même temps, elle se montrait impatiente de mettre Frédéric de moitié dans son jeu, ce de quoi Pierre Ier ne se fût pas certainement avisé, même, comme l'expliquait Catherine à son ambassadeur, « pour tirer le roi de Prusse des mains de la France ». Frédéric ne demandait pas mieux, évidemment, et se chargea de choisir le terrain d'une action commune : ce fut l'affaire des dissidents. La Russie interviendrait en faveur des dissidents du rite grec, la Prusse en faveur des protestants : on se ménagerait ainsi le moyen d'avoir la main dans toutes les affaires du gouvernement intérieur de la République. Le choix n'était pas heureux pour la Prusse, et Frédéric le vit bientôt. Il y avait peu de protestants en Pologne, et il y avait beaucoup de grecs, unis ou non : la partie n'était pas égale pour les deux partenaires. Celui qui se sentit lésé voulut arrêter le jeu, mais il n'était plus temps : la Russie allait de l'avant. Frédéric essaya de brouiller les cartes : abandonnant la question des dissidents, il se rabattit sur celle des réformes constitutionnelles ; la Russie se déroba. Elle s'obstina à vouloir protéger les dissidents, laissant aux Polonais la liberté de changer leur Constitution à leur guise. Voilà où en étaient les choses à la fin de 1770 quand le frère de Frédéric, le prince Henri de Prusse, parut à Pétersbourg. Catherine avait conservé l'avantage, mais elle avait inutilement introduit un tiers dans une partie qu'elle pouvait fort bien jouer toute seule. Frédéric avait perdu la première manche, mais il espérait bien gagner la belle. Il la gagna. Voici comment.

Le prince Henri de Prusse n'avait aucunement pour mission, ainsi qu'on l'a supposé, de s'entendre avec le cabinet de Saint-Pétersbourg sur un partage de territoires polonais. Ni les instructions par lui reçues ni sa correspondance avec son frère ne portent trace d'un tel dessein. Il y est question non pas de partager, mais de pacifier la Pologne, où les empiètements un peu trop brusques de la domination russe ont provoqué une crise violente. Frédéric veut avoir la paix sur ses frontières. Il veut la paix partout, pour réparer ses forces épuisées. D'ailleurs, le projet du comte Lynar s'est tout récemment heurté à une réponse nettement déclinatoire. La Russie avait assez de territoires pour n'en demander à personne. Une seule fois, écrivant à son frère, le prince Henri en arrive à effleurer la question d'un « dédommagement » à obtenir pour la Prusse en Pologne, mais c'est

pour reconnaître que la chose est difficilement négociable à la cour où il est. « Eh bien, répond le roi, il ne faut plus en parler. » Et on n'en parle plus. On parle, par contre, du rôle difficile que la Prusse, comme alliée de la Russie, aura à jouer en présence du conflit de cette dernière puissance avec la Porte ottomane, surtout si l'Autriche s'avise, comme elle fait mine, de prêter main-forte à la Turquie pour la défense des libertés polonaises. Frédéric déclare et fait déclarer par son frère qu'il ne risquera pas assurément de se mettre à dos l'Autriche et la France « pour une peau de martre zibeline ». Soudain, dans les premiers jours de janvier 1771, une nouvelle stupéfiante arrive à Saint-Pétersbourg : l'Autriche a occupé militairement deux *starosties* polonaises !

Voilà le coup de théâtre dénouant les situations compliquées, jetant l'action du drame dans une voie nouvelle, précipitant les événements. Voilà le fait capital de cette douloureuse histoire. Voilà le nœud des responsabilités qui y demeurent attachées.

On devine l'émotion du prince Henri. Il va trouver l'impératrice. Catherine affecte de prendre la chose gaiement. Elle plaisante avec un air enjoué l'avidité insatiable de la maison d'Autriche, mais, tout en riant, elle laisse tomber ces mots :

« Si ceux-là prennent, pourquoi tout le monde ne prendrait-il pas ? »

Et voilà la condamnation de la Pologne prononcée.

Pourquoi, en effet, la Prusse n'occuperait-elle pas de son côté l'évêché de Varmie ? C'est le comte Zahar Tchernichof à son tour qui pose la question. Et comme le Prussien hésite et n'ose se livrer, comme il invoque la parfaite correction de son frère, qui s'est borné à établir un cordon de troupes sur la frontière de la République, sans se permettre aucun empiétement, Catherine revient à la charge :

« Pourquoi ne pas empiéter ? »

Plus tard, dans ses entretiens avec le comte de Ségur, le prince Henri s'est attribué le mérite non pas seulement d'avoir relevé les insinuations ainsi mises en avant, mais de les avoir devancées et provoquées. Après quoi Catherine se serait écriée : « C'est un trait de lumière ! » Il s'est vanté ; sa correspondance, que nous venons d'analyser, le prouve. Le *trait de lumière*

est venu de Catherine elle-même, et c'est l'Autriche qui a fait jaillir l'étincelle.

Notons qu'au premier moment Frédéric ne montre aucun enthousiasme pour l'idée, la fameuse idée naguère caressée par lui-même, qui lui revient ainsi de l'endroit où il l'avait envoyée, mais sous une forme nouvelle pour lui et pas assez séduisante encore. L'évêché de Varmie ? Que veut-on qu'il en fasse ? « Cela ne vaut pas six pfennigs. » Il désire avoir la paix et n'entend pas la compromettre pour des bagatelles. « Les acquisitions de l'Autriche ? Un district polonais ? Bagatelle encore que cela ! Il a autre chose à faire que de s'en occuper. Cela ne le regarde pas. »

Se moque-t-il de son frère en tenant ce langage dans les lettres qu'il lui adresse ? Peut-être. Probablement aussi il se donne le temps de préparer ses pièces et de sonder son terrain. Car, brusquement, à la date du 20 février 1771, il se ravise. Ce jour-là, il dicte à l'adresse du comte de Solms, son représentant à Pétersbourg, deux dépêches qui donnent sa véritable pensée. L'une contient ces mots : « N'oubliez rien, mais employez plutôt tous les moyens humainement possibles pour me faire obtenir quelque portion de la Pologne..., ne fût-ce qu'une parcelle. » L'autre est un projet complet de démembrement.

Et maintenant, il ne lâchera plus sa proie. La Russie aura beau vouloir reculer à son tour. Le comte Panine, c'est l'honneur de sa carrière, fera en vain entendre à Catherine la voix du véritable intérêt national. Il sera trop tard. S'appuyant sur la connivence de l'Autriche, Frédéric mettra son alliée au pied du mur : ou l'entente commune pour le partage, ou l'entente de la Prusse avec l'Autriche, pour la répression des ambitions russes aussi bien en Pologne qu'en Turquie. Catherine n'aura qu'à se soumettre ; mais c'est à l'Autriche, en dernière analyse, qu'elle devra cette nécessité, comme la Pologne lui devra son malheur. Après quoi Marie-Thérèse pourra pleurer à son aise sur la dure obligation « de déshonorer son règne », sauf à demander un supplément de territoire pour chaque crise de larmes. Frédéric avait jugé aussi que son déshonneur valait mieux que l'évêché de Varmie. Catherine, elle, garda les yeux secs. Mais sa correspondance avec Frédéric pendant les années 1771-1772, si intime qu'en soit la tournure, ne contient pas une seule allusion directe à l'œuvre qui est en train de s'accomplir. Le nom de la

Pologne n'y est même prononcé jamais, bien qu'il en soit question toujours. On en parle à mots couverts, comme on parle entre siens d'un douloureux secret de famille. Et Frédéric lui-même, en dépit de son cynisme, respecte cette règle. La première mention des nouvelles limites de la malheureuse République, déjà démembrée, se rencontre dans une lettre de l'impératrice datée de 1774 déjà. Et cette lettre, par exception, *n'est pas de la main de Catherine*.

Le second et le dernier partage ne sont qu'une conséquence du premier. Nous l'avons dit : c'est l'engrenage. Le comte de Ségur a beau écrire en 1787 : « Ce qui est entièrement pour nous et ce dont j'ai la certitude, c'est que l'impératrice est décidée à ne plus souffrir aucun partage en Pologne. Celui qui a eu lieu et *auquel elle a été forcée* pour éviter la guerre en Allemagne est la seule action de son règne *qui la tourmente et qu'elle se reproche*. » Les remords de Catherine sont sincères vraisemblablement, et c'est sincèrement aussi que Patiomkine agite avec elle des projets qui ne vont pas à moins, la chose est bonne à noter, qu'à régler l'antique querelle avec la République démembrée, couper court à ses revendications et désarmer sa rancune, en lui offrant des agrandissements *entre le Dniestr et le Boug*. L'idée est du favori [7]. En février 1788, l'impératrice annonce effectivement à ce dernier l'ouverture prochaine de négociations, dont son entrevue à Kaniof avec Poniatowski a probablement posé la base. Le 16 mai suivant, un projet de traité défensif est envoyé de Pétersbourg à Varsovie. Mais la Prusse, qui a pris pied en Pologne, proteste et prend ses mesures pour contrecarrer ces dispositions, et c'est elle qui, le 29 mars 1790, signe une alliance défensive avec la République. Catherine résiste encore. L'alliance prussienne n'est pour la malheureuse République qu'un traquenard, et c'est bien de Berlin cette fois que vient, en 1793, la proposition d'un second démembrement. Catherine écrit alors à Bezborodko :

« La proposition est incongrue, car, par cette belle proposition, nous nous attirerions non seulement tout l'odieux de la part des Polonais, mais, outre cela, nous agirions contre nos propres traités et notre garantie, eu égard à Dantzig spécialement. J'opine pour laisser tomber la proposition. » Mais la fatalité du mal accompli, *die Flucht der bösen That*, est sur elle. Bezborodko s'emploie à la convaincre que si ce qui reste de la Pologne n'est

pas partagé entre les trois puissances intéressées à y réprimer l'esprit jacobin, cet esprit trouvera, par suite de l'affinité de la race et de la langue, un chemin ouvert pour se répandre en Russie. Une note du même ministre, envoyée au général gouverneur de la Lituanie, le prince Repnine, explique sa façon de comprendre l'*esprit jacobin*. La tendance des seigneurs polonais à affranchir leurs paysans en fait partie. Et Catherine se laisse persuader. Elle subit, d'ailleurs, à cette heure, d'autres influences néfastes. Le second partage n'est pas seulement un acte politique. Nous avons, croyons-nous, acquis le droit d'user de quelque franchise en invoquant ces souvenirs pénibles et d'appeler, au moins en passant, les choses par leur nom. Ce partage est surtout une curée. En un jour, au témoignage de Bezborodko lui-même, Catherine distribue 110 000 âmes de paysans dans les provinces annexées, représentant un capital d'environ 11 millions de roubles, en comptant 10 roubles l'*âme* d'un paysan.

Les écrivains russes arrivent aujourd'hui à reconnaître que dans les provinces polonaises à population mélangée, l'élément polonais s'est fortifié depuis leur annexion à la Russie, l'introduction du servage russe y ayant rattaché la masse des paysans jadis libres au culte de l'ancien régime, qui pour eux s'est trouvé représenter plus et mieux encore que la liberté politique [8].

C'est la morale de cette histoire.

3.5

Turquie — Suède

La première guerre turque fut aussi une conséquence de la politique adoptée par Catherine en Pologne, politique qui mettait l'influence acquise par la Russie dans ce pays au service des ambitions prussiennes. La Porte ottomane sut voir que le démembrement de la République était au bout. Elle tenait à conserver ce voisin. Elle protesta d'abord, puis se décida à la guerre.

Catherine n'y était aucunement préparée. Nous avons vu qu'elle était montée sur le trône avec des dispositions pacifiques. Amoindries et désarmées à moitié, ses troupes se trouvaient à tous les points de vue dans un état peu satisfaisant, les régiments incomplets, la cavalerie mal montée, l'artillerie mal dressée, l'administration en désarroi, les fournitures déplorables. Les poudres, entre autres, offraient généralement un mélange de toute espèce de substances moins explosibles les unes que les autres. Catherine était peut-être seule en Russie à croire l'Empire en possession d'une puissance militaire considérable. En Europe, Voltaire, à peu près seul aussi, partageait ou faisait semblant de partager ces illusions. Mais, ainsi que le dit plus tard Frédéric, ce fut « la guerre des borgnes et des aveugles ». Quand le prince Galitzine eut pris Chocim en septembre 1769, l'impératrice se jugea en position de dicter des lois à l'univers entier.

« Il est sûr, écrivait Sabatier de Cabre au duc de Choiseul, que la tête a tourné à l'impératrice de Russie et à tout ce qui l'entoure. Elle ne rêve, ne parle et ne pense que de prendre Constantinople. Son délire va jusqu'à lui persuader que cette misérable escadre (une flotte équipée pour aller dans l'Archipel sous le commandement d'Elphinstone) ira porter la terreur dans la capitale de l'Empire ottoman ; que ses armées n'auront qu'à se présenter pour mettre les Turcs en fuite et s'emparer de toutes leurs places ; que la diversion de Géorgie opérera les effets les plus terribles dans ces contrées ; que tous les Grecs désunis qui sont à elle n'attendent pour éclater que d'être appuyés du secours qu'elle leur envoie ; que le succès de tant d'efforts réunis et combinés doit, l'année prochaine, écraser entièrement le Grand Seigneur et son empire, dont l'imagination de Catherine II dispose déjà comme d'un bien qui lui appartient. Je ne chercherai point, Monsieur, à démontrer l'absurdité de ces rêveries, qui prouvent même combien on s'est trompé en accordant à cette princesse des talents pour l'administration et la politique, qui la porteraient à des calculs moins déraisonnables s'ils étaient aussi réels qu'ont pu le faire imaginer des phrases ingénieuses adressées aux gens de lettres, un esprit de manège, le don de quelque intrigue, l'admiration gratuitement donnée aux événements très vulgaires qui l'ont placée sur le trône et à son étoile qui l'y maintient. »

Sabatier avait tort précisément de ne pas compter avec cette étoile qui fit mieux que de maintenir Catherine sur le trône. Constantinople ne fut pas

prise, mais, après une série de victoires comme les armées moscovites n'en avaient connu jamais, le traité de Kutchuk-Kaïnardji (21 juillet 1774) consacra le triomphe de la Russie. La Porte descendit au rang de puissance de second ordre. Les populations chrétiennes de la Turquie d'Europe furent placées en quelque sorte sous la tutelle de la Russie. La Crimée, rendue indépendante, se trouva prête pour une conquête prochaine. La Russie gardait les deux Cabardies, Kertch, Ienikale et Kinburn. Le traité du Prout, qui en 1711 coûta si cher à l'orgueil de Pierre le Grand, était déchiré, et la Pologne n'était même pas mentionnée dans le nouvel accord. Tacitement, la Turquie ratifiait le premier partage.

« Lorsque M. de Romantsof a été assez heureux pour faire le traité de Kaïnardji, écrivit plus tard le comte de Montmorin dans une de ses dépêches adressées au comte de Ségur, on sait maintenant qu'il n'avait avec lui que 13 000 hommes effectifs contre une armée de plus de 100 000 hommes. Ces coups du sort ne se renouvellent pas deux fois en un siècle. »

Ils ne devaient pas se renouveler en effet. Mais Catherine ne devait pas renoncer pour cela à des ambitions et à des convoitises qui, malgré l'éclat prodigieux de ses succès, n'avaient reçu qu'une demi-satisfaction. L'idée de soulever les sujets grecs de la Turquie, de se frayer avec leur appui le chemin de Constantinople et d'y ressusciter la vieille monarchie des Paléologues ne cesse pas, même après la paix, de hanter son cerveau. Le projet grec est né. Catherine mourra en caressant encore ce rêve prestigieux. L'idée n'est d'ailleurs pas neuve en elle-même. Au XVIIe siècle déjà, un Serbe, Jourii Krichanitch, l'avait mise en avant. En 1711, Pierre s'en était inspiré dans son plan de campagne contre la Turquie. En 1736, l'envoyé de Russie à Constantinople, Viechniakof, indiquait la nécessité d'une tentative de ce genre pour le cas d'un conflit avec la Porte. En 1762, le feld-maréchal Münich écrivait à Catherine : « Je suis en état de prouver par des arguments solidement fondés que, depuis l'an 1695 que Pierre le Grand fit le premier siège d'Azof jusqu'à l'heure de sa mort en 1725, ainsi pendant trente ans, son grand dessein et point de vue a toujours été de faire la conquête de Constantinople, de chasser les infidèles, Turcs et Tatars, de l'Europe, et de rétablir ainsi la monarchie grecque. » Un motif particulier, qui n'avait rien de politique, contribua à attacher Catherine à cette chimère aventureuse. En 1769, à une séance de son conseil, le favori Grégoire Orlof prit inopinément

la parole pour développer le plan d'une expédition dans l'Archipel, qui aurait pour objet le soulèvement des populations grecques avoisinantes. Catherine fut stupéfaite : Grégoire Orlof ouvrait rarement la bouche dans les discussions où les intérêts de l'État étaient en jeu. Il faisait ouvertement profession d'indifférence à cet égard et n'avait pas besoin de professer son ignorance. C'était un des chagrins de Catherine, qui, persistant à trouver à son amant des aptitudes extraordinaires, aurait voulu qu'il s'en servît pour sa gloire à elle et pour la sienne. Cette fois, il paraissait bien instruit et animé du désir de faire valoir ses connaissances. Catherine en fut non moins ravie qu'étonnée. Le mystère avait d'ailleurs son explication. Un Grec du nom de Papozoli, attaché au service de l'un des Orlof, les avait longuement entretenus de sa patrie et de ce qu'on pouvait faire pour son affranchissement. Un chevalier de Saint-Marc, officier français ayant passé du service de la république de Venise à celui de la Russie, avait appuyé ses démonstrations et fourni quelques mémoires. Enfin, un certain Tamara, Ukrainien de naissance, avait collaboré au projet qui fut ainsi ébauché entre les trois frères : Grégoire, Alexis et Fédor Orlof. Catherine n'eut pas besoin d'être pressée pour y donner les mains. L'expédition de l'Archipel fut décidée. Mais Grégoire Orlof resta à Pétersbourg.

Sans la révolte de Pougatchef, Catherine n'aurait probablement pas consenti en 1774 à abandonner, même provisoirement, la poursuite de ce plan. Après la défaite du terrible *samozvaniets*, elle y revient bien vite. En 1777, elle examine un projet présenté par Patiomkine qui vise la conquête de Constantinople. Panine le juge insensé. C'est le commencement de sa disgrâce. Après la visite de Joseph II, la résolution de l'impératrice est prise. Le 10 septembre 1782, elle écrit à l'empereur :

« Je suis fermement persuadée, par cette confiance sans bornes que je lui ai vouée, que, si nos succès dans cette guerre nous mettaient en état de pouvoir délivrer l'Europe de l'ennemi du nom chrétien, en le chassant de Constantinople, Sa Majesté Impériale ne me refuserait pas son assistance pour le rétablissement de l'ancienne monarchie grecque sur les débris de la chute du gouvernement barbare qui y domine, sous condition expresse de ma part de conserver cette monarchie renouvelée dans une entière indépendance de la mienne, en y plaçant le cadet de mes petits-fils, le grand-duc Constantin. »

Joseph ne se presse pas de répondre. Il partage, sans doute, l'opinion du marquis de Vérac, qui s'excuse, en 1781, auprès de M. de Vergennes de ne l'avoir pas entretenu jusqu'à présent de l'idée favorite de l'impératrice sur ce qu'il n'a jamais trouvé cette idée « digne de la raison de Catherine II ». Un « érésipèle général dans la tête », qui lui vient à propos, empêche l'empereur d'examiner la demande de son alliée avec toute l'attention qu'elle mérite. Il s'exécute enfin deux mois après, mais Catherine n'a pas trop lieu d'être satisfaite des phrases un peu vagues qu'il lui envoie. Il pense que les événements de la guerre pourront seuls décider de la suite à donner aux desseins de l'impératrice. S'ils sont heureux, il n'y aura jamais de la difficulté de sa part à l'accomplissement de tous les désirs de Sa Majesté, « s'ils se trouvent réunis et joints à ceux qui sont de sa convenance à lui ». Il arrive encore à Catherine, même à cette époque, de se défendre contre le titre d'« impératrice des Grecs » dont Grimm, qui connaît son métier de flatteur, s'obstine à lui faire hommage. Mais c'est pure coquetterie de sa part. Le lendemain de la naissance du second fils de Paul, en 1779, elle écrivait déjà à son confident : « *Sti-ci* (*sic*) est plus délicat que l'aîné, et, pour peu que l'air froid le touche, il cache son nez dans les langes ; il veut avoir chaud… morgué ! nous savons ce que nous savons… » Mais elle prétendait aussi faire accroire que le nom de Constantin avait été attribué par l'effet d'un pur hasard à cet enfant prédestiné, et qu'un hasard aussi lui avait fait donner une nourrice grecque du nom de Hélène : « Est-il permis de gloser sur de pauvres noms de baptême !… Fallait-il appeler le Monsieur A. et le Monsieur C. Nicodème ou Thadée ? Ne leur fallait-il pas à chacun son nom ? Le premier a son patron dans la ville de sa naissance, et le second est né peu de jours avant la fête du sien ; voilà qui est très simple. Par hasard ces noms sont sonores, pourquoi gloser ? Est-ce ma faute ? Je ne nie point du tout que les noms harmonieux me plaisent ; ce dernier a allumé l'imagination des rimailleurs… Je leur ai fait dire d'aller paître les oies, de ne nommer ni compère ni commère, et de me laisser vivre en paix, puisque, Dieu merci, je tiens ma paix par les oreilles…, parce que je ne veux entendre gazouiller des idées qui n'ont pas le sens commun. »

Est-ce cependant pour faire taire ces « gazouillements » importuns qu'elle fait frapper, en 1781, une médaille où le petit Constantin apparaît entre les trois vertus théologiques, debout sur les bords du Bosphore,

l'Espérance lui montrant l'étoile d'Orient et la Foi paraissant vouloir le conduire au seuil de la basilique de Sainte-Sophie ? Et en même temps, Boulhakof, le ministre de Russie à Constantinople, entremêle sa correspondance diplomatique de renseignements réunis par lui sur d'anciennes prophéties, qui font concorder la venue de l'Antéchrist avec la destruction prochaine de l'Empire ottoman. En 1787, Patiomkine se fait l'interprète d'une proposition formelle de partage de cet empire. Il en cause avec le comte de Ségur, qui écrit à ce propos : « Nous sommes si accoutumés à voir la Russie se jeter à la légère dans les affaires les plus risquables (*sic*), et la fortune l'a si constamment secondée qu'il n'y a pas moyen de calculer les démarches de cette puissance sur les règles de la science politique. » Et en 1789, après la prise d'Otchakof, Catherine dit à l'envoyé anglais Witworth : « Puisque M. Pitt veut me chasser de Pétersbourg, j'espère qu'il me permettra de me retirer à Constantinople. »

En attendant, au cours de l'année 1783, elle s'empare de la Crimée. C'est Bezborodko qui dresse le plan de cette entreprise, c'est Patiomkine qui l'exécute, mais c'est Catherine qui en est l'âme. Il faut voir comme elle pousse et excite ses collaborateurs, comme elle les encourage à aller de l'avant et à ne pas se soucier du qu'en-dira-t-on, « car le temps est propice pour oser beaucoup ». C'est elle aussi qui indique du doigt à Patiomkine le port d'Akhtiar qui deviendra Sébastopol. Les procédés mis en œuvre pour l'accomplissement de ce coup de main hardi sont, d'ailleurs, de ceux dont la politique russe est déjà coutumière. Ils ont été expérimentés en Pologne. On a, en Crimée, comme on avait là-bas, un parti à sa dévotion ; on s'arrange pour avoir un candidat à la dignité élective de Khan des Tartares, comme on s'est arrangé pour mettre Poniatowski sur le trône de Pologne ; après quoi ce candidat, Chahim-Giraï, ayant été élu en dépit de l'opposition du parti contraire, représentant, ici comme là-bas, l'indépendance nationale, en dépit aussi de la Turquie, on lui achète purement et simplement la Crimée, comme fait aujourd'hui l'Angleterre avec les rajahs de l'Inde, et le tour est joué.

La Porte voulut protester : l'alliance de Catherine avec Joseph lui imposa provisoirement silence. Joseph accepta le fait accompli, comptant sur un dédommagement. Son frère Léopold s'émut : Catherine, dit-il, se mettra maintenant en possession de Constantinople quand elle voudra. Mais il n'était pas le maître. Le grand-duc Paul s'effraya : si la France prenait la

chose en mauvaise part ? Et après ? répliqua l'impératrice. La France se borna à une démonstration diplomatique : elle offrit de s'entremettre pour que la Porte acceptât le nouvel ordre de choses, à condition que la Russie s'engagerait à ne pas aller plus loin et à ne pas entretenir de flotte dans la mer Noire. Catherine refusa péremptoirement, et il n'en fut que cela. En juin 1787, quand il accompagna l'impératrice en Crimée, Joseph II put voir déjà dans le port de Sébastopol une escadre prête à mettre à la voile. Il poussa un cri d'admiration. Catherine, de son côté, calcula que de Baktchisaraï, ancienne résidence des Khans tartares, où elle passa une nuit, il n'y avait que quarante-huit heures par mer jusqu'à Constantinople. Et elle fit part de cette observation à son petit-fils Constantin.

La seconde guerre turque est décidée dans l'esprit de l'impératrice à ce moment même. C'est la Turquie, il est vrai, qui, au mois de juillet 1787, prend les devants, en rédigeant un ultimatum dont le sens vaut un défi, puis en faisant mettre Boulhakof aux Sept-Tours (17 août suivant). Mais Catherine et Patiomkine ont tout fait pour provoquer ce suprême mouvement de révolte. D'exigences en exigences toujours renouvelées, de tracasseries en humiliations, la malheureuse Porte s'est trouvée acculée à une de ces situations où l'on ne pèse plus les chances de la lutte et où le suicide lui-même paraît préférable à l'inaction. Joseph II s'est appliqué consciencieusement de son côté à souffler sur le feu, espérant bien qu'il y aurait quelque chose à en retirer pour lui. Le comte de Ségur lui faisait-il des représentations respectueuses sur le tort qu'il avait de flatter l'humeur belliqueuse de l'impératrice : « Que voulez-vous, était sa réponse, cette femme est exaltée, vous le voyez vous-même ; il faut que les Turcs cèdent sur tous les points. La Russie a des troupes nombreuses, sobres, infatigables. On fait d'elles tout ce qu'on veut ; vous voyez le peu de cas qu'on fait ici de la vie d'un homme. Ils font des chemins, des ports à sept cents lieues de la capitale, sans paye, sans lit et sans murmure. L'impératrice est le seul souverain de l'Europe qui soit vraiment riche. Elle dépense beaucoup et partout et ne doit rien, son papier vaut ce qu'elle veut. »

Sous ce dernier rapport, Ségur partageait la manière de voir de Joseph. Ce n'était cependant qu'une illusion, et l'événement le prouva bientôt. Les troupes réunies par Patiomkine en Crimée ne sont que des pelotons de parade, la flotte de Sébastopol est construite en mauvais bois. Alexis Orlof

refuse d'en prendre le commandement. La guerre commence par des désastres, et bientôt Patiomkine lui-même perd courage. Il en arrive jusqu'à proposer l'évacuation de la Crimée. Catherine seule ne faiblit pas. Elle répond à son favori en lui conseillant de prendre Otchakof : « Prends Otchakof, et tu verras comme ils s'aplatiront ainsi que la neige sur les steppes, quand le printemps est venu ; comme ils ramperont, ainsi que l'eau sur les pentes… » En même temps, elle multiplie ses efforts. Elle songe à renouveler dans la Méditerranée les succès de 1770. Tout le sud de l'Europe est rempli d'émissaires russes, une expédition est préparée sous le commandement du général Zaborofski. La guerre avec la Suède empêche d'y donner suite. La situation paraît à ce moment tout à fait désespérée. Mais Catherine ne désespère pas. Elle n'a pas le choix, d'ailleurs, dit-elle. « Elle ne peut céder sans compromettre son honneur, et sans honneur elle n'a besoin ni de régner ni de vivre. »

La prise d'Otchakof, en décembre 1788, exalte à nouveau sa fierté et donne une impulsion nouvelle à son ambition. Au mois de janvier de l'année suivante, elle exprime la conviction que Patiomkine sera avant la fin de l'été à Constantinople. « Si cela en arrive là, ajoute-t-elle, qu'on ne me le dise pas trop vite. » Elle y songe encore en avril, mais les revers de ses alliés autrichiens coupent court à ces espérances prématurées. Du moins la fortune, qui semble sourire de nouveau à ses propres armes, lui donne-t-elle quelque consolation. Souvorof et le prince de Cobourg battent les Turcs à Fokchany ; Souvorof seul s'illustre à Rymnik. Patiomkine prend Bender, et ce fait de guerre paraît aux yeux de Catherine éclipser tous les autres. Quand Ismaïl à son tour ouvre ses murs au favori, ce sont des transports de joie presque frénétiques et des envolées d'enthousiasme avoisinant le délire. Du coup, tous les hauts faits de l'histoire universelle sont effacés ! Mais la mort de Joseph II survient (20 février 1790), et bientôt après la convention prusso-autrichienne de Reichenbach, qui affirme l'indépendance dans laquelle l'Autriche entend se mettre vis-à-vis des intérêts russes. Catherine ne se possède pas d'indignation. Elle en veut surtout au roi de Prusse ; c'est un odieux parvenu, un sot animal *(dumme Teufel) !* Le chargé d'affaires de Prusse, Hüttel, ayant eu le vertige pendant une réception à la cour et s'étant blessé en tombant, elle dit que « la Prusse s'est cassé le nez sur les marches du trône russe ».

En mars 1791, Frédéric-Guillaume manifestant l'intention de faire cause commune avec la Turquie, il faut cependant se soumettre. Catherine se résigne et profite d'une nouvelle victoire de Repnine pour le laisser signer des préliminaires de paix. Mais le congrès de Sistova étant déjà réuni, un avantage remporté sur mer par l'amiral Ouchakof réveille une fois encore son ardeur. « C'est le chemin de Constantinople ouvert !, s'écrie-t-elle. Il faut y aller, c'est le moment ! » Ce n'est pas l'avis de Patiomkine, qui est mourant, ni heureusement celui de Bezborodko, qui le remplace aux conférences de Iassy. La paix est signée le 3 janvier 1792, et la Russie y gagne la reconnaissance de l'annexion de la Crimée, dont elle n'avait pas besoin. Pourtant, elle prend possession aussi des steppes d'Otchakof, et là, entre le Boug et le Dniestr, sur l'emplacement d'un petit fort turc en ruine qui s'appelle Hatchibei, doit s'élever bientôt une ville, qui s'appellera Odessa ! C'est encore la part du bonheur de Catherine.

Renonce-t-elle pour de bon, cette fois, à sa chimère ? Non pas. Le 20 mars 1794, le futur défenseur de Moscou, le favori du futur empereur Paul, Rastoptchine, écrit à l'ambassadeur de Russie à Londres :

« Il me semble que la guerre est inévitable pour la Russie, puisque l'impératrice le veut, malgré les réponses pacifiques et modérées de la Porte. Elle persiste dans l'intention de parvenir à son but et de remplir les gazettes du bombardement de Constantinople. Elle dit à sa table qu'elle perdra un jour patience et fera voir aux Turcs qu'il est aussi aisé d'aller à leur capitale que de faire le voyage de Crimée. Elle accuse même quelquefois le prince Patiomkine de n'avoir pas exécuté son projet et d'avoir manqué de bonne volonté, car il ne fallait que cela. » Catherine a oublié déjà qu'au cours de cette guerre turque qu'elle entend renouveler, elle a été sur le point de quitter sa capitale devant la menace d'une apparition prochaine de l'armée ennemie aux portes de la ville. Au rapport d'un témoin, cent soixante chevaux étaient tenus prêts à Tsarskoïe Selo, et l'impératrice couchait avec une partie de ses diamants garnissant ses poches. L'armée ennemie qui lui valut ces alarmes était pourtant celle d'un adversaire bien méprisé par elle, celle du roi de Suède.

Cette guerre de Suède se rencontrant avec la seconde guerre turque et surprenant Catherine au moment où toutes ses forces sont engagées d'un

autre côté est encore une suite de ce parti pris d'optimisme que nous lui connaissons. Avec un peu moins de présomption et un peu plus de prudence, elle aurait pu parfaitement éviter cette surprise. Jusqu'en 1783, il est vrai, les rapports des deux pays étaient restés excellents. À cette époque, Catherine est même en coquetterie avec son voisin de Stockholm. Elle songe à en faire un des piliers d'un *pacte de famille du Nord*, dont elle médite la formation. Le ministre suédois Nolken, auquel elle fait des ouvertures à cet égard, est de sa part l'objet de prévenances inusitées. Il lui arrive d'être invité seul de tout le corps diplomatique aux soirées intimes de l'Ermitage. Ainsi que des melons à Frédéric, Catherine envoie des *sterlets* et du *kvass* à des Suédois, qui, en visitant Pétersbourg, ont apprécié ces gourmandises nationales. Mais la négociation n'aboutit pas : Gustave III hésite à rompre les liens qui l'attachent à la France. C'est un premier motif de mésintelligence. La seconde guerre turque en fournit un autre. La Suède a depuis 1739 un traité d'alliance défensive avec la Porte ottomane. On peut croire celui-ci périmé, puisque la Suède n'a pas bougé en 1768 et a laissé son alliée se débrouiller seule et subir la loi du vainqueur en 1774. Mais en 1788, Gustave croit l'occasion bonne pour se souvenir de ce qui a été oublié alors. À défaut de la France, il compte sur l'appui de la Prusse et de l'Angleterre. Les rapports de Nolken l'ont convaincu qu'il trouvera la côte occidentale de la Russie dégarnie de toute défense. Sans révéler ses projets à âme qui vive, il fait appareiller sa flotte dans le port de Karlskrona et met à la voile le 9 juin 1788.

« En pareil cas, l'impératrice Anne a promis de ne pas laisser pierre sur pierre à Stockholm ! »

C'est le cri que pousse Catherine en apprenant l'apparition de la flotte suédoise en vue de Kronstadt. Mais, hélas ! il n'est guère question pour elle en ce moment d'aller à Stockholm. C'est Pétersbourg qu'il faut défendre. « Les hasards de cette guerre et la position de Pétersbourg étaient tels, dit le comte de Langeron dans ses Mémoires, que le roi de Suède pouvait y venir sans risquer beaucoup… Il pouvait faire rapidement les quarante verstes qui le séparaient de la capitale ; il pouvait même faire débarquer son infanterie… car l'impératrice ne pouvait lui opposer la moitié des troupes qu'il avait, et, à supposer qu'il ne pût traverser la Neva, il pouvait de la rive droite canonner le palais de l'impératrice. Je ne conçois pas comment il ne l'a pas tenté ! » Si

Gustave avait attendu *quatre jours*, il n'aurait même pas trouvé à échanger un coup de canon en abordant le rivage russe : Catherine s'était obstinée, contre l'avis de tous ses ministres, à faire partir ses vaisseaux de guerre disponibles pour la Méditerranée. Et ces vaisseaux, d'ailleurs, sont à peine en état de tenir la mer. Quant aux troupes de terre, on parvient *au bout de quelques semaines* à réunir environ seize mille hommes en faisant voyager en poste quelques régiments, que Patiomkine avait enlevés pour ses opérations dans le sud de l'Empire.

Par bonheur, au lieu d'agir, Gustave se met à bavarder. Comme Pierre III jadis, il débute par une campagne de plume, et, sur ce terrain, il est battu d'avance. À ses rodomontades et à ses déclarations, dans lesquelles il réclame la rétrocession de la Finlande et le désarmement de la Russie, Catherine riposte par des vers français et par un opéra-comique en russe où, sous le sobriquet de *Gore-Bohatyr* (« héros de malheur »), le roi de Suède est mis sur la scène et ridiculisé à outrance. En même temps, les agents de l'impératrice, dont la Suède fourmille, et ses partisans, qui y sont nombreux, travaillent de leur mieux, et bientôt Gustave se voit attaqué dans ses propres foyers par un soulèvement de ses sujets. La confédération d'Anjala menace son trône. Il se croit perdu. Il le serait infailliblement si, « trop irritée pour voir juste », selon l'observation de Ségur, Catherine ne commettait à son tour une faute irréparable : chantant trop tôt victoire, elle offre la paix à son adversaire, mais à condition que l'armée finnoise révoltée forcera son roi à restituer à la Suède ses anciens privilèges. C'est trop entreprendre sur l'honneur et la fierté nationale des Suédois. Gustave en profite habilement pour réveiller le patriotisme de ses sujets. Il montre de l'énergie. Il met lui-même Gothembourg en état de repousser une attaque des Danois, qui prétendent rester neutres tout en envoyant un corps de troupes au secours de la Russie en exécution d'un traité d'alliance défensive signé en 1773. Il obtient l'intervention de la Prusse et de l'Angleterre, et, à la fin de 1789, c'est Catherine qui a lieu de considérer sa situation comme désespérée. La campagne de 1790 commence mal pour elle. Le 23 et le 24 mai, on entend à Saint-Pétersbourg le bruit du canon suédois. On imagine des mesures extrêmes. On songe à prendre, pour les envoyer à l'armée, jusqu'aux factionnaires qui gardent les bâtiments publics de la capitale. Catherine en est réduite à lire Plutarque pour y puiser la force d'âme dont elle a besoin.

Elle est nerveuse comme elle ne l'a jamais été encore. Elle passe à tout instant de l'extrême abattement à des transports de joie et à des retours d'orgueil insuffisamment justifiés. Une victoire de l'amiral Tchitchagof ayant permis à Nassau-Siegen de bloquer Gustave avec sa flottille de bateaux à rames, Catherine se hâte d'expédier au-devant du roi un bâtiment portant des provisions de bouche et une proposition de capitulation. Hélas ! Gustave parvient à rompre la chaîne qui le tient prisonnier, et c'est Nassau-Siegen qui, le 28 juin, jour anniversaire du couronnement de la souveraine, se fait battre à Svensksund. L'envoyé espagnol Galvez s'entremet alors pour une négociation, à laquelle Catherine s'empresse de donner les mains, et la paix est signée le 14 août 1790 sur les bases du *statu quo ante*. Pourtant, un article du traité stipule la renonciation de la Russie à la garantie de la Constitution suédoise d'avant 1772, c'est-à-dire la reconnaissance par elle du régime nouveau établi par le coup d'État, qui, en faisant de Gustave un roi absolu, lui a permis probablement de sauver l'existence de sa patrie. Cela est un avantage réel obtenu par Gustave, et le vainqueur définitif, c'est lui : Catherine s'en rend bien compte. Mais, écrivant à Patiomkine au lendemain de la signature du traité, elle lui dit que dans les derniers temps toutes ses robes étaient devenues trop larges pour elle. À présent, elles recommencent à se remplir.

L'expérience de cette guerre aurait dû prouver à Catherine le danger qu'il y a à vouloir trop entreprendre et à trop compter sur sa fortune et sur la malchance des autres. La leçon ne lui profita guère, nous le savons déjà. À défaut d'une nouvelle tentative directe du côté de Constantinople, à laquelle on songe en 1764, l'expédition de Perse est décidée en 1796. De quoi s'agit-il ? Au fond, il s'agit surtout de ménager un succès militaire quelconque à Platon Zoubof, qui depuis 1789 a remplacé Patiomkine dans le poste de favori et qui, à l'âge de vingt-neuf ans, voudrait le remplacer dans celui de président du collège de la guerre. Il ne sait pas le premier mot du métier et n'a jamais vu manœuvrer un régiment ailleurs que sur un champ de parade ; mais il sera ministre de la Guerre et feld-maréchal, pour peu qu'un corps de troupes qu'il sera censé commander, tout en restant à Pétersbourg, arrive n'importe où à remporter une victoire sur n'importe qui. Le corps de troupes est réuni et le commandement effectif confié au frère du favori, Valérien Zoubof, qui a vingt-cinq ans, qui a fait la campagne de Pologne comme

simple lieutenant, et qui y a perdu une jambe dans une escarmouche d'avant-postes. On lui donne 3 millions de roubles pour les premiers frais de l'expédition, avec dispense d'en rendre compte à qui que ce soit. C'est une clause qui est devenue de tradition depuis Patiomkine. Le grade de feld-maréchal en expectative pour l'un des frères et les 3 millions à dépenser sans contrôle pour l'autre, voilà ce qu'il y a de réel dans l'entreprise. Le reste est du pur roman. Platon Zoubof a son plan, qu'il a étudié dans la chambre de toilette de l'impératrice et avec lequel, comme jadis Patiomkine avec les siens, il a séduit l'imagination de la souveraine. Ceux de Patiomkine avoisinaient souvent le domaine de la folie, le sien y entre de plain-pied. Il a abandonné le projet grec, qui a le tort de porter la marque de son prédécesseur dans les bonnes grâces de Catherine. Il lui substitue le projet indien. Avec les 20 000 hommes qui lui sont confiés, Valérien Zoubof traversera la Perse, poussera jusqu'au Tibet, y laissera des garnisons ; puis, rebroussant chemin et traversant l'Anatolie, il prendra Anape et coupera les communications de Constantinople avec l'Asie. Alors, Souvorof viendra à travers les Balkans lui donner la main sous les murs de Stambul, pendant que Catherine, commandant en personne une de ses flottes, abordera la ville du côté de la mer.

Et l'expédition est mise en train. Valérien Zoubof ne traverse pas la Perse, mais il s'en approche ; il occupe des territoires et remporte des victoires. Il ne prend pas Ispahan, ainsi que le comporte le plan rédigé par son frère, mais il s'empare de Derbent et d'autres villes. Il envoie des bulletins presque aussi pompeux que ceux dont Napoléon remplira prochainement les gazettes, et, à l'arrivée d'un de ses courriers, son frère répond dédaigneusement à un questionneur : « Ce n'est rien ; encore une ville que nous avons prise. » Mais à mesure que l'expédition avance, les difficultés s'accumulent devant elle. Au début, pour se donner la gloire d'une victoire et d'une ville prise d'assaut, Valérien Zoubof a été réduit à *sommer les habitants de se défendre*, sous la menace d'être passés au fil de l'épée. Bientôt il rencontre une résistance plus sérieuse. Il commence à demander à grands cris des renforts d'hommes et d'argent.

La mort de Catherine survient à temps pour arrêter cette fantaisie ruineuse. Paul se contente d'envoyer aux généraux placés sous le commandement de Valérien l'ordre de ramener au plus vite ce qui leur reste

de troupes. Le frère du favori n'est même pas averti de cette mesure, et se trouve inopinément un jour sans commandement et sans armée. Telle est la fin du dernier rêve politique de Catherine.

Telle est cependant sa destinée et celle du peuple dont la fortune fut associée à la sienne, qu'un jour est venu où ce rêve a pris corps, où le sacrifice d'argent et de vies humaines ensevelies dans les sables de la Caspienne ne s'est pas trouvé entièrement inutile, et où la folle aventure du général improvisé, qui fit flotter sur ces rivages lointains le drapeau de la Russie, a paru avoir frayé la voie à de grandioses entreprises déjà moins stériles, et préparant peut-être un prodigieux avenir. Le défaut habituel des conceptions de Catherine a été de dépasser la réalité. Elle rencontrait ainsi le néant ou l'abîme. Mais le peuple russe était derrière elle, et, avec le temps, la patience qui est une de ses vertus et l'effort dont sa masse énorme le rend capable, il arrivait à combler le vide. Il y travaille encore.

La politique de Catherine eut un autre défaut, que nous aurions quelque embarras à définir d'une manière précise, si, pour le faire, nous n'étions à même d'emprunter une parole dont l'autorité défie toute contestation. Dans un rapport présenté en 1838 à l'empereur Nicolas par le baron Brunow, nous lisons ces lignes :

« Nous ne saurions nous empêcher de reconnaître que les moyens choisis par l'impératrice Catherine pour l'exécution de ses plans sont loin de s'accorder avec le caractère de droiture et de loyauté qui font aujourd'hui la règle invariable de notre politique… »

Et notre véritable force, a ajouté l'empereur de sa main [9].

Nous aimerions à croire que la Russie a répudié, à cet égard, une fois pour toujours l'héritage de la Grande Catherine.

LIVRE III. L'AMIE DES PHILOSOPHES

Chapitre 1

GOÛTS LITTÉRAIRES - ARTISTIQUES - SCIENTIFIQUES

I. Les livres. — La bibliothèque de Diderot. — Celle de Voltaire. — Catherine aime-t-elle la littérature ? — Deux époques littéraires : invasion d'éléments étrangers et réaction dans un sens national. — Derjavine et Novikof. — Rôle de Catherine dans cette crise. — Il est nul ou néfaste. — Pourquoi. — Ses goûts littéraires. — Pourquoi elle n'aime pas Racine. — L'Épreuve inutile *de Sedaine. — Beaumarchais ne la fait pas rire. — Discussion littéraire avec un chef de cuisine. — Abandon de la littérature française ; la littérature allemande l'emporte. — Choix bizarres. — Ni Lessing, ni Goethe, ni Schiller. — Dans la littérature, c'est la politique qu'elle apprécie. — Idées précoces en matière de critique littéraire. — Catherine dans le rôle de Mécène. — Une académie russe. — II. Idées en matière d'art. — Défaut de connaissances et d'aptitudes spéciales. — Ce qu'elle comprend en fait de musique. — De la musique de chambre avec neuf chiens pour concertants. — L'opéra de Sa Majesté. — Paisiello. — Catherine collectionneuse d'art. — Pas « amatrice », mais « glouton ». — Achats et commandes. — Le musée de l'Ermitage. — Influences étrangères. — Le goût pour les pierres gravées cesse avec la mort de Lanskoï. — Mamonof aime aussi les camées. — Platon Zoubof n'aime que l'argent. — Fureur de bâtir. — Pourquoi Catherine fait peu de cas des architectes français. — Sentiment nul de l'art. — Catherine et Falconet. — Catherine et les artistes russes. — La mort de Lossienko. — Tout pour la parade. — III. Les illustrations scientifiques sous le règne de Catherine sont des illustrations étrangères. — Absence de noms russes. — À qui la faute ? — Rôle destiné par Catherine à la science. — Phare ou lanterne sourde ? — La science officielle. — Les deux époques du règne. — Libéralisme et réaction. —*

Encouragement donné aux études historiques. — Le prince Chtcherbatof. — Boltine. — Golikof. — Tatichtchef. — Excursions personnelles de Catherine dans le domaine scientifique. — Découvertes étonnantes. — La loi salique est une loi slave. — Pourquoi Chilpéric a été détrôné. — Comment les arts sont nés en Sibérie. — Correspondance à ce sujet avec Buffon. — Catherine se désenchante de la science et des savants. — Ses derniers travaux. — Docteur et magister *de l'université de Wittemberg.*

1.1

Le comte Hordt, un Suédois servant dans l'armée prussienne, qui fut fait prisonnier par les Russes, a laissé sur son séjour à Pétersbourg des Mémoires intéressants. Les cinq premiers mois de ce séjour se passèrent dans une prison. C'était sous le règne d'Élisabeth. Pierre, en arrivant au pouvoir, fit délivrer le prisonnier et l'invita à dîner.

— Avez-vous au moins été bien traité dans votre captivité ? lui demanda l'empereur. Parlez sans crainte.

— Très mal, répondit le Suédois. On ne m'a même pas donné de livres.

À ce moment, une voix s'éleva, disant très haut :

— Cela est bien barbare !

C'était la voix de Catherine.

Nous essayerons ailleurs de dire ce qu'ont été les relations si souvent commentées déjà, mais assez peu connues encore, entre l'impératrice et les principaux ouvriers de sa renommée européenne. Voltaire et ses émules de gloire et d'adulation pour la « Sémiramis du Nord » réclament de nous une étude à part. Nous ne voulons nous occuper ici que de Catherine seule.

Elle aimait les livres. Elle l'a prouvé. On sait comment elle acheta la bibliothèque de Diderot. Dorat a célébré cette acquisition dans une épître en

vers qui figure dans l'édition de ses *Œuvres choisies*, agrémentée d'une vignette où paraissent des Amours vêtus de fourrures et voyageant en traîneau. Diderot demandait 15 000 livres de son trésor. L'impératrice en offrit 16 000 et ajouta comme condition que le grand écrivain resterait jusqu'à sa mort dépositaire de l'objet vendu. Diderot devint ainsi, sans quitter Paris, bibliothécaire de la Grande Catherine dans sa propre bibliothèque. À ce titre, il eut une pension de 1 000 livres par an. Cela se passait en 1765. L'année d'après, la pension ne fut pas payée. C'était alors le sort, très commun, des pensions et des pensionnaires, même ailleurs qu'en Russie. Avertie par Betzki, Catherine fit écrire par lui à *son bibliothécaire* qu'elle n'entendait pas « que les négligences d'un commis pussent causer quelque dérangement à *sa bibliothèque*, et, pour cette raison, elle voulait qu'il fût remis à M. Diderot pour cinquante années d'avance ce qu'elle destinait à l'entretien et à l'augmentation de *ses livres*, et qu'après ce terme échu, elle prendrait des mesures ultérieures ». Une lettre de change de 25 000 livres accompagnait la lettre.

On imagine les transports d'enthousiasme dans le camp philosophique. Plus tard, la bibliothèque de Voltaire rejoignit dans les collections de l'Ermitage celle de Diderot. Ce fut Grimm qui, après la mort du patriarche de Ferney, négocia cette nouvelle acquisition avec madame Denis. Les conditions furent : une somme *quelconque* au gré de l'impératrice et une statue de Voltaire qu'elle placerait dans une des salles de son palais. Madame Denis comptait sur la générosité de Catherine tant vantée par l'illustre mort et par ses amis, et Catherine voulait, au dire de Grimm, « venger les cendres du plus grand des philosophes des outrages qu'il avait reçus dans sa patrie ». Les parents du grand homme, ses petits-neveux surtout, MM. Mignot et d'Hornoy, protestèrent contre une transaction qui lésait, pensaient-ils, leurs droits et aussi ceux de la France. M. d'Hornoy essaya même d'intervenir par la voie diplomatique. Mais l'impératrice tint bon. Les livres de Voltaire font partie aujourd'hui de la Bibliothèque impériale, à laquelle le palais de l'Ermitage les a cédés. Une salle spéciale leur est réservée. Au milieu se trouve la statue de Houdon, réplique de celle qui orne à Paris le foyer de la Comédie-Française. Il y a là environ 7 000 volumes, la plupart en demi-reliure à dos de maroquin rouge. Pas un qui ne porte des annotations de la main de Voltaire.

Il n'est pas besoin d'être français pour qu'en pénétrant dans cette salle, on soit saisi de ce sentiment indéfinissable que provoque en nous la vue des choses qui ne sont pas à leur place. Celle de ces reliques, monument d'une des plus grandes gloires de la patrie française, serait assurément ailleurs.

Ce ne furent pas cependant ces acquisitions qui formèrent l'appoint le plus considérable de la collection d'imprimés et de manuscrits assez imposante dont Catherine arriva à doter la Russie. Le roi Stanislas Poniatowski était, nous le savons, un homme lettré. Monté sur le trône, il chercha à satisfaire ses goûts et à les faire partager par ses concitoyens. La capitale de la Pologne en profita. Elle avait déjà une bibliothèque considérable fondée en 1745 par deux frères qui furent des savants distingués et de bons citoyens, les Zaluski. Poniatowski l'augmenta. En prenant possession de Varsovie, Catherine fit transporter le roi à Saint-Pétersbourg, et la bibliothèque suivit le monarque détrôné. N'ayant plus d'indépendance politique, les Polonais furent censés n'avoir pas aussi besoin de livres.

Ainsi Catherine aima les livres. Aima-t-elle également la littérature ? La question peut paraître singulière. Elle s'impose, on s'en convaincra bientôt. Le règne de Catherine correspond, dans l'histoire du développement littéraire en Russie, à une époque bien marquée. L'époque précédente, dominée par la grande figure de Lomonossof, s'en distingue nettement. Ce fut, tant que vécut Élisabeth et même quelques années après sa mort, une période d'absorption et d'assimilation en masse d'éléments étrangers. La culture européenne entrait dans la vie nationale par la porte, on pourrait dire par la brèche que Pierre le Grand avait ouverte à coups de hache. Une période de réaction et de lutte s'ensuivit. Le génie national submergé, froissé, opprimé, se révoltait et réclamait ses droits. Il finit par traiter en ennemies la littérature et la science étrangères. Le poète Derjavine et le journaliste satirique et penseur Novikof furent les héros de cette campagne d'affranchissement. Quel fut le rôle de Catherine dans cette crise ? Nous savons déjà ce qu'elle a fait de Novikof : elle a brisé sa plume et sa vie ; quinze années de forteresse furent le dernier prix donné par elle à ses travaux. Elle a traité Derjavine plus mal encore, elle en a fait un *tchinovnik* et un plat courtisan.

Cela a son explication. Catherine est une intelligence spécialement et pour ainsi dire exclusivement organisée pour la politique et le gouvernement des hommes. C'est une petite princesse allemande, qui, à l'âge de quatorze ans, est arrivée en Russie avec l'idée qu'elle serait un jour la maîtresse absolue de cet immense empire, et qui s'est appliquée consciencieusement à se préparer pour ce rôle-là, lequel, à en juger par les exemples qui s'offraient à ses yeux, n'avait rien de commun avec celui d'un Mécène littéraire. Par suite, toutes ses idées, comme tous ses goûts, demeurèrent subordonnés à cette conception précise de sa destinée et des droits comme des devoirs en dérivant. Ce qu'elle apprécie dans Voltaire, quand la renommée et les livres de Voltaire parviennent jusqu'à elle, ce n'est pas le charme du style — sait-elle seulement ce que c'est que le style ? — mais l'appoint que la prose, bonne ou mauvaise, de l'auteur, sa poésie, harmonieuse et imprégnée de sentiment ou sèche et ingrate à l'oreille, peuvent apporter au développement du programme gouvernemental qui s'esquisse vaguement dans son esprit. Elle n'a aucun sens de l'harmonie, et, en dehors de ses relations de famille et de ses fringales amoureuses, elle fait peu de cas du sentiment. À un moment, au début de son règne, un peu sous l'influence de ses lectures et beaucoup sous l'influence de son amie de quelques années, la princesse Dachkof, elle a souci de prendre part au mouvement artistique, scientifique et littéraire dont elle perçoit autour d'elle les sourds tressaillements. Elle se jette même dans la mêlée avec l'ardeur qu'elle porte en toutes choses. Elle se fait écrivain. Elle se fait journaliste. Mais nous savons déjà la lamentable banqueroute de ses idées libérales. Et ce qui arrive alors de ses idées arrive aussi de ses goûts. Tout l'amour qu'elle a jamais pu avoir pour les belles-lettres sombre dans ce désastre, où la gloire elle-même de Voltaire ne surnage pas.

Mais voyons d'abord ses goûts. Voltaire mis à part et hors pair, les lettres françaises, les seules qui lui soient familières jusqu'à une époque très avancée de sa vie, sont loin de la séduire dans leur ensemble. Elle fait son choix, et ce choix tombe principalement sur les œuvres de Le Sage, sur celles de Molière et du grand Corneille. Avant d'avoir connu et pratiqué Voltaire, elle a goûté Rabelais et même Scarron. Mais elle en est revenue, et il lui reste comme une espèce de honte d'avoir passé par là. Quant à Racine, elle ne le comprend pas, simplement. Il est précisément trop littéraire pour elle. Sa littérature à lui est de l'art pour l'art, et l'art pour l'art est pour Catherine un

non-sens. Quand elle se met à son tour à écrire des comédies et des tragédies, elle ne songe pas un instant à faire œuvre d'artiste : elle fait de la critique, de la satire et encore et surtout de la politique. Elle s'attaque aux préjugés, aux vices qu'elle croit apercevoir dans les mœurs du pays, aux idées et même aux hommes qui la gênent. Elle fait la guerre aux *martinistes* et, occasionnellement, ainsi que nous l'avons vu, au roi de Suède. Sa littérature à elle n'est qu'une succursale de sa police et de sa puissance militaire. Sa rhétorique n'existe pas ; elle la remplace par sa logique et son autorité de *samodierjitsa*, commandant à quarante millions d'hommes. Elle fait cependant encore un choix isolé dans l'œuvre de Racine : elle adopte *Mithridate*. On devine pourquoi.

Pourtant, ses instincts batailleurs et ses intentions moralisatrices se heurtent, dans le milieu où elle vit, à des obstacles continuels. Son aventure avec Sedaine est caractéristique à cet égard. Sedaine lui a plu par sa gaieté simple et la facture leste de ses couplets, que la musique de Philidor mettait galamment en valeur. Cette élève de Montesquieu et de Voltaire avait du goût pour l'opérette. En 1779, elle s'avise d'utiliser, à sa façon, le talent du fécond et spirituel écrivain. Pourquoi ne composerait-il pas, à son intention, et pour être jouée à son théâtre de l'Ermitage, une comédie, qui serait le pendant de ses œuvres satiriques à elle ? Mis en demeure par Grimm, encouragé par Diderot, Sedaine s'exécute. Il envoie *L'Épreuve inutile*. « Dites-lui, écrit aussitôt Catherine à Grimm, que, s'il faisait, au lieu d'une, deux ou trois pièces, cent pièces, je les lirai toutes avidement. Vous savez qu'après la plume du patriarche, il n'y en a point que j'aime tant à suivre que celle de Sedaine. » Mais Betzki, qui a fait à haute voix la lecture de la pièce devant son auguste bienfaitrice, se montre beaucoup plus froid. Il donne à entendre « que cette pièce, représentée au milieu d'une cour, peinerait les assistants, et que le maître y joue un rôle peu important ». Catherine commence par repousser ces objections timorées ; elle entend faire jouer la pièce, « ne serait-ce que pour montrer qu'elle a plus de crédit chez elle que Raymond ». Betzki insiste ; il juge cette seconde épreuve non seulement inutile, mais dangereuse, et, finalement, l'impératrice adopte son avis. Elle fait dire à Sedaine qu'elle estime sa pièce « bonne et très bonne » ; elle lui fait tenir 12 000 livres pour le dédommager de sa peine, mais elle annonce que son chef-d'œuvre ne sera pas représenté « par précaution ».

L'Épreuve inutile ne reçoit même pas les honneurs de l'impression. Nous ignorons s'il s'en est conservé un manuscrit.

Quelques années plus tard, quand un polémiste d'une autre envergure a paru sur la scène, devant un public surpris d'abord et effaré, mais bientôt séduit en grande partie et couvrant le scandale de la première heure par l'éclat de ses applaudissements, Catherine se range d'elle-même du côté de ceux dont l'œuvre nouvelle continue de blesser, de choquer ou d'effrayer les esprits :

« En fait de comédie, si j'en fais, écrit-elle, *Le Mariage de Figaro* ne me servira pas de modèle, car, depuis la lecture de Jonathan Wilde le Grand, je ne me suis jamais trouvée en plus mauvaise compagnie que dans celle de cette noce célèbre. C'est apparemment pour imiter la comédie des anciens qu'on a remis sur le théâtre ce goût-là qu'on avait cru purifié depuis. Les expressions de Molière étaient libres et sortaient d'une gaieté naturelle comme effervescence, *ma* sa pensée n'est jamais vicieuse, au lieu que dans cette pièce si courue le sous-entendu ne vaut rien continuellement, et cela dure trois heures et demie. Outre cela, c'est un tissu d'intrigues, où il y a un travail continuel et pas un brin de naturel. Je n'ai pas ri une seule fois à la lecture. »

Est-ce bien le mauvais ton qui l'effarouche dans l'œuvre de Beaumarchais et la licence de ses sous-entendus qui la blesse ? Elle a raconté elle-même une mésaventure qui lui est arrivée, au sujet de ses appréciations littéraires, et qui est faite pour nous éclairer à cet égard. Au cours de l'année 1778, elle a pris grand plaisir à la représentation d'une comédie de Paul Weidman, un auteur allemand obscur, intitulée *Die Schöne Wienerin* (La Belle Viennoise). « Trois jours de suite (c'est elle qui parle), je recommandais à tout le monde de l'aller voir. À la fin, dînant à la table ronde, faute de sujet à jaser, je dis à M. Bormann, mon chef de cuisine : — Comment vous plaît *Die Schöne Wienerin ?* L'avez-vous vu ? — Oui, *aber Gott weiss dass ist zu grob*" (oui, mais, pardieu, c'est trop grossier). — Je voudrais que mon chef de cuisine eût le palais aussi fin et délicat que l'entendement », répliqua l'impératrice piquée.

Le Mariage de Figaro semble, d'autre part, fait pour désarmer les critiques adressées communément par Catherine aux pièces françaises de

l'époque, qui, Sedaine mis à part, la font dormir, dit-elle, « parce que cela est froid comme glace et maniéré à périr. Il n'y a point de nerf ni de sel à cela ». Si elle ne veut pas dormir au théâtre, elle ne tient pas davantage à y pleurer. Elle fait changer sur la scène de l'Ermitage le dénouement de *Tancrède*, qui lui paraît trop sinistre. Elle n'aime pas « la tuerie ». Tancrède se porte bien à la chute du rideau et épouse Aménaïde. À cet égard, Beaumarchais ne la sert-il pas à souhait ? Aussi bien, croyons-nous, n'est-ce pas l'absence de « nerf » et de « sel », mais plutôt l'abondance et la saveur particulière de ces condiments qui l'offensent dans le langage de Figaro. Le moment est venu où le danger de certaines épreuves et l'utilité de certaines précautions frappent davantage l'esprit de Catherine. Le temps est proche où toute la littérature française contemporaine sera, de sa part, l'objet d'un jugement sévère équivalant à une proscription. En 1787, dans ses causeries avec le prince de Ligne, elle se targuera encore d'être « une Gauloise du Nord », mais elle ajoutera : « Je ne comprends que le vieux français et n'entends pas le nouveau. J'ai voulu apprendre de vos savants messieurs, et j'en ai fait l'expérience ; j'en ai fait venir ici quelques-uns ; j'ai écrit aux autres : ils m'ont ennuyée et ne m'ont pas compris, sauf mon bon ami Voltaire. » Voltaire lui reste, qui « l'a mise à la mode », comme elle dit, et « lui a beaucoup appris en l'amusant », et encore Corneille, « qui lui a toujours élevé l'âme ». Le reste ne vaut pas la peine d'être nommé. Et c'est à cette époque qu'elle commence aussi à faire des excursions dans la littérature allemande, qui, jusqu'à présent, est restée pour elle terre inconnue, étrangère, en dépit d'une origine dont l'élève de *Herr* Wagner dédaigne parfois de se souvenir, et barbare, oui, barbare, si bizarre qu'une semblable qualification accolée à la patrie intellectuelle de Lessing, de Schiller et de Goethe puisse paraître, par voie de comparaison avec la nouvelle patrie de l'ex-princesse de Zerbst. Mais l'ex-princesse de Zerbst ne connaît et ne doit jamais connaître ni Lessing, ni Schiller, ni Goethe. Elle ignore ces illustres contemporains de sa gloire et les ignorera encore, même après qu'elle se sera avisée, sur le tard, de s'intéresser au mouvement littéraire dont ils sont les chefs de file. Jusqu'au moment de sa mort, elle ne paraît pas soupçonner leur existence. C'est que là encore ce n'est pas de la littérature qu'elle cherche. Elle cherche de l'eau pour son moulin, qui est une machine à moudre les idées et les hommes, au gré de son ambition. Elle fait ainsi d'intéressantes découvertes. En 1781, elle met la main sur un poème héroï-comique de

Maurice Thümmel, publié en 1764 sous le titre de *Wilhelmine*, traduit en plusieurs langues et lu dans toute l'Europe avec curiosité [1]. C'est un pamphlet. En même temps, elle lit le roman de Nicolaï imité de Tristam Shandy : *Vie et pensées du maître Sébastien Nothanker*. C'est une satire : « Si je trouve beaucoup de livres allemands de cette façon, écrit-elle à ce propos, je planterai là les plantanes (*sic*) français du temps présent et me ferai une bibliothèque allemande, n'en déplaise à Sa Majesté Prussienne et à la dénigration (*sic*) qu'il a faite de la littérature allemande. » Elle veut bien, cependant, reconnaître que c'est Voltaire qui a appris aux Allemands à écrire. Nicolaï, à partir de ce jour, devient son auteur favori. L'*Allgemeine deutsche Bibliothek* remplace l'*Encyclopédie*. « Morgué, si tout cela n'est pas une archive de génie, de raison, d'ironie et de tout ce qu'il y a de plus égayant pour l'esprit et pour la raison, je ne m'y connais point. Cette littérature tudesque laisse tout le reste du monde grandement derrière elle et va à pas de géant. » Les phrases allemandes, intercalées dans sa correspondance avec Grimm, deviennent plus fréquentes. En juillet 1782, elle lui recommande la lecture d'un roman satirique — encore une satire ! — de Wieland *(Geschichte der Abderiten)*. C'est tout ce qu'elle semble avoir jamais aperçu de l'œuvre du merveilleux poète. Encore y a-t-elle mis du temps, car le livre de Wieland a paru en 1773. « Les pauvres gens, dit-elle en allemand (on sait de qui elle veut parler), n'ont pas un seul livre à montrer qui s'approche de celui-là, depuis que mon maître est mort. »

Voilà où en sont ses connaissances littéraires, et voilà ce que vaut son jugement dans la matière. Elle lit cependant beaucoup, sans se préoccuper d'ailleurs jamais de mettre un ordre quelconque dans ses lectures ou de leur donner une direction. C'est le hasard en général qui guide son choix. Elle lit Corneille et Shakespeare, Molière et Gibbon, Cervantès et Diderot, l'abbé Galiani et Necker, Montesquieu et Pallas, La Harpe après Pindare et les fables indiennes de Lokman après Plutarque. Son jugement est-il entièrement sans valeur ? Non pas. Elle y fait voir une qualité maîtresse qui est à nos yeux, nous croyons bien l'avoir indiqué déjà, la maîtresse qualité de son esprit : son bon sens toujours. Et ce bon sens fait parfois des merveilles. En 1779, après la mort de Voltaire, elle insiste pour que les ouvrages de « son maître » soient publiés dans l'ordre chronologique « au fur et à mesure qu'ils sont sortis de sa tête ». Elle a une vive querelle à cet égard

avec Grimm. Elle va jusqu'à admettre la nécessité de morceler les écrits, si l'écrivain a morcelé son travail, « pour que cela sorte de dessous la machine à imprimer comme cela est sorti de dessous sa plume. Autrement personne n'y comprendra rien ». Et ne prend-elle pas ainsi une avance de près d'un siècle sur des idées qui commencent à prévaloir aujourd'hui en matière de critique littéraire ?

Mais son métier à elle n'est pas de faire de la critique ; il est de gouverner la Russie, et le besoin de la Russie à cette époque n'est pas assurément de prendre le pas sur le reste de l'Europe dans la voie du progrès intellectuel et artistique ; il est de suivre, en comblant une distance énorme, ceux qui ont pris les devants, et de chercher à les rejoindre non pas sans doute en les imitant servilement, mais à coup sûr en s'inspirant d'eux pour le développement des ressources originales du génie national. Qu'a fait Catherine pour faciliter cette tâche, comme c'était son devoir et même son ambition aux jours radieux où elle acceptait le titre de « Sémiramis du Nord » et où Voltaire se disait persuadé que le soleil éclairant le monde des esprits avait changé de foyer ? Nous sommes de ceux qui pensent que la meilleure façon de protéger la littérature, dont puisse user un souverain, est de la laisser vivre en paix sans se mêler de ses affaires. Tel n'était pas l'avis de Catherine. Elle entendait affirmer, dans ce domaine, comme dans tous les autres, son initiative personnelle et faire preuve de toute-puissance. Elle prétendait vainement avoir l'« âme républicaine » ; la république des lettres se transformait à ses yeux en monarchie gouvernée par sa volonté despotique. A-t-elle cependant mis au jour une force, une gloire, ou seulement stimulé l'apparition d'une œuvre littéraire nouvelle, qui balançât le mérite et la réputation des écrivains dont le règne d'Élisabeth peut légitimement se réclamer dans l'histoire ? Nous ne le voyons pas. Aucun nom d'égale valeur n'est venu s'ajouter à ceux de Lomonossof et de Soumarokof, illustrés déjà sous le règne précédent. Catherine se borne à recueillir cet héritage et à l'exploiter, toujours pour le compte de ses intérêts personnels, très étrangers à l'art et à la littérature. Lomonossof, vieilli, lui sert d'enseigne, Soumarokof, avec ses imitations du théâtre français, qu'elle ridiculise, lui sert de repoussoir. Il y a peut-être en Derjavine l'étoffe d'un grand poète ; elle ne s'en doute pas, et elle fait si bien qu'il arrive à ne pas s'en douter lui-même. *Felitsa*, le poème qui consacre son renom littéraire,

n'est qu'un pamphlet fait sur commande, panégyrique et satirique par égale moitié. Le panégyrique, bien entendu, est pour l'impératrice ; la satire est pour les personnages de sa cour, dont Catherine éprouve le besoin de chatouiller l'épiderme et auxquels elle s'empresse d'adresser des exemplaires de l'œuvre, après avoir souligné les passages qui les concernent. À la fin du règne, l'auteur de *Felitsa* n'est plus qu'un bouffon vautré dans les antichambres du favori, Platon Zoubof. Les rivaux sérieux de Lomonossof, ceux qui s'efforcent de réagir contre le courant d'importation étrangère par lequel Soumarokof est encore emporté, et aussi Kherasskof, en rimant sa *Rossiade*, et encore Bogdanovitch, en traduisant dans sa *Douchenka* les fadeurs inspirées depuis des siècles par les amours de Psyché ; Kniajnine, von Visine, Loukine, donnent au théâtre national quelques pièces intéressantes. Kniajnine écrit le *Fanfaron*, une comédie qui est restée classique dans la pure littérature russe, et avec *Vadime à Novgorod* il s'essaye au drame historique, puisé dans les sources vives de la tradition nationale. Von Visine, le Molière russe, ridiculise dans son *Brigadier* l'instruction des Trissotins moscovites, acquise par la lecture des romans français ; raille dans son *Mineur* les éducateurs de la jeunesse aristocratique, que l'on fait venir à grands frais de l'étranger. Mais ce théâtre national n'est pas celui de Catherine. Elle n'y va jamais, sauf dans les dernières années, où la fantaisie et plutôt la politique lui inspirent un goût passager pour la mise en scène des sujets empruntés à l'histoire du pays.

Au demeurant, la littérature, nationale ou autre, se sent si peu protégée par elle que les collaborateurs du *Sobiessiednik*, publication périodique fondée par la princesse Dachkof, n'osent pas y signer leurs articles, et que la certitude même d'avoir l'impératrice pour compagne de leurs travaux ne suffit pas à vaincre leurs répugnances à cet égard, ou à rassurer leur timidité. Ils n'ont pas tort si l'on songe au sort de ce prince Bielossielski, qui écrivit une si jolie *Épître aux Français*, s'attira une si flatteuse réponse de Voltaire sur les lauriers « jetés à ses compatriotes et retombant sur lui », et qui, ministre à Turin, fut rappelé et disgracié, sans autre crime que d'avoir de l'esprit, de le montrer dans ses dépêches et de tourner agréablement les vers. Kniajnine sut aussi ce qu'il en coûtait de cultiver le drame historique national. Son *Vadime à Novgorod* fut lacéré par ordre de l'impératrice et faillit être brûlé par la main du bourreau.

Une académie, fondée en 1783 sur le modèle de l'Académie française et sous l'inspiration de la princesse Dachkof, est le seul monument que la littérature russe doive à une souveraine à qui la Russie doit tant sous d'autres rapports. On confia à cette académie la mission de fixer les règles de l'orthographe, la grammaire et la prosodie de la langue russe, et d'encourager l'étude de l'histoire. Elle commença, bien entendu, par entreprendre un dictionnaire, auquel Catherine elle-même ne dédaigna pas de collaborer.

1.2

« La tragédie lui déplaît, la comédie l'ennuie, elle n'aime pas la musique, sa table est sans la moindre recherche ; le jeu n'est pour elle qu'une contenance ; elle n'aime dans les jardins que les roses ; elle n'a enfin du goût que pour bâtir et pour régenter sa cour, car celui qu'elle a pour régner, pour figurer dans l'univers, est passion. »

C'est ainsi que Durand, le chargé d'affaires français, établissait en 1773 le bilan intellectuel de la Grande Catherine. Son observation portait juste, au point de vue artistique surtout. Était-ce défaut de connaissances chez la prestigieuse souveraine ou défaut d'aptitudes naturelles ? L'un et l'autre également. Elle s'en rendait compte elle-même. En 1767, Falconet soumettant à son appréciation l'esquisse de la statue de Pierre le Grand, elle se récusait nettement : elle n'y entendait rien et renvoyait l'artiste au jugement de sa conscience et de la postérité. Falconet se donna le tort d'insister :

— Ma postérité, c'est Votre Majesté. L'autre viendra quand elle voudra.

— Mais pas du tout ! riposta Catherine. Comment pouvez-vous vous en remettre à mon suffrage ? Je ne sais même pas dessiner ! Ce sera peut-être la première bonne statue que je verrai de ma vie. Le moindre écolier en sait plus que moi sur votre art.

On retrouve fréquemment dans sa bouche ou sous sa plume ce parti pris d'incompétence et de renoncement, si en désaccord avec les tendances générales de son esprit et de son tempérament.

Elle a un opéra pour lequel on recrute des premiers sujets à travers toute l'Europe. Elle paye de gros appointements à des *étoiles*, dont les exigences alors déjà ne connaissent pas de bornes. Mais elle convient que son propre plaisir n'est pour rien dans cette dépense. « En musique, écrit-elle, je ne suis pas plus avancée qu'autrefois. Il n'y a en fait de tons que je reconnais que l'aboiement des neuf chiens qui à tour de rôle ont l'honneur d'être dans ma chambre, et dont de loin même je reconnais l'individu par sa voix ou son organe, et la musique de Galuppi, celle de Paisiello, je l'écoute et suis étonnée des tons qu'il fait aller ensemble, mais je ne les reconnais guère. »

Pourtant, quelques opéras bouffes de Paisiello parviennent à la charmer. Elle a le sens et le goût du grotesque. Elle est enchantée de la *Pulmonia* et arrive même à en retenir quelques airs, qu'elle fredonne quand il lui arrive de rencontrer le *maestro*.

Parfois aussi, même dans ce domaine artistique, où elle se sent étrangère, ses instincts despotiques réclament leurs droits ; et, comme par miracle, il lui vient alors des inspirations personnelles qui ne sont pas sans une certaine saveur. Voyez cette lettre, écrite au moment de ses premiers triomphes sur la Turquie :

« Puisque vous me parlez des fêtes de la paix, écoutez un peu ce que je m'en vais vous en dire, et ne croyez pas un mot de ce que les gazettes vous content de ridicule. On avait fait un projet, qui ressemblait à toutes les fêtes : temple de Janus, temple de Bacchus, temple du diable et de sa grand-mère, et des allégories insupportables et bêtes, parce qu'elles étaient gigantesques et que c'étaient des efforts de génie pour n'avoir pas le sens commun. Fort en colère de tous ces beaux et grands projets, dont je ne voulais pas, un beau matin je fais appeler M. Bajenof, mon architecte, et lui dis : "Mon ami, il y a à trois verstes de la ville un pré ; imaginez-vous que ce pré est la mer Noire ; que de la ville on y arrive par deux chemins ; eh bien, un de ces chemins sera le Tanaïs, l'autre le Borysthène : à l'embouchure du premier, vous bâtirez une salle de banquet, que vous appellerez Azof ; à l'embouchure de l'autre, vous bâtirez un théâtre que vous nommerez Kinburn ; vous tracerez

avec du sable la péninsule de la Crimée ; vous y enclaverez Kertch et Iénicalé, comme salles de bal ; à gauche du Tanaïs, vous placerez des buffets de vin et de viande pour le peuple ; vis-à-vis de la Crimée, vous ferez des illuminations qui représenteront la joie des deux empires sur le rétablissement de la paix ; au-delà du Danube, vous placerez le feu d'artifice, et, sur le terrain qui est censé être la mer Noire, vous placerez et vous sèmerez des barques et vaisseaux illuminés ; vous garnirez les bords des rivières qui vous servent de chemins, de paysages, moulins, arbres, maisons illuminées, et voilà que vous aurez une fête sans imagination, mais peut-être aussi belle que bien d'autres et beaucoup plus naturelle." »

Il y a en effet du naturel, et du plus charmant, dans ce projet de fête, mais il y a aussi de la politique. Il y a toujours de celle-ci dans tout ce que pense et fait Catherine. Toutes ses préoccupations, celles de littérature ou d'art comme les autres, y aboutissent. Elle accumule dans son *Ermitage* des collections artistiques considérables, mais elle avoue qu'elle n'y est pas poussée par le goût des belles choses qui s'entassent dans les galeries et les cabinets qu'elle fait construire exprès. On ne peut goûter que ce qu'on comprend, et elle ne comprend rien au mérite d'un beau tableau ou d'une belle statue. Elle admet qu'il soit de la gloire d'un grand souverain d'avoir de ces choses dans ses palais. Tous ses prédécesseurs illustres, tous les monarques de l'histoire dont elle envie ou brigue la renommée, Louis XIV en tête, en ont eu. Mais elle trouve un mot, qui, venant d'un autre qu'elle-même, aurait l'air d'une épigramme cruelle, pour caractériser les achats, très nombreux pendant la première moitié de son règne surtout, auxquels elle se livre, pour satisfaire à cette partie de son programme d'impériale magnificence : « Ce n'est pas amour de l'art, dit-elle, c'est voracité. Je ne suis pas *amatrice*, je suis *glouton*. » En 1768, elle achète pour 180 000 roubles, à Dresde, la galerie fameuse du comte de Brühl, ex-ministre du roi de Pologne. En 1772, elle met la main, à Paris, sur la collection Crozat. Diderot écrit à ce propos à Falconet : « Ah ! mon ami Falconet, combien nous sommes changés ! Nous vendons nos tableaux et nos statues au milieu de la paix, Catherine les achète au milieu de la guerre. Les sciences, les arts, le goût, la sagesse remontent vers le Nord, et la barbarie avec son cortège descend au Midi. Je viens de consommer une affaire importante : c'est l'acquisition de la collection de Crozat, augmentée par ses descendants et

connue aujourd'hui sous le nom de la galerie du baron de Thiers. Ce sont des Raphaël, des Guide, des Poussin, des Van Dyck, des Schidone, des Carlo Lotti, des Rembrandt, des Wouvermans, des Teniers, etc., au nombre d'environ onze cents morceaux. Cela coûte à Sa Majesté Impériale 460 000 livres. Ce n'est pas la moitié de la valeur. »

Son bonheur habituel accompagne Catherine dans ces poursuites. Trois mois plus tard, cinquante tableaux dont le mérite n'est pas supérieur atteignent le prix de 440 000 livres à la vente de la galerie du duc de Choiseul. Elle-même paye 30 000 livres à madame Geoffrin deux tableaux de Vanloo : *La Conversation espagnole* et *La Lecture espagnole*. Il est vrai que c'est peut-être, de sa part, une façon de soigner ses relations avec l'influente matrone, qui gagne sur ce marché les deux tiers du prix. Elle a une déconvenue, en 1771, avec la collection Braancamp, achetée en Hollande pour 60 000 écus ; celle-ci sombre sur les côtes de Finlande avec le bâtiment qui la porte. Mais, dit Catherine, il n'y a que 60 000 écus de perdus. Elle se rattrape ailleurs pour le reste. Elle achète en bloc les pierres gravées du duc d'Orléans. Par l'intermédiaire de Diderot et de Grimm, elle envoie commande sur commande aux artistes français : elle demande des paysages à Chardin et à Vernet ; à Houdon, une *Diane* (qui se voit refuser, à Paris, les honneurs du Louvre, parce qu'on la trouve trop peu vêtue) ; un plafond, à Vien, pour le grand escalier de Tsarskoïe Selo ; une écritoire artistique pour la salle de l'ordre de Saint-George au peintre sur émail de Mailly, qui exige 36 000 livres de son travail et se fait tirer l'oreille pour le livrer. Il faut une intervention diplomatique pour le forcer à s'exécuter. En 1778, elle fait copier à Rome, par Gunterberger et Reiffenstein, les fresques de Raphaël du Vatican, et elle fait construire à l'Ermitage une galerie avec des loges d'égale dimension pour recevoir ces copies, qui, peintes sur toile, ont pu, depuis, être utilisées dans la reconstruction du palais. On les y voit encore. En 1790, envoyant à Grimm son portrait « en bonnet fourré », elle lui écrit : « Voilà encore de quoi serrer dans votre muséum ; le mien, à l'Ermitage, consiste dans les tableaux et les loges de Raphaël, en 38 000 livres, quatre chambres remplies de livres et d'estampes, 10 000 pierres gravées, à peu près 10 000 dessins et un cabinet d'histoire naturelle contenu dans deux grandes salles. Tout cela est accompagné d'un charmant théâtre dans lequel on voit et on entend à merveille et où on est commodément assis et sans vent coulis. Mon

petit réduit est tel, qu'aller et revenir de ma chambre fait trois mille pas. Là, je me promène au milieu de quantité de choses que j'aime et dont je jouis, et ce sont ces promenades d'hiver qui m'entretiennent en santé et sur pied. »

Tout cela est son œuvre personnelle. Pour l'accomplir, elle a eu à lutter avec des difficultés sérieuses, car elle a beau faire de l'or à volonté, sa toute-puissance à cet égard n'est réellement sans bornes que dans les limites mêmes de son empire. Au-delà, le papier-monnaie perd trop au change. Aussi, dès 1781, elle se voit en nécessité d'enrayer. Elle écrit à Grimm : « Je vous renouvelle ma résolution de ne plus acheter quoi que ce soit, pas un tableau, rien ; je n'ai plus besoin de rien et par conséquent je renonce au Corrège du "divin". » Serment de « glouton » que cela, valant un serment d'ivrogne ! Une véritable lutte s'engage à partir de ce moment, dans l'esprit de Catherine, entre ses envies de collectionneuse, qui sont devenues une véritable passion, et ses inclinations forcées pour l'économie. Ce ne sont pas ces dernières qui ont le dessus la plupart du temps. La lettre à Grimm, que nous venons de citer, est du 29 mars ; le 14 avril suivant, nous rencontrons dans la correspondance de la souveraine avec son pourvoyeur artistique ce passage : « Si monsieur le "divin" (Reiffenstein) nous envoyait là, tout droit à Saint-Pétersbourg, quelques belles bellissimes pierres gravées antiques, à une, deux ou trois couleurs, parfaitement bien gravées et conservées, nous en aurions une obligation infinie à ceux qui nous les procureraient. Cela ne s'appelle point acheter, mais comment faire ? » Et le 23 avril d'après : « Tenez, vous avez beau dire, beau pester, il me faut deux exemplaires d'estampes illuminées (*sic*) suivant le registre que je m'en vais vous faire… car nous sommes gloutons et d'une telle gloutonnerie pour tout ce qui ressemble à cela, qu'il n'y a plus de maison à Pétersbourg où l'on puisse vivre avec décence s'il n'y a quelque chose qui tienne de loin aux loges, au Père Éternel ou à toute la kyrielle que je viens de vous récapituler. »

« Seigneur, on dirait que les bonnes résolutions de ton ointe sont chancelantes ! » observe malicieusement Grimm dans sa réponse. Il se doute d'ailleurs de ce qui provoque ce retour de « gloutonnerie ». En se servant du pronom collectif « nous » pour en signaler la vivacité, Catherine ne met pas ce pluriel en place du singulier par un simple artifice de langage. Les « gloutons », dont elle parle, sont bien deux à l'heure qu'il est. Au favori Korssakof, qui n'était qu'un rustre, a succédé, depuis la fin de 1780, le beau

Lanskoï, qui est un homme d'éducation et de goûts raffinés. Et le beau Lanskoï s'est pris sérieusement de passion pour les pierres gravées et les estampes. En juillet 1781, accablant Grimm de nouveaux ordres d'achats, Catherine explique que ces emplettes ne sont pas pour elle, « mais pour des gloutons qui sont devenus gloutons parce qu'ils me fréquentent ». L'argent est bien le sien, par exemple, c'est-à-dire celui de la Russie. En 1784, elle renouvelle sa résolution de ne plus rien acheter, « étant pauvre comme un rat d'église ». Mais Lanskoï envoie 50 000 livres à Grimm, « pour l'achat d'un cabinet de tableaux », et annonce la prochaine expédition d'une somme plus considérable. Ce nouveau train de choses se perpétue assez longtemps. En 1784, il est vrai, il y a un temps d'arrêt : Catherine ne veut plus de pierres gravées, ni de rien qui y ressemble. C'est que Lanskoï est mort, et mort avec lui aussi le goût des choses auxquelles elle-même — elle le dit bravement — n'entend goutte. Mais en avril 1785, il y a reprise. L'impératrice désire avoir, et le plus vite possible, la collection, fameuse alors, de M. de Breteuil. Qu'est-il arrivé ? Mamonof a pris la place de Lanskoï, héritant simultanément, paraît-il, des goûts artistiques du défunt. Ce n'est qu'en 1794 que cette fièvre intermittente s'arrête d'une manière définitive. « Je n'achète plus rien, écrit Catherine à la date du 13 janvier. Je veux payer mes dettes et amasser de l'argent ; ainsi refusez tous les achats qu'on vous proposerait. » C'est Platon Zoubof qui règne maintenant, et Zoubof n'aime, en fait de choses gravées, que les plaques d'or portant l'effigie de son impériale maîtresse.

Jusqu'à ce moment l'impératrice n'a pas seulement augmenté toujours ses collections ; elle a aussi bâti. Elle a surtout bâti, on peut dire. Et tout le plaisir a bien été pour elle cette fois, ainsi que l'indiquait Durand en 1773. Nous avons vu ce que le prince de Ligne pensait des connaissances de la souveraine en matière d'architecture. Mais à défaut de jugement et de sentiment des proportions, elle y met au moins de l'ardeur. Elle remplace le sens artistique par l'emportement et la qualité par la quantité. « Vous saurez, écrit-elle en 1779, que la fureur de bâtir chez nous est plus forte que jamais, et guère tremblement de terre n'a plus renversé de bâtiments que nous en élevons. » Elle ajoute en allemand des réflexions mélancoliques : « La fureur de bâtir est une chose diabolique ; cela dévore de l'argent, et plus on bâtit, plus on veut bâtir ; c'est une maladie comme l'ivrognerie. »

À ce moment, elle fait venir de Rome deux architectes : Giacomo Trombara et Geronimo Quarenghi. Elle explique ainsi ce choix : « J'ai voulu deux Italiens parce que nous avons des Français qui en savent trop et font de vilaines maisons intérieurement et extérieurement parce qu'ils en savent trop. » Toujours son fier dédain pour l'étude et son penchant pour l'improvisation ! Elle s'adresse pourtant fréquemment au savant Clérisseau, qui lui envoie des plans de palais à la romaine. Perronnet lui fournit un projet de pont sur la Neva ; Bourgeois de Chateaublanc, un autre d'un fanal pour les côtes de la Baltique. En 1765, elle demande à Vassé un plan de salle d'audience qui aurait cent vingt pieds de longueur sur soixante-deux de largeur.

Avec tout cela, les artistes, qu'ils soient architectes, peintres ou sculpteurs, ont-ils à se louer d'elle ? Il ne faut pas demander cela à Falconet à son retour de Pétersbourg : sa réponse serait trop amère. Nous raconterons ailleurs ce que fut le séjour dans la capitale du Nord de l'homme à qui la ville de Pierre le Grand et de Catherine doit encore à l'heure qu'il est son plus bel ornement. Nous essayerons aussi de montrer ce que furent et ce que devinrent ses relations avec la souveraine, qui commencèrent, de la part de celle-ci, par plus et mieux que de la courtoisie, et finirent par plus et pis que de l'indifférence. Disons ici que, n'ayant à aucun degré la compréhension des choses de l'art, Catherine ne pouvait avoir davantage la faculté de comprendre une âme d'artiste. Falconet lui plut d'abord par le tour original et un peu paradoxal de son esprit, plus encore peut-être par les bizarreries de son humeur et de son caractère ; il la fatigua bientôt et finit par l'irriter. Il était trop artiste à son gré. Elle eut toujours une façon à elle d'interpréter le rôle et la situation dans le monde des gens de talent qu'elle voulait bien employer à l'embellissement de sa capitale. Elle s'en confesse naïvement dans une de ses lettres à Grimm : « *Si il signor marchese del Grimmo volio mi fare* (*sic*, pour : *vuol farmi*) un plaisir, il aura la bonté d'écrire au divin Reiffenstein de me chercher deux bons architectes, Italiens de nation et habiles de profession, qu'il engagera au service de Sa Majesté Impériale de Russie par contrat pour tant d'années et qu'il expédiera de Rome à Pétersbourg *comme un paquet d'outils*. » Des outils, c'est bien cela ; des outils dont on se sert et qu'on jette par la fenêtre quand ils sont usés, ou qu'on en trouve sous la main de meilleurs ou de plus commodes. Ainsi fait-

elle de Falconet. Elle ajoute pour Grimm cette recommandation : « Il choisira des gens honnêtes et raisonnables, point de têtes à la Falconet, marchant sur terre, point dans les airs. » Elle ne veut pas qu'ils planent. « Un Michel-Ange, a-t-on dit avec justesse, ne serait pas resté trois semaines à la cour de Catherine. » Pour y rester près de douze années, il a fallu à Falconet une force de résistance peu commune et une véritable passion pour l'œuvre entreprise, dans laquelle il avait mis toute son âme. Mais quand il s'en alla enfin, il était brisé… À part lui, Catherine n'a gardé à demeure auprès d'elle, en fait d'artistes étrangers, que des médiocrités : Brompton, un peintre anglais, élève de Mengs ; Koenig, un sculpteur allemand. Brompton peint des allégories qui ravissent la souveraine, car ce sont des allégories politiques. « Il a peint mes deux petits-fils, et c'est un tableau charmant : l'aîné s'amuse à couper le nœud gordien, et l'autre insolemment a mis sur ses épaules le drapeau de Constantin. » Koenig sculpte le buste de Patiomkine. Madame Vigée-Lebrun, arrivant à Saint-Pétersbourg en 1795, avec une réputation acquise, reçoit un accueil flatteur partout, excepté à la cour. Catherine trouve sa société peu agréable, et ses tableaux si mauvais « qu'il faut avoir le sens bien bouché pour peindre de la sorte ».

Et les artistes russes, qu'en fait-elle ? Se préoccupe-t-elle de découvrir des talents indigènes, de les encourager et de les faire valoir ? Le compte des illustrations nationales, contemporaines de son règne, est aisé à établir dans cette sphère. C'est Scorodoumof, un graveur, qui est allé étudier son art en France, qu'elle a fait venir en 1782 de Paris, pour l'attacher à son service, et qu'un voyageur (Fortia de Piles) trouvait, quelques années plus tard, occupé, dans un atelier désert, à polir une planche de cuivre, pour un méchant dessin de circonstance ; expliquant qu'il n'existait pas à Pétersbourg d'ouvrier capable de le suppléer dans ce travail de manœuvre ; étonné qu'un étranger s'intéressât à ses occupations ; résigné aux basses besognes du métier. C'est Choubine, un sculpteur, découvert par ce même visiteur dans un cabinet étroit, sans modèles, sans élèves, avec, pour toute commande, un buste, qu'un amiral s'est offert à lui payer cent roubles, le marbre devant à lui seul en coûter quatre-vingts, à prendre sur ce prix. C'est enfin le peintre Lossienko. Voici ce qu'en dit Falconet :

« Le pauvre honnête garçon, avili, sans pain, voulant aller vivre ailleurs qu'à Saint-Pétersbourg, venait me dire ses chagrins ; puis, s'abandonnant à

la crapule par désespoir, il était loin de deviner ce qu'il gagnerait à mourir : on lit sur la pierre sépulcrale *qu'il était un grand homme ! »*

Il fallait un grand homme de plus à la gloire de Catherine : elle l'eut à bon marché. L'artiste une fois mort, elle ajoutait volontiers son apothéose à toutes ses grandeurs. Elle ne s'était pas inquiétée de le faire vivre. Toutes ses préoccupations d'art se sont toujours rapportées, en résumé, à une question de parade. Et, pour cet objet, le « divin » Reiffenstein, dont l'Europe entière connaissait le nom, valait assurément mieux que le pauvre Lossienko, quoiqu'il ne fût, comme lui, qu'un bon copiste. L'art national doit, en somme, à Catherine quelques modèles fournis par elle à l'étude et à l'émulation des artistes russes. À part cela, elle ne lui a même pas donné un morceau de pain.

1.3

Elle s'est donné à elle-même l'apparence de protéger la science et les gens de savoir. En 1785, elle renouvelait avec Pallas le trait de générosité dont Diderot avait été l'objet de sa part. Ayant proposé à ce savant l'achat de son cabinet d'histoire naturelle, et celui-ci en ayant demandé 15 000 roubles pour faire la dot de sa fille, elle répondait que c'était de sa part à lui s'entendre très bien en histoire naturelle, mais très mal en affaires, et elle lui offrait 21 000 roubles en lui laissant la jouissance de son cabinet sa vie durant. Est-ce sa faute si, en cherchant encore les renommées que son règne a vues apparaître dans cet autre domaine, on ne trouve que des noms étrangers ? Avec Euler, Pallas, Boehmer, Storch, Kraft, Müller, Bachmeister, Georgi, Klinger, on a à peu près épuisé la liste. On admettra bien que le devoir ni probablement aussi le pouvoir de la grande souveraine n'allaient jusqu'à créer de toutes pièces une science indigène et des savants, russes d'origine et d'éducation. Elle fit venir un jour d'Allemagne quatre professeurs appelés à enseigner au corps des cadets les mathématiques, les

sciences naturelles, la philosophie et la littérature. En arrivant, ces messieurs apprirent avec stupéfaction que leurs élèves futurs ne savaient encore lire en aucune langue ! Ce qui est plus singulier, c'est que la présence à Saint-Pétersbourg des maîtres dont nous avons évoqué plus haut les noms tudesques, et dont la plupart s'étaient déjà fait connaître à l'étranger par des œuvres de valeur, n'a guère produit elle-même de fruits. Si l'on excepte les voyages célèbres de Pallas, les recherches historiques du laborieux Müller, et quelques ouvrages sur l'histoire naturelle, on ne voit rien, pas un livre sorti, pour l'honneur du règne de Catherine, de ce groupe scientifique réuni par elle à grands frais et planté comme un phare au milieu des ténèbres encore si profondes de son empire. Mais était-ce bien un phare qu'elle voulait avoir auprès de son trône, en faisant appel à la science étrangère pour en rehausser l'éclat ? « Elle n'aima les sciences, a-t-on écrit, qu'autant qu'elles lui paraissaient propres à répandre sa gloire : elle voulut les tenir dans sa main comme une lanterne sourde et se servir de leurs lumières pour les distribuer à son gré. » La vérité est que les travaux topographiques et statistiques de l'élégant Storch, par exemple, auraient pu avoir un grand prix, s'il avait été à même de les publier comme il les écrivait. Tel qu'il a été livré à la postérité, son *Tableau* de Saint-Pétersbourg vaut le portrait de Catherine *repeint* par Lampi, d'après les indications de la souveraine. Les peintures de Georgi sont riches surtout en détails inutiles. Le comte d'Anhalt a laissé dans le même style une description de l'école des cadets, dont il fut directeur : on y trouve un inventaire complet des escaliers, croisées, portes et cheminées de l'établissement, de quoi faire la joie d'un ramoneur. Pour échapper à des compromis qui auraient révolté sa conscience, Klinger en était réduit à faire imprimer en Allemagne ce qu'il écrivait en Russie. Ainsi fit plus tard Kotzebue. En fait de science, Catherine n'a encouragé et n'a même admis dans les limites de son empire que la science officielle. Derrière chaque problème de philosophie, d'histoire et même de géographie, elle mettait une question de police gouvernementale, et derrière chaque savant un policier. C'était renoncer à tirer d'une culture scientifique, ainsi stérilisée, autre chose que des flagorneries prétentieuses et de pompeuses inepties.

À cet égard aussi, d'ailleurs, on aperçoit une différence marquée entre les premières années du grand règne, traversées par le courant libéral qui emportait encore Catherine, et la période de réaction qui suivit et dont nous

avons raconté déjà les tristes retours. L'année 1767 surtout fut signalée, dans la vie intellectuelle de l'« élève de Voltaire », par un vif mouvement de curiosité, l'attirant vers les recherches et les études qui passionnaient alors tout ce qu'il y avait en Europe d'esprits un tant soit peu ouverts aux choses de l'intelligence. Catherine s'intéressa, avec tout le monde, au passage de Vénus devant le soleil, qui était annoncé pour 1769, et pour l'observation duquel on faisait partout de grands préparatifs. Elle voulut que son Académie des sciences prît part à l'étude du phénomène. Elle se fit adresser des rapports à ce sujet. C'est à cette époque aussi qu'elle songea à attirer de Berlin à Saint-Pétersbourg, en lui faisant un pont d'or, le célèbre Haller. Mais le grand physicien se défia. Beccaria, qu'elle s'avisa de tenter aussi, en lui offrant « ce qu'il voudrait, mille ducats et plus » pour son voyage, et un « arrangement » avantageux après, imita l'exemple du savant allemand. On peut se demander quelle figure le philosophe italien aurait fait à Saint-Pétersbourg après la déconvenue de l'entreprise législative à laquelle il avait collaboré sans le savoir.

Il est un domaine de la science cependant qui a été véritablement fécondé sous le règne de Catherine, et cela, en grande partie, grâce à son initiative personnelle. Dans une réunion de la Société impériale d'histoire russe, à laquelle nous devons déjà de si précieuses publications, un de ses membres, M. Bytchkof, a pu dire récemment que l'étude de l'histoire nationale a commencé avec la grande souveraine. Un travail considérable d'investigation et d'exégèse historique a été, en effet, accompli sous ses auspices. De vieilles chroniques publiées en grand nombre ont permis à Schlötzer de faire son œuvre d'érudition profonde. Des manuscrits jusqu'alors ignorés, comme l'unique exemplaire de *La Chanson d'Igor*, découvert par Moussine-Pouchkine, virent le jour. Pour obéir au désir de l'impératrice, Stritter compulsa les écrivains byzantins, et ses recherches fournirent à Boltine la matière de travaux remarquables, qui furent le premier ouvrage de critique historique ayant paru en Russie, et auxquels Catherine préluda elle-même en écrivant ses *Notes sur l'histoire russe de Stritter* et son *Antidote*. L'examen des archives de Pierre le Grand, confié au prince Chtcherbatof, amena la publication de l'*Histoire de Russie* composée par le prince et celle des douze volumes consacrés par Galikof aux « actions de Pierre le Grand ». Compromis dans un procès politique et gracié le jour

de l'inauguration du monument de Falconet, Galikof témoigna ainsi sa reconnaissance.

Sans doute l'histoire, telle que l'écrivaient Chtcherbatof et Galikof au pied du trône impérial projetant son ombre sur leurs travaux, ne pouvait avoir qu'une ressemblance éloignée avec un temple élevé à la vérité. Aisément aussi le vieux Müller trouvait matière à raillerie dans l'histoire de Pierre le Grand, composée par Voltaire avec les matériaux « préparés » à son intention sur l'ordre de la souveraine. « C'est un Allemand, répondait le patriarche de Ferney, je lui souhaite plus d'esprit et moins de consonnes. » Il prouvait ainsi seulement qu'il est difficile à un homme, fût-il le plus spirituel de tous les Français, d'avoir de l'esprit contre un Allemand qui a raison. Mais, quel que fût le mérite intrinsèque de ces publications, elles avaient celui, inappréciable, d'être un commencement et d'ouvrir une voie, dans laquelle la Russie moderne a marché, depuis, à grands pas. Une publication périodique, timidement inaugurée par Novikof avec l'encouragement de Catherine, sous le titre d'*Indicateur des Antiquités russes*, est devenue ainsi plus tard la *Bibliothèque des Antiquités russes*, où les plus précieux monuments du passé national ont été recueillis. Et déjà, du vivant de Catherine, un historien plus indépendant, Tatistchef, faisait son apparition.

Catherine s'est toujours défendue, nous le savons, de toute prétention scientifique personnelle. « Pour moi, écrivait-elle à Grimm, dès qu'il s'agit de science quelconque, je m'enveloppe dans mon manteau d'ignorante, et je me tais. Je trouve cela pour nous autres gouvernants d'une grande commodité. » Elle dépouillait cependant parfois ce manteau, si commode qu'il lui semblât, et plus souvent même qu'on pourrait le souhaiter pour sa réputation. Les années 1783-1785, surtout, nous la montrent emportée par une poursuite impétueuse à travers des domaines généralement réservés aux érudits les plus abstraits. La mort de Lanskoï, en 1784, amène une recrudescence de ces recherches, Catherine leur demandant maintenant de la distraire de son chagrin. Elle s'occupe sérieusement de réunir des matériaux pour un dictionnaire de langues comparées. Elle avait déjà pris du goût pour ce genre d'études étant encore grande-duchesse, et, sous ses auspices, le pasteur de la factorerie anglaise à Pétersbourg, Dumaresc, avait publié un *Comparative Vocabulary of the Eastern Languages*. En 1785, elle se met à correspondre à ce sujet avec Zimmermann ; elle a recours à la

collaboration de Pallas et d'Arndt. Elle fait des extraits de l'ouvrage philologique de Court de Gibelin, publié de 1776 à 1781 en huit gros volumes. Elle s'empare de la pensée de l'auteur qui veut que toutes les langues puissent être ramenées à une origine unique, et la voilà chevauchant cette idée à travers monts et vallées sans souci d'aucun obstacle ni d'aucun précipice. Grimm, qui fut habituellement le premier confident de ses prouesses dans ce genre, a dû avoir des moments où son admiration pour le génie de *sa souveraine*, comme il l'appelait, s'est trouvée soumise à de dures épreuves. Le parler originel auquel il convient selon Catherine de ramener tous les dialectes divergents est, bien entendu, la langue russe ou « slavonne ». Elle n'en voudrait pas d'autre. Puisant à toutes les sources, mettant tout le monde à contribution, s'adressant tour à tour à Nicolaï, le polygraphe berlinois, à La Fayette, à l'abbé Galiani ; demandant au comte Cyrille Razoumofski d'interroger ses paysans ; chargeant son ministre à Constantinople, Boulhakof, de s'adresser aux patriarches d'Antioche et de Jérusalem pour la traduction de deux cent quatre-vingt-six mots russes en langue abyssinienne et éthiopienne, elle multiplie ses trouvailles. En voici des échantillons :

« J'ai ramassé des connaissances en quantité sur les anciens Slavons, et je pourrai dans peu démontrer qu'ils ont donné les noms à la plupart des rivières, montagnes, vallées et cercles et contrées en France, Espagne, Écosse et autres lieux. »

Et quelques semaines plus tard :

« Voici qui est pour vous seul, parce que cela n'est pas assez approfondi : c'est que les Saliens de la loi salique, Chilpéric Ier, Clovis et toute la race de Mérovée était slavonne, de même que tous les rois Vandales d'Espagne. Leurs noms les trahissent et leur marche aussi. »

Ainsi « Ludwig » est un composé de deux racines slavonnes : *lud*, qui veut dire « peuple », et *dwig*, qui veut dire « aller ». « C'est comme qui dirait faire aller les gens, les mettre en mouvement. »

« Ne vous étonnez plus, ajoute Catherine, si les rois de France prêtent serment sur un évangile slavon à leur couronnement à Reims [2]. Chilpéric Ier fut chassé du trône parce qu'il voulut que les Gaulois, qui avaient reçu des

Romains l'*a b c* latin, y ajoutassent trois lettres gréco-slavonnes, nommément th ou *tch*, X, qui se prononce *cher* (*sic*), et ψ, qui se prononce *psi*... Ne montrez ces cahiers ni à Bailly ni à Buffon, ce n'est point leur tiroir, quoiqu'ils aient les premiers indiqué l'existence du peuple que peut-être ils ne se soucient pas de découvrir. »

Tout le reste est de cette force, et, bien que Catherine se défiât des aptitudes que pouvait avoir Buffon pour apprécier ses découvertes, en 1781 déjà, elle lui avait envoyé des médailles en or et des fourrures magnifiques pour le remercier d'avoir cherché dans ses *Époques* à établir *que les arts étaient nés en Sibérie sur les bords de l'Irtich*. Notons qu'ayant reçu les présents de Sa Majesté, l'illustre savant ne se défendit point de les avoir mérités de la façon qu'elle indiquait [3]. Et Catherine de lui écrire aussitôt :

« Les médailles frappées du métal que nous fournissent ces contrées pourront, un jour, servir à constater si les arts ont dégénéré là où ils ont pris naissance. »

À son tour, s'étant aperçu que l'image de la souveraine figurait sur les médailles, Buffon répondait :

« Mon premier mouvement, après le saisissement de la surprise et de l'admiration, a été de porter mes lèvres sur la belle et noble image de la plus grande personne de l'univers... Ensuite, considérant la magnificence de ce don, j'ai pensé que c'était un présent de souverain à souverain, et que, si ce pouvait être de génie à génie, j'étais encore bien au-dessous de cette tête céleste, digne de régir le monde entier. »

On peut ne pas s'étonner que la « tête céleste », ainsi traitée par une des plus grandes illustrations scientifiques de l'Europe, fût portée à s'égarer et à divaguer parfois dans l'atmosphère enivrante de ces coups d'encensoir. L'optimisme de Catherine à l'égard de son peuple et de toutes choses s'y rapportant de près ou de loin la poussait également en dehors de la réalité, dans le domaine du rêve et de l'hallucination. Ses notes sur l'histoire russe, qui ont été publiées dans l'« Interlocuteur » *(Sobiessiednik)*, sont d'une extravagance folle. Elle invente des « rois de Finlande » qui n'ont jamais existé, leur fait épouser des princesses de Novgorod qui n'ont jamais vu le

jour, met le nom de Rourik sur le tout et se félicite d'avoir si bien élucidé les origines de la vieille Moscovie.

La fièvre ethnologique et philologique ne dure d'ailleurs pas chez elle plus que les autres. La Bibliothèque impériale de Pétersbourg conserve toute une collection de manuscrits où l'impératrice a légué à la postérité les fruits de son labeur dans cette branche de la science. Mais un jour, elle a appelé Pallas et lui a confié le soin de continuer son dictionnaire. « Elle-même en avait assez de s'occuper toujours de la même chose. » Vers la fin du règne, son ardeur scientifique décline à vue d'œil et finit par tomber entièrement. Elle a eu des déceptions avec la philosophie et aussi avec les philosophes. Elle avait imaginé des académiciens dissertant tranquillement et avec discrétion sur des sujets intéressants, faisant même des découvertes et établissant des principes, mais sans sortir du domaine de la théorie ; elle apercevait tout à coup des révolutionnaires prétendant appliquer ce qu'ils avaient découvert et se mettant en mesure de bouleverser le monde. Elle s'en chagrina d'abord, s'inquiéta ensuite et finit par se fâcher. En 1795, elle s'aperçut que la Société d'économie de Saint-Pétersbourg lui soutirait 4 000 roubles par an pour des publications « plus bêtes les unes que les autres » ; elle s'emporta, traita le président de la docte assemblée et ses collègues de « fripons » et arrêta les frais. À ce moment, la dépense portée au compte de l'impératrice pour l'entretien de la table d'une des nièces de Patiomkine s'élevait à quelque chose comme 100 000 roubles par an !

Les deux dernières années de la vie de Catherine nous la montrent plongée dans des travaux où, avec le goût de la littérature allemande qui lui est venu sur le tard, semble se retrouver comme la trace de l'origine germanique, dont son esprit paraissait s'être affranchi si entièrement. Elle s'occupe d'une vaste entreprise de « classifications systématiques ». Un jour, elle emploie trois heures à classer les *circonstances ;* le lendemain, elle en fait autant pour les *moyens*. Elle est très éprise de cet ouvrage. Elle en rumine continuellement de nouveaux chapitres. Il lui arrive même, dit-elle, d'en composer en dormant. Il est vrai que depuis 1765 déjà, elle était docteur et *magister* d'arts libéraux de l'université de Wittemberg, qui avait trouvé qu'elle manquait à sa gloire comme Molière manqua à celle de l'Académie française. Heureusement pour sa mémoire, Catherine a eu d'autres titres à l'admiration de la postérité.

Chapitre 2

CATHERINE ÉCRIVAIN - AUTEUR DRAMATIQUE - ROMANCIER - FABULISTE - JOURNALISTE - POÈTE

I. Catherine la plume à la main. — La démangeaison aux doigts. — Une impératrice qui ne sait pas dicter. — La pensée et le style. — Les lettres à Voltaire sont-elles de Catherine ? — La collaboration d'André Chouvalof. — Les lettres de Catherine à Grimm. — Le français de l'impératrice. — La grammaire et l'orthographe. — Un modèle de style descriptif. — II. Les écrits scientifiques de Catherine. — L'Antidote. *— L'abbé Chappe d'Auteroche. — Une histoire des empereurs romains. — III. Les œuvres dramatiques. — Catherine fait la fortune d'un directeur de théâtre. — Caractère général de ses compositions. — Des pièces à thèse. — Guerre aux visionnaires et aux francs-maçons. — L'esprit comique de Catherine. — A-t-elle eu des collaborateurs ? — Novikof. — Les drames historiques de l'impératrice. — Une imitatrice de Shakespeare. — Catherine compositeur d'opéras bouffes. — Le théâtre de l'Ermitage. — Romans et fables. — Essais poétiques. — IV. Catherine rédacteur en chef d'un journal. — Sa polémique avec le* Bourdon *de Novikof. — Un argument décisif. — Le* Bourdon *est supprimé. — État de la presse en Russie. — Liaison passagère de Catherine et de Novikof. — Le journal de la princesse Dachkof. — Collaboration de Catherine. — Polémique avec von Visine. — L'impératrice se fâche. — Un contradicteur docile. — Catherine prend à partie la princesse Dachkof et l'Académie des sciences. — Colère de la princesse Dachkof. — Brouille. — L'impératrice arrête sa collaboration. — Fin du journal. — Idées de Catherine sur l'art d'écrire.*

2.1

Durand a fait certainement une erreur de compte dans l'énumération des choses auxquelles Catherine trouvait du plaisir. Il a oublié un au moins de ses passe-temps favoris : elle aimait à écrire. Nous croyons même qu'elle n'aimait rien autant que cela. Ce n'est pas seulement un goût chez elle, c'est en quelque sorte un besoin, et presque un besoin physique. Il semble que le fait matériel de tenir une plume et de voir devant elle une feuille blanche, où tout à l'heure pourra se promener sa fantaisie, lui procure une sensation agréable, qui n'est pas seulement d'esprit ou d'imagination, et comme un frisson de volupté. Elle dit elle-même, dans une de ses lettres à Grimm, que la vue d'une plume neuve lui donne des démangeaisons aux doigts. Aussi ne dicte-t-elle jamais. « Je ne sais pas dicter », dit-elle. Tout ce qu'elle écrit est écrit de sa main, et que n'écrit-elle pas ? À part sa correspondance politique qui est des plus actives et sa correspondance privée qui, avec les « pancartes » énormes envoyées régulièrement à Grimm, prend des proportions inusitées, à part son travail de signatures, celui des rapports qu'on lui présente et qu'elle bourre de notes marginales, celui de ses compositions dramatiques et autres, elle écrit encore et très souvent pour elle-même, pour la satisfaction qu'elle y trouve personnellement, parfois sans but même et sans raison apparente, sinon celle de calmer la démangeaison dont il est question plus haut. Elle fait dans des vieilles chroniques des extraits se rapportant à la vie et aux actions glorieuses de saint Serge, desquelles on peut imaginer qu'elle ne se soucie pas particulièrement. Elle s'exerce à copier du vieux slave d'Église, dont la pratique ne paraît pas indispensable à l'accomplissement de ses devoirs de souveraine orthodoxe. Elle ne peut lire un livre sans en couvrir les marges avec sa grande écriture vagabonde. Elle rédige des projets de fêtes et des programmes de concerts. À l'encontre de cet homme d'État qui de nos jours ne pensait qu'en parlant, on peut croire d'elle qu'il lui fallait écrire pour penser. Aussi, comme cet autre avec sa parole, il lui arrivait de se griser avec son encre. Sa plume emportait sa pensée et la faisait divaguer. Elle s'en rendait encore compte. Elle écrivait à Grimm :

« J'allais dire que j'écrirai pour vous tant je suis en train de griffonner, mais je me suis aperçue que je suis ici et vous à Paris. Je vous conseille de dicter, car cent fois on m'a donné ce conseil : heureux celui qui peut s'en servir ; pour moi, il me paraît impossible de déraisonner avec la plume d'un autre… Si je disais à un autre ce qui découle de ma plume, *souvent il n'écrirait pas ce que je lui dirais.* »

Comment trouve-t-elle le temps d'écrire tout ce qu'elle écrit ? Elle se lève à six heures du matin pour causer à son aise avec son confident, la plume à la main. Malgré ces habitudes laborieuses, la question reste pour nous à l'état d'énigme. Le 7 mai 1767, l'impératrice en tournée d'inspection se trouve sur la Volga avec un temps « effroyable ». Elle prend ce temps pour écrire une longue lettre à Marmontel, qui vient de lui envoyer son *Bélisaire*. Cela tient du prodige. Notons que, penser et écrire étant pour elle la même chose, et son inaptitude à faire précéder le travail manuel de rédaction d'un travail intellectuel qui en fixerait le sens étant complète, elle se reprend généralement à plusieurs fois pour composer les écrits auxquels elle attache de l'importance. Nous possédons ainsi deux brouillons d'une lettre adressée par elle en 1768 à l'Académie de Berlin, qui lui avait offert le titre de membre honoraire. Elle en fait quelquefois davantage, car elle n'aime pas les ratures. Si l'expression ou la phrase qui se sont rencontrées sous sa plume ne lui conviennent pas, elle jette la feuille — une feuille de grand format habituellement, dorée sur tranche — et recommence.

Comment écrit-elle ? Que vaut son style et son talent d'écrivain ? L'abbé Maury a trouvé ses lettres à Voltaire mieux faites que les réponses du maître. En admettant la justesse de cette appréciation, encore faudrait-il tenir compte des circonstances. On connaît la réponse de madame Sand à ce brillant causeur qui, la rencontrant dans un salon, trahissait trop indiscrètement sa déception :

« Vous venez ici pour travailler, monsieur ; j'y viens pour me reposer. »

Sa correspondance avec Catherine était sans doute autre chose encore qu'un délassement pour le patriarche de Ferney ; il est certain néanmoins qu'il n'y cherchait pas principalement une occasion de briller. Catherine, elle, y voyait un moyen de consacrer la réputation de génie universel que Voltaire et ses autres amis de l'Occident étaient en train de lui créer. Par-

dessus l'épaule de Voltaire, ses lettres s'adressaient à l'Europe entière. Mais il y a autre chose. Les lettres de Catherine ont-elles été écrites par elle ? La question a été posée déjà et discutée contradictoirement. Elle a été tranchée ainsi qu'il suit par un fin connaisseur :

« De toutes les lettres de Catherine II qu'on lit dans la correspondance de Voltaire, je suis certain qu'il n'y en a pas une qui ait été écrite par cette princesse. Il faudrait n'en avoir jamais vu d'autres pour croire que celles-ci sont son ouvrage. La langue française était peu familière à Catherine ; elle devait la parler avec une incorrection moins sensible dans sa bouche que sous sa plume, mais qui pourtant devait être grande, si j'en juge par les lettres écrites de la main de cette princesse que j'ai lues. Fautes d'orthographe, fautes de grammaire, impropriété d'expression, tout s'y trouve, excepté l'esprit, la raison et le style qu'on admire dans les lettres qu'on donne pour avoir été écrites par Catherine à Voltaire. J'ai particulièrement eu l'occasion de faire cette observation en lisant les instructions que l'impératrice de Russie avait écrites de sa main pour le comte d'Artois (depuis Charles X), lorsque ce prince fit le voyage de Pétersbourg. Catherine indiquait dans ces instructions le moyen d'étouffer à leur naissance les germes de la Révolution qui venait d'éclater en France. Le fond de ces instructions n'était pas moins absurde que barbare. L'incorrection du style n'en était que le moindre défaut [1]. »

On s'est demandé cependant qui, à la cour de Catherine, aurait pu la suppléer et tenir la plume dans ce commerce épistolaire, qui excita tant de curiosité. La réponse a été faite : elle a désigné André Chouvalof, l'auteur de la fameuse *Épître à Ninon*, qui fut attribuée à Voltaire lui-même, l'élève, le correspondant et l'ami du patriarche de Ferney, un des Russes qui ont su le mieux s'approprier le génie de la langue française. Catherine ne pouvait mieux s'adresser. Plus tard, elle eut de même recours à Chrapowiçki pour sa correspondance en russe. Catherine n'a pas écrit ou du moins n'a pas écrit seule les lettres à Voltaire. Pour juger de son style, de son esprit comme aussi des souvenirs que lui avaient laissés les leçons de mademoiselle Cardel, il faut s'adresser ailleurs. Il faut, croyons-nous, consulter surtout sa correspondance avec Grimm. Là, c'est bien elle qui tient la plume. On peut même dire qu'elle est là tout entière, avec ce qu'elle sait d'orthographe, de grammaire et de syntaxe, comme aussi avec le courant habituel de ses idées,

le tour ordinaire de sa pensée, sa façon de comprendre, d'apprécier, de sentir les choses, son esprit, son caractère, son tempérament, toute sa personne intime enfin. On a parlé, à propos de cette correspondance, des lettres de madame de Sévigné. Le rapprochement est peut-être trop ambitieux. Un écrivain russe en a récemment établi un autre infiniment plus juste, et indiqué un modèle, dont, avec beaucoup plus de probabilité, Catherine a pu et même dû s'inspirer. Sa correspondance avec Grimm apparaît, comme en une ébauche, dans celle de sa mère avec M. de Pouilly, publiée par M. Bilbassov.

Catherine sait-elle bien le français, à en juger par ce qu'elle montre ainsi de son savoir ? Les incorrections fréquentes que l'on rencontre sous sa plume et qui, accidentellement, aboutissent au contresens ou au non-sens ne doivent pas servir d'argument décisif à cet égard. Elles tiennent à sa façon d'écrire en général, qui tient, elle, au sans-façon général de ses allures. Elle n'a aucune préoccupation de la forme. L'appropriation exacte du mot à la pensée, la concordance des termes employés ne l'inquiètent guère. L'incohérence n'est pas pour l'effrayer. Elle dit qu'« elle a un mal de tête qui ne se mouche pas du pied ». Elle dit que « cinquième roue au carrosse ne saurait rien gâter à l'omelette ». On a trouvé dans les ressauts de son style des souvenirs de Montaigne. On a cité cette phrase d'une de ses lettres à Grimm : « Ma visière à la minute passe comme une fusée et s'enfuit dans l'avenir quelquefois ne voyant qu'un trait caractéristique. » Au fond, le français semble bien, des trois langues dont elle se sert constamment, celle qui lui est la plus familière, l'outil qu'elle a le mieux en main. Elle en use avec aisance ; elle en abuse même, prenant avec la grammaire et avec la syntaxe toute espèce de privautés, inventant des tours de phrase, composant des mots. Elle écrit : *girouetterie, toupillage, pancarter, souffre-douleurien.* Parlant de l'édition des œuvres de « son maître » publiée par Beaumarchais, elle dit que c'est du Voltaire *figaroisé.* Une de ses lettres au comte Kayserling, en date du 25 septembre 1762, contient cette phrase : « Je vous écris en français, mais, si cela vous gêne, je vous écrirai à l'avenir dans un aussi mauvais allemand que j'ai coutume de parler. » Son allemand, dit un critique moderne, rappelle celui de « Frau Rath », la mère de Goethe, avec ses tournures surannées, ses fautes grammaticales et ses vulgarités d'expression, où (c'est M. Hillebrand qui l'affirme) on aperçoit cependant un

très juste sentiment de la langue. Elle-même fait valoir ainsi qu'il suit sa supériorité dans la pratique de l'idiome dont son maître Voltaire lui a fait apprécier la beauté : « Remarquez s'il vous plaît, écrit-elle à la princesse Tcherkasskoï, que, quoique j'écrie (*sic*) moins bien que vous, j'observe ortographie (*sic*) mieux cependant. » On devine ce que peut être l'*ortographie* de la princesse. Vers la seconde moitié de son règne, Catherine commence à négliger et le français et l'allemand pour le russe. Elle fait alors cette réflexion : « Ce que j'écris est toujours fort gauche quand cela est imprimé en autre langue qu'en russe. » Mais en 1768 encore, son vocabulaire slave de fraîche acquisition se montre surchargé de mots français grossièrement russifiés, qui rappellent la façon de démarquer la langue française dont sont coutumiers aujourd'hui les écrivains et surtout les journalistes allemands.

Que ce soit en français, en allemand ou en russe, son style a toujours un défaut : il est incorrect, heurté et décousu ; presque toujours aussi on y trouve une qualité : la clarté. Mais pour cela il faut que la plume de Catherine ne soit guidée par personne, si ce n'est pas par André Chouvalof ou Chrapowiçki. Quand le reste de l'entourage s'en mêle, s'il s'agit par exemple d'une lettre officielle, dont le texte a été arrêté en conseil, la collaboration aboutit fréquemment à un galimatias à peu près incompréhensible.

« Il y a dans son style, a écrit le prince de Ligne, plus de clarté que de légèreté ; ses ouvrages sérieux sont profonds, mais les petites nuances, le charme des détails, le coloris n'étaient pas son fort. » Le prince de Ligne était bon juge ; il aurait cependant eu une surprise — on en a souvent avec des femmes même moins bien douées — en lisant ce passage d'une lettre à Grimm (Catherine est à Kolomiensskoïe, une résidence d'été voisine de Moscou, et elle s'est assise auprès d'une fenêtre ouverte, pour écrire à son « souffre-douleur ») :

« Mais le moyen d'écrire ? Ne voilà-t-il pas Tom Anderson qui demande à être couvert ; il s'est placé vis-à-vis de moi sur un fauteuil ; j'ai le bras gauche et lui la patte droite appuyée sur une croisée ouverte qu'on pourrait prendre pour une porte d'église, si elle n'était au troisième étage. De cette croisée, sir Anderson considère *primo* la rivière de Moscou qui serpente et

fait à la portée de la vue une vingtaine de coudes ; il est inquiet, il aboie : c'est un vaisseau qui remonte la rivière ; non, non, c'est, outre le vaisseau, une vingtaine de chevaux qui passent la rivière à la nage pour aller paître sur les prés verts et couverts de fleurs qui forment l'autre côté du rivage et qui s'étendent jusqu'à une hauteur couverte de terres fraîchement labourées et qui appartiennent aux trois villages qui sont devant mes yeux. À gauche est un petit couvent bâti en briques, entouré d'un petit bois, et puis des coudes de la rivière et des maisons de campagne qui s'étendent jusqu'à la capitale qu'on voit dans le lointain. La droite offre à la contemplation de M. Tom Anderson des hauteurs couvertes de bois épais, entre lesquels on voit des clochers, des églises de pierre et de la neige aussi dans les creux des hauteurs. M. Anderson est fatigué de considérer une aussi belle vue, apparemment, car le voilà qui s'emmaillote dans sa couverture et va dormir… »

Catherine a aussi parfois des trouvailles en fait d'expressions ou d'images, traduisant sa pensée avec un trait pittoresque ou énergique. Se refusant à l'évacuation de la Crimée que la pusillanimité de Patiomkine lui conseille en 1788, et en quête d'arguments pour justifier sa décision, elle écrit : « Un homme, qui est en selle, en descend-il pour saisir la queue du cheval ? » Ses lettres, ses lettres à Grimm surtout, sont remplies, en même temps, de mots et de tournures de phrases ou la bonhomie, le sans-façon, le laisser-aller de la pensée et du langage vont jusqu'au débraillé et tombent accidentellement dans la grossièreté. Elle ne se contente pas d'entremêler son français incorrect de mots et de phrases allemandes ou italiennes, elle écrit souvent en argot. Elle met *sti-là* pour « celui-là », *ma* pour « mais ». Il est probable qu'elle parle de cette façon. Elle ne déteste pas une certaine trivialité. Nous ne nous risquerions pas à reproduire ici les gauloiseries — sont-ce bien des gauloiseries ? — qui lui échappent parfois, quand elle est en veine de plaisanterie familière, et nous serions assuré de fatiguer ou même d'écœurer nos lecteurs avec les calembredaines dont elle égaye à tout propos sa conversation épistolaire.

Il est vrai que c'est là son style de petite tenue, son langage d'aparté. Voyons maintenant son style d'auteur, sa façon d'écrire pour le public.

2.2

Nous avons parlé déjà de ses ouvrages scientifiques. Un seul d'entre eux a été publié : *L'Antidote, ou Examen du mauvais livre intitulé : Voyage en Sibérie*. C'est la réfutation de l'œuvre trop sincère de Chappe d'Auteroche. Le savant abbé, membre de l'Académie des sciences de Paris, était venu en Russie en 1761 sur l'invitation de l'Académie des sciences de Pétersbourg pour observer un passage de Vénus devant le soleil, annoncé pour cette année. (Un autre devait avoir lieu en 1769.) Élisabeth régnait encore. Elle fit bon accueil au voyageur et lui donna 1 000 roubles pour sa route ; elle ne put faire que la Sibérie ne produisît sur son esprit une impression assez triste. À ses observations astronomiques il en ajouta d'autres, ayant pour objet l'aspect extérieur, les mœurs et les lois des pays qu'il avait traversés, et publia le tout en trois *in-quarto* avec planches et cartes géographiques, qui parurent à Paris en 1768. L'ouvrage souleva en Russie une vive indignation, semblable à celle qui accueillit, en 1839, la *Russie* du marquis de Custine, et Catherine songea aussitôt à se faire l'interprète du sentiment national blessé au vif. Elle commença par envoyer à son académie l'ordre de découvrir et de signaler les erreurs astronomiques que ce méchant homme, qui disait du mal de la Russie et de son gouvernement, ne pouvait avoir manqué de commettre dans son livre. C'était mettre les savants de Pétersbourg dans un cruel embarras. Ne voyant rien venir de ce côté, Catherine jugea que ses académiciens étaient des sots, ne se fit pas faute d'exprimer tout haut son opinion à cet égard, et prit elle-même la plume, pour dire son fait à l'abbé. Une fois partie, elle ne sut plus s'arrêter. Les grandes feuilles à tranches dorées s'entassèrent par monceaux. La souveraine laissait de côté, bien entendu, l'astronomie de Chappe ; elle s'en prenait à ce qui la touchait de plus près, à la partie statistique, politique et historique de l'œuvre. Chappe n'avait-il pas osé écrire que la Sibérie était un pays dépourvu de végétation ! Elle envoya à Voltaire des noix de cèdres sibériens pour prouver le contraire. Elle admit pour certain que cette publication était un coup monté par le duc de Choiseul pour la déconsidérer, elle et son empire. Aussi aurait-elle voulu trouver un écrivain français qui se chargeât de la riposte. Hélas ! Falconet et

Diderot se mettaient inutilement en quête. La princesse Dachkof seule s'offrit pour prêter main-forte à son amie. Le fruit de leurs réflexions communes passait sous la plume alerte de l'impératrice. Mais, ainsi mise en train, la réfutation menaça de devenir trois fois plus volumineuse que l'œuvre elle-même, dont il s'agissait de dénoncer la sottise et l'infamie. Deux premières parties parurent dans une édition superbe, annonçant une suite, dont on ne pouvait prévoir la fin. Subitement, à son ordinaire, Catherine se lassa. La guerre turque et la révolte de Pougatchef étaient d'ailleurs survenues. En 1773, elle annonça à son amie, madame de Bielke, qu'il n'y aurait pas de suite, *parce que l'auteur avait été tué par les Turcs*. Et il ne fut plus question de l'abbé Chappe ni de son livre. Catherine ne se reconnut d'ailleurs jamais pour l'auteur de *L'Antidote*. La paternité en fut attribuée à divers personnages, entre autres à un comte Pouchkine, qui, au témoignage de Sabatier de Cabre, ne soupçonna même pas, de son vivant, l'existence de l'abbé Chappe et moins encore celle de ses écrits. Le manuscrit original n'a d'ailleurs pas été retrouvé. Celui qui se trouve à Saint-Pétersbourg, aux archives d'État, est de la main du secrétaire d'État G. V. Koznitski. On a découvert cependant quelques fragments autographes, qui semblent ne permettre aucun doute sur l'origine illustre de l'ouvrage. Quant à sa valeur, celle-ci n'a jamais, croyons-nous, fait l'objet d'une contestation sérieuse : c'est un libelle assez médiocre. La réputation de Chappe n'a pas à en souffrir devant la postérité. Il avait introduit dans son livre un certain nombre d'assertions hasardées ou même controuvées directement, mais en y associant un grand nombre de vérités qui défiaient toute contradiction. Et c'est à contredire ces dernières que s'est surtout attachée Catherine. Elle y a fait preuve de beaucoup de véhémence [2].

Thiébault parle dans ses Mémoires d'un autre ouvrage scientifique composé par la tsarine, dont un personnage russe, qu'il ne nomme pas, lui aurait apporté le manuscrit, pendant son séjour à Berlin, en le chargeant de le faire imprimer « en breloque », à cinquante exemplaires seulement, et dans le plus grand mystère. C'était une *Histoire des empereurs romains*. Voici les détails qui nous sont donnés sur sa composition : « Ce que l'ouvrage contenait se réduisait à nous dire,… presque en une seule phrase : qu'untel fut assassiné par untel, que tel autre assassina à son tour, etc. Cette liste d'assassinats commis pour occuper le trône impérial était devenue…

l'ouvrage le plus étonnant, le plus original et le plus hardi aussi bien que le plus court que l'on pût imaginer. » Thiébault ne s'explique pas autrement à ce sujet, et nous n'en savons pas davantage.

2.3

C'est dans les œuvres écrites pour la scène que la plume de Catherine s'est montrée la plus féconde. Elle a fait de tout, en matière de littérature, mais surtout du théâtre.

« Vous me demandez, écrit-elle à Grimm, pourquoi je fais tant de comédies. Je vous répondrai, comme M. Pincé [3], par trois raisons : *primo* parce que cela m'amuse ; *secundo* parce que je voudrais relever le théâtre national, qui, faute de pièces nouvelles, se trouvait un peu négligé, et *tertio* parce qu'il était bon d'étriller un peu les visionnaires qui commençaient à lever le nez. *Le Trompeur* et *Le Trompé* ont eu un prodigieux succès… Ce qu'il y a de plus plaisant, c'est qu'à la première représentation on a demandé l'auteur, qui… a gardé le plus parfait incognito, malgré son énorme succès. Chacune de ces pièces a rapporté à Moscou 10 000 roubles, dans trois représentations, à l'entrepreneur. »

Il n'est pas besoin, on le voit, d'être un auteur joué à Paris pour se faire de l'accueil que l'on rencontre auprès du public une idée très avantageuse, et le diadème impérial n'en défend pas les autocratrices.

Dans *Le Trompeur* et *Le Trompé*, Catherine a prétendu mettre en scène Cagliostro et ses dupes. La plupart de ses pièces ont été ainsi des œuvres de polémique ou de satire, philosophique, sociale, religieuse. Elle y a fait, bravement, le procès aux idées, aux tendances, aux mœurs, aux personnes mêmes qui lui déplaisaient ou qui la gênaient. On peut dire aussi qu'elle a mis là, comme écrivain, le meilleur de son inspiration. Elle n'a eu cependant, à aucun degré, le sens du théâtre. L'élément dramatique proprement dit est absent de ses comédies comme de ses drames. Ni art de la composition, ni

science de l'effet, ni faculté créatrice ; pas un type au milieu de tous ses personnages ; mais çà et là des traits pris sur le vif dans les mœurs du pays, du sel, de la bonne humeur, un don réel d'observation. Comme tendance générale, l'esprit de Voltaire, corrigé par le respect de certains sentiments, du sentiment religieux, entre autres, qu'elle ne saurait trop ménager dans le milieu où elle est placée. Comme objectif principal, la lutte contre le courant mystique, qui commence à pénétrer les couches supérieures de la société, et trouve dans les penchants naturels de l'âme russe un élément des plus favorables à sa propagation. La franc-maçonnerie et le *martinisme* ont le plus souvent maille à partir avec elle. Un jour, elle assimile les francs-maçons à la secte sibérienne des *Chamanes*, qu'elle cherche à rendre ridicules et odieux, en les accusant d'extorquer de l'argent aux pauvres d'esprit dont ils exploitent la crédulité. C'est le thème de *Chamane Sibirski (Chamane de Sibérie)*, pièce dont un article de l'*Encyclopédie* (le théosophe) lui a fourni le canevas ; c'est encore celui d'*Obmanchtchik (Le Trompeur)* et d'*Obolchtchenie (L'Illusion)*. Mais elle s'attaque aussi, occasionnellement, à d'autres erreurs et à d'autres ridicules. Un des personnages de *Ô Vremia !* (pièce traduite en français sous ce titre : *Ô temps ! ô mœurs !*), madame Hanjahina, est en train d'accomplir devant une image sainte cinquante génuflexions, qui lui ont été commandées par sa ferveur orthodoxe. Entre un paysan, qui, après avoir baisé les pieds de la dame, met un papier entre ses mains. Comment ose-t-il la troubler en un pareil moment ? « Va-t'en, démon, suppôt de l'enfer ! lui crie-t-elle. Crains la colère de Dieu et la mienne. » Elle jette cependant les yeux sur le papier : c'est une supplique, et le suppliant est un amoureux, qui veut se marier, et qui, en sa qualité de serf, a besoin de l'autorisation de sa maîtresse pour le faire. A-t-on l'idée de venir importuner avec des demandes pareilles une propriétaire de serfs qui fait ses dévotions ! Madame Hanjahina met le malencontreux quémandeur à la porte et revient à ses génuflexions. Mais elle en a perdu le compte. Faut-il recommencer ? Elle recommencera, mais auparavant elle appelle ses gens pour ordonner qu'on donne cinquante fois cinquante coups de bâton à ce paysan que Satan en personne a dû lui envoyer et qui ne se mariera jamais, bien entendu, elle vivant et continuant à vénérer les saintes images.

Catherine s'est honorée en écrivant cette scène, où il y a, en plus, de l'esprit comique et du meilleur. On a cru pouvoir affirmer que cet esprit,

comme aussi l'inspiration, habituellement élevée et généreuse, qui anime les comédies données par l'impératrice au théâtre national, ne venaient pas d'elle. En en faisant la comparaison avec quelques-uns de ses autres écrits, antérieurs ou postérieurs à l'époque qui fut celle de l'apparition d'*Ô Vremia !*, avec la satire si lourde, par exemple, de ses *Mélanges (Vsiakaïa vsiatchina)*, on est arrivé à admettre que, pour dire si bien et de si bonnes choses à un moment, et pour en dire si mal de très médiocres à un autre moment, il a fallu que Catherine ne fût pas seule à écrire ses comédies. On a désigné Novikof. La grande période d'activité dramatique de l'impératrice correspond, en effet, au temps de sa liaison avec cet homme de valeur et de sa collaboration aux publications périodiques dirigées par lui. Les idées développées dans ses comédies sont bien celles de Novikof. Le talent qu'on y voit est-il aussi le sien ? Le doute reste permis. Avant le rapprochement qui se fit entre Catherine et lui (au moment même où elle interdisait la publication de son *Bourdon — Troutègne*), Catherine n'écrivait pas de comédies. Elle n'en écrivit pas davantage après sa brouille avec l'illustre publiciste. Elle travailla encore pour la scène, mais dans un autre genre et avec un bien moindre succès. Les grands drames historiques qu'elle se plut à faire représenter alors sont intéressants pour l'étude de ses idées, mais ce ne sont pas, à proprement parler, des pièces. On dirait plutôt des thèses historiques et politiques, dont l'objet est de mettre en évidence l'importance du rôle joué sur cette terre par les princes, conducteurs d'hommes. Les princes, comme l'auteur les comprend, ont tous les droits et tous les pouvoirs, y compris celui de changer à volonté les idées, les coutumes et jusqu'aux mœurs de leurs sujets. Ils sont, alors même qu'ils s'appellent Rourik ou Oleg, une manière de philosophes, planant à une hauteur énorme au-dessus de la masse stupide du peuple. Ce peuple, Catherine le conçoit comme une réunion d'enfants point méchants, mais naïfs, bêtes et insubordonnés, ayant besoin, par conséquent, d'être conduits et gouvernés par une main ferme. Elle se montre d'ailleurs pleine de sympathie pour ces êtres inférieurs. Elle s'intéresse à leurs façons de vivre et de parler, à leurs croyances, à leur poésie. Elle met volontiers en scène leur rusticité pittoresque, leurs danses et leurs chants. D'autre part, les êtres supérieurs appelés à régenter ceux-là, les souverains dont elle s'attache à décrire la figure idéale, sont doux, miséricordieux, aisément accessibles, aimant la vérité, indulgents, quoique sévères à réprimer le mal. Les deux termes de ce

parallélisme imaginaire ne s'accordent pas toujours très bien ensemble, mais elle ne s'en inquiète pas, comme à l'ordinaire. Elle fait aussi triompher, dans cet ordre de compositions, son optimisme invariable, qui ne recule devant aucune invraisemblance. Au premier acte d'*Oleg*, le héros du drame jette les fondements de Moscou ; au second, il marie et établit sur le trône de Kiev son pupille Igor ; au troisième, il fait son entrée à Constantinople, où l'empereur Léon, forcé d'accepter une trêve, le reçoit magnifiquement ; le dernier acte nous le montre assistant à une représentation des jeux Olympiques et suspendant son bouclier à une colonne pour attester son séjour dans la capitale de l'empire d'Orient. Cette façon de faire de l'histoire et de l'art dramatique ne laisse pas de ressembler un peu à celle dont les Parisiens d'aujourd'hui trouvaient naguère des échantillons dans les spectacles de l'Hippodrome ; bravement, cependant, Catherine met en sous-titre : *Imitation de Shakespeare*. Faut-il lui en vouloir ? Elle n'y entend pas malice, vraiment, et il y a dans son *Oleg* un souffle patriotique qui est fait pour racheter beaucoup d'erreurs. Par contre, son *Héros de malheur*, dont nous avons déjà parlé, écrit et représenté en 1789 à l'occasion de la guerre de Suède, n'est vraiment qu'une ineptie. La musique de Martini ne suffisait sans doute pas à masquer l'indigence et la platitude de cette composition burlesque, dont Catherine a puisé l'idée dans un conte populaire *(Fiflouga-Bohatyr)*.

Mais nous avons d'autant plus raison de nous montrer indulgents que l'impératrice n'attacha elle-même jamais une très grande importance à ces essais plus ou moins heureux. Nous avons vu le ton dégagé dont elle usait en général pour parler de ses écrits. Ses comédies et ses drames étaient admirables à ses yeux, comme tout ce qu'elle faisait, pendant qu'elle était en train de les faire. L'œuvre achevée, et passée l'excitation dans laquelle son travail de composition l'avait mise, elle retrouvait la sûreté de son jugement et la fermeté de son bon sens pour apprécier à leur valeur ces fruits cueillis par elle dans un jardin qu'elle sentait bien ne pas faire partie de son domaine naturel. Elle acceptait, sans s'en formaliser, les critiques que Grimm se hasardait à lui adresser. Elle écrivait :

« Eh bien, ces œuvres dramatiques, les voilà pulvérisées, n'est-ce pas ? Point du tout. Je soutiens que cela est toujours bon là où il n'y en a pas de meilleures, et, puisqu'on y a couru, qu'on y a ri, et qu'elles ont fait l'effet

d'arrêter l'effervescence sectaire, ce sont des pièces qui, malgré leurs défauts, ont eu le succès à elles désirable. En fera de meilleures qui pourra, et, quand celui-ci sera trouvé, nous n'en ferons plus, mais nous nous amuserons des siennes. »

D'après une opinion qui semble fondée, Catherine a écrit en allemand la plupart de ses pièces. Cela est à peu près certain pour *Le Héros de malheur*. Pour les pièces qu'elle voulait faire paraître en russe, elle trouvait ainsi plus facilement des traducteurs. Derjavine s'y employa fréquemment. Pour celles qu'elle faisait jouer en français sur son théâtre de l'Ermitage, elle évitait l'écueil d'une production personnelle trop incorrecte. Leclerc, un médecin français attaché à la personne du *hetman* des Cosaques, Razoumofski, a traduit sa comédie *Ô Vremia !* La Société parisienne des bibliophiles a publié la version française, en 1826, à trente exemplaires seulement. La collection connue sous le nom de « Théâtre de l'Ermitage » contient six compositions dramatiques de Catherine, à côté d'un grand nombre d'autres, dues à la plume du comte Chouvalof, du comte Cobenzl, du prince de Ligne, du comte Strogonof, du favori Mamonof et de D'Estat, un Français attaché au cabinet de l'impératrice. La Bibliothèque nationale à Paris possède un recueil datant de 1772, qui comprend trois comédies attribuées à l'impératrice et publiées en langue russe [4].

Catherine a aussi fait du roman, paraît-il. Dans le troisième volume de son *Histoire de la littérature allemande*, Kurtz met la souveraine au nombre des écrivains allemands du XVIIIe siècle, comme auteur d'un roman oriental, *Obidach*, qu'elle aurait écrit en 1786. Il lui attribue plusieurs autres ouvrages également composés dans sa langue maternelle, dont il ne mentionne cependant pas les titres [8].

Nous possédons encore des échantillons du savoir-faire de l'impératrice comme fabuliste. En composant pour ses petits-fils un des contes dont Grimm a donné la primeur, en 1790, aux lecteurs de sa *Correspondance*, Catherine s'est, il est vrai, trompée d'adresse. Le *Tsarevitch Chlore* aussi bien que son cousin le *Tsarevitch Febei* sont des contes philosophiques dans la manière de Voltaire, avec des tournures allégoriques, des intentions moralisatrices et des prétentions scientifiques absolument inaccessibles pour des intelligences enfantines. Catherine eut pourtant ce que nous appellerions

la *science de l'enfant*, l'art de se mettre à la portée des imaginations jeunes, fraîches et naïves ; elle eut aussi l'amour de l'enfance. Mais, la plume à la main, il lui arrivait d'oublier ce qu'elle savait le mieux. Elle n'a pas fait preuve, d'autre part, dans ces compositions, d'une grande fertilité d'invention, ni d'un tour d'esprit très ingénieux, ni d'une inspiration originale. lle a démarqué une fois de plus les idées du voisin, celles de Jean-Jacques et de Locke, cette fois.

Enfin, Catherine fut poète à ses heures. C'est un goût qui lui est venu sur le tard. « Imaginez-vous, écrit-elle en 1787 à Grimm, que sur ma galère, en voyageant sur le Borysthène, il (le comte de Ségur) a voulu m'apprendre à faire des vers. J'ai rimaillé pendant quatre jours, *ma* il faut employer trop de temps à cela, et j'ai commencé trop tard. » Pourtant, l'année d'avant, elle avait déjà demandé à Chrapowiçki de lui envoyer un dictionnaire de rimes russes, s'il en existait.

Nous ignorons le succès qu'ont eu à cet égard les recherches de son secrétaire, mais à partir de 1788 nous voyons la souveraine *rimaillant* assez souvent soit en russe, soit en français. En août 1788, elle écrit des vers burlesques sur le roi de Suède, tout en composant une comédie française : *Les Voyages de madame Bontemps*, qu'elle se propose de faire jouer, en surprise, dans les appartements du favori Mamonof pour le jour de sa fête. En janvier 1789, elle envoie à Chrapowiçki deux quatrains russes sur la prise d'Otchakof. L'un d'eux est même assez remarquable par la vigueur de la pensée et l'énergie de quelques expressions. Quant à la forme poétique, elle échappe à notre appréciation. Voici un quatrain français, sans date, qui permettra au lecteur de se faire une idée personnelle des aptitudes de Catherine pour ce genre de production littéraire. C'est une épitaphe composée par elle, à l'occasion de la mort du comte I.-I. Chouvalof, qui, depuis 1777, remplissait auprès de la souveraine le poste de grand chambellan.

SI GÎT

MONSEIGNEUR LE GRAND CHAMBELLAN

À CENT ANS BLANC COMME MILAN ;

LE VOILÀ QUI FAIT LA MOUE

VIVANT IL GRATTAIT LA JOUE.

On ne nous en demandera sans doute pas davantage.

Catherine s'est occupée aussi de traduire *L'Iliade*. On a conservé dans les archives de l'Empire trois feuilles d'essais qui sont de sa main. On voit qu'elle a entrepris beaucoup de choses.

2.4

Il lui aurait manqué de ne pas être un peu journaliste à une époque où le journal commençait à jouer un rôle dans le monde. Elle l'a été plus qu'un peu : elle ne savait pas faire les choses à demi. Il est aujourd'hui établi qu'elle a non seulement collaboré au journal de Piekarski, qui commença à être publié en 1769, sous le titre à peu près intraduisible de *Vsiakaïa vsiatchina (Pot-pourri, Mélanges)*, mais qu'elle y a tenu l'emploi de rédacteur en chef. L'objectif principal de ce journal, au moment où il fait son apparition, est de combattre le *Bourdon* de Novikof. Le *Bourdon* fait la critique de divers côtés assurément critiquables dans l'organisation de la société russe contemporaine. L'esprit sceptique et un peu chagrin du rédacteur se reflète dans les articles qu'on y publie. On s'y attaque principalement à la vénalité universelle des employés du gouvernement. Catherine riposte sur un ton de moquerie enjouée. Faut-il pleurer sur toutes choses et voir tout en noir ? Elle veut qu'on soit gai et qu'on prenne la vie gaiement. La vénalité est sans doute chose vilaine et détestable, mais les malheureux employés ont tant de tentations ! Faut-il les condamner sans admission de circonstances atténuantes ? Faut-il, en général, être si exigeant et demander à l'humanité une perfection qu'elle ne saurait atteindre ? « Nous voulons marcher sur terre, fait dire Catherine à son journal, et non pas planer dans les airs, encore moins grimper jusqu'au ciel. » « De plus, ajoute-t-elle, nous n'aimons pas les écrits mélancoliques. » Novikof, on s'en doute, trouve de quoi répliquer. Mais Catherine a en réserve un argument

absolument sans réplique : un beau jour elle impose silence à son adversaire — en le supprimant. La publication du *Bourdon* est interdite en 1770.

Par une rencontre bizarre, c'est à ce moment que commencent, entre l'impérieuse souveraine et le journaliste ainsi réduit au silence, des relations qui prennent bientôt le caractère d'une grande intimité et aboutissent à une véritable communion d'idées et d'efforts mis au service de la chose publique. Catherine adopte Novikof pour son éditeur et lui confie des écrits historiques de sa composition. Elle l'autorise bientôt à publier un nouveau journal qui commence à paraître sous le titre de *Le Peintre (Jivopiissietz)*, et elle y collabore elle-même. Un échange de vues et d'influences s'établit entre ces deux êtres qui paraissaient si peu faits pour se comprendre. Novikof en vient à admettre avec l'impératrice que la critique acerbe, la satire impitoyable, l'acrimonie et la colère ne sont pas les meilleurs agents de moralisation à employer ; qu'il est préférable de chercher à amender les mœurs de son pays d'une manière plus douce, non par l'ennui des leçons sévères, mais par l'attrait des bons exemples. Il renonce à ses procédés de polémique mordante et hargneuse. Catherine, de son côté, écrit, au cours de l'année 1772, ses comédies de *Le Jour de nom de madame Vortchalkina* et *Ô temps ! ô mœurs !* qui portent visiblement la marque des idées chères à Novikof. Elle y ridiculise la francomanie et, quoique avec plus de réserve, se met à la suite de son nouvel ami pour mettre en lumière la condition lamentable du paysan russe.

Cette association bizarre n'est pas, on le devine, faite pour durer. L'impératrice ne tarde pas à juger que son collaborateur va trop loin dans la défense des principes communs et surtout dans la défense du serf attaché à la glèbe. En 1775, Novikof se trouve soupçonné d'affiliation au franc-maçonnisme, qui commence à faire en Russie de nombreux prosélytes. Dès lors, la rupture est consommée. La publication du nouveau journal est interdite à son tour, et ce n'est que le commencement d'une suite d'hostilités qui conduiront un jour l'infortuné publiciste à la prison de Schlüsselbourg.

Un temps d'arrêt se produit à ce moment dans le mouvement naissant de la presse russe. En 1779 seulement commence à paraître *Le Messager de Saint-Pétersbourg*. Il a une carrière de deux années et demie, et partage le sort de ses prédécesseurs. Mais, en 1783, *L'Interlocuteur des amis de la*

langue russe vient prendre la place des disparus, avec un éclat et une autorité sans précédents. Le journal s'imprime à l'Académie des sciences, sous la direction de la princesse Dachkof qui préside aux destinées de cet établissement. On sait bientôt que l'impératrice prend part à la rédaction, examine les manuscrits envoyés et envoie elle-même de la copie. C'est ainsi que voient le jour les *Byli i Niebylitsi (Réalités et Fictions)*, un des plus curieux écrits de Catherine. C'est une série d'articles sans suite, liés seulement par l'inspiration générale, qui est celle d'un gai persiflage appliqué aux mœurs contemporaines avec des intentions moralisatrices. Catherine y révèle une connaissance singulièrement approfondie de la vie intime des classes inférieures, puisée sans doute dans son intimité avec la foule des parvenus sortis des rangs du peuple, ou à peu près, dont elle s'est entourée. Elle y montre en même temps une expansion de bonne humeur, une fraîcheur d'idées et de sensations qui étonne chez une personne de son âge : elle a plus de cinquante ans ! Mais aussi cette collaboration à *L'Interlocuteur* correspond-elle à l'époque la plus heureuse de sa vie : c'est celle de l'annexion pacifique de la Crimée et celle de la faveur de Lanskoï. Il y a eu alors, autour de Catherine, comme une irradiation passagère de toutes ses splendeurs, de toutes ses prospérités et de toutes ses joies. Tout lui souriait, tout lui réussissait, tout se mettait en fête devant ses yeux. Voici le début de ces articles :

« Avant-propos. Grande félicité ! Une voie s'ouvre pour moi et pour mes compagnons ayant contracté la maladie de noircir du papier avec une plume trempée dans de l'encre. *L'Interlocuteur* s'imprime ! Écrivez, envoyez, et vous serez imprimé. J'en suis bien aise. Je vous assure que, bien que je ne sache écrire correctement aucune langue, et n'aie appris aucune science, je n'omettrai pas cette occasion de publier mes *Réalités et Fictions*. Je veux avoir le plaisir de les voir imprimées. »

Tout le reste est dans ce ton d'allégresse volontairement naïve. Catherine débute par des portraits-charges, dont son ancien maître de cour, Tchoglokof, a tout d'abord les honneurs, et où, successivement, les principaux personnages de la cour sont passés en revue. Elle semble avoir la préoccupation d'imiter Sterne. Elle use et abuse, à son exemple, des parenthèses et des *N.B.* Elle s'amuse énormément elle-même de ce qu'elle écrit, et croit de bonne foi amuser autant ses lecteurs. Elle dit, à ce propos,

dans une de ses lettres à Grimm : « Il faut que vous sachiez qu'il sort depuis quatre mois un journal russe, à Pétersbourg, où les *N.B.* et les remarques sont employés souvent à mourir de rire. En général, ce journal est un salmigondis de choses très amusantes. »

Un des traits originaux de cette publication, c'est la polémique qui s'y poursuit entre les rédacteurs et les lecteurs. La rédaction s'est engagée à publier les critiques et observations qui lui seraient adressées sur les articles précédemment parus. On en adresse bientôt, où les auteurs et en particulier l'auteur des *Réalités et Fictions* sont vivement pris à partie. Là-dessus grand émoi. Comment laisser ainsi dire son fait à l'impératrice de toutes les Russies ? On cherche à faire comprendre aux lecteurs à qui ils ont affaire, sans pourtant soulever le voile de l'anonyme, que Catherine tient à conserver. C'est ce qui arrive notamment avec von Visine, qui envoie à l'adresse de l'auteur inconnu une série de questions indiscrètes. Les réponses de Catherine sont curieuses à lire :

« Pourquoi, demande von Visine, voyons-nous à l'heure qu'il est sans emploi tant d'honnêtes gens, qui sembleraient plus propres à servir que ceux qui les remplacent ? »

« Apparemment, répond l'impératrice, parce qu'ils ont trouvé leur convenance à prendre leur retraite. »

« Pourquoi, anciennement, les bouffons, les badins et les arlequins ne recevaient-ils pas d'emplois, alors qu'ils en ont maintenant, et de très considérables ? » La question vise directement Léon Narychkine, qui est un ami personnel de Catherine et qui, tout en jouant le rôle de fou de cour, se trouve comblé de dignités et constellé de décorations. Catherine répond d'abord par une phrase ambiguë dont le sens nous échappe :

« Nos prédécesseurs n'étaient pas tous lettrés », y lisons-nous, ce qui n'a aucun rapport apparent avec la matière du débat. Puis, la colère l'emportant, elle ajoute : « Cette question vient de la liberté de langage que n'avaient pas nos ancêtres. »

C'est un avertissement ; von Visine n'en tient pas compte :

« Pourquoi, interroge-t-il encore, les distinctions honorifiques, qui devraient témoigner toujours de services effectifs rendus à la patrie, ne

valent-elles, la plupart du temps, à ceux qui les portent aucune considération ? »

Réponse un peu sèche de l'impératrice :

« Chacun n'estime que ceux qui lui ressemblent. »

Dernière question de von Visine :

« Pourquoi, à une époque comme la nôtre, où l'on s'occupe partout de législation, personne ne songe chez nous à se distinguer dans cette partie ? »

« Parce que ce n'est pas l'affaire de tout le monde. »

Cette fois, von Visine s'aperçoit qu'il est allé trop loin, ou bien peut-être lui ouvre-t-on les yeux sur les dangers de son algarade. Il s'empresse d'envoyer au journal une lettre d'excuses. Il a très mal compris, dit-il, son rôle de questionneur. Il y renonce à tout jamais. Si on l'exige, il ne prendra plus de sa vie une plume en main. La lettre est publiée avec ce titre : « Confession volontaire de l'auteur repentant. »

Mais une querelle plus grave éclate entre l'auguste collaboratrice et la directrice en chef du journal. Poursuivant sa revue satirique des personnalités les plus en vue à la cour et à la ville, l'impératrice ne pouvait manquer de s'en prendre un jour à la princesse Dachkof elle-même et à son Académie des sciences. Elle chercha cependant à masquer, cette fois, même aux yeux de la princesse, cette espièglerie hasardeuse. Ce fut Léon Narychkine qui, sous le pseudonyme du *Chanoine*, adressa à celle-ci l'article qui la concernait. Voici en quels termes Catherine annonçait la chose à Grimm :

« Pour vous égayer, je voudrais vous envoyer quelques traductions des plaisanteries du journal salmigondis, entre autres il y a là une société des *Ignorants*, partagée en deux chambres : la première avec odorat ou tact, car le mot russe est *tchoutio*, qui veut dire l'odorat des chiens de chasse, on pourrait dire : à bon nez ; la seconde chambre sans odorat. Les deux chambres traitent de tout à tort et à travers ; la seconde juge d'après le bon sens et l'autre lui fournit les matières ; il y a à tout cela un sérieux, une authenticité qui fait crever de rire le lecteur, et il y a des traits qui resteront proverbes. »

Un fragment du manuscrit, qui nous a été conservé, prouve que Catherine était bien l'auteur de l'article. La princesse Dachkof ne creva pas de rire en le lisant ; elle se fâcha tout rouge. Elle imprima l'article, mais elle conseilla à l'auteur, qu'elle supposait être Léon Narychkine, de ne pas se mêler d'écrire : il n'avait aucun talent pour cela. Catherine fut piquée à son tour. Elle avait déjà envoyé au journal la suite de ses *Réalités et Fictions ;* elle fit retirer le manuscrit. Derjavine versa de l'huile sur le feu, en racontant à l'impératrice que la princesse se permettait, en général, au sujet de ses écrits, des observations et des plaisanteries déplacées, allant même jusqu'à s'en moquer ouvertement devant des étrangers. La malheureuse directrice fit ce qu'elle put pour réparer le mal, calmer la colère impériale et sauver sa publication. Ce fut en vain. Un an après, Catherine écrivait à Grimm :

« Ce journal ne sera plus si bon, parce que les bouffons du journal se sont brouillés avec les éditeurs ; mais ceux-ci ne peuvent qu'y perdre ; cela faisait la félicité de la ville et de la cour. »

L'impératrice continua cependant pendant quelque temps sa collaboration, mais en renonçant au genre humoristique des *Réalités et Fictions*, qui en constituait tout le charme. Elle remplaça ces articles par ses *Notes sur l'histoire russe*. Elle eut beau s'en déclarer très satisfaite encore, annoncer à Grimm que le succès en était complet et que la modestie seule l'empêchait d'en dire davantage, les lecteurs ne parurent pas, cette fois, partager son enchantement. Le journal végéta jusqu'en juin 1784. À cette époque, la mort de Lanskoï arrêta totalement pour quelque temps la plume de Catherine, et en septembre *L'Interlocuteur* avait cessé de vivre.

Dans la conclusion des *Réalités et Fictions*, au moment où elle prit le parti de ne pas les continuer, Catherine a consigné ses idées en ce qui concerne l'art d'écrire. Elles serviront d'épilogue à ce chapitre :

« Je cède mon bien propre : les *Byli i Niebylitsi*, à..., en demandant à lui ou à celui à qui il les donnera, confiera, vendra, ou mettra en dépôt pour les continuer, de ne pas les écrire lourdement ou péniblement, comme s'il soulevait des fardeaux avec une poulie. — Préférer les expressions courtes et claires aux longues et contournées. — Penser en russe en écrivant en russe. — Remplacer les mots étrangers par des mots russes, et ne pas faire d'emprunts aux langues étrangères, notre langue étant assez riche sans cela.

— Ne jamais rechercher l'éloquence ; c'est à elle de se trouver d'elle-même sous la plume de l'écrivain. — Ne mettre nulle part de l'ennui, surtout avec de la science employée mal à propos. — La gaieté vaut mieux que tout ; rire vaut mieux que pleurer. — Ne pas cependant poursuivre le rire, ni l'esprit, ni les ornements du langage. — Ne pas monter sur des échasses là où vos jambes peuvent être d'un bon usage ; c'est-à-dire éviter les expressions ampoulées, le pathos, là où des façons de parler plus simples seront mieux appropriées, plus agréables, et sonneront mieux à l'oreille. — S'il veut faire de la morale, qu'il cherche au moins à y mêler des réflexions agréables pour éviter l'ennui. — Relever la profondeur des idées par la clarté de l'expression et la gravité des pensées par la légèreté du style, afin de les rendre accessibles à tous. Envisager chaque idée sous toutes ses faces, et non pas sous une seule, pour pouvoir rencontrer le point de vue le plus accessible à la raison. — Il est à désirer que l'auteur cache son moi, et que sa personne ne se fasse voir ni sentir à aucun endroit de ses écrits. »

Voilà certes d'excellents préceptes, et Boileau avec Voltaire ensemble n'auraient pas dit mieux. Seulement, nous ne sommes pas convaincus que Catherine ait toujours réussi à les appliquer elle-même, soit dans *L'Interlocuteur*, soit ailleurs.

Chapitre 3

CATHERINE PÉDAGOGUE

I. État de l'éducation nationale en Russie à l'avènement de Catherine. — Réforme entreprise par Catherine. — Le règlement de 1764. — Influence de Locke et de Jean-Jacques Rousseau. — Difficultés rencontrées par l'impératrice dans l'application de ce programme. — Les idées de Jean-Jacques ne sont pas celles de Novikof. — Ce que pensait en 1785 un directeur d'écoles publiques en Russie de l'utilité des écoles en général. — Défaut de personnel enseignant. Un souffleur faisant office d'inspecteur des classes. — Le corps des cadets. — Indigence d'idées pour l'organisation d'un système d'enseignement. — Catherine fait appel aux philosophes. — II. Création d'écoles spéciales. — Die Universalnormalschulmeisterin. — *Le rêve de Catherine.* — *Le* Smolnyi Monastyr. — *Un couvent laïque. — Catherine dans le rôle d'abbesse. — Une contrefaçon de Saint-Cyr. — Fruits de cette éducation. — Incertitude des idées de Catherine en cette matière. — Incohérences. — III. Les écrits pédagogiques de Catherine. — La bibliothèque Alexandro-Constantinienne. — Un modèle d'« enseignement civique élémentaire ». — Un plan d'éducation laïque. — Catherine et madame d'Épinay.* — Les Conversations d'Émilie. — *Grand-mère et maîtresse d'école. — Instruction pour l'éducation des grands-ducs Alexandre et Constantin. — Catherine abandonne cette éducation aux mains de La Harpe. — Elle se refroidit pour la réforme et la propagation de l'enseignement. — Sa dernière pensée sur ce sujet.*

3.1

Les institutions créées par Catherine dans un but d'éducation nationale, ses idées et ses écrits pédagogiques tiennent trop de place dans l'histoire de son règne et dans celle du développement intellectuel de son peuple pour que nous puissions les passer sous silence dans cette étude, si brèves que doivent être les pages que nous leur consacrerons. En arrivant au pouvoir, Catherine ne fut pas sans reconnaître de quel appoint avait été pour elle, dans la lutte dont elle sortait victorieuse, la supériorité de sa culture intellectuelle, l'abondance relative et la variété de ses connaissances. En même temps, elle était en position de juger de ce qu'il en coûtait en Russie, même sur les marches du trône, pour arriver au peu de savoir qu'elle possédait. Enfin, la pratique du pouvoir devait bientôt lui faire toucher du doigt les difficultés énormes que les souverains les mieux intentionnés ont rencontrées de tout temps aux prises avec l'ignorance de leurs sujets. La réforme ou pour mieux dire l'établissement de l'éducation nationale s'est trouvé ainsi de bonne heure au premier rang des préoccupations apportées par l'impératrice dans le gouvernement de son empire. À cet égard, elle eut tout ou presque tout à faire. Le bas peuple ne comptant pas et la classe moyenne n'existant pas, à peu de chose près, il ne pouvait être encore question sérieusement que de relever le niveau des études au sommet de l'échelle sociale. Mais ce niveau était terriblement bas. Les enfants de la noblesse étaient élevés par des serfs ou par des précepteurs étrangers. On devine ce qu'ils pouvaient apprendre des premiers ; quant aux seconds, on devine aussi de quelle qualité étaient les sujets — français pour la plupart — qu'arrivait à tenter alors la carrière d'instituteur privé dans la lointaine Russie. Méhée de La Touche a raconté l'aventure de cette gouvernante à qui les parents de ses futurs élèves demandaient si elle parlait le français : « Sacrédié ! je le crois bien, c'est ma langue », répondait-elle. Et on l'engageait sans plus ample information. Seulement, le nom de *mademoiselle Sacrédié* lui resta.

Comme toujours, Catherine voulut tailler dans le vif, faire grand et vite. Dès la seconde année du règne, Betzky, le collaborateur choisi par elle pour cet objet, reçut l'ordre de travailler à un projet, qui comprendrait tout un

système nouveau d'éducation, propre à servir de base à un ensemble d'institutions scolaires, qu'on se proposait de créer, subséquemment. Le résultat fut la publication en 1764 d'un *Règlement général pour l'éducation des enfants des deux sexes*. Betzky a reconnu que les idées développées dans ce document étaient celles de l'impératrice elle-même. On peut les juger hardies, sinon originales : ce sont à peu près celles de Locke et de Jean-Jacques Rousseau ; celles de Jean-Jacques surtout, si peu de cas que Catherine ait généralement fait de son génie. Il s'agit de fabriquer de toutes pièces des hommes ou des femmes ne ressemblant en rien à ceux ou à celles qu'on avait jusqu'à présent vus en Russie, séparés radicalement de la souche et du sol qui leur ont donné naissance, extirpés en quelque sorte de leur milieu naturel, et développés dans une atmosphère artificiellement préparée pour la culture qu'on leur destine. On les prendra à cinq ou six ans et on les gardera, strictement enfermés et soustraits à toute influence extérieure, jusqu'à l'âge de vingt ans au moins.

Catherine a songé sérieusement à appliquer ce programme. Si elle n'y est pas arrivée, du moins dans les limites et les proportions prévues et souhaitées par elle, c'est-à-dire embrassant l'ensemble de l'éducation et de l'instruction publique, c'est qu'elle s'est heurtée, dans cette voie aussi, à de grandes difficultés, et que là encore la patience, la durée des résolutions et la continuité de l'effort ont également fait défaut à sa volonté. Les difficultés venaient d'abord de l'opposition qu'elle rencontrait non seulement dans son entourage, généralement peu éclairé lui-même et par suite indifférent en principe, sinon hostile, à la mise en œuvre d'un programme quelconque se rapportant à cet ordre d'idées, mais parmi les esprits même les plus ouverts et le mieux cultivés, auxquels elle pouvait faire appel, en dehors de la sphère officielle, pour un concours à donner à son entreprise. Les idées de Jean-Jacques Rousseau n'étaient pas du tout celles de Novikof, par exemple, ni celles du milieu dans lequel s'exerçait l'influence du publiciste. Or c'était à peu près le milieu le plus intelligent dans la Russie d'alors. Novikof avait des vues pédagogiques à lui, entièrement différentes, faisant précisément une place très large, dans l'éducation nationale, à l'esprit local, à la coutume, à la tradition, aux mœurs du pays, repoussant l'introduction arbitraire d'éléments étrangers. Quant au personnel officiel, dont Catherine disposait, celui-ci en était à se demander si l'éducation publique et les écoles en

général servaient à quelque chose. En 1785, à une réunion du soir chez l'impératrice, Patiomkine discutant la nécessité de doter la Russie d'un plus grand nombre d'universités, le directeur des écoles normales récemment établies, Zavadofski, observa que l'université de Moscou n'avait pas, depuis qu'elle existait, produit un seul homme qui se fût distingué dans la science. « C'est, répliqua Patiomkine, parce que vous m'avez empêché d'y continuer mes études, en me mettant dehors. » Le fait était exact. Le favori avait été renvoyé et obligé de prendre du service dans un régiment, ce qui fut le commencement de sa fortune. Il oubliait de dire que sa paresse et son inconduite lui avaient légitimement valu cette punition. Catherine prit alors la parole pour constater qu'elle devait elle-même beaucoup à l'éducation universitaire : depuis qu'elle avait à son service quelques hommes ayant achevé leurs études à Moscou, elle parvenait à comprendre quelque chose aux mémoires et autres documents officiels qu'on présentait à sa signature. C'est à la suite de cette conversation que fut décidée la création des universités de Nijni Novgorod et d'Iekatierinoslaf. Mais cette dernière ville était elle-même à créer.

Une autre difficulté se présentait dans le choix du personnel enseignant. En organisant l'établissement du corps des cadets, Betzky prit pour directeur un ancien souffleur du théâtre français, pour inspecteur des classes un ancien valet de chambre de la mère de Catherine. Un des professeurs, Faber, avait été laquais au service de deux autres professeurs français, Pictet et Mallet, dont il devenait ainsi le collègue. Pictet et Mallet ayant risqué des représentations à ce sujet, Betzky se contenta de donner à Faber le grade de lieutenant dans l'armée russe, ce qui, paraît-il, arrangeait les choses. Il y avait aussi une inspectrice du corps des cadets dont nous ne saurions définir les fonctions d'une manière précise. Le poste échut à une dame Zeitz, femme d'un confident de Pierre III, de moralité douteuse. Mais la générale Lafont, qui, comme directrice d'un autre établissement spécialement protégé par l'impératrice, exerçait dans cette sphère un pouvoir souverain, devait une grosse somme à la dame Zeitz ; elle s'acquitta de cette façon. Enfin, le maître de police de l'établissement fut un certain Lascaris, un pur aventurier, qui devint plus tard directeur avec rang de lieutenant-colonel.

Une grande liberté régnait dans cette école, s'il faut en croire le témoignage de Bobrinski, le fils naturel de Catherine, qui y fut élevé : on y

appliquait largement les idées de Jean-Jacques.

Catherine fut ainsi amenée à compliquer son programme d'organisation scolaire ; elle dut songer d'abord *à élever des maîtres* pour les futurs élèves qu'elle se proposait de leur donner. Elle envoya à l'université d'Oxford, à l'Académie de Turin, aux écoles d'Allemagne des jeunes gens qui durent s'y préparer aux devoirs délicats du professorat. Mais bien d'autres choses lui manquaient encore pour créer des écoles nationales, et d'abord de savoir comment il fallait s'y prendre. Elle s'en confessait naïvement à Grimm :

« Écoutez un peu, messieurs les philosophes, vous seriez des gens charmants, adorables, si vous aviez la charité de dresser un plan d'études pour les jeunes gens, depuis l'*a b c* jusqu'à l'université inclusivement. On me dit qu'il faut trois sortes d'écoles, et moi qui n'ai point étudié et qui n'ai point été à Paris, je n'ai ni science, ni esprit, et, par conséquent, je ne sais point ce qu'il faut apprendre, ni même qu'est-ce qu'on peut apprendre et où puiser tout cela, si ce n'est chez vous autres ? Je suis fort en peine d'avoir une idée d'université et de sa régie, de gymnase et de sa régie, d'école et de sa régie… »

Elle indiquait cependant le moyen choisi provisoirement par elle pour se tirer d'embarras :

« En attendant que vous acquiesciez ou n'acquiesciez pas à ma prière, je sais ce que je m'en vais faire : je m'en vais feuilleter l'*Encyclopédie*. Oh ! pour sûr j'y prendrai par les oreilles tout ce qu'il me faut et ne me faut pas. »

Les philosophes étant restés muets, c'est l'*Encyclopédie* qui dut en effet fournir la matière des conceptions auxquelles s'essaya, dans cette voie, le génie universel de Catherine.

3.2

Ces conceptions sont demeurées stériles, à une exception près. Quelques établissements scolaires portent, il est vrai, comme date de leur naissance une année du grand règne. Mais ce sont des écoles spéciales, comme celle d'artillerie et du génie créée en 1762, l'école de commerce fondée en 1772, l'Académie des mines en 1773, l'Académie des beaux-arts en 1774. En 1781, il y eut même un essai d'écoles populaires, et en 1783, Jankovitz fut appelé pour la création d'écoles normales, d'après le type adopté en Autriche. On en fonda du coup dix à Saint-Pétersbourg, qui l'année suivante eurent jusqu'à mille élèves. Catherine s'en enthousiasma fort, écrivant à Grimm : « Savez-vous qu'en vérité nous faisons de fort bonnes choses et que nous allons rapidement, non pas en l'air (car, crainte d'incendie, j'ai défendu tout net les globes aérostatiques), mais ventre à terre à l'augmentation des lumières. » Et, en réponse, Grimm décernait à la souveraine le titre de *Universalnormalschulmeisterin*.

Mais tout cela n'était pas l'éducation nationale à la Locke et à la Jean-Jacques, celle que rêvait l'impératrice et qui, dans sa pensée, devait régénérer la Russie. Ce rêve ne reçut une réalisation à peu près complète que dans l'établissement fondé en 1764 pour l'éducation des jeunes filles, dans ce fameux *Smolnyi Monastyr*, qui fut une des œuvres favorites de Catherine, celle, entre toutes, à laquelle elle s'attacha avec la fidélité la plus constante et dont l'édifice majestueux fait encore aujourd'hui, sur les bords de la Neva, l'admiration des voyageurs venant de l'Occident. Des « demoiselles nobles » continuent à y recevoir une éducation des plus soignées, et naguère les deux filles du prince de Monténégro grandissaient dans ces murs, qui virent si souvent l'impératrice entourée de ses élèves, suivant avec sollicitude leurs exercices et leurs travaux, s'intéressant à leurs jeux. Internat rigoureux, continué pendant douze ans, proscription sévère de toutes les influences extérieures, même, et surtout, des influences de famille, même des influences religieuses, tous les traits du programme ébauché dans le règlement de 1764 se retrouvaient dans le plan de cet institut. Pas de sorties, sinon pour aller à la cour, où l'impératrice appelait fréquemment les élèves qu'elle avait distinguées. Presque pas de vacances. Toutes les six semaines les parents étaient admis à voir leurs enfants en assistant à des exercices publics qui leur permettaient de juger des progrès accomplis. C'était tout. Des maîtresses laïques et ne parlant à leurs élèves de Dieu et du diable lui-même qu'en

termes généraux, excluant toute préoccupation de prosélytisme ; le clergé obtenant ses entrées dans ce monastère singulier et sa part dans l'enseignement qu'on y donnait, mais réduit à la portion congrue : c'était un couvent ayant pour abbesse une impératrice faisant de la philosophie ; c'était la vie monastique avec une porte de communication ouvrant sur les splendeurs et les séductions du palais impérial ; c'était Saint-Cyr, moins le christianisme, et non pas seulement le christianisme sévère et morose de madame de Maintenon, mais le christianisme en général. On y voyait parfois un pope à barbe longue ; l'idée chrétienne en demeurait absente. Le plan même de l'établissement y répugnait, car n'était-ce pas quelque chose d'absolument contraire à cette idée que la séparation en deux catégories de pensionnaires, distinctes et strictement tenues à l'écart, où apparaissait un des traits originaux de l'œuvre ? Dans cet établissement qui peut contenir jusqu'à cinq cents élèves, il y a des jeunes filles nobles et des jeunes filles de la bourgeoisie. Les unes n'ont rien de commun avec les autres, ni le genre de vie, ni le genre d'éducation, ni même le costume. Aux unes les tissus fins, les raffinements de la toilette, de la table et de l'habitation, un enseignement où les arts d'agrément tiennent une grande place ; aux autres les vêtements d'étoffe grossière, les mets simples, les leçons de couture, de blanchissage, de cuisine. La couleur des vêtements est la même, mais le « corset » remplace le « fourreau » élégant et s'accompagne d'un tablier, qui dénonce l'humilité de la condition. Tout cela est païen et très païen, comme le plan des études lui-même, où Diderot aurait voulu introduire l'enseignement complet de l'anatomie, comme les échappées dans le monde frivole et corrompu de la cour.

Ainsi qu'on en a fait la remarque, Catherine est le premier souverain russe qui se soit occupé de l'éducation de la femme. Elle a donné à son œuvre l'ampleur et la magnificence que l'on retrouve dans toutes ses créations et qui paraissent être comme l'émanation naturelle de sa personne. Mais elle y a mis aussi à l'essai des principes dont elle n'a peut-être pas suffisamment mesuré la valeur et la portée. Les germes qu'elle a ainsi introduits dans le développement intellectuel et moral de son sexe laissent voir aujourd'hui encore leurs fruits en Russie : ce n'est peut-être pas ce qu'on y voit de mieux.

Nous avons pu juger d'ailleurs, par les confidences de la souveraine faites à Grimm, où elle en était, après quinze années de règne, de ses études et de ses réflexions personnelles en cette matière si délicate et si ardue : elle allait notoirement au hasard, ramassant des principes et des idées pour ses plans d'éducation, comme elle ramassait des soldats pour ses projets de conquête. Dans les écrits pédagogiques, très nombreux, qu'elle a légués à la postérité, les idées saines et les aperçus ingénieux alternent avec les assertions les plus paradoxales, comme celle-ci, par exemple, que « l'étude des langues et des sciences doit tenir la dernière place dans l'éducation », ou que « la santé du corps et l'inclination de l'esprit au bien sont toute l'éducation ». L'idée du despotisme éclairé, s'affirmant dans la sujétion aveugle de l'élève au maître, s'accorde comme elle peut, sous sa plume et dans sa pensée, avec celle du développement progressif de l'esprit d'indépendance, auquel il convient de travailler en fortifiant l'âme de l'enfant. Le tout aboutit à l'incohérence. Catherine voyait nettement que la façon d'élever les jeunes Russes, pratiquée de son temps, ne valait rien pour eux ni pour la Russie, et elle admettait fermement la nécessité d'un changement de système, comme condition absolue du progrès national. Il n'y avait guère que cela, sur ce sujet, de bien clair et de bien arrêté dans son esprit. À son époque et à la place qu'elle occupait, après Anne, Élisabeth et Pierre III, c'était déjà quelque chose que d'avoir fait cette découverte et de garder cette conviction. Mais la gloire d'avoir été le fondateur de l'éducation nationale ne lui était pas réservée. Le jugement de la postérité a attaché ce titre à un nom plus humble que le sien, celui d'un homme qu'elle a traité en ennemi et auquel elle a donné un cachot et une chaîne de fer en récompense de travaux dont la Russie recueille aujourd'hui encore le bienfait. Ce fut dans les établissements pédagogiques fondés à Saint-Pétersbourg par Novikof que s'élabora le programme de l'enseignement et le plan de l'organisation scolaire que nous voyons maintenant en vigueur dans l'Empire.

3.3

Parmi les écrits pédagogiques de l'impératrice, la première place appartient à ceux qu'elle a rédigés pour l'éducation de ses petits-fils. En 1780, l'aîné ayant trois ans et le cadet deux ans seulement, elle s'en occupait déjà activement. Elle songeait à leur former une petite bibliothèque avec des écrits de sa composition. Elle faisait imprimer un premier recueil, comprenant un abécédaire, une espèce de catéchisme moral et deux de ses contes, ceux dont nous avons fait mention plus haut. Elle voulait y joindre une histoire russe élémentaire. Les notes publiées dans *L'Interlocuteur* devaient précisément servir à cet objet. Elle parlait constamment de sa « bibliothèque Alexandro-Constantinienne ». Son premier recueil recevait d'ailleurs dans sa pensée une destination plus générale : elle comptait le propager dans tout son empire, et donnait à son catéchisme moral un titre qui ferait fortune aujourd'hui en France. Elle l'appelait : *Enseignement civique élémentaire*. Elle inventait cent ans à l'avance l'éducation laïque de cette fin de siècle. Elle écrivait à ce propos à Grimm : « Tous ceux qui voient cela en disent le plus grand bien possible et disent que c'est bon pour petits et pour grands aussi. Cela commence par lui dire au nez qu'il est un marmot né nu comme la main, qui ne sait rien ; que tous les marmots naissent ainsi ; que par la naissance tous les hommes sont égaux ; que par l'étude ils diffèrent entre eux infiniment. » Elle annonçait, non sans fierté, qu'en quinze jours 20 000 exemplaires de son recueil avaient été vendus à Pétersbourg. Elle cherchait d'ailleurs à s'entourer de toutes les lumières possibles pour le perfectionnement de sa méthode pédagogique. Avant d'écrire son *Instruction* pour l'éducation de ses petits-fils, elle copiait de sa main celle que le roi Frédéric-Guillaume de Prusse avait donnée en 1729 au lieutenant von Rochow, en lui confiant l'élève indiscipliné qui fut plus tard Frédéric II. En 1781, Grimm lui envoyait *Les Conversations d'Émilie*, et aussitôt elle se prenait d'admiration pour le livre, pour les préceptes qu'elle y trouvait et pour l'auteur qu'elle ne connaissait pas encore. Elle écrivait à son confident : « Recevez bien de ma part, s'il vous plaît, l'auteur des *Conversations d'Émilie ;* j'emploie sa méthode avec l'aîné de mes petits-fils, et cela me réussit très bien. » L'auteur, on le sait, était madame d'Épinay, et « Émilie » était une personne vivante, en chair et en os : Émilie de Belsunce, petite-fille de madame d'Épinay, élevée par elle. Ce fut le point de départ de l'intérêt que Catherine porta à cette famille, qui devint, du reste, plus tard la famille adoptive du « souffre-douleur » impérial. Nous reviendrons ailleurs

sur ce sujet, en parlant des relations de la souveraine avec ses correspondants.

Catherine, nous l'avons dit déjà et nous aurons occasion de le redire, fut la meilleure, la plus affectueuse des grand-mères. De 1780 à 1784, elle joua véritablement auprès de ses petits-fils le rôle de maîtresse d'école, et souvent, le sentiment profond qui l'animait lui servant peut-être de guide, elle rencontrait, en ce qui concernait leur éducation personnelle, d'excellentes inspirations. Grimm s'inquiétant de ce qu'on devait ou ne devait pas leur enseigner, elle répondait à ses observations : « Pour M. Alexandre, laissez-le à lui-même. Pourquoi voulez-vous qu'il pense et qu'il sache absolument comme on a pensé ou ce qu'on a su avant lui ? Apprendre n'est pas difficile, mais il faut, selon moi, que la tête et la faculté d'un enfant soient développées avant de l'étourdir par les fatras passés, et de ces fatras il faut apprécier quoi lui présenter : *mon Dieu* (ceci est en allemand), *ce que la nature ne fait pas, aucun enseignement ne peut le faire, mais l'enseignement étouffe souvent l'esprit naturel.* » Elle revenait encore deux années plus tard sur cette idée, qu'à son ordinaire elle avait tort d'exagérer : « Il y a une tournure de profondeur singulière qui germe dans la tête de ce marmot (le futur empereur Alexandre Ier), et, avec cela, il est d'une grande gaieté ; aussi ai-je grand soin de ne l'appliquer à rien : il fait ce qu'il veut, on ne l'empêche qu'à se faire du mal et aux autres. »

Il y a d'excellentes choses aussi dans l'*Instruction*, dont nous avons fait mention plus haut et dont, après l'avoir fait imprimer, Catherine distribuait à tout venant des exemplaires qui se trouvaient toujours en nombre sur sa table de travail. Suivre et favoriser la fantaisie des enfants au milieu de leurs jeux, pour découvrir leurs penchants ; les empêcher de devenir paresseux d'esprit ou de corps ; éveiller en eux l'amour du prochain et le sentiment de la pitié ; éviter de se moquer d'eux ; leur inspirer au contraire de la confiance en eux-mêmes ; ne pas chercher à se faire craindre d'eux pour ne pas en faire des poltrons : tout cela est parfait et indique un instinct psychologique très sûr et très fin.

Malheureusement, au cours de l'année 1784, une catastrophe détourna Catherine des soins si tendres et si intelligents qu'elle prodiguait aux jeunes princes en qui, dans sa conviction (Paul ne comptant pas ou comptant

comme un embarras et un danger), reposait l'avenir de la Russie. Et cette catastrophe, hélas encore !, c'était la mort de Lanskoï. La grand-mère et la maîtresse d'école avaient disparu. Il ne restait plus qu'une femme, une quinquagénaire, pleurant la perte de son amant ! Celle-ci devait bientôt se consoler et retrouver toute sa gaieté. Mais dans les années qui suivirent il y eut précisément, le successeur de Lanskoï, le beau et fringant Mamonof, étant de la partie, trop de gaieté, de dissipation et de fol étourdissement dans la vie de Catherine pour que la pédagogie pût y trouver une place. Un maître d'école remplaça la grand-mère. Ce fut, par bonheur, La Harpe.

Le zèle de la souveraine pour l'éducation nationale elle-même subit, à partir de cette époque, un sensible refroidissement. Le prince Dolgoroukof a affirmé, dans ses *Mémoires*, avoir vu chez un petit-fils du comte Pierre Saltykof, qui fut gouverneur de Moscou, une lettre de Catherine adressée à ce dernier où, à propos d'un projet d'école populaire repoussé par elle, elle écrivait ces mots : « Il ne faut point donner d'instruction au bas peuple ; quand il en saura, Monsieur le maréchal, autant que vous et moi, il ne voudra plus nous obéir comme il nous obéit aujourd'hui. » L'authenticité de cette lettre nous paraît suspecte. Pierre Saltykof est mort en 1773, et, à cette époque, les idées de Catherine ne correspondaient encore en aucune façon à cette théorie, si brutalement exprimée, d'obscurantisme officiel. Mais nous ne voudrions pas soutenir que la pensée à laquelle on a ainsi attribué une date trop précoce n'ait pas été, en cette matière, la dernière pensée des dernières années du règne de la grande souveraine ; une pensée de derrière la tête, tout au moins, correspondant à l'emportement furibond de la campagne antirévolutionnaire.

LIVRE IV. PHYSIONOMIE INTIME

Chapitre 1

VIE D'INTÉRIEUR

I. Une journée de Catherine. — Le lever de Sa Majesté. — Le déjeuner. — Une tasse de café dangereuse. — Le travail matinal. La toilette de la souveraine. — Le dîner. — La lecture. — Les heures de récréation. — Réceptions du soir. — Le jeu de Sa Majesté. — Des joueurs incommodes. — Le coucher. — II. La légende et l'histoire. — Les plaisirs et les passe-temps de Catherine. — Son amour pour les enfants. — Les petits élèves. — Markof. — Ribeaupierre. — Esterhazy. — L'amour des bêtes. — Les chiens. — La famille Anderson. — Les autres bêtes domestiques. — Où est Messaline ? — III. Les sorties. — Promenades en traîneau. — Déguisements de carnaval. — Catherine en visite. — Au palais de Tauride. — À Tsarskoïe Selo. — Goûts champêtres. — La plantomanie. — Un Pétersbourgeois peu galant. — Les Souvenirs *du comte de Ségur. — Les réceptions à l'Ermitage. — Le règlement. — Les amendes. — Les jeux. — La part de la réalité et de la fiction. — Un échange de billets avec le baron de Breteuil.*

1.1

Nous allons essayer de raconter une journée de la vie si remplie et si diversement occupée qui fut celle de la grande souveraine ; une journée ordinaire, une de celles qui correspondaient au train habituel de son existence. Nous sommes en hiver, supposons-nous, et vers le milieu du grand

règne, en 1785 par exemple, une année de paix. L'impératrice occupe le *Zimnyi Dvariets*, le palais d'hiver. L'appartement particulier, au premier étage, n'est pas très vaste. En montant le petit escalier, nous arrivons à une pièce où une table, avec ce qu'il faut pour écrire, attend les secrétaires et autres personnages employés au service direct de Sa Majesté. Nous traversons cette pièce et pénétrons dans la chambre de toilette dont les fenêtres donnent sur la place du palais. C'est là que l'impératrice se fait coiffer devant un cercle restreint d'intimes ou de hauts fonctionnaires admis aux audiences matinales. C'est le lieu du petit lever de Sa Majesté. Il n'y a pas de grand lever. Deux portes s'ouvrent devant nous : l'une d'elles conduit à la salle dite des Diamants, l'autre dans la chambre à coucher. La chambre à coucher communique par le fond avec un cabinet de toilette intime, et par la gauche avec un cabinet de travail qui s'ouvre sur la salle des Glaces et les autres appartements de réception.

Il est six heures du matin. C'est le moment du réveil de Sa Majesté. À côté de son lit se trouve une corbeille, où, sur des matelas de satin rose garni de dentelles, dort toute une famille de petits chiens, compagnons inséparables de Catherine. Ce sont des levrettes anglaises. En 1770, le docteur Dimsdale, que l'impératrice, nous le savons, a fait venir de Londres pour se faire inoculer la petite vérole, a offert à la souveraine un couple de ces animaux. Ils ont depuis fait souche, au point qu'on en voit dans toutes les maisons aristocratiques de Pétersbourg. L'impératrice en a toujours une demi-douzaine auprès d'elle et quelquefois davantage. Le sonneur du palais ayant sonné six heures, Marie Savichna Pierekousihina, la première femme de chambre de Sa Majesté, pénètre dans la chambre à coucher. Autrefois, Catherine n'appelait personne auprès d'elle en commençant sa journée ; elle se levait seule, et, en hiver, allumait elle-même son feu. Les années ont changé cette habitude. Et voici qu'aujourd'hui Sa Majesté tarde à ouvrir les yeux. Elle s'est couchée la veille moins tôt qu'à l'ordinaire. Une conversation intéressante l'a retenue à l'Ermitage passé dix heures. Sans façon, Marie Savichna va trouver un divan, qui fait face au lit de la souveraine, s'y étend et saisit l'occasion propice d'un somme supplémentaire. Mais voilà l'impératrice sur son séant. Elle se lève. C'est elle qui dans un instant réveillera Marie Savichna déjà endormie. Vite, au cabinet de toilette ! Un peu d'eau tiède pour se laver la bouche et un peu de glace pour se frotter le

visage : c'est tout ce qu'il faut pour le moment à Sa Majesté. Mais où est Catherine Ivanovna, la jeune Kalmouke, qui doit tenir prêts ces menus accessoires de la toilette matinale ? Toujours en retard, Catherine Ivanovna ! Quoi, il est déjà six heures un quart ! L'impératrice a un mouvement d'impatience. Nerveusement, elle frappe du pied. La voilà enfin : gare à la colère de Sa Majesté ! Catherine a brusquement pris des mains de la servante l'aiguière de vermeil, et, s'en servant avec hâte, elle apostrophe la paresseuse : « À quoi penses-tu, Catherine Ivanovna ? Crois-tu que cela va toujours se passer ainsi ? Un jour tu te marieras, tu quitteras mon service, et ton mari, sois-en sûre, ne me ressemblera pas. Il sera autrement exigeant. Catherine Ivanovna, songe à ton avenir ! »

C'est tout, et cela recommencera demain. En attendant, la souveraine passe vivement dans son cabinet de travail, suivie de ses chiens, qui ont attendu jusque-là pour quitter leur couche voluptueuse. C'est le moment du déjeuner. Le café est là, c'est bien. Est-il assez fort ? Il faut une livre de café pour cinq tasses comme a l'habitude d'en prendre l'impératrice. Un jour, un de ses secrétaires, un certain Kozmine, venant au rapport, s'est trouvé transi de froid. L'impératrice a sonné. « Une tasse de café pour ce malheureux qui grelotte ! » Elle veut qu'il avale d'un trait le breuvage fumant. Mais qu'est-ce ? Le voilà qui se trouve mal ! Il a des palpitations de cœur. Parbleu ! on lui a donné du café préparé pour Sa Majesté et comme elle est seule à en pouvoir user. On n'a pas pensé que la tasse fût pour le secrétaire ; on n'a pas supposé que Sa Majesté voulût partager son déjeuner avec un simple *tchinovnik* de son espèce. D'ordinaire, Catherine ne partage son déjeuner qu'avec ses chiens. Le café impérial ne leur dit rien ; mais il y a de la crème bien épaisse, des biscuits et du sucre. Tout le sucrier y passe, et les biscuits aussi.

Maintenant, Sa Majesté n'a plus besoin de personne. Si ses chiens veulent prendre l'air, elle leur ouvrira elle-même la porte. Elle désire être seule et tout entière à son travail ou à sa correspondance, jusqu'à neuf heures. Mais où est sa tabatière favorite, celle qui doit toujours se trouver sur sa table de travail ? Un portrait de Pierre le Grand qui en orne le couvercle est là, dit-elle, pour lui rappeler qu'elle doit s'appliquer à continuer l'œuvre du grand tsar. Catherine prise beaucoup. Mais elle ne porte jamais de tabatière sur elle. Il faut qu'il y en ait à portée de sa main dans tous les coins

de son palais. Elle ne se sert que d'un tabac qu'on cultive pour elle dans son jardin de Tsarskoïe Selo. En écrivant, elle a besoin de priser presque continuellement. Elle sonne. « Veuillez, s'il vous plaît, dit-elle à un valet de chambre qui entre, me chercher ma tabatière… » « Veuillez… » « Prenez la peine de… » sont les formules qu'elle emploie invariablement en parlant aux gens de son service, même les plus humbles.

Neuf heures sonnant, Catherine repasse dans sa chambre à coucher. C'est là qu'elle reçoit les fonctionnaires venant au rapport. Le préfet de police entre le premier. Sa Majesté est vêtue, à ce moment, d'une robe de chambre blanche en gros de Tours, à larges plis flottants. Elle porte un bonnet de crêpe blanc, que l'ardeur du travail ou l'entrain de sa conversation épistolaire avec Grimm ont accidentellement mis de travers, en l'inclinant à droite ou à gauche. Le teint est frais, l'œil vif ; pourtant, pour lire les papiers qu'on présente à sa signature, la souveraine met des lunettes.

— Vous n'avez pas besoin de cet appareil, vous, dit-elle à son secrétaire, Gribofski. Quel âge avez-vous ?

— Vingt-six ans.

— Vous n'avez pas eu le temps, comme moi, de perdre la vue au service de l'Empire.

En entrant, Gribofski s'est incliné très bas. L'impératrice a répondu en saluant légèrement de la tête, après quoi, avec un sourire aimable, elle a tendu la main au secrétaire. À ce moment, Gribofski a pu observer qu'une dent — une dent de devant — fait défaut dans la bouche, d'ailleurs bien meublée, de la souveraine. Il s'est penché pour baiser la main impériale, une main blanche et grasse, et a senti une pression de cette main auguste, en même temps que se faisait entendre la parole sacramentelle : « Asseyez-vous », l'invitant à commencer son travail. Travail interrompu fréquemment. Les ministres, les généraux, les hauts fonctionnaires, auxquels on a assigné des audiences, se font annoncer, et souvent l'impératrice daigne ne pas les faire attendre. Voici qu'on introduit le général Souvorof. Sans regarder la souveraine, de son pas automatique de soldat, il oblique à droite, où, dans un coin, une lampe toujours allumée brille devant l'image de Notre-Dame de Kazan. Il s'arrête devant l'icône, et trois fois se prosterne, en

frappant la terre de son front. Ce rite accompli, il se retourne brusquement, comme à l'exercice, avance de quelques pas, et une quatrième génuflexion le met aux pieds de la tsarine.

« De grâce ! n'avez-vous pas honte ?… » murmure celle-ci. Elle le fait asseoir, lui adresse coup sur coup deux ou trois questions, auxquelles il répond sur le ton d'un troupier interrogé par un caporal, et elle le renvoie au bout de deux minutes. D'autres personnages arrivent. Mais, soudain, on vient dire un mot à l'oreille de l'impératrice ; elle fait un signe de tête, et tout le monde se retire : c'est le favori en titre, Patiomkine, Lanskoï ou Mamonof, qui demande à entrer. Pour lui, Sa Majesté est toujours visible, et, quand il paraît, il fait disparaître tout le monde.

Cela dure ainsi jusqu'à midi, plus tard jusqu'à une heure, quand l'heure du dîner a été reculée d'une heure à deux. Ayant congédié son secrétaire, l'impératrice se rend alors dans son cabinet de toilette intime, où elle procède à une toilette complète, s'habille et se fait coiffer par son vieux coiffeur Kozlof. Son costume, en dehors des jours de cérémonie, est des plus simples : une robe ouverte et flottante, dite « à la moldave », avec les doubles manches : celles de dessous en étoffe légère, plissées jusqu'au poignet, et celles de dessus fort longues, en étoffe pareille à la jupe et relevées au bas du dos. La robe est de soie violette ou grise ; pas de bijoux, aucun insigne indiquant le rang suprême ; des souliers commodes à talons très bas. Catherine ne met de coquetterie que dans l'arrangement de sa coiffure : elle porte les cheveux relevés en arrière et découvrant entièrement le front, dont elle se plaît peut-être ainsi à signaler le développement. Ses cheveux sont épais et très longs ; quand elle est assise devant sa table de toilette, ils tombent jusqu'à terre. Les jours de toilette parée, un diadème en couronne l'édifice savant, dressé par les mains habiles de Kozlof ; mais alors, la soie de la robe est remplacée par du velours incarnat, et le costume ainsi transformé, quoique conservant à peu près la même coupe aisée, prend le nom d'« habit russe ». Il devient indispensable pour paraître à la cour, tout en imposant de lourds sacrifices aux jeunes femmes que désole l'idée de ne pas être mises à la mode de Paris.

Sa toilette intime terminée, Catherine passe dans la chambre de toilette officielle, où on achève de l'habiller. C'est l'heure du petit lever. Le nombre

de ceux qui ont le privilège d'y assister est restreint ; malgré cela, la chambre est pleine. Il y a là, d'abord, les petits-enfants de l'impératrice, qu'on lui amène invariablement à ce moment ; puis le favori en titre ; quelques intimes, comme Léon Narychkine. Il y a aussi le fou de cour qui est une personne de beaucoup de raison : Matrena Danilevna remplit cet office, qu'elle cumule d'ailleurs avec celui de rapporteuse. Elle égaye la souveraine par ses plaisanteries, et Catherine est tenue au courant par elle de tout ce qui se fait ou se dit à la cour comme à la ville, des cancans mis en circulation depuis la veille et même des secrets de famille les mieux gardés. Matrena Danilevna a l'œil et l'oreille partout et d'admirables instincts de policier. Un jour, elle prend à partie, devant l'impératrice, Ryleïef, le chef en titre de la police impériale. Catherine appelle celui-ci et lui conseille amicalement d'envoyer des poules et des oies grasses à Matrena Danilevna, qui paraît en avoir besoin pour célébrer dignement le *Prasdnik* (jour de Pâques). Une semaine se passe. « Et Ryleïef ? » demande l'impératrice à la bonne commère, qui est en train de lui dévider son chapelet d'informations quotidiennes. Matrena Danilevna se confond en éloges pour le fonctionnaire, dont huit jours auparavant elle disait tout le mal qu'elle pouvait inventer. « Ah ! ah ! interrompt Catherine. Je vois ce que c'est : il t'a envoyé des oies et des poules. »

Mais voici l'impératrice assise devant sa toilette, une superbe toilette en or massif. Ses quatre femmes de chambre s'empressent autour d'elle. Ce sont quatre vieilles filles, qu'elle garde à son service depuis son avènement et qui ont passé avec elle l'âge des amours. Elles ont d'ailleurs été toujours fort laides. L'une d'elles, Maria Stiepanovna Alekseïevna, se farde outrageusement. Toutes sont russes. Donnant à ses sujets un exemple qu'ils n'ont guère suivi jusqu'à présent, Catherine n'a absolument que des domestiques russes à son service. Voici donc Maria Stiepanovna présentant à la souveraine un morceau de glace, avec lequel elle se frotte encore les joues en public, pour prouver qu'elle-même n'a pas recours aux artifices de coquetterie dont use sa femme de chambre ; la vieille Palakoutchi lui pose sur les cheveux un petit bonnet de crêpe, correctement ajusté cette fois ; les deux sœurs Zvieref lui passent quelques épingles, et la toilette de Sa Majesté est terminée. La cérémonie a duré en tout dix minutes, pendant lesquelles Catherine a adressé la parole à quelques-uns des assistants.

À table maintenant. Jusqu'à l'époque de la guerre de Suède, le dîner de Sa Majesté a eu lieu à une heure. À ce moment, les occupations dont Catherine fut surchargée firent retarder l'heure du repas, qui depuis demeura fixée à deux heures. Les jours ordinaires, il y a habituellement une dizaine de convives à la table de Sa Majesté : le favori en titre d'abord, qui est invité de droit, puis quelques intimes : le comte Razoumofski, le feld-maréchal prince Galitzine, le prince Patiomkine, le comte d'Anhalt, les deux frères Narychkine, le général aide de camp de service, comte Tchernichof, le prince Bariatinski, la comtesse Bruce, la comtesse Brani-çka, la princesse Dachkof, et plus tard, dans les dernières années du règne : le général aide de camp de service Passek, le comte Strogonof, la demoiselle d'honneur Protassof, le vice-amiral Ribas, le général gouverneur des provinces polonaises Toutolmine et deux membres de l'émigration française : le comte Esterhazy et le marquis de Lambert. Le dîner dure une heure environ. Des mets très simples. Catherine n'a souci d'aucune recherche à cet égard. Son plat favori est du bœuf bouilli avec des concombres salés. Comme boisson, de l'eau avec du sirop de groseilles. Plus tard, sur une recommandation des médecins, un verre de madère ou de vin du Rhin. Comme dessert, quelques fruits, des pommes ou des cerises, de préférence. Parmi ses cuisiniers, il en est un qui fait une cuisine détestable. Des années ont passé sans qu'elle s'en aperçût. Quand on le lui a fait remarquer, elle a refusé de congédier le gâte-sauce, disant qu'il était depuis trop longtemps dans sa maison. Elle s'informe seulement du jour où il prend son service, et dit alors en se mettant à table : « Mesdames et messieurs, il faut prendre patience ; nous avons une semaine de jeûne devant nous. » Deux fois par semaine, le vendredi et le samedi, Sa Majesté fait maigre, et alors elle n'a à sa table que deux ou trois personnes.

Il convient d'ajouter que, pour faire meilleure chère, ses convives n'ont pas besoin de quitter l'enceinte du palais. La table de Sa Majesté est médiocrement servie, et Catherine veille à ce que la dépense en soit très modique ; mais la table du favori Zoubof, celle de son protecteur le comte N.I. Saltykof et celle de la comtesse Braniçka, la nièce de Patiomkine, qui, toutes les trois, sont défrayées sur la cassette impériale, reviennent en 1792 à 400 roubles (2 000 francs) par jour, sans compter les boissons, dont le coût, avec le thé, le café et le chocolat, est de 200 roubles par jour également.

Après le dîner, quelques instants de causerie, puis tout le monde se retire. Catherine prend en main son métier à broder, travail auquel elle est très habile, et Betzky lui fait une lecture. Quand Betzky, vieillissant, commence à perdre la vue, elle ne le remplace pas ; elle lit elle-même, en se servant de ses lunettes. Une heure encore se passe ainsi, et voilà qu'on lui annonce son secrétaire : deux fois par semaine, il arrive avec le courrier, qui est aussitôt dépouillé. Les autres jours, ce sont encore les fonctionnaires qui se succèdent, présentant des rapports, demandant des instructions. À ce moment, l'impératrice a souvent auprès d'elle ses petits-enfants avec lesquels elle joue dans les instants de répit que lui laissent les affaires. Quatre heures sonnant, elle a bien gagné le repos et la récréation qu'elle va maintenant s'accorder. À travers la longue galerie qui relie le palais d'hiver à celui de l'Ermitage, elle se rend dans ce séjour favori. Lanskoï, ou Mamonof, ou Zoubof l'y accompagnent. Elle examine ses nouvelles collections, préside à leur arrangement, fait une partie de billard et, quelquefois, s'amuse à tourner de l'ivoire. Six heures : c'est le moment du retour aux appartements de réception, où vont avoir lieu les entrées. Catherine fait lentement le parcours de ses salons, distribue quelques mots aimables, puis se met à la table de son jeu. Elle joue le whist à 10 roubles le robre, le rocambole, le piquet, ou le boston. Toujours à très bon marché. Ses partenaires habituels sont le comte Razoumofski, le feld-maréchal comte Tchernichof, le feld-maréchal prince Galitzine, le comte Bruce, le comte Strogonof, le prince Orlof, le prince Viazemski et les ministres étrangers. Catherine donne la préférence aux deux premiers, parce qu'ils jouent serré et n'essayent pas de la faire gagner. Elle-même s'y applique de son mieux. Le chambellan Tchertkof, qu'elle admet parfois à faire sa partie, se met régulièrement en colère, reproche à la souveraine de jouer de travers, et parfois, de dépit, jette ses cartes au nez de Sa Majesté. Elle ne s'en offense jamais, défend comme elle peut sa manière de jouer, prend à témoin les assistants. Un jour, elle en appelle au jugement de deux émigrés français qui assistent à la partie.

« De beaux arbitres ! s'écrie Tchertkof. Ils ont trompé leur propre roi ! »

Cette fois, Catherine impose silence au mauvais et trop indiscret joueur. On voit qu'elle a beaucoup à faire pour maintenir à sa cour le ton qui devrait y régner. Une autre fois qu'elle joue au whist avec le comte Strogonof, le général Arharof et le comte Stackelberg, Strogonof perd constamment. À un

moment, n'y tenant plus, et oubliant toutes les convenances, il se lève avec emportement, abandonne la partie sans l'achever, et, le visage enflammé, la voix rauque, se met à arpenter la grande salle des Diamants en donnant libre cours à son irritation :

« Tout mon argent y passera !… Cela ne Vous fait rien, à Vous, de perdre !… Mais moi ?… Je serai bientôt sur la paille ! »

Trouvant qu'il dépasse la mesure, Arharof veut intervenir, mais Catherine l'arrête.

« Laissez donc ! Voilà cinquante ans qu'il est comme cela. Vous ne le changerez pas, ni moi non plus. »

Le jeu s'arrête invariablement à dix heures. Sa Majesté se retire alors. Sauf les jours de réception, il n'y a pas de souper, et ces jours-là même, Catherine ne se met à table que pour la forme. Rentrée dans son appartement particulier, elle passe aussitôt dans sa chambre à coucher, boit un grand verre d'eau bouillie et se met au lit. Sa journée est finie.

1.2

Voilà un train de vie bien tranquille, et le tableau que nous venons d'en faire s'accordera peut-être difficilement, dans l'esprit du lecteur, avec les images bien différentes qu'une légende, très accréditée, nous devons en convenir, a pu y avoir fixées. Nous nous sommes attaché, cependant, à consulter les meilleures sources ; mais nous apercevons une explication fort naturelle de l'écart qui a pu se produire, à cet égard, entre l'histoire et la légende. Celle-ci s'est inspirée, d'une part, de ce qu'il y a eu de répréhensible, en effet, et de propre à justifier les suppositions les plus malveillantes dans un des côtés de la vie intime de la souveraine, sur le compte duquel nous nous expliquerons plus tard. Légende et malveillance se sont, d'autre part, saisies de certaines périodes de dissipation qui ne furent

cependant qu'accidentelles et passagères dans l'histoire de la grande impératrice, comme celle qui suivit la grande crise de désespoir après la mort de Lanskoï. L'existence habituelle de Catherine apparaît dans un jour très différent, et, si l'on consent à jeter le voile sur certains plaisirs, qui, d'ailleurs, n'ont jamais troublé, d'une façon permanente, l'équilibre harmonieux de ses facultés, ni le programme savamment conçu de ses occupations, les autres distractions, qui s'y associaient, n'ont eu rien que de très paisible et de très innocent. Ceux qui, s'en fiant à certains rapports, se sont figuré cette existence comme une orgie continuelle seraient bien en peine d'indiquer un fait précis justifiant une telle conception. L'histoire n'est en mesure d'en enregistrer aucun. Mais l'histoire est-elle bien renseignée ? Les dehors plus ou moins édifiants que montra la vie privée de l'impératrice ne cachèrent-ils pas des dessous autrement scandaleux ? Les palais de Saint-Pétersbourg et de Tsarskoïe Selo, les appartements de l'Ermitage n'eurent-ils pas des coins d'ombre discrète, protégeant des passe-temps plus inavouables ? Nous ne le croyons pas, pour des raisons qui tiennent tant au caractère de Catherine qu'à l'organisation même de sa vie intime : par un certain côté, celle-ci constitua bien un scandale, mais un scandale officiel, cyniquement, si l'on veut, mais franchement avoué. L'impératrice s'est chargée, du reste, elle-même de donner, non en paroles, mais en actions, un démenti éclatant à la plupart des accusations infamantes qui, de son vivant, s'attaquèrent à sa renommée. L'Anglais Harris écrivait en janvier 1779 : « L'impératrice devient de jour en jour plus déréglée et plus dissipée, et sa société est composée de ce qu'il y a de plus bas parmi ses courtisans ; la santé de Sa Majesté est certainement éprouvée par la vie qu'elle mène… » Et le Foreign Office en concluait-il que la souveraine, « épuisée par la débauche », n'avait plus que quelques moments à vivre, l'Europe entière ne tardait pas à apprendre, un peu à ses dépens, que Catherine demeurait bien vivante, saine de corps et d'esprit. Jamais elle ne s'est mieux portée, physiquement et moralement, qu'à cette époque.

Catherine fut certainement une lascive, une débauchée si l'on veut encore ; elle n'eut rien d'une bacchante. Amoureuse insatiablement autant qu'ambitieuse sans bornes, mais assujettissant ses amours, comme son ambition, à certaines règles de conduite, dont elle sut ne jamais se départir. Les favoris ont occupé une large place dans son palais et dans toute

l'économie matérielle, morale, politique même de sa vie ; mais la souveraine y a toujours gardé la sienne, et même, si bizarre qu'en paraisse l'affirmation, la femme de foyer paisible et douce.

Catherine aima passionnément les enfants ; elle se plaisait à jouer avec eux. C'était un de ses passe-temps préférés. Dans une lettre adressée à Ivan Tchernichof, en 1769, elle se met en scène elle-même, avec sa compagnie habituelle des heures de loisir, et nous la voyons, elle, Grégoire Orlof, le comte Razoumofski et Zahar Tchernichof, le frère d'Ivan, en joyeuse partie avec le petit Markof, que la souveraine vient d'adopter, gambadant, se roulant par terre, faisant mille folies et riant aux larmes. Le petit Markof, alors âgé de six ans, est remplacé plus tard par le fils de l'amiral Ribeaupierre. Celui-ci est lent à s'apprivoiser, s'étant mis dans sa petite cervelle de gamin farouche toute sorte d'idées sinistres, celle, entre autres, qu'on ne l'a appelé au palais que pour lui couper la tête. Mais Catherine fait si bien qu'il finit par prendre confiance. Elle lui découpe des images, elle lui fabrique des jouets. Un jour, elle arrache un ruban de sa collerette, pour figurer les rênes d'un attelage découpé, à son intention, dans un morceau de carton. Elle le garde auprès d'elle des heures entières, le renvoie quand on vient lui parler affaires, puis le rappelle ; à cinq ans, elle le fait officier de sa garde. Il n'est pas le seul, du reste, à être ainsi privilégié : deux petits Galitzine, quatre petits-neveux de Patiomkine, le fils du feld-maréchal, comte Saltykof, le fils de l'*hetman* Braniçki, le jeune comte Chouvalof, celui qui, plus tard, accompagna Napoléon à l'île d'Elbe, et le jeune Valentin Esterhazy partagent cette dernière faveur. Le petit Ribeaupierre grandit dans les appartements de Sa Majesté jusqu'à l'âge de onze ans. En le congédiant alors, Catherine veut qu'il lui écrive, et elle répond de sa main à la lettre qu'il lui adresse. Mais sa lettre à elle est si remplie de ratures — elle ne s'est pas donné la peine, cette fois, de recommencer son travail — qu'elle la fait transcrire par son secrétaire Popof, qui restitue plus tard l'original au destinataire. Catherine y cite comme étant de *Voltaire* les vers :

… dans les âmes bien nées

La valeur n'attend pas le nombre des années.

Dans ses *Souvenirs*, Ribeaupierre parle aussi d'un portrait de Catherine, reçu par lui quand il avait neuf ans. L'impératrice lui ayant demandé alors

s'il en possédait un déjà, comme il secouait la tête d'un air désolé :

« Et tu dis que tu m'aimes ! » s'exclamait-elle.

Aussitôt elle faisait apporter un de ses portraits, celui au bas duquel le comte de Ségur avait écrit en 1787 les vers bien connus. L'enfant voulut aussitôt emporter son trésor dans la maison paternelle. On fit avancer un carrosse de la cour. Il plaça gravement le tableau au fond de la voiture, et s'assit lui-même par-devant. Ce trait charma Catherine. La place du petit Ribeaupierre à la cour était fort enviée et devint, à son départ, l'objet de nombreuses compétitions. Zoubof essaya d'y introduire le petit Valentin Esterhazy. Mais l'impératrice s'aperçut bientôt que ce nouveau compagnon ne faisait que répéter devant elle des leçons plus ou moins bien apprises. Il rapportait des détails navrants sur la misère qui régnait dans la maison de ses parents, se plaignait de ne porter que des chemises de toile grossière. Un jour, il lui arriva de laisser échapper un bruit incongru.

« Enfin, s'écria Catherine, j'ai entendu quelque chose de naturel ! »

Le petit Valentin n'eut pas le succès de ses prédécesseurs.

Après les enfants, nous n'osons pas dire avant, mais ce serait peut-être plus exact, les chiens et les bêtes en général jouent dans la vie intime de Catherine un rôle considérable. La famille de sir Tom Anderson est certainement de toutes les familles de l'Empire celle dont la situation à la cour demeure le plus solidement établie. En voici l'énumération dans une lettre de la souveraine :

« À la tête se trouve le chef de la race, sir Tom Anderson, son épouse, duchesse Anderson, leurs enfants : la jeune duchesse Anderson, M. Anderson et Tom Thomson : celui-ci s'est établi à Moscou sous la tutelle du prince Volkonski, gouverneur général de la ville. Il y a encore, outre ceux-ci, dont la réputation est faite, quatre ou cinq jeunes gens, qui promettent infiniment et qu'on élève dans les meilleures maisons de Moscou et de Pétersbourg, comme par exemple dans celles du prince Orlof, de MM. Narychkine, chez le prince Toufiakine. Sir Tom Anderson a épousé en secondes noces mademoiselle Mimi, qui depuis ce temps a pris le nom de Mimi Anderson. Mais jusqu'ici il n'y a pas de lignée. Outre ces légitimes mariages (puisqu'il faut dire les défauts comme les vertus des gens dans leur

histoire), M. Tom a eu plusieurs attachements illégitimes : la grande-duchesse a plusieurs jolies chiennes qui lui ont mis martel en tête, mais jusqu'ici aucun de ses bâtards n'a paru, et il y a apparence qu'il n'y en a pas ; quoi qu'on en dise, ce sont des calomnies. »

Dans une autre lettre, où Catherine fait part à son confident du chagrin que lui a causé la mort de la grande-duchesse, première femme de Paul, nous trouvons encore ce passage, qui, à cette place, est d'un effet singulier :

« J'ai toujours aimé les bêtes ; (…) les animaux ont beaucoup plus d'esprit qu'on ne leur en suppose, et, si jamais bête a droit de parler, c'est sir Tom Anderson. La société déjà lui plaît, et particulièrement celle de sa propre famille. Il choisit de chaque couvée les plus spirituels et s'en amuse. Il les élève, leur fait adopter ses mœurs et ses coutumes ; dans le mauvais temps, où tout chien est enclin à dormir, il jeûne et empêche les moins expérimentés que lui à manger (*sic*). Si malgré lui ils se donnent de l'indigestion et qu'il les voit vomir, il grogne, il les gronde. S'il trouve de quoi les amuser, il les avertit ; s'il trouve quelque herbe qui convient à leur état, il les y mène. Voilà bien des indices que j'ai vus cent fois de mes yeux. »

Et plus loin :

« Votre n◦ 29 (Catherine a adopté pour sa correspondance avec Grimm un système de numérotage, très nécessaire pour l'empêcher de s'y égarer) est arrivé deux jours après vos gants (Grimm fait aussi les emplettes de Sa Majesté), qui, depuis le moment de leur déposition dans ma chambre, traînaient sur un grand sopha turc, où ils amusaient infiniment les petits-fils de sir Tom Anderson, et surtout lady Anderson, qui est une jeune merveille de cinq mois, et, à cet âge, elle réunit en elle toutes les vertus et tous les vices de toute son illustre race. Déjà à l'heure qu'il est elle déchire tout ce qu'elle trouve, s'élance et mord les jambes de ceux qui entrent dans ma chambre, chasse oiseaux, mouches, cerfs et tel autre animal quatre fois plus grand qu'elle et fait à elle seule plus de bruit que ses frères, sœurs, tante, père, mère, aïeul et bisaïeul. C'est un meuble utile et nécessaire dans une chambre, car elle s'empare de toutes les inutilités qu'on aurait pu emporter sans déranger le train ordinaire de ma vie. »

Mais les chiens ne suffisent pas à Catherine. En 1785, elle se prend d'affection pour un écureuil blanc, qu'elle élève elle-même et nourrit de sa main avec des noisettes. Et à peu près à la même époque elle fait l'acquisition d'un singe, dont elle vante fréquemment la gentillesse et l'esprit. « Il faut que je vous conte, écrit-elle à Grimm, l'étonnement dans lequel je vis un jour le prince Henri (frère du roi de Prusse), lorsque le prince Potemkine lâcha un singe dans la chambre, avec lequel je me mis à jouer, au lieu de continuer une belle conversation que nous avions entamée. Il ouvrait de grands yeux, mais il avait beau faire, les tours du singe l'emportèrent. » À ce moment elle possède aussi un chat, cadeau du prince Patiomkine : « De tous les matous le plus matou, gai, spirituel, point entêté. » Elle a reçu ce présent en échange d'un service en porcelaine de Sèvres, qu'elle a fait faire pour le favori, en disant que c'était pour elle, « pour qu'il fût plus beau ». La famille Anderson ne perd pas pour cela ses droits : « Vous m'excuserez, dit l'impératrice, dans une de ses lettres, si toute la page précédente est très mal écrite : je suis extrêmement gênée dans ce moment par certaine jeune et belle Zémire, laquelle de tous les Thomassins est celle qui se place le plus proche de moi et pousse ses prétentions jusqu'à avoir ses pattes sur mon papier. »

Citons encore ce fragment des *Souvenirs* de madame Vigée-Lebrun : « Quand l'impératrice fut rentrée en ville, je la voyais tous les matins ouvrir un vasistas et jeter de la mie de pain à des centaines de corbeaux qui, chaque jour à l'heure fixe, venaient chercher leur pitance. Le soir, vers les dix heures, quand ses salons étaient illuminés, je la voyais encore faire venir ses petits-enfants et quelques personnes de sa cour pour jouer avec eux à la main chaude et à cache-cache. »

Mme Vigée-Lebrun logeait, pendant son séjour à Pétersbourg, dans une maison faisant face au palais impérial. Sans souci de la couleur locale, la légende a, depuis, transformé en *pigeons* les volatiles noirs que nourrissait ainsi une main auguste ; mais légende ou histoire, tout ce que l'une ou l'autre nous apprennent sur les goûts, les habitudes intimes de Catherine ne ressort-il pas en traits absolument contraires à la physionomie d'une Messaline ? Assurément l'objection que nous avons nous-même soulevée plus haut conserve sa force. Ce que nous pouvons savoir de l'intérieur d'un palais où Catherine habita en compagnie d'un Orlof ou d'un Patiomkine,

est-ce bien la vérité entière, la vérité vraie, comme disent les Italiens ? Le doute est la première vertu de l'historien, nous n'avons garde de l'oublier. Pourtant, nous l'avons dit déjà, Catherine ne fut pas une hypocrite ; elle a vécu au grand jour, et elle a eu, on s'en apercevra, l'orgueil ou l'impudeur de ne pas chercher le mystère et de défier la censure là même où notre respect et notre admiration doivent forcément l'abandonner.

1.3

Au-dehors, la vie de l'impératrice a offert peu de matière à la chronique, bienveillante ou non. Les grands voyages qui ont fait époque dans son histoire, comme celui de Crimée, mis à part, elle se confinait volontiers dans l'enceinte de ses vastes et luxueuses résidences. Quelquefois, à l'époque du carnaval, par une belle journée ensoleillée, on la voit faire des promenades plus lointaines. Trois grands traîneaux attelés de dix ou douze chevaux l'emportent alors avec son entourage ordinaire. À chacun de ces traîneaux on en attache par-derrière, avec des cordes, une douzaine de plus petits, où s'entassent pêle-mêle les dames et les messieurs de la cour, et cette étrange cavalcade s'ébranle au galop. On va dîner dans les environs de la capitale, au palais de Tchesmé ; on pousse, en traversant la Neva, jusqu'à Gorbilevo, villa impériale où se trouvent installées des montagnes russes, et l'on revient au palais de Tauride pour souper. À une de ces excursions, après avoir dîné et avoir repris sa place dans un des grands traîneaux où elle se tient seule, Catherine s'avise de demander à son écuyer si les cochers et les laquais qui l'accompagnaient ont mangé aussi. Sur la réponse négative de l'écuyer, elle descend du traîneau. « Ces gens ont besoin comme nous de dîner », dit-elle. Et, comme il n'y a pas de repas préparé pour eux, elle attend patiemment que ce soit fait et que la faim des pauvres domestiques soit apaisée.

Mais ces escapades sont rares. La souveraine n'aime pas à se faire voir trop souvent, ailleurs que dans son palais, au milieu de la mise en scène

décorative qui l'y entoure ; elle redoute d'amoindrir son prestige d'idole. Un jour qu'elle a eu mal à la tête et qu'une promenade au grand air lui a fait du bien, le mal étant revenu le lendemain, on lui propose de recommencer. « Et que dirait le peuple, répond-elle, si deux jours de suite il me voyait dans la rue ? » Deux fois, au cours de l'hiver, elle va au bal masqué. Ceux qu'elle invite à l'y accompagner trouvent à la cour des costumes et des masques. D'ordinaire, dans ces occasions, pour mieux garder l'incognito, Catherine monte dans un carrosse autre que le sien. Volontiers aussi elle revêt un costume masculin et se plaît à intriguer, en marivaudant avec elles, les jolies femmes dont elle réussit à dépister la curiosité. Sa voix, un peu grosse, se prête à ce déguisement. Une de celles dont elle échauffe ainsi l'imagination en poussant très loin sa conquête imaginaire se pique si fort au jeu qu'elle finit par arracher violemment le masque du mystérieux cavalier. Catherine s'en montre fort irritée, mais elle se borne à reprocher à la trop sensible belle d'avoir manqué aux conventions en usage dans les fêtes de ce genre.

Elle n'accepte guère d'invitations. Le fastueux prince de Tauride, le comte Razoumofski, le prince feld-maréchal Galitzine, les deux Narychkine, la comtesse Bruce et madame Batiouchkine sont à peu près les seules personnes qui ont quelquefois l'honneur de l'avoir pour hôte. Mais, le plus souvent, elle ne se fait pas annoncer, jouissant de l'embarras que cause son apparition imprévue.

Au printemps elle quitte le palais d'hiver pour le palais de Tauride, quand cette magnifique demeure, bâtie par Patiomkine, a été rachetée par elle à l'opulent favori. Elle s'y transporte d'habitude le dimanche des Rameaux et y fait ses dévotions de Pâques. Elle y séjourne jusqu'au mois de mai, époque où elle va retrouver les ombrages de Tsarskoïe Selo. Cette installation qu'elle a créée et qui remplace les résidences de Peterhof et d'Oranienbaum, auxquelles de trop lugubres souvenirs sont attachés, est l'endroit où elle se plaît le mieux. Là, plus de réceptions, plus de cérémonial de cour, plus d'audiences ennuyeuses. Les affaires mêmes y sont en quelque sorte suspendues, ou du moins réduites au strict nécessaire. Levée à six ou sept heures, l'impératrice commence sa journée par une promenade. Légèrement vêtue, une canne à la main, elle parcourt ses jardins. La fidèle Pierekousihina, un valet de chambre et un piqueur l'accompagnent seuls. Mais la famille Anderson est, bien entendu, aussi de la partie, et la présence

de la souveraine est signalée au loin par les jappements joyeux de la bande qui folâtre devant elle sur les gazons. Catherine s'occupe avec passion de jardinage, et la *plantomanie*, comme elle appelle ce goût, rivalise dans ses préférences avec la bâtisse. Elle suit d'ailleurs, à cet égard, la mode du temps :

« J'aime à la folie présentement, écrit-elle en 1772, les jardins à l'anglaise, les lignes courbes, les pentes douces, les étangs en forme de lacs, les archipels en terre ferme, et j'ai un mépris profond pour les lignes droites. Je hais les fontaines qui donnent la torture à l'eau pour lui faire prendre un cours contraire à la nature ; en un mot, l'anglomanie domine dans ma plantomanie. » Et cinq ans plus tard : « Je fais souvent enrager mes jardiniers, et plus d'un jardinier allemand m'a dit dans sa vie : *Aber, mein Gott, wass wird dass werden* ! J'ai trouvé que la plupart n'étaient que de pédants routiniers : les écarts de la routine que souvent je leur propose les scandalisent, et, quand je vois que la routine est la plus forte, j'emploie le premier garçon jardinier docile que je trouve sous la main. Il n'y a personne que ma plantomanie fait plus rire que le comte Orlof. Il m'épie, il m'imite, il se moque de moi, il me critique, mais, en partant, il a fini par me recommander son jardin pour cet été, et c'est moi cette année qui vais y faire des incartades à ma façon. Sa terre est toute proche de celle-ci ; je suis très fière de ce qu'il a reconnu mon mérite jardinier. »

Les jardins de Tsarskoïe sont publics. Un jour, assise sur un banc avec la Pierekousihina, Catherine voit passer un homme, un citadin de Pétersbourg, qui, apercevant les deux vieilles femmes et ne reconnaissant pas la souveraine, les enveloppe d'un regard méprisant et poursuit son chemin en sifflant. La Pierekousihina est indignée, mais Catherine la reprend : « Que veux-tu, Maria Savichna, il y a vingt ans cela ne nous serait pas arrivé ; nous avons vieilli : c'est notre faute. »

Sa promenade achevée, à neuf heures, la souveraine se met au travail, et jusqu'à six heures du soir, le reste de la journée s'écoule à peu près comme à la ville, sauf qu'il vient moins de fonctionnaires et de gens à grimoire ennuyeux, et que l'entourage intime est plus réduit. À table paraissent parfois un ou deux convives appelés de la capitale. À six heures, nouvelle promenade, cette fois en plus nombreuse compagnie, mais dans la plus

entière liberté. Les petits-enfants de l'impératrice jouent sous ses yeux aux barres, le comte Razoumofski jugeant les points contestés. S'il pleut, Catherine réunit son monde dans la fameuse galerie vitrée à colonnade où se trouvent les bustes des grands hommes anciens et modernes pour lesquels elle a une admiration particulière.

Les ministres étrangers sont admis parfois à partager les plaisirs de cette villégiature impériale. Le comte de Ségur, qui eut cet honneur, raconte ainsi les souvenirs qu'elle lui a laissés :

« Catherine II eut l'extrême bonté de me montrer elle-même toutes les beautés de cette magnifique maison de plaisance dont les eaux limpides, les frais bocages, les pavillons élégants, la noble architecture, les meubles précieux, les cabinets lambrissés en porphyre, en lapis-lazuli, en malachite avaient un air de féerie et rappelaient aux voyageurs qui les admiraient les palais et les jardins d'Armide… La liberté complète, la gaieté de la conversation, l'absence de tout ennui et de toute gêne auraient pu me faire croire, en détournant mes regards de la majesté imposante du palais de Tsarskoïe Selo, que j'étais à la campagne chez les particuliers les plus aimables… M. de Cobenzl y montrait la plus intarissable gaieté, M. Fitz-Herbert un esprit fin et orné, le général Potemkine une originalité qui le rendait toujours nouveau, même dans ses fréquents moments d'humeur ou de rêverie. L'impératrice causait familièrement sur tous les sujets, hors la politique ; elle aimait à entendre des contes, se plaisait elle-même à en faire, et, si par hasard la conversation languissait un peu, le grand écuyer Narychkine, par des folies un peu bouffonnes, rappelait inévitablement le rire et les saillies. Catherine travaillait presque toute la matinée, et chacun de nous était libre alors d'écrire, de lire, de se promener et de faire enfin tout ce qui lui convenait. Le dîner, peu nombreux en mets et en convives, était bon, simple, sans faste ; l'après-dînée était employée à jouer, à causer. Le soir, l'impératrice se retirait de bonne heure, et nous nous réunissions alors, Cobenzl, Fitz-Herbert et moi, ou chez l'un de nous, ou dans l'appartement du prince Potemkine. »

Catherine se reposait dans cette douce retraite des fatigues de son métier, de celles surtout que lui donnait la représentation obligatoire dans les fêtes et les cérémonies de la cour. Ce que furent ces fêtes pendant son règne

et quel éclat elle sut leur donner, nous essayerons de le dire un jour. Nous devons ici même à nos lecteurs quelques mots sur les soirées si célèbres de l'Ermitage. Par l'amplitude de ses proportions, la magnificence de sa décoration intérieure, le palais ainsi appelé ne répondait guère à son nom. Une suite de salons et de galeries conduisait à une salle de spectacle circulaire, réduction de l'antique théâtre de Vicence. Les réceptions étaient de trois espèces différentes : les grandes, les moyennes et les petites. Aux premières étaient admis généralement tous les personnages de distinction et les ministres étrangers. Les bals y alternaient avec les spectacles où se produisaient tous les artistes en renom : Sarti, Cimarosa, Paisiello dirigeaient l'orchestre ; Biotti, Puniani, Dietz, Lulli, Michel montraient leurs talents sur divers instruments ; la Gabrielli, la Todi, le baryton Marchesi, le ténor Majorletti chantaient ; dans la pantomime brillaient : Pic, Rossi, Santini, Canucciani. Après les concerts, les opéras italiens, venaient les représentations de comédies ou de drames russes ; on applaudissait alors : Volkof, Dmitrefski, Choumski, Kroutitski, Tchernikof, Sandounoff, la Trepolskaïa. La comédie et l'opéra français avaient aussi leur place avec Sedaine, Philidor, Grétry, dont les œuvres rencontraient d'élégants interprètes, tels que le célèbre Aufresne. Au bal, chaque dame avait deux cavaliers qui soupaient avec elle. Après le souper, on dansait encore une polonaise et l'on se retirait avant dix heures.

Les réceptions *moyennes* ne différaient des grandes que par le nombre plus restreint des invités.

Tout autre était le caractère des *petites* réceptions. N'y paraissaient régulièrement que les membres de la famille impériale et quelques intimes triés sur le volet : une vingtaine de personnes en tout. Une invitation adressée à un étranger devenait un signe de faveur exceptionnelle, auquel on attachait le plus grand prix. À l'orchestre, quand il y avait spectacle, ce qui était le cas le plus fréquent, on ne voyait parfois que trois ou quatre musiciens de choix : Dietz avec son violon, Delfini avec son violoncelle, Cardon avec sa harpe. Le spectacle terminé, on faisait ce qu'on voulait. Dans les salons ouverts aux invités, il n'y avait plus réellement « un soupçon d'impératrice », ainsi qu'on l'a fait dire au baron Grimm, dans un passage de ses *Mémoires*, aussi peu exacts d'ailleurs, en général, qu'on doit les croire peu authentiques. Aux murs un règlement est affiché : il interdit, entre

autres choses, de se lever devant la souveraine, même si, étant assis, on la voit venir à soi, et qu'ayant entamé une conversation, elle veuille la continuer en restant debout. Défense d'avoir l'air de mauvaise humeur, d'échanger des paroles blessantes, de dire du mal de qui que ce soit. Défense de se souvenir des querelles et des inimitiés qu'on peut avoir au-dehors : on doit les laisser à la porte, avec son épée et son chapeau. Défense encore de *mentir* et de *radoter*. Une amende de dix kopecks, que l'on recueille dans un tronc et dont le produit est destiné aux pauvres, frappe les contrevenants. Bezborodko fait office de caissier. Parmi les habitués, il en est un qui, par un retour d'inepties continuel, met à tout instant le caissier dans le cas de lui présenter sa tirelire. Un jour que ce fâcheux s'est retiré avant les autres convives, Bezborodko dit à l'impératrice qu'elle devrait lui interdire l'entrée de l'Ermitage, sans quoi il ne peut manquer de se ruiner en amendes. « Laissez, répond Catherine ; après avoir passé la journée à écouter vos rapports et ceux de vos collègues, j'ai besoin de repos, et le radotage même m'est agréable. » « Alors, Matouchka, réplique Bezborodko, venez chez nous, au premier département du Sénat, vous serez servie chaque fois à souhait [1]. »

Les petits jeux font fureur dans ces réunions, Catherine assumant le rôle de boute-en-train, excitant la gaieté de ses convives et autorisant toutes les libertés. Les gages perdus sont : un verre d'eau à boire d'un trait, un passage de la *Télémachide* (de Trediakofski) à réciter sans bâiller, etc. On finit la soirée par une partie de cartes. Souvent, au milieu d'un robre, on interrompt la souveraine pour lui rappeler un gage qu'elle doit acquitter. « Que dois-je faire ? » demande-t-elle docilement. « Vous asseoir par terre, Matouchka. » Elle obéit aussitôt.

Tout cela est fort éloigné encore des visions d'orgie qui ont hanté l'esprit des contemporains. D'une certaine manière, il est vrai, Catherine a favorisé le travail des imaginations, qui s'est donné carrière dans cette voie, au détriment de sa gloire. Elle a eu de bonne heure et elle a conservé toujours des allures et des façons d'agir peu communes parmi les souverains. En 1763, le baron de Breteuil, au moment de quitter son poste, recevait d'elle le billet suivant, dont le style était fait pour surprendre un diplomate habitué aux formes cérémonieuses en usage dans les cours :

« M. le baron de Breteuil aura la bonté de se rendre à la chaumière, sur la beauté de laquelle il a promis de garder un secret éternel, dimanche à onze heures du matin, et, s'il le veut bien, il y restera jusqu'après le souper sous prétexte de rendre visite au comte Orlof. »

Le billet, sans date et sans signature, était de la main de l'impératrice. La chaumière, dont il parlait, était une maison de plaisance nouvellement installée dans les environs de Moscou. Breteuil fit la réponse suivante : « Le baron de Breteuil renouvelle ses serments sur le secret inviolable de la chaumière, où on lui fait la grâce de vouloir bien l'admettre publiquement dimanche à onze heures. Il s'y rendra, pénétré de reconnaissance, de respect, et il profitera de la permission flatteuse d'y rester toute la journée, mais M. le comte Orlof voudra bien qu'il ne s'en tienne pas au prétexte de lui rendre visite. »

On dirait ces lignes écrites sous la dictée de madame de Breteuil. Mais si celle-ci a vu, en effet, dans l'invitation de la souveraine quelque intention suspecte, elle fut bien abusée et son mari bien attrapé quand il eut su à quoi s'en tenir.

Chapitre 2

VIE DE FAMILLE - LE GRAND-DUC PAUL

I. La mère et le fils. — Causes de dissentiment. — Explications diverses. — La mère et l'impératrice. — II. Le comte et la comtesse du Nord. — Voyage en Europe. — Berlin. — « La Russie deviendra une province prussienne. » — Séjour à Paris. — Impressions de Marie-Antoinette. — Un architecte irascible. — Clérisseau. — Influence du voyage sur les relations de Catherine avec Paul. — III. Aggravation du conflit. — Divergence d'idées. — Paul fait de l'opposition. — Embarras pécuniaires de la jeune cour. — Lecture orageuse d'un bilan. — Isolement de Paul. — Conjectures au sujet du règlement de la succession. — Paul sera-t-il déshérité ? — On attend un manifeste. Testament supposé de Catherine. — IV. À qui la faute ? — Caractère de Paul. — Portrait par le prince de Ligne. — Témoignage du comte Rastoptchine. — Les favoris et les maîtresses du grand-duc. — Autres témoignages plus favorables. — Le cœur et l'esprit de Paul. — Manifestations morbides. — Causes supposées. — Un amant qui empoisonne le mari de sa maîtresse. — Le comte André Razoumofski. — Nervosité et impressionnabilité de Paul. — Scène macabre. — V. L'autre maternité de Catherine. — Bobrinski. — Indifférence et abandon. Mauvaise mère et grand-mère adorable. — L'éducation des petits-fils. — Preuves de tendresse. — Les mariages. — Les princesses allemandes arrivent par douzaines. — On choisit dans le tas.

2.1

Catherine n'a pas témoigné à ses parents, à son père comme à sa mère, une tendresse très profonde ; elle a paru oublier qu'elle avait un frère ; elle a mal vécu avec son mari, si elle n'a pas participé, directement ou indirectement, à sa fin tragique ; enfin, son fils, le seul de ses enfants légitimes qui ait survécu, n'a pas eu à se louer de ses procédés, si même, ainsi qu'on l'a prétendu, elle n'a pas songé à le déshériter. Ce sont des faits. On en est parti pour conclure qu'elle fut rebelle à l'impression des sentiments de famille en général, et que celui d'entre eux que l'on retrouve aux plus bas degrés de l'échelle morale et jusque dans la nature animale, le sentiment maternel, s'est trouvé lui-même étranger à son âme froide et corrompue, dépravée par l'ambition ou par le vice. Ce sont des points à discuter.

Ce que furent les relations de Catherine avec son mari, nous l'avons dit déjà. On a diversement épilogué sur ses relations avec l'héritier de la couronne. On a cru pouvoir affirmer qu'elles avaient été excellentes jusqu'à l'époque du premier mariage de Paul. À partir de ce moment, la présence d'une étrangère aurait exercé, à leur égard, une action dissolvante, que l'on retrouve dans l'histoire de beaucoup de familles. Au surplus, dès la première année de cette union, en 1774, une conspiration aurait été découverte, ayant pour but de porter le grand-duc au trône en en faisant descendre sa mère, et ce complot aurait eu pour chef, ou du moins pour principale inspiratrice, la nouvelle bru de Catherine, la grande-duchesse Nathalie Alekseïevna, née princesse de Darmstadt. Un secrétaire du comte Panine, Bakounine, livra le secret à l'impératrice, qui jeta au feu la liste des conjurés, parmi lesquels elle avait trouvé son Premier ministre à côté de son ex-grande amie, la princesse Dachkof.

Ce récit, qui ne repose que sur une tradition de famille, a trouvé des incrédules. Il soulève, en effet, de nombreuses objections. Les complots, vrais ou supposés, ayant pour objet la revendication des droits incontestables du fils de Pierre III furent à l'ordre du jour tout le long du règne de Catherine. Dans sa dépêche du 26 juin 1772 (récemment publiée dans le *Recueil de la Société d'histoire russe*, volume LXXII), le comte de Solms mande à Frédéric la découverte d'une intrigue de ce genre nouée par quelques bas officiers du

régiment Préobrajenski. Mais il parle aussi de coups de knout distribués, de nez et de paires d'oreilles coupés. Ainsi le voulait l'ordre naturel des choses. Le fait admis d'une tension presque hostile de rapports ayant succédé entre la mère et le fils à la bonne harmonie des jours plus anciens, sinon à une très grande et très affectueuse intimité, une autre explication a été donnée et une autre date attribuée à ce revirement. Le voyage que Paul voulut entreprendre en Europe, en compagnie de sa seconde femme, la grande-duchesse Marie de Wurtemberg, aurait déterminé la crise. N'ayant autorisé cette excursion qu'à contrecœur, Catherine avait souhaité du moins que son fils ne s'arrêtât pas à Berlin. Elle était sur le point de rompre les liens qui l'attachaient encore à cette cour. Paul n'y prit pas garde. Il se laissa fêter, flatter et enjôler par Frédéric, et quand il parut à Vienne, on s'aperçut avec surprise qu'il ne savait rien encore, ou ne voulait rien savoir, de l'alliance qui, déjà, avait uni cette cour à la sienne. Partout, d'ailleurs, il s'érigea en censeur sévère de la politique maternelle. À Florence, en causant avec Léopold, le frère de Joseph, il s'exprima sans ménagement aucun sur le compte des principaux collaborateurs de Catherine, du prince Patiomkine, de Bezborodko, de Panine lui-même, les déclarant vendus, sans exception, à l'empereur. « Je les extirperai tous », répétait-il avec colère.

Nous croyons cette seconde version aussi arbitraire que la première, et toutes deux nous paraissent pécher par la base : il faudrait prouver qu'à un moment quelconque Catherine ait, en effet, traité son fils mieux qu'elle ne l'a fait, soit après le mariage du tsarévitch, soit après la grande tournée européenne qui la sépara momentanément de lui. Sans doute, dans ses lettres à madame de Bielke, qui datent de 1772, la souveraine se plaît à peindre, sous les couleurs les plus agréables, la vie qu'elle mène à Tsarskoïe Selo, en compagnie de Paul ; mais nous savons déjà ce que vaut la sincérité épistolaire de Catherine. Sans doute encore, au cours du mois de septembre de cette même année, l'envoyé prussien, comte de Solms, mentionne à plusieurs reprises une recrudescence de démonstrations tendres dont le grand-duc est l'objet de la part de sa mère. « Elle ne fait plus un pas sans l'avoir avec elle », écrit-il. Mais c'est au beau milieu d'une crise, qui, en séparant la souveraine de son premier favori en titre et en la brouillant avec la puissante tribu des Orlof, lui fait éprouver des craintes sérieuses pour la sûreté de son trône. « Je sais de source certaine, a soin d'ajouter Solms, que

le grand-duc n'est pas trop persuadé lui-même de l'excès de l'amitié de madame sa mère. » Il aurait tort, en effet. À la même époque à peu près, écrivant à son fils et s'y reprenant à deux fois pour rédiger sa lettre, Catherine traçait ces mots :

« Il m'a paru que vous étiez affligé ou boudeur pendant la journée ; l'un et l'autre me ferait de la peine comme mère ; pour de la bouderie, je vous avoue que je ne m'en soucierai pas beaucoup, et comme mère et comme impératrice. »

Elle déchirait la page et recommençait ainsi :

« Il m'a paru que vous étiez affligé ou boudeur pendant la journée : pour de l'affliction, j'en ressentirais de la peine ; pour de la bouderie, je vous remets à vous-même de juger du cas que j'en puis faire. » Mais la première rédaction traduisait probablement sa pensée plus exactement, et elle n'indiquait pas, ce nous semble, des relations très cordiales. Catherine supposait d'ailleurs que l'affliction ou la bouderie du grand-duc venait de ce qu'elle lui avait refusé l'entrée de son Conseil, et ce refus n'était assurément pas en lui-même une preuve de confiance ni de tendresse. Enfin, en 1764 déjà, Bérenger mandait de Pétersbourg au duc de Praslin :

« Ce jeune prince (Paul) annonce des dispositions sinistres et dangereuses. Il est connu que sa mère ne l'aime point et que, depuis qu'elle règne, elle refuse avec trop peu de bienséance toutes les marques de tendresse qu'elle lui prodiguait auparavant… Il demandait, il y a peu de jours (Bérenger tient ce détail d'un des valets de chambre du grand-duc), pourquoi on avait fait mourir son père et pourquoi on avait donné à sa mère le trône qui lui appartenait de droit. Il ajoutait que quand il serait grand, il saurait bien se faire rendre raison de tout cela. On se dit, Monseigneur, que cet enfant se permet trop souvent de pareils propos, pour qu'ils ne soient pas rendus à l'impératrice. Or, personne ne doute que cette princesse ne prenne toutes les précautions possibles pour en prévenir l'effet… »

Il est admissible, cependant, que le voyage entrepris par Paul contre le gré de sa mère et l'attitude qu'il y fit paraître à plusieurs reprises aient contribué à indisposer l'impératrice et à la pousser plus avant dans une voie

où son avènement même au trône, c'est-à-dire à proprement parler l'usurpation des droits de son fils, l'avait fait entrer.

Mais l'intimité et la tendresse avaient cessé bien avant. Elles étaient incompatibles avec la position respective de ces deux êtres, dont l'un occupait violemment la place de l'autre. Ces sentiments et ces rapports affectueux avaient-ils seulement existé jamais ? Catherine a-t-elle pu jamais avoir un cœur de mère pour cet enfant qu'on avait arraché de ses bras quelques minutes après qu'il était sorti de son sein, qu'elle n'avait pas nourri, qu'elle n'avait pas élevé, qu'elle n'avait aperçu qu'à des intervalles parcimonieusement espacés ? Lui prodigua-t-elle en effet, à un moment quelconque, les caresses dont parle Bérenger ? Peut-être, *avant qu'elle fût devenue impératrice*, quand cet enfant, qui était son fils, pouvait encore devenir un jour *son empereur et son maître*. S'il y a eu un changement dans ses procédés, l'événement a dû être contemporain de celui du 5 juillet 1762, ainsi que l'indique d'ailleurs nettement le rapport du chargé d'affaires français, et la raison en est suffisamment apparente.

2.2

Nous avons déjà parlé à plusieurs reprises du voyage du comte et de la comtesse du Nord. Le départ, qui eut lieu le 5 octobre 1781, produisit une vive sensation à Pétersbourg. Le peuple entoura la voiture qui emportait l'héritier de la couronne, avec des pleurs, des gémissements et tous les signes du plus vif attachement. Des enthousiastes se jetèrent sous les roues de l'équipage pour l'empêcher d'avancer. Cela seul aurait suffi pour mécontenter Catherine. Elle fut pourtant flattée, au premier abord, plutôt qu'irritée, par les hommages qui accueillirent Paul à Berlin. Une conversation qu'elle eut avec son fils, après son retour, la fit changer de sentiment. Alors seulement, elle s'avisa de trouver qu'il avait été trop caressé par Frédéric. Paul ne se donnant pas la peine de cacher ses opinions

ni ses sympathies, elle s'emporta, déclarant, dans sa colère, qu'après sa mort « la Russie deviendrait une province prussienne » !

Le voyage du grand-duc avait eu lieu dans le plus strict incognito. Leurs Altesses allaient jusqu'à refuser les appartements qu'on préparait pour elles, logeant « en garni » avec leur suite, qui devait être considérable, puisqu'elle réclamait soixante chevaux aux relais de poste. Paul et sa femme acceptèrent cependant d'être, pour quelques jours, les hôtes de Versailles, où leur séjour paraît avoir laissé une assez bonne impression. « Le grand-duc, écrivait Marie-Antoinette, le lendemain de leur départ, a l'air d'un homme ardent et impétueux qui se contient… Le roi n'a pas remarqué qu'il eût adopté des opinions exagérées. » Il y eut fête mythologique et allégorique à Trianon, où une jeune Hébé charma particulièrement les augustes spectateurs. C'était — comment évoquer ce souvenir sans un serrement de cœur ? —, c'était Madame Élisabeth ! La famille royale voulut aussi faire honneur au bon renom de l'hospitalité française. À *Mouceaux* (*sic*), dans les jardins du duc de Chartres, « après avoir parcouru mille faux-fuyants tortueux voûtés de sycomores, de lilatiers, de peupliers d'Italie et de mille arbrisseaux des Indes ; après avoir respiré un air frais et pris quelque repos sur des gazons de thym et de serpolet, visité des cabanes et des manoirs gothiques prêts à s'écrouler, le comte et la comtesse du Nord partagèrent le repas simple des bergers de retour de leurs champs [1]… ». À Paris, le passage de Leurs Altesses, coïncidant avec l'effervescence de sympathies russes que nous avons signalée plus haut, eut presque des apparences de triomphe. Des prévenances flatteuses, d'agréables surprises rencontraient partout les visiteurs. Nous avons dit celle dont la grande-duchesse fut l'objet à la manufacture de Sèvres. Paul ne se trouva pas moins bien traité. À la Bibliothèque royale, après lui avoir signalé un lot de livres russes, tirés, à son intention, des rayons où sans doute ils trouvaient peu de lecteurs, le bibliothécaire, Desolnais, appela l'attention du grand-duc et des assistants sur un volume ayant servi, dit-il, à l'éducation d'un prince que Paris avait déjà appris à admirer et qu'il apprenait maintenant à chérir. C'était un manuel composé à l'usage de Paul lui-même par l'archevêque Platon. Leurs Altesses s'appliquaient, d'ailleurs, à payer de retour tant de courtoisie. Après avoir passé en revue le régiment des gardes françaises du maréchal Biron, la grande-duchesse adressait à celui-ci un billet des plus gracieux, en y

joignant dix billets de la caisse d'escompte de 1 200 livres chacun, pour faire boire les soldats à la santé de leur chef. On se souvenait encore à Berlin, depuis 1776, de la parcimonie, d'ailleurs forcée, que Paul y avait montrée, en venant dans cette capitale, pour y épouser sa seconde femme. Des ordres impérieux venant de Saint-Pétersbourg avaient coupé court alors à ses inspirations personnelles, naturellement généreuses. On en glosa longtemps, même à Paris, et la différence des procédés fut d'autant mieux appréciée. Il y eut cependant l'incident pénible de Clérisseau. Paul, on le devine, se trouva particulièrement entouré, dans la capitale des lettres et des arts, par la clientèle littéraire et artistique que sa mère s'y était faite. Il ne parvint pas toujours à la satisfaire et à ménager toutes ses susceptibilités. Sans la distance séparant Paris de Saint-Pétersbourg, Catherine elle-même n'y aurait peut-être pas réussi. Madame d'Oberkirch raconte ainsi qu'il suit, dans ses *Mémoires*, cette scène qui eut pour théâtre l'hôtel de M. de la Reynière occupé aujourd'hui par le cercle de l'Union artistique. M. de la Reynière était un fermier général opulent, et sa demeure, décorée par les premiers artistes de Paris, Clérisseau en tête, passait pour une des merveilles de la ville. Paul voulut la visiter. On lui avait déjà présenté antérieurement l'irascible architecte, et il ne l'avait pas trop bien traité. Clérisseau, du moins, en avait jugé ainsi, et il avait écrit au prince Bariatinski, aide de camp du grand-duc, une lettre — fort digne au rapport de Grimm — où il s'était cependant enhardi à annoncer qu'il rendrait compte à l'impératrice de Russie de l'accueil que les gens honorés de son estime recevaient auprès de son fils. À quelques jours de là, l'artiste et le prince se rencontraient dans la salle à manger de l'hôtel de la Reynière. Cette pièce était un des chefs-d'œuvre de Clérisseau. En y pénétrant, le comte du Nord aperçut un homme qui le saluait sans mot dire. Paul rendit le salut, mais l'homme lui barra passage.

— Que me voulez-vous, monsieur ?

— Vous ne me reconnaissez pas, monseigneur !

— Je vous reconnais parfaitement ; vous êtes le sieur Clérisseau.

— Pourquoi ne me parlez-vous pas, alors ?

— Parce que je n'ai rien à vous dire.

— Et vous allez être ici ce que vous avez été chez vous, monseigneur, me méconnaître, me traiter comme un étranger, moi, l'architecte de l'impératrice, moi qui suis en correspondance avec elle ! Aussi, je lui ai écrit, à madame votre mère, pour me plaindre de l'indigne réception que vous m'avez faite.

— Écrivez-lui donc aussi, à madame ma mère, que vous m'empêchez de passer, monsieur ! Elle vous en remerciera certainement.

La version que Grimm donne de l'incident, dans sa correspondance avec Catherine, est sensiblement différente. Elle nous paraît aussi plus vraisemblable. Paul aurait été le premier à aborder Clérisseau, voulant réparer les torts qu'il avait pu avoir à son égard, se montrant très aimable, rappelant des paroles flatteuses qu'il aurait adressées déjà à l'artiste, lors de leur première entrevue. Mais Clérisseau coupa court à ces démonstrations tardives :

— Monsieur le comte, il se peut que vous ayez eu l'intention de me dire tout cela ; mais je n'en ai rien entendu.

— Il faut donc que vous n'ayez ni oreilles ni mémoire, répliqua Paul impatienté.

Ce mot et l'intervention des assistants mirent fin à l'entretien. « Jamais je n'ai été si malmené, dit en riant le grand-duc à ceux qui l'entouraient, j'en ai la chemise collée sur le dos. » La grande-duchesse essaya encore d'arranger les choses ; mais Clérisseau se montra intraitable et finit par devenir grossier. La princesse lui demandant de lui envoyer le modèle et les dessins d'un salon qu'elle avait admiré, il répondit sèchement : « J'enverrai ce modèle et ces dessins à mon auguste bienfaitrice, où madame la comtesse pourra les avoir. »

Catherine ne s'avisa pas assurément, en cette circonstance, de donner raison à son architecte contre l'héritier de sa couronne : elle entendait mieux les intérêts de son rang et de sa dignité ; mais l'aventure n'en laissa pas moins, sans doute, une fâcheuse impression dans son esprit : elle n'inclinait que trop à admettre que son fils et héritier n'était qu'un maladroit. Les lettres qu'elle adressa aux voyageurs, pendant la durée de leur absence, furent cependant toujours affectueusement maternelles. Il semble même que

cette séparation ait exercé sur ses sentiments une influence apaisante et adoucissante. Présent et rapproché d'elle, Paul redevenait une menace et une cause d'inquiétude perpétuelle. N'avait-on pas répété dans le public qu'elle attendait sa majorité pour lui restituer son bien, c'est-à-dire la place qu'elle occupait ?

2.3

Au retour, les dissensions s'aggravèrent. Paul et sa femme se plaignaient que l'impératrice leur enlevât l'éducation de leurs enfants. Lors du voyage de Crimée, Catherine voulut emmener les petits grands-ducs Alexandre et Constantin. Cette fois, les protestations des parents furent si vives qu'elle hésita à passer outre. Mais les questions d'ordre gouvernemental jouaient aussi un rôle considérable dans cette querelle qui s'envenimait de jour en jour. En juillet 1783, le marquis de Vérac, alors ministre de France à Pétersbourg, renouvelant, pour prévenir un conflit entre la Russie et la Turquie, des démarches que la cour de Versailles ne se laissait pas de multiplier et dénonçant l'accueil peu flatteur, méprisant presque, qui leur était fait du côté de l'impératrice et de ses ministres, insistait en ces termes sur un antagonisme dans lequel il apercevait quelque espérance pour l'avenir : « Le grand-duc est entièrement opposé à tout ce système d'idées ; ce prince, élevé dans les principes sages de feu M. le comte Panine, ne pense qu'avec un chagrin mortel à l'état déplorable où l'Empire se trouvera réduit par la prodigalité sans bornes de l'impératrice. Il regarde le plan d'attaque contre les Turcs comme un projet qui peut achever de conduire la Russie à la ruine totale, et il est personnellement fort animé contre l'empereur, qu'il regarde comme le fauteur de ce plan. »

La guerre ayant éclaté, Catherine s'opposa à ce que le grand-duc y prît part. « Ce serait un nouvel embarras », écrivait-elle à Patiomkine. Elle lui permit d'aller en Finlande, au moment de la guerre de Suède ; mais

Knorring, qui commandait le corps d'armée mis en campagne, affirma plus tard avoir reçu l'ordre de ne communiquer à Son Altesse aucun plan d'opérations. En 1789, quand il fut question d'une rupture avec la Prusse, la situation de Paul prit une ressemblance irritante pour Catherine, mais surtout menaçante pour lui, avec celle que Pierre occupa dans les dernières années du règne d'Élisabeth. Des bruits sinistres circulèrent. Le fameux projet grec de l'impératrice fournissait encore une cause de conflit perpétuel : il rencontrait, de la part du grand-duc, une hostilité ouverte. Enfin, au cours des changements qui se produisaient d'année en année dans l'entourage de l'impératrice, Paul se laissait aller parfois à oublier ses devoirs de fils respectueux, et, par réciprocité, les favoris, qu'ils s'appelassent Patiomkine ou Zoubof, ne se croyaient pas obligés de ménager Son Altesse. Un jour, à table, le grand-duc ayant approuvé une idée mise en avant par Zoubof :

« Aurais-je dit une sottise ? » demanda celui-ci tout haut.

La jeune cour avait de fréquents embarras d'argent. En 1793, Catherine s'occupant d'examiner le bilan du banquier de la cour, Sutherland, qui a fait de mauvaises affaires et se trouve à la veille de suspendre ses payements, son secrétaire, Derjavine, en arrive, dans l'énumération de l'actif, à une somme due au banquier « par une personne très haut placée, mais qui a le malheur de ne pas être aimée par l'impératrice ». Catherine n'est pas longue à deviner de qui il s'agit. « Voilà les folies qu'il fait !, s'écrie-t-elle aussitôt ; qu'a-t-il besoin de sommes pareilles ! » Derjavine ose là-dessus faire la remarque que feu le prince Patiomkine avait l'habitude de contracter des emprunts beaucoup plus considérables ; il en indique quelques-uns dans l'actif de Sutherland. La souveraine ne s'y arrête pas, et la lecture du bilan continue. On arrive à un *item* de la personne « très haut placée ». « Encore ! » s'exclame Catherine avec un redoublement de colère. « Il n'est pas étonnant qu'après cela Sutherland fasse faillite ! » Derjavine croit cette fois l'occasion bonne de jouer un mauvais tour au nouveau favori, Platon Zoubof, par qui il ne se considère pas assez grassement payé. Il indique une somme énorme récemment portée à son compte dans le fâcheux bilan. Mais, sans répondre, l'impératrice agite une sonnette. « Y a-t-il quelqu'un dans la chambre des secrétaires ? » demande-t-elle. « Il y a Vassili Stiepanovitch Popof. » « Faites-le venir. » Popof entre. « Asseyez-vous là et ne me quittez

pas jusqu'à la fin de ce rapport. Ce monsieur (désignant du doigt Derjavine) veut me battre, je crois. »

À cette époque, le grand-duc vit avec sa femme à Gatchina ou à Pavlovsk, complètement séparé de sa mère et aussi de ses enfants, qui sont auprès d'elle et qu'il ne voit pas quelquefois pendant des mois entiers. Pour les voir, il a besoin de la permission du comte Saltykof, leur gouverneur. Nous avons déjà parlé de l'opinion, assez générale dans les dernières années du règne de Catherine, d'après laquelle elle se proposait de déshériter son fils. Cette mesure était souhaitée par un grand nombre de personnes. On s'attendait à un manifeste qui réglerait ce point important. On croyait qu'il paraîtrait le 1er janvier 1797. D'après une version, le manifeste aurait été rédigé et aurait été destiné à inaugurer l'avènement du régime constitutionnel en Russie sous le sceptre d'Alexandre, le caractère de Paul s'opposant à l'adoption de cette forme de gouvernement. Dans les *Mémoires* d'Engelhardt, dans un fragment des *Mémoires* de Derjavine, qui nous a été conservé, il est par contre question d'un testament de l'impératrice, ayant le même objet, moins l'énigmatique et douteuse introduction du constitutionnalisme, si peu en rapport avec les idées qui prévalaient alors dans l'esprit de Catherine. L'ode écrite par Derjavine pour l'avènement d'Alexandre semble y faire allusion, de même qu'un curieux écrit qui circula après la mort de l'impératrice sous ce titre : *Catherine II aux Champs-Élysées*. La souveraine y reproche à Bezborodko, à qui elle aurait confié le testament en question, d'avoir infligé à son pays le règne de Paul.

Il est certain qu'en faisant souvent allusion dans sa correspondance à l'avenir qui attend la Russie après sa mort, Catherine n'y parle jamais du règne de son fils. C'est toujours Alexandre qu'elle désigne comme son héritier. D'après certains témoignages, elle aurait aussi pris, en dernier lieu, des mesures énergiques pour prévenir un coup de main qu'elle croyait avoir à craindre de la part de l'héritier légitime.

La mère et le fils ne se voient plus que dans des cérémonies officielles. Ils s'écrivent des lettres cérémonieuses. Pendant le séjour très court du grand-duc à l'armée de Finlande, où il s'aperçoit vite qu'il n'a rien à faire, la correspondance est presque quotidienne. Elle rappelle un peu celle du roi

d'Espagne avec Marie de Neubourg, dans la version qu'en a donnée Victor Hugo. En voici un échantillon :

« Ma bonne et chère mère, la lettre de Votre Majesté Impériale m'a fait un sensible plaisir, et ce qu'elle m'y dit me touche infiniment. Je la supplie de vouloir bien recevoir l'expression de ma reconnaissance et en même temps celle du respect et de l'attachement avec lesquels je suis… »

Réponse de Catherine :

« J'ai reçu, mon cher fils, votre lettre du 5 de ce mois avec l'expression de vos sentiments auxquels les miens répondent. Adieu, portez-vous bien. »

Les lettres se suivent ainsi, presque sans variante.

2.4

Dans cette querelle, séparant d'une façon si cruelle deux êtres que la nature avait réunis, quel est le coupable ? De nombreux contemporains ont tracé au physique et au moral le portrait de Paul. Quelques-uns de ces portraits sont flatteurs ; ce sont les plus rares. On connaît celui du prince de Ligne ; c'est probablement le plus sincère.

« Capable de travail, changeant trop souvent d'avis et de favoris pour avoir un favori, un conseiller ou une maîtresse ; prompt, ardent, inconséquent : il sera peut-être à craindre un jour. Son esprit est faux, son cœur droit, son jugement est un coup de hasard. Il est méfiant, susceptible, aimable en société, intraitable en affaires, passionné pour l'équité, mais emporté par sa fougue, qui ne lui permet pas de distinguer la vérité. Faisant le frondeur, jouant le persécuté, quoique sa mère veuille qu'on lui fasse la cour, et qu'on lui facilite les moyens de s'amuser autant qu'il le veut. Malheur à ses amis, ses ennemis, ses alliés et ses sujets ! D'ailleurs, il est extrêmement mobile, mais, pendant le peu de temps qu'il veut une chose dans son intérieur, ou qu'il aime, ou qu'il hait, c'est avec violence et

entêtement. Il déteste sa nation et m'en a dit autrefois à Gatchina des choses que je ne puis répéter. »

Mais son enthousiasme pour Catherine n'a-t-il pas porté le charmant peintre à charger sa palette de teintes trop sombres ? Voici un témoin moins suspect et le plus autorisé de tous, à coup sûr. Parmi les personnages de la cour de Catherine, Paul s'est choisi un ami, un confident, un conseiller. Comblé de prévenances, de preuves d'attachement et presque de respect, celui-ci peut estimer à bon droit qu'au lendemain de la mort de Catherine, il sera tout-puissant. Le grand-duc ne cache pas l'intention qu'il a d'en faire son Premier ministre : c'est le comte Rastoptchine. Voici le cas qu'il fait de sa faveur et en quels termes il parle de celui qui l'en a jugé digne. Dans une de ses lettres adressées au comte Vorontsof, ambassadeur à Londres, il commence par déclarer « qu'après le déshonneur, rien ne peut lui être plus odieux que la bienveillance de Paul ». Il se laisse aller ensuite à une critique amère de la conduite du futur empereur ; il le représente querellant tout le monde, se faisant partout des ennemis, s'appliquant à imiter Pierre III, de néfaste mémoire, jouant comme lui au roi de Prusse avec la petite armée qu'il a à sa disposition. Il écrit : « Le grand-duc est à Pavlovsk, la tête remplie de fantômes, entouré de gens dont le plus honnête mériterait la potence sans jugement. » Il a congédié Narychkine et Lvovitch qui lui étaient sincèrement dévoués. Il a cruellement mortifié le prince A. Kourakine, qu'il appelait la veille « sa chère âme ». Mademoiselle Nelidof, qu'il poursuit de ses hommages, a demandé à l'impératrice de quitter la cour et de se retirer dans un monastère pour y échapper.

Mlle Nelidof, *freiline* de la grande-duchesse, « petite, laide, noiraude, mais pleine d'esprit », s'il faut en croire Ribeaupierre, a eu plusieurs devancières dans la faveur du grand-duc : une autre *freiline* d'abord du nom de Chkourine qui, elle aussi, songea à prendre le voile et finit par s'y résigner en effet. On la disait fille d'un *stopnik* (chauffeur de poêle), dont on croyait que Catherine, encore grande-duchesse, avait été la maîtresse. À la Chkourine succéda une demoiselle Lapouhine. Ces liaisons ne furent pas toutes platoniques, comme paraît l'avoir été celle avec mademoiselle Nelidof. Une princesse Czartoryska, qui épousa en secondes noces le comte Grégoire Razoumofski, passa pour avoir eu de Paul un fils qui s'appela Siméon Vielikoï.

Mais toutes ces amours n'ont pas donné à Paul une seule amitié. Au rapport de Rastoptchine, la Nelidof se moque de lui et le méprise ouvertement. Après lui avoir définitivement donné congé, elle reste à la cour, où ses succès « le font enrager » et le rendent ridicule.

Des lettres de Paul lui-même, que nous avons sous les yeux, le montrent cependant sous un jour différent. Celles adressées par lui, de 1776 à 1782, au baron Charles Sacken, un des éducateurs de sa jeunesse, ressemblent à une révélation : une âme sensible, affectueuse, reconnaissante, une certaine élévation d'idées et même une certaine dose de bon sens s'y traduisent fréquemment. Le baron Charles Sacken est alors ministre de Russie à Copenhague. Paul lui écrit :

Vous voyez que je ne suis point de marbre et que je n'ai point le cœur tout à fait aussi dur que bien du monde le pense. Ma vie le justifiera…

J'aime mieux être haï en faisant bien, qu'aimé en faisant mal…

Si jamais je mérite quelque chose de bon, tenez-vous pour dit que je vous en fais hommage tacite, comme à tous ceux qui ont contribué à défricher mon naturel aride…

Du brillant, ce n'est pas mon fait ; on est gauche à vouloir être ce que l'on n'est pas.

Il semble aussi que Paul n'ait pas manqué d'esprit naturel. Pendant son séjour à Paris, à un dîner qu'il offrit à quelques hommes de lettres, La Harpe s'étonna de l'entendre donner de l'*Excellence* à son médecin Scheffer. Paul lui ayant expliqué que ce titre correspondait en Russie au rang occupé par Scheffer dans l'échelle hiérarchique, dans le *tchin*, La Harpe s'avisa de dire :

« Mais alors, si les médecins sont *Excellence* en Russie, quel rang y appartiendrait à un homme de lettres ? »

« Monsieur, répliqua Paul, si ma mère était là, elle vous donnerait certainement de l'*Altesse*. » Le comte d'Artois l'ayant prié d'accepter une des épées anglaises qu'il admirait chez lui :

« Je vous demanderai plutôt, dit le grand-duc, celle avec laquelle vous aurez emporté Gibraltar. »

On sait que le comte d'Artois se préparait alors à conduire sur les côtes d'Espagne une expédition qui tourna mal.

Peut-être, cependant, ne faut-il pas ajouter grande foi à ces anecdotes. Les héritiers de couronnes impériales trouvent aisément des prêteurs. Ce qui gâtait et l'intelligence et le cœur de Paul, c'était sa nervosité extrême, au sujet de laquelle divers propos ont circulé. Dès le mois d'octobre 1770, Sabatier mandait au duc de Choiseul que le grand-duc avait eu des « convulsions terribles et les signes les moins équivoques d'une attaque très forte d'épilepsie ». Sabatier croyait savoir qu'au moment du détrônement de Pierre III on était venu effrayer le petit Paul par la nouvelle que son père voulait le faire périr. Ce récit, qu'on lui fit sans ménagement aucun, lui avait causé un saisissement dont sa constitution fut altérée. D'Allonville rapporte, dans ses *Mémoires*, une autre version qu'il dit tenir de l'helléniste de Villoison, « homme grave qui avait eu des relations longues et habituelles avec le grand-duc ». Les facultés mentales du prince auraient été ébranlées par de fortes doses d'opium absorbées dans des circonstances singulières : « Le comte André, depuis prince de Razoumofski, son ami de cœur, mais ami plus intime encore de la grande-duchesse, née princesse de Darmstadt, soupant seul tous les soirs avec le noble couple, n'avait trouvé que ce moyen de réduire le trio à un simple tête-à-tête. »

Le fait de relations autres que celles d'une simple liaison d'amitié ayant existé entre le comte André et la première femme de Paul ne paraît pas douteux en lui-même. D'après un rapport adressé par Durand au comte de Vergennes, en octobre 1774, Catherine aurait pris sur elle d'ouvrir, à cet égard, les yeux de son fils, sans y réussir toutefois. Mais, à la mort de la grande-duchesse, une correspondance découverte parmi ses papiers mit au jour la vérité. Razoumofski reçut l'ordre de voyager. L'opium joua-t-il quelque rôle dans cette intrigue coupable ? Nous ne saurions le dire. Toujours est-il que la santé morale de Paul fut de bonne heure l'objet de doutes et de commentaires équivoques. En 1781, à son passage par Vienne, comme on voulait jouer *Hamlet* en sa présence au théâtre de la cour, l'acteur Brokman refusa de remplir son rôle, disant qu'il y aurait ainsi deux Hamlet dans la salle. Joseph lui envoya cinquante ducats pour le remercier de son esprit d'à-propos. En toute occasion, Paul se montrait nerveux, irritable et impressionnable à l'excès. En 1783, le marquis de Vérac mandait de

Pétersbourg qu'en apprenant la mort subite du comte Panine, le grand-duc avait perdu connaissance. La fantaisie macabre qui présida à la cérémonie par laquelle, en montant sur le trône, Paul prétendit réhabiliter la mémoire de son père suffirait à justifier les imputations de folie qui l'ont suivi dans sa tombe précoce, après l'avoir accompagné sa vie durant. Il paraît inexact que Paul ait déterré le cadavre de Pierre III pour l'asseoir un instant sur le trône qu'il allait occuper lui-même. Après trente-quatre ans, la tombe du malheureux empereur, dont le corps n'avait pas été embaumé, ne renfermait plus que des ossements. Le fils de Catherine se contenta de mettre sur l'autel de l'église Saint-Pierre et Paul un crâne grimaçant qu'il ceignit du diadème impérial.

On sait aussi ce que fut le passage au pouvoir de cet héritier que Catherine s'irritait et s'effrayait de laisser derrière elle. N'est-elle pas excusable d'avoir cherché à épargner à son règne un lendemain qu'elle prévoyait si lamentable ? Mais, d'autre part, les troubles qui paraissent avoir obscurci l'intelligence de ce triste rejeton d'une race tourmentée, les fantômes qui ont hanté son cerveau malade, n'ont-ils pas eu Catherine elle-même pour évocatrice indifférente et impassible ? N'ont-ils pas pris naissance dans l'ombre ensanglantée du château de Ropcha ?

2.5

Ce qui plaide contre elle, dans ce mélancolique procès, triste revers des splendeurs du grand règne, c'est la façon dont Catherine porta une autre maternité, laquelle, cependant, n'avait de quoi inquiéter en rien ni son ambition ni sa responsabilité de souveraine. Elle a eu, nous le savons, un second fils, un enfant de l'amour, qui s'appela Bobrinski. L'aime-t-elle ? Il n'y paraît guère. S'occupe-t-elle de lui ? Elle lui donne de quoi vivre confortablement, voyager à l'étranger et même y faire des folies. Il en fait

d'excessives : elle l'apprend et se montre étonnante de désinvolture indifférente :

« Qu'est-ce que c'est, écrit-elle à Grimm, que cette affaire de Bobrinski ? Ce jeune homme est singulièrement nonchalant… S'il était possible que vous sussiez l'état de ses affaires à Paris, vous me feriez plaisir… Au reste, il est très en état de payer : il a 30 000 roubles de revenu annuel… »

Et, deux années après :

« Il est fâcheux que M. Bobrinski s'endette ; il connaît son revenu ; il est fort honnête. Passé cela, il n'a rien. » Ainsi elle annonce la résolution de ne pas faire honneur à la signature de ce fils ; au-delà de la quote-part modeste qu'elle lui a assignée, lui et ses créanciers auraient tort de compter sur elle. Et elle tient parole. À la fin de 1787, le jeune Bobrinski a pour plusieurs millions d'arriérés, sur le pavé de Paris, sans compter ses créanciers de Londres, des mains desquels il a dû s'enfuir. Il a souscrit, entre autres, au marquis de Ferrières, un billet de 1 400 000 livres. Catherine n'a rien fait jusqu'à présent pour arrêter cette carrière de désordre. Elle prend cependant un parti : elle fait revenir le jeune homme en Russie et l'interne à Reval, où elle le fait surveiller étroitement, sans chercher d'ailleurs à le revoir ni à savoir ce qu'il devient. Pourvu qu'il la laisse tranquille, qu'il ne lui demande pas d'argent et qu'elle n'entende plus parler de lui, elle est contente.

Cela est fort. La nature ne parle-t-elle pas au cœur de cette mère insensible ? Comment soutenir le contraire ? Mais comment aussi l'affirmer ? Voilà ce qu'elle fait de son fils. Mais voici ce qu'elle fait de ses petits-enfants. À partir de 1779, tous les jours à dix heures et demie du matin, on lui amène le petit Alexandre. « Je vous l'ai déjà dit et je le répète, écrit-elle à Grimm, je raffole de ce marmot… Nous faisons tous les jours des connaissances nouvelles, c'est-à-dire que de chaque jouet nous en faisons dix ou douze, et c'est à qui des deux développera le plus son génie. C'est extraordinaire comme nous devenons industrieux… L'après-dîner, mon marmot revient autant de fois qu'il veut, et il passe ses trois à quatre heures par jour dans ma chambre. » La même année, elle se met à apprendre l'*a b c* « à M. Alexandre, qui ne sait pas parler encore et qui n'a qu'un an et demi ». Nous l'avons vu, elle se fait aussi son habilleuse : « Voici comment il est habillé depuis le sixième mois de sa vie », dit-elle en envoyant à Grimm le

fac-similé d'un costume de son invention. « Tout cela est cousu ensemble et se met tout d'un coup et se ferme par derrière avec quatre ou cinq petits crochets… À tout cela il n'y a aucune ligature, et l'enfant ignore presque qu'on l'habille : on lui fourre les bras et les pieds dans son habit à la fois, et voilà qui est fait ; c'est un trait de génie de ma part, que cet habit. Le roi de Suède et le prince de Prusse ont demandé et obtenu un modèle de l'habit de M. Alexandre. » Puis viennent les anecdotes immanquables, que l'on retrouve dans toutes les lettres de mères, et où sont narrés jour par jour les prouesses du petit prodige, les traits d'esprit, les preuves d'intelligence *extraordinaire pour l'âge*. Un jour que le délicieux marmot est malade et tremble de fièvre, Catherine le trouve à la porte de sa chambre, enveloppé dans un grand manteau. Elle demande ce que cela veut dire. « C'est, répond l'enfant, une sentinelle qui meurt de froid. » Un autre jour, il interroge une des femmes de chambre de l'impératrice, pour savoir à qui il ressemble. « À votre mère, lui dit-elle ; vous en avez tous les traits, le nez, la bouche. » « Ce n'est pas cela ; mon humeur, mes manières, à qui ressemblent-elles ? » « Mais, pour cela, vous pourriez bien ressembler plus à grand-maman qu'à tout autre. » Là-dessus, le petit grand-duc se jette au cou de la vieille fille et l'embrasse avec effusion. « C'est cela que je voulais entendre ! »

Ce trait en dit long sur la place que Paul et Catherine occupent respectivement dans cette famille, où la veuve de Pierre III a usurpé toutes les primautés. Lisons encore ce passage d'une lettre à Grimm, où il est question du petit être adoré : « Cela deviendra selon moi un excellentissime personnage, pourvu que la *secondaterie* ne me retarde point ses progrès. » *Secondat, secondaterie :* encore des mots de la façon de Catherine, employés par elle pour désigner le fils et la bru, ainsi que les idées en matière d'éducation, de politique et de toutes choses, qui prévalent à Pavlovsk et qui sont généralement tout à fait opposées à ses idées à elle, à celles du moins qu'elle a maintenant adoptées, car n'est-ce pas au baron Charles Secondat de Montesquieu qu'elle a emprunté le sobriquet de Paul et de sa femme ?

Le petit Constantin ne jouit pas tout d'abord des bonnes grâces de la grand-maman au même titre que son frère. Catherine le trouve de santé trop frêle, de complexion trop délicate pour un petit-fils d'impératrice. « Pour de l'autre, dit-elle, après avoir parlé avec enthousiasme d'Alexandre, je ne donnerai pas dix sous ; je me trompe fort si cela restera sur terre. » Mais le

cadet prend un jour sa revanche. Avec le temps, l'enfant grandissant et prenant des forces, et les rêves d'empire byzantin se développant à l'horizon, la tendresse de Catherine se réveille peu à peu pour le nourrisson de la Grecque Hélène.

Hélas ! il faut le dire : la politique joue encore un rôle, et même un rôle capital, jusque dans ce chapitre de l'histoire de la grande souveraine. La politique ! on est sûr de la retrouver partout en suivant Catherine : dans ses sentiments comme dans ses pensées, dans ses préférences comme dans ses aversions, et ses affections de famille elles-mêmes ne font pas exception à la règle. Pour toutes les incertitudes, pour toutes les énigmes auxquelles peut donner lieu l'étude à laquelle nous avons consacré ce volume, c'est là, croyons-nous, qu'il faut chercher un point de repère et une solution. Naturellement, pensons-nous, chez cette femme, qui, par certains côtés de son caractère et certains détails de sa conduite, justifia toutes les réprobations, comme elle justifia d'autre part tous les éloges, la sensibilité morale, sans être d'un ordre supérieur, ne fut ni absente, comme on l'a cru, ni émoussée, ni viciée et ravalée au niveau des plus bas instincts. Son cœur fut à la hauteur de son esprit, lequel, nous l'avons indiqué, n'atteignit pas une grande élévation. Elle sut aimer, mais elle subordonna l'amour, comme le reste, au grand ressort directeur de sa vie, qui, lui, fut d'une vigueur et d'une trempe exceptionnelles : elle vécut surtout par et pour la politique. Elle aima un jour le bel Orlof parce qu'il était beau, mais aussi parce qu'il annonçait l'intention de risquer sa tête pour lui donner une couronne, et qu'elle le croyait capable de tenir parole. Elle se montra froide ou même haineuse pour Paul, un peu parce qu'elle n'avait pas eu le loisir de développer en elle des sentiments de maternité, contrariés dès le berceau, mais beaucoup parce qu'elle apercevait en lui un rival dangereux dans le présent et un piteux remplaçant dans l'avenir. Elle s'éprit d'une affection passionnée pour le petit Alexandre sous l'influence de mobiles opposés, appartenant aux mêmes catégories d'idées et de sentiments.

Les lettres qu'elle écrivait à ses petits-enfants pendant les moments de séparation, en 1783, au cours d'un séjour qu'elle fit en Finlande, en 1785, année où elle demeura quelque temps à Moscou, et en 1787, époque du voyage de Crimée, sont pleines de fraîcheur, de chaleur communicative, d'affectueux abandon. Ce fut un gros chagrin pour elle de ne pas les avoir à

ses côtés sur les routes féeriquement décorées de la Tauride. Ce fut une raison d'économie qui la décida à couper court, en sacrifiant son plaisir aux négociations qui s'éternisaient, à ce sujet, entre Pétersbourg et Pavlovsk : chaque jour de retard lui coûtait 12 000 roubles. On peut juger par là de ce que fut la dépense totale de ce voyage, qui eut l'Europe tout entière pour spectateur étonné.

Catherine eut l'occasion d'appliquer, en dirigeant l'éducation d'Alexandre et de Constantin, les idées qu'elle avait faites siennes en cette matière. Le succès de cet essai paraît avoir été douteux. La souveraine fut à peu près seule, semble-t-il, à juger satisfaisants les progrès qu'elle faisait faire à ses élèves. La Harpe, entre autres, ne partagea pas cette appréciation. Il eut à se plaindre à plusieurs reprises des mauvais instincts et des défauts qu'il découvrait dans l'esprit de l'aîné. Il a cité de lui plusieurs traits assez vilains. En 1796, l'arrivée du jeune roi de Suède fit faire à la cour des comparaisons qui ne tournèrent pas à l'avantage des deux adolescents. Catherine s'est pourtant appliquée de son mieux, ne se laissant même pas emporter par sa tendresse, faisant une part à la sévérité nécessaire. Un jour, elle s'apercevait qu'au changement des pelotons montant la garde sous les fenêtres du palais impérial on tenait les hommes sous les armes plus longtemps qu'il ne fallait : c'était un spectacle qu'on donnait aux deux petits grands-ducs. Elle faisait venir aussitôt leur gouverneur et le gourmandait vertement. Les services de l'État, le service militaire surtout, n'étaient pas faits pour l'amusement des enfants. Si les grands-ducs se plaignaient, on n'avait qu'à leur dire que grand-maman défendait cela. C'était faire valoir accidentellement un principe très sage. Mais peut-être le système entier recelait-il moins de sagesse.

Catherine s'occupa, et s'occupa seule, du mariage de ses petits-fils et petites-filles. Les parents ne furent même pas consultés. C'est à peine si Paul le fut pour son propre mariage. Onze princesses allemandes furent successivement appelées en Russie par la souveraine, soucieuse de bien pourvoir son fils et ses petits-enfants : trois princesses de Darmstadt, trois princesses de Wurtemberg, deux princesses de Bade et trois princesses de Cobourg. On choisissait dans le tas. Les princesses de Wurtemberg n'allèrent que jusqu'à Berlin, Frédéric ayant eu la galanterie d'exiger que Paul fît plus que la moitié du chemin pour rencontrer sa fiancée. Ce fut le prince Henri

de Prusse, se trouvant en 1776 à Pétersbourg, qui négocia cette dernière union. L'aînée des princesses était déjà promise au prince de Darmstadt, mais il fut entendu que celui-ci se désisterait, si, comme l'écrivait le prince Henri à son frère, « il lui restait la moindre honnêteté », et qu'« il ne voudrait pas troubler le bonheur de deux États ». Le prince de Darmstadt se montra « honnête », en effet. L'aînée lui échappant, il reporta sa poursuite sur la cadette, « parce que, dans le fond, cela revenait au même ». D'ailleurs, comme le prévoyait Frédéric, le père de la princesse n'avait pas attendu de le consulter pour « toper aux avantages plus grands qui se présentaient à sa fille ». Il n'y eut d'embarras que dans le choix d'un ministre luthérien assez « éclairé » pour faire comprendre à la future grande-duchesse qu'elle ferait une chose agréable à Dieu en changeant de religion. Mais, comme la cour de Pétersbourg avait envoyé 40 000 roubles pour les frais du voyage des princesses, « vrai restaurant », disait leur mère, pour les finances délabrées de la maison, l'embarras fut aisément surmonté.

Deux ans plus tard, les princesses de Darmstadt allèrent jusqu'à Pétersbourg. Puis ce fut le tour des deux princesses de Baden-Durlach. Comme elles étaient orphelines, on envoya pour les amener la comtesse Chouvalof, veuve de l'auteur de l'*Épître à Ninon*, à laquelle on avait adjoint un certain Strekalof, qui se conduisit, paraît-il, comme un Cosaque qu'on aurait chargé d'enlever des filles en Géorgie. Mais les cours d'Allemagne n'étaient pas susceptibles à cette époque. À l'arrivée des princesses, l'impératrice se fit montrer leur trousseau. Son examen fait, elle dit : « Mes amies, je n'étais pas si riche que vous quand j'arrivai en Russie. »

L'aînée resta en Russie et épousa Alexandre, la cadette retourna dans son pays : Constantin n'en voulut pas. Elle n'avait que quatorze ans et n'était pas encore formée. Elle épousa plus tard le roi de Suède. Les fêtes qui furent données à l'occasion du mariage d'Alexandre marquèrent le dernier moment brillant et joyeux du règne de Catherine. L'épithalame suivant fut composé :

Ni la reine de Thèbes au milieu de ses filles,

Ni Louis et ses fils assemblant les familles,

Ne formèrent jamais un cercle si pompeux.

Trois générations vont fleurir devant Elle,

Et c'est Elle toujours qui charmera nos yeux.

Fière d'être leur mère et non d'être immortelle :

Telle est Junon parmi les dieux !

L'année d'après, l'arrivée de la princesse de Saxe-Cobourg avec ses trois filles eut moins d'éclat. Cette fois, Catherine trouva que les malles de Leurs Altesses étaient par trop pauvrement remplies. Sa propre misère à l'époque de sa venue en Russie se trouva dépassée. Il fallut renouveler la garde-robe de la famille entière avant de la montrer à la cour, et Constantin fit malgré cela le dégoûté. Il finit cependant par se décider pour la plus jeune.

Catherine s'est donc affranchie résolument de certaines affections et de certaines charges de famille, que la nature ou même les convenances lui imposaient ; elle en a accueilli d'autres avec une intensité de sentiment au moins égale. Nous avons indiqué la solution la plus admissible à nos yeux de ce problème moral ; nous ne prétendons pas qu'elle réponde à toutes les objections. Mais, avec les grandes figures de l'histoire, on a souvent de ces querelles sans issue, dans lesquelles le dernier mot n'appartient à personne.

Chapitre 3

MŒURS INTIMES - LE FAVORITISME

I. La légende et l'histoire. — Histoire et caractère du favoritisme en Russie. — Développement que lui donne Catherine. — Une institution d'État. — Le premier favori. — Les successeurs. — Le flot monte. — Dévergondage sensuel ou entraînement passionnel ? — La part de l'esprit. — Complication de libertinage et de maternité. — Les élèves de Catherine. — Un favori fondateur d'écoles. — II. Folie et raison. — Le favoritisme devient un rouage de la machine gouvernementale. — Organisation. — Choix des élus. — Leur installation. — Le don de joyeux avènement. — Une cage d'or bien gardée. — Favoris et amants de rencontre. — Nombre des élus. — Comment les favoris s'en vont. — Appréciations diverses. — Jugement du comte de Ségur. — Opinion de Sainte-Beuve. — III. La part du cœur. — Grégoire Orlof. — Rupture pénible. Sort fait à l'ancien amant. — Une négociation bizarre. — Korssakof. — « Est-ce un engouement ? » — Patiomkine. — Querelle d'amoureux. — Correspondance amoureuse. — L'amant et l'ami. — Compromissions singulières. — Patiomkine et Mamonof. — Partage de la faveur impériale. — Avènement de Zoubof. — La mort du beau Lanskoï. — La plainte de l'amante. — IV. Les inconvénients du favoritisme. — Les avancements. — Comment on fait un ambassadeur. — Ce que coûte le favoritisme. — Un total de 400 millions. — Influence démoralisatrice. — L'école du vice. — La morale de Catherine. — Chasteté et pruderie. — Accusations infamantes. — L'expiation.

3.1

Une légende s'est formée autour de la vie amoureuse de Catherine. Nous allons essayer de lui substituer quelques pages d'histoire. Ce n'est certes pas en historien que Laveaux a reporté les débuts de Catherine dans la galanterie à une époque précédant l'arrivée en Russie de la future impératrice. À Stettin déjà, elle aurait eu pour amant un comte de B… qui aurait cru même l'épouser, en conduisant à l'autel une de ses amies. Il n'y a là qu'un conte ridicule. Les petites cours d'Allemagne n'étaient certes pas des temples de vertu ; pourtant, à l'âge de quatorze ans, les princesses n'y couraient sans doute pas les rues. Plus tard, à Moscou ou à Pétersbourg, Laveaux nous montre Catherine se livrant à tout venant, ou à peu près, dans la maison d'une comtesse D…, où des amants sans nombre la possèdent, sans savoir à qui ils ont affaire. Saltykof cède la place à un histrion natif de Venise, du nom de Dalolio, qui, à son tour, procure à sa maîtresse d'un jour de nouvelles rencontres amoureuses dans la maison de Ielaguine. Laveaux se fait en cela l'écho de racontars ne reposant même pas sur une ombre de preuve. Sabatier de Cabre est un témoin autrement bien informé et autrement sérieux, peu suspect aussi de partialité. Or, dans un mémoire rédigé par lui en 1772, nous lisons : « Sans être exempte de reproche, elle est loin des excès dont on l'a accusée ; rien n'a pu être prouvé au-delà des trois engagements connus : avec M. Saltykof, le roi de Pologne et le comte Orlof. »

En arrivant en Russie, Catherine y trouve une société et une cour, nous n'oserions pas dire plus débauchées que celles des autres grands centres européens, mais au moins autant, et, au sommet, sur les marches du trône même, une forme de débauche souveraine, analogue aussi, à une interversion de rôles près, aux exemples fournis ailleurs par les mœurs contemporaines, par la royauté française entre autres. C'est le *favoritisme*. Depuis la mort de Pierre Ier, le trône, en Russie, se trouve constamment occupé par des femmes ; celles-ci ont des amants, comme Louis XV a des maîtresses, et, quand l'amant impérial s'appelle Biron, il est aussi puissant en Russie qu'une maîtresse royale, quand elle s'appelle Pompadour, peut l'être en France. Comme Louis XIV a épousé madame de Maintenon,

Élisabeth épouse Razoumofski. Celui-ci n'est que le fils d'un paysan petit-russien, qui a commencé comme chantre de la chapelle impériale ; mais la veuve Scarron n'est pas non plus de très illustre lignée. Choubine, qui avait précédé Razoumofski, n'était qu'un soldat aux gardes : il valait toujours la du Barry. Et, en remontant un peu plus haut, quand auprès du berceau de Louis XIV la royauté fut provisoirement tombée en quenouille, la présence du *signor* Mazarini sur les marches d'un trône ne dut pas paraître moins extraordinaire aux gens prompts à s'étonner que cent cinquante ans plus tard celle de Patiomkine. Faut-il même, quand il s'agit des favoris de Catherine, remonter si haut ? Struensee, Godoy, Lord Acton sont des contemporains.

Le favoritisme est en Russie ce qu'il est ou a été ailleurs, toutes proportions gardées. C'est même une question de proportions qui, seule, intervient, pour lui imprimer, sous le règne de Catherine, un cachet à part. Cette fois, une femme s'est rencontrée, dont le propre est de dépasser en tout la mesure commune. Elle a des favoris, comme en ont eu Élisabeth et Anne ; mais son tempérament, son caractère, son inclination à faire grand toujours et en tout l'y poussant, à cet ordre de choses, à ce désordre si l'on veut, usuel, traditionnel, elle donne des dimensions inusitées. Anne n'avait fait du palefrenier Bühren qu'un duc de Courlande ; Catherine fait un roi de Pologne de Poniatowski. Élisabeth s'était contentée de deux favoris en titre : Razoumofski et Chouvalof ; Catherine en aura par douzaines. Ce n'est pas tout. Son esprit à elle n'est pas seulement un esprit démesuré, s'affranchissant des limites ordinaires, épris de l'au-delà ; c'est aussi et surtout un esprit impérieux, absolu, dédaigneux des règles établies, mais faisant volontiers passer en règle et en loi l'inspiration personnelle, volonté ou caprice. Avec Anne et Élisabeth, le favoritisme n'était qu'une fantaisie ; avec Catherine, il devient quelque chose comme une institution d'État.

Ce n'est que progressivement cependant que les choses en arrivent là. Jusqu'en 1772, Catherine n'est qu'une souveraine qui se donne des distractions comme ont fait toutes celles qui l'ont précédée sur le même trône. On parle de ses caprices comme on parlait de ceux d'Élisabeth, sans s'en offusquer davantage. Au contraire. Écrivant à Frédéric, le comte de Solms fait, il est vrai, à propos de Grégoire Orlof, cette observation, « qu'on trouverait peut-être aujourd'hui des artisans et des laquais qui ont été assis

avec lui autour de la même table », mais il ajoute : « On est si accoutumé en Russie au *favoritisme*, si peu étonné d'une élévation rapide, qu'on applaudit au choix d'un jeune homme doux et poli dans ses manières, qui ne montre ni orgueil ni vanité, qui vit avec ses anciennes connaissances sur le même ton de familiarité et qui les démêle même dans la foule, évitant de se mêler des affaires, si ce n'est quelquefois pour recommander un ami. » Grégoire Orlof ne se contente pas, il est vrai, longtemps, ou plutôt Catherine ne se contente pas pour lui de ce rôle modeste et effacé, et le comte de Solms écrit encore : « La passion de Sa Majesté grandissant, elle a voulu le faire entrer (Orlof) dans les affaires. Elle l'a fait entrer dans les commissions établies pour la réforme du gouvernement. » Et c'est alors, à en croire l'envoyé prussien, que le mécontentement éclate. Le *hetman* Razoumofski, le comte Boutourline, tous deux aides de camp généraux, trouvent mauvais tout à coup qu'un homme qui a été si fort au-dessous d'eux, peu de temps auparavant, soit devenu leur égal. D'autres seigneurs, princes et généraux, sont scandalisés d'être obligés d'attendre dans l'antichambre du sieur Orlof le moment de son réveil, pour être admis ensuite à son lever. Le comte Cheremetief, grand chambellan, un des premiers et des plus riches seigneurs du pays, ainsi que d'autres qui par leurs fonctions sont obligés d'accompagner à cheval la voiture de l'impératrice, ne voient qu'avec peine le favori assis dans le carrosse à côté de leur souveraine, tandis qu'ils trottent à la portière…

Mais tout cela est de l'histoire ancienne, et ceux d'entre les grands seigneurs russes qui se souviennent de ce que fut sous le règne de l'impératrice Anne l'époque de la faveur de Biron, la *Bironouchtchina*, comme on l'a appelée d'un nom à jamais détesté, doivent trouver le régime actuel très acceptable en comparaison. D'autant que Grégoire Orlof ne manifeste habituellement aucune inclination personnelle à se prévaloir du rôle un peu forcé que les préoccupations amoureuses de Catherine lui départissent dans le gouvernement du pays. Ses fringales d'ambition sont accidentelles et passagères. Le plus souvent, ainsi que nous l'avons marqué déjà, il ne fait, à cet égard, qu'obéir aux exigences de la souveraine, et cela d'un air contraint et maussade. Il s'efface ; il se dérobe. C'est un voluptueux, un paresseux et un inoffensif. Sur les hauteurs vertigineuses, dans l'atmosphère enivrante où un coup de fortune l'a porté soudain, il vit comme

dans un demi-rêve, et un jour vient où sa raison s'y égare tout à fait, jusqu'à rencontrer l'abîme, le trou noir de la folie.

Enfin, avec lui, la faiblesse de Catherine a une excuse et une auréole : cet homme a risqué sa vie pour elle ; cet homme lui a donné une couronne, et elle l'aime ou croit l'aimer, d'un amour où ses sens ne sont pas seuls intéressés. Séparée de lui, elle souffrira encore de toutes ses souffrances, et, à l'heure de sa mort, elle pleurera de vraies larmes, des larmes venant du cœur.

Le scandale ne commence en vérité qu'après la disgrâce de ce premier favori. Avec Vassiltchikof, en 1772, c'est la luxure matériellement grossière et brutalement impudique qui entre dans la couche impériale. Avec Patiomkine, en 1774, c'est le partage du pouvoir livré à des amants de rencontre qui fait son entrée dans l'histoire du règne. Puis, c'est la grande procession des faveurs éphémères : en juin 1778, l'Anglais Harris annonce l'élévation de Korssakof ; en août, il parle de compétiteurs qui, déjà, briguent sa succession, soutenus les uns par Patiomkine, les autres par Panine et Orlof agissant de concert ; en septembre, c'est un nommé Strahof, « bouffon de bas étage », qui paraît l'emporter ; quatre mois après, c'est un major du régiment de garde Semionovski, un certain Levachof, qui tient la corde ; un jeune homme, protégé par la comtesse Bruce, Svieïkofski, se donne un coup d'épée par désespoir de se voir préférer ce rival. Un instant, Korssakof semble reprendre l'avantage. Il lutte avec un nouveau compétiteur, Stianof, puis s'efface définitivement devant Lanskoï, qui sera remplacé par Mamonof, qui luttera à son tour avec Miloradovitch et Miklachefski, et ainsi de suite… C'est la marée montante d'un flot qui ne doit plus s'arrêter : en 1792, à soixante-trois ans, Catherine recommencera avec Platon Zoubof, et probablement aussi avec son frère, le chapitre de roman parcouru déjà avec vingt prédécesseurs.

Est-ce, cependant, même dans cette chute définitive aux bas-fonds innommables, pur dévergondage sensuel de sa part, et sa raison à elle, sa haute raison de femme géniale, sombre-t-elle aussi, avec sa pudeur et sa dignité, dans le courant impétueux qui l'emporte ? Non pas, croyons-nous. Un phénomène d'un autre ordre apparaît là, évoquant l'antique et toujours nouveau problème, autour duquel s'agitent à cette heure encore des

discussions et des revendications passionnées. Entre Catherine et ses favoris c'est, tout entière, la question de la *sexualité* qui se pose, au double point de vue matériel et moral, et se résout, oserions-nous presque dire, dans la lumineuse clarté des expériences historiques. Voici une femme exceptionnelle : exceptionnellement douée en fait d'aptitudes et d'énergies intellectuelles, morales, physiques même ; exceptionnellement affranchie aussi des servitudes communes à son sexe. Elle a toute liberté, toute indépendance et tout pouvoir, un pouvoir absolu. Qu'en fait-elle ? Non, ce n'est pas l'appel impérieux et jamais lassé des sens, à lui seul, qui la jette tour à tour aux bras d'un Zoubof ou d'un Patiomkine. Un autre besoin, un autre impératif catégorique, se fait jour, à côté de celui-là, dans l'amoureuse odyssée dont nous venons d'esquisser les péripéties. Et d'abord, quelle que soit l'énergie de son caractère, la fermeté de son esprit et la bonne opinion enfin qu'elle a et qu'elle garde de ses qualités personnelles, Catherine n'admet pas qu'elles puissent se suffire à elles-mêmes et lui suffire pour l'accomplissement de sa tâche ; elle reconnaît la nécessité de leur donner l'appoint d'une intelligence, d'une résolution viriles, celles-ci fussent-elles inférieures en valeur absolue. Et elle prouve cette nécessité ! Quand elle écrit à Patiomkine que sans lui, « elle est comme sans bras », ce n'est pas une phrase qu'elle fait. En 1788, le favori étant en Crimée, les lettres que son homme de confiance, Garnofski, lui adresse de Saint-Pétersbourg sont pleines d'objurgations pressantes, démontrant l'urgence de son retour, à raison tant du désordre dans lequel son absence a jeté les affaires que de l'état même dans lequel se trouve l'impératrice, « abattue, sujette à des terreurs continuelles et vacillant faute d'appui ». Et c'est par là encore que le rôle historique du conquérant de la Crimée et de ses émules se différencie des exemples donnés simultanément, à l'autre extrémité de l'Europe, par le favoritisme *féminin :* Louis XV subit simplement l'influence de ses maîtresses et souffre leur intervention dans les choses du gouvernement ; Catherine la provoque et la sollicite.

Ce n'est pas tout. Lanskoï, Zoubof ont vingt-deux ans quand ils arrivent à recueillir la succession de Patiomkine. Or, Nicolas Saltykof, qui garde son parler franc avec l'impératrice, s'étonnant, à propos de Zoubof, d'un choix si peu en rapport avec l'âge de la souveraine, elle lui fait cette réponse qui peut appeler le sourire, mais où s'affirme un autre trait irrécusable de l'*éternel*

féminin : « Eh quoi ? Je rends service à l'Empire, en faisant l'éducation de jeunes gens bien doués. » Et elle le croit comme elle le dit ! Dans la peine qu'elle se donne pour initier ces *élèves* d'espèce particulière au maniement des grands intérêts de l'État, dans la sollicitude avec laquelle elle suit leurs progrès, il y a positivement une part de maternité. Et c'est ainsi qu'en elle les irrémédiables faiblesses de la nature féminine conspirent avec ses vocations les plus élevées pour imposer à l'orgueilleuse et volontaire autocratrice la présence et l'assistance du *mâle*.

Bien entendu, sans quoi Catherine ne serait pas elle-même dans ce repli singulièrement compliqué de sa vie morale, le calcul politique y trouve aussi sa place, si étrange que puisse paraître l'énonciation d'une semblable thèse. La thèse est vérifiée par les faits, et, si bizarre en elle-même est la destinée de la grande manieuse d'hommes, que les faits concourent à lui donner raison même sur ce point. Son calcul, pour extravagant qu'il paraisse, ne tombe pas entièrement à faux : *élevé* par elle, stylé, dégrossi, poussé de grade en grade, rapidement il est vrai, dans la hiérarchie des hautes fonctions administratives et militaires, Patiomkine finit par faire une certaine figure au rang de ministre tout-puissant. Quand une fantaisie de la souveraine l'installe pour quelques mois dans l'appartement spécial qui communique avec celui de l'impératrice par un escalier intérieur, Zoritch n'est qu'un major de hussards. Il se trouve, par la suite, occuper une place importante dans l'histoire du développement de l'éducation nationale ! Nous n'inventons rien : ce favori est le premier à concevoir le plan d'une école militaire sur le modèle des établissements similaires de l'étranger. À Chklof, domaine magnifique voisin de Mohilev, qui lui a été désigné pour résidence après sa disgrâce, une école fondée par lui pour les enfants des gentilshommes pauvres a servi de noyau à l'établissement du corps de cadets de Moscou, devenu aujourd'hui le premier gymnase militaire de cette ville.

Sans doute, pour obtenir de tels prodiges, il a fallu à Catherine la complicité de circonstances très particulières, présidant au développement matériel et moral du grand empire, dont elle avait fait sa chose. Mais l'histoire tout entière de sa vie n'est intelligible, comme elle n'a été possible, que dans ce cadre. Avec Zoritch, Patiomkine, Mamonof et dix autres, la cour de Catherine est bien celle de Gérolstein, mais d'un Gérolstein où le comique, le grotesque et l'extravagant se combinent avec des éléments

sérieux, qui font de cet amalgame une des pages les plus singulières des annales du monde. C'est un pays encore très particulier et vivant pour ainsi dire en marge de la communauté européenne que la Russie d'aujourd'hui, et Catherine fut aussi une femme très extraordinaire. Il a fallu la réunion de ces conditions, pour faire que des héros d'opérette aient pu jouer à ses côtés, sur une des grandes scènes de l'univers, les premiers rôles du drame humain. Mais ces conditions étant réalisées, et l'histoire contemporaine de la Russie placée par elles dans un décor de féerie, il serait puéril de vouloir l'interpréter selon les données communes d'une analyse et d'une critique applicables à des faits communs.

Enfin, à un dernier point de vue encore, le favoritisme tel que Catherine l'a pratiqué n'a pas été le règne pur et simple d'une sensualité démente, allant aveuglément à la recherche de plaisirs toujours nouveaux. Il y avait de la méthode dans la folie de Hamlet. Il y avait un peu de sang danois dans les veines de Catherine. Nous l'avons dit : elle a fait du favoritisme une institution.

3.2

À la date du 17 septembre 1778, nous lisons ce qui suit dans la dépêche de ce jour adressée de Pétersbourg au comte de Vergennes par M. de Corberon :

« On peut remarquer en Russie une espèce d'interrègne pour les affaires, qui a pour époque le déplacement d'un favori et l'installation de son successeur. Cet événement éclipse les autres. Il dirige et fixe tous les intérêts d'un seul côté, et les ministres du cabinet même, qui se ressentent de cette influence générale, suspendent leurs opérations jusqu'à l'instant où le choix décidé fait rentrer les esprits dans leur assiette naturelle et redonne à la machine son mouvement accoutumé. »

Ainsi il y a là un rouage essentiel de la machine gouvernementale. Celui-ci faisant défaut momentanément, tout s'arrête. Les interrègnes sont d'ailleurs habituellement de très courte durée. Un seul arrive à se prolonger pendant plusieurs mois, entre la mort de Lanskoï (1784) et l'avènement de Iermolof. En général, c'est une affaire de vingt-quatre heures, et la moindre crise ministérielle est aujourd'hui d'un bien plus grand embarras. Les candidats ne manquent pas. La place est bonne, et ceux dont elle sollicite l'ambition sont légion. Dans les régiments de garde, cette pépinière traditionnelle des *vremienchtchiks* (« favoris »), il y a toujours deux ou trois beaux officiers, qui tournent les yeux du côté du palais impérial avec une convoitise et un espoir plus ou moins cachés. De temps en temps, il en paraît un à la cour, présenté par quelque grand personnage, qui tente la chance de faire une créature et de placer un homme à soi dans un poste qui est la source de toutes les richesses et de tous les honneurs. En 1774, un neveu du comte Zahar Tchernichof, un prince Kantemir, jeune, mauvais sujet, criblé de dettes, beau garçon, rôde pendant quelques semaines autour de l'impératrice. Deux fois, feignant de se tromper de porte, il pénètre dans l'appartement privé de la souveraine. La troisième fois, il arrive jusqu'à elle, tombe à ses pieds et la supplie de l'attacher à sa personne. Elle sonne ; on l'arrête ; elle le fait mettre dans une *kibitka* et reconduire chez son oncle, auquel elle recommande de rendre son neveu plus sage : elle est indulgente pour ce genre de folie. Plus heureux, Patiomkine réussit à s'imposer par un coup d'audace à peu près semblable. En général, cependant, ce poste si recherché est le prix de l'intrigue. À partir de 1776, c'est Patiomkine qui, devenu favori honoraire, pousse en avant des remplaçants découverts, stylés et gouvernés par lui, et les indique au choix de la souveraine. Mais les élus et lui-même ont fort à faire pour garder la position conquise : une absence, une maladie, une défaillance momentanée suffisent à compromettre leur chance. Son nom même, si expressif en russe (*vremia*, « temps », « moment » ; *vremienchtchik*, « homme du moment »), l'indique aux élus : la faveur est éphémère par essence. En 1772, c'est à Fokchany, où il s'est rendu comme négociateur de la paix avec la Turquie, que Grégoire Orlof apprend l'installation de Vassiltchikof à la place qu'il a imprudemment quittée. Il prend la poste et fait trois mille kilomètres d'une traite, voyageant en courrier, ne dormant pas et mangeant à peine, pour regagner plus vite la capitale. Il arrive trop tard encore. En 1784, Lanskoï, malade, a recours, pour

éviter une disgrâce qu'il redoute, à des stimulants artificiels, à des aphrodisiaques meurtriers, qui compromettent irréparablement sa santé. Parfois aussi, sur le sommet voisin du trône, où ils sont parvenus d'un coup, le vertige gagne ces enfants gâtés du sort : Zoritch se croit tout permis, même de braver celle qui l'a fait sortir du néant. Mamonof songe presque à lui faire accepter un partage d'amour avec une demoiselle de cour, pour laquelle il s'avise de soupirer. Alors, c'est vite fait : à une réception du soir, on remarque que l'impératrice a regardé fixement quelque obscur lieutenant présenté la veille, ou perdu jusqu'alors dans la foule des courtisans ; le lendemain, on apprend qu'il est nommé aide de camp de Sa Majesté. On sait ce que cela veut dire. Dans la journée, le jeune homme, appelé à la cour par un bref message, s'est trouvé en présence du médecin de corps de Sa Majesté, l'Anglais Rogerson. Il a été confié ensuite aux soins de la comtesse de Bruce, ou plus tard de mademoiselle Protassof, dont les fonctions délicates ne sauraient être expliquées davantage. Ces épreuves subies, on l'a conduit dans l'appartement spécial où les installations de favoris sont aussi passagères que de nos jours celles des chefs d'emploi dans les hôtels ministériels. L'appartement est déjà vide et prêt à accueillir le nouveau venu. Tout le confort et tout le luxe imaginables, une maison supérieurement montée et un service de choix l'y attendent, et, en ouvrant un secrétaire, il aperçoit 100 000 roubles en or (500 000 francs), premier don d'usage, avant-goût du pactole qui va maintenant se déverser sur lui. Le soir, devant la cour assemblée, l'impératrice paraît, familièrement appuyée à son bras, et sur le coup de dix heures, le jeu terminé, quand elle rentre dans son appartement, le nouveau favori y pénètre, seul, derrière elle…

Il ne sortira plus du palais qu'au côté de l'auguste maîtresse. À partir de ce moment, c'est un oiseau mis en cage. La cage est belle, mais sévèrement gardée : la souveraine se met en défense contre des accidents que les antécédents généralement peu rassurants des élus peuvent justement lui faire craindre. Et c'est pourquoi encore il faut rejeter comme une fable les récits ouvrant à l'intimité et à la faveur passagère de Catherine une porte sur la rue, livrant son alcôve au hasard des rencontres imprévues. Sans doute, le lieu où Patiomkine et Lanskoï et tant d'autres ont passé n'est pas un sanctuaire inviolable : encore n'est-il pas accessible à tout venant. On n'y entre pas comme dans un moulin. Au début de son règne, Catherine a

commis, il est vrai, quelques imprudences, qui lui ont valu d'assez fâcheuses mésaventures. En 1762, un officier du nom de Hvastof, chargé de l'inventaire de la garde-robe de feu l'impératrice Élisabeth, fut arrêté sous l'inculpation de détournements s'élevant à 200 000 roubles. Une femme avait été vue parée de bijoux ayant appartenu à la défunte souveraine. Elle fut reconnue pour une des innombrables maîtresses du favori en titre, Grégoire Orlof, qui partageait vraisemblablement les faveurs de la belle avec Hvastof. Or, ce dernier, au rapport du chargé d'affaires français Bérenger, vivait depuis quelque temps dans l'intimité de la nouvelle tsarine, s'il n'était pas entré plus avant dans sa faveur.

Depuis, Catherine a mis ordre à cela : le favori en titre est un personnage dont les moindres mouvements demeurent assujettis à une règle invariable et à une surveillance minutieuse. Il ne fait de visite à personne ; il n'accepte aucune invitation. Une seule fois, en entrant en fonction, Mamonof est autorisé à accepter un dîner que lui offre le comte de Ségur. Et Catherine se montre inquiète déjà : en sortant de table, le ministre de France et ses convives aperçoivent sous les fenêtres de l'hôtel la voiture de l'impératrice : elle passe et repasse lentement, dans un va-et-vient où se trahit toute l'angoisse de l'amante un instant délaissée. Un an après, le *vremienchtchik* risque de perdre sa place pour une infraction bien naturelle cependant et bien innocente à la discipline sévère qui le lie. Au jour de son nom, la tsarine l'a autorisé à lui offrir une paire de boucles d'oreilles, dont elle-même a fait l'achat pour une somme de 30 000 roubles. La grande-duchesse voit le bijou et l'admire beaucoup. Aussitôt Catherine lui en fait don. Elle s'en pare, et le lendemain elle appelle Mamonof auprès d'elle pour le remercier d'avoir, quoique indirectement, contribué à cette libéralité inattendue. Il veut y aller, croyant devoir obéir à un ordre venant d'aussi haut ; mais, avertie à l'instant, l'impératrice témoigne une colère extrême ; elle apostrophe son compagnon de plaisirs en termes violents ; elle envoie à la grande-duchesse la plus verte des semonces : qu'elle ne s'avise pas de recommencer ! Paul croit bien faire en adressant à son tour au favori une tabatière ornée de diamants ; Catherine permet à Mamonof d'aller remercier le grand-duc, mais non pas sans être accompagné : elle désigne l'homme de confiance qui le suivra. Paul refuse la visite.

Ajoutons que, de leur côté, les favoris en place se défendent de leur mieux contre le danger d'une infidélité même accidentelle, qui les mettrait en compétition avec un rival capable peut-être de les supplanter. Leur pouvoir, et il est grand, s'emploie à une vigilance non moins active que celle de Catherine elle-même. Tant que dure la faveur de Patiomkine, et, survivant à l'exercice officiel de sa fonction, elle dure quinze ans, de 1774 à 1789, sa volonté impérieuse élève devant toute fantaisie qui n'aurait pas son aveu des obstacles infranchissables. Il est capable, au besoin, de violenter celle qui en se donnant à lui s'est donné, cette fois au moins, un véritable maître.

Enfin, il convient de tenir compte d'une considération qui a son poids : les élus de Catherine sont, sans exception, des hommes à la fleur de l'âge, taillés pour la plupart en hercules. En vieillissant, Catherine les choisit de plus en plus jeunes. Des deux frères Zoubof, l'un a vingt-deux ans et l'autre dix-huit au moment où elle jette les yeux sur eux. Nous savons l'âge de Lanskoï, et nous savons aussi les circonstances de sa fin prématurée.

De 1762 à 1796, depuis le jour de l'avènement de Catherine jusqu'à l'heure de sa mort, quel a été le nombre des élus ? Il n'est pas facile de le dire avec une entière précision. Dix seulement ont officiellement occupé le poste, avec tous les privilèges et toutes les charges de l'emploi : Grégoire Orlof, de 1762 à 1772 ; Vassiltchikof, de 1772 à 1774 ; Patiomkine, de 1774 à 1776 ; Zavadofski, de 1776 à 1777 ; Zoritch, de 1777 à 1778 ; Korssakof, de 1778 à 1780 ; Lanskoï, de 1780 à 1784 ; Iermolof, de 1784 à 1785 ; Mamonof, de 1785 à 1789 ; Zoubof, de 1789 à 1796. Mais à l'époque de la faveur de Korssakof, une crise se produisit qui, mettant en avant plusieurs aspirants, en poussa un au moins, Strahof, fort avant dans les bonnes grâces de la souveraine. Strahof n'occupa jamais l'appartement spécial des favoris ; il est à peu près certain, cependant, qu'il suppléa momentanément le favori en titre. Le fait a pu se reproduire plusieurs fois. Visitant le palais d'hiver, quelques années après la mort de Catherine, un voyageur a été particulièrement frappé par la décoration de deux petits salons avoisinant la chambre à coucher de l'impératrice : les murs d'un de ces salons lui apparurent recouverts de haut en bas par des miniatures d'un grand prix enchâssées dans de l'or et représentant diverses images lascives ; l'autre salon était décoré de la même manière, mais les miniatures qui s'y

trouvaient étaient des portraits, des portraits d'hommes, connus ou aimés par Catherine.

Parmi ces hommes, quelques-uns ont assez mal payé la souveraine pour l'excès de bienfaits dont elle les a tous indistinctement comblés. Elle-même n'a infligé à aucun d'eux un mauvais traitement, et jusqu'à ceux qui l'ont trahie ou abandonnée, pas un n'a eu à ressentir le poids de sa colère ou de sa vengeance. Car elle a été trahie et abandonnée comme la plus vulgaire des amantes : toute sa puissance, toute sa séduction et toute l'énormité du prix attaché à sa faveur n'ont pu la garantir contre les mésaventures qui, depuis le commencement du monde, ont fait saigner le cœur des impératrices comme celui des grisettes. En 1780, elle surprend Korssakof entre les bras de la comtesse Bruce. En 1789, c'est Mamonof qui renonce à elle pour épouser une *freiline*. Tout compte fait, c'est encore elle qui a été la moins volage. Commentant le départ de Mamonof, relégué simplement à Moscou avec sa belle et bientôt assez malheureux en ménage avec elle, le comte de Ségur écrivait dans une dépêche adressée au comte de Montmorin :

« On peut fermer les yeux avec indulgence sur les erreurs d'une femme grand homme, lorsqu'elle montre jusque dans ses faiblesses tant d'empire sur elle-même, tant de clémence et tant de magnanimité. Il est rare de trouver réunis le pouvoir absolu, la jalousie et la modération, et un semblable caractère ne pourrait être inflexiblement condamné que par un homme sans cœur et par un prince sans faiblesse. »

Peut-être le comte de Ségur était-il trop indulgent. Peut-être aussi Sainte-Beuve n'a pas su l'être assez en exprimant la pensée que cette façon propre à Catherine de traiter ses amants, quand ils cessaient de lui plaire, si différente de celle qu'ont pratiquée Élisabeth d'Angleterre et Christine de Suède, parle précisément contre elle. Qu'elle les comble de cadeaux au lieu de les faire assassiner, « c'est cela même qui est trop, qui exprime trop manifestement le mépris qu'on a des hommes et des peuples ». Il y a tout au moins une erreur de fait dans cette appréciation sévère : ni Korssakof ni Mamonof n'avaient *cessé de plaire* à Catherine au moment où elle apprenait leur trahison. Elle tenait à eux encore, au dernier surtout, et son orgueil ne fut pas seul à souffrir de la disgrâce qu'ils lui infligeaient. Ses faiblesses ont été souvent, trop souvent, celles d'une femme qui prend son plaisir partout

où elle le trouve ; mais le diplomate anglais qui a écrit : *« She was stranger to love »*, n'entendait pas grand-chose, croyons-nous, à la psychologie féminine.

3.3

Avant de se résoudre à abandonner Grégoire Orlof, Catherine a supporté de lui ce que peu de femmes seraient capables de supporter. En 1765 déjà, sept ans avant la rupture, Bérenger mandait de Pétersbourg au duc de Praslin :

« Ce Russe viole ouvertement les lois de l'amour à l'égard de l'impératrice. Il a des maîtresses en ville, qui, loin de s'attirer l'indignation de leur souveraine par leurs complaisances pour Orlof, semblent, au contraire, mériter d'elle. Le sénateur Mouravief, qui avait surpris sa femme avec lui, allait faire un éclat par une demande en séparation ; la tsarine l'a apaisé en lui donnant des terres en Livonie. » Mais enfin la mesure est dépassée. Catherine profite de l'absence du favori pour rompre sa chaîne. Au moment où Orlof, courant la poste, se prépare à paraître devant elle pour revendiquer ses droits, un ordre l'arrête à quelques centaines de verstes de Pétersbourg, puis le relègue dans ses terres. Il ne se tient pas encore pour battu ; il se fait tour à tour suppliant et menaçant, pour demander qu'il lui soit permis de revoir la souveraine, ne fût-ce qu'un instant. Elle n'a qu'un mot à dire pour se débarrasser de l'importun : Patiomkine est déjà là, qui se chargerait volontiers de faire rentrer sous terre tous les Orlof ensemble. Ce mot, cet ordre, qu'on finit par solliciter d'elle, Catherine ne le donne pas. Elle parlemente, elle négocie un accord, et, finalement, elle adresse à l'amant puni, combien légèrement ! pour tout un passé qui justifierait assurément d'autres vindictes, un projet d'arrangement qui est tout un poème de suprême mansuétude : oubli du passé, appel à la raison du coupable pour s'épargner mutuellement des explications pénibles, nécessité d'une

séparation momentanée exposée sur un ton plein de douceur, presque humble et suppliant, rien n'y manque. Qu'il prenne un congé, qu'il s'établisse à Moscou, ou dans ses terres, ou ailleurs, où il voudra. Son traitement de 150 000 roubles par an lui sera continué, et il recevra 100 000 roubles en plus pour se monter une maison. En attendant, il pourra habiter toutes les résidences de l'impératrice proches de Moscou, se servir comme autrefois des équipages de la cour, garder les domestiques à la livrée impériale. Catherine se souvient qu'elle lui a promis 4 000 âmes de paysans pour la victoire de Tchesmé, à laquelle il n'a pris d'ailleurs aucune part ; elle en ajoute 6 000 encore, qu'il pourra prendre, à son choix, dans un des domaines de la couronne. Et comme si elle craignait de n'en pas faire assez, d'être en reste avec lui, elle multiplie les preuves de sa munificence, elle entasse les présents magnifiques : encore un service en argent, et puis un autre « pour l'usage journalier », et puis une maison à la *Troïtskaia Pristagne*, des meubles, tous les effets qui garnissaient au palais impérial l'appartement du favori, et « dont lui-même ignore le compte »… En échange, Catherine ne demande qu'une année d'absence. Au bout d'une année, l'ex-favori appréciera mieux la situation. Quant à Catherine, « elle n'oubliera jamais tout ce qu'elle doit à la famille de Grégoire Orlof, ni les talents dont il est personnellement orné et combien ils peuvent être utiles à la patrie ». Elle ne cherche que « le repos mutuel qu'elle entend sauvegarder entièrement ». Il se peut qu'il y ait dans cette façon d'accommoder les choses un peu de la crainte que doit inspirer à la souveraine l'idée de s'attirer l'hostilité d'une famille qu'elle a elle-même rendue prépondérante dans son empire ; mais n'y a-t-il pas aussi un reste de tendresse émue ? Onze ans plus tard, en apprenant la mort de l'ex-favori, Catherine écrira :

« La perte du prince Orlof m'a mise au lit avec une fièvre si forte, avec un délire si fort pendant la nuit qu'on a été obligé de me saigner… »

C'est au mois de juin 1783 qu'elle reçoit la fatale nouvelle, et, deux mois après, allant à Frederikshamn à la rencontre du roi de Suède, elle stipule d'avance que celui-ci ne lui parlera pas de cette catastrophe, qui la remue encore au plus profond des entrailles. Elle lui en parle, du reste, la première, faisant un effort sur elle-même pour cacher son trouble et le tumulte que le rappel d'un passé déjà si ancien met toujours dans sa pensée. Pourtant, elle a donné plusieurs successeurs à l'amant remplacé, à cet égard, bien avant sa

mort. Est-ce un simple engouement, comme Grimm est le premier à le croire d'abord, qui, en 1778, l'a jetée aux bras de Korssakof ?

« Engouée ? Engouée ? répond-elle à son confident. Savez-vous bien que ce terme ne convient point lorsqu'on parle de Pyrrhus, roi d'Épire (c'est le surnom qu'elle donne au nouveau favori), de l'écueil des peintres, du désespoir des sculpteurs ? C'est de l'admiration, Monsieur, c'est de l'enthousiasme que les chefs-d'œuvre de la nature inspirent ! Les jolies choses tombent et se fracassent comme les idoles devant l'arche du Seigneur, devant le caractère du Grand (*sic*). Jamais Pyrrhus ne fit un geste, un mouvement, qui ne fût ou noble ou gracieux. Il est rayonnant comme le soleil, il répand l'éclat autour de lui. Tout cela n'est point efféminé, mais mâle et comme vous voudriez que quelqu'un fût : en un mot, c'est Pyrrhus, roi d'Épire. Tout est en harmonie ; il n'y a point de pièce détachée : c'est l'effet de précieux dons accumulés de la nature dans son beau ; l'art n'y est pour rien ; le maniéré en est à mille lieues… »

Mettons que le sentiment qui lui dicte ce langage ne soit pas très profond ni très délicat. Aussi bien, Korssakof n'est-il qu'un simple bellâtre. Mais voici en scène un autre protagoniste du drame passionnel : Patiomkine, l'homme génial. Lisons ce qui suit. C'est une lettre du favori, écrite après une brouille de quelques jours. Catherine y a répondu en marge, point par point. Une sorte de traité de paix et d'amour éternel a été ainsi signé entre les amants réconciliés :

De la main de Patiomkine :

Permets, chère âme, que je te dise en dernier lieu comment je crois que notre querelle se terminera. Ne t'étonne pas que je sois inquiet au sujet de notre amour. En outre des bienfaits innombrables dont tu m'as comblé, tu m'as placé encore dans ton cœur. Je veux y être seul et au-dessus de tous ceux qui m'ont précédé, parce que aucun ne t'a aimée comme je t'aime. Et comme je suis l'œuvre de tes mains, je désire te devoir encore le repos ; je désire que tu te réjouisses en me faisant du bien ; que tu t'ingénies à me rendre heureux et que tu y trouves un délassement aux travaux sérieux qui te sont imposés par ta haute situation.

Amen.

De la main de Catherine :

Le plus tôt sera le mieux.

Sois sans inquiétude.

La main lave la main.

Fortement et solidement.

Il y est et il y sera.

Je le vois et je le crois.

Je m'en réjouis dans l'âme.

C'est ce qui fait ma première joie.

Cela viendra de soi-même.

Souffre que le calme rentre dans les pensées, pour que les sentiments reprennent leur liberté ; ils sont tendres et trouveront d'eux-mêmes le meilleur chemin. Fin de la querelle.

Amen.

On conviendra que voilà un échange de déclarations peu banal, et que les deux êtres qui, placés au faîte des grandeurs humaines, se parlent en ces termes de leur amour ne sont pas des débauchés vulgaires. Tout l'esprit rêveur, inquiet et impérieux de Patiomkine se retrouve d'ailleurs dans cette page, comme aussi le naturel à la fois réfléchi et exalté de Catherine. C'est par la réflexion que la souveraine domine habituellement le favori, c'est par la fougue que celui-ci l'emporte souvent. Une grande partie de leur correspondance a été publiée. Elle est telle que jamais, sans doute, il n'y en a eu de semblable entre deux personnes unies par une destinée et une situation analogues. Les formules dont Catherine se sert couramment, pendant les premières années surtout de l'amoureuse union, ne se retrouveraient peut-être même pas, en leur familiarité excessive, dans le commerce épistolaire d'une femme galante quelconque appartenant à la même époque. Nous passons sur les : « Je vous embrasse mille fois, mon ami… », « Pardon, si je vous importune, mon cœur… », « Entends-tu, mon âme… ? » si inattendues que puissent être ces expressions de tendresse sous la plume d'une impératrice. Mais voici un billet qui se termine par : « Adieu,

mon toutou », « Adieu, mon faisan d'or », lisons-nous ailleurs. Ou bien encore : « Adieu, papa. » On se querelle fréquemment : Patiomkine a mauvais caractère ; il boude ou s'emporte à tout propos. On lui écrit alors : « Si tu ne te montres pas aujourd'hui plus aimable qu'hier, je… je… je… en vérité, je ne dînerai pas… » S'agit-il, dans cet autre billet, du projet annoncé à un moment par l'irascible amant de se retirer en un cloître ? Nous ne savons. « Un plan, écrit Catherine, formé pendant quatre à cinq mois (dont même N. B., la ville et les faubourgs étaient instruits), pour plonger le poignard dans le sein de son amie, de la personne qui nous affectionne le plus, qui n'avait en vue que notre bonheur réel et constant ; un pareil plan fait-il honneur à l'esprit et au cœur de celui qui l'a conçu et qui le met en exécution ? »

Le favori, comme bien on pense, ne demeure pas en reste de langage tendrement imagé. Toutefois, et c'est un des traits curieux de cette étonnante idylle, à travers tout l'emportement de sa verve amoureuse, il n'oublie pas un seul instant de marquer les distances. Ses formules à lui, plus vibrantes souvent, plus passionnées, gardent toujours une certaine solennité, n'imitent jamais celles de Catherine dans leur un peu trivial abandon. « Si ma prière est entendue, Dieu prolongera vos jours jusqu'au terme le plus reculé, et toi, mère miséricordieuse… » Voilà son style le plus habituel. Le tutoiement ne vient sous sa plume, d'ordinaire, que dans cette forme invocatoire, où il semble parler à celle dont il se reconnaît l'« ouvrage », comme il parlerait à Dieu. Nous possédons d'autres échantillons de la correspondance amoureuse de Patiomkine, qui ne s'adressent pas à Catherine : il s'y révèle comme un virtuose accompli, mêlant la fantaisie orientale à la rêverie du Nord et à la délicatesse des plus exquis modèles que l'Occident ait fournis dans ce genre :

« Ô ma vie, ô âme sœur de la mienne, comment te faire comprendre avec des paroles mon amour pour toi ?… Arrive, ô ma maîtresse (*soudarka maïa*), dépêche-toi, ô mon amie, ma joie, mon trésor sans prix, don sans pareil que Dieu lui-même m'a fait !… Petite mère chérie (*matouchka, galoubouchka*), donne-moi la joie de te voir, donne-moi le plaisir de me réjouir de ta beauté… Je baise de toute ma tendresse tes jolies petites mains et tes jolis petits pieds… »

Ce n'est pas à Catherine que Patiomkine écrit ainsi. *Matouchka*, oui, elle aussi, mais en même temps et toujours *gassoudarinia* (« souveraine »), devant laquelle on prosterne le front dans la poussière, même quand on lui parle d'amour, et jamais *galoubouchka* (« chérie ») ni *soudarka* (« maîtresse »).

Appelé en 1774 au poste de favori, Patiomkine cède la place, deux années après, à Zavadofski. L'amant disparaît à ce moment, mais l'ami reste, et l'engagement contracté au début n'est pas encore violé. C'est à peine s'il le sera un jour, à la veille de la mort du prestigieux prince de Tauride, quand Zoubof, s'installant en maître dans le palais comme dans le cœur de la souveraine, n'y laissera plus aucune place à celui qui prétendit autrefois y régner *seul*. Jusque-là, c'est à peine encore si une différence se laisse apercevoir dans la manière d'être de Catherine avec l'aventurier prodigieux, à qui elle laisse régenter sa cour, commander ses armées, gouverner son empire, tout en l'ayant exilé de sa couche, et de qui elle accepte de nouveaux amants, tout en lui prodiguant non pas seulement les richesses et les dignités, mais les témoignages les moins équivoques d'une constante tendresse :

« Adieu, mon ami, portez-vous bien ; je vous embrasse de tout mon cœur. Sacha te salue. »

Ceci est du 29 juin 1783, et Sacha, c'est Mamonof, le favori en fonction et la créature de Patiomkine.

« *Sachenka* te salue et t'aime comme son âme, lisons-nous dans une autre lettre qui est du 5 mai 1784 ; il parle souvent de toi. »

En septembre 1777, Patiomkine reçoit de la souveraine un don de 150 000 roubles. En 1779, il reçoit une avance de 750 000 roubles sur sa pension annuelle qui est de 75 000. En 1783, Catherine lui fait payer 100 000 roubles pour hâter l'achèvement d'un palais qu'il se fait construire, qu'elle lui achètera, moyennant plusieurs millions, quand il aura été terminé, et dont elle lui fera présent aussitôt après. Il est feld-maréchal, il est Premier ministre, il est prince, il a tous les grades, tous les ordres, tous les honneurs et tous les pouvoirs. Au moment de l'annexion de la Crimée, pendant la seconde guerre turque, il commande en maître sans direction et sans

contrôle. Il agit à sa guise ; il suit sa fantaisie, et Catherine a l'air d'une petite fille soumise à la volonté d'un génie supérieur. Il la laisse pendant des mois entiers sans nouvelles ; il ne daigne pas répondre à ses lettres. Alors, elle se plaint, mais timidement, humblement presque :

« J'ai été entre la vie et la mort tout ce temps-ci que je suis restée sans nouvelles de toi… Pour Dieu, pour moi-même, prends plus de soin de ta personne que par le passé. Rien ne me fait peur, sauf que tu sois malade… Dans ce moment-ci, mon cher ami, vous n'êtes pas un petit particulier qui vit comme il veut et qui fait ce qui lui plaît : vous êtes à l'État, vous êtes à moi. » Les appellations tendres, celle de « papa » entre autres, reviennent encore maintenant sous la plume de l'ancienne amante. L'impératrice se retrouve dans les moments très fréquents de défaillance, où les échecs qu'il rencontre ne manquent jamais de jeter le conquérant de la Crimée. En septembre 1787, une attaque des Turcs sur Kinburn le fait songer à déposer son commandement. Catherine ne veut pas en entendre parler :

« Raidissez votre esprit et votre âme contre tous les événements, et soyez assuré que vous les vaincrez tous avec un peu de patience, mais c'est une vraie faiblesse que de vouloir quitter votre poste et vous cacher. »

Quelques semaines plus tard, une tempête détruit en partie la flotte réunie par Patiomkine à Sébastopol. Cette fois, il veut non seulement abandonner l'armée, mais encore évacuer la Crimée :

« Qu'est-ce à dire ?, écrit Catherine. Sans doute, tu as eu cette idée au premier moment, pensant que toute la flotte avait péri. Mais que deviendrait le reste de cette flotte après l'évacuation ? Et comment commencer une campagne par l'évacuation d'une province qui n'est pas menacée ? Il vaudrait mieux attaquer Otchakof, ou Bender, changeant ainsi en offensive la défensive que tu dis toi-même nous convenir moins. D'ailleurs, le vent n'a pas soufflé contre nous seuls, j'imagine ! Du courage ! du courage ! Je t'écris tout cela comme à mon meilleur ami, mon pupille et mon élève, qui parfois montre plus de résolution que moi-même, mais en ce moment, j'ai plus de courage que toi, parce que tu es malade et je me porte bien. Je pense que vous êtes impatient comme un enfant de cinq ans, tandis que les affaires dont vous êtes chargé en ce moment demandent une patience imperturbable. »

Elle ajoute qu'il peut revenir pour quelque temps à Pétersbourg. A-t-il peur d'y être desservi pendant son absence ? « Ni le temps, ni l'éloignement, ni personne au monde ne changera ma manière de penser sur ton compte ni mes sentiments pour toi. »

Cette liberté d'allures que Catherine laisse à l'homme en qui elle a placé sa confiance, cette façon de fermer les yeux sur les procédés qu'il emploie pour y faire honneur, n'est d'ailleurs que l'application d'un système que nous connaissons déjà. Les choses ne se passent pas de même là où la volonté de l'impératrice et son intervention personnelle peuvent s'exercer d'une façon directe et par conséquent efficace. Les conflits deviennent alors fréquents entre les deux collaborateurs, et ni l'amitié ni l'amour n'empêchent Catherine d'y faire prévaloir son autorité. En ces occasions, le mauvais caractère du favori s'affirme habituellement ; il se montre tour à tour brusque ou maussade : « Je vous indique, écrit-il, ce qui est utile à votre intérêt ; après cela, comme il vous plaira… » « Tu auras beau te fâcher, réplique Catherine, il faut convenir que j'ai raison. » Les motifs de dissentiment sont parfois de nature très délicate. Un inspecteur d'armée a été désigné par Patiomkine. Catherine s'élève contre ce choix, qu'elle croit n'avoir été dicté que par un motif peu avouable. Voici comment elle s'en explique. Les passages soulignés sont en français dans l'original :

« Permettez-moi de vous dire que la vilaine figure *(roja)* de sa femme ne vaut pas le fardeau dont vous vous chargerez avec un tel homme. Il n'y a rien là à prendre pour vous, car *madame est charmante, mais on ne gagne pas la moindre chose en lui faisant la cour. C'est une chose reconnue, et une famille immense veille à sa réputation. Mon ami, je suis accoutumée à vous dire la vérité. Vous me la dites aussi quand l'occasion s'en présente. Faites-moi le plaisir pour cette charge d'en choisir un plus propre pour la chose, et qui sache le service, afin que l'approbation du public et celle de l'armée couronne votre choix et ma nomination. J'aime à vous faire plaisir, je n'aime pas non plus à vous refuser, mais je voudrais que pour une place pareille tout le monde dise : voilà un bon choix et non pas un misérable choix d'un homme qui n'a pas l'idée de ce à quoi on veut l'employer. Faites la paix, après quoi vous viendrez ici vous amuser tant que vous voudrez.* »

Catherine oubliait d'ajouter qu'en attendant elle s'amusait de son côté, et que, cette fois, elle n'avait pas consulté son « ami » sur la nature du nouveau divertissement qu'elle s'était donné. Zoubof paraissait à l'horizon, et s'annonçait comme un rival redoutable pour la conquête de la faveur impériale, et même de la part que l'amitié y avait laissée jusque-là à son prédécesseur. Retenu à l'autre extrémité de l'Empire, Patiomkine bondissait de colère ; il annonçait qu'il reviendrait bientôt à Saint-Pétersbourg, « pour se faire arracher une dent » (*zoub* veut dire « dent » en russe) qui lui faisait mal. Il ne devait pas y réussir. Il ne reparut que pour assister au triomphe définitif de l'ennemi. Il retourna dans le Sud, rongeant son frein, mais frappé au cœur, et bientôt la mort venait à temps pour lui épargner les dernières humiliations de la disgrâce. Catherine s'était cependant donné toutes les peines du monde pour lui faire agréer son nouveau choix, et les lettres où se fait jour cette préoccupation ne sont pas les moins curieuses de la collection à laquelle nous avons fait déjà quelques emprunts. Compliments, aimables attentions, flatteries délicates, jusqu'à des explosions inattendues de tendresse s'y succèdent, allant à l'ami déjà sacrifié de la part de l'amant victorieux, de l'« enfant », du « petit noiraud », comme elle se plaît à appeler le nouveau favori avec les habitudes de câlinerie que l'âge ne lui a pas fait quitter. « L'enfant, écrit-elle, trouve que vous avez plus d'esprit et que vous êtes plus amusant et plus aimable que tous ceux qui vous entourent, mais sur ceci gardez-moi le secret, car il ignore que je sais cela. »

Mais Patiomkine ne se laisse pas séduire. Il voit son prestige lui échapper ; il sent que cette fois la place est prise tout entière, et non pas seulement ce coin du palais impérial, voisin de l'appartement particulier de Sa Majesté, dont il avait fait un facile abandon, mais cet autre sanctuaire où les serments d'autrefois lui permettaient d'espérer qu'il garderait toujours un sûr abri. Celui-ci allait lui manquer aussi !

Une fois déjà il avait eu une sérieuse alerte. Parmi ses rivaux, il y en avait eu un, avant Zoubof, que Catherine paraît avoir aimé comme elle n'aima jamais avant ni après. Il semble qu'il ait été dans la destinée de cette femme extraordinaire d'épuiser, dans leur diversité, toute la gamme des sentiments et des sensations et l'ordre entier des phénomènes passionnels. L'amour que Lanskoï lui fit éprouver ne ressemble ni à celui qu'elle témoigna à Patiomkine, ni à aucun de ceux qui ont rempli sa vie si riche en

impressions variées. Mais Lanskoï n'était pas ambitieux, et il ne fut pas donné à Catherine de le garder longtemps. Le 19 juin 1784, le beau jeune homme, qui depuis quatre ans faisait la joie de son existence, en qui, comme en un foyer lumineux, se concentraient toutes ses pensées, toutes ses affections et tous ses désirs, le plus choyé, le plus caressé, le plus fêté des favoris, ressentait les atteintes d'un mal mystérieux. Le médecin allemand Weikard fut appelé en hâte de Saint-Pétersbourg à Tsarskoïe Selo. C'était un savant de pure souche germanique, tout d'une pièce, peu façonné aux ménagements délicats. Assise sur le lit du malade, Catherine l'interrogea avec anxiété :

— Qu'est-ce ? demanda-t-elle.

— Une mauvaise fièvre, Madame, et il en mourra.

Il insista pour que l'impératrice s'éloignât. Il jugeait le mal contagieux. C'était, autant que nous pouvons le conjecturer, une angine. Catherine n'hésita pas un instant entre les conseils de la prudence et ceux plus impérieux de son cœur. Elle fut prise bientôt d'un mal de gorge inquiétant. Elle brava tout. Dix jours après, Lanskoï expirait entre ses bras. Il avait vingt-six ans. Écoutons la plainte de l'amante trahie par la mort :

« Lorsque je commençais cette lettre, j'étais dans le bonheur et la joie, et mes pensées passaient si rapidement que je ne savais ce qu'elles devenaient. Il n'en est plus de même : je suis plongée dans la douleur la plus vive, et mon bonheur n'est plus : j'ai pensé moi-même mourir de la perte irréparable que je viens de faire, il y a huit jours, de mon meilleur ami. J'espérais qu'il deviendrait l'appui de ma vieillesse : il s'appliquait, il profitait, il avait pris tous mes goûts. C'était un jeune homme que j'élevais, qui était reconnaissant, doux, honnête, qui partageait mes peines quand j'en avais, et qui se réjouissait de mes joies. En un mot, en sanglotant, j'ai le malheur de vous dire que le général Lanskoï n'est plus… et ma chambre, si agréable pour moi ci-devant, est devenue un antre vide, dans lequel je me traîne à peine comme une ombre : un mal de gorge m'a gagnée la veille de sa mort avec une fièvre de cheval ; cependant, depuis hier, je suis hors du lit, mais faible et si douloureusement affectée qu'à l'heure qu'il est je ne puis voir face humaine sans que les sanglots ne m'ôtent la parole. Je ne puis dormir ni manger ; la lecture m'ennuie, et l'écriture excède mes forces. Je ne sais ce

qui deviendra de moi ; mais ce que je sais, c'est que de ma vie je n'ai été si malheureuse que depuis que mon meilleur et aimable ami m'a ainsi abandonnée. J'ai ouvert mon tiroir, j'ai trouvé cette feuille commencée, j'ai tracé ces lignes, mais je n'en peux plus… »

Cela est du 2 juillet 1784. Deux mois après seulement, Catherine reprend ainsi sa correspondance avec Grimm :

« Je vous avoue que tout ce temps j'étais hors d'état de vous écrire, parce que je savais que cela nous ferait souffrir tous les deux. Huit jours après que je vous eus écrit ma lettre du mois de juillet, me sont venus le comte Fédor Orlof et le prince Potemkine. Jusqu'à ce moment, je n'avais pu supporter face humaine ; ceux-ci s'y sont pris de la bonne manière : ils se sont mis à hurler avec moi, et alors je me suis sentie à mon aise avec eux, mais il y avait bien du chemin à faire, et, à force de sensibilité, j'étais devenue un être insensible à tout, excepté à la seule douleur ; celle-ci augmentait et s'alimentait à chaque pas et à chaque parole. Cependant, n'allez pas croire que, malgré l'horreur de cette situation, j'aie négligé la moindre des choses où mon attention était nécessaire. Dans les moments les plus affreux, on me demandait des ordres pour tout et je les donnais bien, avec ordre et intelligence : choses qui ont particulièrement frappé le général Saltykof. Plus de deux mois se sont passés sans aucune espèce de relâche ; enfin sont venus quelques intervalles premièrement d'heures plus calmes et puis de journées. La saison s'avançant et devenant humide, il a fallu chauffer les appartements de Tsarskoïe Selo. Les miens se sont mis en fureur, mais avec une telle violence, que le 5 de septembre, au soir, n'ayant plus où donner de la tête, j'ai fait venir un carrosse et suis venue à l'improviste et sans que personne s'en doute ici, en ville, où j'ai débarqué à l'Ermitage, et hier, pour la première fois, j'ai été à la messe et par conséquent, pour la première fois aussi, j'ai vu tout le monde et tout le monde m'a vue, mais en vérité c'est un si grand effort qu'en revenant dans ma chambre j'en ai senti un tel abattement que tout autre que moi s'en serait évanoui… Je devrais relire vos trois dernières lettres, mais, en vérité, je ne puis… je suis devenue un être fort triste, qui ne parle même que par monosyllabes… Tout m'afflige… et je n'ai jamais aimé à faire pitié [1]… » Un orateur anglais, Lord Kamelford, a dit que Catherine honorait le trône par ses vices, tandis que le roi d'Angleterre (George III) le déshonorait par ses vertus. L'expression est un peu forte, mais

peut-être jugera-t-on que des vices capables de se manifester en une forme aussi touchante méritent autre chose que l'absolue condamnation de l'injure et du mépris.

3.4

Le favoritisme, tel que Catherine l'a pratiqué, ne laissait pas d'avoir de graves inconvénients. Le 1er décembre 1772, le ministre de France à Pétersbourg, Durand, mande au duc d'Aiguillon que d'après des rapports venant de l'intérieur du palais, « l'impératrice est si singulièrement occupée de l'affaire de M. Orlof, que depuis près de deux mois elle ne s'applique à aucune autre, qu'elle ne lit rien, qu'elle ne fait presque plus d'expédition ». Deux mois après, la crise dure encore. « Cette femme ne fait rien, dit à Durand un homme de cour, tant qu'on soutiendra la faction des Orlof et qu'on s'en occupera, il n'y a rien à faire. » Or, les crises sont fréquentes. En février 1780, l'envoyé anglais Harris se présentant chez le prince Patiomkine, pour le questionner au sujet d'un mémoire important remis depuis quelque temps à l'impératrice, on lui répond qu'il choisit mal son heure : Lanskoï est malade, et la crainte de le voir mourir bouleverse l'impératrice à ce point qu'elle est incapable de fixer son attention sur aucun objet. Toutes ses idées d'ambition et de gloire s'éclipsent ; tout souci d'intérêt ou de dignité s'évanouit en elle ; tout s'absorbe dans cette préoccupation unique. Et le prince Patiomkine exprime la crainte que le comte Panine ne profite de cette occasion pour faire prévaloir ses idées et imprimer à la politique étrangère une autre direction. Trois ans plus tard, c'est une maladie du prince lui-même qui jette la souveraine dans une consternation telle que le marquis de Vérac, sur le point de quitter Pétersbourg, ne peut obtenir son audience de congé. L'entourage de l'impératrice, voyant ses traits altérés et ses yeux rougis par les larmes qu'elle ne cesse de verser, l'engage à ne pas paraître en public. L'audience est remise.

Quand le favoritisme n'arrête pas les affaires, il arrive qu'il en remet la direction entre des mains aussi peu faites que possible pour en tenir le gouvernail, celles d'un Mamonof ou d'un Zoubof, par exemple. Et ce n'est pas tout encore que l'avancement précipité des favoris eux-mêmes, devenant d'un jour à l'autre généraux, maréchaux, ministres : les grands personnages créés ainsi d'un coup de baguette ont à leur tour leurs créatures. Ils ont aussi des ennemis qu'ils cherchent à mettre à l'ombre. Ainsi fait Patiomkine de l'illustre Roumiantsof, enlevant à l'Empire son meilleur soldat. Parfois, ils poussent en avant un ambitieux pour se débarrasser d'un rival. En 1787, Mamonof est mis en défiance par l'apparition à la cour d'un jeune prince Kotchoubey : il s'arrange pour le faire envoyer à Constantinople comme ambassadeur. Voilà une ambassade bien lotie ! Le favori disparu, les conséquences de son élévation durent encore. Après la mort de Patiomkine, son secrétaire, Popof, le remplace comme chef d'administration du gouvernement d'Iekatierinoslaf. Il dispose de tout arbitrairement au moyen de cette formule magique : « Telle était la volonté du feu prince. » Il est le dépositaire du secret de cette volonté et l'instrument de son « créateur », comme il appelle le défunt. Or, le comte Rastoptchine, un bon juge, affirme que cet homme, quoiqu'il eût, du vivant de Patiomkine, gouverné à peu près sous son nom pendant dix ans l'Empire tout entier, n'a aucune habitude des affaires. D'ailleurs, il a d'autres occupations. Rastoptchine ne lui a jamais connu qu'une seule qualité : la solidité de sa constitution physique, lui permettant de passer régulièrement ses journées et ses nuits au jeu. En ce faisant, il est devenu général, chevalier de trois ordres et titulaire d'emplois qui lui rapportent 50 000 roubles par an. En février 1796, Rastoptchine écrit encore : « Jamais les crimes n'ont été aussi fréquents que maintenant. L'impunité et l'audace sont arrivées à l'extrême. Il y a trois jours, un certain Kovalinski, qui a été secrétaire de la commission de guerre et renvoyé par l'impératrice pour pillage et corruption, a été nommé gouverneur à Riazan, parce qu'il a un frère vaurien comme lui, qui est lié avec Gribofski, le chef de la chancellerie de Platon Zoubof. Ribas à lui tout seul vole 500 000 roubles par an. »

Le favoritisme coûte cher. Castéra est arrivé pour dix principaux chefs d'emploi, en y ajoutant un comparse énigmatique, Vysotski, à un total formidable :

Ont reçu :

Les cinq frères Orlof 17 000 000

Vysotski 300 000

Vassiltchikof 1 110 000

Patiomkine 50 000 000

Zavadofski 1 380 000

Zoritch 1 420 000

Korssakof 920 000

Lanskoï 7 260 000

Iermolof 550 000

Mamonof 880 000

Les frères Zoubof 3 500 000

Dépenses des favoris 8 500 000

Total en roubles 92 500 000

Soit, au cours du change d'alors, plus de 400 millions de francs. C'est à peu près le compte de l'envoyé anglais Harris.

De 1762 à 1783, la famille Orlof a reçu, d'après lui, 40 000 à 50 000 paysans et 17 millions de roubles en argent, palais, bijoux, vaisselle. Vassiltchikof, en vingt-deux mois, a eu : 100 000 roubles en argent, 50 000 en bijoux, un palais meublé de la valeur de 100 000 roubles, une vaisselle de 50 000, une pension de 20 000 et 7 000 paysans. Patiomkine, en deux ans : 37 000 paysans, et en bijoux, palais, pension, vaisselle, 9 000 000 environ. Zavadofski, en dix-huit mois : 6 000 paysans en Ukraine, 2 000 en Pologne, 1 800 en Russie, 80 000 roubles de bijoux, 150 000 roubles d'argent, une vaisselle de 30 000 et une pension de 10 000 roubles, Zoritch, en un an : une terre de 500 000 roubles en Pologne, une autre de 100 000 roubles en Livonie, 500 000 roubles d'argent comptant, 200 000 de bijoux et une commanderie en Pologne de 12 000 roubles de revenu. Korssakof, en seize mois : 150 000 roubles, et, à son départ : 4 000 paysans en Pologne, 100 000

roubles pour payer ses dettes, 100 000 roubles pour son équipement, 20 000 roubles par mois pour voyager à l'étranger.

Ces chiffres se passent de commentaire. En juillet 1778, le chevalier de Corberon écrivait de Pétersbourg au comte de Vergennes :

« Le nouveau favori Corsak (tel paraît avoir été le nom primitif de l'individu) vient d'être fait chambellan. Il a reçu 150 000 roubles, et sa fortune, qui ne durera pas, sera du moins brillante pour lui et onéreuse pour l'État, qui en souffre. Cette plaie, qui se renouvelle si souvent, répand l'aigreur et le mécontentement dans le public, et le résultat pourrait en être dangereux si Catherine seconde n'était pas plus forte et plus prévoyante que ce qui l'entoure. On murmure sourdement, mais elle gouverne toujours, et l'ascendant de son âme fera son salut… Dernièrement on fit dans une maison russe le calcul de ce que coûtait le favoritisme sous le règne actuel : le total fut porté à 48 millions de roubles. »

Mais il n'y a pas là seulement une question d'argent. Le prince Chtcherbatof a relevé en termes dignes d'éloge le caractère démoralisateur d'une institution qui plaçait au sommet de la société et mettait en lumière de semblables excès. Les favoris de Catherine peuvent bien, à un point de vue absolu, ne paraître qu'un équivalent des maîtresses de Louis XV, mais l'absolu n'est de mise ni en morale ni en politique, la différence des sexes fera probablement toujours, à cet égard, une différence énorme dans la portée relative des mêmes faits, et si Marie-Antoinette a eu des surprises et des révoltes pénibles en arrivant à la cour de son beau-père, celles-ci n'ont pas égalé sans doute l'impression ressentie par la seconde femme de Paul, Marie Feodorovna, quand son séjour à Pétersbourg l'eut mise en contact avec le scandale officiel du palais impérial. D'ailleurs, les maîtresses de Louis XV ne passent pas pour avoir fait, en France, les affaires de la royauté.

Un des compagnons d'armes de Kosciuszko, Niemcewicz, dit, dans ses *Mémoires*, avoir visité en 1794 les maisons construites pour le passage de l'impératrice sur la route qu'elle suivit en 1787, lors du voyage de Crimée. La chambre à coucher de la souveraine était partout établie sur un plan uniforme. Auprès du lit se trouvait un panneau de glace, qu'un ressort faisait mouvoir : un second lit — celui de Mamonof — apparaissait alors. Et

Catherine avait cinquante-neuf ans ! Élever l'impudeur à cette hauteur, n'était-ce pas tenir école de vice ?

Il y a eu là assurément, chez cette femme étrange, une méprise colossale sur sa situation vis-à-vis des lois éternelles de la féminité. Car il faut observer qu'il n'y a eu en aucune façon chez elle affectation de cynisme, ni même oblitération du sens moral, ni même dépravation de l'esprit. Le favoritisme avec toutes ses conséquences mis à part, Catherine est sévère, en fait de morale, et très susceptible en fait de pudeur. Elle apprécie la chasteté et va jusqu'à la pruderie. Un jour, sur la route de Kiev, elle demande au comte de Ségur, qui se trouve dans sa voiture, de lui dire des vers. Il s'exécute en récitant un morceau « un peu libre et gai, raconte-t-il, mais cependant assez décent pour s'être vu bien accueilli à Paris par le duc de Nivernais, par le prince de Beauveau et par des dames dont la vertu égalait l'amabilité ». Aussitôt Catherine fronce les sourcils, arrête l'imprudent par une question tout à fait hors de propos et met la conversation sur un autre sujet. En 1788, l'amiral Paul Jones, qu'elle a appelé à son service d'Angleterre, est accusé d'avoir pris des libertés avec une jeune fille appartenant à la cour. Il est renvoyé aussitôt, si forte que soit à ce moment la disette d'hommes capables d'exercer un commandement. Pour un fait analogue, l'envoyé anglais Macartney se voit contraint de quitter son poste. En 1790, devisant avec son secrétaire sur les événements de France, Catherine s'en prend aux filles de théâtre qu'elle accuse d'avoir dépravé les mœurs de la nation. « Ce qui a fait la perte de ce pays, dit-elle, c'est qu'on tombe dans la crapule et les vices. L'opéra bouffe a corrompu tout le monde. Je crois que les gouvernantes françaises de vos filles sont des m… Prenez garde aux mœurs ! »

Elle a conscience de n'être pas tombée personnellement dans la crapule et de n'avoir rien fait pour corrompre les mœurs de son pays. Mais elle trouve tout naturel d'écrire à Patiomkine que son successeur, Mamonof — *Sachenka*, comme elle l'appelle —, « l'aime et le regarde comme un père véritable ». Et elle n'éprouve aucun embarras en demandant à son fils et à sa bru des nouvelles du roi Poniatowski qu'ils ont vu à leur passage par Varsovie : « Je pense, écrit-elle, que Sa Majesté Polonaise avait bien de la peine à se souvenir de ma physionomie d'il y a vingt-cinq ans dans les portraits que vous lui avez montrés. »

« On ne pouvait jamais, dit encore le prince de Ligne dans le portrait qu'il a tracé de la souveraine, dire du mal de Pierre Ier ni de Louis XVI devant l'impératrice, ni la plus petite chose sur la religion ou les mœurs. À peine pouvait-on se permettre quelque chose d'un peu hasardé, mais extrêmement gazé, dont elle riait tout bas. Elle ne se permettait jamais une légèreté ni dans ce genre-là ni sur personne. »

Un ukase ordonnant aux tenanciers de bains publics de construire des compartiments séparés pour les deux sexes et de ne laisser entrer dans celui des femmes que les hommes indispensables au service ou les médecins porte la signature de Catherine — une exception bizarre y est faite pour les peintres, qui voudraient étudier leur art dans les compartiments féminins.

Des accusations se sont cependant fait jour, associant les dernières années, surtout, de la souveraine à des goûts et des habitudes infâmes. En outre du cercle admis aux réceptions intimes de l'Ermitage, une autre compagnie plus restreinte s'y serait formée, comprenant avec les deux frères Zoubof et Pierre Saltykof quelques femmes, dont nous préférons taire les noms. Le nom de Lesbos a été prononcé au sujet des réunions ainsi composées, et celui de Cybèle du Nord accolé aux autres appellations glorieuses de la Grande Catherine. Il nous répugne de discuter de telles imputations. Nous ne croyons pas que Catherine les ait justifiées. Nous n'oserions pas dire qu'elle ne les a pas méritées. Cette boue soulevée autour de sa mémoire ne fut-elle pas une juste expiation ? Marie-Thérèse n'était pas une femme à accueillir sans examen des propos calomnieux. Elle savait aussi faire preuve d'indulgence, n'en ayant pas besoin pour son compte. Elle écrivait pourtant en 1778 :

« Le grand-duc, on le sait, autant que son prétendu père et l'impératrice, ne fait autre chose que débaucher. »

De la souveraine et de la mère, en passant par l'amant, la boue rejaillissait ainsi jusqu'au fils.

La mort subite de Catherine, la saisissant à l'improviste dans sa garde-robe, fut, elle aussi peut-être, une seconde expiation. Depuis longtemps, nous l'avons vu, les excès auxquels la souveraine se livrait passaient pour altérer sa robuste santé. En mai 1774, Durand, interrogeant un homme de cour sur

la cause de certains accidents qui donnaient de l'inquiétude aux médecins de Sa Majesté, recevait pour réponse que « ces pertes annonçaient la cessation du cours périodique ou le travail excessif d'un organe relâché ». Dans une autre dépêche, parlant des craintes inspirées au favori en titre par l'état de l'impératrice, le chargé d'affaires écrivait :

« Il n'ignore pas ce que très peu de gens savent cependant, que l'impératrice a eu ces jours derniers une syncope qui a duré plus d'une demi-heure, au moment qu'elle allait se jeter dans de l'eau froide ; que ses domestiques les plus affidés s'aperçoivent qu'elle prend, depuis quelque temps, des tics et des attitudes bizarres ; que par l'usage des bains froids et du tabac elle a des moments d'absence et des idées contradictoires à son caractère. Tout ce que j'infère jusqu'à présent de ces faits, c'est qu'elle est affectée de passions hystériques. »

En 1774, ces conjectures étaient prématurées. Vingt ans plus tard, Catherine était arrivée à les justifier.

Nous demandons pardon à nos lecteurs, et surtout à nos lectrices, d'avoir soulevé le voile que le temps et l'oubli ont jeté sur ces détails. Nous n'y avons eu qu'une raison et nous n'y cherchons qu'une excuse : la sincérité que nous avons voulu, à défaut d'autre mérite, apporter à cette étude, dont nous n'avons pas méconnu tous les embarras et tous les périls, mais qui nous a séduit quand même, comme elle aura, nous voulons l'espérer, intéressé d'autres que nous, par l'attrait d'une variété, d'une complexité et d'une originalité, peut-être uniques, de données rigoureusement historiques et pouvant cependant mettre au défi le travail le plus ingénieux de l'imagination la plus féconde.

CONCLUSION

Il nous resterait à montrer Catherine dans le milieu où elle a vécu et régné, avec l'entourage prestigieux des artisans, des compagnons et des courtisans de son étonnante fortune, et avec le cadre éblouissant qu'elle a su donner à sa gloire. Nous espérons pouvoir un jour entreprendre cette tâche complémentaire. En attendant, arrivé au terme que nous avons dû assigner provisoirement à notre entreprise, nous serions mal venu, sans doute, si nous n'essayions d'en résumer brièvement les résultats.

Catherine fut un être privilégié. Entre autres privilèges, elle a eu celui de faire épuiser à son bénéfice, ou à son détriment, le vocabulaire entier de l'éloge comme de l'injure. Elle a été, tour à tour, dans la bouche de ses apologistes ou de ses détracteurs, la gloire ou la honte de son sexe. Nous nous sommes appliqué à départager ces opinions extrêmes. À travers les incertitudes, les contradictions et les égarements de l'histoire et de la légende, nous avons cherché à approcher et à fixer l'aspect moralement et matériellement vrai de la souveraine et de la femme qui fut appelée « Catherine le Grand » par Voltaire, et que d'innombrables pamphlétaires ont flétrie du nom de « Messaline ». Et voici à peu près ce que nous avons trouvé.

Catherine fut une petite princesse allemande, que ses parents destinaient à épouser quelque hobereau du voisinage, plus ou moins bien apanagé ; que son institutrice française, mademoiselle Cardel, éleva et instruisit en conséquence, mais qu'un hasard conduisit en Russie et qu'un concours de circonstances non moins imprévues, joint à un ensemble de dons naturels ou acquis très exceptionnels, amena à y occuper une situation pour laquelle elle ne paraissait aucunement destinée. Placée entre un futur empereur que les bizarreries et les vices de son caractère semblaient rendre absolument impropre à occuper un trône, et une impératrice régnante qui occupait très imparfaitement le sien, Catherine se sentit tôt appelée à tenir, dans sa patrie d'adoption, un autre emploi que celui d'une utilité d'ordre décoratif ou même dynastique. Elle n'eut pas de peine à se découvrir des ambitions allant

au-delà de ce rôle. Elle eut le mérite d'y joindre l'effort proportionné d'une énergie et d'une application également extraordinaires chez une personne de son âge et de son sexe. Tout en travaillant à s'assurer le concours éventuel d'un nombre de plus en plus considérable de sympathies et de dévouements, elle s'appliqua aussi à s'en rendre digne. Elle refit son éducation. Elle s'assimila, par un labeur assidu et le génie de la nation qu'elle se proposait de gouverner un jour et les éléments de la culture occidentale que Pierre Ier avait cherché à lui imposer. Elle apprit le russe, en recevant les leçons d'Adadourof et en causant avec les vieilles dames de son entourage, et elle apprit l'histoire et la politique en lisant Voltaire et Montesquieu. Elle lut aussi Brantôme et Bayle et en tira des enseignements dont elle sut faire son profit, au plus grand avantage de son ambition, sinon de la morale. Elle se trouva ainsi en possession d'une supériorité et d'une puissance qui, du vivant même d'Élisabeth, commencèrent de s'imposer, éveillant des inquiétudes et des espérances, des jalousies et des craintes. Son mari l'appelait « madame la Ressource », ou découvrait en elle une « vipère » qu'il devenait urgent d'écraser. Élisabeth la regardait avec jalousie ou avec terreur. Mais les hommes de gouvernement, les ministres d'État et les diplomates étrangers se tournaient de son côté, et l'armée — cette force sans rivale, cette créatrice de souverains et de souveraines dans l'immense et barbare empire — finit par lever les yeux vers elle. C'est ainsi qu'elle devint l'associée politique de Bestoujef et de Williams et l'amie de quelques beaux officiers de la garde. En même temps, sa jeunesse et son tempérament ardent revendiquant leurs droits contre un mari d'ailleurs peu soucieux de faire valoir les siens, et contre une étiquette d'ailleurs peu sévère, elle goûtait des plaisirs plus ou moins légitimes et nouait des intrigues plus ou moins avouables. Elle plongeait toujours plus avant dans l'atmosphère voluptueuse d'une cour qui, sous le rapport de la licence des mœurs, n'avait rien à apprendre de l'Occident. Mais, avec un bonheur qui semble n'avoir jamais été égalé, elle sut concilier ses intérêts avec ses passions, l'amour avec la politique, et trouver dans les caprices de son cœur ou de ses sens les plus puissants alliés de sa grandeur à venir. C'est ainsi qu'elle connut le beau Serge Saltykof, l'élégant Poniatowski et le farouche Grégoire Orlof. C'est ainsi également qu'à la mort d'Élisabeth tout parut préparé pour une révolution qui sembla remettre les choses à leur place en mettant la jeune femme à la place qui revenait légitimement à son mari. Il n'était besoin que

de quelques hommes assez hardis pour risquer leur tête dans un de ces coups de main dont la cour de Russie commençait à avoir l'habitude. Les Orlof se présentèrent, et « Pierre III se laissa détrôner comme un enfant qu'on renvoie se coucher ».

Arrivée en Russie à l'âge de quinze ans, Catherine en avait trente-trois quand cet événement se réalisa. Sa beauté, si éloquente que la légende se soit montrée à son égard, ne paraît rien moins que prouvée historiquement. Mais elle faisait mieux que d'être jolie : « Je plaisais, c'était mon fort », disait-elle, et, sous ce rapport, elle n'a pas à redouter la contradiction de l'histoire. Il est vrai qu'avec le temps elle eut pour plaire d'autres ressources que les charmes de son visage, et ce n'est pas avec ceux-ci, apparemment, qu'en 1789, à près de soixante ans, elle séduisit Zoubof.

Au moral, Catherine a laissé d'elle-même un portrait, où, à côté de quelques traits justes, on en voit d'autres qui le paraissent moins. Elle y rend hommage à la vérité en se refusant l'« esprit créateur » ; elle y parle trop complaisamment de la douceur de son caractère et de la rigidité vertueuse de ses principes. Elle fut, ce semble, avant tout une grande ambitieuse, possédant l'espèce d'audace réfléchie, calculatrice et capable pourtant de toutes les témérités, l'esprit impérieux, la confiance en soi-même, et enfin l'absence de scrupules, où se retrouve la marque caractéristique de cette race d'élus. La foi fataliste, qui anima plus tard Napoléon, rencontrait en elle une croyante résolue. Elle aussi eut son étoile. Seulement, celle-ci lui resta plus fidèle. C'est à peine si elle la vit pâlir quelquefois. Elle put, moyennant cela, être et demeurer « imperturbable ». Elle fut optimiste jusqu'à la fin. Elle fut également vaniteuse. Elle se crut en possession d'un pouvoir et d'une puissance en quelque sorte sans limites ; elle aima qu'on en fût persuadé et elle ne détesta pas qu'on le lui dît. Les louanges et les adulations les plus outrées, s'adressant à sa personne, lui paraissaient naturelles et légitimes. Pourtant, elle se targuait d'une absence entière d'amour-propre comme de coquetterie. Elle admettait volontiers, sa qualité d'impératrice mise à part, qu'on ne vît en elle qu'une femme très ordinaire. Elle n'en voulut pas à Lavater d'être de cet avis. Les hommages qu'elle réclamait n'étaient que pour la souveraine de toutes les Russies. Elle se faisait de ce titre auguste une idée démesurée et hors de toute proportion avec les réalités qu'il représentait, mais, par une illusion qui dura plus de trente ans, elle imposa

cette idée à l'Europe. Là fut le secret véritable du prestige qu'elle exerça. Le monde, suivant une théorie récemment développée, n'appartient-il pas aux convaincus et même aux hallucinés ? L'hallucination, dont Catherine éprouva et fit subir au monde contemporain le charme ou l'obsession prolongée, ne releva cependant pas entièrement, dans sa carrière à elle, d'une simple erreur des sens. Des réalités s'y mêlèrent aux fantômes, et, parmi ces choses réelles, une grande place est à attribuer aux qualités personnelles de la souveraine.

À une force de volonté d'abord, peu commune, quoique atténuée et émasculée en quelque sorte par un défaut d'esprit de suite, ramenant le grand homme qu'on voulait voir en elle au niveau de son sexe naturel. Elle voulut toujours fortement, mais il lui arrivait fréquemment de changer de volonté. Elle fut, selon sa propre expression, une « commenceuse professionnelle ». On peut croire que la Russie d'alors n'en demandait pas davantage. Même après Pierre Ier, il y restait beaucoup de choses à commencer. Catherine joua le rôle d'un propulseur doué d'une énergie et d'une continuité d'effort extraordinaires. L'abattement physique ou moral, la lassitude ou le découragement lui furent également inconnus. Elle corrigeait, par une grande maîtrise de soi-même, le défaut de sang-froid et l'extrême vivacité propres à son caractère. Sa capacité de travail était considérable. Elle fut, selon l'expression d'un poète, « la sentinelle que l'on ne relève jamais ». Une robuste gaieté, dont elle sut se faire une habitude et pour ainsi dire une loi morale, l'aidait à soutenir l'écrasant fardeau de ses occupations multiples. À soixante-cinq ans, elle se livrait avec plaisir à des jeux d'enfants, et le colin-maillard gardait des charmes pour elle. Elle posséda une santé morale excellente. Dans la vie privée, son commerce, fait de condescendance facile, de simplicité aisée et d'aimable enjouement, fut toujours trouvé exquis par les meilleurs juges. Elle s'attribuait un cœur naturellement bon et sensible, en se plaignant que les nécessités de la politique ne lui permissent pas de donner toujours un cours libre à ses penchants. Il est possible que ceux-ci fussent en effet tels qu'elle les jugeait. Mais la politique gouverna de bonne heure la plupart de ses actions et jusqu'à ses relations de famille. On peut dire qu'elle a fini par absorber et le cœur et l'esprit de Catherine. Elle a inscrit dans son histoire plusieurs pages où la bonté ni la sensibilité ne paraissent pas. Sa générosité et sa

munificence sont devenues proverbiales : elle y manqua de mesure. Elle donna beaucoup, elle ne sut pas bien donner. Ses serviteurs se plaisaient cependant à son service ; ses domestiques étaient des enfants gâtés. En dépit des écarts de sa conduite, son tempérament vif, sanguin, impétueux, ne laisse découvrir aucun vice organique. Elle n'est pas une hystérique. L'amour est chez elle une fonction naturelle. Ses autres goûts sont ceux d'une personne parfaitement équilibrée au moral comme au physique. Elle n'a rien d'un monstre, et elle a beaucoup, sinon toutes les parties d'une femme charmante.

Sa supériorité fut surtout dans son caractère. Son intelligence était d'ordre relativement inférieur. L'originalité, dont elle se piquait volontiers, se révèle dans ses façons d'agir plutôt que dans sa manière de penser. On chercherait vainement une idée neuve dans tous ses écrits. Beaucoup de bon sens allié à une forte dose d'imagination, l'un corrigeant les écarts de l'autre, tel paraît le fond de ses facultés intellectuelles. Le prestige qu'elle a cependant exercé par son esprit seul ne semble ainsi avoir été, lui surtout, qu'un produit artificiel, où la force d'une volonté impérieuse, un art souverain de mise en scène et l'effet d'une verve étincelante combinaient leurs éléments fascinateurs. Elle n'a jamais prétendu, d'ailleurs, au renom d'une personne spirituelle. L'origine germanique se retrouvait dans sa façon de badiner et de faire des mots. Elle eut la plaisanterie lourde. Son esprit fut surtout un esprit pratique, avec un fond de bonne humeur et d'inaltérable allégresse. Elle n'a pas affiché davantage de prétentions à une instruction bien solide ou très variée. Elle se donnait volontiers pour une ignorante. Ses lectures furent occasionnellement assez abondantes, trop abondantes et irrégulières pour être bien digérées. Son savoir, comme aussi à beaucoup d'égards son gouvernement, fut, selon sa propre expression, « un composé de bâtons rompus ». Ses essais de science personnelle provoquent le sourire. Elle parla et écrivit toujours de façon assez gauche les trois langues dont elle se servait habituellement. Mais elle a mieux fait que d'apprendre correctement le russe : elle a su faire passer l'âme même de la nation dans la sienne.

Ses pensées et ses conceptions pèchent, comme ses actions, par le même défaut, qui est le défaut d'esprit de suite. Ses idées et ses principes fixes sont en nombre très restreint. Elle fait bon marché, quoique allemande, du

doctrinarisme et des doctrinaires. Elle est une empirique. L'idée à laquelle elle demeura le plus invariablement fidèle fut celle de sa propre grandeur, identifiée d'ailleurs avec celle du pays qu'elle se trouvait appelée à gouverner. Elle eut aussi une conception politique, à laquelle elle s'attacha avec une constance qui ne se démentit jamais : ce fut la grande pensée du règne, le projet grec, autrement dit la conquête de Constantinople. Tout le reste n'est que chaos et incertitude. En politique, il lui arrive de parler de son « âme républicaine », tout en déclarant le gouvernement autocratique le meilleur de tous. En philosophie, elle se dit l'amie de Voltaire et aussi celle des Jésuites. Ses idées ou plutôt ses penchants, fruit de son éducation et de son commerce intellectuel avec l'esprit philosophique et émancipateur du siècle, paraissent aussi avoir subi, d'un bout à l'autre de son règne, une transformation sensible. Partie avec un fort élan d'inspirations libérales, elle s'est heurtée en route à l'expérience du pouvoir personnel et à l'aspect imprévu que les conceptions humanitaires les plus séduisantes semblèrent revêtir devant ses yeux étonnés, en passant dans le domaine de la réalité. Elle en fut surprise d'abord, effrayée ensuite. C'est ainsi qu'elle fut amenée à étouffer dans le feu et dans le sang le mouvement populaire auquel Pougatchef a attaché son nom, et que la Révolution française a trouvé en elle une implacable ennemie.

Comme souveraine, Catherine fut une virtuose admirable de l'art de régner. La fortune l'a servie sans doute, en la rendant à peu près constamment heureuse dans ses entreprises les plus hasardées, mais elle a puissamment aidé le bonheur. Ses qualités de tenue, de résolution, d'empire exercé sur elle-même et sur les autres, de sérénité hautaine au milieu des plus cruelles épreuves, sont peut-être sans rivales dans l'histoire moderne. Son habileté dans le maniement des hommes semble défier toute comparaison, car elle sut y introduire toutes les ressources et toutes les séductions de la féminité. Elle fut une enjôleuse. Elle fut une Circé impériale. Elle se montra moins adroite dans la répartition des tâches qu'elle imposait à ceux qui la servaient. Ses choix furent fréquemment malheureux. Mais elle s'entendit toujours à faire rendre à ceux qu'elle employait le maximum d'effort et d'activité dont ils étaient capables. Sa propre activité servait d'exemple. Aux époques de crise, elle se multipliait jusqu'à atteindre une intensité et une variété de ressources tenant du prodige. Elle introduisit aussi

dans la pratique de son gouvernement quelques procédés personnels et assez nouveaux. Elle déconcerta la politique et la diplomatie contemporaine par des allures hardies, des affectations de brusquerie et de franchise devançant, à certains égards, l'exemple donné de nos jours par le grand homme d'État de l'Allemagne moderne. En même temps, elle préludait à l'emploi du grand ressort dont la politique s'est emparée de nos jours : elle faisait un appel énergique à l'opinion publique ; elle prenait la presse à son service ; elle mettait en jeu la réclame ; elle inaugurait en quelque sorte le journalisme politique. Elle y joignait, d'ailleurs, la pratique accessoire des vieilles méthodes, et elle eut son *cabinet noir*. Cet art souverain n'allait pas sans quelques défaillances. Son optimisme même en était une, car il la portait, non pas seulement à rêver les yeux ouverts, mais à fermer les yeux sur des réalités qui réclamaient son attention. Pendant son fameux voyage en Crimée, qui ne fut qu'un beau rêve, elle ne vit pas les ruines et les misères amoncelées derrière le décor fastueux de la gigantesque féerie improvisée pour charmer son imagination. Pourtant, grâce à l'énergie développée là et ailleurs et à la masse d'efforts individuels mis par elle en mouvement dans l'immense empire, les résultats acquis par son gouvernement ne laissèrent pas d'être considérables soit à l'intérieur, soit à l'extérieur.

À l'intérieur, elle eut d'abord à défendre son trône contre des entreprises plus ou moins semblables à celle à laquelle elle dut elle-même son pouvoir. Elle sortit victorieusement de ces épreuves. Ivan fut tué dans sa prison, et le faux Pierre III fut amené dans une cage à Moscou pour y subir le dernier supplice. Catherine fut moins heureuse dans ses tentatives de réforme législative. Sa grande commission, appelée à doter la Russie d'un Code de lois sans pareil en Europe, aboutit à un échec complet. La grande commenceuse mit du temps, cette fois, à s'apercevoir que la réforme rêvée par elle réclamait un point de départ indispensable, et que ce point de départ était l'abolition du servage. Quand elle fit cette découverte, elle recula. Il ne lui était pas donné de trancher ce nœud gordien. Elle introduisit quelques améliorations appréciables dans l'administration de la justice ; elle abaissa le niveau, terriblement élevé, des pénalités ; elle ne supprima pas le knout. Son initiative s'exerça plus fructueusement dans le domaine de l'administration civile. La Russie lui doit, à cet égard, les premiers essais de gouvernement méthodique et régulier. La politique financière de la souveraine appelle

moins l'éloge. Ce fut à proprement parler une politique d'expédients. Catherine eut besoin de beaucoup d'argent pour ses entreprises, pour le faste dont elle aima à s'entourer et aussi pour ses caprices ; elle s'en procura en empruntant d'un côté et en fabriquant de l'autre de la monnaie de papier. Elle a inauguré à cet égard un régime qui ne s'est perpétué que trop longtemps. Mais la Russie a toujours consenti jusqu'à présent à payer cher ses gloires.

Les résultats extérieurs de la politique de Catherine sont présents encore à toutes les mémoires. Ils s'appellent : l'anéantissement définitif de la puissance ottomane, la conquête de la Crimée et des ports de la mer Noire, le partage de la Pologne. Il est certain que pour les obtenir Catherine a pris plutôt conseil d'une ambition sans frein comme sans limites, que d'un sentiment quelconque de justice et de loyauté, ou même d'une appréciation juste des véritables intérêts de sa patrie d'adoption. Elle a obéi surtout à la préoccupation inquiète d'étonner le monde et de faire parler les échos de la renommée, à un besoin, presque maladif, de bruit et de mouvement. Son bonheur changea en victoires éclatantes, dans la première guerre turque, les désastres que son imprévoyance aurait mérités. Ce fut « la guerre des borgnes et des aveugles ». Mais, dans le premier partage de la Pologne, elle fit le jeu de Frédéric ; dans le second et dans le troisième, elle eut la main forcée pour avoir voulu toucher à trop de choses à la fois. Elle y perdit, à tout jamais peut-être, la chance d'une extension graduelle et pacifique de la suprématie russe sur l'ensemble du grand patrimoine slave, livré par elle à l'encan des ambitions voisines, et elle y gagna le fâcheux renom d'une participation dirigeante à l'œuvre d'iniquité qui fut la honte de son siècle. Ses entreprises sur la Pologne et sur la Turquie eurent pour effet naturel de l'éloigner de la France. Ce fut elle pourtant qui, en brisant des liens séculaires entre la Russie et l'Angleterre, posa les premiers jalons du rapprochement qui est en train de s'effectuer aujourd'hui. Devançant même une heure qui n'a pas encore sonné, elle rêva de poursuivre et d'attaquer jusque dans l'Inde une suprématie rivale qui blessait son orgueil. Elle laissa, au demeurant, à son successeur, un héritage singulièrement agrandi. La population de l'Empire s'éleva, pendant le cours de son règne, de 20 à 37 millions d'habitants, avec des frontières reculées en proportion.

Elle fut l'amie de Voltaire et celle des philosophes en général. Elle se plut ou parut se plaire dans la société des hommes de lettres, des savants et des artistes. Elle aima ou parut aimer les livres, les chefs-d'œuvre de la peinture, de la statuaire et de l'architecture. Elle acheta la bibliothèque de Diderot et celle du patriarche de Ferney, et les fournisseurs attitrés de ses musées, Grimm et Reiffenstein, eurent fort à faire pour satisfaire à ses exigences. Pourtant, ni la littérature, ni la science, ni l'art national n'eurent guère à se louer d'elle. Ses goûts littéraires, artistiques et scientifiques correspondaient surtout à un besoin de réclame européenne. Les premiers tressaillements de vie intellectuelle et les premiers efforts de développement original dans cette voie, auxquels s'essayait alors le peuple russe, ne rencontrèrent en elle qu'un témoin indifférent, ou un gendarme ombrageux. Elle goûta cependant sincèrement le plaisir d'écrire, elle eut la fureur de bâtir, et elle s'adonna avec passion à l'étude de l'histoire nationale. Elle exerça ainsi, même dans cette direction, son rôle de souveraine initiatrice, stimulant les énergies latentes qui l'entouraient.

Elle écrivit des livres d'histoire, elle écrivit des comédies, des drames historiques, des romans, des fables et des opéras bouffes ; elle écrivit surtout beaucoup de lettres. Sa correspondance avec Grimm est un monument curieux. Elle fut journaliste, elle fut poète, elle fut pédagogue. Ses fondations scolaires valaient mieux que ses vers ; quelques-unes sont restées. Mais le grand fondateur de l'éducation nationale à son époque ne s'appela pas « Catherine le Grand », il s'appela Novikof, l'homme qu'elle condamna.

Sa vie intime, si grand qu'en ait été le scandale à un certain point de vue, ne semble pourtant pas avoir réalisé les images lascives qui ont hanté les imaginations et alimenté la légende et la malignité publique. Ce fut aussi celle d'une grande travailleuse et d'une femme d'intérieur. Les occupations, consciencieusement remplies, d'une souveraine soucieuse de son devoir et des récréations innocentes y ont toujours tenu une grande place. Levée tôt et tôt couchée, elle se délassait de ses travaux en écoutant une lecture, en visitant ses collections de l'Ermitage, ou, de préférence, en jouant avec des enfants dont elle aimait à s'entourer. Volontiers encore elle se livrait à des goûts de villégiature champêtre dans sa belle résidence d'été de Tsarskoïe Selo, créée et embellie constamment par elle. Ses réceptions de l'Ermitage,

restreintes à un cercle familier, ne mettaient en lumière que la simplicité, la bonne grâce et l'aimable enjouement de son esprit et de son commerce.

Ses relations de famille furent traversées par les épreuves d'une vie conjugale qui devint vite odieuse et qui aboutit à un drame sanglant. Une maternité incomplète, tronquée pour ainsi dire dès le berceau et irrémédiablement viciée en fut la conséquence. L'ambition et la politique, en rendant Catherine usurpatrice tour à tour des droits de son époux et de ceux de son fils, ne favorisèrent évidemment pas le développement de ses sentiments dans le sens réclamé par la nature et par la morale. Il n'est cependant pas prouvé qu'elle ait pris part à la mort de son mari ; il n'est pas prouvé davantage qu'elle ait songé à déshériter son fils, et il est notoire qu'elle fut la meilleure des grand-mères.

En arrivant en Russie, elle trouva installée sur les marches du trône une forme de débauche souveraine analogue, sinon identique, aux modèles fournis par les autres cours européennes. Le favoritisme masculin y régnait depuis la mort de Pierre Ier, côtoyant une suite d'impératrices affranchies, par un hasard singulier, des liens du mariage, méconnaissant hautainement ceux de la morale.

Isolée à son tour sur un sommet que l'audace de quelques jeunes hommes l'avait aidée à escalader, Catherine fit comme avaient fait ses devancières ; seulement, elle fit plus grand. Elle essaya aussi de perpétuer, sous cette forme nouvelle, l'alliance de la politique et de l'amour qu'elle avait inaugurée avant son avènement, et elle y réussit en partie. Le conquérant de la Crimée fut son favori et son Premier ministre. Elle l'aima sincèrement. Elle aima de même Lanskoï, peut-être aussi Mamonof, et peut-être d'autres encore. Fut-elle aimée ? On ne saurait le dire. Le contraire, du moins, ne parut pas. À défaut d'amour, elle sut toujours et jusqu'à la fin inspirer le respect.

Ce fut une femme extraordinaire et une grande souveraine. Comme femme, elle a prouvé que son sexe était capable de se mettre à la hauteur des destinées et des devoirs les plus élevés ; comme souveraine, elle a fait pour la grandeur de la Russie autant que Pierre Ier lui-même. Non pas pourtant, ainsi qu'on l'a dit, en attirant sa patrie d'adoption dans le giron de la civilisation européenne : la Russie n'est pas plus européenne aujourd'hui

qu'elle ne l'était il y a deux cents ans. Ni Europe ni Asie, a-t-on dit encore avec plus de justesse : sixième partie du monde. Cette Russie qui est et semble devoir rester une chose à part, qui, tout en prenant contact avec l'orbite des grands intérêts européens, paraît suivre son mouvement propre et obéir à une loi de développement particulier ; qui, tout en s'inspirant de la culture occidentale, ne trahit aucune tendance à se laisser absorber par elle ; cette Russie, Pierre Ier l'a créée de toutes pièces, Catherine, elle, lui a donné la conscience de sa force, de son génie et de son rôle historique.

2 août 1892

1.Nous avons adopté pour les noms russes l'orthographe phonétique, la seule que la différence des alphabets rende applicable, et qui, pour cette raison, est aussi appliquée par les Russes aux noms étrangers. Nous avons cependant fait une exception pour quelques noms très connus, auxquels l'usage a attribué une orthographe de fantaisie. Ainsi nous écrivons Orlof, Vorontsof, au lieu de Arlof, Varantsof, ce qui conviendrait d'après la prononciation.

2.Voyez sur ce sujet l'ouvrage si attachant, brillant et solide à la fois, de M. Vandal, Louis XV et Élisabeth de Russie. Paris, E. Plon, Nourrit et Cie, 10 rue Garancière.

1.Et très incomplètement, par M. Bilbassov, dans les annexes du premier volume de son Histoire de Catherine. Nous nous servons du texte original qui est au dépôt des Affaires étrangères, vol. 57, Russie.

2.Ce titre a fort intrigué M. Bilbassov. C'est celui d'un roman espagnol de chevalerie, publié à Valence, en 1400, par Juan Martorell. Cervantès l'appelle : « Un trésor de contentement et une mine de passe-temps. » Le héros, qui du rang de simple chevalier parvient au trône de Constantinople, n'a rien de commun, ainsi que M. Bilbassov l'en a soupçonné, avec un oiseau (Tyrannus albus) d'Amérique.

3.M. Bilbassov n'a pu en donner dans son ouvrage qu'une reproduction tronquée ; nous soulignons les passages omis par lui.

1.Du moins n'avons-nous pas de document indiquant une ingérence antérieure dans le domaine défendu de la politique. Celui auquel nous faisons allusion est un billet adressé en février 1756 à Bestoujef, et communiqué à Frédéric II. (Politische Corresp., XII, 305.) Catherine y sollicite l'intervention du chancelier en faveur des Czartoryski.

2.Il ressort cependant d'une correspondance entre Brühl et Funcke, le ministre et le résident saxon, échangée pendant les années 1754-1755 (voir Herrmann, Der russische Hof, p. 298 et 299), que, dès l'année 1754, Bestoujef songea à faire acquérir à Catherine la corégence du duché de Holstein, et qu'il considérait cette mesure comme un acheminement au partage du pouvoir impérial. — D'après Michel Vorontsof (autobiographie publiée dans l'Archive du prince Vorontsof, V, 32), le chancelier aurait essayé de faire agréer par Élisabeth, sans qu'elle s'en aperçût, le projet réglant la succession du trône impérial au bénéfice de Catherine. Il l'aurait présenté à sa signature avec d'autres papiers sans importance. Mais Élisabeth se serait aperçue du tour qu'on voulait lui jouer.

3.Voir à ce sujet M. Bilbassov, Histoire de Catherine, I, p. 453 et suiv.

4.Le document essentiel pour cet épisode est un « Extrait d'une longue conversation que M. le comte de Broglie a eue avec le chevalier Douglas », joint à la dépêche du comte de Broglie. Varsovie, 2 octobre 1757. Affaires étrangères, Pologne.

5.Nous avons essayé de retracer les épisodes principaux de cette lutte émouvante dans un livre dont le premier volume a paru en 1887 sous ce titre : Les Potocki et les Czartoryski — La lutte des partis politiques avant le partage de la République (Cracovie ; en polonais). Un compte rendu en a été donné dans la Revue bleue du 11 août 1888. En ce qui concerne plus particulièrement la politique suivie par le comte de Broglie à Varsovie, les lecteurs français qui ont lu Le Secret du roi et qui ont pris

assurément beaucoup de plaisir à cette lecture trouveront des indications complémentaires dans un échange d'observations auquel la Revue d'histoire diplomatique (2e année, nos 1 et 2, 1888) a bien voulu donner l'hospitalité et qui nous a valu l'honneur d'avoir pour contradicteur l'auteur du Secret du roi lui-même.

6.M. Bilbassov n'a pas eu connaissance des Mémoires de Poniatowski auxquels nous avons recours, et s'en rapporte (I, 391) aux témoignages de Helbig et de Rulhière pour révoquer en doute celui de L'Hôpital.

7.Ce Polonais, du nom de Branicki, était le chef et le premier personnage de marque d'une famille de vieille noblesse provinciale, dont plusieurs membres sont ou ont été établis récemment en France. Le comte Xavier Branicki, propriétaire du château historique et du domaine magnifiquement agrandi de Montrésor (Indre-et-Loire), est l'arrière-petit-fils de cet ami auquel le futur roi de Pologne dut son salut. À la même époque, une autre famille du même nom, plus anciennement illustre et portant d'autres armes, s'éteignait dans la personne de Jean-Clément Branicki, grand général de la couronne. Cette rencontre et cette similitude de noms ont souvent prêté à des confusions.

8.Poniatowski, Mémoires, p. 38 et 39. Voici la version du marquis de L'Hôpital : « M. le comte Poniatowski, enhardi par la témérité de la grande-duchesse, se détermina à l'aller trouver à sa maison de campagne ; mais en arrivant, il fut arrêté par un officier et conduit chez le général Brockdorf, où était le grand-duc… » — « Je sais », lui dit le grand-duc, « toutes vos intrigues avec la grande-duchesse. Peut-être même avez-vous de mauvaises intentions contre moi. Vous avez sur vous des pistolets de poche… — Quel soupçon !… — Vous n'avez donc d'autres intentions que de voir la grande-duchesse ? Eh bien, Poniatowski, allez-y, restez à souper avec elle ; vous savez que, de mon côté, j'ai une maîtresse. » (Dépêche du 10 août 1758. Affaires étrangères, Russie.) — Comparez encore : Messelière, Nouveaux Mémoires sur la Russie, p. 233 et 319.

9.Cet homme, un simple paysan, grossier et difforme en plus, une espèce de monstre, s'appelait Tchoulkof. Il fut plus tard fait chambellan.

10.Quant à l'authenticité du document, les historiens russes l'admettent sans contestation, en dépit de l'affirmation contraire de Catherine elle-même, consignée dans une lettre à Grimm : « Je ne sais ce que Diderot entend par mes Mémoires ; mais ce qu'il y a de sûr, c'est que je n'en ai pas écrit, et que si c'est un péché de ne l'avoir pas fait, je dois m'en accuser. » (22 juin 1790, Recueil de la Société d'histoire russe.)

11.La première entrevue a eu lieu le 13/24 avril 1758. La date est donnée par une dépêche de l'envoyé anglais Keith (Raumer, II, p. 458). Le fait même est rapporté dans plusieurs dépêches du marquis de L'Hôpital qui ont échappé à l'étude, si exacte d'ailleurs, que M. Vandal a faite de sa correspondance. (« Aucune explication n'eut lieu entre les deux femmes, aucune promesse ne fut échangée… », M. Vandal, Louis XV et Élisabeth de Russie, p. 323.)

1.Voir au dépôt des Affaires étrangères un mémoire curieux sous ce titre : « Notes sur ce qui s'est passé au moment de la mort de l'impératrice Élisabeth. » (Mémoires et documents, vol. IX.)

2.Dépêche du marquis de Breteuil du 26 février 1762. Affaires étrangères, Russie. La scène est racontée à peu près de la même manière par le comte Mercy d'Argenteau, dans sa dépêche du même jour (Recueil de la Société d'histoire russe, XVIII, p. 188 et suiv.),

avec cette différence que l'ambassadeur autrichien insiste sur ce point qu'il n'a pas été confondu dans la disgrâce du baron de Breteuil, l'empereur ayant paru au contraire vouloir le distinguer de son collègue français en lui adressant des regards aimables.

3.Chtchebalski, Le Système politique de Pierre III, p. 168.

4.Un portrait gravé par Denon, dont M. de La Figelière a omis de parler, mais qui se trouve au Cabinet des estampes, concorde trait pour trait avec celui de Diderot.

5.Ce récit, contenu dans une lettre de Catherine à Poniatowski, a été reproduit plusieurs fois : dans La Cour de Russie il y a cent ans (p. 202 et suiv., d'après une publication antérieure qui n'est pas indiquée), dans l'édition russe des Mémoires de Catherine (p. 268-277), dans le Trésor de pièces relatives à l'histoire de la Russie, du bibliophile Jacob (la lettre y est donnée à tort comme inédite), etc.

1.D'après un récit fait par Panine, beaucoup plus tard, à l'envoyé danois (voir Asseburg), on comptait procéder au coup d'État en s'emparant de Pierre le jour où celui-ci reviendrait d'Oranienbaum à Pétersbourg pour assister au départ de la garde, qui devait prendre part à la campagne. (Voir Archive russe, 1879, I, p. 362 et suiv.)

2.C'est celui de Schuhmacher, secrétaire de la légation de Danemark en Russie.

1.Récit publié par le Morgenblatt et reproduit dans l'Archive russe, 1869, p. 1089.

2.Catherine fait allusion à ce morceau dans sa lettre à Grimm, du 2 février 1778. Recueil de la Société d'histoire russe, XXIII, p. 77. L'original est aux Archives d'État.

1.L'épisode tragique de cette révolte, de la Pougatchefchtchina, comme on l'appelle en Russie, a inspiré des poètes et des romanciers avant de séduire des historiens. Le sujet était scabreux à traiter scientifiquement. Pourtant, le poète Pouchkine, auquel l'empereur Nicolas voulut bien communiquer en partie le dossier de l'affaire conservé aux Archives de l'Empire, jeta les premières bases d'une étude sérieuse des événements s'y rapportant. Depuis, la critique historique a largement fait son œuvre.

2.L'Instruction, écrite par Catherine en français, fut d'abord publiée en russe, puis en allemand. Une version française, dont Balthazard entreprit la publication à Lausanne, donna lieu à la découverte des emprunts faits par Catherine à Beccaria. Balthazard, s'en étant aperçu, jugea plus commode de copier les passages correspondants dans la traduction de l'œuvre du légiste italien, faite en 1766 par l'abbé Morellet. Il en fit autant pour Montesquieu. Le travail de plagiaire exécuté par l'impératrice fut ainsi mis au jour.

1.En français, dans l'Archive du prince Vorontsof, XI. Traduction russe dans l'Archive russe, 1877, II, p. 354.

2.Son rapport est aux Archives des Affaires étrangères, vol. 111, fol. 368 et suiv. Russie.

3.Frère Ge : le roi George d'Angleterre ; Frère Gu : le roi Guillaume de Prusse.

4.La correspondance de Simoline est aux Archives d'État à Moscou. Des fragments en ont été publiés par Feuillet de Conches, I, p. 221, 336 ; II, p. 24, 31 ; V, p. 165. D'autres fragments dans l'Archive russe, 1866, p. 800 et suiv.

5.Vinski, Mémoires, Archive russe, 1877, I, p. 87.

6.*Recueil de la Société impériale d'histoire russe, XLI, p. 9.*

7.*Voir Solovief, La Chute de la Pologne, p. 181. Comp. Recueil de la Société impériale d'histoire russe, XXVII, p. 465.*

8.*Miller, La Question des paysans au XVIIIe siècle (Archive russe, 1875, III, p. 81 et suiv.). Comp. Bilbassov, Histoire de Catherine II, t. II, p. 280 (trad. allemande).*

9.*Recueil de la Société impériale d'histoire russe, vol. XXXI.*

1.*Wilhelmine a eu aussi les honneurs d'une traduction russe faite par Kozodavlef. Maurice Thümmel, né en 1738, près de Leipzig, est mort en 1817, à Cobourg.*

2.*Le fait en lui-même est exact ; l'évangile conservé à Reims jusqu'à la Révolution avait été trouvé dans un monastère de Prague. Sous Nicolas Ier, le gouvernement russe en fit faire une copie, qui fut imprimée à Paris. L'original se trouve maintenant au Musée tchèque.*

3.*D'après la théorie développée par Buffon, la végétation et la vie animale ont dû commencer dans les contrées du Nord, qui, les premières, se sont trouvées suffisamment refroidies. Mais il n'est guère question d'art dans ses Époques de la nature.*

1.*Quérard, Supercheries littéraires dévoilées, I, p. 656.*

2.*La Bibliothèque nationale possède, à Paris, des exemplaires, très rares, de la première et de la deuxième édition de l'ouvrage de Catherine.*

3.*M. Pincé est un des personnages du Tambour nocturne, comédie de Destouches.*

4.*Une de ces comédies, [5], traduite en français par M. de Baer, et insérée dans le recueil des chefs-d'œuvre des théâtres étrangers, a été attribuée par lui au comte Oginski, qui l'aurait écrite en 1784. C'est une erreur manifeste. M. Bessonof a fait dans l'[6] (1870) une étude intéressante sur l'influence de la poésie populaire dans les drames de Catherine. M. Lebiedief a parlé dans [7] (mars 1878) de l'influence de Shakespeare sur ces mêmes compositions.*

8.*Obidach a été publié en 1787, en allemand, avec une traduction russe de Stemione Vieliki.*

1.*Ce trait est rapporté dans des fragments de mémoires publiés par L'Antiquité russe, 1874, X, p. 772. Nous avons à observer cependant que Bezborodko ne fit partie du Sénat qu'après la mort de Catherine.*

1.*Nous empruntons ces détails à un très intéressant opuscule de l'abbé de Lubersac.*

1.*9 et 14 septembre 1784 ; l'original est en français.*

Une édition

BIBEBOOK

www.bibebook.com

Achevé d'imprimer en France le 5 Novembre 2016.